



Treaty Series

***Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations***

VOLUME 611

Recueil des Traités

***Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies***

**United Nations • Nations Unies
New York, 1970**

***Treaties and international agreements registered
or filed and recorded with the Secretariat
of the United Nations***

VOLUME 611

1967

I. Nos. 8844-8846

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered on 1 December 1967*

	<i>Page</i>
No. 8844. Universal Postal Union:	
Constitution of the Universal Postal Union (with Final Protocol and annexes), and	
General Regulations of the Universal Postal Union (with Final Protocol). Signed at Vienna, on 10 July 1964	7
No. 8845. Universal Postal Union:	
Universal Postal Convention (with Final Protocol and Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964	105
No. 8846. Universal Postal Union:	
Agreement concerning insured letters and boxes (with Final Protocol and Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964	387

**Traité et accords internationaux enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies**

VOLUME 611

1967

I. Nos 8844-8846

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traité et accords internationaux
enregistrés le 1^{er} décembre 1967*

	<i>Pages</i>
N° 8844. Union postale universelle:	
Constitution de l'Union postale universelle (avec Protocole final et annexes), et	
Règlement général de l'Union postale universelle (avec Protocole final). Signés à Vienne, le 10 juillet 1964.....	7
N° 8845. Union postale universelle:	
Convention postale universelle (avec Protocole final et Règlement d'exécution). Signée à Vienne, le 10 juillet 1964.....	105
N° 8846. Union postale universelle:	
Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée (avec Protocole final et Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964.....	387

No. 8846

UNIVERSAL POSTAL UNION

Agreement concerning insured letters and boxes (with Final Protocol and Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964

Official text: French.

Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée (avec Protocole final et Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964

Texte officiel français.

Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1^{er} décembre 1967.

IV

**ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES ET LES
BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE. SIGNÉ À VIENNE,
LE 10 JUILLET 1964**

ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES
ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

Art. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Objet de l'Arrangement
2. Déclaration de valeur

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION

3. Conditions de poids et de dimensions
4. Insertions autorisées
5. *Interdictions*
6. Traitement des envois admis à tort

CHAPITRE III

TAXES ET DROITS

7. *Taxes*
8. Franchise postale
9. *Conditions d'exportation et d'importation et droits*

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ

10. *Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales*
11. *Non-responsabilité des Administrations postales*
12. *Responsabilité de l'expéditeur*
13. *Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales*
14. *Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire*

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

15. Application de la Convention
16. Bureaux participant au service
17. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*
18. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES
ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

- I. Maximum de déclaration de valeur
- II. *Equivalents. Limites maximales et minimales*

ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, § 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne, le 10 juillet 1964,² ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER

Objet de l'Arrangement

1. Des lettres contenant des valeurs-papier ou des documents de valeur ainsi que des boîtes contenant des bijoux ou autres objets précieux peuvent être échangées entre les Pays contractants avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur.
2. Ces envois sont désignés sous le nom de « envois avec valeur déclarée » ou « lettres avec valeur déclarée » ou encore « boîtes avec valeur déclarée ».
3. La participation à l'échange des boîtes avec valeur déclarée est limitée aux Pays contractants qui déclarent assurer ce service.

ARTICLE 2

Déclaration de valeur

1. Le montant de la déclaration de valeur est en principe illimité.
2. Chaque Administration a, toutefois, la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 10 000 francs.
3. Dans les relations entre Pays qui ont adopté des *maximums* différents, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.
4. La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur; le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte.
5. Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un envoi est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du Pays d'origine.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION

ARTICLE 3

Conditions de poids et de dimensions

1. Les lettres avec valeur déclarée sont soumises aux conditions de poids et de dimensions applicables aux lettres ordinaires.
2. Les boîtes avec valeur déclarée ne peuvent excéder le poids de 1 kilogramme, ni les dimensions de 30 centimètres en longueur, 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en hauteur.
3. Les lettres et les boîtes avec valeur déclarée dont les dimensions sont inférieures aux minimums fixés pour les lettres à l'article 16, § 1, de la Convention ne sont pas admises.

¹ Mis à exécution le 1^{er} janvier 1966, conformément à l'article 18. Voir à la suite des Formules la liste des Etats qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement ou qui y ont adhéré.

² Voir plus haut dans le présent volume.

ARTICLE 4

Insertions autorisées

1. Les lettres avec valeur déclarée peuvent contenir des objets passibles de droits de douane dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales se sont déclarées d'accord à ce sujet.

2. Les boîtes avec valeur déclarée peuvent contenir une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives ainsi qu'une simple copie de la suscription de la boîte avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

3. En ce qui concerne les boîtes avec valeur déclarée contenant de l'opium, de la morphine, de la cocaïne ou d'autres stupéfiants, expédiés dans un but médical ou scientifique, voir l'article 5, § 1, lettre b).

ARTICLE 5

Interdictions

1. L'expédition des objets visés ci-dessous est interdite dans tous les envois avec valeur déclarée:

- a) les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les envois de la poste aux lettres (voir aussi la lettre e);
- b) l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions sous forme de boîte avec valeur déclarée effectuées dans un but médical ou scientifique pour les Pays qui les admettent à cette condition;
- c) les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le Pays de destination;
- d) les animaux vivants;
- e) les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses;
- f) les objets obscènes ou immoraux.

2. Les lettres avec valeur déclarée ne doivent pas contenir des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux. Sous réserve de l'article 4, § 1, elles ne doivent pas non plus contenir des objets passibles de droits de douane.

3. Les boîtes avec valeur déclarée ne doivent pas contenir:

- a) des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;
- b) des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur.

ARTICLE 6

Traitement des envois admis à tort

1. Tout envoi avec valeur déclarée qui ne répond pas aux dispositions de l'article 3 et qui a été admis à tort, doit être renvoyé à l'Administration d'origine; toutefois, l'Administration de destination est autorisée à le remettre au destinataire en lui appliquant les taxes prévues à l'article 16, § 14, de la Convention.

2. Tout envoi avec valeur déclarée qui contient les objets cités à l'article 5, § 1, et qui a été admis à tort à l'expédition doit être traité selon la législation du Pays de l'Administration qui constate la présence de ces objets; il en est de même des lettres avec valeur déclarée qui contiennent, sous réserve de l'article 4, § 1, des objets passibles de droits de douane, à l'exception des valeurs-papier; toutefois, les envois avec valeur déclarée qui contiennent les objets visés à l'article 5, § 1, lettres b), e) et f), ne sont en aucun cas acheminés à destination, livrés aux destinataires ou renvoyés à l'origine.

3. Tout envoi avec valeur déclarée qui contient les objets cités à l'article 5, §§ 2 et 3, lettre b), doit être renvoyé à l'origine; toutefois, si la présence de ces objets n'est constatée que par l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à les remettre aux destinataires aux conditions prévues par sa réglementation.

4. Lorsqu'un envoi avec valeur déclarée admis à tort n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'Administration d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement appliqué à cet envoi.

5. Le fait qu'une boîte avec valeur déclarée contient un document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi à l'expéditeur.

CHAPITRE III
TAXES ET DROITS

ARTICLE 7

Taxes

1. Les lettres et les boîtes avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes ci-après:

- a) taxe d'affranchissement;
- b) taxe fixe de recommandation;
- c) taxe d'assurance.

2. Le tarif de ces taxes est le suivant:

Désignation des envois 1	Taxe d'affranchissement 2	Taxe fixe de recommandation 3	Taxe d'assurance 4
Lettres	Taxe calculée selon l'article 16 de la Convention, respectivement selon l'article III de son Protocole final	Taxe fixée à l'article 36, § 2, lettre b), de la Convention ou à l'article XII de son Protocole final	Au maximum 50 centimes par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, ou 1/4 % de l'échelon de valeur déclarée, quel que soit le Pays de destination, même dans les Pays qui se chargent des risques pouvant résulter d'un cas de force majeure
Boîtes	20 centimes par 50 grammes avec minimum de 1 franc		

3. Outre les taxes visées au § 1, les lettres et les boîtes avec valeur déclarée peuvent donner lieu à la perception des taxes résultant de l'application de la Convention en vertu de l'article 15 du présent Arrangement.

ARTICLE 8

Franchise postale

Les lettres avec valeur déclarée relatives au service postal échangées soit entre les Administrations, soit entre les Administrations et le Bureau international sont exemptes de toutes taxes postales.

ARTICLE 9

Conditions d'exportation et d'importation et droits

1. Les envois avec valeur déclarée sont soumis à la législation du Pays d'origine en ce qui concerne les conditions et les droits d'exportation; ils sont soumis à la législation du Pays de destination en ce qui concerne les conditions et les droits d'importation et de la douane.

2. Les droits fiscaux et les frais d'essayage exigibles à l'importation sont perçus sur le destinataire lors de la remise; si, pour une cause quelconque, une boîte avec valeur déclarée est réexpédiée dans un autre Pays participant au service ou renvoyée au bureau d'origine, les droits ou frais non remboursables lors de la réexportation sont recouverts sur le destinataire ou sur l'expéditeur.

CHAPITRE IV
RESPONSABILITÉ

ARTICLE 10

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois avec valeur déclarée, sauf dans les cas prévus à l'article 11. Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

2. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, *en principe*, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant, en francs-or, de la valeur déclarée. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine par voie de surface d'un envoi-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux envois acheminés par cette voie.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des objets de valeur de même nature, au lieu et à l'époque où ils ont été acceptés au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets évaluée sur les mêmes bases.

4. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, à l'exception de la taxe d'assurance qui reste acquise, dans tous les cas, à l'Administration d'origine.

5. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits en faveur du destinataire.

ARTICLE 11

Non-responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise soit dans les conditions prescrites par leur réglementation intérieure pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 12, § 3, de la Convention; la responsabilité est toutefois maintenue:

- a) lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
- b) lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois avec valeur déclarée:

- a) en cas de force majeure; l'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son Pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du Pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du Pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure;
- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu de l'envoi;
- d) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 5, §§ 1, 2 et 3, lettre b), et pour autant que ces envois aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;
- e) lorsqu'il s'agit d'envois qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- f) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt de l'envoi;

2° des envois avec valeur déclarée saisis en vertu de la législation du Pays de destination;

3° en matière de transport maritime ou aérien, lorsque les Administrations des Pays contractants ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; ces Administrations assument néanmoins, pour le transit d'envois avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les envois recommandés.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

ARTICLE 12

Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée est responsable, dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes, de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs.

2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel envoi avec valeur déclarée ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.

3. Le cas échéant, il appartient à l'Administration d'origine d'intenter l'action contre l'expéditeur.

ARTICLE 13

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu l'envoi sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la remise au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.

2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve des §§ 4, 7 et 8, déchargée de toute responsabilité:

- a) lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 108 du Règlement, relatives à la vérification individuelle des envois avec valeur déclarée;
- b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de conservation prévu à l'article 108 du Règlement d'exécution de la Convention étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration qui a transmis un envoi avec valeur déclarée à une autre Administration est déchargée de toute responsabilité, si le bureau d'échange auquel l'envoi a été livré n'a pas fait parvenir, par le premier courrier utilisable après la vérification, à l'Administration expéditrice, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération, soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de l'envoi lui-même.

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel Pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le Pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le Pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce Pays de prouver:

- a) que ni le paquet, l'enveloppe ou le sac et sa fermeture, ni l'emballage et la fermeture de l'envoi ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- b) que le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré l'envoi sans que l'Administration suivante ait formulé d'objection.

5. La responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

6. Lorsqu'un envoi avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

7. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire dont le Pays n'est pas partie au présent Arrangement ou qui a adopté un maximum inférieur au montant de la perte, les Administrations d'origine et de destination supportent par parts égales le dommage non couvert par cette Administration en vertu des dispositions prévues au § 5 du présent article et à l'article premier, § 3, de la Convention.

8. La procédure prévue au § 7 pour la répartition de l'indemnité à payer entre les Administrations intéressées est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un Pays contractant qui n'accepte pas la responsabilité (article 11, § 2, chiffre 3°).

9. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

10. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

ARTICLE 14

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. L'article 45 de la Convention est applicable aux envois avec valeur déclarée.

2. En cas de découverte ultérieure d'un envoi dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visées à l'article 2, § 5.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 15

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement. Toutefois, par dérogation à l'article 25 de la Convention précitée, l'Administration de destination a la faculté, lorsque sa réglementation le prévoit, de faire remettre par exprès un avis d'arrivée de l'envoi et non l'envoi lui-même. En route, par dérogation à l'article 26, § 3, lettre b), de la Convention et sous réserve de l'article XI du Protocole final de la Convention, la taxe de recommandation est due en sus de la taxe télégraphique pour les demandes télégraphiques de modification d'adresse.

ARTICLE 16

Bureaux participant au service

Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des lettres et des boîtes avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leur Pays.

ARTICLE 17

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir :

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de dispositions nouvelles ou de la modification des dispositions des articles 1 à 8, 10 à 15, 17 et 18 du présent Arrangement, de celles de son Protocole final et de l'article final de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification de fond soit des dispositions du présent Arrangement autres que celles des articles qui sont mentionnés sous lettre a), soit des dispositions des articles 101, § 2, 102 à 105, 106, §§ 2 à 5, 107, 108 et 111, lettres f) et g), de son Règlement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de *différend* à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

ARTICLE 18

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle:

(Pour les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution, voir plus haut dans le présent volume.)

République populaire d'Albanie
République algérienne démocratique et populaire
Allemagne
Royaume de l'Arabie Saoudite
République Argentine
République d'Autriche
Belgique
République soviétique socialiste de Biélorussie
Birmanie
Bolivie
Etats-Unis du Brésil
République populaire de Bulgarie
Royaume du Burundi
Royaume du Cambodge
République fédérale du Cameroun
République Centrafricaine
Ceylan
Chili
Chine
République de Chypre
République de Colombie
République du Congo (Brazzaville)
République du Congo (Léopoldville)
République de Costa Rica
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
République du Dahomey
Royaume de Danemark
République de El Salvador
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
République de Finlande
République française
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer
République gabonaise
Ghana
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles de la Manche et l'île de Man
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Grèce
République de Guinée

République de Haute-Volta
République populaire hongroise
Inde
République d'Indonésie
Iran
République d'Iraq
Irlande
République d'Islande
Italie
Jamaïque
Japon
Royaume hachémite de Jordanie
Kuwait
Royaume du Laos
République libanaise
Libye
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
Malaisie
République malgache
République du Mali
Royaume du Maroc
Principauté de Monaco
République populaire de Mongolie
Nicaragua
République du Niger
République fédérale de Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouganda
Pakistan
Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Surinam
République populaire de Pologne
Portugal
République arabe unie
République populaire roumaine
République rwandaise
République de Saint-Marin
République du Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Suède
Confédération suisse
République arabe syrienne
République unie du Tanganyika et de Zanzibar
République du Tchad

République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
Trinité et Tobago
Tunisie
Turquie
République soviétique socialiste d'Ukraine
Union des Républiques soviétiques socialistes
République orientale de l'Uruguay
Etat de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
Viêt-Nam
République arabe du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

PROTCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES LETTRES
ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Maximum de déclaration de valeur

Par dérogation à l'article 2, toute Administration a la faculté de limiter le maximum de déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à 5000 francs ou à la somme adoptée dans son service intérieur, si cette somme est inférieure à 5000 francs.

ARTICLE II

Equivalents. Limites maximales et minimales

Chaque Pays a la faculté de majorer de 60% ou de réduire de 20% au maximum la *taxe de base* et la *taxe minimale* prévues, pour les boîtes avec valeur déclarée, à l'article 7, § 2, en conformité de l'échelle générale des *taxes figurant* à l'article III, § 1, du Protocole final de la Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du *Pays-siège* de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du *Pays-siège* du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir plus haut.)

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION
DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES
ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

101. Renseignements à fournir par les *Administrations*

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION. DÉPÔT

- 102. Conditionnement des envois
- 103. Déclaration de valeur
- 104. Déclarations en douane
- 105. Rôle du bureau d'origine

CHAPITRE III

ÉCHANGE DES ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

- 106. Voies et modes de transmission
- 107. Opérations au bureau d'échange expéditeur
- 108. Opérations au bureau d'échange réceptionnaire ou au bureau de destination
- 109. Réexpédition. *Envois non distribuables*

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

- 110. *Modification* d'adresse
- 111. Application du Règlement d'exécution de la Convention
- 112. Mise à exécution et durée du Règlement

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964*¹ ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Les Administrations des Pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle VD 1 ci-annexé, les renseignements concernant l'échange des envois avec valeur déclarée.

2. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, les Administrations doivent communiquer aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international:

- a) le tarif des taxes d'assurance applicable, dans leur service, aux envois avec valeur déclarée, en conformité de l'article 7 de l'Arrangement;
- b) le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent la déclaration de valeur par les voies de surface et aérienne;
- c) le nombre de déclarations en douane exigé pour les boîtes avec valeur déclarée à destination de leur Pays et pour les boîtes en transit ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations doivent être rédigées;
- d) le cas échéant, la liste de leurs bureaux qui participent au service;
- e) le cas échéant, ceux de leurs services maritimes ou aériens réguliers, utilisés pour le transport des envois ordinaires de la poste aux lettres, qui peuvent être affectés, avec garantie de responsabilité, au transport des envois avec valeur déclarée.

3. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION. DÉPÔT

ARTICLE 102

Conditionnement des envois

1. Les lettres avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes pour être admises à l'expédition:

- a) les enveloppes doivent être fermées au moyen de cachets identiques en cire fine, espacés, reproduisant un signe particulier à l'expéditeur et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe;
- b) les enveloppes doivent être solides, confectionnées d'une seule pièce et permettre la parfaite adhérence des cachets; il est interdit d'employer des enveloppes entièrement transparentes ou à panneau transparent, ainsi que des enveloppes à bords coloriés;
- c) le conditionnement doit être tel qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu sans endommager d'une manière apparente l'enveloppe ou les cachets;

¹ Voir plus haut dans le présent volume.

d) les timbres-poste représentant l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à masquer des lésions de l'enveloppe; ils ne doivent pas être repliés sur les deux faces de celle-ci. Il est interdit d'apposer sur les lettres avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles qui se rapportent au service postal.

2. Les boîtes avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes:

- a) être en bois ou en métal et suffisamment résistantes;
- b) les parois des boîtes en bois doivent avoir une épaisseur *minimale* de 8 millimètres;
- c) les faces supérieure et inférieure des boîtes doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service; ces boîtes doivent être entourées d'un croisé de ficelle solide sans nœuds, les deux bouts étant réunis sous un cachet en cire fine portant une empreinte particulière à l'expéditeur; elles doivent être scellées, sur les quatre faces latérales, de cachets identiques au précédent.

3. Les dispositions ci-après sont applicables aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée:

- a) l'affranchissement peut être représenté par la mention en chiffres, de la somme perçue, exprimée en monnaie du Pays d'origine, sous la forme par exemple: «Taxe perçue: fr. . . . c. . . .»; cette mention doit être portée à l'angle supérieur droit de la suscription et être appuyée d'une empreinte du timbre à date du bureau d'origine;
- b) les envois adressés sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon ainsi que ceux qui portent des ratures ou surcharges dans leur suscription ne sont pas admis; les envois de l'espèce qui auraient été admis à tort sont obligatoirement renvoyés au bureau d'origine.

ARTICLE 103

Déclaration de valeur

1. La valeur déclarée doit être exprimée dans la monnaie du Pays d'origine et être inscrite, par l'expéditeur ou son mandataire, sur l'adresse de l'envoi, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature, ni surcharge, même approuvée; l'indication relative au montant de la valeur déclarée ne peut être faite au crayon.

2. Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du Pays d'origine; cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre Pays ayant une monnaie commune. Le montant en francs-or doit être souligné d'un trait au crayon de couleur.

3. Lorsque des circonstances quelconques ou lorsque les déclarations des intéressés révèlent l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans une lettre ou une boîte, avis en est donné à l'Administration d'origine dans le plus bref délai possible et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

ARTICLE 104

Déclarations en douane

Dans les relations où les déclarations en douane sont exigées, les boîtes avec valeur déclarée doivent être accompagnées du nombre requis de formules, dûment remplies, du modèle C 2 (annexé au Règlement d'exécution de la *Convention*).

ARTICLE 105

Rôle du bureau d'origine

1. Dès que le bureau d'origine a reconnu acceptable un envoi avec valeur déclarée, il procède aux opérations ci-après:

- a) il inscrit le poids exact en grammes sur l'envoi à l'angle supérieur gauche de la suscription;
- b) il appose du côté de la suscription une empreinte du timbre indiquant le bureau et la date de dépôt;
- c) il le revêt d'une étiquette C 4 indiquant, en caractères latins, le nom du bureau de dépôt et le numéro d'ordre de l'envoi;
- d) il le revêt également d'une étiquette rouge portant, en caractères très apparents, la mention «Valeur déclarée».

2. Les Administrations peuvent remplacer les deux étiquettes prévues au § 1 par une seule, de couleur rouge et conforme au modèle VD 2 ci-annexé.

3. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des envois avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

CHAPITRE III

ÉCHANGE DES ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

ARTICLE 106

Voies et modes de transmission

1. Au moyen des tableaux VD 1 reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses envois avec valeur déclarée.

2. La transmission des envois avec valeur déclarée entre Pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime ou aérien direct est effectuée par les bureaux d'échange que les deux Administrations intéressées désignent d'un commun accord.

3. Dans les rapports entre Pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les envois avec valeur déclarée doivent suivre la voie la plus directe. Toutefois, les Administrations intéressées peuvent également s'entendre pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où la transmission par la voie la plus directe ne comporterait pas la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

4. Suivant les convenances du service, les envois peuvent être expédiés dans des dépêches closes ou être livrés à découvert à la première Administration intermédiaire, si celle-ci est à même d'assurer la transmission dans les conditions prévues par les tableaux VD 1; toutefois, chaque Administration intermédiaire a le droit, lorsqu'elle constate que le nombre des envois à découvert est de nature à entraver ses opérations, d'exiger que les envois avec valeur déclarée lui soient livrés dans des dépêches closes formées par l'Administration d'origine pour les bureaux d'échange du Pays de destination.

5. Est réservée aux Administrations d'origine et de destination la faculté de s'entendre entre elles, pour échanger les envois avec valeur déclarée en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs Pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement. Les Administrations intermédiaires doivent être prévenues en temps utile.

ARTICLE 107

Opérations au bureau d'échange expéditeur

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les envois avec valeur déclarée sur des feuilles d'envoi spéciales conformes au modèle VD 3 ci-annexé avec tous les détails que comportent ces formules; en regard de l'inscription des envois à remettre par exprès, la mention «*Exprès*» doit être portée dans la colonne «*Observations*».

2. Les envois avec valeur déclarée forment avec la ou les feuilles d'envoi un ou plusieurs paquets spéciaux qui sont ficelés entre eux, enveloppés de papier solide, ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine, sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur; ces paquets portent, selon le cas, l'une des mentions «*Valeurs déclarées*», «*Lettres avec valeur déclarée*» ou «*Boîtes avec valeur déclarée*».

3. Au lieu d'être réunies en un paquet, les lettres avec valeur déclarée peuvent être insérées dans une enveloppe de papier fort, fermée au moyen de cachets de cire.

4. Les paquets ou enveloppes de valeurs déclarées peuvent aussi être fermés au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée de l'Administration d'origine de la dépêche, à moins que l'Administration de destination de la dépêche n'exige qu'ils soient cachetés à la cire ou plombés. Une empreinte du timbre à date du bureau expéditeur doit être apposée sur le cachet gommé de manière qu'elle figure à la fois sur celui-ci et sur l'emballage.

5. Si le nombre ou le volume des envois avec valeur déclarée le nécessite, ils peuvent être renfermés dans un sac convenablement clos et cacheté à la cire ou plombé.

6. La présence des enveloppes, paquets ou sacs contenant les envois avec valeur déclarée est signalée au tableau III de la feuille d'avis du modèle C 12 (annexé au Règlement d'exécution de la Convention); lorsque la dépêche ne contient pas d'enveloppes, de paquets ou de sacs avec valeur déclarée, la mention «*Néant*» est portée à ce tableau.

7. Le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée est inséré dans le paquet ou le sac contenant les envois recommandés ou, à défaut de ceux-ci, dans le paquet ou le sac renfermant normalement lesdits envois; lorsque les envois recommandés sont renfermés dans plusieurs sacs, le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée doit être placé dans le sac au col duquel est fixée l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis.

8. Les boîtes avec valeur déclarée doivent, lorsqu'une des deux Administrations correspondantes le demande expressément, être décrites sur des formules VD 3 distinctes et être expédiées sous paquet ou sous sac séparé.

ARTICLE 108

Opérations au bureau d'échange réceptionnaire ou au bureau de destination

1. A la réception d'un paquet, d'une enveloppe ou d'un sac contenant des envois avec valeur déclarée, le bureau d'échange procède aux opérations ci-après:

- a) il s'assure que le paquet, l'enveloppe ou le sac ne présente aucune anomalie quant à son état extérieur et que sa confection a eu lieu *selon* l'article 107;
- b) il procède au pointage du nombre des envois avec valeur déclarée et à la vérification individuelle de chaque envoi;
- c) il procède à la rectification ou à la réexpédition des feuilles d'envoi en se conformant à l'article 158, §§ 2 à 10, du Règlement d'exécution de la Convention *relatif* aux envois recommandés.

2. Les irrégularités font immédiatement l'objet de réserves envers le service cédant.

3. La constatation d'un manquant, d'une altération ou de toutes autres irrégularités de nature à engager la responsabilité des Administrations est *faite* au moyen d'un procès-verbal conforme au modèle VD 4 ci-annexé. Ce procès-verbal est transmis, sous recommandation, accompagné, sauf impossibilité motivée, de l'emballage complet (sac, enveloppe, ficelle et cachets ou plombs), de tous les paquets ou sacs intérieurs et extérieurs dans lesquels les envois avec valeur déclarée étaient insérés, à l'Administration centrale du Pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau. Un double du procès-verbal est en même temps adressé soit à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange réceptionnaire, soit à tout autre organe de direction désigné par elle.

4. Sans préjudice de l'application des dispositions du § 3, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un envoi avarié ou insuffisamment emballé doit y donner cours en observant les règles suivantes:

- a) s'il s'agit d'un dommage léger ou d'une destruction partielle des cachets, il suffit de cacheter l'envoi de nouveau pour assurer le contenu, à la condition toutefois que, de toute évidence, le contenu ne soit ni endommagé, ni, d'après la constatation du poids, amoindri. Les cachets existants doivent être respectés; s'il y a lieu, les envois doivent être remballés en maintenant autant que possible l'emballage primitif;
- b) si l'état de l'envoi est tel que le contenu ait pu en être soustrait, le bureau doit procéder à l'ouverture d'office de l'envoi et à la vérification du contenu; le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal VD 4 dont une copie est jointe à l'envoi; celui-ci est remballé;
- c) dans tous ces cas, le poids de l'envoi à l'arrivée et le poids après réfection doivent être constatés et indiqués sur l'enveloppe; cette indication est suivie de la mention «Cacheté d'office à . . .» ou «Remballé à . . .», d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant apposé les cachets ou effectué le remballage.

5. Tout envoi avec valeur déclarée non ou insuffisamment affranchi est remis sans taxe au destinataire, sauf le cas visé à l'article 27, § 8, de la Convention; l'irrégularité est toutefois signalée, par bulletin de vérification, au bureau d'origine de l'envoi.

6. Le bureau de destination applique, au verso de chaque envoi avec valeur déclarée, une empreinte de son timbre indiquant la date de réception.

ARTICLE 109

Réexpédition. Envois non distribuables

1. Tout envoi avec valeur déclarée, dont le destinataire est parti pour un Pays ne participant pas au présent Arrangement, est renvoyé immédiatement à l'Administration d'origine pour être rendu à l'expéditeur, à moins que l'Administration de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir au destinataire.

2. Les envois avec valeur déclarée non distribués doivent être renvoyés dès que possible et au plus tard dans les délais fixés à l'article 27 de la Convention; ces envois sont inscrits sur la feuille VD 3 et compris dans le paquet, l'enveloppe ou le sac étiqueté «Valeurs déclarées».

3. Les droits de douane et autres *droits* dont l'annulation n'a pu être obtenue lors de la réexpédition ou du renvoi à l'origine sont recouverts sur l'Administration de la nouvelle destination dans les conditions prévues à l'article 144, § 8, du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 110

Modification d'adresse

1. Toute demande de modification d'adresse formulée par la voie télégraphique doit être confirmée postalement, par le premier courrier, dans la forme prévue à l'article 147, § 1, lettre a), du Règlement d'exécution de

la Convention; la formule C 7 visée audit article doit alors porter en tête, en caractères très apparents, la mention «Confirmation de la demande télégraphique du . . .»; en attendant cette confirmation, le bureau de destination se borne à retenir l'envoi.

2. Toutefois, l'Administration de destination peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à la demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

ARTICLE 111

Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux envois avec valeur déclarée, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, les articles suivants:

- a) articles 118 et 143: Envois francs de taxes et de droits;
- b) articles 137 et 138: Avis de réception;
- c) article 139: Remise en main propre;
- d) articles 141 et 155: Envois exprès;
- e) articles 147 et 148: Retrait. Modification d'adresse, complétés par l'article 110 du présent Règlement;
- f) articles 150 à 152: Réclamations et demandes de renseignements;
- g) articles 165 à 176: Frais de transit;
- h) article 181: Liquidation des comptes afférents aux envois francs de taxes et de droits; toutefois, les Administrations qui déclarent ne pouvoir adhérer au mode de règlement prévu par ledit article doivent indiquer les dispositions qu'elles désirent adopter.

ARTICLE 112

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir plus haut.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
VD 1	Tableau VD 1	art.101, § 1
VD 2	Etiquette « V » combinée avec le nom du bureau d'origine et le numéro de l'envoi	art.105, § 2
VD 3	Feuille d'envoi des lettres et des boîtes avec valeur déclarée	art.107, § 1
VD 4	Procès-verbal concernant la perte, la spoliation, l'avarie ou des irrégularités d'une lettre boîte avec valeur déclarée	art.108, § 3

ANNEXES :

FORMULES VD 1 à VD 4

ADMINISTRATION DES POSTES

d

TABLEAU VD 1

Indiquant les Pays pour lesquels l'Administration des postes d.....
est à même de servir d'intermédiaire pour l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée

Numéro courant	Pays de destination	Voies de transmission	Désignation des Pays Intermédiaires et des services maritimes à employer	Limite de la déclara- tion de valeur	Admission des boîtes avec valeur déclarée	Nombre de déclara- tions en douane à joindre aux boîtes	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8
				fr			

VD 2



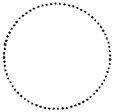
Valeurs, Vienne 1964, art. 105, § 2 – Dimensions: 37 x 13 mm, couleur rouge

VD 3

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

ADMINISTRATION DE DESTINATION

Timbre du bureau
d'échange expéditeur



FEUILLE D'ENVOI N°
des lettres et des boîtes avec valeur déclarée

Timbre du bureau
d'échange de destination



expédiées par le bureau d'échange d.....
au bureau d'échange d.....
Dépêche n° (*) du 19....., à h mn

Numéro courant	Bureau d'origine	Numéro de l'envoi	Lieu de destination	Montant de la valeur déclarée	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26					
27					
28					
29					
30					

Les agents du bureau expéditeur:

Les agents du bureau de destination:

(*) A remplir seulement pour les dépêches numérotées.

(Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES

VD 4

d

PROCÈS-VERBAL (1)

concernant (2) $\left\{ \begin{array}{l} \text{la perte} \\ \text{la spoliation} \\ \text{l'avarie} \\ \text{des irrégularités} \end{array} \right\}$ d'une (2) $\frac{\text{lettre}}{\text{boîte}}$ avec valeur déclarée

Procès-verbal dressé le 19....., à h

par le bureau d.....

Bureau de dépôt: Date du dépôt: 19.....

Numéro de l'envoi:

Expéditeur:

Destinataire:

Valeur déclarée: Remboursement:

Poids indiqué sur l'envoi: Poids constaté à l'arrivée:

Emballage:

Nombre des cachets: Signe particulier des cachets:

L'envoi (2) $\frac{\text{manque}}{\text{est parvenu}}$ $\frac{\text{endommagé}}{\text{non endommagé}}$ dans le sac (2) $\frac{\text{intérieur}}{\text{extérieur}}$ dont (2) $\frac{\text{la fermeture}}{\text{le plombage}}$ (2) $\frac{\text{était}}{\text{n'était pas}}$ intact(e).

La dépêche est arrivée le 19....., à h mn,

(2) $\left\{ \begin{array}{l} \text{par l'ambulant} \\ \text{dans le fourgon n°} \\ \text{par le paquebot} \\ \text{par la ligne aérienne} \end{array} \right\}$

L'objet est inscrit sur la feuille d'envoi n° d..... du 19.....

L'emballage de l'envoi doit être considéré comme (2) $\frac{\text{réglementaire}}{\text{non réglementaire}}$.

(2) $\left\{ \begin{array}{l} \text{Suivant} \frac{\text{le destinataire}}{\text{l'expéditeur}} \\ \text{D'après} \frac{\text{les indications de la facture}}{\text{la déclaration en douane}} \end{array} \right\}$ le contenu devrait se composer de.....

(1) A transmettre sous recommandation.

(2) Biffer ce qui ne convient pas.

(Suite au verso)

A l'examen, (1) fait en présence (1) du destinataire de l'expéditeur, il a été constaté.....

.....
.....
.....

(1) { En conséquence
Suivant le destinataire } il manque
Suivant l'expéditeur

.....
.....
.....

(1) Le destinataire estime à une somme de le dommage causé par (1) { la perte.
L'expéditeur la spoliation.
l'avarie.

(1) { La perte
La spoliation } est attribuable à
L'avarie

.....
.....
.....

(1) Après emballage et pesage, le nouveau poids est de; l'envoi a été réacheminé sur sa destination.

(1) Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné.

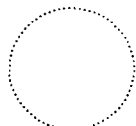
(1) L'emballage est conservé ici.

(1) Le destinataire refuse l'envoi.
(1) L'expéditeur a accepté l'envoi, mais il demande une indemnité de.....

(1) Sont annexés au procès-verbal: l'emballage, le sac, la ficelle, les cachets, les plombs, etc. (?):

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, dont un double a été transmis à.....
.....

Timbre à date du bureau



Signature des deux agents postaux:

.....
.....

Signature du destinataire ou de l'expéditeur:

.....

(1) Biffer ce qui ne convient pas.
(2) Préciser de quel paquet ou sac il s'agit.

LISTE DES ETATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE, OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION EFFECTUÉE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5, DE LA CONSTITUTION

ARGENTINE ¹	23 juin	1967
AUTRICHE	23 décembre	1965
BARBADE	11 novembre	1967 a*
BELGIQUE	4 novembre	1965 A
CEYLAN	14 mars	1967 A
CHINE	6 septembre	1966
CONGO (RÉPUBLIQUE DU)	7 septembre	1966 A
CÔTE D'IVOIRE	28 octobre	1965 A
DAHOMÉY	13 janvier	1967 A
DANEMARK	23 décembre	1965
ESPAGNE	9 novembre	1966
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)		
FINLANDE	17 décembre	1965
FRANCE	22 janvier	1966 A
(Y compris l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer.)		
GABON	27 janvier	1967 A
GHANA	17 novembre	1966
GUINÉE	5 septembre	1966
GUYANE	22 mars	1967 a
HAUTE-VOLTA	4 février	1967 A
HONGRIE ¹	2 mai	1967 A
INDE	8 novembre	1966 A
IRAK ¹	22 septembre	1967
IRLANDE	4 mars	1966
ISLANDE	10 août	1965
JAPON	22 juillet	1965 A
KOWEÏT	16 août	1967
LAOS	25 septembre	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 octobre	1967
LUXEMBOURG	29 décembre	1965
MADAGASCAR	25 août	1965 A
MALAWI	25 octobre	1966 a*
MALI	18 décembre	1965
MAROC	7 avril	1967 A
MAURITANIE	22 mars	1967 a*
NIGER	8 février	1966 A
NIGÉRIA	18 janvier	1967 A
NORVÈGE	1 ^{er} décembre	1965 A

¹ Avec déclaration, dont le texte a été publié à la suite de la liste des Etats ayant ratifié la Constitution ou y ayant adhéré; voir plus haut dans le présent volume.

NOUVELLE-ZÉLANDE	21 octobre	1966 A
(S'applique également aux îles Cook, Nioué et aux îles Tokelaou.)		
OUGANDA	29 décembre	1965 A
PAKISTAN ¹	19 décembre	1966
POLOGNE ¹	14 septembre	1966 A
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	30 juin	1967
RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM	5 juin	1967
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27 juin	1966
(Avec une déclaration suivant laquelle l'Arrangement est également applicable au <i>Land</i> de Berlin.)		
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	26 septembre	1967
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	2 août	1966 A
(Y compris les îles de la Manche et l'île de Man.)		
SAINT-MARIN	11 octobre	1967 A
SÉNÉGAL	26 septembre	1967 A
SIERRA LEONE	24 août	1967 A
SINGAPOUR	8 janvier	1966 a*
SUÈDE	13 décembre	1966
SUISSE	4 février	1966
SYRIE	18 novembre	1966
TCHÉCOSLOVAQUIE ¹	20 mai	1966
THAÏLANDE	10 mai	1966 A
TOGO	28 août	1967 A
TUNISIE	13 septembre	1966
YUGOSLAVIE	15 novembre	1966

¹ Avec déclaration, dont le texte a été publié à la suite de la liste des Etats ayant ratifié la Constitution ou y ayant adhéré; voir plus haut dans le présent volume.

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

IV

**AGREEMENT CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES.
SIGNED AT VIENNA, ON 10 JULY 1964**

¹ Translation by the British General Post Office.

² Traduction de l'Administration postale britannique.

AGREEMENT

CONCERNING

INSURED LETTERS AND BOXES

TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;">CHAPTER I GENERAL PROVISIONS</p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Subject of the Agreement. 2. Insured value. <p style="text-align: center;">CHAPTER II CONDITIONS OF ADMISSION</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Conditions of weight and size. 4. Authorised enclosures. 5. Prohibitions. 6. Treatment of articles wrongly admitted. <p style="text-align: center;">CHAPTER III CHARGES AND FEES</p> <ol style="list-style-type: none"> 7. Charges. 8. Free postage. 9. Conditions of exportation and importation and fees. 	<p style="text-align: center;">CHAPTER IV RESPONSIBILITY</p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> 10. Principles and extent of the responsibility of postal Administrations. 11. Non-responsibility of postal Administrations. 12. Responsibility of the sender. 13. Determination of responsibility between postal Administrations. 14. Recovery of the indemnity, as appropriate, from the sender or the addressee. <p style="text-align: center;">CHAPTER V MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS</p> <ol style="list-style-type: none"> 15. Application of the Convention. 16. Offices participating in the service. 17. Conditions of approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations. 18. Entry into force and duration of the Agreement.
--	---

FINAL PROTOCOL

- I. Maximum insured value.
- II. Equivalents. Maximum and minimum limits.

AGREEMENT¹**CONCERNING****INSURED LETTERS AND BOXES**

Having regard to Article 22, § 4 of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on the 10th July 1964⁽²⁾, the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the Member Countries of the Union, have, by common consent and subject to the provisions of Article 25, § 3 of the Constitution, drawn up the following Agreement:

¹ Put into effect on 1 January 1966, in accordance with article 18. See following the Forms for the list of States which ratified, approved, or acceded to, the Agreement.

² See above in this volume.

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1

Subject of the Agreement

1. Letters containing paper values or documents of value and boxes containing jewellery or other valuable articles may be exchanged between the contracting Countries, with insurance of the contents for the value declared by the sender.

2. These items are referred to by the name of "insured items", "insured letters" or, again, "insured boxes".

3. Participation in the exchange of insured boxes is limited to those contracting Countries which declare that they will undertake that service.

ARTICLE 2

Insured value

1. In principle, the amount of the insured value is unlimited.

2. Nevertheless every Administration has the option of limiting the insured value so far as it is concerned to an amount which may not be less than 10,000 francs.

3. In the service between Countries which have adopted different maxima, the lowest limit shall be observed mutually.

4. The insured value must not exceed the actual value of the contents of the item, but it is permissible to insure only part of that value; the amount of the insurance for papers representing a value because of the cost of their preparation must not exceed the cost of replacing the documents in case of loss.

5. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of an item is liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the Country of origin.

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION

ARTICLE 3

Conditions of weight and size

1. Insured letters are subject to the conditions of weight and size applicable to ordinary letters.

2. Insured boxes must not exceed 1 kilogramme in weight nor exceed 30 centimetres in length, 20 centimetres in breadth and 10 centimetres in depth.

3. Insured letters and boxes, the dimensions of which are smaller than the minima fixed for letters in Article 16, § 1 of the Convention¹, are not admitted.

¹ See above in this volume.

ARTICLE 4

Authorised enclosures

1. Insured letters may contain articles subject to Customs duty in the service between Countries which have notified their agreement in this respect.

2. Insured boxes may contain an open invoice reduced to its essential elements and one copy of the address of the box with a note of the sender's address.

3. As regards insured boxes containing opium, morphine, cocaine or other narcotics sent for a medical or scientific purpose, see Article 5, § 1 b).

ARTICLE 5

Prohibitions

1. The forwarding of the following articles is prohibited in all insured items:

- a) articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage letter post items (see also e));
- b) opium, morphine, cocaine and other narcotics; however, this prohibition does not apply to consignments in insured boxes sent for a medical or scientific purpose to Countries which admit them on this condition;
- c) articles of which the importation or the circulation is prohibited in the Country of destination;
- d) living animals;
- e) explosive, inflammable or dangerous substances;
- f) obscene or immoral articles.

2. Insured letters shall not contain coin, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles. Subject to the provisions of Article 4, § 1 they shall not contain articles subject to Customs duty.

3. Insured boxes shall not contain:

- a) documents having the character of current and personal correspondence;
- b) bank notes, currency notes or securities of any kind payable to bearer.

ARTICLE 6

Treatment of articles wrongly admitted

1. Any insured item which does not satisfy the provisions of Article 3 and which has been wrongly admitted should be returned to the Administration of origin; nevertheless the Administration of destination is authorised to deliver it to the addressee, applying to it the charges and surcharges prescribed in Article 16, § 14 of the Convention.

2. Any insured item containing the articles mentioned in Article 5, § 1 which has been wrongly admitted to the post is dealt with according to the internal legislation of the Country of the Administration which establishes the presence of those articles; subject to the provisions of Article 4, § 1, the same

applies to insured letters containing articles subject to Customs duty, with the exception of paper values; however, insured items containing the articles listed in Article 5, § 1, b), e) and f) are in no circumstances forwarded to destination, delivered to the addressees or returned to origin.

3. Any insured item containing the articles listed in Article 5, § 2 and § 3 b) should be returned to origin; if, however, the presence of such articles is only established by the Administration of destination that Administration is authorised to deliver them to the addressees under the conditions prescribed by its internal regulations.

4. When an insured item which has been wrongly admitted is neither returned to origin nor sent on to the addressee, the Administration of origin shall be informed exactly how the item has been dealt with.

5. The fact that an insured box contains a document having the character of current and personal correspondence must not in any circumstances involve its return to the sender.

CHAPTER III

CHARGES AND FEES

ARTICLE 7

Charges

1. Insured letters and boxes give rise to the collection from the sender in advance of the following charges:

- a) postage charge;
- b) fixed registration fee;
- c) insurance fee.

2. The scale of those charges is as follows:

Type of item 1	Postage charge 2	Fixed registration charge 2	Insurance charge 4
Letters	Charge calculated in accordance with the provisions of Article 16 of the Convention and as appropriate Article III of its Final Protocol	Fee fixed under Article 36 § 2 b) of the Convention or under Article XII of its Final Protocol	Up to a maximum of 50 centimes for each 200 francs of insured value or fraction thereof, or 1% of the scale of the insured value, whatever the Country of destination, even in Countries which undertake to cover risks arising from a cause beyond control
Boxes	20 centimes per 50 grammes with minimum of 1 franc		

3. In addition to the charges and fees referred to in § 1, insured letters and boxes may give rise to the collection of the charges and fees resulting from the application of the provisions of the Convention by virtue of Article 15 of this Agreement.

ARTICLE 8

Free postage

Insured letters on postal service exchanged either between postal Administrations or between Administrations and the International Bureau are exempted from all postal charges.

ARTICLE 9

Conditions of exportation and importation and fees

1. Insured boxes are subject to the legislation of the Country of origin as regards export conditions and charges; they are subject to the legislation of the Country of destination as regards import conditions and charges and Customs control.

2. Fiscal fees and assay charges due on import are levied on the addressee at the time of delivery; if for any reason an insured box is redirected to another Country participating in the service or returned to the office of origin, the fees and charges which cannot be cancelled on re-export are collected from the addressee or the sender.

CHAPTER IV

RESPONSIBILITY

ARTICLE 10

Principle and extent of responsibility of postal Administrations

1. Except as provided for in Article 11, postal Administrations are answerable for the loss of, theft from or damage to insured items. Their responsibility is as binding for items conveyed *à découvert* as for those forwarded in closed mails.

2. The sender is entitled to an indemnity corresponding in principle to the actual amount of the loss, theft or damage. Indirect loss or loss of profits is not taken into consideration. However, this indemnity must in no case exceed the amount of the insured value in gold francs. In case of redirection or return to origin by surface route of an airmail insured item, responsibility is limited, for the second conveyance, to that applicable for items sent by this route.

3. The indemnity is calculated in accordance with the current price, converted into gold francs, of articles of value of the same kind, at the place and time at which they were accepted for conveyance; failing the current price, the indemnity is calculated in accordance with the ordinary value of articles whose value is assessed on the same bases.

4. When an indemnity is due for the loss, total destruction or total theft of an insured item the sender is also entitled to repayment of the charges and fees paid, with the exception of the insurance fee which is retained in every case by the Administration of origin.

5. The sender has the right to waive his rights in favour of the addressee.

ARTICLE 11

Non-responsibility of postal Administrations

1. Postal Administrations cease to be responsible for insured items which they have delivered either under the conditions prescribed by their internal regulations for items of the same kind, or under the conditions prescribed by Article 12, § 3 of the Convention; responsibility is, however, maintained:

- a) when, if the internal legislation permits, the addressee or in the case of return to origin the sender, makes reservations in taking delivery of an item that has been tampered with or damaged;
 - b) when the addressee or, in the case of return to origin, the sender, although having given a proper discharge, notifies the delivering Administration without delay that he has discovered an irregularity and proves that the theft or damage did not occur after delivery.
2. Postal Administrations are not responsible:

(i) for loss, theft or damage of insured items:

- a) in circumstances beyond control; the Administration in whose service the loss, theft or damage occurred shall decide, in the light of its internal legislation, whether this loss, theft or damage is due to circumstances attributable to a cause beyond control; these circumstances are notified to the Administration of origin for its information if this latter requests it. Nevertheless responsibility still rests with the Administration of origin if it has undertaken to cover risks arising from causes beyond control.
- b) when they cannot account for items following destruction of official records resulting from circumstances beyond control, provided that proof of their responsibility has not been otherwise established;
- c) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents of the item;
- d) where it is a question of items whose contents fall within the prohibitions specified in Article 5, §§ 1, 2 and 3 b), and similarly for items confiscated or destroyed by the competent authority because of their contents;
- e) where it is a question of items which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents;
- f) when the sender has made no enquiry within one year from the day after that on which the item was posted;

(ii) for insured items confiscated under the legislation of the Country of destination;

(iii) in the case of sea or air conveyance when the Administrations of contracting Countries have made it known that they are unable to accept responsibility for insured items on board the ships or aircraft used by them; these Administrations, nevertheless, assume in respect of the transit of insured items in closed mails the responsibility which is laid down for registered items.

3. The postal Administrations take no responsibility for customs declarations under whatever form they may be made, nor for decisions taken by the customs services at the time of the verification of items submitted to customs control.

ARTICLE 12

Responsibility of the sender

1. The sender of an insured item is responsible within the same limits as the Administrations themselves for all damage caused to other postal items as a result of the sending of objects not admitted for transmission or by the non-observance of the conditions of admission provided that there has been neither fault nor negligence by the Administrations or by the conveyors.

2. The acceptance by the office of posting of such insured items does not free the sender of his responsibility.

3. In such a case it falls to the originating Administration to take action against the sender.

ARTICLE 13

Determination of responsibility between postal Administrations

1. Until the contrary is proved, responsibility rests with the postal Administration which, having received the item without comment and being provided with all the prescribed means of enquiry, cannot prove either delivery to the addressee or where appropriate regular transfer to another Administration.

2. Until the contrary is proved, and subject to the reservations of §§ 4, 7 and 8, an intermediate Administration or Administration of destination is relieved of all responsibility.

a) When it has observed the provisions of Article 108 of the Detailed Regulations, relative to the individual check of insured items;

b) when it can prove that it was not informed of the enquiry until after the destruction of the official records relating to the item in question, the period of retention prescribed in Article 108 of the Detailed Regulations of the Convention having expired; this reservation does not prejudice the rights of the enquirer.

3. Until the contrary is proved an Administration which has forwarded an insured item to another Administration is relieved of all responsibility if the office of exchange to which the item has been consigned has not sent to the despatching Administration, by the first available mail after the check, a report notifying either that the whole packet of insured articles or the particular item is missing or has been tampered with.

4. If the loss, theft, or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which Country's territory or service it occurred, the Administrations concerned bear the loss equally; if, however, the theft or damage has been established in the Country of destination or, in the case of return to the sender, in the Country of origin, it rests with the Administration of that Country to prove:

a) that neither the packet, envelope or bag and its sealing, nor the packing and the sealing of the item bear any apparent trace of theft or damage;

b) that the weight stated at despatch has not varied. When such proof has been furnished by the Administration of destination or of origin, as the case may be, none of the other Administrations concerned may repudiate its share of the responsibility on the ground that it handed over the item without the next Administration having formulated any objection.

5. The responsibility of an Administration towards other Administrations in no case exceeds the maximum insured value which it has adopted.

6. When an insured item has been lost, stolen or damaged in circumstances beyond control, the Administration in whose Territorial Jurisdiction or in whose services the loss, theft or damage occurred is not responsible to the Administration of origin unless the two Administrations accept risks deriving from causes beyond control.

7. If the loss, theft or damage occurs in the territory or in the service of an intermediate Administration of which the country is not a party to the present Agreement, or which has adopted a maximum lower than the amount of the loss, the Administrations of origin and destination bear equally the loss not borne by the intermediate Administration under the provisions of § 5 of this Article and of Article 1, § 3 of the Convention.

8. The procedure laid down in § 7 for the sharing of the indemnity payable between the Administrations concerned applies also in case of sea or air conveyance if the loss, theft or damage occurs in the service of an Administration belonging to a contracting Country which does not accept responsibility (Article 11, § 2 (iii).)

9. The Customs duty and other charges of which it has not been possible to secure cancellation fall to the charge of the Administrations responsible for the loss, theft or damage.

10. An Administration which has paid the indemnity takes over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

ARTICLE 14

Recovery of the indemnity, as appropriate, from the sender or the addressee

1. Article 45 of the Convention is applicable to insured items.

2. In the case of subsequent discovery of an item of which the contents are recognised as being of less value than the value of the indemnity paid, the sender must reimburse the sum of this indemnity against the return of the item, without prejudice to the consequences arising from the fraudulent declaration of value, under Article 2, § 5.

CHAPTER V

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

ARTICLE 15

Application of the Convention

The Convention is applicable, where necessary, by analogy, in everything that is not expressly regulated by the present Agreement. However, notwithstanding Article 25 of the said Convention, the Administration of destination has the option, where its regulations so provide, of delivering by express an advice of arrival of the item and not the item itself. Furthermore, notwithstanding Article 26, § 3, *b*) of the Convention and subject to the reservation of Article XI of the Final Protocol of the Convention, the registration fee is due over and above the telegraphic charge for telegraphic demands of change of address.

ARTICLE 16

Offices participating in the service

Administrations take the necessary measures to provide, as far as possible, the insured letters and boxes service at every office in their Countries.

ARTICLE 17

Conditions for the Approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations

1. To become effective, the proposals submitted to Congress and relative to the present Agreement and its Detailed Regulations should be approved by the majority of the Member Countries present and voting who are parties to the Agreement. Half of these Member Countries represented at the Congress should be present at the time of voting.

2. To become effective, the proposals introduced between two Congress and relative to the present Agreement and to its Detailed Regulations shall obtain:

- a) the unanimity of the votes if it involves new provisions or amendment of the provisions of Articles 1 to 8, 10 to 15, 17 and 18 of this Agreement, of those of its Final Protocol and of the final Article of its Detailed Regulations;
- b) two-thirds of the votes if it involves an amendment of principle either of the provisions of this Agreement other than those of the Articles mentioned under a) or of the provisions of Articles 101, § 2, 102 to 105, 106, §§ 2 to 5, 107, 108 and 111, f) and g) of its Detailed Regulations;
- c) the majority of the votes if it involves amendment of the other Articles of the Detailed Regulations or interpretation of the provisions of this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in Article 32 of the Constitution.

ARTICLE 18

Entry into force and duration of the Agreement

The present Agreement shall come into force on the 1st January, 1966 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the Plenipotentiaries of the Governments of the contracting Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country of the seat of the Union. One copy shall be sent to each party by the Government of the host Country of Congress.

Done at Vienna, the 10th of July, 1964.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by the same plenipotentiaries who signed the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Constitution, see above in this volume.]

People's Republic of Albania
Democratic and Popular Republic of Algeria
Germany
Kingdom of Saudi Arabia
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
Byelorussian Soviet Socialist Republic
Burma
Bolivia
United States of Brazil
People's Republic of Bulgaria
Kingdom of Burundi
Kingdom of Cambodia
Federal Republic of Cameroon
Central African Republic
Ceylon
Chile
China
Republic of Cyprus
Republic of Colombia
Republic of the Congo (Brazzaville)
Republic of the Congo (Leopoldville)
Republic of Costa Rica
Republic of the Ivory Coast
Republic of Cuba
Republic of Dahomey
Kingdom of Denmark
Republic of El Salvador
Spain
Spanish Territories in Africa
Republic of Finland
French Republic
The whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications
Republic of Gabon
Ghana
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, including the Channel Islands and the Isle of Man
The Overseas Territories for the international relations of which the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible
Greece
Republic of Guinea

Republic of the Upper Volta
People's Republic of Hungary
India
Republic of Indonesia
Iran
Republic of Iraq
Ireland
Republic of Iceland
Italy
Jamaica
Japan
Hashemite Kingdom of Jordan
Kuwait
Kingdom of Laos
Republic of Lebanon
Libya
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Malaysia
Malagasy Republic
Republic of Mali
Kingdom of Morocco
Principality of Monaco
People's Republic of Mongolia
Nicaragua
Republic of Niger
Federal Republic of Nigeria
Norway
New Zealand
Uganda
Pakistan
Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Surinam
People's Republic of Poland
Portugal
United Arab Republic
People's Republic of Romania
Rwandese Republic
Republic of San Marino
Republic of Senegal
Sierra Leone
Somalia
Republic of the Sudan
Sweden
Swiss Confederation
Syrian Arab Republic
United Republic of Tanganyika and Zanzibar

Republic of Chad
Socialist Republic of Czechoslovakia
Thailand
Togolese Republic
Trinidad and Tobago
Tunisia
Turkey
Ukrainian Soviet Socialist Republic
Union of Soviet Socialist Republics
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Republic of Venezuela
Viet-Nam
Yemen Arab Republic
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES

At the moment of proceeding to sign the Agreement concerning Insured Letters and Boxes concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following:

ARTICLE I

Maximum insured value

Notwithstanding Article 2 every Administration has the option of limiting the maximum of insured value, in so far as it is concerned, to 5,000 francs or to the sum adopted in its internal service if that amount is less than 5,000 francs.

ARTICLE II

Equivalents. Maximum and minimum limits

Each Country has the option of increasing by 60 per cent. or of reducing by 20 per cent., at most, the basic postage charge and the minimum charge for insured boxes prescribed in Article 7, § 2 in accordance with the general scale of charges appearing in Article III, § 1 of the Final Protocol to the Convention.

In faith whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and validity as if the provisions contained in it were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country in which the seat of the Union is located. A copy shall be delivered to each Party by the Government of the Country in which Congress is held.

Done at Vienna, the 10th of July, 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement: see above in this volume.)

DETAILED REGULATIONS
FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT
CONCERNING
INSURED LETTERS AND BOXES

Having regard to Article 22, § 5¹ of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on the 10th July, 1964 the undersigned, on behalf of their respective postal Administrations, have by common consent drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning Insured Letters and Boxes is implemented:

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 101

Information to be supplied by postal Administrations

1. The Administrations of contracting Countries which maintain direct exchanges communicate to each other, by means of tables in the form of the annexed specimen VD 1, information concerning the exchange of insured items.

2. At least three months before implementing the Agreement, Administrations shall communicate to the other Administrations, through the intermediary of the International Bureau:

- a)* the scale of insurance fees applicable in their service to insured items in accordance with Article 7 of the Agreement;
- b)* the maximum amount up to which they admit insurance by surface and air routes;
- c)* the number of Customs declarations required for insured boxes addressed to their Country and for boxes in transit, and the languages in which those declarations are to be drawn up;
- d)* where necessary, a list of their offices which participate in the service;
- e)* where necessary, those of their regular sea or air services used for the conveyance of ordinary items by letter post which may be used, with a guarantee of responsibility, for the conveyance of insured items.

3. Any subsequent amendment should be notified without delay.

¹ See above in this volume.

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION. POSTING

ARTICLE 102

Make-up of items

1. Insured letters shall fulfil the following conditions to be admitted to the post:
 - a) the envelopes must be closed by means of identical seals in fine wax, with spaces between, reproducing a private mark of the sender and affixed in sufficient number to secure all the folds of the envelope;
 - b) the envelopes must be strong, made in one piece and shall permit the seals to adhere completely; the use of envelopes which are wholly transparent or which have a transparent panel and of envelopes with coloured borders is prohibited;
 - c) the make-up must be such that the contents cannot be tampered with without obvious damage to the envelope or the seals;
 - d) the postage stamps representing the prepaid postage and the service labels must be spaced out so that they cannot serve to hide damage to the envelope; they shall not be folded over the two sides of the envelope. It is forbidden to affix to insured letters labels other than those relating to the postal service.

2. Insured boxes shall fulfil the following conditions:
 - a) they must be of wood or metal and sufficiently strong;
 - b) the walls of wooden boxes must have a minimum thickness of 8 millimetres;
 - c) the top and bottom of the boxes must be covered with white paper to take the address of the addressee, the declaration of the insured value and the impression of the official stamps; the boxes must be tied round cross-wise with strong string without knots, the two ends being joined under a fine wax seal bearing a private mark of the sender; they must be sealed on the four sides with seals identical with that mentioned above.

3. The following provisions apply to both insured letters and boxes:
 - a) the prepaid postage may be represented by the indication (in figures) of the sum collected, expressed in the currency of the Country of origin, as, for example: "*Taxe perçue: fr. c.*" [Charge collected: fr. c.]; this indication shall be marked at the upper right-hand corner of the address side and authenticated by an impression of the date-stamp of the office of origin;
 - b) items addressed to initials or the address of which is shown in pencil and those which have erasures or corrections in their address are not admitted; such items which have been wrongly admitted must be returned to the office of origin.

ARTICLE 103

Insured value

1. The insured value must be expressed in the currency of the Country of origin and written by the sender or his representative on the address side of the item in words with Roman lettering and in Arabic figures, without erasure or alteration, even if certified; the indication of the amount of the insured value must not be made in pencil.

2. The amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin. The result of the conversion must be shown by new figures placed at the side of or below those representing the amount of the insurance in the currency of the Country of origin; this provision does not apply to direct services between Countries having a common currency. The amount in gold francs shall be underlined by a stroke of a coloured pencil.

3. When circumstances of any kind or statements made by the interested parties disclose a fraudulent insurance for a value greater than the actual value enclosed in a letter or a box, the Administration of origin is advised as soon as possible, with any documents in support of the investigation.

ARTICLE 104

Customs declarations

In the services in which Customs declarations are required, insured boxes should be accompanied by the requisite number of forms, duly filled up, in the form C2 (annexed to the Detailed Regulations for implementing the Convention).

ARTICLE 105

Functions of the office of origin

1. Once the office of origin has accepted an insured item as eligible, it proceeds as follows:

- a) it marks the exact weight in grammes on the item at the upper left-hand corner of the address side;
- b) it adds to the address side a stamp impression showing the office and date of posting;
- c) it affixes a label C4 showing in Roman letters, the name of the office of posting and the serial number of the item;
- d) it also affixes a red label bearing in bold letters the indication "*Valeur déclarée*" [Insured].

2. Administrations may replace the two labels prescribed in § 1 by a single red label in the form of the annexed specimen VD 2.

3. No serial number shall be placed on the front of insured items by the intermediate Administrations.

CHAPTER III

EXCHANGE OF INSURED ITEMS

ARTICLE 106

Routes and methods of transmission

1. By means of the tables VD 1 received from the others concerned, each Administration decides on the routes to be used for the transmission of its insured items.

2. The transmission of insured items between adjacent Countries or between Countries connected by a direct sea or air service is effected by the offices of exchange which the two Administrations concerned appoint by mutual agreement.

3. In the relations between Countries separated by one or more intermediate services, insured items should follow the most direct route. Nevertheless, Administrations concerned may also arrange with one another to provide for transmission *à découvert* by circuitous routes where the transmission by the most direct route would not carry with it a guarantee of responsibility over the whole distance.

4. According to the requirements of the service, items may be despatched in closed mails or be handed over *à découvert* to the first intermediate Administration if that Administration is able to arrange for their transmission under the conditions prescribed in the tables VD 1; nevertheless each intermediate Administration is entitled, when it finds that the number of *à découvert* items is such as to hinder its work, to insist that insured items be delivered to it in closed mails made up by the Administration of origin for the offices of exchange of the Country of destination.

5. The right is reserved to the Administrations of origin and of destination to arrange with one another to exchange insured items in closed mails by means of the services of one or more intermediate Countries whether these are parties to the Agreement or not. The intermediate Administrations should be advised in good time.

ARTICLE 107

Operations at the despatching office of exchange

1. The despatching office of exchange enters the insured items on special despatch lists in the form of the annexed specimen VD 3 with all the details for which the form provides; the indication "*Exprès*" [Express] should be marked in the "*Observations*" column against the entries for items for delivery by express.

2. Insured items are made up with the despatch list or lists into one or more special packets which are tied up together, wrapped in strong paper, tied on the outside and sealed with fine wax on every fold by means of the seal of the despatching office of exchange; these packets are endorsed "*Valeurs déclarées*" [Insured items], "*Lettres avec valeur déclarée*" [Insured letters], or "*Boîtes avec valeur déclarée*" [Insured boxes], as the case may be.

3. Instead of being made up in a packet, the insured letters may be placed in a strong paper envelope, closed by means of wax seals.

4 The packets or envelopes of insured items may also be closed by means of gummed seals bearing the printed indication of the Administration of origin of the mail, unless the Administration of destination of the mail requires that they shall be sealed with wax or lead. An impression of the date-stamp of the despatching office should be added to the gummed seal in such a way that it appears partly on the seal and partly on the packing.

5. If their number or volume makes it necessary insured items may be enclosed in a bag suitably closed and sealed with wax or lead.

6. The presence of envelopes, packets or bags of insured items is recorded in table III of the letter bill in the form C 12 (annexed to the Detailed Regulations for implementing the Convention); when the mail does not contain envelopes, packets or bags of insured items the indication “*Néant*” [Nil] is entered in that table.

7. The packet, envelope or bag of insured items is enclosed in the packet or bag containing registered items or, failing those, in the packet or bag which would normally contain registered items; when the registered items are enclosed in more than one bag, the packet, envelope or bag of insured items is to be placed in the bag to the neck of which is fixed the special envelope containing the letter bill.

8. When one of two corresponding Administrations expressly requests it, the insured boxes shall be entered on separate forms VD 3 and be despatched in a separate packet or bag.

ARTICLE 108

Operations at the receiving office of exchange or the office of destination

1. On receipt of a packet, envelope or bag containing insured items, the office of exchange proceeds as follows:

- a) it satisfies itself that there is no irregularity in the external condition of the packet, envelope or bag and that it has been made up in accordance with the provisions of Article 107;
- b) it proceeds to check the number of insured items and to inspect each item individually;
- c) it proceeds to amend or to send on the despatch lists in accordance with the provisions of Article 158, §§ 2 to 10 of the Detailed Regulations for implementing the Convention, relating to registered items.

2. Irregularities are immediately made the subject of reservations to the transferring service.

3. The notification of a missing item, of an alteration or of any other irregularity of such a kind as to involve the responsibility of Administrations is carried out by means of a formal report in the form of the annexed specimen VD 4. This report, accompanied, unless this is impossible for a stated reason, by the complete packing (bag, envelope, string and seals or leads) of all the inner and outer packets or bags in which the insured items were enclosed, is forwarded as a registered item to the central Administration of the Country to which the despatching office of exchange belongs independently of the verification note due to be sent to that office immediately. A duplicate of the report is at the same time sent either to the central Administration to which the receiving office of exchange belongs or to any other controlling authority appointed by that Administration.

4. Without prejudice to the application of the provisions of § 3, the office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or an insufficiently packed item shall send it on after observing the following rules:

- a) if it is a matter of slight damage or of partial destruction of the seals it is sufficient to re-seal the item to safeguard the contents, on condition, however, that it is obvious that the contents are not damaged nor, according to a check of the weight, short. The existing seals should be preserved; if necessary, the items should be repacked, retaining the original packing as far as possible;
- b) if the state of the item is such that the contents of the item could have been withdrawn, the office should open it of its own accord and check the contents; the result of this check should be made the subject of a formal report VD 4 of which a copy is attached to the item; the item is repacked;
- c) in all these cases, the weight of the item on arrival and the weight after restoration shall be checked and noted on the cover; this note is followed by the indication “*Cacheté d’office à . . .*” [Officially sealed at . . .] or “*Remballé à . . .*” [Repacked at . . .], by an impression of the date-stamp and by the signature of the officials who have affixed the seals or carried out the repacking.

5. Every unpaid or underpaid insured item is delivered to the addressee without charge, except in the case provided for in Article 27, § 8 of the Convention; the irregularity is, however, reported to the office of origin of the item by verification note.

6. The office of destination applies to the back of each insured item an impression of its stamp showing the date of receipt.

ARTICLE 109

Redirection. Undeliverable items

1. Every insured item, the addressee of which has left for a Country which is not a party to the present Agreement, is sent back forthwith to the Administration of origin for return to the sender, unless the Administration of the first destination is able to arrange for its delivery to the addressee.

2. Insured items which have not been delivered shall be sent back as soon as possible, and at the latest within the periods fixed by Article 27 of the Convention; these items are entered on the list VD 3 and included in the packet, envelope or bag labelled “*Valeurs déclarées*” [Insured items].

3. The Customs duty and other charges of which it has not been possible to secure cancellation on redirection or on return to origin are collected from the Administration of the new destination under the conditions laid down by Article 144, § 8 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

CHAPTER IV

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

ARTICLE 110

Alteration of address

1. Every request for alteration of address sent by telegraph shall be confirmed by post, by the first mail, as prescribed in Article 147, § 1 *a*) of the Detailed Regulations for implementing the Convention; the form C7 referred to in that Article should then bear at the head, in bold letters, the indication “*Confirmation de la demande télégraphique du . . .*” [Confirmation of the telegraphic request of the . . .]; pending this confirmation the office of destination merely retains the item.

2. However, the Administration of destination may, on its own responsibility, act upon the telegraphic request without awaiting confirmation by post.

ARTICLE 111

Application of the Detailed Regulations for implementing the Convention

As regards everything not expressly provided for in these Detailed Regulations, the provisions of the Detailed Regulations for implementing the Convention, and in particular the following Articles, apply to insured items:

- a*) Articles 118 and 143: Items for delivery free of charges;
- b*) Articles 137 and 138: Advice of delivery;
- c*) Article 139: Delivery to addressee in person;
- d*) Articles 141 and 155: Express items;
- e*) Article 147 and 148: Withdrawal from the post. Alteration of address, completed by Article 110 of these Detailed Regulations;
- f*) Articles 150 to 152: Enquiries and requests for information;
- g*) Articles 165 to 176: Transit charges;
- h*) Article 181: Settlement of accounts relating to items for delivery free of charges; however, Administrations which declare that they are unable to adhere to the method of settlement prescribed in that Article should indicate the arrangements which they wish to adopt.

ARTICLE 112

Entry into force and duration of the Detailed Regulations

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning Insured Letters and Boxes comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the contracting Parties.

Done at Vienna, the 10th of July, 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement: see above in this volume.)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of form 2	References 3
VD 1	Table VD 1	art. 101, § 1
VD 2	" V " label combined with the name of the office of origin and the registration number of the item	art. 105, § 2
VD 3	Despatch list for insured letters and boxes	art. 107, § 1
VD 4	Report concerning the loss of/theft from/damage to or other irregularities in respect of an insured letter/box	art. 108, § 3

ANNEXES:

FORMS VD 1 to VD 4

POSTAL ADMINISTRATION of							VD 1
TABLE VD 1							
showing the Countries for which the postal Administration of..... is able to serve as intermediary for the exchange of insured letters and boxes.							
Serial Number	Country of destination	Routes	Intermediate Countries and sea services to be used	Limit of insured value	Admission of insured boxes	Number of Customs declara- tions to be attached to boxes	Observa- tions
1	2	3	4	5	6	7	8
				fr			

VD 2



Insured Letters and Boxes, Vienna 1964, art. 105 § 2. Size 37 × 13 mm., colour red.

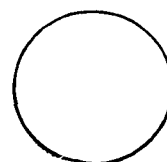
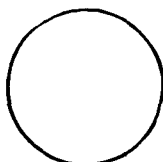
VD 3

DESPATCHING ADMINISTRATION ADMINISTRATION OF DESTINATION

Stamp of the
despatching office
of exchange

DESPATCH LIST No......
OF INSURED LETTERS AND BOXES

Stamp of the
office of exchange
of destination



despatched by the office of exchange of.....
to the office of exchange of.....
Mail no.(1).....of the.....19.., at...h...m

Serial number	Office of origin	Registration number of the item	Place of destination	Amount of insured value	Observations
1	2	3	3	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26					
27					
28					
29					
30					

Officials of the despatching office:

Officials of the office of destination:

(1) To be filled in only for numbered mails.

Front

POSTAL ADMINISTRATION

VD 4

of.....

REPORT (1)

concerning the (2) $\left\{ \begin{array}{l} \text{loss} \\ \text{theft} \\ \text{damage} \\ \text{other irregularities} \end{array} \right\}$ in respect of an insured (2) $\frac{\text{letter}}{\text{box}}$

Report drawn up on the..... 19....., at..... h.....

by the office of.....

Office of posting:..... Date of posting:..... 19.....

Number of item:.....

Sender:

Addressee:

Insured value:..... Trade charge:.....

Weight shown on item:..... Weight observed on arrival:.....

Packing:

Number of seals:..... Private mark on seals:.....

The item (2) $\frac{\text{is missing}}{\text{arrived}}$ $\frac{\text{damaged}}{\text{undamaged}}$ in the (2) $\frac{\text{inner}}{\text{outer}}$ bag of which (2) $\frac{\text{the closing}}{\text{lead sealing}}$ $\frac{\text{was}}{\text{was not}}$ intact.

The mail arrived on the..... 19....., at..... h..... m.....

(2) $\left\{ \begin{array}{l} \text{by travelling post office} \\ \text{in the railway van No.} \\ \text{by the ship} \\ \text{by the air line} \end{array} \right.$

The item was entered on the despatch list no..... from..... of the..... 19.....

The packing of the item is considered (2) $\frac{\text{to be}}{\text{not to be}}$ in accordance with regulations

(2) $\left\{ \begin{array}{l} \text{according to the} \\ \text{addressee} \\ \text{sender} \\ \text{from the} \\ \text{invoice} \\ \text{customs declaration} \end{array} \right.$ } the contents should have comprised.....

(1) To be sent by registered post.
 (2) Strike out whichever entry does not apply.

P.T.O.

LIST OF STATES WHICH HAVE RATIFIED, APPROVED (A), OR ACCEDED (a) TO, THE AGREEMENT, INDICATING THE DATE OF DEPOSIT OF THE INSTRUMENT WITH THE GOVERNMENT OF SWITZERLAND OR, DENOTED BY AN ASTERISK, THE DATE OF NOTIFICATION OF ACCESSION ISSUED BY THE LATTER GOVERNMENT UNDER ARTICLE 11(5) OF THE CONSTITUTION

ARGENTINA ¹	23 June	1967
AUSTRIA	23 December	1965
BARBADOS	11 November	1967 a*
BELGIUM	4 November	1965 A
CEYLON	14 March	1967 A
CHINA	6 September	1966
CONGO (REPUBLIC OF)	7 September	1966 A
CZECHOSLOVAKIA	20 May	1966
DAHOMY	13 January	1967 A
DENMARK	23 December	1965
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY (With a declaration that the Convention shall apply to <i>Land</i> Berlin.)	27 June	1966
FINLAND	17 December	1965
FRANCE (Including the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications.)	22 January	1966 A
GABON	21 January	1967 A
GHANA	17 November	1966
GUINEA	5 September	1966
GUYANA	22 March	1967 a*
HUNGARY ¹	2 May	1967 A
ICELAND	10 August	1965
INDIA	8 November	1966 A
IRAQ ¹	22 September	1967
IRELAND	4 March	1966
IVORY COAST	28 October	1965 A
JAPAN	22 July	1965 A
KUWAIT	16 August	1967
LAOS	25 September	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 October	1967
LUXEMBOURG	29 December	1965
MADAGASCAR	25 August	1965 A
MALAWI	25 October	1966 a*
MALI	18 December	1965
MAURITANIA	22 March	1967 a*
MOROCCO	7 April	1967 A
NEW ZEALAND (Applies also to the Cook Islands, Niue and the Tokelau Islands.)	21 October	1966 A

¹ With declaration, the text of which has been reproduced following the list of States which ratified, or acceded to, the Constitution of the Universal Postal Union; see above in this volume.

NIGER	8 February	1966	A
NIGERIA	18 January	1967	A
NORWAY	1 December	1965	
PAKISTAN ¹	19 December	1966	
POLAND ¹	14 September	1966	A
REPUBLIC OF VIET-NAM	5 June	1967	
SAN MARINO	11 October	1967	A
SENEGAL	26 September	1967	
SIERRA LEONE	24 August	1967	A
SINGAPORE	8 January	1966	a*
SPAIN	9 November	1966	
(Including the Spanish Territories of Africa.)			
SWEDEN	13 December	1966	
SWITZERLAND	4 February	1966	
SYRIA	18 November	1966	
THAILAND	10 May	1966	A
TOGO	28 August	1967	A
TUNISIA	13 September	1966	
UGANDA	29 December	1965	A
UNITED ARAB REPUBLIC	30 June	1967	
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	2 August	1966	A
UNITED REPUBLIC OF TANZANIA	26 September	1967	
UPPER VOLTA	4 February	1967	A
YUGOSLAVIA	15 November	1966	

¹ With declaration, the text of which has been reproduced following the list of States which ratified, or acceded to, the Constitution of the Universal Postal Union; see above in this volume.

***Treaties and international agreements registered
or filed and recorded with the Secretariat
of the United Nations***

VOLUME 612

1967

I. Nos. 8847-8849

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered on 1 December 1967*

	<i>Page</i>
No. 8847. Universal Postal Union:	
Agreement concerning postal parcels (with Final Protocol and Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964.....	3
No. 8848. Universal Postal Union:	
Agreement concerning postal money orders and postal traveller's cheques (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964.....	233
No. 8849. Universal Postal Union:	
Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964..	361

***Traités et accords internationaux enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies***

VOLUME 612

1967

I. Nos 8847-8849

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés le 1^{er} décembre 1967*

	<i>Pages</i>
N° 8847. Union postale universelle:	
Arrangement concernant les colis postaux (avec Protocole final et Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964	3
N° 8848. Union postale universelle:	
Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964	233
N° 8849. Union postale universelle:	
Arrangement concernant les virements postaux (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964	361

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly by resolution 97 (I) established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, Vol. 76, p. XVIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party, or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

*
* *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 76, p. XIX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet État comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*
* *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

on 1 December 1967

Nos. 8847 to 8849



Traités et accords internationaux

enregistrés

le 1^{er} décembre 1967

N^{os} 8847 à 8849

No. 8847

UNIVERSAL POSTAL UNION

Agreement concerning postal parcels (with Final Protocol and Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964

Official text: French.

Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement concernant les colis postaux (avec Protocole final et Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964

Texte officiel français.

Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1^{er} décembre 1967.

V

ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX.
SIGNÉ À VIENNE, LE 10 JUILLET 1964

ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

Art. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Objet de l'Arrangement
2. Catégories de colis
3. Coupures de poids

TITRE I
TAXES ET DROITS

4. Composition des taxes et des droits

CHAPITRE I
TAXE PRINCIPALE ET QUOTE-PART EXCEPTIONNELLE

5. Taxe principale
6. Quote-part territoriale
7. Réduction ou majoration de la quote-part territoriale
8. Quote-part maritime
9. Réduction ou majoration de la quote-part maritime
10. Surtaxes aériennes
11. Taux de base et calcul des rémunérations pour le transport aérien
12. Quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle

CHAPITRE II
TAXES SUPPLÉMENTAIRES ET DROITSSECTION I
TAXES VISANT CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

13. Colis urgents
14. Colis exprès
15. Colis francs de taxes et de droits
16. Colis avec valeur déclarée
17. Colis fragiles. Colis encombrants

SECTION II
TAXES ET DROITS VISANT TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

18. Taxes supplémentaires
19. Tarif
20. Droits

SECTION III
FRANCHISE POSTALE

21. Colis de service
22. Colis de prisonniers de guerre et internés

TITRE II
EXÉCUTION DU SERVICE

CHAPITRE I
CONDITIONS D'ADMISSION

SECTION I

Art. CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

- 23. Conditions d'acceptation
- 24. Interdictions
- 25. Limites de dimensions et de volume
- 26. Traitement des colis acceptés à tort
- 27. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

SECTION II

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ADMISSION

- 28. Colis avec valeur déclarée
- 29. Colis francs de taxes et de droits

CHAPITRE II
CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE RÉEXPÉDITION

SECTION I

LIVRAISON

- 30. Règles générales de livraison. Délais de garde
- 31. Livraison des colis exprès
- 32. Non-livraison au destinataire
- 33. Renvoi à l'origine des colis non livrés
- 34. Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré
- 35. Récupération de frais sur l'expéditeur d'un colis non livré

SECTION II

RÉEXPÉDITION

- 36. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse
- 37. Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier
- 38. Renvoi à l'origine des colis acceptés à tort
- 39. Renvoi à l'origine par suite de suspension de service

CHAPITRE III
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

- 40. Inobservation par une Administration des instructions données
- 41. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre
- 42. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- 43. Réclamations et demandes de renseignements

TITRE III

RESPONSABILITÉ

Art.

- 44. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
- 45. Non-responsabilité des Administrations postales
- 46. Responsabilité de l'expéditeur
- 47. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales
- 48. Paiement de l'indemnité
- 49. Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement
- 50. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

TITRE IV

ATTRIBUTION DES TAXES

- 51. Principe général

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

- 52. Application de la Convention
- 53. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution
- 54. Colis à destination ou en provenance de Pays ne participant pas à l'Arrangement

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

- 55. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- I. Exploitation du service par les entreprises de transport
- II. Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt du colis
- III. Livre avoirdupois
- IV. Transit

TITRE I

TAXES

CHAPITRE I

QUOTES-PARTS EXCEPTIONNELLES

- V. Quotes-parts territoriales exceptionnelles
- VI. Quotes-parts maritimes
- VII. Quotes-parts supplémentaires
- VIII. Tarifs spéciaux

CHAPITRE II

TAXES SUPPLÉMENTAIRES D'ASSURANCE

- IX. Colis avec valeur déclarée

TITRE II
EXÉCUTION DU SERVICE

CHAPITRE I

- Art. CONDITIONS D'ADMISSION
- X. Dimensions et volume
 - XI. Colis encombrants
 - XII. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt
 - XIII. Colis avec valeur déclarée. Maximum de déclaration de valeur

CHAPITRE II
DISPOSITIONS DIVERSES

- XIV. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- XV. Avis de réception

TITRE III
RESPONSABILITÉ

CHAPITRE UNIQUE
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- XVI. Exceptions au principe de la responsabilité
- XVII. Dédommagement

ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des *Pays-membres de l'Union*, vu l'article 22, § 4, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964,² ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la *Constitution*, arrêté l'Arrangement suivant:

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE PREMIER

Objet de l'Arrangement

1. Des envois dénommés « colis postaux » dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés entre les Pays contractants soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux.

2. L'échange des colis postaux excédant 10 kilogrammes est facultatif.

3. Dans le présent Arrangement, dans son Protocole final et dans son Règlement d'exécution *ainsi que dans le Protocole final de ce dernier* l'abréviation « colis » s'applique à tous les colis postaux.

ARTICLE 2

Catégories de colis

1. Le « colis ordinaire » est celui qui n'est soumis à aucune des formalités spéciales prescrites pour les catégories qui sont définies aux §§ 2 et 3.

2. Est dénommé:

- a) « colis avec valeur déclarée », tout colis qui comporte une déclaration de valeur;
- b) « colis franc de taxes et de droits », tout colis pour lequel l'expéditeur demande à prendre en charge la totalité des taxes postales et des droits dont le colis peut être grevé à la livraison; cette demande peut être faite lors du dépôt ou postérieurement jusqu'au moment de la livraison au destinataire;
- c) « colis remboursement », tout colis grevé de remboursement et visé par l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- d) « colis fragile », tout colis contenant des objets pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier;
- e) « colis encombrant »:
 - 1° tout colis dont les dimensions dépassent les limites fixées à l'article 25, § 1, ou celles que les Administrations peuvent fixer entre elles;
 - 2° tout colis qui, par sa forme, sa nature ou sa structure, ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales;
 - 3° à titre facultatif, tout colis qui emprunte un service maritime et dont le volume dépasse les limites fixées à l'article 25, § 2;
- f) « colis de service », tout colis relatif au service postal et échangé exclusivement par la voie de surface dans les conditions prévues à l'article 23 de la Convention;
- g) « colis de prisonniers de guerre et internés », tout colis destiné aux prisonniers et aux organismes visés à l'article 8 de la Convention ou expédiés par eux.

3. Est appelé, selon le mode d'acheminement ou de livraison:

- a) « colis-avion », tout colis admis au transport aérien entre deux Pays;
- b) « colis urgent », tout colis qui, dans la mesure du possible, doit être transporté par les moyens rapides utilisés pour la poste aux lettres;

¹ Mis à exécution le 1^{er} janvier 1966, conformément à l'article 55. Voir à la suite des formules la liste des Etats qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement ou qui y ont adhéré.

² Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 611.

c) «colis exprès», tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les Pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée; toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison par porteur spécial n'est pas obligatoire.

4. L'échange des colis «avec valeur déclarée», «francs de taxes et de droits», «remboursement», «fragiles», «encombrants», «avion», «urgents» et «exprès» exige l'accord préalable des Administrations d'origine et de destination.

5. Pour l'échange des colis «avec valeur déclarée» (transportés à découvert), des colis «urgents», «fragiles» et «encombrants», les Administrations intermédiaires doivent, en outre, marquer leur assentiment pour l'acheminement en transit.

ARTICLE 3

Coupages de poids

Les colis définis à l'article 2 comportent les coupures de poids suivantes:

					jusqu'à 1 kilogramme
au-dessus de	1	jusqu'à	3		3 kilogrammes
»	»	3	»	5	»
»	»	5	»	10	»
»	»	10	»	15	»
»	»	15	»	20	»

TITRE I

TAXES ET DROITS

ARTICLE 4

Composition des taxes et des droits

Les taxes et les droits que les Administrations sont autorisées à percevoir sont constitués par la taxe principale définie à l'article 5 et le cas échéant par:

- a) les quotes-parts visées à l'article 12 ou au Protocole final;
- b) les taxes *supplémentaires* visées aux articles 13 à 19;
- c) les taxes et droits visés aux articles 36, § 6, et 42;
- d) les *droits* visés à l'article 20.

CHAPITRE I

TAXE PRINCIPALE ET QUOTE-PART EXCEPTIONNELLE

ARTICLE 5

Taxe principale

La taxe principale se compose des quotes-parts revenant à chaque Administration participant au transport territorial ou maritime et qui sont prévues aux articles 6 à 9. Elle comprend également, s'il y a lieu, les surtaxes aériennes visées à l'article 10.

ARTICLE 6

Quote-part territoriale

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée indiquées dans le tableau qui figure au § 4.

2. Chacun des Pays traversés ou dont les services participent au transport territorial de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts territoriales de transit visées dans le tableau qui figure au § 4.

3. Les quotes-parts visées aux §§ 1 et 2 sont à la charge de l'Administration du Pays d'origine, à moins que des dispositions du présent Arrangement ne prévoient des dérogations à ce principe.

4. Chaque quote-part territoriale de départ, d'arrivée ou de transit est fixée comme suit, pour chaque Pays et pour chaque colis:

Coupures de poids 1	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée 2	Quote-part territoriale de transit 3
	fr c	fr c
Jusqu'à 1 kg	—,60	—,40
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	—,80	—,50
» » 3 » 5 »	1,—	—,60
» » 5 » 10 »	2,—	1,30
» » 10 » 15 »	3,—	1,90
» » 15 » 20 »	4,—	2,50

5. Toutefois, en ce qui concerne les deux dernières coupures de poids, les Administrations d'origine et de destination ont la faculté de fixer à leur gré les quotes-parts territoriales qui leur reviennent.

6. S'agissant de colis-avion, la quote-part territoriale des Administrations intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport territorial intermédiaire.

ARTICLE 7

Réduction ou majoration de la quote-part territoriale

1. Les Administrations ont la faculté de réduire ou de majorer simultanément leur quote-part territoriale de départ et leur quote-part territoriale d'arrivée, à l'exclusion, par conséquent, de leur quote-part territoriale de transit.

2. Pour être applicables, une telle modification ou les modifications ultérieures doivent :

- entrer en vigueur le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet seulement, à la convenance de chaque Administration ;
- être notifiées au moins trois mois à l'avance à l'Administration des postes suisses ; les modifications éventuelles pour lesquelles ces délais n'auront pas été observés ne seront prises en considération que le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet suivant ;
- être communiquées aux Administrations intéressées au moins un mois avant les dates fixées à la lettre a) ;
- demeurer en vigueur pendant un an au minimum.

3. La majoration, le cas échéant, ne peut dépasser, pour les coupures de poids jusqu'à 10 kg, la moitié de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée fixée à l'article 6, § 4. La réduction peut être fixée au gré des Administrations intéressées.

ARTICLE 8

Quote-part maritime

1. Chacun des Pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes visées dans le tableau qui figure au § 2. Ces quotes-parts sont à la charge de l'Administration du Pays d'origine, à moins que des dispositions du présent Arrangement ne prévoient des dérogations à ce principe.

2. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est calculée conformément aux indications du tableau ci-après :

Echelons de distance		Coupures de poids					
a) exprimés en milles marins 1	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km 2	Jusqu'à 1 kg 3	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 4	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 5	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 6	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 7	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 8
		fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	—,15	—,20	—,25	—,50	—,75	1,—
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	—,25	—,30	—,40	—,75	1,10	1,60
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	—,40	—,50	—,60	1,10	1,60	2,25
Au-delà de 2000 : par 1000 ou fraction de 1000 en sus	Au-delà de 3704 : par 1852 ou fraction de 1852 en sus	—,10	—,15	—,20	—,35	—,50	—,65

3. Le cas échéant, les échelons de distance servant à déterminer le montant de la quote-part maritime à appliquer entre deux Pays sont calculés sur la base d'une distance moyenne pondérée, déterminée en fonction du tonnage des dépêches transportées entre les ports respectifs des deux Pays.

4. Le transport maritime entre deux ports d'un même Pays ne peut donner lieu à perception de la quote-part prévue au § 2 lorsque l'Administration de ce Pays reçoit déjà, pour les mêmes colis, la rémunération afférente au transport territorial.

5. S'agissant de colis-avion, la quote-part maritime des Administrations ou services intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport maritime intermédiaire; tout service maritime assuré par le Pays d'origine ou de destination est considéré à cet effet comme service intermédiaire.

ARTICLE 9

Réduction ou majoration de la quote-part maritime

1. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime fixée à l'article 8, § 2. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

2. Cette faculté est subordonnée aux conditions fixées à l'article 7, § 2.

3. En cas de majoration, celle-ci doit aussi s'appliquer aux colis originaires du Pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime; toutefois, cette obligation ne s'applique ni aux relations entre un Pays et ses colonies, territoires d'outre-mer, etc., ni aux relations réciproques de ces colonies, territoires d'outre-mer, etc.

ARTICLE 10

Surtaxes aériennes

1. Les Administrations établissent les surtaxes aériennes à percevoir pour l'acheminement des colis par la voie aérienne. Elles ont la faculté d'admettre, pour la fixation des surtaxes, des échelons de poids inférieurs à la première coupure de poids.

2. Les surtaxes doivent être uniformes pour tout le territoire d'un même Pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé. Par conséquent, si deux Pays sont reliés par plusieurs lignes aériennes, la surtaxe aérienne est établie d'après la distance moyenne entre les aéroports respectifs et d'après l'importance des lignes au regard du trafic international.

3. Les surtaxes doivent être en étroite relation avec les frais de transport et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser, dans l'ensemble, les frais à payer pour ce transport.

ARTICLE 11

Taux de base et calcul des rémunérations pour le transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 1 millième de franc, au maximum, par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.

2. Les rémunérations de transport aérien afférentes aux dépêches de colis-avion sont calculées d'après le taux de base effectif visé au § 1 et les distances kilométriques mentionnées dans la « Liste des distances aéropostales » prévue à l'article 203, § 1, lettre b), du Règlement d'exécution de la Convention, d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut des dépêches.

3. La rémunération du transport aérien à attribuer à l'Administration intermédiaire pour les colis-avion à découvert est fixée en principe comme il est indiqué au § 1, mais par kilogramme ou par demi-kilogramme pour chaque Pays de destination. Si deux Pays sont reliés par plusieurs lignes aériennes, la rémunération est établie par l'Administration intermédiaire d'après la distance moyenne entre les aéroports respectifs et d'après l'importance des lignes au regard du trafic international. En ce qui concerne le calcul des bonifications à payer, les fractions de l'unité de poids adoptée à cet égard par l'Administration intermédiaire sont arrondies, selon le cas, au kilogramme ou au demi-kilogramme immédiatement supérieur.

4. Tout Pays qui, à l'intérieur de son territoire préachemine ou réachemine les colis-avion par la voie aérienne, a droit, pour cette transmission, à une rémunération spéciale.

5. La rémunération spéciale visée au § 4 est fixée sous forme d'un prix unitaire, calculé, pour tous les colis-avion en provenance ou à destination du Pays, sur la base du taux prévu au § 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par les colis-avion du service international sur le réseau aérien intérieur.

6. Le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait sans rémunération.

7. Aucune quote-part territoriale de transit n'est due pour :

- a) le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;
- b) le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

8. Lorsque, à la suite d'un accident survenu à l'avion transporteur, ou pour toute autre cause dont la responsabilité incombe à l'entreprise de transport aérien, des colis-avion sont perdus ou détruits sur une ligne, aucune rémunération pour le transport aérien n'est due au titre des colis-avion perdus ou détruits, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne.

ARTICLE 12

Quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle

Sous réserve de respecter les conditions fixées à l'article 7, § 2, chaque Administration a la faculté d'appliquer simultanément à tout colis en provenance et à tout colis à destination de ses bureaux une quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle de 25 centimes au maximum.

CHAPITRE II

TAXES SUPPLÉMENTAIRES ET DROITS

SECTION I

TAXES VISANT CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

ARTICLE 13

Colis urgents

1. Les colis urgents sont passibles d'une taxe principale double de celle qui est applicable aux colis ordinaires; le cas échéant, la quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle visée à l'article 12 est aussi doublée.
2. Les colis-avion urgents sont passibles d'une surtaxe aérienne simple, c'est-à-dire sans doublement.

ARTICLE 14

Colis exprès

1. Les colis exprès sont passibles d'une taxe supplémentaire appelée «taxe d'exprès» perçue au profit de l'Administration de destination et dont le montant fixé à 60 centimes est acquitté complètement et à l'avance au moment du dépôt, même si le colis ne peut être distribué par exprès, mais seulement l'avis d'arrivée.
2. Dans le cas exceptionnel où le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la taxe d'exprès peut être majorée d'une taxe dite «taxe complémentaire d'exprès» qui est perçue à la livraison et reste exigible même si le colis est renvoyé à l'origine ou réexpédié; cette taxe complémentaire ne peut être supérieure à celle qui est fixée dans le service intérieur du Pays de destination.

ARTICLE 15

Colis francs de taxes et de droits

1. Les colis francs de taxes et de droits sont passibles d'une taxe dite «taxe pour franchise à la livraison» dont le montant est fixé à 60 centimes par colis au maximum. Cette taxe s'ajoute à la taxe de dédouanement visée à l'article 19, lettre b); elle est perçue à titre de commission sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination.
2. Lorsque la franchise à la livraison est demandée postérieurement au dépôt du colis, une taxe pour demande de franchise à la livraison est perçue sur l'expéditeur au moment de la présentation de la demande. Cette taxe dont le montant est fixé à 60 centimes au maximum s'ajoute à la surtaxe aérienne ou à la taxe du télégramme si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne ou télégraphique.

ARTICLE 16

Colis avec valeur déclarée

1. Les colis avec valeur déclarée sont assujettis à une taxe ordinaire d'assurance qui est perçue par le bureau de dépôt. Cette taxe s'ajoute aux taxes et aux droits autorisés dans le présent Titre et se calcule selon l'une ou l'autre des formules ci-dessous :

a) Première formule	par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	5 centimes par Administration participant au transport territorial 10 centimes par service maritime emprunté 10 centimes par service aérien emprunté
b) Deuxième formule	par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	50 centimes au maximum

2. En outre, est autorisée la perception des taxes ci-dessous :

- a) par les Administrations qui acceptent de couvrir les risques pouvant découler du cas de force majeure, une «taxe pour risques de force majeure», à fixer de manière que la somme totale formée par cette taxe et la taxe normale d'assurance ne dépasse pas le maximum prévu au § 1, lettre b);
- b) par l'Administration d'origine, à titre facultatif, une taxe d'expédition égale au maximum à 50 centimes par colis avec valeur déclarée.

3. Exceptionnellement, la taxe aérienne d'assurance perçue à raison du transport par des services aériens comportant des risques extraordinaires est fixée, dans chaque cas particulier, par l'Administration intéressée; la taxe globale visée au § 1, lettre b), peut alors être majorée en conséquence.

ARTICLE 17

Colis fragiles. Colis encombrants

Les colis fragiles et les colis encombrants sont passibles d'une taxe supplémentaire égale à 50% de la taxe principale éventuellement majorée des quotes-parts visées à l'article 12 ou au Protocole final. Si le colis est fragile et encombrant, la taxe supplémentaire susvisée n'est perçue qu'une seule fois. Toutefois, les surtaxes aériennes afférentes à ces colis ne subissent aucune majoration; la taxe totale est arrondie au demi-décime supérieur, s'il y a lieu.

SECTION II

TAXES ET DROITS VISANT TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

ARTICLE 18

Taxes supplémentaires

Les Administrations sont autorisées à percevoir les taxes supplémentaires suivantes :

- a) taxe pour formalités douanières à l'exportation, perçue par l'Administration d'origine pour la présentation à la douane; en règle générale, la perception s'opère au moment du dépôt du colis;
- b) taxe de dédouanement, perçue par l'Administration de destination soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement; sauf entente spéciale, la perception s'opère au moment de la livraison du colis au destinataire; toutefois, lorsqu'il s'agit de colis francs de taxes et de droits, la taxe de dédouanement est perçue par l'Administration d'origine au profit de l'Administration de destination;
- c) taxe de livraison; cette taxe peut être perçue par l'Administration de destination autant de fois que le colis est présenté à domicile; néanmoins, pour les colis express, elle ne peut être perçue que pour les présentations à domicile postérieures à la première;
- d) taxe d'avis de non-livraison, perçue dans les conditions fixées à l'article 32, § 3;
- e) taxe d'avis d'arrivée, perçue par l'Administration de destination, quand sa législation lui en fait obligation et quand cette Administration n'assure pas la livraison à domicile, pour tout avis (premier avis ou avis ultérieurs) éventuellement remis au domicile du destinataire, sauf pour le premier avis des colis express;
- f) taxe de remballage, due à l'Administration du premier des Pays sur le territoire duquel un colis a dû être remballé afin d'en protéger le contenu; elle est récupérée sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur;

- g) *taxe de poste restante, perçue par l'Administration de destination au moment de la livraison, sur tout colis adressé poste restante;*
- h) *taxe de magasinage, perçue par l'Administration de destination sur tout colis qui n'a pas été retiré dans les délais prescrits, que ce colis soit adressé poste restante ou à domicile;*
- i) *taxe d'avis de réception, lorsque l'expéditeur demande un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 37 de la Convention;*
- j) *taxe d'avis d'embarquement, perçue, dans les relations entre les Pays dont les Administrations acceptent d'assurer ce service, lorsque l'expéditeur demande qu'un avis d'embarquement lui soit adressé; cette taxe est partagée par moitié entre l'Administration d'origine et l'Administration du Pays dont relève le port d'embarquement;*
- k) *taxe de réclamation visée à l'article 43, § 4;*
- l) *taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse;*
- m) *taxe pour risques de force majeure, perçue par les Administrations acceptant de couvrir les risques susceptibles de découler d'un cas de force majeure.*

ARTICLE 19

Tarif

Le tarif des taxes supplémentaires définies à l'article 18 est fixé conformément aux indications du tableau ci-après:

Désignation de la taxe 1	Montant 2	Observations 3
a) <i>taxe pour formalités douanières à l'exportation perçue par l'Administration d'origine</i>	<i>50 centimes par colis au maximum</i>	
b) <i>taxe de dédouanement perçue par l'Administration de destination</i>	<i>1 franc par colis au maximum</i>	
c) <i>taxe de livraison</i>	<i>même taxe que dans le régime intérieur</i>	<i>Avec maximum de 60 centimes par colis</i>
d) <i>taxe d'avis de non-livraison</i>	<i>40 centimes au maximum</i>	<i>Lorsque l'avis de non-livraison doit lui être transmis par avion, l'expéditeur ou le tiers acquitte la surtaxe aérienne correspondante. Si, par la suite, de nouvelles instructions doivent être transmises par voie aérienne ou par voie télégraphique, l'expéditeur ou le tiers doit payer, en outre, la taxe afférente au transport aérien ou la taxe télégraphique selon le cas</i>
e) <i>taxe d'avis d'arrivée</i>	<i>au maximum, taxe égale à celle d'une lettre ordinaire du premier échelon de poids du régime intérieur</i>	
f) <i>taxe de remballage</i>	<i>50 centimes par colis au maximum</i>	<i>Cette taxe ne peut être appliquée qu'une fois seulement au cours du transport de bout en bout</i>
g) <i>taxe de poste restante</i>	<i>même taxe que dans le régime intérieur</i>	
h) <i>taxe de magasinage</i>	<i>taxe perçue au taux fixé par la législation intérieure</i>	<i>Avec maximum de 10 francs</i>
i) <i>taxe d'avis de réception</i>	<i>a) au moment du dépôt, 40 centimes au maximum</i>	<i>A cette taxe s'ajoute la surtaxe aérienne si l'expéditeur a exprimé le désir que l'avis de réception lui soit transmis par voie aérienne</i>

Désignation de la taxe 1	Montant 2	Observations 3
<p>j) taxe d'avis d'embarquement k) taxe de réclamation l) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse</p> <p>m) taxe pour risques de force majeure</p>	<p>b) postérieurement au dépôt, 60 centimes au maximum</p> <p>40 centimes par colis</p> <p>60 centimes au maximum</p> <p>60 centimes au maximum</p> <p>a) montant prévu à l'article 16, § 2, lettre a), en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée</p> <p>b) 40 centimes par colis au maximum, en ce qui concerne les colis sans valeur déclarée</p>	<p>Lorsque sa demande doit être transmise par voie aérienne ou par voie télégraphique, l'expéditeur doit payer, en outre, la taxe afférente au transport aérien ou la taxe télégraphique selon le cas. De plus, la surtaxe aérienne correspondante doit être payée si l'expéditeur a exprimé le désir que l'avis de réception lui soit transmis par voie aérienne</p> <p>A cette taxe s'ajoute la surtaxe aérienne ou la taxe du télégramme si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne ou télégraphique. Lorsque la demande est transmise par la voie postale (voie aérienne ou de surface) et dans tous les cas s'il s'agit d'un colis avec valeur déclarée, on perçoit, en outre, la taxe de recommandation</p>

ARTICLE 20

Droits

1. Les Administrations de destination sont autorisées à percevoir, sur les destinataires, tous droits, notamment les droits de douane, dont les envois sont grevés dans le Pays de destination.

2. Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leurs Pays pour que les droits (parmi lesquels les droits de douane) soient annulés quand ils concernent un colis:

- a) renvoyé à l'origine;
- b) abandonné par l'expéditeur;
- c) détruit pour cause d'avarie totale du contenu;
- d) réexpédié sur un tiers Pays;
- e) perdu, spolié ou avarié dans leur service.

SECTION III

FRANCHISE POSTALE

ARTICLE 21

Colis de service

Sont exonérés de toutes taxes postales les colis relatifs au service postal et échangés exclusivement par la voie de surface dans les conditions prévues à l'article 23 de la Convention.

ARTICLE 22

Colis de prisonniers de guerre et internés

Les colis de prisonniers de guerre et internés bénéficient, sous les mêmes conditions, des exonérations de taxes accordées aux envois postaux par l'article 8 de la Convention et ne donnent lieu à aucune rémunération au profit de quelque Administration que ce soit, sauf en ce qui concerne les *surtaxes* aériennes applicables aux colis-avion.

TITRE II

EXÉCUTION DU SERVICE

CHAPITRE I

CONDITIONS D'ADMISSION

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

ARTICLE 23

Conditions d'acceptation

Sous réserve que le contenu ne tombe pas sous le coup des interdictions énumérées à l'article 24 ou sous celui des interdictions ou des restrictions applicables dans le territoire d'une ou de plusieurs Administrations appelées à participer au transport, tout colis, pour être admis à l'expédition, doit:

- a) appartenir à une catégorie de colis admise en application de l'article 2;
- b) répondre aux conditions de poids et de dimensions fixées par les articles 1 et 25;
- c) être affranchi de toutes *taxes exigibles* par le bureau d'origine.

ARTICLE 24

Interdictions

L'expédition des objets ci-dessous est interdite:

- a) dans toutes les catégories de colis:
 - 1° les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis (*voir aussi le chiffre 6°*);
 - 2° l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les Pays qui les admettent à cette condition;
 - 3° les objets dont l'*importation* ou la circulation est interdite dans le Pays de destination;
 - 4° les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que les correspondances de toute nature portant une adresse autre que celle du destinataire du colis ou des personnes habitant avec lui; cependant, il est permis d'insérer l'un des documents ci-après, non fermé, réduit à ses énonciations constitutives et se rapportant exclusivement aux marchandises transportées: facture, bordereau ou avis d'expédition, bon de livraison;
 - 5° les animaux vivants, à moins que leur transport par la poste ne soit autorisé par la *réglementation postale* des Pays intéressés;
 - 6° les matières explosibles, inflammables ou *autres matières* dangereuses. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes, des films inflammables, du celluloïd brut ou des objets fabriqués en celluloïd;
 - 7° les objets obscènes ou immoraux;
- b) dans les colis sans valeur déclarée, échangés entre deux Pays qui admettent la déclaration de valeur: les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'échange des colis entre deux Administrations admettant les colis

avec valeur déclarée ne peut s'effectuer qu'en transit à découvert par l'intermédiaire d'une Administration qui ne les admet pas. Chaque Administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les envois avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert à travers son territoire, ou de limiter la valeur réelle de ces envois.

ARTICLE 25

Limites de dimensions et de volume

1. Sauf à être considéré comme colis encombrant par application de l'article 2, § 2, lettre e), tout colis transporté par voie de surface ne doit pas dépasser 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions, 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.

2. A titre facultatif et par dérogation au § 1, les limites de dimensions et de volume des colis transportés par voie maritime peuvent être fixées à 1,25 mètre pour l'une quelconque des dimensions et l'un des volumes ci-dessous :

60 dm³ pour les colis jusqu'à 5 kg,

80 dm³ pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg,

100 dm³ pour les colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg,

120 dm³ pour les colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.

3. Sous la même réserve qu'au § 1, tout colis-avion ne doit pas dépasser les dimensions suivantes : 1 mètre pour la longueur et 50 centimètres pour toute autre dimension ; 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.

4. Quel que soit son mode de transport, tout colis ne doit pas comporter de dimensions inférieures aux dimensions minimales prévues pour les lettres à l'article 16, § 1, de la Convention.

5. Pour être admis dans les relations entre Administrations adoptant les limites prévues au § 2 et n'autorisant pas le transport des colis encombrants, les colis qui, compte tenu de leur poids, ont un volume supérieur aux limites fixées, sont frappés des taxes applicables à la coupure de poids correspondant à leur volume. Dans ce cas, les colis ne doivent pas dépasser les limites maximales de volume autorisées dans les relations entre ces Administrations.

ARTICLE 26

Traitement des colis acceptés à tort

1. Lorsque les colis qui contiennent les objets cités à l'article 24, lettre a), ont été acceptés à tort à l'expédition, ils *doivent être traités* selon la législation du Pays de l'Administration qui en constate la présence ; toutefois, les colis contenant les objets visés au même article, lettre a), chiffres 2°, 6° et 7°, ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.

2. S'il s'agit de l'insertion d'une seule correspondance non autorisée au sens de l'article 24, lettre a), chiffre 4°, cette correspondance est traitée de la manière prescrite à l'article 22 de la Convention et, pour ce motif, le colis ne peut être renvoyé à l'origine.

3. Lorsque les colis sans valeur déclarée échangés entre deux Pays qui admettent la déclaration de valeur contiennent les objets cités à l'article 24, lettre b), ils doivent être renvoyés à l'origine par l'Administration de transit qui constate l'erreur. Si l'erreur n'est constatée qu'après réception dans l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à livrer le colis au destinataire, aux conditions fixées par sa réglementation. Si celle-ci n'admet pas la livraison, le colis doit être renvoyé à l'origine en faisant application de l'article 38.

4. Le § 3 est applicable aux colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement les limites admises ; toutefois, ces colis peuvent être livrés, le cas échéant, au destinataire si celui-ci a préalablement acquitté les taxes éventuelles.

5. Lorsqu'un colis admis à tort n'est ni livré au destinataire, ni renvoyé à l'origine, l'Administration d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis.

ARTICLE 27

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

1. Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est tenu d'indiquer le traitement à appliquer en cas de non-livraison.

2. Il ne peut donner que l'une des instructions suivantes :

a) envoi par voie de surface ou par voie aérienne d'un avis de non-livraison à lui-même ;

- b) envoi par voie de surface ou par voie aérienne d'un avis de non-livraison à un tiers domicilié dans le Pays de destination;
- c) renvoi immédiat à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne;
- d) renvoi à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne, à l'expiration d'un certain délai;
- e) livraison à un autre destinataire, au besoin après réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne (et sous réserve des particularités prévues à l'article 32, § 1, lettre c), chiffre 2°);
- f) réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne, du colis aux fins de remise au destinataire primitif;
- g) vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur;
- h) abandon du colis par l'expéditeur.

SECTION II

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ADMISSION

ARTICLE 28

Colis avec valeur déclarée

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:
 - a) en ce qui concerne les Administrations postales:
 - 1° faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 1000 francs;
 - 2° obligation, dans les relations entre Pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;
 - b) en ce qui concerne les expéditeurs:
 - 1° interdiction de déclarer une valeur dépassant la valeur réelle du contenu du colis;
 - 2° faculté de ne déclarer qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis.
2. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du Pays d'origine.
3. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à tout expéditeur d'un colis avec valeur déclarée.

ARTICLE 29

Colis francs de taxes et de droits

1. Un colis franc de taxes et de droits ne peut être accepté que si l'expéditeur s'engage à payer toute somme que le bureau d'arrivée serait en droit de réclamer au destinataire ainsi que la taxe pour franchise à la livraison prévue à l'article 15.
2. Le bureau d'origine peut exiger le versement d'arrhes suffisantes.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE RÉEXPÉDITION

SECTION I

LIVRAISON

ARTICLE 30

Règles générales de livraison. Délais de garde

1. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le Pays de destination.
2. Tout colis dont l'arrivée a été notifiée au destinataire est gardé à sa disposition quinze jours ou, au plus, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis; ce délai peut être exceptionnellement prolongé si la réglementation de l'Administration de destination le permet.
3. Lorsque l'avis d'arrivée n'a pu être envoyé, le délai de garde est celui que prescrit la réglementation du Pays de destination; ce délai, applicable aussi aux colis adressés poste restante, ne peut, en règle générale, dépasser cinq mois pour les Pays éloignés (au sens de l'article 107 du Règlement de la Convention) et trois mois pour les autres; le renvoi du colis au bureau d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé dans une langue connue dans le Pays de destination.

4. Les délais de garde prévus aux §§ 2 et 3 sont applicables, en cas de réexpédition, aux colis à distribuer par le nouveau bureau de destination.

ARTICLE 31

Livraison des colis exprès

1. La livraison, par porteur spécial, d'un colis exprès ou de l'avis d'arrivée, n'est essayée qu'une fois.
2. Si l'essai est infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès.

ARTICLE 32

Non-livraison au destinataire

1. Après réception de l'avis de non-livraison visé à l'article 27, § 2, lettres a) et b), il incombe à l'expéditeur ou au tiers y mentionné de donner ses instructions qui peuvent uniquement être celles qu'autorise ledit article, § 2, lettres c) à h), et, en outre, *l'une des suivantes*:

- a) aviser une nouvelle fois le destinataire;
- b) rectifier ou compléter l'adresse;
- c) s'il s'agit d'un colis contre remboursement:
 - 1° le remettre à une personne autre que le destinataire contre remboursement de la somme marquée;
 - 2° le remettre au destinataire primitif ou à un autre destinataire, sans remboursement ou contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive;
- d) remettre le colis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire.

2. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur ou du tiers, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire primitivement désigné, soit, le cas échéant, à un autre destinataire ultérieurement désigné, soit à réexpédier le colis à une nouvelle adresse. Après réception des nouvelles instructions celles-ci seules sont valables et exécutoires. Elles peuvent être transmises par avion ou par la voie télégraphique, si l'expéditeur ou le tiers paie la surtaxe aérienne ou la taxe télégraphique correspondante.

3. *Lorsqu'un avis de non-livraison a été transmis à l'expéditeur par voie aérienne conformément à ses instructions, l'Administration d'origine perçoit, au moment de la remise de l'avis, la taxe afférente au transport aérien.* L'envoi des instructions visées au § 1 donne lieu à la perception soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 18, lettre d); quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois.

ARTICLE 33

Renvoi à l'origine des colis non livrés

1. *Tout colis qui n'a pu être livré est renvoyé au bureau d'origine:*
 - a) *immédiatement si:*
 - 1° l'expéditeur l'a demandé par application de l'article 27, § 2, lettre c);
 - 2° l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 27, § 2, lettre b)) a formulé une demande non autorisée;
 - 3° l'expéditeur ou le tiers refuse d'acquitter les taxes autorisées par l'article 32, § 3;
 - 4° les instructions de l'expéditeur ou du tiers n'ont pas atteint le résultat voulu, que ces instructions aient été données au moment du dépôt ou après réception de l'avis de non-livraison;
 - b) *immédiatement après l'expiration:*
 - 1° du délai éventuellement fixé par l'expéditeur par application de l'article 27, § 2, lettre d);
 - 2° des délais de garde prévus à l'article 30, si l'expéditeur ne s'est pas conformé à l'article 27;
 - 3° d'un délai de deux mois à compter de l'expédition de l'avis de non-livraison, si le bureau qui a établi cet avis n'a pas reçu d'instructions suffisantes de l'expéditeur ou du tiers, ou si ces instructions ne sont pas parvenues à ce bureau; ce délai est porté à quatre mois dans les relations entre Pays éloignés.
2. Dans la mesure du possible, un colis est renvoyé par la même voie que celle qu'il a suivie à l'aller; toutefois, un colis-avion n'est pas renvoyé par avion à moins que l'expéditeur n'ait garanti le paiement des frais de transport aérien.
3. Tout colis renvoyé à l'origine par application du présent article est soumis:
 - a) aux taxes que comporte la nouvelle transmission jusqu'au bureau d'origine;
 - b) aux taxes et droits non annulés dont l'Administration de destination se trouve à découvert au moment du renvoi à l'origine.
4. Ces taxes et droits sont perçus sur l'expéditeur.

ARTICLE 34

Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré

Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'Administration de destination selon sa propre législation.

ARTICLE 35

Récupération de frais sur l'expéditeur d'un colis non livré

1. L'expéditeur d'un colis non livré au destinataire est tenu de payer les frais de transport ou autres dont les Administrations se trouvent à découvert par suite de la non-livraison, même si le colis a été abandonné, vendu ou détruit.

2. Le bureau de dépôt peut, toutes les fois qu'il y a lieu, percevoir des arrhes pour se couvrir de ces frais.

SECTION II

RÉEXPÉDITION

ARTICLE 36

Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse effectuée en application de l'article 42 peut avoir lieu soit à l'intérieur du Pays de destination, soit hors de ce Pays.

2. La réexpédition à l'intérieur du Pays de destination peut être faite soit à la demande de l'expéditeur, soit à la demande du destinataire ou d'office si la réglementation de ce Pays le permet.

3. La réexpédition hors du Pays de destination ne peut être faite qu'à la demande de l'expéditeur ou du destinataire; dans ce cas, le colis doit répondre aux conditions requises pour la nouvelle transmission.

4. La réexpédition dans les conditions ci-dessus énoncées peut aussi avoir lieu par la voie aérienne si elle est demandée par l'expéditeur ou par le destinataire, à condition que le paiement des surtaxes aériennes afférentes à la nouvelle transmission soit garanti.

5. L'expéditeur peut interdire toute réexpédition.

6. Pour la première réexpédition ou pour toute réexpédition éventuelle ultérieure de chaque colis peuvent être perçus:

- a) les taxes autorisées pour cette réexpédition par la réglementation de l'Administration intéressée, dans le cas de réexpédition à l'intérieur du Pays de destination;
- b) les taxes que comporte la nouvelle transmission, dans le cas de réexpédition hors du Pays de destination;
- c) les taxes et droits dont les Administrations de destination antérieures n'acceptent pas l'annulation.

7. Les taxes et droits mentionnés au § 6 sont perçus sur le destinataire.

ARTICLE 37

Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus directe utilisée par l'Administration à laquelle le colis est parvenu.

2. Tout colis-avion parvenu en fausse direction doit obligatoirement être réexpédié par la voie aérienne.

3. Tout colis réexpédié par application du présent article est assujéti aux taxes que comporte la transmission sur sa véritable destination et aux taxes et droits mentionnés à l'article 36, § 6, lettre c).

4. Ces taxes et droits sont repris sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction. Cette Administration les perçoit, le cas échéant, sur l'expéditeur.

ARTICLE 38

Renvoi à l'origine des colis acceptés à tort

1. Tout colis accepté à tort et renvoyé à l'origine est soumis aux taxes et droits prévus à l'article 33, § 3.
2. Si les quotes-parts et parts de taxes qui ont été attribuées à l'Administration qui renvoie le colis sont insuffisantes pour couvrir ces taxes et droits, les frais restant dus sont perçus sur l'Administration responsable de l'erreur si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur imputable au service postal et sur l'expéditeur s'il a été admis à tort par suite d'une erreur de ce dernier ou s'il tombe sous le coup d'une des interdictions prévues à l'article 24.
3. Dans le cas contraire, l'Administration qui renvoie le colis restitue à la première Administration chargée de le réacheminer vers le bureau d'origine les quotes-parts et parts de taxes dont elle aurait été créditée en trop.

ARTICLE 39

Renvoi à l'origine par suite de suspension de service

Le renvoi d'un colis à l'origine par suite d'une suspension de service est gratuit; les parts de transport perçues pour le trajet de l'aller et non attribuées sont remboursées à l'expéditeur.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 40

Inobservation par une Administration des instructions données

Lorsque l'Administration de destination ou une Administration intermédiaire n'a pas observé les instructions données soit au moment du dépôt, soit postérieurement, elle est tenue de prendre à sa charge les parts de transport (aller et retour) et les autres taxes ou droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu; toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si celui-ci, lors du dépôt ou postérieurement, a déclaré que, en cas de non-livraison, il faisait abandon du colis ou il désirait le faire vendre.

ARTICLE 41

Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre

Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit; si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

ARTICLE 42

Retrait. Modification ou correction d'adresse

L'expéditeur d'un colis peut, dans les conditions fixées à l'article 26 de la Convention, en demander le retour à l'origine ou en faire modifier l'adresse, sous réserve de garantir le paiement des sommes exigibles pour toutes nouvelles transmissions, en vertu des articles 33, § 3, et 36, § 6. *Pour les demandes télégraphiques de modification d'adresse des colis avec voleur déclarée, la taxe de recommandation est due en sus de la taxe télégraphique.*

ARTICLE 43

Réclamations et demandes de renseignements

1. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations et les demandes de renseignements concernant tout colis déposé dans les services des autres Administrations.
2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis.
3. Les demandes de renseignements introduites par une Administration sont recevables et obligatoirement traitées, à la seule condition qu'elles parviennent à l'Administration intéressée dans un délai de quinze mois à compter de la date du dépôt des colis. *Chaque Administration est tenue de traiter les demandes de renseignements dans le plus bref délai possible.*

4. Sauf si l'expéditeur a entièrement acquitté la taxe d'avis de réception prévue à l'article 18, lettre i), chaque réclamation ou chaque demande de renseignements donne lieu à la perception d'une «taxe de réclamation» au taux fixé à l'article 19, lettre k). Les réclamations ou demandes de renseignements sont transmises dans les conditions prévues à l'article 35, § 4, de la Convention.

5. Si la réclamation ou la demande de renseignements concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire et expédiés par la même voie, cette taxe n'est perçue qu'une fois; elle est restituée si la réclamation ou la demande de renseignements est motivée par une faute de service.

TITRE III RESPONSABILITÉ

ARTICLE 44

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis, *sauf dans les cas prévus à l'article 45. Leur responsabilité est engagée tant pour les colis transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.*

2. L'expéditeur a droit à une indemnité *correspondant*, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. *Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser:*

a) *pour les colis avec valeur déclarée, le montant en francs-or de la valeur déclarée; en cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine par voie de surface d'un colis-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux colis acheminés par cette voie;*

b) *pour les autres colis, les sommes ci-après:*

- 10 francs par colis jusqu'à 1 kilogramme
- 15 francs par colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes
- 25 francs par colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kilogrammes
- 40 francs par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes
- 55 francs par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes
- 70 francs par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. *Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance; il en est de même des envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.*

5. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution, non seulement des quotes-parts territoriales et maritimes *ainsi que des surtaxes aériennes* correspondant à un parcours non effectué par le colis, mais aussi des taxes de quelque nature que ce soit afférentes à un service payé d'avance et non rendu.

6. L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit *si l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.*

ARTICLE 45

Non-responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison soit dans les conditions prescrites par leur *réglementation intérieure* pour les envois de même nature, soit *dans les conditions prévues à l'article 12, § 3, de la Convention; la responsabilité est toutefois maintenue:*

a) *lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié;*

b) lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré le colis avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables :

1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis :

- a) en cas de force majeure. L'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son Pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du Pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du Pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 16, § 2, lettre a);
- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu du colis;
- d) lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 24, lettre a), chiffres 2°, 3°, 5°, 6° et 7°, et lettre b), et pour autant que ces colis aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;
- e) lorsqu'il s'agit de colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- f) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 43, § 2;
- g) lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et internés;

2° des colis saisis en vertu de la législation du Pays de destination.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des colis soumis au contrôle douanier.

ARTICLE 46

Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un colis est responsable dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs.

2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel colis ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.

3. Le cas échéant, il appartient à l'Administration d'origine d'intenter l'action contre l'expéditeur.

ARTICLE 47

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la livraison au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.

2. Une Administration intermédiaire au de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve du § 4, déchargée de toute responsabilité:

- a) lorsqu'elle a observé les dispositions réglementaires relatives à la vérification des dépêches et des colis et à la constatation des irrégularités;
- b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs au colis recherché, le délai de conservation réglementaire étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du Pays qui perçoit les rémunérations de transport est tenue de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur.

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel Pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire avarié et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas

25 francs, cette somme est supportée, à parts égales, par les Administrations d'origine et de destination, à l'exclusion des Administrations intermédiaires. Si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le Pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le Pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce Pays de prouver :

- a) que ni l'emballage, ni la fermeture du colis ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- b) que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié;
- c) que, pour les colis transmis en récipients clos, ceux-ci étaient intacts de même que leur fermeture.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination au, le cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

5. Dans le cas d'envois transmis en nombre, en application de l'article 51, §§ 2 et 3, aucune des Administrations en cause ne peut, dans le dessein de décliner sa part de responsabilité, arguer du fait que le nombre des colis trouvés dans la dépêche diffère de celui qui est annoncé sur la feuille de route.

6. Toujours dans le cas de transmission globale, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour que la responsabilité soit partagée en cas de perte, de spoliation ou d'avarie de certaines catégories de colis déterminées d'un commun accord.

7. En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, la responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

8. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

9. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

10. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

ARTICLE 48

Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'Administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe soit à l'Administration d'origine, soit à l'Administration de destination dans le cas visé à l'article 44, § 6.

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au § 2, la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité au-delà de ce délai.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de celle des autres Administrations ayant participé aux transports qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à l'affaire ou sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte, la spoliation ou l'avarie paraissait due à un cas de force majeure.

ARTICLE 49

Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement

1. L'Administration responsable au pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 47 est tenue de rembourser à l'Administration ayant effectué le paiement en vertu de l'article 48, et qui est dénommée « Administration payeuse », le montant de l'indemnité effectivement payée à l'ayant droit; ce versement doit avoir lieu dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

2. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article 47, la totalité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au § 1, par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis réclamé, ne peut en établir la transmission régulière ou service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

3. Le remboursement à l'Administration créditrice est effectué d'après les règles de paiement prévues à l'article 13 de la Convention.

4. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 48, § 4, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur l'Administration responsable par voie de décompte soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit qui se crédite à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Administration responsable; le cas échéant, il y a lieu d'observer les dispositions réglementaires relatives à l'établissement des comptes.

5. L'Administration payeuse ne peut réclamer le remboursement de l'indemnité à l'Administration responsable que dans le délai d'un an à compter soit du jour de l'envoi de la notification du paiement, soit, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 48, § 4.

6. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

ARTICLE 50

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après paiement de l'indemnité, un colis ou une partie de colis, antérieurement considéré comme perdu, est retrouvé, le destinataire et l'expéditeur en sont informés; ce dernier ou, par application de l'article 44, § 6, le destinataire est en outre informé qu'il peut en prendre livraison pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité reçue. Si, dans ce délai, l'expéditeur ou, le cas échéant, le destinataire ne réclame pas le colis, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur selon le cas.

2. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison du colis ou de la partie retrouvée de ce colis moyennant remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage.

3. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison du colis, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

4. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai de cinq mois prévu à l'article 48, § 4, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise du colis avec valeur déclarée, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 28, § 2.

TITRE IV

ATTRIBUTION DES TAXES

ARTICLE 51

Principe général

1. L'attribution des taxes aux Administrations intéressées est effectuée, en principe, par colis.

2. Toutefois, dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires en vue de l'attribution des quotes-parts territoriales et maritimes globalement par coupure de poids, l'attribution des autres taxes étant effectuée par colis.

3. Toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut convenir avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires de les créditer de sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches et correspondant soit aux seules quotes-parts territoriales et maritimes avec attribution par colis des autres taxes, soit à l'ensemble des rémunérations leur revenant.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 52

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

ARTICLE 53

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir :

- a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement, de son Protocole final ou de l'article final de son Règlement ;
- b) les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet la modification de fond du Règlement, à l'exception de l'article final et de son Protocole final ;
- c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet :
 - 1° l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, y compris le Protocole final de ce dernier, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution ;
 - 2° des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1°.

3. Lorsqu'un Pays-membre de l'Union exprime, en dehors des Congrès, le désir d'adhérer au présent Arrangement *en réclamant* la faculté de percevoir des quotes parts de départ et d'arrivée exceptionnelles à un taux supérieur à celui qu'autorise l'article 12, le Bureau international soumet la demande à tous les Pays-membres signataires de l'Arrangement ; si, dans un délai de six mois, plus d'un tiers de ces Pays-membres ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

ARTICLE 54

Colis à destination ou en provenance de Pays ne participant pas à l'Arrangement

1. Les Administrations des Pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis avec les Administrations de Pays non participants, admettent, sauf opposition de ces dernières, les Administrations de tous les Pays participants à profiter de ces relations.

2. Pour le transit par les services terrestres, maritimes et aériens des Pays participant à l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un Pays non participant sont assimilés, *quant au montant des quotes-parts territoriales et maritimes et des surtaxes aériennes*, aux colis échangés entre les Pays participants. *Il en est de même, en ce qui concerne la responsabilité, chaque fois qu'il est établi que le dommage est survenu dans le service d'un des Pays participants et lorsque l'indemnité doit être versée dans un Pays participant soit à l'expéditeur, soit éventuellement au destinataire, en cas de spoliation ou d'avarie.*

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 55

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle:

(Voir les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution dans le volume 611 du Recueil des Traités.)

Afghanistan
République populaire d'Albanie
République algérienne démocratique et populaire
Allemagne
Royaume de l'Arabie Saoudite
République Argentine
Commonwealth de l'Australie
République d'Autriche
Belgique
République soviétique socialiste de Biélorussie
Birmanie
Bolivie
Etats-Unis du Brésil
République populaire de Bulgarie
Royaume du Burundi
Royaume du Cambodge
République fédérale du Cameroun
République Centrafricaine
Ceylan
Chili
Chine
République de Chypre
République de Colombie
République du Congo (Brazzaville)
République du Congo (Léopoldville)
République de Corée
République de Costa Rica
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
République du Dahomey
Royaume de Danemark
République Dominicaine
République de El Salvador
République de l'Equateur
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
Ethiopie
République de Finlande
République française
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer
République gabonaise

Ghana

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles de la Manche et l'île de Man

Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Grèce

République du Guatemala

République de Guinée

République de Haute-Volta

République du Honduras

République populaire hongroise

Inde

République d'Indonésie

Iran

République d'Iraq

Irlande

République d'Islande

Israël

Italie

Jamaïque

Japon

Royaume hachémite de Jordanie

Kuwait

Royaume du Laos

République libanaise

République de Libéria

Libye

Principauté de Liechtenstein

Luxembourg

Malaisie

République malgache

République du Mali

Royaume du Maroc

Etats-Unis du Mexique

Principauté de Monaco

République populaire de Mongolie

Nicaragua

République du Niger

République fédérale de Nigéria

Norvège

Nouvelle-Zélande

Ouganda

Pakistan

Paraguay

Pays-Bas

Antilles néerlandaises et Surinam

République du Pérou

République populaire de Pologne

Portugal

République arabe unie
République populaire roumaine
République rwandaise
République de Saint-Marin
République du Sénégal
Sierra Leone
Somalie
République du Soudan
Suède
Confédération suisse
République arabe syrienne
République unie du Tanganyika et de Zanzibar
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
Trinité et Tobago
Tunisie
Turquie
République soviétique socialiste d'Ukraine
Union des Républiques soviétiques socialistes
République orientale de l'Uruguay
Etat de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
Viêt-Nam
République arabe du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE I

Exploitation du service par les entreprises de transport

1. Tout Pays dont l'Administration postale ne se charge pas actuellement du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

2. L'Administration postale de ce Pays doit s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange.

3. Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

ARTICLE II

Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt du colis

Les Pays ci-après qui acceptent le service des colis francs de taxes et de droits n'admettent pas les demandes de livraison en franchise de taxes et de droits faites postérieurement au dépôt du colis: *Commonwealth de l'Australie, Chypre, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Irlande, Kuwait, Malaisie, République fédérale de Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Sierra Leone, République Unie du Tonganyiko et de Zanzibar, Trinité et Tobago.*

ARTICLE III

Livre avoirdupois

Les Pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal ont la faculté de substituer aux coupures de poids prévues à l'article 3 les équivalents suivants:

jusqu'à 1 kg	Jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	2—7 lb
au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	7—11 lb
au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	11—22 lb

ARTICLE IV

Transit

Par dérogation à l'article premier de la Convention, la faculté de ne pas assurer le transport des colis en transit par leur territoire est accordée provisoirement à l'Afghanistan, à l'Iran et aux Provinces portugaises de l'Afrique.

TITRE I

TAXES

CHAPITRE I

QUOTES-PARTS EXCEPTIONNELLES

ARTICLE V

Quotes-parts territoriales exceptionnelles

A titre provisoire, les Administrations figurant aux tableaux 1 et 2 ci-après sont autorisées à percevoir:

- a) les quotes-parts de départ et d'arrivée indiquées au tableau 1, qui se substituent à la quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle autorisée à l'article 12;
- b) les quotes-parts territoriales de transit indiquées au tableau 2, qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 6.

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations																								
1	2	3	4																								
		fr c																									
1	Afghanistan	1,50 ¹⁾	1) La quote-part peut être portée à 3,50 francs pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.																								
2	Albanie (République Populaire)	1,—																									
3	Argentine (République)	—,75 ²⁾	2) La quote-part peut être portée à 1,25 franc pour les colis en provenance et à destination des bureaux argentins de la Costa del Sur, de la Tierra del Fuego, de l'Antarctique et des îles de l'Atlantique du Sud.																								
4	Australie	3)	3) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,45 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg —,90 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,10																								
5	République Soviétique Socialiste de Biélorussie	4)	4) Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de: <table data-bbox="662 913 1153 1145"> <thead> <tr> <th></th> <th>la partie européenne de l'URSS</th> <th>la partie asiatique de l'URSS</th> </tr> <tr> <th></th> <th>fr c</th> <th>fr c</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td>—,40</td> <td>1,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg</td> <td>—,70</td> <td>2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg</td> <td>1,—</td> <td>3,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg</td> <td>2,—</td> <td>6,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg</td> <td>3,—</td> <td>9,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg</td> <td>4,—</td> <td>12,—</td> </tr> </tbody> </table> Sur tout le territoire de l'URSS, les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr c	fr c	Colis jusqu'à 1 kg	—,40	1,40	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	—,70	2,20	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,—	3,—	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	2,—	6,—	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	3,—	9,—	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	4,—	12,—
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr c	fr c																									
Colis jusqu'à 1 kg	—,40	1,40																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	—,70	2,20																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,—	3,—																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	2,—	6,—																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	3,—	9,—																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	4,—	12,—																									
6	Birmanie	—,75																									
7	Bolivie	5)	5) Pour les colis en provenance ou à destination des localités autres que Cochabamba, La Paz, Oruro, Potosí, Sucre et Tarija, la quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 3,— Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg 7,— Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 14,—																								
8	Brésil (Etats-Unis)	2,25 ⁶⁾	6) La quote-part peut s'élever à 3,25 francs pour les colis à destination de certains bureaux éloignés.																								
9	Bulgarie (République Populaire)	—,50																									
10	Cameroun	7)	7) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.																								

1. Quotes-part de départ et d'arrivée (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
		fr c	
11	Centrafricaine (République) . . .	8)	8) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
12	Ceylan	9)	9) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,35 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg —,55 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 10 kg 1,—
13	Chili	—,75	
14	Chine	—,75 10)	10) Une quote-part correspondant au tarif des colis postaux du service intérieur chinois est perçue provisoirement sur les expéditeurs ou les destinataires pour les colis originaires et à destination de la Chine, excepté Shanghai et Canton.
15	Chypre	11)	11) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
16	Colombie (République) . . .	12)	12) La quote-part peut s'élever à 1 franc par colis à destination des ports de mer et à 1 franc par kilogramme ou fraction de kilogramme pour les colis à destination des autres localités.
17	Congo (Brazzaville)	13)	13) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
18	Congo (Léopoldville)	14)	14) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,30 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg —,90 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,— Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 4,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 6,—
19	Côte d'Ivoire (République) . . .	15)	15) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
		fr c	
20	Dahomey (République)	16)	16) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg 2,— Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,— Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 4,— Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 5,—
21	Dominicaïne (République)	1,25	
22	El Salvador (République)	1,25	
23	Equateur	1,25	
24	Espagne.	—,75	
25	Ethiopie.	17)	17) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,90 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,25 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,65 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 3,70 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 4,90 <i>Pour les colis transportés par la Compagnie de chemin de fer franco-éthiopienne entre Dire Dawa et Addis Abeba, les frais qui peuvent être dus au titre de ce transport spécial sont ajoutés à la quote-part susvisée.</i>
26	Finlande	—,75	
27	Territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer	18)	18) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
28	Gabonaise (République)	19)	19) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
29	Grande-Bretagne et Territoires britanniques d'outre-mer	20)	20) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,— Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,10
30	Grèce	—,75	
31	Guatemala.	—,75	
32	Haïti (République)	—,50	
33	Haute-Volta (République).	21)	21) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
		fr c	
34	Inde	22)	22) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg —,75 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,50
35	Indonésie (République)	—,50	
36	Iran	23)	23) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, une quote-part qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
37	Iraq	24)	24) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,75 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg 1,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,60
38	Islande (République)	25)	25) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 3 kg —,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg —,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,—
39	Israël	26)	26) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,60 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg —,80 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 10 kg 1,50
40	Jamaïque	27)	27) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
41	Japon	—,75	
42	Kuwait	28)	28) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,85 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg —,95 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg —,30
43	Libye	—,75 29)	29) Seulement pour les colis à destination de la province du Fezzan et des oasis de Koufra, Jalo, Marada et Djlaghoub.

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
		fr c	
44	Malaisie.	30)	30) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,30 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,80 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,80
45	Malgache (République)	31)	31) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,20 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,— Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,— Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 4,— Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 5,—
46	Nicaragua.	—,75	
47	Niger (République)	32)	32) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
48	Nigéria (République fédérale).	33)	33) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
49	Norvège	—,75	
50	Nouvelle-Zélande	34)	34) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,70 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg —,80 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg —,90 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,—
51	Ouganda	35)	35) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
52	Pakistan.	36)	36) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg —,75 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,— Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,50

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
		fr c	
53	Panama (République)	—,75	
54	Pérou	1,25	
55	Provinces portugaises de l'Angola et du Mozambique	37)	37) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, une quote-part qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
56	Sénégal (République)	38)	38) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
57	Sierra Leone	39)	39) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 1,10
58	Soudan (République)	40)	40) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg —,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. —,85 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 2,40
59	Suède	—,75	
60	Tanganyika et Zanzibar (République Unie)	41)	41) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 1,10
61	Tchad (République)	42)	42) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
62	Thaïlande	—,75	
63	Togolaise (République).	43)	43) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,85 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,85 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 3,85 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 4,85

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée (fin)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations																								
1	2	3	4																								
64	Trinité et Tobago	fr c 44)	<p>44) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après :</p> <table border="0"> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">fr c</td> </tr> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td style="text-align: right;">1,25</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.</td> <td style="text-align: right;">1,50</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.</td> <td style="text-align: right;">1,75</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.</td> <td style="text-align: right;">1,10</td> </tr> </table>		fr c	Colis jusqu'à 1 kg	1,25	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.	1,50	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.	1,75	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.	1,10														
	fr c																										
Colis jusqu'à 1 kg	1,25																										
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.	1,50																										
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.	1,75																										
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.	1,10																										
65	Turquie d'Asie.	—,75 45)	<p>45) La quote-part peut être portée à 2 francs pour les colis adressés aux bureaux éloignés des chemins de fer et des côtes et dont le transport est effectué par les courriers terrestres.</p>																								
66	République Soviétique Socialiste d'Ukraine	46)	<p>46) Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de :</p> <table border="0"> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">la partie européenne de l'URSS</td> <td style="text-align: right;">la partie asiatique de l'URSS</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">fr c</td> <td style="text-align: right;">fr c</td> </tr> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td style="text-align: right;">—,40</td> <td style="text-align: right;">1,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg</td> <td style="text-align: right;">—,70</td> <td style="text-align: right;">2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg</td> <td style="text-align: right;">1,—</td> <td style="text-align: right;">3,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg</td> <td style="text-align: right;">2,—</td> <td style="text-align: right;">6,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg</td> <td style="text-align: right;">3,—</td> <td style="text-align: right;">9,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg</td> <td style="text-align: right;">4,—</td> <td style="text-align: right;">12,—</td> </tr> </table> <p>Sur tout le territoire de l'URSS, les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.</p>		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr c	fr c	Colis jusqu'à 1 kg	—,40	1,40	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	—,70	2,20	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,—	3,—	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	2,—	6,—	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	3,—	9,—	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	4,—	12,—
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr c	fr c																									
Colis jusqu'à 1 kg	—,40	1,40																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	—,70	2,20																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,—	3,—																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	2,—	6,—																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	3,—	9,—																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	4,—	12,—																									
67	Union des Républiques Soviétiques Socialistes	47)	<p>47) Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de :</p> <table border="0"> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">la partie européenne de l'URSS</td> <td style="text-align: right;">la partie asiatique de l'URSS</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">fr c</td> <td style="text-align: right;">fr c</td> </tr> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td style="text-align: right;">—,40</td> <td style="text-align: right;">1,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg</td> <td style="text-align: right;">—,70</td> <td style="text-align: right;">2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg</td> <td style="text-align: right;">1,—</td> <td style="text-align: right;">3,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg</td> <td style="text-align: right;">2,—</td> <td style="text-align: right;">6,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg</td> <td style="text-align: right;">3,—</td> <td style="text-align: right;">9,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg</td> <td style="text-align: right;">4,—</td> <td style="text-align: right;">12,—</td> </tr> </table> <p>Sur tout le territoire de l'URSS, les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.</p>		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr c	fr c	Colis jusqu'à 1 kg	—,40	1,40	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	—,70	2,20	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,—	3,—	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	2,—	6,—	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	3,—	9,—	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	4,—	12,—
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr c	fr c																									
Colis jusqu'à 1 kg	—,40	1,40																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	—,70	2,20																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,—	3,—																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	2,—	6,—																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	3,—	9,—																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	4,—	12,—																									
68	Uruguay (République Orientale).	—,75																									
69	Vénézuéla (République)	1,25																									

2. Quotes-parts territoriales de transit

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale pour les colis des coupures de poids ci-après					
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c
1	Argentine (République) ¹⁾	3,60	3,60	3,60	3,60		
2	Australie ²⁾	1,—	1,75	2,50	3,—		
3	République Soviétique Socialiste de Biélorussie ³⁾						
4	Birmanie	—,70	—,60	—,60	—,90		
5	Brésil (Etats-Unis)	1,—	—,80	—,60			
6	Centrafricaine (République)	—,60	1,50	2,—	4,—	6,—	8,—
7	Ceylan	—,85	1,25	1,90	2,70		
8	Chili ¹⁾	1,25	1,25	1,25	1,25		
9	Chine	—,95	—,95	—,75	—,25		
10	Chypre	1,—	1,10	1,20	1,40		
11	Congo (Brazzaville)	—,60	1,50	2,—	4,—	6,—	8,—
12	Congo (Léopoldville)	—,30	—,90	1,50	3,—	4,50	6,—
13	Equateur	—,70	—,50	—,50			
14	Gabonaise (République)	—,60	1,50	2,—	4,—	6,—	8,—
15a	Grande-Bretagne et Territoires britanniques d'outre-mer ²⁾ , sauf l'exception ci-après:	1,—	1,10	1,20	1,40		
15b	Rhodésia du Nord et Rhodésia du Sud ²⁾	1,—	1,10	1,50	2,—		
16	Inde	—,45	—,60	1,—	1,50		
17	Iraq	—,70	—,60	—,50	1,40	3,—	4,—
18	Jamaïque	1,—	1,10	1,20	1,40		
19	Kuwait	—,70	—,80	—,90	—,85		
20	Libye	—,20	—,30	—,40	—,50		
21	Malaisie	1,—	1,10	1,20	2,—		
22	Nigéria (République fédérale)	1,—	1,10	1,20	1,40		
23	Ouganda ²⁾	1,75	2,20	2,65	2,80		
24	Pakistan	1,—	1,—	1,—	1,—		
25	Pérou	—,70	—,60	—,50			
26	Sierra Leone	1,—	1,10	1,20	1,40		
27	Soudan (République)	—,90	1,40	1,90	3,80		
28	Tanganyika et Zanzibar (République Unie) ²⁾	1,75	2,20	2,65	2,80		
29	Tchad (République)	—,60	1,50	2,—	4,—	6,—	8,—
30	Trinité et Tobago	1,—	1,10	1,20	1,40		
31	Turquie d'Asie ⁴⁾	2,20	2,—	2,—	1,50	1,—	—,50
32	République Soviétique Socialiste d'Ukraine ³⁾						
33	Union des Républiques Soviétiques Socialistes:						
	a) pour les colis transportés à travers la partie européenne de l'URSS.	—,40	—,70	1,—	2,—	3,—	4,—
	b) pour les colis transportés à travers la partie asiatique de l'URSS.	1,40	2,20	3,—	6,—	9,—	12,—
	c) pour les colis transportés à travers les parties européenne et asiatique de l'URSS	1,80	2,90	4,—	8,—	12,—	16,—
34	Vénézuéla (République)	—,70	—,60	—,50	1,—	1,50	2,—

Observations:

- 1) Seulement pour les colis transportés par le chemin de fer transandin.
- 2) Les montants qui figurent dans le tableau sont à considérer comme des maximums.
- 3) Voir sous Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Sur tout le territoire de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, les mêmes taxes sont en vigueur pour les colis postaux.
- 4) Pour les colis de et pour l'Iran empruntant la voie Trébizonde-Erzéroum-Bayezid, la quote-part territoriale de chaque coupure de poids peut encore être majorée de 1,50 franc.

ARTICLE VI

Quotes-parts maritimes

Le Commonwealth de l'Australie, Chypre, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Jamaïque, la Malaisie, la République fédérale de Nigéria, l'Ouganda, la Sierra Leone, la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar et Trinité et Tobago sont autorisés à majorer de 50% au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 8 et 9, et Kuwait de 100% au maximum.

ARTICLE VII

Quotes-parts supplémentaires

1. Tout colis en provenance ou à destination de la Corse est assujéti:
 - a) à une quote-part territoriale supplémentaire égale, au maximum, à la moitié de la quote-part territoriale appliquée à tout colis en provenance ou à destination de la France continentale;
 - b) à une quote-part maritime supplémentaire égale à celle qui est appliquée en France pour le premier échelon de distance.
2. Sont autorisées, sur chaque colis, les quotes-parts supplémentaires de transport ci-après:

d'une part: 1	Entre et, d'autre part: 2	Quotes-parts supplémentaires autorisées 3
L'Espagne continentale	a) les îles Baléares, les Territoires espagnols du Nord de l'Afrique	égale à la quote-part maritime fixée pour le 1 ^{er} échelon de distance
	b) les îles Canaries	égale à la quote-part maritime fixée pour le 2 ^e échelon de distance

3. L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une quote-part supplémentaire de 1,50 franc au maximum par colis pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupures de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2	Coupures de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2
kg	fr c	kg	fr c
Jusqu'à 1	—,50	au-dessus de 5 jusqu'à 10	5,—
au-dessus de 1 jusqu'à 3	1,50	au-dessus de 10 jusqu'à 15	7,50
au-dessus de 3 jusqu'à 5	2,50	au-dessus de 15 jusqu'à 20	10,—

5. Le transport des colis entre Karachi (Pakistan) d'une part et les bureaux pakistanais d'Ormara, Pasni et Gwadur d'autre part donne lieu à la perception de quotes-parts supplémentaires égales aux quotes-parts maritimes fixées à l'article 8, § 2, pour le premier échelon de distance.

6. Les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Inde, la Malaisie, le Pakistan et Trinité et Tobago sont autorisés à percevoir sur tous les colis transitant par leurs ports respectifs, en plus des quotes-parts maritimes qui leur sont dues, les quotes-parts territoriales prévues à l'article 6, § 4, de l'Arrangement.

7. Le transport des colis entre le Pakistan occidental et le Pakistan oriental donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupures de poids		Quotes-parts supplémentaires	
1	2	1	2
kg	fr c	kg	fr c
Jusqu'à 1	—,50	au-dessus de 3 jusqu'à 5	—,80
au-dessus de 1 jusqu'à 3	—,65	au-dessus de 5 jusqu'à 10	1,45

Cette quote-part supplémentaire spéciale n'est perçue que sur les colis originaires de l'étranger et passant par un bureau d'échange du Pakistan occidental à destination du Pakistan oriental ou vice versa.

ARTICLE VIII

Tarifs spéciaux

1. L'Administration postale de l'Iraq a la faculté d'appliquer aux colis originaires de son Pays un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la quote-part exceptionnelle et la quote-part supplémentaire, auxquelles elle aurait droit.

2. Cette dernière faculté est également accordée aux Pays qui adhéreront à l'Arrangement jusqu'au prochain Congrès.

3. Les Administrations du Pakistan et de la République de Vénézuéla sont autorisées à percevoir pour les colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg la taxe applicable aux colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.

4. L'Administration française a la faculté de traiter dans tous les cas les colis-avion comme colis urgents et de percevoir pour ces colis le double des quotes-parts territoriales et majorations prévues aux articles 6, 7 et 12.

5. Le Commonwealth de l'Australie a la faculté de percevoir sur le public les taxes et les droits visés à l'article 4 en fonction de zones géographiques.

CHAPITRE II

TAXES SUPPLÉMENTAIRES D'ASSURANCE

ARTICLE IX

Colis avec valeur déclarée

Par dérogation à l'article 16, certaines Administrations sont autorisées, conformément aux indications du tableau ci-après, à percevoir, sur chaque colis postal avec valeur déclarée, les taxes supplémentaires d'assurance ci-dessous:

Administrations autorisées	Taxes autorisées par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	Colis avec valeur déclarée auxquels s'appliquent ces taxes
1	2	3
a) Argentine (République)	^c 10	Colis en provenance ou à destination des bureaux ci-après: La Costa del Sur, Tierra del Fuego, Antarctique et îles de l'Atlantique du Sud.
b) Congo (Léopoldville)	10	Colis en provenance ou à destination du Congo (Léopoldville) ou en transit par le Congo (Léopoldville).
c) France	15	Colis transportés entre la France continentale et la Corse.
d) Iraq	10	Colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie.
e) Ouganda	10	Colis en provenance ou à destination de l'Ouganda ou en transit par l'Ouganda.
f) Soudan (République)	5	Colis en provenance ou à destination du Congo (Léopoldville) et en transit par le Soudan.
g) Tanganyika et Zanzibar (République Unie)	10	Colis en provenance ou à destination de la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar ou en transit par la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar.

TITRE II
EXÉCUTION DU SERVICE

CHAPITRE I
CONDITIONS D'ADMISSION

ARTICLE X

Dimensions et volume

1. La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont provisoirement la faculté de ne pas admettre les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé par l'article 25, § 2, pour les services maritimes.

2. Le *Commonwealth de l'Australie* et l'Inde ont la faculté de ne pas admettre les colis dont les dimensions excèdent les limites prescrites dans leur service intérieur.

ARTICLE XI

Colis encombrants

Par application de l'article 2, § 2, lettre e), chiffre 1°, et nonobstant les limites fixées par l'article 25, § 1 :

- a) la République du Soudan a la faculté, dans ses relations avec les autres Pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 10 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 85;
- b) *Chypre, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Irlande, la Jamaïque, Kuwait, la Malaisie, la République fédérale de Nigéria, la Nouvelle-Zélande, l'Ouganda, la Sierra Leone, la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar et Trinité et Tobago* ont la faculté, dans leurs relations avec les autres Pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 05 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 80.

ARTICLE XII

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

1. Par dérogation à l'article 27, § 2, lettre g), *la République de Colombie, Israël, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes* ont provisoirement le droit de ne pas admettre les colis portant la mention «vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur».

2. Par dérogation à l'article 27, § 2, lettres a), b) et g), *le Commonwealth de l'Australie, Ceylan, Chypre, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Irlande, la Jamaïque, Kuwait, la Malaisie, la République fédérale de Nigéria, la Nouvelle-Zélande, l'Ouganda, la Sierra Leone, la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar et Trinité et Tobago* ont la faculté de ne pas admettre les mesures relatives à l'envoi d'un avis de non-livraison, ni à la vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur.

ARTICLE XIII

Colis avec valeur déclarée. Maximum de déclaration de valeur

Par dérogation à l'article 28, *le Commonwealth de l'Australie, Chypre, ceux des Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Jamaïque, la Malaisie, la République fédérale de Nigéria, l'Ouganda, la Sierra Leone, la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar et Trinité et Tobago* dont le maximum de déclaration de valeur dans leur service intérieur est inférieur à 1000 francs, ont la faculté de limiter à ce montant inférieur le maximum de déclaration de valeur dans le service international.

CHAPITRE II
DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE XIV

Retrait. Modification ou correction d'adresse

L'article 42 ne s'applique pas au Commonwealth de l'Australie, à la Birmanie, à Chypre, à El Salvador, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, à l'Irlande, à Kuwait, à la Malaisie, à la République fédérale de Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Sierra Leone, à la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar et à Trinité et Tobago. Il ne s'applique pas non plus à ceux des Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la législation ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse des colis à la demande de l'expéditeur, ni à l'Inde pour autant qu'il concerne la modification d'adresse des colis.

ARTICLE XV

Avis de réception

Ceylan, Chypre, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Irlande, la Jamaïque, Kuwait, la Malaisie, la République fédérale de Nigéria, la Nouvelle-Zélande, l'Ouganda, la Sierra Leone, la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar et Trinité et Tobago ont la faculté de limiter les avis de réception aux colis avec valeur déclarée.

TITRE III
RESPONSABILITÉ

CHAPITRE UNIQUE
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE XVI

Exceptions au principe de la responsabilité

Par dérogation à l'article 44, le Congo (Léopoldville), l'Iraq, Kuwait et la République du Soudan sont autorisés à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les Pays à destination du Congo (Léopoldville), de l'Iraq, de Kuwait ou du Soudan, et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile.

ARTICLE XVII

Dédommagement

Par dérogation à l'article 44, le Commonwealth de l'Australie, Chypre, ceux des Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation intérieure s'y oppose, la Jamaïque, la République fédérale de Nigéria, l'Ouganda, la Sierra Leone, la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar et Trinité et Tobago ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir plus haut dans le présent volume.)

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

Art. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- 101. Renseignements à fournir par les *Administrations*
- 102. Voies d'acheminement et taxes

CHAPITRE II

TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU D'ORIGINE

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET DE DÉPÔT

- 103. Adresses de l'expéditeur et du destinataire
- 104. Conditions générales d'emballage
- 105. Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des films, du celluloid, des animaux vivants
- 106. Formalités à remplir par l'expéditeur
- 107. Formalités à remplir par le bureau d'origine

SECTION II

CONDITIONS D'ADMISSION ET DE DÉPÔT PARTICULIÈRES A CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

- 108. Colis avec valeur déclarée
- 109. Déclaration frauduleuse de valeur
- 110. Autres catégories de colis

SECTION III

FORMALITÉS DEMANDÉES APRÈS LE DÉPÔT

- 111. Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt
- 112. Demande d'avis de réception formulée postérieurement au dépôt
- 113. Retrait. Modification d'adresse

CHAPITRE III

TRAITEMENT DES COLIS PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE

SECTION I

ACHEMINEMENT

- 114. Principe général d'échange des colis
- 115. Acheminement et dédouanement des colis-avion
- 116. Transbordement des colis-avion
- 117. Acheminement et dédouanement des colis urgents
- 118. *Dédouanement des colis exprès*

SECTION II

Art. FORMATION ET EXPÉDITION DES DÉPÊCHES

- 119. Divers modes de transmission
- 120. Feuilles de route
- 121. Feuilles de route simplifiées
- 122. Transmission en dépêches closes
- 123. Remise des dépêches
- 124. Traitement des colis avec avis d'embarquement

SECTION III

VÉRIFICATION DES DÉPÊCHES ET DES COLIS. RENVOI DES RÉCIPIENTS VIDES

- 125. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange
- 126. Divergences relatives au poids, au volume ou aux dimensions des colis
- 127. Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations
- 128. Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé
- 129. Vérification des dépêches de colis transmis en nombre
- 130. Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction
- 131. Renvoi des récipients vides

CHAPITRE IV

TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU DE DESTINATION

SECTION I

LIVRAISON DES COLIS

- 132. Réserves à la livraison
- 133. Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits
- 134. Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception

SECTION II

TRAITEMENT DES COLIS NON LIVRÉS

- 135. Avis de non-livraison
- 136. Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé
- 137. Renvoi des colis à l'origine
- 138. Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire
- 139. Colis exprès à réexpédier
- 140. Traitement des demandes de retrait ou de modification d'adresse
- 141. Vente. Destruction

CHAPITRE V

RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 142. Traitement des réclamations et des demandes de renseignements
- 143. Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu

CHAPITRE VI

COMPTABILITÉ

SECTION I

ATTRIBUTION DES TAXES

- 144. Taxes portées au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine
- 145. Attribution de la taxe d'assurance
- 146. Taxes conservées par l'Administration perceptrice

Art.

147. Cas particuliers d'attribution de taxes

148. Attribution et reprise de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition

149. Cas particuliers de reprises de taxes

150. Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme

SECTION II

ÉTABLISSEMENT ET RÈGLEMENT DES COMPTES

151. Etablissement des comptes

152. Décompte concernant les dépêches de colis-avion

153. Règlement des comptes

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

154. Formules à l'usage du public

155. Délai de conservation des documents

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

156. Mise à exécution et durée du Règlement

PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

I. Poids *maximal* des sacs de colis

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Convention de l'Union postale universelle conclue à Vienne, le 10 juillet 1964*,¹ ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, chaque Administration doit notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- a) les dispositions qu'elle a prises en ce qui concerne:
 - 1° la limite de poids *maximale*;
 - 2° la déclaration de valeur;
 - 3° les colis spéciaux ci-après: urgents, exprès, francs de taxes et de droits, remboursement, fragiles, encombrants;
 - 4° l'admission ou la non-admission des bulletins d'expédition collectifs, par application de l'article 106, § 2;
 - 5° les dimensions et le volume des colis transportés par la voie maritime;
 - 6° le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis en transit et pour ceux à destination de son propre Pays, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées;
- b) les renseignements concernant le service des colis-*avian*, notamment les dimensions admises par elle après entente avec les entreprises de transport aérien ainsi que, s'il y a lieu, le montant de la rémunération perçue, selon l'article 11, §§ 4 et 5 de l'Arrangement, pour le transport à l'intérieur du Pays;
- c) la liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par sa propre réglementation postale;
- d) l'avis qu'elle admet les colis pour toutes les localités ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elle dessert;
- e) les taxes et les droits applicables dans son service;
- f) les renseignements utiles concernant les règlements douaniers ou autres, ainsi que les interdictions ou restrictions s'appliquant à l'importation et au transit des colis sur le territoire de son Pays;
- g) un extrait, en langue anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française ou russe, des dispositions de ses lois ou règlements applicables au transport des colis.

2. Toute modification aux renseignements visés au § 1 doit être notifiée sans retard par la même voie.

ARTICLE 102

Voies d'acheminement et taxes

1. Au moyen de tableaux conformes aux modèles CP 1 et CP 21 ci-annexés, chaque Administration indique les conditions et les taxes auxquelles elle accepte en transit les colis à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire.

2. Sur la base des renseignements contenus dans les tableaux CP 1 et CP 21 des Administrations intermédiaires, chaque Administration détermine les voies à employer pour l'acheminement de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

3. Les Administrations se notifient, par communication directe, un mois au moins avant leur application, les tableaux CP 1 et CP 21 ainsi que toutes modifications ultérieures à ces tableaux; elles adressent au Bureau international des copies de leurs tableaux CP 1 et CP 21.

4. Afin de déterminer le parcours le plus favorable des dépêches de colis, le bureau d'échange de départ peut adresser au bureau d'échange de destination un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 visé à l'article 159 du Règlement d'exécution de la Convention. Ce bulletin doit être joint à la feuille de route; il doit être renvoyé, dûment rempli, sous forme de lettre, au bureau d'échange de départ par le premier courrier.

¹ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 611.

CHAPITRE II

TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU D'ORIGINE

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET DE DÉPÔT

ARTICLE 103

Adresses de l'expéditeur et du destinataire

1. Pour être admis au dépôt, tout colis doit porter, en caractères latins, sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée *solidement* à ce dernier, les adresses exactes du destinataire et de l'expéditeur; les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé.

2. Il ne peut être désigné qu'une seule personne physique ou morale comme destinataire. Toutefois, les adresses telles que «M. A à ... pour M. Z à ...» ou «Banque de A à ... pour M. Z à ...» peuvent être admises, étant entendu que seule la personne désignée sous A est considérée comme destinataire par les Administrations. De plus, les adresses de A et de Z doivent se trouver dans le même Pays.

3. Le bureau d'origine doit, en outre, recommander à l'expéditeur d'insérer dans le colis une copie de son adresse et de celle du destinataire.

ARTICLE 104

Conditions générales d'emballage

1. Tout colis doit être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids et à la nature du contenu ainsi qu'au mode de transport et à sa durée. L'emballage et la fermeture doivent préserver le contenu de façon que celui-ci ne puisse être détérioré ni par la pression, ni par les manipulations successives; ils doivent aussi être tels qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation.

2. Tout colis doit être emballé d'une façon particulièrement solide s'il doit être transporté sur de longues distances ou supporter de nombreux transbordements ou de multiples manipulations.

3. Il doit être emballé de façon à ne pas menacer la santé des agents ainsi qu'à éviter tout danger s'il contient des objets de nature à blesser les agents chargés de le manipuler, à salir ou à détériorer les autres colis.

4. Il doit présenter, sur l'emballage ou l'enveloppe, des espaces suffisants pour l'inscription des indications de service et l'apposition des timbres et étiquettes.

5. Sont acceptés sans emballage:

- a) les objets qui peuvent être emboîtés ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger;
- b) les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

ARTICLE 105

Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des films, du celluloïd, des animaux vivants

1. Tout colis qui contient l'une ou l'autre des matières ci-après doit être conditionné comme il est indiqué ci-dessous:

- a) métaux précieux: l'emballage doit être constitué soit par une boîte en métal résistant, soit par une caisse en bois d'une épaisseur minimale de 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et de 1½ centimètre pour les colis de plus de 10 kilogrammes, soit enfin par un double sac sans couture; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contreplaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières;
- b) objets en verre ou autres objets fragiles: l'emballage doit être constitué par une boîte en métal, en bois ou en carton solide, remplie de papier, paille de bois ou autre matière protectrice similaire de nature à empêcher tout frottement ou heurts en cours de transport soit entre les objets eux-mêmes, soit entre les objets et les parois de la boîte.
- c) liquides et corps facilement liquéfiables: deux récipients doivent être utilisés (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) d'une part, et boîte en métal, en bois résistant, en pâte de bois ou en carton ondulé de solide qualité, d'autre part, entre lesquels est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante et protectrice;

- d) poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline: ces produits doivent être obligatoirement contenus dans des boîtes en métal résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois ou en carton ondulé de bonne qualité avec de la sciure ou toute autre matière absorbante et protectrice entre les deux emballages;
 - e) poudres sèches non colorantes: ces produits doivent être placés dans des boîtes en métal, en bois ou en carton, elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin;
 - f) matières visées à l'article 24, lettre a), chiffre 6°, 2° phrase, de l'Arrangement: l'emballage doit être constitué par une caisse ou un baril solidement emballé à l'intérieur et à l'extérieur et comporter une mention relative à la nature du contenu;
 - g) films inflammables, celluloid brut ou manufacturé: l'emballage doit être muni, du côté de la suscription, d'une étiquette blanche très apparente portant, en gros caractères noirs, la mention «Celluloid! A tenir loin du feu et de la lumière»;
 - h) animaux vivants: l'emballage du colis ainsi que son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant en caractères très apparents la mention «Animaux vivants».
2. Les colis contenant des matières visées au § 1, lettres f) et g), ne peuvent être acceptés au dépôt que si ces matières sont admises par toutes les Administrations appelées à participer au transport du colis.

ARTICLE 106

Formalités à remplir par l'expéditeur

1. Chaque colis doit être accompagné:
- a) d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche, conforme aux modèles CP 2 ou CP 2 M ci-annexés;
 - b) d'une déclaration en douane conforme aux modèles CP 3 ou CP 3 M ci-annexés. La déclaration en douane doit être établie dans le nombre requis d'exemplaires, ceux-ci étant solidement attachés au bulletin d'expédition.
2. Toutefois, sauf s'il s'agit de colis avec valeur déclarée, de colis francs de taxes et de droits et de colis contre remboursement, un même bulletin d'expédition, accompagné du nombre de déclarations en douane requis pour un colis isolé, peut servir pour trois colis au maximum, à condition qu'ils soient déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur, acheminés par la même voie, soumis à la même taxe et destinés à la même personne; chaque Administration peut, toutefois, exiger un bulletin d'expédition et le nombre réglementaire de déclarations en douane pour chaque colis.
3. L'expéditeur peut porter, sur le coupon du bulletin d'expédition CP 2, une communication relative au colis, et joindre au bulletin, *quel qu'en soit le modèle*, à part la déclaration en douane établie dans le nombre requis d'exemplaires conformément au § 1, lettre b), tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, etc.) nécessaire au traitement douanier dans le Pays de départ et dans le Pays de destination.
4. Le contenu du colis doit être indiqué en détail dans la déclaration en douane; des mentions de caractère général ne sont pas admises.
5. Bien que n'assumant aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, les Administrations font tout leur possible pour renseigner les expéditeurs sur la manière correcte de remplir ces déclarations. Le verso de la formule CP 3 peut être utilisé pour donner des instructions aux expéditeurs.
6. L'expéditeur doit indiquer la manière dont le colis doit être traité en cas de non-livraison. A cet effet, il trace au verso du bulletin d'expédition où figurent les instructions énumérées à l'article 27, § 2, de l'Arrangement, une croix dans la case afférente à l'une de ces instructions; cette croix peut être faite à la main ou à la machine ou être imprimée. De plus, il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer au verso du bulletin d'expédition qu'une seule des instructions autorisées. L'instruction indiquée par la croix sur le bulletin d'expédition doit être reproduite sur le colis lui-même; elle peut être rédigée en français ou dans une langue connue dans le Pays de destination.

ARTICLE 107

Formalités à remplir par le bureau d'origine

1. Le bureau d'origine est tenu, au moment du dépôt, d'apposer ou d'indiquer:
- a) sur le colis, à côté de la suscription, et sur le bulletin d'expédition, aux emplacements ad hoc, une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé, indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre du colis et le nom du bureau d'origine;
 - b) sur le bulletin d'expédition seulement:
 - 1° l'empreinte du timbre à date;
 - 2° le poids, en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de grammes étant arrondie à la centaine supérieure.

2. Un même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf si les séries sont différenciées par un signe distinctif.

SECTION II

CONDITIONS D'ADMISSION ET DE DÉPÔT PARTICULIÈRES A CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

ARTICLE 108

Colis avec valeur déclarée

Tout colis avec valeur déclarée est assujéti aux règles particulières ci-après de conditionnement:

- a) il doit être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur;
- b) les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ces colis doivent être espacés, de façon à ne pouvoir cacher les lésions éventuelles de l'emballage; les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur deux des faces de l'emballage de manière à couvrir une bordure; les étiquettes sur lesquelles, le cas échéant, figure l'adresse ne peuvent être collées sur l'emballage même;
- c) il doit être revêtu, de même que le bulletin d'expédition, d'une étiquette rouge conforme au modèle CP 7 ci-annexé et portant, en caractères latins, la lettre «V», le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre du colis; l'étiquette doit être collée, sur le colis, du côté de l'adresse et à proximité de celle-ci; toutefois, les Administrations ont la faculté d'utiliser simultanément l'étiquette CP 8 prévue à l'article 107, § 1, lettre a), et une étiquette rouge, de petites dimensions, portant en caractères très apparents la mention «Valeur déclarée»;
- d) la valeur doit être déclarée en monnaie du Pays d'origine et inscrite par l'expéditeur sur le colis et sur le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; le montant de la déclaration de valeur ne peut être indiqué au crayon;
- e) le montant de la valeur déclarée doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion arrondi, le cas échéant, au franc supérieur doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du Pays d'origine; le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur; la conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre Pays ayant une monnaie commune;
- f) le bureau d'origine est tenu d'indiquer le poids exact en grammes sur le colis (à côté de l'adresse) et sur le bulletin d'expédition (à l'emplacement ad hoc);
- g) aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto du colis avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

ARTICLE 109

Déclaration frauduleuse de valeur

Lorsque des circonstances quelconques et, notamment, une réclamation révèlent une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu du colis, avis en est donné à l'Administration d'origine, dans le plus bref délai; le cas échéant, les pièces de l'enquête sont communiquées à celle-ci.

ARTICLE 110

Autres catégories de colis

1. Colis-avion. Tout colis-avion ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent être revêtus, au départ, d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots «Par avion», avec traduction facultative dans la langue du Pays d'origine.
2. Colis urgents. Tout colis urgent et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant, très apparente, la mention «Urgent».
3. Colis exprès. Tout colis exprès et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette rouge clair, portant la mention imprimée très apparente «Exprès»; cette étiquette est apposée, autant que possible, à côté de l'indication du lieu de destination.

4. Colis francs de taxes et de droits.

- a) Tout colis franc de taxes et de droits et son bulletin d'expédition doivent être revêtus :
- 1° de la mention très apparente « Franc de taxes et de droits » (ou de toute autre équivalente dans la langue du Pays d'origine);
 - 2° d'une étiquette jaune portant, également très apparente, la mention « Franc de taxes et de droits »;
- b) le colis est accompagné des déclarations en douane réglementaires et d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle CP 4 ci-annexé, confectionné en papier de couleur jaune. L'expéditeur du colis et, en tant qu'il s'agit d'indications afférentes au service postal, le bureau expéditeur, complètent le texte, au recto, côté droit, des parties A et B. Les inscriptions de l'expéditeur peuvent être effectuées à l'aide de papier carbone. Le texte doit comporter l'engagement prévu à l'article 29, § 1, de l'Arrangement;
- c) le bulletin d'expédition, les déclarations en douane et le bulletin d'affranchissement doivent être solidement attachés entre eux.

5. Colis fragiles.

- a) Dans les relations entre les Pays qui admettent les colis fragiles et sous réserve de répondre aux règles générales de conditionnement et d'emballage, tout colis fragile doit être revêtu soit par l'expéditeur, soit par le bureau d'origine, d'une étiquette à image représentant un verre imprimé en rouge sur fond blanc. Tout colis dont la fragilité du contenu est signalée par un signe extérieur quelconque, apposé par l'expéditeur est revêtu obligatoirement par le bureau d'origine de la même étiquette, et la taxe supplémentaire correspondante est perçue. Si l'expéditeur ne désire pas que le colis soit traité comme fragile, le bureau d'origine biffe le signe apposé par l'expéditeur;
- b) le bulletin d'expédition correspondant doit être revêtu, au recto, de la mention très apparente « Colis fragile », manuscrite ou imprimée sur une étiquette.

6. Colis encombrants. Tout colis encombrant de même que le recto du bulletin d'expédition correspondant doivent être revêtus d'une étiquette portant, en caractères très apparents, la mention « Encombrant ».

7. Colis classés dans la coupure de poids supérieure. Le bulletin d'expédition d'un colis admis en vertu de l'article 25, § 5, de l'Arrangement doit être revêtu, au recto, et en caractères très apparents, de la mention « Colis classé dans la coupure de poids de . . . kg », manuscrite ou imprimée sur une étiquette.

8. Colis de service. Tout colis de service et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, la mention « Service des postes » ou une mention analogue; cette mention peut être suivie d'une traduction dans une autre langue.

9. Colis de prisonniers de guerre et internés. Tout colis de prisonnier de guerre ou interné et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, l'une des mentions « Service des prisonniers de guerre » ou « Service des internés »; ces mentions peuvent être suivies d'une traduction dans une autre langue.

10. Colis contenant certaines matières ou des animaux vivants. Les colis ainsi que les bulletins d'expédition doivent comporter les mentions visées à l'article 105, § 1, lettres f), g) et h).

11. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis de réception.

- a) Tout colis pour lequel, au moment du dépôt, l'expéditeur demande un avis de réception doit porter de façon très apparente soit la mention « Avis de réception », soit l'empreinte d'un timbre « A. R. »; il doit en être de même du bulletin d'expédition. Lorsque l'avis de réception doit être renvoyé par la voie aérienne, la mention est à compléter par les mots « Renvoi par avion »;
- b) le colis doit être accompagné d'un exemplaire, dûment rempli, de la formule C 5 visée à l'article 137, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention. Cette formule est établie par le bureau d'origine (ou par tout autre bureau désigné par l'Administration d'origine) et doit être jointe au bulletin d'expédition;
- c) la mention « Renvoi par avion » doit être portée, par les soins du bureau intéressé, sur l'avis de réception à renvoyer par voie aérienne. Une étiquette ou une empreinte de couleur bleue « Par avion » est en outre apposée sur cette formule.

12. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis d'embarquement.

- a) Tout colis pour lequel l'expéditeur demande un avis d'embarquement doit être désigné au moyen d'une étiquette « Avis d'embarquement » apposée sur le colis et sur le bulletin d'expédition;
- b) ce colis est accompagné d'une formule conforme au modèle CP 6 ci-annexé qui doit indiquer très clairement le port (ou le Pays) d'où l'avis d'embarquement doit être renvoyé. Chaque formule ne peut se rapporter qu'à un colis, même s'il s'agit de colis mentionnés sur un seul bulletin d'expédition.

SECTION III

FORMALITÉS DEMANDÉES APRÈS LE DÉPÔT

ARTICLE 111

Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt

1. Si, postérieurement au dépôt, l'expéditeur d'un colis en demande la livraison en franchise de taxes et de droits, le bureau d'origine en avertit le bureau de destination par une note explicative. Celle-ci, revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est transmise sous recommandation au bureau de destination, accompagnée d'un bulletin d'affranchissement dûment rempli. En cas de transmission par voie aérienne, la surtaxe aérienne est également représentée en timbres-poste appliqués sur la note explicative. Le bureau de destination appose sur le colis, près de la suscription, ainsi que sur le bulletin d'expédition l'étiquette prévue à l'article 110, § 4, lettre a), chiffre 2°.

2. Lorsque cette demande est destinée à être transmise par voie télégraphique, le bureau d'origine en avertit par télégramme le bureau de destination et lui communique en même temps les indications relatives au dépôt de l'envoi. Ce dernier bureau établit d'office un bulletin d'affranchissement.

ARTICLE 112

Demande d'avis de réception formulée postérieurement au dépôt

Lorsque la demande est formulée postérieurement au dépôt du colis, il est procédé conformément à l'article 138 du Règlement d'exécution de la Convention. Toutefois, dans les Pays où le service des colis n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception de la taxe d'avis de réception est constatée sur la formule C 9 soit par l'apposition d'une vignette spéciale, soit par l'indication du montant de cette perception.

ARTICLE 113

Retrait. Modification d'adresse

1. En règle générale, les demandes de modification d'adresse ou de retrait d'un colis sont traitées selon les articles 147 et 148 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute demande télégraphique de modification d'adresse concernant les colis avec valeur déclarée doit être confirmée postalement par le premier courrier; la demande confirmative établie sur formule C 7 utilisée pour la poste aux lettres doit porter, au crayon de couleur et soulignée, l'annotation « Confirmation de la demande télégraphique du . . . »; elle doit être accompagnée du fac-similé prévu à l'article 147, § 1, lettre a), du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE III

TRAITEMENT DES COLIS PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE

SECTION I

ACHEMINEMENT

ARTICLE 114

Principe général d'échange des colis

1. Chaque Administration est tenue d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, ceux qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la voie disponible la plus utile.

3. Si celle-ci est plus coûteuse que la voie ordinaire, chaque colis est grevé, à la charge de son destinataire, par l'Administration de destination, d'une somme égale aux suppléments de quotes-parts territoriales ou maritimes découlant de la déviation de voie. Les attributions et reprises de taxes s'effectuent selon les articles 137, § 6, et 148, §§ 2 et 3.

4. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'Arrangement concernant les colis postaux et par son Règlement d'exécution même lorsque l'Administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'Arrangement.

5. Dans les rapports entre Pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Administrations intéressées sont convenues.

ARTICLE 115

Acheminement et dédouanement des colis-avion

1. Toute Administration qui assure le service des colis-avion est tenue d'acheminer, par les voies aériennes qu'elle emploie pour ses propres envois de l'espèce, les colis-avion qui lui sont remis par une autre Administration; si, pour une raison quelconque, l'acheminement des colis-avion par une autre voie offre, dans un cas spécial, des avantages sur la voie aérienne existante, les colis-avion doivent être acheminés par cette voie et traités éventuellement comme colis urgents.

2. Les dépêches de colis-avion doivent être acheminées par la voie demandée par l'Administration du Pays d'origine, sous réserve que cette voie soit utilisée par l'Administration du Pays de transit pour la transmission de ses propres dépêches. Si cela n'est pas possible ou si le temps pour le transbordement n'est pas suffisant, l'Administration du Pays d'origine doit en être avertie.

3. Lorsque, pour une raison quelconque, il n'est pas possible d'utiliser de bout en bout le service aérien international, l'Administration qui bénéficie de la rémunération aérienne prévue à l'article 11 de l'Arrangement est tenue de transmettre les colis-avion sur le parcours où ledit service est inutilisable, par les moyens les plus rapides qu'elle emploie pour le transport de ses colis et de les traiter éventuellement comme colis urgents. La même obligation s'impose en cas d'interruption partielle ou totale d'un service aérien intérieur.

4. Les Administrations qui ne participent pas au service des colis-avion acheminent ces derniers par les voies de surface ordinairement utilisées pour les autres colis; toutefois, elles sont tenues d'acheminer par les voies de surface les plus rapides tout colis-avion qui porte la mention «Urgent», à condition qu'elles assurent le service des colis urgents et qu'elles aient été créditées des quotes-parts afférentes à l'exécution de ce service.

5. Les Administrations prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis-avion.

ARTICLE 116

Transbordement des colis-avion

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations, le transbordement des colis-avion dans les conditions prévues à l'article 11, § 6, de l'Arrangement se fait par l'intermédiaire de l'Administration postale du Pays où a lieu le transbordement.

2. Cette règle ne s'applique pas lorsque le transbordement s'effectue entre les appareils de deux lignes successives de la même entreprise de transport.

ARTICLE 117

Acheminement et dédouanement des colis urgents

1. Les Administrations qui participent à l'échange des colis urgents s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis.

2. Elles prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis urgents.

ARTICLE 118

Dédouanement des colis exprès

Les Administrations qui participent à l'échange des colis exprès prennent toutes mesures pour en accélérer autant que possible le dédouanement.

SECTION II

FORMATION ET EXPÉDITION DES DÉPÊCHES

ARTICLE 119

Divers modes de transmission

1. L'échange des dépêches de colis postaux est effectué par des bureaux dits «bureaux d'échange».

2. Cet échange s'opère, en règle générale, au moyen de récipients (sacs, paniers, cadres, etc.). Les Administrations limitrophes peuvent, toutefois, s'entendre pour la remise de certaines catégories de colis hors récipients.

3. Dans les relations entre Pays non limitrophes, l'échange s'opère, en règle générale, au moyen de dépêches directes.

4. Les Administrations peuvent s'entendre pour établir des échanges en transit à découvert; toutefois, il est obligatoire de former des dépêches directes si, d'après la déclaration d'une Administration intermédiaire, les colis en transit à découvert sont de nature à entraver ses opérations.

ARTICLE 120

Feuilles de route

1. Avant l'expédition, tous les colis à acheminer par voie de surface sont inscrits, par le bureau d'échange de départ, sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé. Pour les colis-avion, dans les relations directes ou dans les relations en transit à découvert, les bureaux d'échange font usage d'une feuille de route spéciale, dite «feuille de route-avion», conforme au modèle CP 20 ci-annexé.

2. En ce qui concerne les colis de prisonniers de guerre et internés, seuls les colis-avion donnent lieu à inscription des parts de taxes à porter au crédit des diverses Administrations intéressées.

3. A la feuille de route sont joints les documents ci-après: bulletins d'expédition, formules de mandats de remboursement, déclarations en douane, bulletins d'affranchissement, avis de réception et, le cas échéant, tous autres documents exigés (factures, certificats d'origine, de santé, etc.). *Dans les relations entre les Pays dont les Administrations se sont déclarées d'accord à cet égard, la feuille de route ainsi que ses documents sont transmis par avion au Pays de destination.*

4. S'il s'agit de colis échangés en dépêches directes, les Administrations d'origine et de destination peuvent se mettre préalablement d'accord pour que les documents visés au § 3 soient joints aux colis correspondants.

5. Sauf entente spéciale, les feuilles de route doivent être numérotées d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de départ et pour chaque bureau d'échange d'arrivée ainsi que pour chaque voie si plus d'une voie est utilisée; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. *Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte sur la feuille de route, à côté du numéro de la dépêche, la mention «dernière dépêche».* Dans les relations par mer et dans les relations aériennes, le nom du navire transporteur ou, selon le cas, le service aérien emprunté est mentionné, autant que possible, au-dessous du numéro.

6. Si les colis-avion sont transmis d'un Pays à un autre par les voies de surface en même temps que les autres colis, la présence des colis-avion avec feuille de route-avion doit être indiquée, par une annotation appropriée, sur la feuille de route CP 11.

7. En cas d'échange de dépêches directes entre Pays non limitrophes, le bureau d'échange de départ établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé; ce bureau y inscrit globalement, pour chaque catégorie de colis, les quotes-parts et parts de taxes revenant à l'Administration intermédiaire. *La feuille de route CP 12 est numérotée dans une série annuelle pour chaque bureau d'échange de départ et pour chacune des Administrations intermédiaires; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Dans les relations par mer, la feuille de route CP 12 doit, autant que possible, être complétée par le nom du navire transporteur.*

ARTICLE 121

Feuilles de route simplifiées

1. Des feuilles de route simplifiées sont établies dans les cas prévus à l'article 51, §§ 2 et 3, de l'Arrangement.

2. Lorsque l'attribution des quotes-parts territoriales et maritimes est effectuée globalement par coupure de poids, le nombre de colis pour chaque coupure de poids est porté sur les feuilles de route avec l'indication du produit de la quote-part correspondante par le nombre de colis. Les colis réexpédiés sont inscrits individuellement avec indication en regard de chaque colis du montant des frais grevant le colis lors de sa remise à l'Administration cessionnaire. Les colis donnant lieu à une rémunération supplémentaire, de même que les colis acheminés en transit à découvert, sont aussi inscrits colis par colis avec mention de la taxe correspondante.

3. Lorsque l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires doivent être créditées de sommes calculées par colis, le nombre de ces derniers est porté sur les feuilles de route avec indication du produit de la rémunération par colis par le nombre total des envois composant la dépêche. Si la somme convenue par colis est exclusive de toute rémunération autre que celle correspondant aux colis réexpédiés ou acheminés en transit à découvert, seules ces deux catégories de colis ainsi que les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet d'une inscription individuelle, mais sans indication pour ces derniers de la taxe d'assurance perçue. Si cette somme ne comprend que les quotes-parts territoriales et maritimes, il est procédé comme au § 2 pour l'attribution des taxes supplémentaires.

4. Si l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires doivent être créditées de sommes par kilogramme, le nombre des sacs composant la dépêche ainsi que le poids brut de cette dernière doivent être indiqués. Pour le reste, il est procédé comme au § 3.

ARTICLE 122

Transmission en dépêches closes

1. Dans le cas général de transmission en dépêches closes, les récipients (sacs, paniers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés de la manière prévue pour les sacs de lettres à l'article 156, §§ 4, 5, 10, 12 et 13, du Règlement d'exécution de la Convention, sous réserve des particularités suivantes :

- a) les étiquettes sont de couleur jaune ocre. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes aux modèles CP 23 et CP 24 ci-annexés;
- b) pour les récipients autres que les sacs, un autre mode de fermeture spéciale peut être adopté, à condition que le contenu soit suffisamment protégé;
- c) les étiquettes ou suscriptions des récipients clos contenant des colis-avion doivent porter la mention ou l'étiquette « Par avion »;
- d) les étiquettes ou suscriptions des récipients clos contenant des colis urgents doivent porter l'étiquette ou la mention « Urgent ».

2. Sauf entente spéciale, les récipients doivent porter un numéro d'ordre. Le bureau d'échange de départ inscrit sur la feuille de route le nombre et, si l'Administration de destination l'exige, le numéro d'ordre des récipients dont se compose la dépêche.

3. Sont expédiés en récipients distincts :

- a) les colis avec valeur déclarée, si leur nombre le justifie : les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis, doivent être munis de la lettre « V »;
- b) les colis fragiles : les récipients correspondants sont alors revêtus de l'étiquette prévue à l'article 110, § 5;
- c) les colis renfermant les matières mentionnées à l'article 105, § 1, lettres f) et g) : les récipients correspondants sont revêtus d'une étiquette spéciale portant en caractères très apparents une mention appropriée, par exemple « Celluloïd »;
- d) les colis exprès, si leur nombre le justifie : les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis, doivent porter l'étiquette ou la mention « Exprès ».

4. Les colis encombrants, fragiles ou ceux dont la nature l'exige peuvent être transportés hors récipients ; afin de déterminer la dépêche dont ils font partie, de tels colis doivent être revêtus d'une étiquette CP 23. Les étiquettes des colis avec valeur déclarée expédiés hors récipients doivent être munies de la lettre « V ». Toutefois, les colis empruntant la voie maritime doivent être expédiés en sacs.

5. En règle générale, les sacs et les autres récipients contenant les colis ne doivent pas peser plus de 40 kilogrammes.

6. La feuille de route, accompagnée des documents mentionnés à l'article 120, § 3, doit être insérée par le bureau d'échange de départ dans l'un des récipients composant la dépêche, le cas échéant, dans l'un de ceux qui contiennent des colis avec valeur déclarée ou des colis exprès ; si le nombre des documents d'accompagnement le justifie, la feuille de route peut être insérée dans un sac spécial ; dans tous les cas, l'étiquette du récipient contenant la feuille de route doit porter la mention « F ». Après entente spéciale entre les Administrations intéressées, l'étiquette peut aussi comporter l'indication du nombre de sacs composant la dépêche et, le cas échéant, le nombre des colis transmis à découvert. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour que les documents d'accompagnement soient insérés dans le récipient contenant les colis correspondants. Les documents d'accompagnement concernant les colis exprès doivent être placés dans la liasse avant les autres documents.

7. La feuille de route spéciale CP 12 visée à l'article 120, § 7, est transmise à découvert ou de toute autre façon convenue entre les Administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les Pays intermédiaires.

ARTICLE 123

Remise des dépêches

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches des colis de surface s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison C 18 visé à l'article 157 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie ou de spoliation. Lorsqu'une dépêche est reçue en mauvais état par un bureau intermédiaire, elle doit être mise telle quelle sous nouvel emballage. Le bureau qui effectue le remballage doit porter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention « Remballé à . . . ».

3. Les dépêches de colis-avion à remettre à l'aéroport sont accompagnées de bordereaux AV 7 dans les conditions prévues à l'article 192 du Règlement d'exécution de la Convention.

ARTICLE 124

Traitement des colis avec avis d'embarquement

1. Si un colis accompagné d'un avis d'embarquement est compris dans une dépêche close expédiée en transit par le port d'embarquement intéressé, le bureau d'échange de départ de la dépêche retire l'avis d'embarquement joint aux documents d'accompagnement du colis et l'annexe à la feuille de route CP 12 correspondante, mentionnée à l'article 120, § 7, après y avoir porté les annotations nécessaires; l'attribution de la part de taxe revenant au Pays d'embarquement s'opère au moyen de cette feuille de route qui est complétée sous la rubrique «Nombre d'avis d'embarquement».

2. Tout bureau d'échange qui assure l'embarquement soit d'un colis avec avis d'embarquement et reçu à découvert, soit de la dépêche close en transit le contenant, remplit convenablement la formule CP 6 et la transmet directement à l'expéditeur.

SECTION III

VÉRIFICATION DES DÉPÊCHES ET DES COLIS. RENVOI DES RÉCIPIENTS VIDES

ARTICLE 125

Vérification des dépêches par les bureaux d'échange

1. Tout bureau qui reçoit une dépêche procède dès réception à la vérification des récipients et de leur fermeture, puis à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent; ces contrôles sont contradictoires chaque fois que cela est possible. Lorsqu'un bureau intermédiaire doit procéder au remballage d'une dépêche, il en vérifie le contenu s'il présume que celui-ci n'est pas resté intact. Il établit un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé. Ce bulletin est envoyé au bureau d'échange d'où la dépêche a été reçue; une copie en est adressée au bureau d'origine et une autre est insérée dans la dépêche remballée. Toutefois, les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant la feuille de route.

2. A l'ouverture des récipients, les éléments constitutifs de la fermeture (ficelle, plomb, étiquette) doivent rester unis; pour atteindre ce but, la ficelle est coupée à un seul endroit.

3. Si le bureau d'échange de destination constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de rayer les indications erronées, de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent en présence de deux agents; à moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale. Le bureau d'échange procède, de même, aux constatations réglementaires lorsque le récipient ou sa fermeture laissent présumer que le contenu n'est pas resté intact ou que toute autre irrégularité a été commise. Les irrégularités constatées ainsi que le manque d'une dépêche ou d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie, ou de la feuille de route, sont signalés sans délai au bureau d'échange de départ au moyen d'un bulletin de vérification CP 13 établi en double exemplaire. En cas de manque de la feuille de route, le bureau d'arrivée doit établir, en outre, une feuille de route supplémentaire ou prendre exactement note des colis reçus (numéros des colis, bureaux d'origine et de destination, poids, valeurs déclarées, etc.). Lorsque le bureau d'échange d'arrivée n'a pas fait parvenir de bulletin CP 13 par le premier courrier utilisable, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu les sacs ou les colis en bon état.

4. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification CP 13 les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent les copies. Les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles; toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés au bureau d'échange d'où ils émanent dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés.

5. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à l'origine, sauf application de l'article 26, §§ 3 et 4, de l'Arrangement.

6. Les bulletins de vérification et les duplicata sont transmis sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

ARTICLE 126

Divergences relatives au poids, au volume ou aux dimensions des colis

1. La manière de voir du bureau d'origine en ce qui concerne la détermination du poids, du volume ou des dimensions des colis doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente. Toutefois, si les différences de poids constatées entraînent une modification des quotes-parts, c'est le nouveau poids constaté qui est valable.

2. En ce qui concerne les colis ordinaires, les différences de poids, pour une même coupure, ne peuvent faire l'objet de bulletins de vérification ou permettre le renvoi des colis; on ne peut établir des bulletins de vérification que dans le cas où la différence aurait pour conséquence la modification des parts de taxes.

3. Quant aux colis avec valeur déclarée, les différences de poids jusqu'à 10 grammes en sus ou au-dessous du poids indiqué ne peuvent faire l'objet d'objections par l'Administration intermédiaire ou de destination, à moins que l'état extérieur du colis ne l'exige.

ARTICLE 127

Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations

1. Tout bureau d'échange qui, à l'arrivée d'une dépêche, constate l'absence, la spoliation ou l'avarie d'un ou de plusieurs colis procède comme il suit:

- a) à moins d'impossibilité motivée ou à moins que le récipient, la ficelle, le cachet ou le plomb de fermeture et l'étiquette n'aient été annexés à l'original du procès-verbal CP 14 prévu à l'article 128, § 2, il joint ces objets au bulletin de vérification CP 13 destiné au bureau d'échange de départ; toutefois, dans le cas où le bulletin de vérification est transmis par voie aérienne, il peut envoyer ces objets, accompagnés d'une copie du bulletin de vérification, sous pli recommandé séparé par voie de surface;
- b) il adresse au dernier bureau d'échange intermédiaire, s'il y a lieu par le même courrier qu'au bureau d'échange de départ, un duplicata du bulletin de vérification.

2. S'il le juge utile, le bureau d'échange d'arrivée peut, aux frais de son Administration, informer télégraphiquement le bureau d'échange de départ de ses constatations.

3. S'il s'agit de bureaux d'échange en contact immédiat, les Administrations respectives de ces bureaux peuvent s'entendre sur la manière de procéder en cas d'irrégularités engageant leur responsabilité.

ARTICLE 128

Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé

1. Tout bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant, un colis avarié ou insuffisamment emballé, doit l'expédier après l'avoir remballé, s'il y a lieu, et en respectant autant que possible l'emballage primitif, la suscription et les étiquettes. Le poids du colis, avant et après remballage, doit être indiqué sur l'emballage même du colis; cette indication est suivie de la mention «Remballé à . . . » frappée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

2. Si l'état du colis est tel que le contenu a pu être soustrait ou avarié, ou si le colis a accusé une différence de poids telle que l'on puisse présumer la soustraction de tout ou partie du contenu, le bureau d'échange, sans préjudice de l'application de l'article 127, § 1, et du § 1 ci-dessus, doit procéder à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu. Le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal conforme au modèle CP 14 ci-annexé; une copie du procès-verbal est jointe à l'envoi.

3. Si le colis visé au § 2 est un colis avec valeur déclarée, on procède, en outre, comme suit:

- a) le procès-verbal original est transmis, sous plis recommandés, à l'Administration centrale du Pays dont relève le bureau d'échange de départ ou à un service désigné par ladite Administration;
- b) un duplicata du procès-verbal est, en même temps, adressé soit à l'Administration centrale dont relève le bureau d'échange d'arrivée, soit à tout autre organe de direction désigné par cette dernière;
- c) au procès-verbal original sont joints, à moins d'impossibilité motivée, le récipient dans lequel les colis étaient contenus, la ficelle, le cachet ou plomb de fermeture et l'étiquette.

ARTICLE 129

Vérification des dépêches de colis transmis en nombre

1. Les articles 125 à 128 ne sont applicables qu'aux colis spoliés et avariés ainsi qu'aux colis inscrits individuellement sur les feuilles de route. Les autres envois sont simplement reconnus en nombre.

2. L'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires pour limiter à certaines catégories de colis la reconnaissance détaillée ainsi que l'établissement des bulletins de vérification CP 13 et des procès-verbaux CP 14 prévus aux articles 125 à 128.

3. Lorsqu'un bureau d'échange constate une différence entre le nombre des colis annoncés sur la feuille de route et le nombre des colis trouvés dans la dépêche, le bulletin de vérification CP 13 est établi seulement pour rectifier le nombre total des colis et le montant des parts de taxes.

ARTICLE 130

Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice doit être traité selon l'article 37 de l'Arrangement.

2. L'Administration de réexpédition signale le fait à celle dont elle a reçu le colis par un bulletin de vérification CP 13.

3. Elle traite le colis parvenu en fausse direction comme s'il était arrivé en transit à découvert. Si les quotes-parts qui lui ont été attribuées sont insuffisantes pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, elle attribue à l'Administration de la véritable destination et, le cas échéant, aux Administrations intermédiaires qui prennent part à la réexpédition du colis, les quotes-parts de transport respectives. Elle se crédite ensuite, par une reprise sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction, de la somme dont elle est à découvert. La reprise et son motif sont notifiés à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

ARTICLE 131

Renvoi des récipients vides

1. Les récipients doivent, en principe, être renvoyés vides, par le prochain courrier, à l'Administration à laquelle ils appartiennent et, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller; toutefois, en ce qui concerne les récipients des colis-avion, le renvoi peut avoir lieu par voie de surface.

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour que l'Administration de destination renvoie les sacs à l'origine en les utilisant pour l'expédition des colis.

3. Le renvoi des sacs vides a toujours lieu sans frais.

4. L'Administration qui procède au renvoi doit faire mention sur les feuilles de route du nombre et, le cas échéant, des numéros d'ordre des récipients retournés.

5. Pour le surplus, l'article 164, §§ 2 à 5, du Règlement d'exécution de la Convention est applicable.

CHAPITRE IV

TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU DE DESTINATION

SECTION I

LIVRAISON DES COLIS

ARTICLE 132

Réserves à la livraison

Lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison du colis, un procès-verbal CP 14 de vérification contradictoire est dressé sur-le-champ par le bureau qui effectue la livraison; ce procès-verbal, établi en double expédition et contresigné, autant que possible, par le destinataire, doit indiquer l'état extérieur du colis, le poids brut et l'inventaire exact du contenu. L'une des expéditions est remise au destinataire; l'autre est traitée conformément à la réglementation de l'Administration qui a dressé le procès-verbal.

ARTICLE 133

Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits

1. Après la livraison au destinataire d'un colis franc de taxes et de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de tous ordres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, à l'aide de papier carbone, les indications qui figurent au verso des parties A et B du bulletin d'affranchissement, lequel est établi d'office

par le bureau de destination lorsque la demande de livraison en franchise de taxes et de droits a été formulée postérieurement au dépôt du colis. Ce bureau transmet la partie A, accompagnée des pièces justificatives, au bureau d'origine; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu. La partie B est conservée par l'Administration de destination en vue du décompte avec l'Administration débitrice.

2. Chaque Administration peut désigner certains bureaux spécialement chargés de renvoyer la partie A des bulletins d'affranchissement grevés de frais ou de recevoir la partie A renvoyée après livraison du colis; le nom du bureau auquel la partie A doit être renvoyée est inscrit, dans tous les cas, au recto de cette partie, par le bureau d'origine du colis.

3. Lorsqu'un colis portant la mention « Franc de taxes et de droits » parvient sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin. Sur les parties A et B de ce bulletin, il mentionne le nom du Pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

4. Les parties A et B des bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulées par les soins de l'Administration de destination et attachées au bulletin d'expédition.

5. A la réception de la partie A d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'Administration de destination, l'Administration d'origine en convertit le montant dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du Pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau désigné à cet effet remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

ARTICLE 134

Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception

1. Dès livraison du colis, le bureau de destination renvoie à l'expéditeur par courrier ordinaire ou, si l'expéditeur a payé les frais y relatifs, par le premier courrier aérien, à découvert et en franchise de port, la formule C 5 dûment complétée.

2. Si la formule C 5 ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établit d'office un nouvel exemplaire.

SECTION II

TRAITEMENT DES COLIS NON LIVRÉS

ARTICLE 135

Avis de non-livraison

1. Un avis de non-livraison, conforme au modèle CP 9 ci-annexé, est adressé sous pli recommandé, et par voie aérienne si l'expéditeur en a exprimé le désir, à l'Administration d'origine après avoir été dûment complété:

a) par l'Administration de destination:

1° en cas de non-livraison, pour tout colis dont l'expéditeur a demandé à être avisé de la non-livraison;

2° pour tout colis retenu d'office ou tombé en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie ou pour toute autre cause de même nature; toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure ou lorsque le nombre des colis retenus d'office est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible;

b) par l'Administration intermédiaire en cause: pour tout colis retenu d'office en cours de transport soit par le service postal (interruption accidentelle du trafic), soit par la douane (mesure douanière), avec la réserve prévue sous lettre a), chiffre 2°.

2. L'avis de non-livraison est accompagné du bulletin d'expédition, sauf si cet avis est envoyé à un tiers, conformément à l'article 27, § 2, lettre b), de l'Arrangement; dans les cas visés au § 1, lettres a), chiffre 2°, et b), du présent article, l'avis doit porter, en caractères très apparents, la mention « Colis retenu d'office ».

3. Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer qu'un avis de non-livraison, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs bulletins d'expédition; dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-livraison.

4. En règle générale, les avis de non-livraison sont échangés entre le bureau de destination et le bureau d'origine. Toutefois, chaque Administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné; le nom de ce bureau doit être indiqué aux Administrations par l'intermédiaire du Bureau international. Il appartient à l'Administration d'origine d'aviser l'expéditeur. L'échange des avis de non-livraison doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

ARTICLE 136

Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé

1. L'avis de non-livraison doit être renvoyé au bureau qui l'a établi, complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur ou du tiers et accompagné le cas échéant du bulletin d'expédition; il est renvoyé par avion si l'intéressé paie la surtaxe aérienne correspondante; les instructions nouvelles sont transmises par voie télégraphique lorsque la taxe télégraphique est acquittée.

2. Les seules instructions nouvelles que l'expéditeur ou le tiers visé à l'article 27, § 2, lettre b), de l'Arrangement est autorisé à donner étant énumérées à l'article 32, § 1, de l'Arrangement, il convient, dans les cas particuliers ci-après, d'appliquer les règles suivantes:

- a) si l'expéditeur ou le tiers demande qu'un colis contre remboursement soit remis contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive, une nouvelle formule R 4 doit être établie conformément à l'article 106 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- b) si l'expéditeur ou le tiers donne comme instructions que le colis soit remis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire, le bureau intéressé fait application de l'article 111.

3. Lorsqu'un colis ayant donné lieu à un avis de non-livraison est livré ou réexpédié avant réception des nouvelles instructions, l'expéditeur doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau d'origine. Si l'avis a été envoyé à un tiers désigné par l'expéditeur, cette information doit être adressée à ce tiers. S'il s'agit d'un colis contre remboursement et si le mandat R 4 mentionné à l'article 105, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

ARTICLE 137

Renvoi des colis à l'origine

1. Le bureau qui effectue le renvoi d'un colis pour une raison quelconque mentionne soit à la main, soit au moyen d'un cachet ou d'une étiquette sur le colis et sur le bulletin d'expédition qui doit l'accompagner, la cause de la non-livraison. La mention doit être libellée en langue française, chaque Administration ayant la faculté d'ajouter la traduction dans sa propre langue et toute autre indication qui lui convient; cette mention doit revêtir une forme claire et concise telle que: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc.

2. A moins que l'expéditeur ne demande le renvoi par la voie aérienne d'un colis à l'origine, ce renvoi se fait, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller en ce qui concerne les colis de surface, et par la voie de surface la plus rapide en ce qui concerne les colis-avion.

3. Les colis sont renvoyés à l'origine dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par l'expéditeur. Si, pour un motif quelconque, un colis doit être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un autre bulletin, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt figurent sur le nouvel emballage et sur le bulletin d'expédition.

4. Si le renvoi d'un colis-avion à l'origine a lieu par voie de surface, l'étiquette «Par avion» et toutes annotations se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

5. Tout colis renvoyé à l'origine est inscrit sur la feuille de route avec la mention «Retour à l'origine» dans la colonne «Observations».

6. L'attribution et la reprise des taxes et droits dont le colis est grevé en application des articles 33, § 3, 38, § 1, et 42 de l'Arrangement sont effectuées comme il est mentionné à l'article 148. Elles doivent être indiquées en détail sur un *bardeau de taxes*, conforme au modèle CP 25 ci-annexé, qui est collé par un bord sur le bulletin d'expédition.

ARTICLE 138

Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire

1. Lorsque les taxes mentionnées à l'article 36, § 6, de l'Arrangement sont acquittées au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était originaire du Pays de réexpédition et destiné au Pays de la nouvelle destination; aucune taxe de transport n'est perçue par l'Administration de ce Pays lors de la livraison.

2. L'article 137, §§ 3 à 6, est applicable aux colis réexpédiés. En particulier, la mention «réexpédié» doit figurer sur la feuille de route dans la colonne «Observations» en regard de l'inscription du colis.

ARTICLE 139

Colis exprès à réexpédier

Si un colis exprès à réexpédier a donné lieu à un essai infructueux de livraison à domicile par porteur spécial, le bureau de réexpédition doit barrer l'étiquette ou la mention « Exprès » par deux forts traits transversaux.

ARTICLE 140

Traitement des demandes de retrait ou de modification d'adresse

1. A la réception de la demande de retrait ou de modification d'adresse effectuée conformément à l'article 113, le bureau destinataire recherche le colis signalé et donne suite à la demande.

2. Quand il reçoit la demande télégraphique visée à l'article 113, § 2, le bureau de destination retient le colis et ne fait droit à la demande qu'à la réception de la confirmation postale; toutefois, sous sa propre responsabilité, l'Administration de destination peut, sans attendre cette confirmation, donner suite à la demande télégraphique.

ARTICLE 141

Vente. Destruction

1. Lorsqu'un colis est vendu ou détruit conformément à l'article 41 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine. Il en est de même si la vente du colis a lieu à la demande de l'expéditeur.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis; le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur; celui-ci supporte les frais d'envoi.

CHAPITRE V

RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

ARTICLE 142

Traitement des réclamations et des demandes de renseignements

1. Toute réclamation de même que toute demande de renseignements relatives à un colis sont traitées selon l'article 150, §§ 1 à 9, du Règlement d'exécution de la Convention, sous les réserves ci-après:

- a) la formule R 3, utilisée pour la poste aux lettres, est remplacée par la formule R 4 visée à l'article 105, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- b) toute Administration intermédiaire qui transmet une formule C 9 relative à un colis à l'Administration suivante est tenue d'en informer l'Administration d'origine au moyen d'une formule conforme au modèle CP 10 ci-annexé.

2. Toute formule C 9 concernant une réclamation ou une demande de renseignements relative à un colis reçue par une Administration autre que l'Administration d'origine est transmise à celle-ci accompagnée, éventuellement, du récépissé de dépôt; elle doit lui parvenir dans les délais prévus à l'article 43 de l'Arrangement.

ARTICLE 143

Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu

1. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément à l'article 112; toutefois, la taxe d'avis de réception n'est pas perçue une deuxième fois. Le bureau d'origine inscrit, en tête de la formule C 5, la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

2. Toute réclamation de l'expéditeur concernant un avis d'embarquement non parvenu dans un délai normal donne lieu à l'établissement d'une formule de réclamation C 9, mentionnée à l'article 142, § 1, lettre b), et exempte de taxe. Cette formule, accompagnée d'un duplicata d'avis d'embarquement CP 6 sur lequel le bureau d'origine porte la mention « Duplicata », est traitée selon l'article 142; la taxe d'avis d'embarquement n'est pas perçue une deuxième fois.

CHAPITRE VI
COMPTABILITÉ

SECTION I
ATTRIBUTION DES TAXES

ARTICLE 144

Taxes portées au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine

1. En cas d'échange en dépêches closes, l'Administration d'origine crédite:
 - a) l'Administration de destination:
 - 1° de ses quotes-parts territoriales et maritimes (en ce qui concerne les colis admis en vertu de l'article 25, § 5, de l'Arrangement: des quotes-parts territoriales et maritimes pour la coupure de poids correspondant à leur volume) y compris les quotes-parts exceptionnelles autorisées par l'Arrangement ou par le Protocole final y annexé;
 - 2° des sommes revenant à l'Administration de destination sur les taxes supplémentaires autorisées à l'article 17 de l'Arrangement;
 - 3° des quotes-parts de taxes (taxe principale et, éventuellement, quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle et taxes supplémentaires) comprises dans les sommes à percevoir pour les colis urgents et qui reviennent à l'Administration de destination;
 - 4° de la taxe d'express;
 - 5° de ses quotes-parts de taxe d'assurance;
 - b) chaque Administration intermédiaire:
 - 1° des quotes-parts territoriales et maritimes (en ce qui concerne les colis admis en vertu de l'article 25, § 5, de l'Arrangement: des quotes-parts territoriales et maritimes pour la coupure de poids correspondant à leur volume) y compris les quotes-parts exceptionnelles de transit autorisées par le Protocole final;
 - 2° de ses parts sur les taxes supplémentaires autorisées à l'article 17 de l'Arrangement;
 - 3° de ses quotes-parts de taxes (taxe principale et taxes supplémentaires) comprises dans les sommes à percevoir pour les colis urgents;
 - 4° de ses quotes-parts de taxe d'assurance;
2. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration d'origine crédite:
 - a) l'Administration de destination de la dépêche, de ses quotes-parts et taxes énumérés au § 1, lettre b), ainsi que des quotes-parts et taxes revenant aux Administrations intermédiaires subséquentes et à l'Administration de destination;
 - b) l'Administration de destination de la dépêche, de la rémunération aérienne à laquelle elle a droit du chef du réacheminement des colis-avion;
 - c) les Administrations intermédiaires précédant l'Administration de destination de la dépêche, des quotes-parts et taxes énumérées au § 1, lettre b).
3. Lorsqu'il est fait application de l'article 51, § 2, de l'Arrangement, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires non plus des quotes-parts ou taxes visées au § 1, lettres a) et b), mais des sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches.

ARTICLE 145

Attribution de la taxe d'assurance

1. L'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires reçoivent de l'Administration d'origine une quote-part de la taxe d'assurance fixée, par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés:
 - à 5 centimes pour le transport territorial,
 - à 10 centimes pour le transport maritime;
 cette quote-part est versée à toute Administration dont les services participent au transport et, le cas échéant, en ce qui concerne le transport maritime, pour chaque service.
2. L'Administration d'origine crédite l'Administration de destination qui assure le transport par voie aérienne à l'intérieur du territoire de son Pays et, éventuellement, chaque Administration intermédiaire qui participe au transport aérien au-delà des frontières de son Pays, pour les colis-avion avec valeur déclarée, et exception faite des services comportant des risques extraordinaires, d'une quote-part de taxe aérienne d'assurance égale à 10 centimes par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés.

ARTICLE 146

Taxes conservées par l'Administration perceptrice

Sont intégralement conservées par l'Administration qui les a perçues, dénommée « Administration perceptrice » :

- a) les taxes ci-après, visées:
 - 1° à l'article 15 de l'Arrangement:
 - taxe pour franchise à la livraison,
 - taxe pour demande de franchise à la livraison ;
 - 2° à l'article 18 de l'Arrangement:
 - *taxe pour formalités douanières à l'exportation,*
 - taxe de dédouanement,
 - taxe de livraison,
 - taxe d'avis de non-livraison,
 - taxe d'avis d'arrivée,
 - *taxe de poste restante,*
 - taxe de magasinage,
 - taxe d'avis de réception,
 - taxe de réclamation,
 - *taxe pour risques de force majeure ;*
- b) les taxes ou surtaxes perçues en vertu des dispositions combinées des articles 42 de l'Arrangement et 26 de la Convention pour toute demande de retrait d'un colis ou de modification d'adresse ;
- c) la taxe d'expédition perçue en vertu de l'article 16, § 2, lettre b), de l'Arrangement.

ARTICLE 147

Cas particuliers d'attribution de taxes

1. La taxe de réexpédition intérieure (article 36, § 6, lettre a), de l'Arrangement) est acquise à l'Administration dans le territoire de laquelle cette réexpédition a eu lieu, même en cas de réexpédition ultérieure hors de ce Pays ou en cas de renvoi à l'origine.

2. La taxe d'express est attribuée :

- a) à l'Administration du Pays de la première destination, lorsque le colis express a été réexpédié hors de ce Pays et si la livraison par porteur spécial a fait l'objet d'un essai ou, cet essai n'ayant pas eu lieu, si l'Administration de la nouvelle destination n'assure pas la livraison par porteur spécial ;
- b) à l'Administration de la première destination, si le colis express a été renvoyé à l'origine sans avoir fait l'objet d'une réexpédition ;
- c) à l'Administration de la nouvelle destination, si celle-ci assure la livraison par porteur spécial et si l'Administration de la première destination n'a pas essayé la livraison par porteur spécial.

3. En cas de réexpédition ultérieure, la taxe d'express est attribuée conformément aux principes du § 2 ; elle est donc attribuée à l'Administration de la première destination, de la destination suivante ou à celle de la destination définitive selon le cas.

4. La taxe de remballage est acquise à l'Administration dont relève le bureau qui a procédé au remballage.

5. La taxe d'avis d'embarquement est partagée par moitié entre l'Administration d'origine et celle dont relève le port d'embarquement.

ARTICLE 148

Attribution et reprise de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition

1. Au cas où les taxes et les droits n'ont pas été acquittés lors du renvoi à l'origine ou de la réexpédition, l'Administration de renvoi ou de réexpédition procède comme il est indiqué ci-après pour l'attribution et la reprise de ces taxes et droits.

2. En cas d'échange en dépêche directe entre le Pays de renvoi ou de réexpédition et le Pays d'origine ou de nouvelle destination, l'Administration qui renvoie ou réexpédie le colis :

- a) reprend sur l'Administration à laquelle est destinée la dépêche :
 - 1° les quotes-parts de taxes qui lui reviennent ainsi qu'aux Administrations intermédiaires ;
 - 2° les taxes ci-après visées à l'article 18 de l'Arrangement :
 - taxe de dédouanement,
 - taxe de livraison,

- taxe d'avis d'arrivée,
- taxe de remballage,
- *taxe de poste restante*,
- taxe de magasinage,
- taxe complémentaire d'express (article 14, § 2, de l'Arrangement), due à l'Administration qui a tenté la livraison, si cette taxe n'a pas été perçue lors de la présentation au domicile du destinataire;

3° la taxe de réexpédition, visée à l'article 36, § 6, lettre a), de l'Arrangement;

4° les droits dont elle se trouve à découvert (article 20 de l'Arrangement);

b) crédite les Administrations intermédiaires des quotes-parts de taxes qui leur reviennent.

3. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration intermédiaire, après avoir été débitée par l'Administration qui renvoie ou qui réexpédie le colis des sommes revenant à cette dernière Administration, au titre des quotes-parts et taxes énumérées au § 2, lettre a), se crédite par débit de l'Administration à laquelle elle livre le colis, de la somme qui lui est due et de celle qui revient à l'Administration de renvoi ou de réexpédition. Cette opération est répétée, s'il y a lieu, par chaque Administration intermédiaire.

4. S'agissant des colis renvoyés à l'origine ou réexpédiés par la voie aérienne, des *surtaxes* aériennes sont reprises éventuellement sur l'Administration des Pays d'où émane la demande de renvoi ou de réexpédition.

5. L'attribution et la reprise de taxes et de droits en cas de réexpédition des colis parvenus en fausse direction sont effectuées conformément à l'article 130, § 3.

ARTICLE 149

Cas particuliers de reprises de taxes

1. Les frais visés à l'article 35 de l'Arrangement sont repris sur l'Administration d'origine.

2. Dans le service des colis-avion, en cas d'atterrissage forcé ou de correspondance manquée, les Administrations qui assurent le réacheminement des colis-avion prélèvent leurs *rémunérations* aériennes sur l'Administration d'origine.

ARTICLE 150

Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme

1. La rémunération moyenne par colis, prévue à l'article 51, § 3, de l'Arrangement, s'obtient en divisant soit le montant des quotes-parts territoriales et maritimes, soit le montant des rémunérations de toute nature dû par l'Administration d'origine à l'Administration de destination et, éventuellement, aux Administrations intermédiaires pour les colis expédiés pendant une période de trois mois au moins, par le nombre de ces colis.

2. La rémunération moyenne par kilogramme visée au même article de l'Arrangement s'obtient en divisant soit le produit des quotes-parts territoriales et maritimes, soit le produit des rémunérations de toute nature déterminé comme au § 1, par le poids brut des dépêches expédiées à l'Administration de destination pendant la même période.

3. Ces rémunérations moyennes sont revisables:

- a) d'office, en cas de modification des taxes en appliquant les nouvelles taxes aux éléments statistiques de base;
- b) à la demande de l'une des Administrations intéressées formulée au moins un an après la dernière révision, en utilisant de nouveaux éléments statistiques.

SECTION II

ÉTABLISSEMENT ET RÈGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 151

Établissement des comptes

1. Chaque Administration fait établir mensuellement, ou trimestriellement dans les relations avec les Pays éloignés, par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration, un état conforme au modèle CP 15 ci-annexé et mentionnant, par bureaux expéditeurs, les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 11, CP 12 et CP 20. En cas de rectification de ces dernières, le numéro et la date du bulletin de vérification CP 13 établi par le bureau d'échange cédant ou cessionnaire sont indiqués dans la colonne « Observations » de l'état CP 15.

2. Les états CP 15 sont récapitulés dans un compte conforme au modèle CP 16 ci-annexé établi en double expédition.

3. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15, mais sans les feuilles de route, est envoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) à l'Administration intéressée pour examen, dans les deux mois suivant celui auquel il se rapporte; en ce qui concerne les Pays éloignés, l'envoi a lieu aussitôt que la dernière feuille de route du mois envisagé est parvenue. Il n'est pas établi de compte négatif. Dans le montant du solde CP 16, il est fait abandon des centimes. Les totaux ne doivent jamais être rectifiés; les différences qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états conformes au modèle CP 17 ci-annexé. Ces états sont adressés, en double exemplaire, à l'Administration intéressée qui doit en incorporer le montant dans son prochain compte CP 16; aucun état CP 17 n'est établi lorsque le montant définitif des différences ne dépasse pas 10 francs par compte.

4. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 et les états CP 15 sont renvoyés à l'Administration qui les a établis, au plus tard à l'expiration du deuxième mois à partir du jour de l'envoi; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés. Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ces délais, le compte est considéré comme accepté de plein droit.

5. Les comptes CP 16 sont résumés dans un compte général trimestriel conforme au modèle CP 18 ci-annexé établi par l'Administration créancière; ce compte peut toutefois être établi par semestre, après entente entre les Administrations intéressées.

6. Lorsque le solde d'un compte général CP 18 établi trimestriellement ou semestriellement n'excède pas 25 francs, il est repris dans le compte général CP 18 suivant. Si en procédant ainsi pendant l'année entière, le compte général CP 18 établi en fin d'année présente un solde ne dépassant pas 25 francs, l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement.

7. Le décompte des sommes déboursées par chaque Administration pour le compte d'une autre en ce qui concerne les colis livrés francs de taxes et de droits, est effectué sur les bases ci-après:

- a) l'Administration créancière établit chaque mois, dans la monnaie de son Pays, un compte particulier mensuel sur une formule conforme au modèle CP 19 ci-annexé; les parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a conservées sont inscrites dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné;
- b) le compte particulier, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte; il n'est pas établi de compte négatif;
- c) la vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le Règlement de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage;
- d) les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale; chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient liquidés avec les comptes des mandats de poste, les comptes CP 16 des colis ou les comptes R 5 concernant les envois contre remboursement, sans y être incorporés.

8. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément à l'article 49 de l'Arrangement, et qu'il s'agit de plusieurs montants, ceux-ci sont récapitulés sur une formule conforme au modèle CP 22 ci-annexé et le montant total est reporté sur le compte CP 16.

ARTICLE 152

Décompte concernant les dépêches de colis-avion

Le décompte des rémunérations dues au titre du transport aérien pour les dépêches de colis-avion est effectué selon les articles 198 à 201 du Règlement d'exécution de la Convention.

ARTICLE 153

Règlement des comptes

1. Le solde de la balance des comptes généraux est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créancière selon l'article 13 de la Convention.

2. L'établissement et l'envoi en double exemplaire d'un compte général doivent intervenir aussitôt que les comptes CP 16 ont été renvoyés et acceptés. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice et le renvoi d'un des deux exemplaires à l'Administration créancière doivent être effectués dans le délai d'un mois après la réception du compte; passé ce délai, le compte CP 18 peut être considéré comme admis de plein droit. Le paiement du solde doit être effectué aussi rapidement que possible et, au plus tard, avant l'expiration d'un délai d'un mois à partir de l'acceptation du compte général.

3. Toute Administration qui, chaque mois et de façon continue, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30 000 francs, a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance; sa demande doit être satisfaite dans un délai de deux mois.

CHAPITRE VII
DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 154

Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 11, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après:

- CP 2 (bulletin d'expédition),
- CP 2 M (bulletin d'expédition adapté au libellé mécanographique),
- CP 3 (déclaration en douane),
- CP 3 M (déclaration en douane adaptée au libellé mécanographique),
- CP 4 (bulletin d'affranchissement),
- CP 6 (avis d'embarquement).

ARTICLE 155

Délai de conservation des documents

1. Les documents du service des colis, y compris les bulletins d'expédition, doivent être conservés pendant une période *minimale* de dix-huit mois à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent.

2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, a laissé s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 156

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir plus haut dans le présent volume.)

PROCOLE FINAL DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION
DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT
LES COLIS POSTAUX

Au moment de procéder à la signature du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les soussignés, au nom de leurs Administrations *postales* respectives, sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE UNIQUE

Poids maximal des sacs de colis

Par dérogation à l'article 122, § 5, le *Commonwealth* de l'Australie, Ceylan, Chypre, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ceux des Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation intérieure s'y oppose, l'Irlande, la Jamaïque, la Malaisie, la République fédérale de Nigéria, la Nouvelle-Zélande, l'Ouganda, la Sierra Leone, la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar et Trinité et Tobago ont le droit de ne pas accepter des sacs de colis qui pèsent plus de 36 kilogrammes.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même du Règlement auquel il se rapporte.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir plus haut dans le présent volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
CP 1	Tableau CP 1	art.102, § 1
CP 2	Bulletin d'expédition	art.106, § 1, lettre a)
CP 2 M	Bulletin d'expédition adapté au libellé mécanographique	art.106, § 1, lettre a)
CP 3	Déclaration en douane	art.106, § 1, lettre b)
CP 3 M	Déclaration en douane adaptée au libellé mécanographique	art.106, § 1, lettre b)
CP 4	Bulletin d'affranchissement	art.110, § 4, lettre b)
CP 6	Avis d'embarquement	art.110, § 12, lettre b)
CP 7	Etiquette « V » pour colis avec valeur déclarée, combinée avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art.108, lettre c)
CP 8	Etiquette pour colis, avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art.107, § 1, lettre a)
CP 9	Avis de non-livraison	art.135, § 1
CP 10	Avis de réexpédition d'une formule C 9	art.142, § 1, lettre b)
CP 11	Feuille de route des colis postaux	art.120, § 1
CP 12	Feuille de route spéciale	art.120, § 7
CP 13	Bulletin de vérification	art.125, § 1
CP 14	Procès-verbal concernant la spoliation, l'avarie ou la diminution de poids d'un colis postal	art.128, § 2
CP 15	Etat ^{mensuel} / _{trimestriel} des sommes dues	art.151, § 1
CP 16	Compte récapitulatif	art.151, § 2
CP 17	Etat des différences constatées dans le compte récapitulatif	art.151, § 3
CP 18	Compte général	art.151, § 5
CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc.	art.151, § 7, lettre a)
CP 20	Feuille de route-avion des colis-avion	art.120, § 1
CP 21	Tableau CP 21	art.102, § 1
CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'Indemnité pour colis postaux	art.151, § 8
CP 23	Etiquette de dépêche de colis postaux	art.122, § 1, lettre a)
CP 24	Etiquette de dépêche de colis-avion	art.122, § 1, lettre a)
CP 25	Bordereau de taxes	art.137, § 6

ANNEXES:

FORMULES CP 1 à CP 4, CP 6 à CP 25

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 1

d

TABEAU CP 1

indiquant les conditions auxquelles l'Administration des postes d..... accepte en transit les colis postaux à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

N° courant 1	Pays de destination 2	Voies de transmission 3	Limite de la déclaration de valeur 4	Coupages de poids 5		Quotes-parts et droit à bonifier à l'Administration d..... 6		Quotes-parts						Pays et services maritimes auxquels elles sont dues 9	Nombre de déclarations en douane 10	Observations 11
				Quotes-parts au poids 6	Droit d'assurance par 200 fr 7	Décomposition des montants de la colonne 6										
						1 kg a	3 kg b	5 kg c	10 kg d	15 kg e	20 kg f					
				fr	kg	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c			

(Recto)

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>Peut être détaché par le destinataire</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">Nom et domicile de l'expéditeur</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; border: none;">Numéro(s) du (ou des) colis</td> <td style="width: 50%; border: none; text-align: right;">(emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8)</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center; border: none;">BULLETIN D'EXPÉDITION</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Pays d'origine.....</td> <td style="border: none; text-align: right;">fr-or (en chiffres arabes)</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">Valeur déclarée</td> <td style="border: none; text-align: right;">(en chiffres arabes)</td> </tr> <tr> <td style="border: none;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</td> <td style="border: none; text-align: right;">(en chiffres arabes)</td> </tr> <tr> <td style="border: none; vertical-align: top;"> Nombre de colis..... déclarations en douane certificats ou factures </td> <td style="border: none; vertical-align: top;"> Nature de l'emballage (¹)..... <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 30px; text-align: center; margin-top: 5px;">(²)</div> </td> </tr> <tr> <td style="border: none; vertical-align: top;"> Remboursement Montant du remboursement (les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes) </td> <td style="border: none; vertical-align: top;"> A porter au crédit du compte courant postal n° de à, tenu par le bureau de chèques d..... </td> </tr> <tr> <td style="border: none; vertical-align: top;"> Adresse du destinataire (Nom du destinataire) (Rue et numéro) (Lieu de destination) (Pays de destination) </td> <td style="border: none;"></td> </tr> </table>	Numéro(s) du (ou des) colis	(emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8)	BULLETIN D'EXPÉDITION		Pays d'origine.....	fr-or (en chiffres arabes)	Valeur déclarée	(en chiffres arabes)	(les unités en toutes lettres et en caractères latins)	(en chiffres arabes)	Nombre de colis..... déclarations en douane certificats ou factures	Nature de l'emballage (¹)..... <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 30px; text-align: center; margin-top: 5px;">(²)</div>	Remboursement Montant du remboursement (les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)	A porter au crédit du compte courant postal n° de à, tenu par le bureau de chèques d.....	Adresse du destinataire (Nom du destinataire) (Rue et numéro) (Lieu de destination) (Pays de destination)		<p style="text-align: center;">CP 2</p> <p style="text-align: center;">Application des timbres-poste* ou indication de la taxe perçue</p> <p style="font-size: small; margin-top: 20px;">* La faculté d'ap- poser les timbres- poste sur le bulle- tin lui-même ou sur la coupon a été maintenue (Docu- ments du Congrès de Londres 1929, tome II, page 422).</p>
Numéro(s) du (ou des) colis	(emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8)																	
BULLETIN D'EXPÉDITION																		
Pays d'origine.....	fr-or (en chiffres arabes)																	
Valeur déclarée	(en chiffres arabes)																	
(les unités en toutes lettres et en caractères latins)	(en chiffres arabes)																	
Nombre de colis..... déclarations en douane certificats ou factures	Nature de l'emballage (¹)..... <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 30px; text-align: center; margin-top: 5px;">(²)</div>																	
Remboursement Montant du remboursement (les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)	A porter au crédit du compte courant postal n° de à, tenu par le bureau de chèques d.....																	
Adresse du destinataire (Nom du destinataire) (Rue et numéro) (Lieu de destination) (Pays de destination)																		
Timbre de la douane	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 30%; border: none;"> Poids kg g kg g kg g </td> <td style="width: 30%; border: none;"> Droits de douane (²) </td> <td style="width: 40%; border: none;"> Acheminement: Voie Bureau d'échange </td> </tr> </table>	Poids kg g kg g kg g	Droits de douane (²)	Acheminement: Voie Bureau d'échange														
Poids kg g kg g kg g	Droits de douane (²)	Acheminement: Voie Bureau d'échange																
<p style="font-size: x-small;">(¹) Paquet, caisse, carton, corbeille, sac, etc. (²) Si l'expéditeur désire que son colis ne soit pas réexpédié, il l'indiquera par une annotation dans ce cadre et sur le colis. (³) Cadre à remplir par le bureau d'entrée ou par le service de la douane du Pays de destination.</p>																		

CP 2 (Verso)

INSTRUCTIONS A DONNER PAR L'EXPÉDITEUR

L'expéditeur doit indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont ce dernier doit être traité en cas de non-livraison. Seule une des instructions ci-après est admise. Elle doit être donnée en traçant une croix dans la case afférente à la mention appropriée et, s'il y a lieu, en complétant le texte imprimé.

Les colis pour lesquels l'expéditeur n'a pas donné d'instructions sont renvoyés sans avis. Dans ce cas ainsi que dans les cas des instructions indiquées aux lettres c), d), e) et f) ci-après, l'expéditeur est obligé de payer les frais exigibles pour toute nouvelle transmission ainsi que les autres frais mis en compte par les Administrations intéressées.

Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande:

- a) qu'un avis de non-livraison me soit envoyé par (*) { voie de surface
voie aérienne
- b) que l'avis de non-livraison soit adressé par (*) { voie de surface } à (*).....
{ voie aérienne }
- c) que le colis soit renvoyé à l'origine immédiatement par (*) { voie de surface;
voie aérienne;
- d) que le colis soit renvoyé à l'origine par (*) { voie de surface } à l'expiration d'un délai de jours;
{ voie aérienne }
- e) que le colis soit livré ou réexpédié par (*) { voie de surface } à (*).....
{ voie aérienne }
- f) que le colis soit réexpédié par (*) { voie de surface } aux fins de livraison au destinataire primitif;
{ voie aérienne }
- g) que le colis soit vendu à mes risques et périls;
- h) que le colis soit traité comme abandonné.

Signature de l'expéditeur:

RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE

Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto de ce bulletin.

....., le 19.....

Signature:

(*) Indiquer le nom et l'adresse d'une tierce personne dans le Pays de destination.

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

(*) Indiquer le nom et l'adresse du nouveau destinataire et mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive.

(Recto)

(Pays d'origine)	BULLETIN D'EXPÉDITION		Numéro du (ou des) colis Emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8 Timbres-poste	CP 2 M
De — Nom et adresse de l'expéditeur				
A — Nom et adresse du destinataire				
Voie d'acheminement Bureau d'échange		Ne pas réexpédier (voir au verso) Val. decl. f. or		
Valeur déclarée — lettres chiffres		Timbre de la douane		
Montant du remboursement — lettres chiffres		Droits de douane		
Compte courant postal n°; bureau de chèques		Timbre du bureau d'origine		
Titulaire du compte courant postal				
Nombre de colis certificats et factures déclarations en douane		Nature de l'emballage ¹		Poids (brut) kg | g ¹ Caisses, paquets, carton, etc.

CP 2 M (Verso)

INSTRUCTIONS A DONNER PAR L'EXPÉDITEUR

Si l'expéditeur désire que son colis ne soit pas réexpédié, il est tenu de l'indiquer en apposant une croix dans la case prévue à cet effet au recto de cette formule et par une annotation sur le colis.

L'expéditeur doit indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont ce dernier doit être traité en cas de non-livraison.

Les colis pour lesquels l'expéditeur n'a pas donné d'instructions sont renvoyés sans avis. Dans ce cas ainsi que dans les cas des instructions indiquées aux lettres c), d), e) et f) ci-après, l'expéditeur est obligé de payer les frais exigibles pour toute nouvelle transmission ainsi que les autres frais mis en compte par les Administrations intéressées.

Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande:

- a) qu'un avis de non-livraison me soit envoyé par ⁽²⁾ { voie de surface
voie aérienne
- b) que l'avis de non-livraison soit adressé par ⁽²⁾ { voie de surface } à ⁽¹⁾
.....
.....
- c) que le colis soit renvoyé à l'origine immédiatement par ⁽²⁾ { voie de surface;
voie aérienne;
- d) que le colis soit renvoyé à l'origine par ⁽²⁾ { voie de surface } à l'expiration d'un délai de jours;
voie aérienne
- e) que le colis soit livré ou réexpédié par ⁽²⁾ { voie de surface } à ⁽²⁾
voie aérienne
- f) que le colis soit réexpédié par ⁽²⁾ { voie de surface } aux fins de livraison au destinataire primitif;
voie aérienne
- g) que le colis soit vendu à mes risques et périls;
- h) que le colis soit traité comme abandonné.

Signature de l'expéditeur:

RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE

Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto de ce bulletin.

....., le 19.....

Signature:

⁽¹⁾ Indiquer le nom et l'adresse d'une tierce personne dans le Pays de destination.

⁽²⁾ Biffer ce qui ne convient pas.

⁽³⁾ Indiquer le nom et l'adresse du nouveau destinataire et mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive.

(Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 3

d

LIEU D'EXPÉDITION

DÉCLARATION EN DOUANE

LIEU DE DESTINATION

Colis		Désignation détaillée du contenu (voir au verso) 3	Valeur (avec indication précise de l'unité monétaire employée) 4	Poids		Observations 7
Nombre 1	Nature (¹) 2			brut Grammes 5	net Grammes 6	
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
Pays d'origine ou de fabrication de la marchandise		Adresse du destinataire		Eventuellement numéro de référence de l'expéditeur		
		(Nom du destinataire)				
		(Rue et numéro)				
		(Lieu de destination)		(Pays de destination)		
		Signature de l'expéditeur:				
		le 19				
<small>(¹) Paquet, caisse, carton, corbelle, sac, etc.</small>						

Avis

Les autorités douanières à l'étranger doivent savoir exactement ce que contient votre envoi. Si la déclaration en douane (voir au recto) ne donne pas des informations suffisantes, les autorités précitées peuvent ouvrir l'envoi ou demander au destinataire des détails supplémentaires. Pour éviter tout retard et inconvénient, détaillez d'une manière précise chaque partie du contenu. Les descriptions générales telles que «comestibles», «vêtements» ou «cadeau» ne suffisent pas. **Une déclaration fautive ou incomplète peut entraîner la saisie de l'envoi ou des sanctions.**

DÉCLARATION EN DOUANE <small>Eventuellement numéro de référence de l'expéditeur</small>		CP 3 M
<small>(Pays d'origine)</small> De - Nom et adresse de l'expéditeur		
A - Nom et adresse du destinataire	L'expéditeur doit certifier l'exactitude des renseignements par sa signature ci-dessous. Lieu et date Signature	
	Informations concernant la marchandise Pays d'origine	Pays du contractant Pays de destination
Nombre de colis Nature de l'emballage ¹	Designation détaillée du contenu	N° statistique Poids (net), grammes Valeur

¹ Caisse, paquet, carton, etc.

CP 4

<p style="text-align: center;">DÉTAIL DES FRAIS DUS (dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 70%;">Taxe pour franchise à la livraison</td> <td style="width: 15%; border: 1px solid black;"></td> <td style="width: 15%; border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Droits de douane</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Taxe de dédouanement</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Autres taxes ou droits</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Taxe pour franchise à la livraison			Droits de douane			Taxe de dédouanement			Autres taxes ou droits			Total			<p style="text-align: center;">Partie B Partie à remplir par l'Administration de destination</p> <p style="text-align: center;">TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS — en chiffres arabes —</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; margin: 0 auto; height: 20px;"></div> <p style="text-align: center;">(dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Date de l'avance</td> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">N° du registre</td> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Bureau qui a fait l'avance</td> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Signature de l'agent</td> </tr> </table>	Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	Signature de l'agent	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div>
Taxe pour franchise à la livraison																					
Droits de douane																					
Taxe de dédouanement																					
Autres taxes ou droits																					
Total																					
Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	Signature de l'agent																		

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> <p>L'expéditeur du colis</p> <p>n° poids kg</p> <p>avec valeur déclarée de fr</p> <p>déposé à</p> <p>à l'adresse de</p> <p>à</p> <p>à payé les droits indiqués au verso.</p>	<p style="text-align: center;">Partie A CP 4</p> <p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p style="text-align: center;">d</p> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</p> <p style="text-align: center;">Le colis n° poids kg d</p> <p style="text-align: center;">avec valeur déclarée de fr, expédié par</p> <p style="text-align: center;">à</p> <p style="text-align: center;">à l'adresse de</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro)</p> <p style="text-align: center;">(Lieu de destination) (Pays de destination)</p> <p style="text-align: center;">doit être livré franc de tous droits. Signature de l'expéditeur:</p> <p style="text-align: center;">Le soussigné s'engage à payer ces droits.</p> <p style="text-align: center;">A renvoyer au bureau d</p> <p style="text-align: center;">(Indiquer le nom du bureau chargé du recouvrement des frais ou, le cas échéant, celui du bureau auquel la formule doit être renvoyée.)</p>
--	---

Partie B (verso)

Bord supérieur de la formule lorsque les parties A et B sont repliées l'une sur l'autre

Partie A (recto)

Colis, Vienne 1964, art.110, § 4, lettre b) — Dimensions: 148 x 105 mm, couleur jaune

CP 4 (fin)

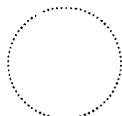
<p>Coupon à remettre à l'expéditeur après encaissement des frais DÉTAIL DES FRAIS DUS (dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Taxe pour franchise à la livraison</td> <td style="width: 10%;"></td> <td style="width: 10%;"></td> </tr> <tr> <td>Droits de douane</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Taxe de dédouanement</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres taxes ou droits</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Taxe pour franchise à la livraison			Droits de douane			Taxe de dédouanement			Autres taxes ou droits			Total			<p style="text-align: center;">Partie A Partie à remplir par l'Administration de destination</p> <p style="text-align: center;">TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS (Voir le détail sur le coupon) — en chiffres arabes —</p> <p style="text-align: center;">(dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%;">Date de l'avance</td> <td style="width: 15%;">N° du registre</td> <td style="width: 25%;">Bureau qui a fait l'avance</td> <td style="width: 45%;">Signature de l'agent</td> </tr> </table>	Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	Signature de l'agent	<p>Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais</p>
Taxe pour franchise à la livraison																					
Droits de douane																					
Taxe de dédouanement																					
Autres taxes ou droits																					
Total																					
Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	Signature de l'agent																		
<p>soit (Monnaie du Pays d'origine du colis) Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p>	<p style="text-align: center;">Partie à remplir par l'Administration d'origine — en chiffres arabes — soit (après conversion dans la monnaie du Pays d'origine du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> Registre d'arrivée N° </td> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> Converti par (Signature de l'agent) </td> <td style="width: 40%; vertical-align: top;"> Timbre du bureau qui a recouvré les frais </td> </tr> </table>			Registre d'arrivée N°	Converti par (Signature de l'agent)	Timbre du bureau qui a recouvré les frais 															
Registre d'arrivée N°	Converti par (Signature de l'agent)	Timbre du bureau qui a recouvré les frais 																			
<p>Partie B CP 4</p>																					
<p>ADMINISTRATION DES POSTES d</p> <p style="text-align: right;">Timbre du bureau d'origine</p> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</p> <p>Le colis n° poids kg d avec valeur déclarée de fr, expédié par à à l'adresse de (Rue et numéro) (Lieu de destination) (Pays de destination)</p> <p>doit être livré franc de tous droits. Signature de l'expéditeur: Le soussigné s'engage à payer ces droits.</p>																					

Partie A (verso)

Partie B (recto)

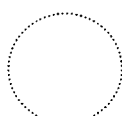
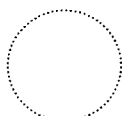
NOTE. — La formule CP 5 a été supprimée par le Congrès de Vienne 1964.

(Recto)

<p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p style="text-align: center;">d</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(Partie à remplir par le bureau d'origine du colis)</p> <p>Colis postal n°</p> <p>avec valeur déclarée de</p> <p>déposé au bureau d.....</p> <p>à l'adresse de</p> <p>.....</p> <p>le 19.....</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p>L'expéditeur désire savoir quand et par quel paquebot ce colis a été embarqué</p> <p>à (*)</p> <p>(*) Désigner exactement le port (ou le Pays) d'embarquement.</p>	<p style="text-align: right;">CP 6</p> <p style="text-align: center;">Service des postes</p> <p style="text-align: center;">AVIS D'EMBARQUEMENT</p> <p>(Partie à remplir par l'expéditeur du colis, qui indiquera ci-dessous son adresse pour le renvoi du présent avis)</p> <p style="text-align: right;">Timbre du bureau renvoyant l'avis</p> <div style="text-align: right;">  </div> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Nom ou raison sociale)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro)</p> <p>à</p> <p style="text-align: center;">(Localité)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Pays)</p>
---	--

Colis, Vienne 1964, art. 110, § 12, lettre b) — Dimensions: 148 x 105 mm

(Verso)

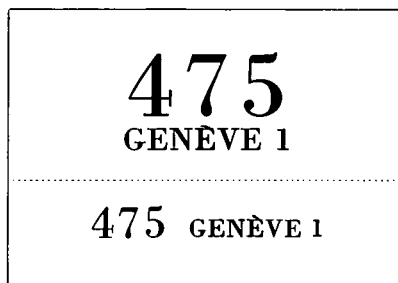
<p>Le colis postal désigné d'autre part a été compris dans la dépêche n°</p> <p>d</p> <p>pour</p> <p>expédiée le 19.....</p>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau d'échange expéditeur de la dépêche</p> <div style="text-align: right;">  </div>
<p>Le colis postal désigné d'autre part, soit la dépêche mentionnée ci-dessus, a été embarqué(e)</p> <p>à</p> <p>sur le paquebot</p> <p>parti le 19.....</p>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau d'échange du port d'embarquement</p> <div style="text-align: right;">  </div>

CP 7



Colis, Vienne 1964, art. 108, lettre c) — Dimensions: 52 x 37 mm, couleur rouge

CP 8



Colis, Vienne 1964, art. 107, § 1, lettre a) — Dimensions: 52 x 37 mm

(Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 9

d

BUREAU d.....

AVIS DE NON-LIVRAISON (*)

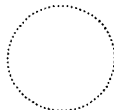
(Une seule formule suffit pour plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à la même adresse)

Le..... colis dont ci-joint bulletin..... d'expédition n° original..... d se trouve..... en souffrance à mon bureau, pour le motif suivant:

- (*) a) le..... colis (*) $\frac{a}{ont}$ été refusé..... par le destinataire.
 b) le..... colis n° (*) $\frac{a}{ont}$ pas été réclamé.....
 c) le destinataire est inconnu, absent, parti, décédé.
 d) l'adresse est insuffisante.
 e) l'adresse d..... colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition.
 f) le destinataire refuse de payer $\left\{ \begin{array}{l} \text{les droits de douane.} \\ \text{le remboursement,} \\ \text{les autres taxes et droits dont le..... colis (*)} \frac{est}{sont} \text{ grevé.....} \end{array} \right.$
 g) le..... colis (*) $\frac{est}{sont}$ grevé..... de droits de douane et autres taxes et droits s'élevant au total à
 (à indiquer dans la monnaie du Pays qui dresse l'avis)
 Pour prolongation de magasinage, cette somme sera majorée de
 h) le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation.
 i) le..... colis (*) $\frac{est}{sont}$ spolié....., avarié.....
 j) autres motifs

Prière de demander les instructions de (*) $\frac{l'expéditeur}{la personne désignée ci-après}$ et de lui faire connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de..... mois, le..... colis sera..... renvoyé..... à l'origine sous suite des frais (*).

Timbre du bureau



Nom et adresse de la personne à qui les instructions doivent être demandées (*):

.....

Signature:

....., le 19.....

(*) A transmettre sous recommandation.

(*) Souligner et compléter, s'il y a lieu, le texte valable.

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

(*) Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé soit à livrer le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement au verso du bulletin d'expédition, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse.

(*) Ne pas remplir si les instructions sont demandées à l'expéditeur.

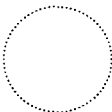
RÉPONSE

Le..... colis doi..... être:

- a) présenté..... encore une fois au destinataire primitif.
- b) (*) livré.. à rue n°.....
réexpédié... (destinataire primitif ou une autre personne)
à
sans perception du montant de remboursement.
contre paiement d'un montant de remboursement réduit (*) à
- (*) c) (*) livré.. à rue n°.....
réexpédié... (destinataire primitif ou une autre personne)
à
sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le..... colis $\frac{\text{est}}{\text{sont}}$ grevé..... (*)
- d) immédiatement renvoyé..... au bureau d'origine (*) $\frac{\text{par voie de surface}}{\text{par avion}}$. L'expéditeur s'engage à payer les frais de transport et autres.
- e) vendu..... aux risques et périls de l'expéditeur.
- f) traité..... comme abandonné.....

L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées, le..... colis doi..... être renvoyé..... au bureau d'origine à l'expiration du délai réglementaire.

Timbre du bureau



Signature:

(*) Répondre en soulignant et, s'il y a lieu, en complétant le texte imprimé.

(*) En ce cas, le bureau d'origine joindra à la réponse un nouveau mandat de remboursement (établi conformément à l'art. 106 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement).

(*) En ce cas, le bureau d'origine joindra à la réponse un bulletin d'affranchissement (établi conformément à l'art. 110, § 4, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux).

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 10

d

BUREAU d.....

AVIS DE RÉEXPÉDITION D'UNE FORMULE C 9

La réclamation n° concernant le colis désigné ci-après,

déposé le 19..... à

par

à l'adresse de

n° valeur déclarée:

montant du remboursement:

a été réexpédiée ce jour à

à

avec les renseignements suivants:

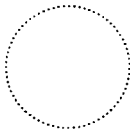
Le colis a été réacheminé par le bureau d'échange d.....

sur le bureau d'échange d....., dans la dépêche n° du 19.....,

Inscrit sous le n° de la feuille de route n° Ce bureau l'a reçu sans faire d'observation.

Si la réclamation reste sans réponse dans le délai voulu, prière d'en adresser un duplicata au service d....., en y indiquant les renseignements précités. L'affaire peut être considérée comme terminée en ce qui concerne notre service.

Timbre à date



....., le 19.....

Signature:

(La formule sera pliée en deux et envoyée à découvert à l'adresse figurant au verso)

CP 10 (Verso)

ADMINISTRATION DES POSTES

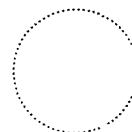
d

SERVICE DES POSTES

(¹)

.....

Timbre à date



.....
.....

(¹) Adresse du bureau d'origine de la réclamation ou du service spécialement désigné.

CP 11

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

ADMINISTRATION DE DESTINATION

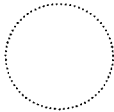
.....

Numéro d'ordre de la dépêche: Numéro de la feuille de route: Navire:⁽¹⁾

FEUILLE DE ROUTE
des colis postaux

Timbre du bureau d'échange de départ

Timbre du bureau d'échange d'arrivée



expédiés par le bureau d'échange d.....

au bureau d'échange d.....

Départ (.....* envoi) du 19..... à h mn



Numéro		Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination (2)	Poids (2) de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts et parts de taxes dues				Montant du remboursement	Observations
courant	du colis				kg	g		par l'Administration expéditrice à l'Administration correspondante		par l'Administration correspondante à l'Administration expéditrice			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11			
							fr	c	fr	c			
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													
15													
16													
17													
18													
19													
20													
Totaux													

L'agent du bureau d'échange de départ:

L'agent du bureau d'échange d'arrivée:

(1) A remplir si la dépêche comprend plusieurs formules CP 11.

(2) Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route.

(3) En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids de colis autres que les colis avec valeur déclarée.

CP 12

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

ADMINISTRATION DE TRANSIT

Numéro d'ordre de la dépêche:

Navire:

Timbre du bureau
d'échange expéditeur

FEUILLE DE ROUTE SPÉCIALE

Timbre du bureau
d'échange intermédiaire

pour la bonification des quotes-parts
dues pour le transit des colis expédiés



au bureau d.....
(Indiquer le nom du bureau de destination de la dépêche)

par l'intermédiaire du bureau d'échange d.....

Départ (.....* envoi) du 19....., à h mn

.....	réceptifs renfermant	.....	colis sans valeur déclarée
.....	réceptifs renfermant	.....	colis avec valeur déclarée
.....	réceptifs vides	.....
.....	Hors réceptif	.....	colis sans valeur déclarée
.....	Hors réceptif	.....	colis avec valeur déclarée
.....	Total des réceptifs	.....	Total des colis

		fr	c	
Bonifications:	..... colis à	.....	.....
	»	
	»	
	»	
	»	
	Quotes-parts de transport	»
		»
		»
		»
		»
»		
Total des colis				
Taxe d'assurance:				
Nombre de fractions indivisibles de 200 francs à .....		.....	.....
Nombre d'avis d'embarquement .....		.....	.....
Total				

L'agent du bureau d'échange expéditeur:

L'agent du bureau d'échange intermédiaire:

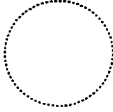
CP 13 (Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES

d

BUREAU d

Timbre du bureau expéditeur du bulletin



BULLETIN DE VÉRIFICATION N°..... (*)

Timbre du bureau de destination du bulletin



Erreurs et irrégularités constatées dans la dépêche de colis n° ... (feuille de route n°....)
 du bureau d'échange d
 pour le bureau d'échange d
 Départ (.....* envoi) du 19 .., à h mn.

Irrégularités
(manque de feuille de route, insuffisance d'emballage ou de fermeture, etc.)

COLIS MANQUANTS								
Numéro		Bureau d'origine	Adresse (aussi exacte que possible)	Bonification		Rectification		Observations
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis			5	c	fr	c		7
1	2	3	4	fr	c	fr	c	7

COLIS EN TROP								
Numéro		Bureau d'origine	Adresse exacte		Poids		Valeur déclarée	Nature du réceptif (sac, panier, etc.)
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis		de l'expéditeur	du destinataire	kg	g			fr	8
1	2	3	4	5	kg	g	fr	8

(*) À transmettre sous recommandation.

(Recto)

CP 14

ADMINISTRATION DES POSTES

d

Timbre du bureau
qui établit le procès-verbal

PROCÈS - VERBAL

concernant (1) { la spoliation
l'avarie
la diminution de poids } d'un colis postalI^{re} PARTIE

Procès-verbal dressé par le bureau d..... le 19.....

Bureau de dépôt: Date du dépôt: 19.....

Numéro du colis: Taxe supplémentaire pour colis fragiles payée (1)

Expéditeur: oui - non

Destinataire:

Valeur déclarée: Remboursement:

Poids indiqué: Poids constaté:

Emballage extérieur: Emballage intérieur:

Bureau qui a formé la dépêche:

Date de la dépêche: 19..... Numéro d'ordre de la dépêche:

La dépêche est arrivée le 19.....

(1) { par l'ambulant
dans le fourgon n°
par le paquebot
par la ligne aérienneLe colis est arrivé (1) { en sac
hors sac

Description détaillée des faits:

Signatures:

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(Voir au verso)

CP 14 (Verso)

II^e PARTIE

Procès-verbal dressé par le bureau d..... le 19.....

L'emballage de l'envoi doit être considéré comme (*) $\frac{\text{réglementaire}}{\text{non réglementaire}}$

(*) $\left\{ \begin{array}{l} \text{D'après} \frac{\text{les indications de la facture}}{\text{la déclaration en douane}} \\ \text{Suivant} \frac{\text{le destinataire}}{\text{l'expéditeur}} \end{array} \right\}$ le contenu devrait se composer de

A l'examen, (*) fait en présence (*) $\frac{\text{du destinataire}}{\text{de l'expéditeur}}$, il a été constaté

(*) $\left\{ \begin{array}{l} \text{En conséquence} \\ \text{Suivant le destinataire} \\ \text{Suivant l'expéditeur} \end{array} \right\}$ il manque

(*) $\frac{\text{Le destinataire}}{\text{L'expéditeur}}$ estime à une somme de le dommage causé par (*) $\left\{ \begin{array}{l} \text{la spoliation.} \\ \text{l'avarie.} \\ \text{la diminution de poids.} \end{array} \right\}$

(*) $\left\{ \begin{array}{l} \text{La spoliation} \\ \text{L'avarie} \\ \text{La diminution de poids} \end{array} \right\}$ est attribuable à

(*) Après remballage et pesage, le nouveau poids est de ; l'envoi a été réacheminé sur sa destination.

(*) Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné.

(*) L'emballage est conservé ici.

(*) $\frac{\text{Le destinataire}}{\text{L'expéditeur}}$ refuse l'envoi.

(*) $\frac{\text{L'expéditeur}}{\text{L'expéditeur}}$ a accepté l'envoi, mais il demande une indemnité de

(*) Sont annexés au procès-verbal: l'emballage du colis, le récipient, la ficelle, les cachets, les plombs de fermeture, l'étiquette.

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, au bureau d'échange d.....

Signatures des agents postaux:

Signature du destinataire ou de l'expéditeur:

Signature de l'agent des douanes:

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

CP 15

ADMINISTRATION DES POSTES

SERVICE AVEC L'ADMINISTRATION

d

d

BUREAU D'ÉCHANGE d

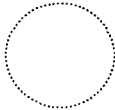
ÉTAT (*) { **MENSUEL**
TRIMESTRIEL } DES SOMMES DUES

Sommes que se doivent mutuellement l'Administration d.....
et l'Administration d....., pour les colis postaux expédiés par les bureaux d'échange relevant de la première
Administration au bureau d'échange d.....

(*) Mois d..... 19.....
..... trimestre 19.....

Date des feuilles de route 1	I. Avoir de l'Administration destinataire <i>des feuilles de route</i>								II. Avoir de l'Administration expéditrice								Observations 14	
	Colonne 8 de la formule CP 11 ou total de la formule CP 12				Colonnes 8 et 10 de la formule CP 20				Colonne 9 de la formule CP 11				Colonnes 9 et 11 de la formule CP 20					
	Envoi du bureau 2 d.....	Envoi du bureau 3 d.....	Envoi du bureau 4 d.....	Envoi du bureau 5 d.....	Envoi du bureau 6 d.....	Envoi du bureau 7 d.....	Envoi du bureau 8 d.....	Envoi du bureau 9 d.....	Envoi du bureau 10 d.....	Envoi du bureau 11 d.....	Envoi du bureau 12 d.....	Envoi du bureau 13 d.....						
	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
.....																		
Total par bureau d'échange correspondant																		
Total général de chaque avoir																		

Timbre du bureau d'échange de destination



Le chef du bureau d'échange de destination:

.....

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

CP 16

ADMINISTRATION DES POSTES

SERVICE AVEC L'ADMINISTRATION

d

d

COMPTE RÉCAPITULATIF (1)

des états (2) $\frac{\text{mensuels}}{\text{trimestriels}}$ (formule CP 15)

concernant les colis postaux transmis par les bureaux d'échange relevant de l'Administration

d.....

aux bureaux d'échange relevant de l'Administration d.....

Mois d..... 19.....

(2) trimestre 19.....

Numéro courant	Bureau d'échange de destination	Sommes dues d'après chaque état (2) $\frac{\text{mensuel}}{\text{trimestriel}}$				Observations
		à l'Administration de destination		à l'Administration expéditrice		
1	2	3		4		5
		fr	c	fr	c	
1	.....				
2	.....				
3	.....				
4	.....				
5	.....				
6	.....				
7	.....				
8	.....				
9	.....				
10	.....				
	Totaux					
	A déduire					
	Solde en faveur de l'Administration					
	d.....					

Vu et accepté:

....., le 19.....

....., le 19.....

(1) A établir en double expédition.
(2) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 17

d

ÉTAT DES DIFFÉRENCES

constatées dans le compte récapitulatif (formule CP 16) établi par l'Administration d.....

pour le (¹) { mois d..... 19.....
 trimestre 19.....

N° courant 1	N° courant du compte CP 16 2	Dépêche-colis		Date 5	Montant				Avoir de l'Administration				Observations (²) 10
		de 3	pour 4		mis en compte 6		rectifié 7		d..... 8		d..... 9		
					fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													

....., le 19.....

Vu et accepté:

.....

....., le 19.....

(¹) Biffer ce qui ne convient pas.

(²) Utiliser, au besoin, la partie éventuellement libre du recto ou le verso de la formule.

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 19

d

COMPTE PARTICULIER MENSUEL
des frais de douane, etc.

Frais de douane, etc., payés par l'Administration d.....

pour le compte de l'Administration d.....

Mois d..... 19.....

Numéro courant	Date de l'avance	Numéro du bulletin d'affranchissement	Bureau qui a fait l'avance	Montant de chaque bulletin d'affranchissement		Observations
1	2	3	4	5		6
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
Total						

....., le 19.....

Signature:

.....

CP 20

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

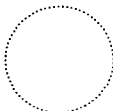
ADMINISTRATION DE DESTINATION

Numéro d'ordre de la dépêche: Numéro de la feuille de route: (1) Ligne aérienne:.....

Timbre du bureau d'échange de départ

FEUILLE DE ROUTE-AVION
des colis-avion

Timbre du bureau d'échange d'arrivée



expédiés par le bureau d'échange d.....
au bureau d'échange d.....



Départ (.....* envoi) du 19....., à h mn

Numéro courant	du colis	Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination (2)	Poids (3) de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts territoriales et maritimes et parts de taxes dues				Quotes-parts aériennes dues				Montant du remboursement	Observations
					kg	g		fr	fr	c	fr	c	fr	c	fr			c	fr	c
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13					
1																	
2																	
3																	
4																	
5																	
6																	
7																	
8																	
9																	
10																	
11																	
12																	
13																	
14																	
15																	
16																	
17																	
18																	
19																	
20																	
Totaux																	

L'agent du bureau d'échange de départ:

L'agent du bureau d'échange d'arrivée:

(1) Si l'expédition comprend plusieurs formules CP 20.

(2) Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route-avion.

(3) En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 21 (Recto)

d

TABLEAU CP 21

Indiquant les conditions auxquelles l'Administration des postes susmentionnée accepte des colis postaux-avion pour son propre territoire et à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

AVIS. — Les montants indiqués dans la colonne 5 du cadre C (voir le verso de la formule) ne représentent que la quote-part d'arrivée dont l'Administration de destination doit être créditée. Lorsqu'il y a lieu d'attribuer des quotes-parts territoriales ou maritimes de transit, les montants doivent en être indiqués dans la même colonne, avec un renvoi correspondant

I. RENSEIGNEMENTS de l'Administration qui établit le présent tableau, sur les questions suivantes:		CADRE A
Demandes:		Réponses:
1. Cette Administration se charge-t-elle ou non du réacheminement aérien des colis postaux-avion à l'intérieur de son Pays, sur tout ou partie du parcours?		(*)
2. Si oui, à destination de quelles localités?		(*)
3. Des colis postaux-avion à destination d'autres endroits peuvent-ils, à la demande de l'expéditeur, être acheminés sur ces localités?		(*)

II. SERVICE A L'INTÉRIEUR d.....					CADRE B
Coupures de poids	Quotes-parts à attribuer à l'Administration d.....				Observations
	Quote-part d'arrivée		Taxe d'assurance par 200 fr		
1	2		3		4
kg	fr	c	fr	c	

(*) Oui ou non.

(**) Indication de ces localités, dans l'ordre alphabétique.

(Suite au verso)

CP 21 (Verso)

III. SERVICES A DESTINATION D'AUTRES PAYS										CADRE C				
Pays de destination 1	Voies de transmission 2	Parcours aériens utilisés 3	Cou-pures de poids 4	Quotes-parts d'arrivée et éventuellement quotes-parts de transit territorial et maritime à attribuer aux services d.....				Total des quotes-parts aériennes à attribuer aux services d.....				Observations 11		
				Quotes-parts au poids 5		Taxe d'assurance par 200 fr 6		jusqu'au Pays de destination 7		à l'intérieur du Pays de destination 9				
				fr	c	fr	c	fr	c	fr	c		fr	c
			kg	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	

ADMINISTRATION DES POSTES

CP 22

d

RELEVÉ

des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux (*)

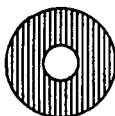
par l'Administration d..... Mois d 19.....

N° courant	Colis postaux				Lettres autorisant les reprises			Montant		Observations (?)
	N°	Date de dépôt	Origine	Destination	N° de l'état ou nom du bureau	Date	N° du dossier de l'Administration débitrice	fr	c	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
Total										

(à reporter sur le compte récapitulatif CP 16)

(*) Dédommagement pour colis postaux égarés, avariés, vendus, etc.

(?) Utiliser, au besoin, la partie éventuellement libre du recto ou le verso de la formule.

Montréal (Canada)  Montréal (Canada)	Colis postaux	CP 23
	Dépêche n° Date d'expédition Sac n° Nombre des colis	de Liverpool pour Montréal (Canada) via Paquebot Port de débarquement

Colis, Vienne 1964, art. 122, § 1, lettre a) – Dimensions: 125 x 60 ou 148 x 52 mm, couleur jaune ocre

(Recto)

CP 24

Colis postaux **Par avion** Date d'expédition

Dépêche n°

de Stockholm Ban pour

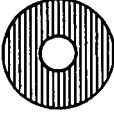
Rio de Janeiro

Ligne(s) n°

Aéroport de transbordement

Rio de Janeiro

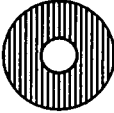
Rio de Janeiro



Sac n°

Nombre des colis

kg



(Verso)

CP 25	
BORDEREAU DE TAXES	
Administration des postes	
d	
Colis n°	fr c
Taxe de dédouanement	
Taxe de magasinage	
Taxe de renvoi	
Taxe de réexpédition	
Droits non postaux	
Ports étrangers	
Port pour	
.....	
Total	

Colis, Vienne 1964, art.137, § 6 – Dimensions: 74 x 105 mm

LISTE DES ETATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION FAITE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5, DE LA CONSTITUTION

AFRIQUE DU SUD	7 octobre	1964 a
ARGENTINE ¹	23 juin	1967
AUSTRALIE	23 décembre	1965
(Y compris les territoires du Papua, de l'île de Norfolk, des îles Cocos (Keeling) et de l'île Christmas, le Territoire de l'île Heard et des îles MacDonald, le Territoire australien de l'Antarctique et les Territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.)		
AUTRICHE	23 décembre	1965
BARBADE ²	11 novembre	1967 a*
BELGIQUE	4 novembre	1965 A
CEYLAN	14 mars	1967 A
CHINE	6 septembre	1966
CONGO (RÉPUBLIQUE DU)	7 septembre	1966 A
CÔTE D'IVOIRE	28 octobre	1965 A
DAHOMÉY	13 janvier	1967 A
DANEMARK	23 décembre	1965
ESPAGNE	9 novembre	1966
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)		
FINLANDE	17 décembre	1965
FRANCE	22 janvier	1966 A
(Y compris l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer.)		
GABON	27 janvier	1967 A
GHANA	17 novembre	1966
GUINÉE	5 septembre	1966
GUYANE ²	22 mars	1967 a*
✓ HAUTE-VOLTA	4 février	1967 A
HONGRIE ¹	2 mai	1967 A
INDE	8 novembre	1966 A
IRAK ¹	22 septembre	1967
IRLANDE	4 mars	1966
✓ ISLANDE	10 août	1965
JAPON	22 juillet	1965 A
KOWEÏT	16 août	1967
LAOS	25 septembre	1967 A

¹ Avec déclaration, dont le texte est reproduit à la suite de la liste des Etats ayant ratifié la Constitution de l'Union postale universelle ou y ayant adhéré; voir vol. 611.

² Voir p. 107 le texte des déclarations ou réserves formulées par l'Etat intéressé.

LIECHTENSTEIN	5 octobre	1967
LUXEMBOURG	29 décembre	1965
MADAGASCAR	25 août	1965 A
MALAWI ²	25 octobre	1966 a*
MALI	18 décembre	1965
✓ MAROC	7 avril	1967 A-
✓ MAURITANIE ²	22 mars	1967 a*
✓ NIGER	8 février	1966 A
✓ NIGÉRIA	18 janvier	1967 A
NORVÈGE	1 ^{er} décembre	1965
NOUVELLE-ZÉLANDE	21 octobre	1966 A
(S'applique également aux îles Cook, Nioué et aux îles Tokélaou.)		
✓ OUGANDA ²	29 décembre	1965 A
✓ PAKISTAN ²	19 décembre	1966
POLOGNE ¹	14 septembre	1966 A
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	30 juin	1967
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	20 mai	1966
RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM	5 juin	1967
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27 juin	1966
(Avec déclaration suivant laquelle la Con- vention est également applicable au <i>Land</i> de Berlin.)		
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE ²	26 septembre	1967
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	2 août	1966 A
(Y compris les îles de la Manche et l'île de Man.)		
SAINT-MARIN	11 octobre	1967 A
SÉNÉGAL	26 septembre	1967
SIERRA LEONE	24 août	1967 A
SINGAPOUR ²	8 janvier	1966 a*
SUÈDE	13 décembre	1966
SUISSE	4 février	1966
SYRIE	18 novembre	1966
TCHÉCOSLOVAQUIE ¹	20 mai	1966
THAÏLANDE	10 mai	1966 A
TOGO	28 août	1967 A
TUNISIE	13 septembre	1966
YOUgosLAVIE	15 novembre	1966
ZAMBIE ²	22 mars	1967 a*

¹ Avec déclaration, dont le texte est reproduit à la suite de la liste des Etats ayant ratifié la Constitution de l'Union postale universelle ou y ayant adhéré; voir vol. 611.

² Voir p. 107 le texte des déclarations ou réserves formulées par l'Etat intéressé.

DÉCLARATIONS ET RÉSERVES FORMULÉES LORS DE LA
RATIFICATION, DE L'APPROBATION OU DE L'ADHÉSION

BARBADE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... Le Gouvernement barbadien désire bénéficier des réserves suivantes, qui lui étaient applicables en tant que membre de l'Ensemble britannique:

[*Protocole final
de l'Arrangement*]

Objet

Article II	Livraison en franchise de taxes et de droits demandés postérieurement au dépôt du colis
Article V	
Tableau 1	
N° d'ordre 29	Quotes-parts de départ et d'arrivée
Tableau 2	
N° d'ordre 15a	Quotes-parts territoriales de transit
Article VI	Quotes-parts maritimes
Article VII	
(6)	Quotes-parts supplémentaires
Article XI	
(b)	Colis encombrants
Article XII	
(2)	Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt
Article XIII	Maximum de déclaration de valeur
Article XIV	Retrait. Modification et correction d'adresse
Article XV	Avis de réception
Article XVII*	Dédommagement

[*Protocole final du
Règlement d'exécution*]

Article I	Poids maximal des sacs de colis
Article I	Appartenance des envois postaux
Article XI	Retrait. Modification et correction

GUYANE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

[Le Gouvernement guyanais] désire en outre bénéficier des dispositions suivantes ... :

[*Protocole final
de l'Arrangement*]

1. Article II

* Nonobstant cette réserve, la législation locale prévoit que, sauf dans le cas de circonstances indépendantes de la volonté de l'Administration postale de la Barbade, une indemnité de dédommagement n'excédant pas 22,32 dollars sera versée si un colis postal sans valeur déclarée est perdu ou avarié pendant le transit dans l'île.

2. Article V, tableau 1, n° 29, et tableau 2, n° 15a
3. Article VI
4. Article VII, paragraphe 6
5. Article XI(b)
6. Article XII, paragraphe 2
7. Article XIII
8. Article XIV
9. Article XV
10. Article XVII

[*Protocole final du
Règlement d'exécution*]

1. Article I

MALAWI

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... Le Gouvernement malawien a d'autre part l'intention de continuer à bénéficier des dispositions... des Articles II, V, tableau 1, n° d'ordre 29, et tableau 2, n° d'ordre 15a, VI, VII, paragraphe 6, XI, lettre b, XII, paragraphe 2, XIII, XIV, XV et XVII du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux et de l'Article unique du Protocole final.

MAURITANIE

«... La République Islamique de Mauritanie entend bénéficier de la réserve telle qu'elle est prévue à l'article V, tableau I, numéro d'ordre 27 du protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux...»

UGANDA

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... Etant entendu que les articles II, V, VI, IX, XI, XII, XIII, XIV, XV et XVII du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux et l'article premier du Protocole final du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux s'appliquent à l'Ouganda en tant qu'Etat souverain et indépendant et que l'Ouganda continuera de bénéficier des réserves énoncées dans ces articles dans la même mesure que celle dans laquelle il en bénéficiait avant son accession à l'indépendance.

PAKISTAN

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... Avec les réserves formulées par le Gouvernement de la République islamique du Pakistan et contenues dans le [Protocole final annexé à l'Arrangement].

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... Etant entendu que la République-Unie de Tanzanie continuera de bénéficier des réserves énoncées dans ces articles dans la même mesure que celle dans laquelle le Territoire sous tutelle du Tanganyika en bénéficiait avant son accession à l'indépendance.

SINGAPOUR

[TRADUCTION — TRANSLATION]

[Le Gouvernement singapourien] désire en outre bénéficier des dispositions suivantes des Protocoles finals [de L'Arrangement concernant les colis postaux et du Règlement d'exécution]:

Protocole final à l'Arrangement

1. Article II
2. Numéral 44 du tableau 1 et numéral 21 du tableau 2 de l'article V
3. Article VI
4. Paragraphe 6 de l'article VII
5. Paragraphe b) de l'article XI
6. Paragraphe 2 de l'article XII
7. Article XIII
8. Article XIV
9. Article XV

Protocole final du Règlement d'exécution

1. Article I

ZAMBIE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La République de Zambie tient à bénéficier des réserves suivantes:

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

<i>Articles de l'Arrangement</i>	<i>Articles de l'Arrangement</i>	<i>Objet</i>
Article II	15, par. 2	Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt du colis
Article V, tableau 1, numéro d'ordre 29; tableau 2, numéro d'ordre 15 b)	6 et 12	Quotes-parts territoriales exceptionnelles
Article VI	8 et 9	Quotes-parts maritimes
Article VII, par. 6	6, par. 4	Quotes-parts supplémentaires
Article XI b)	2, par. 2 e) i) et 25, par. 1	Colis encombrants
Article XII, par. 2	27, par. 2 a), b) et g)	Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt
Article XIII	28	Colis avec valeur déclarée Maximum de déclaration de valeur
Article XIV	42	Retrait. Modification ou correction d'adresse
Article XV	—	Avis de réception
Article XVII	44	Dédommagement

<i>Protocole final du Règlement d'exécution</i>	<i>Articles de l'Arrangement</i>	<i>Objet</i>
Article unique	122, par. 5	Poids maximal des sacs de colis

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

V

AGREEMENT CONCERNING POSTAL PARCELS.
SIGNED AT VIENNA, ON 10 JULY 1964

¹ Translation by the British Post office.

² Traduction de l'Administration postale britannique.

AGREEMENT CONCERNING POSTAL PARCELS

TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;">PRELIMINARY PROVISIONS</p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Subject of the Agreement. 2. Categories of parcels. 3. Weight steps. <p style="text-align: center;">PART I</p> <p style="text-align: center;">CHARGES AND FEES</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Composition of the charges and fees. <p style="text-align: center;">CHAPTER I</p> <p style="text-align: center;">PRINCIPAL CHARGE AND EXCEPTIONAL RATE</p> <ol style="list-style-type: none"> 5. Principal charge. 6. Land Rate. 7. Reduction or increase of the land rate. 8. Sea Rate. 9. Reduction or increase of the sea rate. 10. Air surcharges. 11. Basic rates and calculation of payment for air conveyance. 12. Exceptional outward and inward rate. <p style="text-align: center;">CHAPTER II</p> <p style="text-align: center;">SUPPLEMENTARY CHARGES AND FEES</p> <p style="text-align: center;">SECTION I</p> <p style="text-align: center;">CHARGES AND FEES RELATING TO CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS</p> <ol style="list-style-type: none"> 13. Urgent Parcels. 14. Express Parcels. 15. Parcels for delivery free of charges and fees. 16. Insured Parcels. 17. Fragile parcels, cumbersome parcels. 	<p style="text-align: center;">SECTION II</p> <p style="text-align: center;">CHARGES AND FEES RELATING TO ALL CATEGORIES OF PARCELS</p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> 18. Supplementary Charges. 19. Scale. 20. Fees. <p style="text-align: center;">SECTION III</p> <p style="text-align: center;">FREE POSTAGE</p> <ol style="list-style-type: none"> 21. Service Parcels. 22. Parcels for prisoners of war and internees. <p style="text-align: center;">PART II</p> <p style="text-align: center;">OPERATION OF THE SERVICE</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER I</p> <p style="text-align: center;">CONDITIONS OF ADMISSION</p> <p style="text-align: center;">SECTION I</p> <p style="text-align: center;">GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION</p> <ol style="list-style-type: none"> 23. Conditions of acceptance. 24. Prohibitions. 25. Limits of size and volume. 26. Treatment of parcels wrongly accepted. 27. Sender's instructions at the time of posting. <p style="text-align: center;">SECTION II</p> <p style="text-align: center;">SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION</p> <ol style="list-style-type: none"> 28. Insured parcels. 29. Parcels for delivery free of charge.
---	---

CHAPTER II

CONDITIONS OF DELIVERY
AND REDIRECTIONSECTION I
DELIVERY

Art.

30. General rules for delivery. Periods of retention.
31. Delivery of Express Parcels.
32. Non-delivery to the addressee.
33. Return to origin of parcels not delivered.
34. Abandonment by the sender of an undelivered parcel.
35. Recovery of costs from the sender of an undelivered parcel.

SECTION II
REDIRECTION

36. Redirection in consequence of change of address by the addressee, or of an alteration of an address.
37. Parcels arriving out of course and to be redirected.
38. Return to origin of wrongly accepted parcels.
39. Return to origin in consequence of the suspension of a service.

CHAPTER III
SPECIAL PROVISIONS

40. Non-compliance by an Administration with given instructions.
41. Parcels containing items whose early deterioration or decay is to be feared.
42. Withdrawal from the post. Alteration or correction of address.
43. Enquiries and requests for information.

FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT
CONCERNING POSTAL PARCELS

PRELIMINARY PROVISIONS

- I. Operation of the service by transport undertakings.
- II. Delivery free of postal and non-postal charges requested after the posting of a parcel.
- III. Pound avoirdupois.
- IV. Transit.

PART III

RESPONSIBILITY

Art.

44. Principle and extent of the responsibility of Postal Administrations.
45. Non responsibility of Postal Administrations.
46. Responsibility of the sender.
47. Determination of responsibility between Postal Administrations.
48. Payment of indemnity.
49. Reimbursement of the indemnity to the Administration having made the payment.
50. Possible recovery of the indemnity from the sender or from the addressee.

PART IV

ALLOCATION OF CHARGES

51. General Principles.

PART V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

52. Application of the Convention.
53. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations.
54. Parcels addressed to or originating in Countries not participating in the Agreement.

PART VI

FINAL PROVISIONS

55. Entry into force and duration of the Agreement.

PART I

CHARGES

CHAPTER I

EXCEPTIONAL RATES

- V. Exceptional land rates.
- VI. Sea rates.
- VII. Supplementary rates.
- VIII. Special tariffs

CHAPTER II

SUPPLEMENTARY INSURANCE FEES

Art.

IX. Insured parcels.

PART II

OPERATION OF THE SERVICE

CHAPTER I

CONDITIONS OF ADMISSION

- X. Size and volume.
- XI. Cumbersome parcels.
- XII. Sender's instructions at the time of posting.
- XIII. Insured parcels. Maximum insured value.

CHAPTER II

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Art.

- XIV. Withdrawal from the post. Alteration or correction of address.
- XV. Advice of delivery.

PART III

RESPONSIBILITY

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

- XVI. Exceptions to the principle of responsibility.
- XVII. Compensation.

AGREEMENT¹

CONCERNING

POSTAL PARCELS

Having regard to Article 22, § 4 of the Constitution of the Universal Postal Union, concluded at Vienna on the 10th July, 1964⁽²⁾, the undersigned Plenipotentiaries of the governments of the Member Countries of the Union, have, by common consent and subject to the provisions of Article 25, § 3 of the Constitution, drawn up the following Agreements.

PRELIMINARY PROVISIONS

ARTICLE 1

Subject of the Agreement

1. Items called "postal parcels" of which the individual weight must not exceed 20 kilogrammes may be exchanged between the contracting Countries either directly or through the intermediary of one or more of them.
2. The exchange of parcels exceeding 10 kilogrammes is optional.
3. In this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations, as well as in the Final Protocol of the latter, the abbreviation "parcels" applies to all postal parcels.

ARTICLE 2

Categories of parcels

1. An "ordinary parcel" is one which is not subject to any of the special requirements prescribed for the categories defined in §§ 2 and 3.
2. Other categories are:
 - a) "insured parcel", any parcel which is insured for a declared value;
 - b) "parcel for delivery free of charges", any parcel in respect of which the sender asks to be charged with the whole of the postal charges and fees to which the parcel may be subject on delivery; this request may be made at the time of posting or subsequently up to the time of delivery to the addressee;
 - c) "cash on delivery parcel", any parcel subject to a trade charge and covered by the Agreement concerning cash on delivery items;
 - d) "fragile parcel", any parcel containing articles which are liable to break easily and which are to be handled with special care;
 - e) "cumbersome parcel";
 - (i) any parcel whose dimensions exceed the limits fixed by Article 25, § 1, or those which Administrations may fix between themselves;
 - (ii) any parcel which by reason of its shape, nature or construction does not lend itself readily to loading with other parcels or which requires special precautions;
 - (iii) optionally, any parcel conveyed by a sea service whose volume exceeds the limits fixed by Article 25, § 2;

¹ Put into effect on 1 January 1966, in accordance with article 55. See following the Forms for the list of States which ratified, approved, or acceded to, the Agreement.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611.

- f) "service parcel", any parcel relating to the postal service and exchanged, by surface only, under the conditions laid down in Article 23 of the Convention.
- g) "prisoner of war or internee parcel", any parcel intended for or sent by prisoners or organisations referred to in Article 8 of the Convention.
3. Other categories, according to the method of despatch or delivery:
- a) "air parcel", any parcel accepted for air conveyance between two Countries;
- b) "urgent parcel", any parcel which, as far as possible, is to be conveyed by the fast services used for the letter post;
- c) "express parcel", any parcel which, on arrival at the office of destination, is to be delivered to the place of address by special messenger or which, in those Countries whose Administrations do not undertake delivery to the place of address, gives rise to the delivery, by special messenger, of an advice of arrival; nevertheless, if the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination delivery by special messenger is not obligatory;
4. The exchange of "insured", "free of charges", "cash on delivery", "fragile", "cumbersome", "air", "urgent" and "express" parcels requires prior agreement between the Administrations of origin and destination.
5. In addition, for the exchange of insured parcels (conveyed *à découvert*), "urgent", "fragile" and "cumbersome" parcels, the intermediate Administrations must signify their agreement to the transit routing.

ARTICLE 3

Weight steps

The parcels defined in Article 2 are classed in the following weight steps:

- up to 1 kilogramme
- above 1 up to 3 kilogrammes
- above 3 up to 5 kilogrammes
- above 5 up to 10 kilogrammes
- above 10 up to 15 kilogrammes
- above 15 up to 20 kilogrammes

PART I

CHARGES AND FEES

ARTICLE 4

Composition of the charges and fees

The charges and fees which Administrations are authorised to collect are made up of the principal charge as defined in Article 5 and, where appropriate by:

- a) the rates mentioned in Article 12, or in the Final Protocol;
- b) the supplementary charges mentioned in Articles 13 to 19;
- c) the charges and fees mentioned in Articles 36, § 6, and 42;
- d) the fees mentioned in Article 20.

CHAPTER I

PRINCIPAL CHARGE AND EXCEPTIONAL RATE

ARTICLE 5

Principal charge

The principal charge consists of the rates due to each Administration sharing in the land or sea conveyance and which are provided for in Articles 6 to 9. It also includes, as appropriate, the air surcharges mentioned in Article 10.

ARTICLE 6

Land-Rate

1. Parcels exchanged between two Administrations are subject to the outward and inward land rates shown in the table appearing in § 4.

2. Each of the countries crossed or whose services assist in the land conveyance of parcels, is authorised to collect the transit land rate mentioned in the table which appears in § 4.

3. The rates mentioned in §§ 1 and 2 are payable by the Administration of the country of origin unless provisions of the present Agreement create exceptions to this principle.

4. Each outward, inward, or transit land rate is fixed as follows for each Country and each parcel:

Weight steps 1	Outward and inward land rate 2	Transit land rate 3
	fr. c.	fr. c.
Up to 1 kg.	— .60	— .40
Above 1 up to 3 kg.	— .80	— .50
Above 3 up to 5 kg.	1. —	— .60
Above 5 up to 10 kg.	2. —	1.30
Above 10 up to 15 kg.	3. —	1.90
Above 15 up to 20 kg.	4. —	2.50

5. Nevertheless, as regards the last two weight steps, the Administrations of origin and destination have the right to fix as they wish the land rates due to them.

6. As regards air parcels, the land rate for intermediate Countries is only applicable where the parcel is conveyed by an intermediate land service.

ARTICLE 7

Reduction or increase of the land rate

1. Administrations have the option of reducing or increasing simultaneously their outward land rate and their inward land rate but not, consequently, their transit land rate.

2. To be applicable any such modification or subsequent modifications must:

- a) come into force only on the 1st January or the 1st of July, at the convenience of each Administration;
- b) be communicated at least three months in advance to the Swiss Postal Administration; any modifications for which these periods have not been observed will not be taken into consideration until the 1st January or the 1st July following;
- c) be communicated to Administrations concerned at least a month before the dates fixed in a);
- d) remain in force for one year at least.

3. The increase, where applied, must not exceed, in the case of the weight steps up to 10 kg., one half of the outward and inward land rate laid down in Article 6, § 4. The reduction may be fixed at the wish of the Administrations concerned.

ARTICLE 8

Sea-Rate

1. Each of the countries whose services participate in the sea conveyance of parcels is authorised to reclaim the sea-rates mentioned in the table shown in § 2. These rates are payable by the Administration of the country of origin, unless provisions of the present agreement create exceptions to this principle.

2. For each sea conveyance used, the sea-rate is calculated in accordance with the following table:

Distance steps		Weight steps					
a) expressed in nautical miles. 1	b) expressed in kilometres after conversion on the basis of 1 nautical mile = 1.825 km. 2	Up to 1 kg 3	Above 1 kg up to 3 kg 4	Above 3 kg up to 5 kg 5	Above 5 kg up to 10 kg 6	Above 10 kg up to 15 kg 7	Above 15 kg up to 20 kg 8
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Up to 500 nautical miles	Up to 926 kilometres ...	— .15	— .20	— .25	— .50	— .75	1.0
Beyond 500 up to 1,000 ..	Beyond 926 up to 1,852	— .25	— .30	— .40	— .75	1.10	1.60
Beyond 1,000 up to 2,000	Beyond 1,852 up to 3,704	— .40	— .50	— .60	1.10	1.60	2.25
Beyond 2,000: each 1,000 or fraction of 1,000 thereafter ..	Beyond 3,704: each 1,852 or fraction of 1,852 thereafter..	— .10	— .15	— .20	— .35	— .50	— .65

3. If necessary, the distance steps used to determine the amount of sea-rate applicable between two countries are calculated on a basis of a weighted average distance, determined in terms of the tonnage of the mails carried between the respective ports of the two countries.

4. Sea conveyance between two ports of the same Country does not give rise to the collection of the rate referred to in § 2 when the Administration of that Country already receives, for the same parcels, payment in respect of land conveyance.

5. As regards air parcels, the sea-rate for intermediate Administrations or services is only applicable where the parcel is conveyed by an intermediate sea service; for this purpose every sea service provided by the country of origin or destination is regarded as an intermediate service.

ARTICLE 9

Reduction or increase of the sea rate

1. Administrations have the option of increasing by 50 per cent at most the sea rate laid down in Article 8, § 2. On the other hand, they may reduce it as they wish.
2. This option is subject to the conditions laid down in Article 7, § 2.
3. In the case of an increase, this must also be applied to parcels originating in the Country to which the services effecting the sea conveyance belong; nevertheless, this obligation does not apply either in the relations between a Country and its colonies, overseas territories, etc., or in the reciprocal relations of those colonies, overseas territories, etc.

ARTICLE 10

Air surcharges

1. Administrations fix the air surcharges to be collected for the transmission of parcels by air. For the purpose of fixing surcharges they may adopt units of weight which are less than the first weight step.
2. Surcharges should be uniform for the whole of the territory of the same country of destination irrespective of the routing used. Consequently if two countries are linked by several air lines, the surcharge is fixed according to the average distance between the respective airports and the importance of the lines as regards the international traffic.
3. Surcharges should be closely related to conveyance charges and, as a general rule, their proceeds should not, overall, exceed the costs payable for such conveyance.

ARTICLE 11

Basic rates and calculation of payments for air conveyance

1. The basic rate applicable to the accounting between Administrations in respect of air conveyances is fixed at 1 thousandth of a franc, as a maximum per kilogramme of gross weight and per kilometre this rate is applied proportionately to fractions of a kilogramme.
2. Payments of air conveyance pertaining to air parcel mails are calculated according to the effective basic rate specified in § 1 and the kilometric distances mentioned in the "List of air-mail distances" referred to in Article 203, § 1 *b*) of the Detailed Regulations of the Convention on the one hand, and according to the gross weight of the mails on the other hand.
3. The payment of air conveyance due to the intermediate Administration for *à découvert* air parcels is fixed in principle as indicated in § 1 but per kilogramme or per half-kilogramme for each country of destination. If two countries are linked by several air lines the payment is established by the intermediate Administration according to the average distance between the respective airports and according to the importance of the lines in respect of international traffic. As regards the calculation of the sums to be paid, fractions of the unit of weight adopted in this connection by the intermediate Administration are rounded upwards to the kilogramme or the half-kilogramme, as is the case.

4. Any country which within its own territory forwards or reforwards air parcels by air is entitled to a special payment for that transmission.

5. The special payment referred to in § 4 is fixed in the form of a single rate, calculated for all air parcels originating in or addressed to the country, on the basis of the rate provided for in § 1 and according to the weighted average of the sector distances covered by air parcels of the international service on the internal air network.

6. The transshipment at the same airport, in the course of transmission of air parcels conveyed successively by several separate air services is performed without remuneration.

7. No transit land rate is due for:

- a) the transfer of air mails between two airports serving the same town;
- b) the transport of such mails between an airport serving a town and a warehouse situated in the same town and the return of the same mails for their reforwarding.

8. When air parcels are lost or destroyed on an air line as a result of an accident met by the carrying aircraft, or for any other reason for which responsibility falls on the air transport organisation, no remuneration for air transport is payable in respect of the lost or destroyed air parcels for any part whatever of the air-line journey.

ARTICLE 12

Exceptional outward and inward rate

Subject to compliance with the conditions laid down in Article 7, § 2, each Administration has the option of applying simultaneously to every parcel sent from or addressed to its offices an exceptional outward and inward rate of 25 centimes at the maximum.

CHAPTER II

SUPPLEMENTARY CHARGES AND FEES

SECTION I

CHARGES RELATING TO CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

ARTICLE 13

Urgent parcels

1. Urgent parcels are subject to a principal charge double that applicable to ordinary parcels: where appropriate the exceptional outward and inward rate provided for in Article 12 is also doubled.

2. Urgent air parcels are subject to a single air surcharge, i.e., not doubled.

ARTICLE 14

Express parcels

1. Express parcels are subject to a supplementary charge called the "express charge", collected in favour of the Administration of destination and of the fixed amount of 80 centimes, fully paid in advance at the time of posting, even if the parcel cannot be delivered by special messenger but only the advice of arrival.

2. In the exceptional case where the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination, the express charge may be increased by a charge called "the additional express charge", which is collected on delivery and remains payable even if the parcel is returned to origin or redirected; this additional charge must not exceed that fixed in the internal service of the Country of destination.

ARTICLE 15

Parcels for delivery free of charges and fees

1. Parcels for delivery free of charges and fees are subject to a charge called "charge for delivery free of charges" of the fixed maximum amount of 60 centimes for each parcel. This charge is added to the customs clearance charge referred to in Article 19 *b*); it is collected as commission from the sender in favour of the Administration of destination.

2. When delivery free of charges is requested after the parcel has been posted, a charge for a request for delivery free of charges is collected from the sender at the time the request is made. This charge of a fixed maximum amount of 60 centimes is added to the air surcharge or to the charge for the telegram if the sender has asked that his request should be sent by air or by telegraph.

ARTICLE 16

Insured parcels

1. Insured parcels are subject to an ordinary insurance fee which is collected by the office of posting. This fee is added to the charges and fees authorised in this part of the Agreement and is calculated in accordance with one or other of the following formulae:

a) First formula	For each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	5 centimes for each Administration participating in the land conveyance 10 centimes for each sea service used 10 centimes for each air service used
b) Second formula	For each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	50 centimes at most

2. In addition, the collection of the following charges is authorised:

a) by Administrations which undertake to cover the risks arising from causes beyond control, a "fee for risks from causes beyond control" to be fixed so that the sum of this fee and the normal insurance fee does not exceed the maximum prescribed in § 1 *b*).

b) optionally, by the Administration of origin, a despatch charge equal at most, to 50 centimes for each insured parcel.

3. Exceptionally, the air insurance fee collected in respect of conveyance by air services which involve extraordinary risks is fixed, in each individual case by the Administration concerned; the aggregate fee referred to in § 1 b), may then be increased accordingly.

ARTICLE 17

Fragile parcels. Cumbersome parcels

Fragile parcels and cumbersome parcels are subject to a supplementary charge equal to 50 per cent of the principle charge increased, where appropriate, by the rates mentioned in Article 12 or in the Final Protocol. If the parcel is fragile and bulky the supplementary tax mentioned above is collected once only. Nevertheless, the air surcharge in respect of these parcels must not be increased; if need be, the total charge is rounded up to the next 5 centimes.

SECTION II

CHARGES AND FEES RELATING TO ALL CATEGORIES OF PARCELS

ARTICLE 18

Supplementary charges

Administrations are authorised to collect the following supplementary charges:

- a) Charge for Export Customs formalities collected by the Administration of origin for submission to Customs; as a general rule the charge is collected at the time of posting of the parcel.
- b) Customs clearance charge, collected by the Administration of destination either for submission to Customs and Customs clearance or for submission to Customs only; in the absence of other arrangements, the charge is collected at the time of the delivery of the parcel to the addressee; however, in the case of parcels for delivery free of charges, the Customs clearance charge is collected by the Administration of origin on behalf of the Administration of destination.
- c) delivery charge; this charge may be collected by the Administration of destination as often as the parcel is tendered for delivery at the address; nevertheless, in the case of express parcels, it may be collected only in respect of each tender for delivery after the first;
- d) advice of non-delivery charge, collected under the conditions laid down in Article 32, § 3;
- e) advice of arrival charge, collected by the Administration of destination, when its legislation obliges it to do so and when that Administration does not undertake delivery to the place of address, in respect of every advice (the first as well as subsequent advices) which is in fact delivered to the address of the addressee, except for the first advice of express parcels;
- f) repacking charge, due to the Administration of the first of the Countries in whose territory a parcel has to be repacked in order to protect its contents; it is recovered from the addressee or, where appropriate, the sender;
- g) poste restante charge, collected by the Administration of destination at the time of delivery, on every parcel addressed "poste restante".

- h) storage charge, collected by the Administration of destination on every parcel which has not been taken possession of within the prescribed periods whether the parcel is addressed *poste restante* or to a place of address;
- i) advice of delivery charge, when the sender asks for an advice of delivery under the conditions laid down in Article 37 of the Convention;
- j) advice of embarkation charge, collected, in relations between Countries whose Administrations agree to provide this service, when the sender requests that an advice of embarkation be sent to him; this charge is halved between the Administration of origin and the Administration of the country of the port of embarkation;
- k) enquiry charge, mentioned in Article 43, § 4;
- l) charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address;
- m) charge for cover against risks arising from circumstances beyond control, collected by Administrations prepared to cover risks arising from causes beyond control.

ARTICLE 19

Scale

The scale of supplementary charges defined in Article 18 is fixed in accordance with the following table:

Description of Charge 1	Amount 2	Observations 3
a) Charge for export Customs formalities collected by the country of origin	50 centimes at most, per parcel	
b) Customs clearance charge collected by the country of destination	1 franc at most, per parcel	
c) Delivery charge	Same charge as in internal service	With a maximum of 60 centimes per parcel
d) Advice of non-delivery charge	40 centimes at most	When the advice of non-delivery must be sent to him by air, the sender or third party pays the corresponding air surcharge. If, later on, new instructions must be transmitted by air or by telegraph the sender or the third party must pay, in addition, the charge in respect of air conveyance or the telegraphic charge, as the case may be
e) Advice of arrival charge	At most, a charge equal to that for an ordinary letter of the first weight step in the internal service	

Description of Charge 1	Amount 2	Observations 3
<i>f)</i> Repacking charge	50 centimes at most, per parcel	This charge may be levied once only in the course of transmission from beginning to end
<i>g)</i> Poste Restante charge	Same charge as in the internal service	
<i>h)</i> Storage charge	Charge collected at the rate laid down by internal legislation	With a maximum of 10 francs
<i>i)</i> Advice of delivery charge	<i>a)</i> at the time of posting, 40 centimes at most <i>b)</i> after posting, 60 centimes at most	If the sender has asked that advice of receipt should be sent to him by air mail the air surcharge is added to this charge When this request has been sent by air-mail or by telegraph, the sender must also pay relative air mail or telegraph charge as the case may be. Also, if the sender has asked that advice of receipt should be sent to him by air mail the corresponding air surcharge must be paid
<i>j)</i> Advice of embarkation charge	40 centimes for each parcel	
<i>k)</i> Enquiry charge	60 centimes at most	
<i>l)</i> Charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address	60 centimes at most	If the sender has asked that his request should be sent by air or by telegraph the air surcharge or the charge for the telegram is added to this charge. When the request is sent by post (air or surface) and in every case if an insured parcel is concerned the fee for registration must be paid in addition
<i>m)</i> charge for cover against risk due to "force majeure" (circumstance beyond control)	<i>a)</i> amount laid down in Article 16, §2 (<i>a</i>) in respect of insured parcels <i>b)</i> maximum of 40 centimes per parcel in respect of uninsured parcels	

ARTICLE 20

Charges

1. Administrations of destinations are authorised to collect, from the addressees, all charges, especially Customs duty, to which the items are subjected in the Country of destination.

2. Administrations undertake to use their good offices with the competent authorities in their Countries with a view to the cancellation of the charges (including Customs duty) in the case of a parcel:

- a) returned to origin;
- b) abandoned by the sender;
- c) destroyed because of total damage of the contents;
- d) redirected to a third Country;
- e) lost, tampered with or damaged in their service.

SECTION III

FREE POSTAGE

ARTICLE 21

Service parcels

Parcels relating to the postal service exchanged by surface only are exempt from all postal charges under the conditions laid down in Article 23 of the Convention.

ARTICLE 22

Parcels for prisoners of war and internees

Prisoner of war and internee parcels enjoy, under the same conditions, the exemptions from charges accorded to postal items by Article 8 of the Convention, and do not give rise to any remuneration in favour of any Administration whatsoever except as regards the air surcharges applicable to air parcels.

PART II

OPERATION OF THE SERVICE

CHAPTER I

CONDITIONS OF ADMISSION

SECTION I

GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION

ARTICLE 23

Conditions of acceptance

Provided that the contents do not come within the prohibitions listed in Article 24 or within the prohibitions or restrictions applicable in the territory of one or more of the Administrations called upon to take part in the transmission every parcel, to be admitted to the post, shall:

- a) belong to one of the categories of parcels admitted by application of Article 2;
- b) satisfy the conditions of weight and size fixed by Articles 1 and 25;
- c) be prepaid in respect of all the charges required by the office of origin.

ARTICLE 24

Prohibitions

The forwarding of the following articles is prohibited:

- a) in all categories of parcels:
 - (i) articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage other parcels; (see also (vi));
 - (ii) opium, morphine, cocaine and other narcotics; however, this prohibition does not apply to consignments sent for a medical or scientific purpose to Countries which admit them on this condition;
 - (iii) articles of which the importation or circulation is prohibited in the Country of destination;
 - (iv) documents having the character of current and personal correspondence as well as correspondence of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons living with him; however, it is permissible to include one of the following documents, unclosed, reduced to its essential elements and relating solely to the goods being conveyed: invoice, despatch note or advice, delivery bill;
 - (v) living animals, unless their conveyance by post is authorised by the postal regulations of the Countries concerned;
 - (vi) explosive, inflammable or other dangerous substances. Nevertheless, Administrations may agree to the conveyance of firing caps and loaded metal cartridges for portable firearms, non-explosive parts of artillery fuses and matches, inflammable films, raw celluloid or articles made of celluloid;
 - (vii) obscene or immoral articles;
- b) in uninsured parcels exchanged between two Countries which admit insured parcels: coin, banknotes, currency notes, securities of any kind payable to bearer, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles. This provision does not apply when the exchange of parcels between two Administrations admitting insured parcels can only be made in transit through the intermediary of an Administration which does not admit them. Every Administration has the right to prohibit the enclosure of gold bullion in insured or uninsured items originating from or addressed to its territory or sent in transit *à découvert* across its territory, or to limit the actual value of these items.

ARTICLE 25

Limits of size and volume

1. Except where parcels are considered as cumbersome by application of Article 2, § 2 e), any parcel sent by surface must not exceed 1.50 metres for any one dimension; 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length.

2. Optionally and in derogation of the provision of § 1, the limits of size and volume of parcels sent by a sea service may be fixed at 1.25 metres for any one dimension and one of the following volumes:

- 60 cubic decimetres for parcels up to 5 kg.;
- 80 cubic decimetres for parcels over 5 and up to 10 kg.;
- 100 cubic decimetres for parcels over 10 and up to 15 kg.;
- 120 cubic decimetres for parcels over 15 and up to 20 kg.;

3. Subject to § 1, any air parcel must not exceed the following sizes: 1 metre for the length and 50 centimetres for every other dimension; 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length.

4. Whatever the mode of conveyance, any parcel must not be smaller than the minimum size prescribed for letters in Article 16, § 1 of the Convention.

5. To be admitted in the service between Administrations adopting the limits prescribed in § 2 and not allowing the conveyance of cumbersome parcels, parcels, which for their weight have a volume larger than the prescribed limits, are subject to the charges applicable to the weight step corresponding to their volume. In this case, the parcels shall not exceed the maximum limits of volume allowed in the service between these Administrations.

ARTICLE 26

Treatment of parcels wrongly accepted

1. When parcels containing the articles listed in Article 24 *a*) have been wrongly accepted for transmission, they are to be dealt with in accordance with the internal legislation of the Country of the Administration establishing the presence; nevertheless, parcels containing the articles referred to in the same Article under *a*) (ii), (vi) and (vii) are in no circumstances forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to origin.

2. If it is a question of the inclusion of a single item of correspondence prohibited within the meaning of Article 24 *a*) (iv) this correspondence is treated in the manner prescribed in Article 22 of the Convention, and the parcel must not be returned to origin on this account.

3. When uninsured parcels exchanged between two Countries which admit insurance contain articles listed in Article 24 *b*), they should be returned to origin by the transit Administration which discovers the error. If the error is discovered only after the receipt of the parcel by the Administration of destination, that Administration is authorised to deliver the parcel to the addressee under the conditions laid down by its regulations. If they do not permit delivery, the parcel must be returned to origin in application of Article 38.

4. § 3 is applicable to parcels of which the weight or the dimensions appreciably exceed the permitted limits; nevertheless, these parcels may, where appropriate, be delivered to the addressee if he has first paid any charges which may be due.

5. When a parcel wrongly admitted is neither delivered to the addressee nor returned to origin, the Administration of origin must be informed exactly how the parcel has been dealt with.

ARTICLE 27

Sender's instructions at the time of posting

1. At the time of posting of a parcel, the sender is required to indicate the treatment to be given in case of non-delivery.

2. One of the following instructions only may be given:
 - a) despatch by surface or airmail of an advice of non-delivery to the sender;
 - b) despatch by surface or airmail of an advice of non-delivery to a third party residing in the Country of destination;
 - c) return forthwith to the sender by surface or air;
 - d) return to the sender by surface or air at the end of a given period;
 - e) delivery to an alternative addressee, if necessary after redirection by surface or air (and subject to the special provisions set out in Article 32, § 1 c) (ii));
 - f) redirection of the parcel by surface or air, with a view to delivery to the original addressee;
 - g) sale of the parcel at entire risk of the sender;
 - h) abandonment of the parcel by the sender.

SECTION II

SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION

ARTICLE 28

Insured parcels

1. The following rules govern the insured value of insured parcels:
 - a) as regard postal Administrations:
 - (i) the option of each Administration to limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which must not be less than 1000 francs;
 - (ii) the obligation, in the service between Countries whose Administrations have adopted different limits, on all parties to observe the lowest limit;
 - b) as regards senders:
 - (i) the prohibition against insuring the parcel for a value exceeding the actual value of its contents;
 - (ii) the option to insure part only of the actual value of the contents of the parcel.
2. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the parcel is liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the Country of origin.
3. A receipt shall be handed over free of charge to every sender of an insured parcel at the time of posting.

ARTICLE 29

Parcels for delivery free of charges

1. A parcel for delivery free of charges may be accepted only if the sender undertakes to pay the full amount which the office of destination would be entitled to claim from the addressee as well as the charge for delivery free of charges prescribed in Article 15.
2. The office of origin may require the payment of a sufficient deposit.

CHAPTER II
CONDITIONS OF DELIVERY AND REDIRECTION

SECTION I

DELIVERY

ARTICLE 30

General rules for delivery. Periods of retention

1. As a general rule, parcels are delivered to the addressees as soon as possible and in accordance with the provisions in force in the Country of destination.

2. Every parcel of which the arrival has been notified to the addressee is held at his disposal for a fortnight or, at most, for a month from the day after that on which the advice is sent; exceptionally, this period may be extended if the regulations of the Administration of destination permit.

3. When it has not been possible to send an advice of arrival, the period of retention is that prescribed by the regulations of the Country of destination; this period, applicable also to parcels addressed *poste restante*, must not, as a general rule, exceed five months for distant Countries (within the meaning of Article 107 of the Detailed Regulations of the Convention) and three months for others; return of the parcel to the office of origin should take place within a shorter period if the sender has requested it in a language known in the Country of destination.

4. The periods of retention prescribed in §§ 2 and 3 are applicable, in the case of redirection, to parcels to be delivered by the new office of destination.

ARTICLE 31

Delivery of Express parcels

1. The delivery by special messenger of an express parcel or of the advice of arrival is attempted once only.

2. If the attempt is unsuccessful the parcel ceases to be considered as express.

ARTICLE 32

Non-delivery to the addressee

1. After receipt of the advice of non-delivery mentioned in Article 27, § 2 *a*) and *b*), it rests with the sender, or the third party concerned, to give his instructions, which may only be those authorised by the said Article § 2 *c*) to *h*), and, in addition, one of the following:

a) notify the addressee once more;

b) correct or complete the address;

c) where a cash on delivery parcel is concerned:

(i) deliver it to a person other than the addressee against payment of the amount indicated;

(ii) deliver it to the original addressee or to another addressee without collecting the trade charge or against payment of a sum less than the original sum;

d) deliver the parcel free of charges either to the original addressee or to another addressee.

2. Provided that no instructions have been received from the sender or third party, the Administration of destination is authorised to deliver the parcel to the addressee originally indicated or, where appropriate, to another addressee indicated later, or to redirect the parcel to a fresh address. After receipt of fresh instructions these alone are valid and to be carried out. They may be sent by air or by telegraph if the sender or the third party pays the corresponding air surcharge or telegraphic charge.

3. When an advice of non-delivery has been sent to the sender by air in accordance with his instructions, the Administration of origin collects, at the time of delivery of the advice, the charge in respect of air conveyance. The sending of the instructions mentioned in § 1 gives rise to the collection, either from the sender or from the third party, of the charge mentioned in Article 18 d); when the advice relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee the charge is collected once only.

ARTICLE 33

Return to origin of parcels not delivered

1. Every parcel which it has not been possible to deliver is returned to the office of origin:

a) immediately if:

- (i) the sender has requested it in application of Article 27, § 2 c);
- (ii) the sender or the third party referred to in Article 27, § 2 b) has made an unauthorised request;
- (iii) the sender or the third party refuses to pay the charge authorised in Article 32, § 3;
- (iv) the instructions of the sender, or of the third party, have not achieved the desired result, whether these instructions were given at the time of posting or after receipt of the advice of non-delivery;

b) immediately after the termination:

- (i) of the period, if any, fixed by the sender in application of Article 27, § 2 d);
- (ii) of the periods of retention laid down in Article 30, if the sender has not complied with Article 27;
- (iii) of a period of two months from the despatch of an advice of non-delivery, if the office which prepared that advice has not received adequate instructions from the sender or the third party, or if these instructions have not been received by that office; this period is extended to four months in the service between distant Countries;

2. Where possible, a parcel is returned by the same route as it followed on the outward journey; nevertheless, an air parcel is not returned by air unless the sender has guaranteed the payment of the charges for any conveyance.

3. Every parcel returned to origin under this Article is subject to:

- a) the charges entailed in the further transmission to the office of origin;
 - b) the charges and fees, not cancelled, which the Administration of destination incurs at the time of return to origin.
4. These charges and fees are collected from the sender.

ARTICLE 34

Abandonment by the sender of an undelivered parcel

If the sender has abandoned a parcel which it has not been possible to deliver to the addressee, that parcel is treated by the Administration of destination according to its own legislation.

ARTICLE 35

Recovery of costs from the sender of an undelivered parcel

1. The sender of a parcel which has not been delivered to the addressee has to pay the conveyance and other costs incurred by Administrations as a result of the non-delivery, even if the parcel has been abandoned, sold or destroyed.
2. The office of posting may, whenever it seems advisable, collect a deposit to cover these costs.

SECTION II

REDIRECTION

ARTICLE 36

Redirection in consequence of change of address by the addressee, or of an alteration of an address

1. Redirection in consequence of a change of address by the addressee or of an alteration of address effected under Article 42 may take place either within the Country of destination or out of that Country.
2. Redirection within the Country of destination may be effected at the request of the sender, at the request of the addressee, or officially if the regulations of that Country permit.
3. Redirection out of the Country of destination may be effected only at the request of the sender or of the addressee; in this case the parcel must comply with the conditions required for the further transmission.
4. Redirection under the conditions set out above may also take place by air at the request of the sender or the addressee, provided that payment of the air surcharge in respect of the further transmission is guaranteed.
5. The sender may forbid any redirection.
6. For the first and any subsequent redirection of each parcel, the following may be collected:
 - a) the charges authorised by the internal regulations of the Administration concerned for such redirection, in the case of redirection within the Country of destination;
 - b) the charges and fees entailed in the further transmission, in the case of redirection out of the country of destination;
 - c) the charges and fees which the former Administrations of destination do not agree to cancel.
7. The charges and fees mentioned in § 6 are collected from the addressee.

ARTICLE 37

Parcels arriving out of course and to be redirected

1. Any parcel, arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the despatching Administration, is reforwarded to its proper destination by the most direct route used by the Administration which has received the parcel.

2. Any air-parcel, arriving out of course, must be reforwarded by air.

3. Any parcel reforwarded by application of the present article is subject to the charges arising from forwarding to its proper destination and to the charges and fees mentioned in Article 36, § 6 c).

4. These charges and fees are collected from the Administration responsible for the office of exchange which misdirected the parcel. This Administration collects them where appropriate from the sender.

ARTICLE 38

Return to origin of wrongly accepted parcels

1. Any parcel wrongly accepted and returned to origin is subject to the charges and fees prescribed in Article 33, § 3.

2. If the rates and shares of charges which have been attributed to the Administration which returns the parcel are insufficient to cover these charges and fees, the outstanding charges are collected from the Administration responsible for the error if the parcel has been wrongly admitted in consequence of an error attributable to the postal service and from the sender if it has been wrongly admitted in consequence of an error of the sender or if it falls within one of the prohibitions laid down in Article 24.

3. In the contrary case, the Administration which returns the parcel refunds to the first Administration charged with reforwarding it to the office of origin, the rates and shares of charges for which it had been over-credited.

ARTICLE 39

Return to origin in consequence of the suspension of a service

The return of a parcel to origin in consequence of the suspension of a service is free of charge; the unallocated conveyance charges collected for the outward journey are refunded to the sender.

CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS

ARTICLE 40

Non compliance by an Administration with given instructions

When the Administration of destination or an intermediate Administration has not complied with the instructions given either at the time of posting or subsequently, it must bear the conveyance charges (outward and return) and any other charges or fees which have not been cancelled; nevertheless the charges paid for the outward journey remain the responsibility of the sender if he declared either at the time of posting or subsequently that in the event of non-delivery he would abandon the parcel or would like it to be sold.

ARTICLE 41

Parcels containing items whose early deterioration or decay is to be feared

Those articles contained in a parcel of which the early deterioration or decay is to be feared, and those articles only, may be sold immediately, even in course of transmission on either the outgoing or the return journey, without prior notice or legal formality, on behalf of the entitled person; if, for any reason whatsoever, sale is impossible, the spoilt or decayed articles are destroyed.

ARTICLE 42

Withdrawal from the post. Alteration or correction of address

The sender of a parcel may, under the conditions laid down in Article 26 of the Convention, ask for its return to origin or to have its address altered, provided he guarantees payment of the amounts due for any further transmission under the provisions of Articles 33, § 3 and 36, § 6. In the case of telegraphic requests for alteration of the address of insured parcels the registration charge is due over and above the telegraph charge.

ARTICLE 43

Enquiries and requests for information

1. Each Administration is bound to accept enquiries and requests for information relating to any parcel posted in the service of another Administration.

2. Enquiries are entertained only within a period of a year from the day after that on which the parcel was posted.

3. Requests for information initiated by an Administration are in order and must be dealt with, provided only that they reach the Administration concerned within a period of fifteen months from the date the parcels were posted. Every Administration is bound to deal with the requests for information as soon as possible.

4. Unless the sender has paid in full the advice of delivery charge prescribed in Article 18 (*i*), each enquiry or request for information is subject to the collection of an "enquiry" charge at the rate laid down in Article 19 (*k*). Enquiries or requests for information are transmitted under the conditions laid down in Article 35, § 4, of the Convention.

5. If the enquiry or request for information relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee and sent by the same route, this charge is only collected once; it is refunded if the enquiry or request for information has been occasioned by a service error.

PART III

RESPONSIBILITY

ARTICLE 44

Principle and extent of the responsibility of Postal Administrations

I. Postal Administrations are answerable for the loss of, theft from or damage to parcels, except in the circumstances provided for in Article 45. Their responsibility is binding as much for parcels conveyed *à découvert* as for those which are forwarded in closed mails.

2. The sender is entitled to an indemnity corresponding, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage; indirect loss or loss of profits is not taken into consideration. Nevertheless, this indemnity may in no case exceed:

a) for insured parcels, the amount in gold francs of the insured value; in the case of redirection or return by surface of an insured air parcel, the responsibility is limited, for the second journey, to that which applies to parcels sent by that route.

b) for other parcels, the following amounts:

- 10 francs per parcel up to 1 kilogramme
- 15 francs per parcel above 1 up to 3 kilogrammes
- 25 francs per parcel above 3 up to 5 kilogrammes
- 40 francs per parcel above 5 up to 10 kilogrammes
- 55 francs per parcel above 10 up to 15 kilogrammes
- 70 francs per parcel above 15 up to 20 kilogrammes.

3. The indemnity is calculated in accordance with the current price, converted into gold francs, of goods of the same kind at the place and time at which the parcel was accepted for conveyance; failing the current price, the indemnity is calculated in accordance with the ordinary value of goods whose value is assessed on the same bases.

4. When an indemnity is due for the loss, total theft or total damage of a parcel, the sender is also entitled to the repayment of the charges paid with the exception of the insurance fees; the same applies to items refused by the addressees because of their bad condition, if that is attributable to the postal service and involves its responsibility.

5. When the loss, total theft or total damage arises from circumstances beyond control which do not give rise to indemnification, the sender is entitled to the repayment not only of the land and sea rates as well as the air surcharges appropriate to any sector not traversed by the parcel, but also the charges, whatever their nature, relating to a service paid for in advance but not rendered.

6. The indemnity is paid to the addressee when he claims it either after having made reservations in taking delivery of a parcel that has been tampered with or damaged or if the sender has waived his rights in his favour.

ARTICLE 45

Non-responsibility of Postal Administrations

1. Postal Administrations cease to be responsible for parcels which they have delivered either under the conditions prescribed by their internal regulations for items of the same kind, or under the conditions laid down in Article 12, § 3 of the Convention; responsibility is however maintained:

a) when, internal regulations permitting, the addressee, or in the case of return to origin the sender, makes reservations on taking delivery of a spoiled or damaged parcel.

b) when the addressee, or in the case of return to origin the sender, although having given a proper discharge, states without delay to the Administration who delivered the parcel to him that he has found damage and gives proof that the theft or damage did not occur after delivery.

2. Postal Administrations are not held responsible:

(i) for the loss, theft or damage of parcels

- a) in circumstances beyond control. The Administration in whose service the loss, theft or damage took place must decide, according to the legislation of its country, whether this loss, damage or theft is due to circumstances attributable to a cause beyond control; these circumstances are brought to the knowledge of the Administration of the country of origin if the latter request them. Nevertheless, responsibility still rests with the Administration of the despatching country if it has undertaken to cover risks from causes beyond control (Article 16, § 2 a));
 - b) when they cannot account for parcels owing to the destruction of official records through a cause beyond control, provided that proof of their responsibility has not been otherwise established;
 - c) when the damage has been caused by the fault or the negligence of the sender or arises from the nature of the contents of the parcel;
 - d) where it is a question of parcels whose contents fall within the prohibitions specified in Article 24 a) (ii), (iii), (v), (vi) and (vii) and b), insofar as these parcels have been confiscated or destroyed by the competent authority on account of their contents;
 - e) where it is a question of parcels which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents;
 - f) where the sender has made no enquiry within the period prescribed in Article 43, § 2;
 - g) where it is a question of prisoner of war or internee parcels.
- (ii) for parcels seized under the internal legislation of the Country of destination.

3. Postal Administrations accept no responsibility as regards customs declarations, in whatever form they have been made, or for the decisions taken by Customs on examination of parcels submitted to Customs control.

ARTICLE 46

Responsibility of the sender

1. The sender of a parcel is responsible within the same limits as Administrations themselves for all damage caused to other postal items as a result of the sending of objects not admitted for conveyance or of the non-observance of conditions of admission, provided that there was neither fault nor negligence on the part of Administrations or carriers.

2. The acceptance by an office of posting of such a parcel does not relieve the sender of his responsibility.

3. Should the occasion arise, it is up to the Administration of origin to take action against the sender.

ARTICLE 47

Determination of responsibility between Postal Administrations

1. Until the contrary is proved, responsibility rests with the postal Administration which, having received the parcel without comment and being provided with all prescribed means of enquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, proper transfer to another Administration.

2. An intermediate Administration or one of destination is, until proof to the contrary and subject to § 4, relieved of all responsibility:

- a) when it has observed the prescribed rules relative to the check of mails and parcels and the establishment of irregularities;
- b) when it can prove that it was not informed of the enquiry until after the destruction of official records relating to the parcel in question, the period of regular conservation having expired; this reservation does not prejudice the rights of the enquirer.

3. When the loss, theft or damage occurs in the service of an air undertaking the Administration of the Country which collects the transport charges reimburses the Administration of origin for the indemnity paid to the sender.

4. If the loss, theft or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in the territory or in the service of which country this has happened, the Administrations concerned bear the loss equally; however when it is a question of an ordinary damaged parcel and when the amount of the compensation does not exceed 25 francs, this sum is borne equally by the Administration of origin and that of destination, intermediate Administrations being excluded. If the theft or damage has been established in the Country of destination or, in the case of a return to the sender, in the Country of origin, it rests with the Administration of that country to prove:

- a) that neither the wrapping nor the fastening of the parcel carried any apparent traces of theft or damage;
- b) that in the case of an insured parcel the weight established at the time of posting has not varied.
- c) that, in the case of parcels forwarded in closed receptacles, both the receptacles and their fastenings were intact;

When such proof has been made by the Administration of destination or, if appropriate by the Administration of origin none of the other Administrations concerned may repudiate its share of responsibility by arguing that it handed over the parcel without the next Administration having made any reservation.

5. In the case of items sent in bulk, in application of Article 51, §§ 2 and 3, none of the Administrations concerned may, with the aim of refusing its share of responsibility, argue that the number of parcels found in the mail differs from that advised on the parcel bill.

6. In the case of bulk transmission, the Administrations concerned may agree among themselves that the responsibility be shared in the event of loss, theft or damage of certain categories of parcels, determined by common agreement.

7. As regards insured parcels, the responsibility of one Administration as regards other Administrations is in no case binding beyond the maximum insured value that it has adopted.

8. When a parcel has been lost, tampered with or damaged in circumstances beyond control, the Administration within whose territorial limits or in whose services the loss, theft or damage occurred is not responsible towards the Administration of origin unless the two Administrations undertake to cover risks resulting from a cause beyond control.

9. Customs and other fees of which it has not been possible to secure cancellation are borne by the Administrations responsible for the loss, theft or damage.

10. The Administration which has made the payment of the indemnity takes over the rights, up to the amount of this indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

ARTICLE 48

Payment of indemnity

1. Subject to the right to make a claim on the Administration responsible the obligation to pay the indemnity and to refund the charges and fees, falls either to the Administration of origin or, in the case mentioned in Article 44, § 6, to the Administration of destination.

2. This payment must be made within the soonest possible time, and at the latest within a period of six months from the day following the day of enquiry.

3. When the Administration responsible for the payment does not undertake to cover risks resulting from causes beyond control and when at the end of the period prescribed in § 2, the question of knowing whether the loss, theft or damage is due to such causes has not yet been decided on, the settlement of the indemnity may exceptionally be postponed beyond that period.

4. The Administration of origin or destination, as the case may be, is authorised to settle with the entitled person at the expense of any of the other Administrations sharing in the conveyance which has been duly informed, and has allowed five months to pass without settling the matter or without having brought to the notice of the Administration of origin or destination as the case may be, that the loss, theft or damage would appear to be due to a cause beyond control.

ARTICLE 49

Reimbursement of the indemnity to the Administration having made the payment

1. The Administration responsible for or on whose account the payment is made in accordance with Article 47 is bound to reimburse the Administration having made the payment under Article 48 and which is called the "paying Administration" the amount of indemnity actually paid to the entitled person: this payment must be made within a period of four months from the despatch of the notification of payment.

2. If the indemnity is to be borne by several Administrations in accordance with Article 47, the whole of the indemnity must be paid to the paying Administration within the period mentioned in § 1 by the first Administration which, having duly received the parcel claimed for, is unable to prove its proper transfer to the corresponding service. It rests with this Administration to recover, from the other Administration responsible, the share likely to fall to each one of them of the compensation paid to the entitled person.

3. The reimbursement to the creditor Administration is made in accordance with the regulations for payment laid down in Article 13 of the Convention.

4. When responsibility has been admitted, as well as in the case provided for in Article 48, § 4, the amount of the indemnity may also be recovered as a matter of course by means of an account from the Administration responsible, either directly or through the intermediary of the first transit Administration, which claims credit in its turn from the next Administration, the operation being repeated until the sum paid has been debited to the Administration responsible; where appropriate, the provisions of the Detailed Regulations relating to the drawing up of accounts should be observed.

5. The paying Administration may only claim reimbursement of the indemnity from the Administration responsible within a period of one year either from the date of despatch of the notification of the payment or, where appropriate, from the date of expiry of the period prescribed in Article 48, § 4 of the Agreement.

6. The Administration whose responsibility is duly proved and which has at first declined to pay the indemnity must assume all additional costs resulting from the unwarranted delay in payment.

ARTICLE 50

Possible recovery of the indemnity from the sender or from the addressee

1. If, after payment of the indemnity, a parcel or part of a parcel previously considered as lost, is found, the addressee and the sender are informed of the fact; the latter or, in accordance with Article 44, § 6 the addressee is further advised that he may take delivery of it within a period of three months on repayment of the amount of the indemnity received. If, within this period, the sender or the addressee as the case may be, does not reclaim the parcel, the same approach is made to the addressee or the sender according to the case.

2. If the sender or the addressee takes delivery of the parcel or of the part of the parcel recovered against reimbursement of the amount of the indemnity, this amount is refunded to the Administration or, where appropriate to the Administrations which bore the loss.

3. If the sender and the addressee refuse to take delivery of the parcel, this becomes the property of the Administration or, where appropriate, the Administrations which bore the loss.

4. When proof of delivery is forthcoming after the period of five months specified in Article 48, § 4, the indemnity paid remains the responsibility of the intermediate Administration or Administration of destination if the sum paid cannot for any reason whatever be recovered from the sender.

5. In the case of subsequent discovery of an insured parcel the contents of which are found to be of a lesser value than the amount of indemnity paid, the sender must reimburse the amount of this indemnity on return of the insured parcel, without prejudice to the consequences arising from fraudulent insurance as mentioned in Article 28, § 2.

PART IV

ALLOCATION OF CHARGES AND FEES

ARTICLE 51

General Principles

1. An allocation of charges to the interested Administration is made in principle in respect of each parcel.

2. However in the case of transmission by closed mails, the Administration of origin may agree with the Administration of destination, and with any intermediate Administrations with a view to allocating sea and land rates in bulk for each weight step, the allocation of other taxes being made per parcel.

3. Also in the case of transmission by direct mails, the Administration of origin may agree with the Administration of destination and possibly with the intermediate Administrations to credit them with sums calculated per parcel or per kilogramme of gross weight of the mails and corresponding either to the land and sea routes only, other taxes being allocated on a per parcel basis or, alternatively, to the whole of the payments due to them.

PART V
MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE 52

Application of the Convention

The Convention is applicable, where appropriate, by analogy, whenever the present Agreement does not specifically apply.

ARTICLE 53

Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations

I. To become effective, proposals submitted to Congress and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the Member Countries present and voting who are parties to the Agreement. Half of these Member Countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

- a) the unanimity of the votes, if they involve either the addition of new provisions or an amendment of principle of the Articles of this Agreement, its Final Protocol or the final Article of its Detailed Regulations;
- b) two-thirds of the votes, if they involve an amendment of principle of the Detailed Regulations, with the exception of the final Article and of its final Protocol;
- c) the majority of the votes, if they involve:
 - (i) the interpretation of the provisions of this Agreement, its final Protocol and its Detailed Regulations including the final Protocol of the latter except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in Article 32 of the Constitution;
 - (ii) Editorial amendments to be made to the Acts specified in (i).

3. When a Member Country of the Union expresses outside Congress a desire to become a party to this Agreement, asking to be allowed to collect exceptional outward and inward rates on a higher scale than that authorised by Article 12, the International Bureau submits the request to all the Member Countries signatory to the Agreement; if, within a period of six months, more than one-third of these Member Countries do not pronounce against the request it is considered to be admitted.

ARTICLE 54

Parcels addressed to or originating in Countries not participating in the Agreement

1. The Administration of Countries participating in this Agreement which maintain an exchange of parcels with the Administrations of non-participating Countries shall allow, in the absence of any opposition on the part of the latter, the Administrations of all the participating Countries to avail themselves of these services.

2. For transit by the land, sea and air services of the Countries participating in the Agreement, parcels addressed to or originating in a non-participating Country are treated in the same way as parcels exchanged between participating Countries so far as the amount of the land, sea and air rates are concerned. The same applies in the case of responsibility each time it is established that the damage occurred in the service of one of the participating countries and when the indemnity has to be paid in a participating country either to the sender or possibly to the addressee, in the case of theft or damage.

PART VI

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 55

Entry into force and duration of the Agreement

The present Agreement shall come into force on the 1st January, 1966 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the Plenipotentiaries of the Governments of contracting Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country in which the seat of the Union is located. A copy of it shall be delivered to each Party by the Government of the Country in which Congress is held.

Done at Vienna, the 10th of July, 1964.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by the same plenipotentiaries who signed the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Constitution, see United Nations Treaty Series, Vol. 611.]

Afghanistan
People's Republic of Albania
Democratic and Popular Republic of Algeria
Germany
Kingdom of Saudi Arabia
Argentine Republic
Commonwealth of Australia
Republic of Austria
Belgium
Byelorussian Soviet Socialist Republic
Burma
Bolivia
United States of Brazil
People's Republic of Bulgaria
Kingdom of Burundi
Kingdom of Cambodia
Federal Republic of Cameroon
Central African Republic
Ceylon
Chile
China
Republic of Cyprus
Republic of Colombia
Republic of the Congo (Brazzaville)
Republic of the Congo (Leopoldville)
Republic of Korea
Republic of Costa Rica
Republic of the Ivory Coast
Republic of Cuba
Republic of Dahomey
Kingdom of Denmark
Dominican Republic
Republic of El Salvador
Republic of Ecuador
Spain
Spanish Territories in Africa
Ethiopia
Republic of Finland
French Republic
The whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts
and Telecommunications
Republic of Gabon
Ghana

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
The Overseas Territories for the international relations of which the Government
of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible

Greece
Republic of Guatemala
Republic of Guinea
Republic of Upper Volta
Republic of Honduras
People's Republic of Hungary
India
Republic of Indonesia
Iran
Republic of Iraq
Ireland
Republic of Iceland
Israel
Italy
Jamaica
Japan
Hashemite Kingdom of Jordan
Kuwait
Kingdom of Laos
Republic of Lebanon
Republic of Liberia
Libya
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Malaysia
Malagasy Republic
Republic of Mali
Kingdom of Morocco
United States of Mexico
Principality of Monaco
People's Republic of Mongolia
Nicaragua
Republic of Niger
Federal Republic of Nigeria
Norway
New Zealand
Uganda
Pakistan
Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Surinam
Republic of Peru
People's Republic of Poland
Portugal
United Arab Republic

People's Republic of Romania
Rwandese Republic
Republic of San Marino
Republic of Senegal
Sierra Leone
Somalia
Republic of the Sudan
Sweden
Swiss Confederation
Syrian Arab Republic
United Republic of Tanganyika and Zanzibar
Republic of Chad
Socialist Republic of Czechoslovakia
Thailand
Togolese Republic
Trinidad and Tobago
Tunisia
Turkey
Ukrainian Soviet Socialist Republic
Union of Soviet Socialist Republics
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Republic of Venezuela
Viet-Nam
Yemen Arab Republic
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT CONCERNING POSTAL PARCELS

At the moment of proceeding to sign the Agreement concerning Postal Parcels concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following:

PRELIMINARY PROVISIONS

ARTICLE I

Operation of the service by transport undertakings

1. Any Country whose postal Administration does not at present undertake the conveyance of parcels and which is a party to the Agreement, has the option of arranging for its provisions to be implemented by railway and shipping undertakings. It may, at the same time, limit this service to parcels originating in or addressed to places served by these undertakings.

2. The postal Administration of such a Country shall make arrangements with the railway and shipping undertakings to ensure the complete implementation by them of all the provisions of the Agreement, with special reference to the arrangements for the exchange of parcels.

3. The postal Administration acts as intermediary for them in all their relations with Administrations of the other contracting Countries and with the International Bureau.

ARTICLE II

Delivery free of postal and non-postal charges requested after the posting of a parcel

The following Countries, which accept the free of postal and non-postal charges postal service, do not admit requests for delivery free of postal and non-postal charges after the posting of the parcel: the Commonwealth of Australia, Cyprus, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible, Irish Republic, Kuwait, Malaysia, Federal Republic of Nigeria, New Zealand, Uganda, Sierra Leone, United Republic of Tanganyika and Zanzibar, and Trinidad and Tobago.

ARTICLE III

Pound avoirdupois

Countries which by reason of their internal regulations are unable to adopt the metric-decimal system of weight are permitted the right to substitute for the weight steps provided for in Article 3 of the following equivalents:

Up to 1 kg	..	..	..	..	Up to 2 lb
Over 1 and up to 3 kg	..	..	..	..	2— 7 lb
Over 3 and up to 5 kg	..	..	..	..	7—11 lb
Over 5 and up to 10 kg	..	..	..	..	11—22 lb

ARTICLE IV

Transit

Notwithstanding Article 1 of the Convention, the right not to undertake the conveyance of parcels in transit across their territory is for the time being granted to Afghanistan, Iran, and the Portuguese Provinces in Africa.

CHAPTER I
EXCEPTIONAL RATES

ARTICLE V

Exceptional land rates

For the time being the Administrations listed in tables 1 and 2 below are authorised to collect:

- a) the outward and inward rates indicated in table 1, in place of the exceptional outward and inward rate authorised in Article 12;
- b) the transit land rates indicated in table 2, in addition to the transit rates mentioned in Article 6.

1. Outward and Inward rates

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
1	Afghanistan	fr. c. 1 . 50 ¹⁾	¹⁾ The rate may be increased to 3 . 50 francs for parcels over 5 and up to 10 kg.
2	Albania (People's Republic)	1 . —	
3	Argentine (Republic)	— . 75 ²⁾	²⁾ The rate may be increased to 1 . 25 francs for parcels coming from and intended for the Argentine offices of Costa del Sur, Tierra del Fuego, Antarctica and the South Atlantic islands.
4	Australia	3)	³⁾ The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. — . 45 Parcels over 1 and up to 3 kg. — . 90 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1 . 50 Parcels over 5 and up to 10 kg. 2 . 10
5	Soviet Socialist Republic of Byelorussia	4)	⁴⁾ Outward and inward rates for parcels addressed to: USSR USSR in in Europe Asia fr. c. fr. c. Parcels up to 1 kg. — . 40 1 . 40 Parcels over 1 and up to 3 kg. — . 70 2 . 20 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1 . — 3 . — Parcels over 5 and up to 10 kg. 2 . — 6 . — Parcels over 10 and up to 15 kg. 3 . — 9 . — Parcels over 15 and up to 20 kg. 4 . — 12 . — Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.

1. Outward and inward rates (contd.)

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
		fr. c.	
6	Burma	— .75	
7	Bolivia	5)	5) For parcels originating in or addressed to places other than Cochabamba, La Paz, Oruro, Potosi, Sucre and Tarija the rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 3.— Parcels over 1 and up to 5 kg. 7.— Parcels over 5 and up to 10 kg. 14.—
8	Brazil (United States)	2.25 6)	6) The rate may be increased to 3.25 francs for parcels addressed to certain remote offices.
9	Bulgaria (People's Republic)	— .50	
10	Cameroon	7)	7) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange, an internal transport charge is collected which varies according to the destination, and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
11	Central Africa (Republic)	8)	8) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange, an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
12	Ceylon	9)	9) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.35 Parcels over 1 and up to 3 kg. —.55 Parcels over 3 and up to 10 kg. 1.—
13	Chile	— .75	
14	China	— .75 10)	10) A rate corresponding to the tariff for postal parcels in the Chinese internal service is for the time being collected from the senders or the addressees in respect of parcels originating in or addressed to China, except Shanghai and Canton.
15	Cyprus	11)	11) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg. 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.10
16	Colombia (Republic)	12)	12) The rate may be increased to 1 franc per parcel addressed to sea ports and 1 franc per kilogramme or fraction of a kilogramme for parcels addressed to other places.

1. Outward and inward rates (contd.)

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
		fr. c.	
17	Congo (Brazzaville)	13)	13) For the conveyance of parcels beyond the office of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
18	Congo (Leopoldville)	14)	14) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.30 Parcels over 1 and up to 3 kg. —.90 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.50 Parcels over 5 and up to 10 kg. 3.— Parcels over 10 and up to 15 kg. 4.50 Parcels over 15 and up to 20 kg. 6.—
19	Ivory Coast (Republic)	15)	15) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
20	Dahomey (Republic)	16)	16) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.50 Parcels over 1 and up to 5 kg. 2.— Parcels over 5 and up to 10 kg. 3.— Parcels over 10 and up to 15 kg. 4.— Parcels over 15 and up to 20 kg. 5.—
21	Dominica (Republic)	1.25	
22	El Salvador (Republic)	1.25	
23	Ecuador	1.25	
24	Spain	— .75	
25	Ethiopia	17)	17) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.90 Parcels over 1 and up to 3 kg. 1.25 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.65 Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.50 Parcels over 10 and up to 15 kg. 3.70 Parcels over 15 and up to 20 kg. 4.90 In the case of parcels transported by the Franco-Ethiopian Railway between Dire Dawa and Addis Ababa, costs arising from this special transport are added to the above mentioned rate.
26	Finland	— .75	

1. Outward and inward rates (contd.)

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
		fr. c.	
27	Territories represented by the French Overseas Office for Posts and Telecommunications	18)	18) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
28	Gabon (Republic)	19)	19) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
29	Great Britain and British Overseas Territories	20)	20) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.80 Parcels over 1 and up to 3 kg. 2.— Parcels over 3 and up to 5 kg. 2.70 Parcels over 5 and up to 10 kg. 3.10
30	Greece	— .75	
31	Guatemala	— .75	
32	Haiti (Republic)	— .50	
33	Upper Volta (Republic)	21)	21) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
34	India	22)	22) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.50 Parcels over 1 and up to 3 kg. —.75 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.25 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.50
35	Indonesia (Republic)	— .50	
36	Iran	23)	23) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange a rate not exceeding the tariff applicable to parcels in the internal service is permitted.
37	Iraq	24)	24) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.75 Parcels over 1 and up to 5 kg. 1.25 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.60

1. Outward and inward rates (contd.)

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
		fr. c.	
38	Iceland (Republic)	25)	25) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 3 kg. —.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. .. —.75 Parcels over 5 and up to 10 kg. .. 1.—
39	Israel	26)	26) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.60 Parcels over 1 and up to 3 kg. .. —.80 Parcels over 3 and up to 10 kg. .. 1.50
40	Jamaica	27)	27) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg. .. 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. .. 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg. .. 1.10
41	Japan	— .75	
42	Kuwait	28)	28) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.85 Parcels over 1 and up to 3 kg. .. —.95 Parcels over 3 and up to 5 kg. .. 1.20 Parcels over 5 and up to 10 kg. .. —.30
43	Libya	29)	29) Only for parcels addressed to the Province of Fezzan and the oases of Koufra, Jalo, Marada and Djiaghboub.
44	Malaysia	30)	30) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.80 Parcels over 1 and up to 3 kg. .. 2.30 Parcels over 3 and up to 5 kg. .. 2.80 Parcels over 5 and up to 10 kg. .. 3.80
45	Malagasy (Republic)	31)	31) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.80 Parcels over 1 and up to 3 kg. .. 1.20 Parcels over 3 and up to 5 kg. .. 2.— Parcels over 5 and up to 10 kg. .. 3.— Parcels over 10 and up to 15 kg. .. 4.— Parcels over 15 and up to 20 kg. .. 5.—
46	Nicaragua	— .75	

1. Outward and inward rates (contd.)

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
		fr. c.	
47	Niger (Republic)	32)	32) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
48	Nigeria (Federal Republic)	33)	33) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.25 Parcels over 1 kg. and up to 3 kg. . . 1.50 Parcels over 3 kg. and up to 5 kg. . . 1.75 Parcels over 5 kg. and up to 10 kg. . . 1.10
49	Norway	— .75	
50	New Zealand	34)	34) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. — .70 Parcels over 1 and up to 3 kg. . . — .80 Parcels over 3 and up to 5 kg. . . — .90 Parcels over 5 and up to 10 kg. . . 1.—
51	Uganda	35)	35) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg. . . 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. . . 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg. . . 1.10
52	Pakistan	36)	36) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. — .25 Parcels over 1 and up to 3 kg. . . — .75 Parcels over 3 and up to 5 kg. . . 1.— Parcels over 5 and up to 10 kg. . . 1.50
53	Panama (Republic)	— .75	
54	Peru	1.25	
55	Portuguese Provinces of Angola and Mozambique	37)	37) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange a rate not exceeding the tariff applicable to parcels in the internal service is permitted.
56	Senegal (Republic)	38)	38) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.

1. Outward and inward rates (contd.)

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
		fr. c.	
57	Sierra Leone	39)	39) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg. 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.10
58	Sudan (Republic)	40)	40) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. —.50 Parcels over 1 and up to 3 kg. —.85 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.20 Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.40
59	Sweden	—.75	
60	Tanganyika and Zanzibar (United Republic)	41)	41) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg. 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.10
61	Chad (Republic)	42)	42) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
62	Thailand	—.75	
63	Togo (Republic)	43)	43) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 3 kg. 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.85 Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.85 Parcels over 10 and up to 15 kg. 3.85 Parcels over 15 and up to 20 kg. 4.85
64	Trinidad and Tobago	44)	44) The rate may amount to the following: fr. c. Parcels up to 1 kg. 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg. 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.10
65	Turkey in Asia	—.75 45)	45) The rate may be increased to 2 francs for parcels addressed to offices distant from railways and the coasts which are conveyed by overland carriers.

1. Outward and inward rates (contd.)

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4																														
66	Soviet Socialist Republic of Ukraine	fr. c. 46)	<p>46) Outward and inward rates for parcels addressed to:</p> <table data-bbox="995 556 1134 625"> <tr> <td></td> <td>USSR</td> <td>USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td>in</td> <td>in</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Europe</td> <td>Asia</td> </tr> </table> <table data-bbox="677 639 1134 794"> <tr> <td></td> <td>fr. c.</td> <td>fr. c.</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 1 kg.</td> <td>— .40</td> <td>1.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg.</td> <td>— .70</td> <td>2.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg.</td> <td>1.—</td> <td>3.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg.</td> <td>2.—</td> <td>6.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg.</td> <td>3.—</td> <td>9.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg.</td> <td>4.—</td> <td>12.—</td> </tr> </table> <p>Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.</p>		USSR	USSR		in	in		Europe	Asia		fr. c.	fr. c.	Parcels up to 1 kg.	— .40	1.40	Parcels over 1 and up to 3 kg.	— .70	2.20	Parcels over 3 and up to 5 kg.	1.—	3.—	Parcels over 5 and up to 10 kg.	2.—	6.—	Parcels over 10 and up to 15 kg.	3.—	9.—	Parcels over 15 and up to 20 kg.	4.—	12.—
	USSR	USSR																															
	in	in																															
	Europe	Asia																															
	fr. c.	fr. c.																															
Parcels up to 1 kg.	— .40	1.40																															
Parcels over 1 and up to 3 kg.	— .70	2.20																															
Parcels over 3 and up to 5 kg.	1.—	3.—																															
Parcels over 5 and up to 10 kg.	2.—	6.—																															
Parcels over 10 and up to 15 kg.	3.—	9.—																															
Parcels over 15 and up to 20 kg.	4.—	12.—																															
67	Union of Soviet Socialist Republics	47)	<p>47) Outward and inward rates for parcels addressed to:</p> <table data-bbox="995 1045 1134 1114"> <tr> <td></td> <td>USSR</td> <td>USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td>in</td> <td>in</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Europe</td> <td>Asia</td> </tr> </table> <table data-bbox="677 1128 1134 1282"> <tr> <td></td> <td>fr. c.</td> <td>fr. c.</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 1 kg.</td> <td>— .40</td> <td>1.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg.</td> <td>— .70</td> <td>2.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg.</td> <td>1.—</td> <td>3.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg.</td> <td>2.—</td> <td>6.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg.</td> <td>3.—</td> <td>9.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg.</td> <td>4.—</td> <td>12.—</td> </tr> </table> <p>Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.</p>		USSR	USSR		in	in		Europe	Asia		fr. c.	fr. c.	Parcels up to 1 kg.	— .40	1.40	Parcels over 1 and up to 3 kg.	— .70	2.20	Parcels over 3 and up to 5 kg.	1.—	3.—	Parcels over 5 and up to 10 kg.	2.—	6.—	Parcels over 10 and up to 15 kg.	3.—	9.—	Parcels over 15 and up to 20 kg.	4.—	12.—
	USSR	USSR																															
	in	in																															
	Europe	Asia																															
	fr. c.	fr. c.																															
Parcels up to 1 kg.	— .40	1.40																															
Parcels over 1 and up to 3 kg.	— .70	2.20																															
Parcels over 3 and up to 5 kg.	1.—	3.—																															
Parcels over 5 and up to 10 kg.	2.—	6.—																															
Parcels over 10 and up to 15 kg.	3.—	9.—																															
Parcels over 15 and up to 20 kg.	4.—	12.—																															
68	Uruguay	— .75																															
69	Venezuela (Republic)	1.25																															

2. Transit land rates

No.	Authorised Administrations	Amount of the land rate for parcels of the following weight steps					
		Up to 1 kg. 3	Over 1 and up to 3 kg. 4	Over 3 and up to 5 kg. 5	Over 5 and up to 10 kg. 6	Over 10 and up to 15 kg. 7	Over 15 and up to 20 kg. 8
1	2	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	Argentina (Republic) ¹⁾	3.60	3.60	3.60	3.60		
2	Australia ²⁾	1.—	1.75	2.50	3.—		
3	Soviet Socialist Republic of Byelorussia ³⁾						
4	Burma	— .70	— .60	— .60	— .90		
5	Brazil (United States)	1.—	— .80	— .60			
6	Central Africa (Republic)	— .60	1.50	2.—	4.—	6.—	8.—
7	Ceylon	— .85	1.25	1.90	2.70		
8	Chile ¹⁾	1.25	1.25	1.25	1.25		
9	China	— .95	— .95	— .75	— .25		
10	Cyprus	1.—	1.10	1.20	1.40		
11	Congo (Brazzaville)	— .60	1.50	2.—	4.—	6.—	8.—
12	Congo (Leopoldville)	— .30	— .90	1.50	3.—	4.50	6.—
13	Ecuador	— .70	— .50	— .50			
14	Gabon (Republic)	— .60	1.50	2.—	4.—	6.—	8.—
15a	Great Britain and British Territories Overseas ²⁾ except for the following:	1.—	1.10	1.20	1.40		
15b	Northern Rhodesia and Southern Rhodesia ²⁾	1.—	1.10	1.50	2.—		
16	India	— .45	— .60	1.—	1.50		
17	Iraq	— .70	— .60	— .50	1.40	3.—	4.—
18	Jamaica	1.—	1.10	1.20	1.40		
19	Kuwait	— .70	— .80	— .90	— .85		
20	Libya	— .20	— .30	— .40	— .50		
21	Malaysia	1.—	1.10	1.20	2.—		
22	Nigeria (Federal Republic)	1.—	1.10	1.20	1.40		
23	Uganda ²⁾	1.75	2.20	2.65	2.80		
24	Pakistan	1.—	1.—	1.—	1.—		
25	Peru	— .70	— .60	— .50			
26	Sierra Leone	1.—	1.10	1.20	1.40		
27	Sudan (Republic)	— .90	1.40	1.90	3.80		
28	Tanganyika and Zanzibar (United Republic) ²⁾	1.75	2.20	2.65	2.80		
29	Chad (Republic)	— .60	1.50	2.—	4.—	6.—	8.—
30	Trinidad and Tobago	1.—	1.10	1.20	1.40		
31	Turkey in Asia ⁴⁾	2.20	2.—	2.—	1.50	1.—	— .50
32	Soviet Socialist Republic of Ukraine ²⁾						
33	Union of Soviet Socialist Republics						
	a) for parcels conveyed across USSR in Europe	— .40	— .70	1.—	2.—	3.—	4.—
	b) for parcels conveyed across USSR in Asia	1.40	2.20	3.—	6.—	9.—	12.—
	c) for parcels conveyed across USSR in Europe and Asia	1.80	2.90	4.—	8.—	12.—	16.—
34	Venezuela (Republic)	— .70	— .60	— .50	1.—	1.50	2.—

Observations:

- 1) Only for parcels conveyed by the Trans-Andine Railway.
- 2) The amounts shown in the table are to be regarded as maxima.
- 3) See under Union of Soviet Socialist Republics. Throughout the whole of the territory of the Union of Soviet Socialist Republics the same charges are in force for postal parcels.
- 4) For parcels from and for Iran following the Trebizond-Erzeroum-Bayezid route the land rate for each weight stop may be increased by a further 1.50 francs.

ARTICLE VI

Sea rates

The Commonwealth of Australia, Cyprus, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible, Jamaica, Malaysia, the Federal Republic of Nigeria, Uganda, Sierra Leone, the United Republic of Tanganyika and Zanzibar, and Trinidad and Tobago are authorised to increase by 50 per cent at the most the sea rates provided for in Articles 8 and 9 and Kuwait by 100 per cent at the most.

ARTICLE VII

Supplementary rates

1. Every parcel originating in or addressed to Corsica is subject:
 - a) to a supplementary land rate equal, at most, to half the land rate applicable to all parcels originating in or addressed to the mainland of France.
 - b) to a supplementary sea rate equal to that applicable in France for the first distance step.
2. The following supplementary conveyance rates are authorised for each parcel:

on the one hand:	Between and, on the other hand:	Authorised supplementary rates
1	2	3
The mainland of Spain	a) the Balearic Islands, the Spanish Territories in North Africa b) the Canary Islands	} equal to the sea rate fixed for the 1st distance step } equal to the sea rate fixed for the 2nd distance step

3. The Portuguese Administration has the right to collect a supplementary rate of 1.50 francs per parcel at most, for conveyance between the mainland of Portugal and the Madeira and Azores Islands.

4. Every parcel conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services gives rise to the collection of a special supplementary rate fixed as follows:

Weight steps	Supplementary rates	Weight steps	Supplementary rates
1	2	1	2
kg.	fr. c.	kg.	fr. c.
up to 1	— .50	over 5 and up to 10	5.—
over 1 and up to 3	1.50	over 10 and up to 15	7.50
over 3 and up to 5	2.50	over 15 and up to 20	10.—

5. The conveyance of parcels between Karachi (Pakistan) on the one hand and the Pakistani offices of Ormara, Pasni and Gwadar on the other, gives rise to the collection of supplementary rates equal to the sea rates fixed in Article 8, § 2 for the first distance step.

6. The Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible, India, Malaysia, Pakistan and Trinidad and Tobago are authorised to collect in respect of all parcels transiting their respective ports the land rates prescribed in Article 6, § 4 of the Agreement, in addition to the sea rates due to them.

7. The conveyance of parcels between West Pakistan and East Pakistan gives rise to the collection of a special supplementary rate fixed as follows:

Weight steps	Supplementary rates	Weight steps	Supplementary rates
1	2	1	2
kg.	fr. c.	kg.	fr. c.
up to 1	— .50	over 3 and up to 5	— .80
over 1 and up to 3	— .65	over 5 and up to 10	1.45

These special supplementary rates are collected only on parcels originating in foreign Countries and passing through an office of exchange in West Pakistan en route for East Pakistan or vice-versa.

ARTICLE VIII

Special tariffs

1. The postal Administration of Iraq has the right to apply to parcels originating in its Country a graduated tariff corresponding to different categories of weight, on condition that the average of the charges does not exceed the normal charge, including the exceptional and the supplementary rates to which it is entitled.

2. This last option is also granted to Countries which accede to the Agreement up to the next Congress.

3. Exceptionally, the Administrations of Pakistan and the Republic of Venezuela are authorised to collect for all parcels over 1 kg. and up to 3 kg. the charge applicable to parcels over 3 and up to 5 kg.

4. The French Administration has the right invariably to treat air parcels as urgent parcels and to collect in respect of these parcels double the land rates and increases provided for in Articles 6, 7 and 12.

5. The Commonwealth of Australia has the right to collect from the public the postal and non-postal charges mentioned in Article 4 in terms of geographical zones.

CHAPTER II

SUPPLEMENTARY INSURANCE CHARGES

ARTICLE IX

Insured parcels

Notwithstanding Article 16 certain Administrations are authorised, in accordance with the following table, to collect in respect of each insured parcel, the supplementary insurance fees below:

Authorised Administrations	Fees authorised for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	Insured parcels to which they apply these charges
1	2	3
a) Argentine (Republic)	^c 10	Parcels originating in or addressed to the following offices: La Costa del Sur, Tierra del Fuego, Antarctica and islands in the South Atlantic.
b) Congo (Leopoldville)	10	Parcels originating in or addressed to the Congo (Leopoldville) or transiting the Congo (Leopoldville).
c) France	15	Parcels conveyed between the mainland of France and Corsica.
d) Iraq	10	Parcels conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services.
e) Uganda	10	Parcels originating in or addressed to Uganda or transiting Uganda.
f) Sudan (Republic)	5	Parcels originating in or addressed to the Congo (Leopoldville) and transiting the Sudan.
g) Tanganyika and Zanzibar (United Republic)	10	Parcels originating in or addressed to the United Republic of Tanganyika and Zanzibar or transiting the United Republic of Tanganyika and Zanzibar.

PART II
OPERATION OF THE SERVICE
CHAPTER I
CONDITIONS OF ADMISSION

ARTICLE X

Size and volume

1. Greece, Tunisia and Turkey in Asia have the right for the time being not to admit parcels whose size or volume exceeds the maximum authorised by Article 25, § 2 for the sea services.

2. The Commonwealth of Australia and India have the right not to admit parcels whose dimensions exceed the limits prescribed in their internal services.

ARTICLE XI

Cumbersome parcels

By application of Article 2, § 2, e) (i) and notwithstanding the limits fixed by Article 25, § 1:

- a) The Republic of Sudan has the right in its relations with other Countries to regard as cumbersome, parcels of which any dimension exceeds 1.10 metres or of which the sum of the length and the greatest circumference, measured in a direction other than that of the length exceeds 1.85 metres.
- b) Cyprus, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible, the Irish Republic, Jamaica, Kuwait, Malaysia, the Federal Republic of Nigeria, New Zealand, Uganda, Sierra Leone, the United Republic of Tanganyika and Zanzibar, and Trinidad and Tobago have the right in their relations with other Countries to regard as cumbersome parcels of which any dimension exceeds 1.05 metres or of which the sum of the length and the greatest circumference, measured in a direction other than that of the length, exceeds 1.80 metres.

ARTICLE XII

Sender's instructions at the time of posting

1. Notwithstanding the provision of Article 27, § 2 g) the Republic of Colombia, Israel, the Soviet Socialist Republic of Byelorussia, the Soviet Socialist Republic of Ukraine and the Union of Soviet Socialist Republics have for the time being, the right not to admit parcels, bearing the indication "*vente du colis aux risques et perils de l'expéditeur*" (sale of the parcel at the entire risk of sender).

2. Notwithstanding Article 27, § 2 a), b) and g) the Commonwealth of Australia, Ceylon, Cyprus, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible, the Irish Republic, Jamaica, Kuwait, Malaysia, the Federal Republic of Nigeria, New Zealand, Uganda, Sierra Leone, the United Republic of Tanganyika and Zanzibar, and Trinidad and Tobago have the right not to admit the procedures relating to the sending of an advice of non-delivery, or to the sale of a parcel at the entire risk of the sender.

ARTICLE XIII

Insured parcels. Maximum insured value

Notwithstanding Article 28 the Commonwealth of Australia, Cyprus, those of the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible which are concerned, Jamaica, Malaysia, the Federal Republic of Nigeria, Uganda, Sierra Leone, the United Republic of Tanganyika and Zanzibar, and Trinidad and Tobago, which have a maximum insured value in their internal service less than 1,000 francs, have the right to limit the maximum insured value in their international service to this lower amount.

CHAPTER II

MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE XIV

Withdrawal from the post. Alteration or correction of address

Article 42 does not apply to the Commonwealth of Australia, Burma, Cyprus, El Salvador, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Irish Republic, Kuwait, Malaysia, the Federal Republic of Nigeria, New Zealand, Uganda, Sierra Leone, the United Republic of Tanganyika and Zanzibar, and Trinidad and Tobago. Nor does it apply to those of the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible, whose internal legislation does not permit the withdrawal from the post or the alteration of the address of parcels at the sender's request or to India insofar as the alteration of the address of parcels is concerned.

ARTICLE XV

Advice of delivery

Ceylon, Cyprus, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible, the Irish Republic, Jamaica, Kuwait, Malaysia, the Federal Republic of Nigeria, New Zealand, Uganda, Sierra Leone, the United Republic of Tanganyika and Zanzibar, and Trinidad and Tobago have the right to restrict advice of delivery to insured parcels.

PART III

RESPONSIBILITY

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE XVI

Exceptions to the principle of responsibility

Notwithstanding Article 44 the Congo (Leopoldville), Iraq, Kuwait and the Republic of Sudan are authorised to pay no indemnity for damage to parcels coming from any Country addressed to the Congo (Leopoldville), Iraq, Kuwait or Sudan and containing liquids and substances which easily liquefy, glass articles and those of a similar fragile nature.

ARTICLE XVII

Compensation

Notwithstanding the provisions of Article 44 the Commonwealth of Australia, Cyprus, those of the Overseas Territories for whose international Relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible whose internal regulations do not permit them to comply, Jamaica, the Federal Republic of Nigeria, Uganda, Sierra Leone, the United Republic of Tanganyika and Zanzibar, and Trinidad and Tobago have the right not to pay compensation for uninsured parcels lost, stolen or damaged in their service.

In witness whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol which shall have the same force and validity as if the provisions contained in it were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country in which the seat of the Union is situated. One copy of it shall be delivered to each Party by the Government of the Country in which Congress was held.

Done at Vienna, the 10th of July, 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement: see above in this volume.)

**DETAILED REGULATIONS
FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT
CONCERNING
POSTAL PARCELS**

TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;">CHAPTER I PRELIMINARY PROVISIONS</p> <p>Art. 101. Information to be supplied by Administrations. 102. Routeing and charges.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER II TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF ORIGIN</p> <p style="text-align: center;">SECTION I GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING</p> <p>103. Addresses of the sender and the addressee. 104. General packing conditions. 105. Special packing. Indication of parcels containing films, celluloid and living animals. 106. Formalities to be complied with by the sender. 107. Formalities to be complied with by the office of origin.</p> <p style="text-align: center;">SECTION II SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS</p> <p>108. Insured parcels. 109. Fraudulent insurance. 110. Other categories of parcels.</p> <p style="text-align: center;">SECTION III FORMALITIES REQUESTED AFTER POSTING</p> <p>111. Delivery free of postal and non-postal charges requested after posting. 112. Request for advice of delivery made after posting. 113. Withdrawal. Alteration of address.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER III TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICES OF EXCHANGE</p>	<p style="text-align: center;">SECTION I ROUTEING</p> <p>Art. 114. General principle of the exchange of parcels. 115. Routeing and customs clearance of air parcels. 116. Transhipment of air parcels. 117. Routeing and customs clearance of urgent parcels. 118. Customs clearance of express parcels.</p> <p style="text-align: center;">SECTION II MAKE UP AND DESPATCH OF MAILS</p> <p>119. Different methods of transmission. 120. Parcel Bills. 121. Simplified Parcel Bills. 122. Transmission in closed mails. 123. Transfer of mails. 124. Treatment of parcels with advice of embarkation.</p> <p style="text-align: center;">SECTION III CHECK OF MAILS AND PARCELS. RETURN OF EMPTY RECEPTACLES</p> <p>125. Check of mails by offices of exchange. 126. Discrepancies of weight, volume or size of parcels. 127. Notification of irregularities involving the responsibility of Administrations. 128. Receipt by the office of exchange of a damaged or insufficiently packed parcel. 129. Check of mails of parcels forwarded in bulk. 130. Reforwarding of a parcel arriving out of course. 131. Return of empty receptacles.</p>
--	---

**CHAPTER IV
TREATMENT OF PARCELS BY THE
OFFICE OF DESTINATION**

**SECTION I
DELIVERY OF PARCELS**

- Art.
132. Reservations on delivery.
133. Treatment of franking notes after delivery of the parcel for delivery free of postal and non-postal charges.
134. Treatment of advices of delivery after delivery of parcels with advices of delivery.

- SECTION II
TREATMENT OF UNDELIVERED PARCELS**
135. Advice of non-delivery.
136. Non-delivery. New instructions by the person concerned.
137. Return of parcels to origin.
138. Redirection of a parcel in consequence of the change of address of the addressee.
139. Express parcel to be redirected.
140. Treatment of requests for withdrawal from the post or for change of address
141. Sale. Destruction.

**CHAPTER V
ENQUIRIES, REQUESTS FOR
INFORMATION**

142. Treatment of enquiries and requests for information.
143. Enquiries concerning an advice of delivery or an advice of embarkation not received.

**CHAPTER VI
ACCOUNTING**

**SECTION I
ALLOCATION OF CHARGES**

- Art.
144. Charges credited to other Administrations by the Administration of origin.
145. Allocation of insurance fee.
146. Charges retained by the collecting Administration.
147. Special cases of the allocation of charges
148. Allocation and recovery of charges and of fees, in the case of return to origin or redirection.
149. Special cases of recovery of charges.
150. Determination of average payments per parcel or per kilogramme.

- SECTION II
PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS**
151. Preparation of accounts.
152. Account for air parcel mails.
153. Settlement of accounts.

**CHAPTER VII
MISCELLANEOUS PROVISIONS**

154. Forms for the use of the public.
155. Period of retention of documents.

**CHAPTER VIII
FINAL PROVISIONS**

156. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

**FINAL PROTOCOL TO THE DETAILED REGULATIONS FOR
IMPLEMENTING THE AGREEMENT CONCERNING
POSTAL PARCELS**

- I. Maximum weight of parcel bags.

ANNEXES

Forms: see the "List of Forms".

DETAILED REGULATIONS
FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT
CONCERNING
POSTAL PARCELS

The undersigned, having regard to Article 22, § 5,¹ of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna, on the 10th July, 1964, in the name of their respective Postal Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning Postal Parcels is implemented:

CHAPTER I

PRELIMINARY PROVISIONS

ARTICLE 101

Information to be supplied by Administrations

1. At least three months before implementing the Agreement, each Administration should notify to the other Administrations, through the intermediary of the International Bureau:

- a) the provisions it has adopted regarding:
 - (i) the maximum weight;
 - (ii) the insured value;
 - (iii) the following special parcels: urgent, express, delivery free of charges, cash on delivery, fragile, cumbersome;
 - (iv) the admissibility or otherwise of collective despatch notes, in accordance with the provisions of Article 106, § 2;
 - (v) the size of parcels conveyed by its sea services;
 - (vi) the number of customs declarations required for parcels in transit and for those addressed to its own Country as well as the languages in which those declarations may be completed;
- b) information regarding the air parcel service, in particular the size which it admits by arrangement with the air transport undertakings, and, if the case should arise, the amount of payment collected, according to Article 11, §§ 4 and 5, of the Agreement, for transport to the interior of the country;
- c) the list of living animals of which the conveyance by post is authorised by its own postal regulations;
- d) intimation as to whether it admits parcels for all localities or, if not, a list of the localities to which the service extends;
- e) the postal and non-postal charges applicable in its service;
- f) the necessary information concerning Customs or other regulations, as well as the prohibitions or restrictions applying to the entry and transit of parcels in the territory of its Country;

¹United Nations, *Treaty Series*. Vol. 611.

- g) an extract, in English, Arabic, Chinese, Spanish, French or Russian, of provisions of its laws or regulations applicable to the conveyance of parcels.
2. Any amendment to the information referred to in § 1 should be notified without delay by the same means.

ARTICLE 102

Routeing and charges

1. By means of tables in the form of the annexed specimens CP1 and CP21, each Administration sets out the conditions and charges on which it accepts parcels in transit for Countries for which it is in a position to act as intermediary.
2. On the basis of the information contained in the tables CP1 and CP21 of intermediate Administrations, each Administration decides upon the routes to be used for forwarding its parcels and the charges to be collected from the senders.
3. Administrations send directly to each other, at least one month before their application, tables CP1 and CP21 as well as all subsequent amendments to these tables; they send copies of their tables CP1 and CP21 to the International Bureau.
4. To determine the most favourable route for the despatch of parcels, the outward office of exchange may send to the office of exchange of destination a trial note C27 in the form referred to in Article 159 of the Detailed Regulations for implementing the Convention. This note should be attached to the parcel bill: it should be returned, duly completed, in the form of a letter, to the outward office of exchange by the first mail.

CHAPTER II

TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF ORIGIN

SECTION I

GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING

ARTICLE 103

Addresses of the sender and the addressee

1. To be admitted to the post, every parcel must bear, in Roman letters, on the parcel itself or on a label firmly attached to it, the exact addresses of the addressee and the sender; addresses in pencil are not allowed; nevertheless, parcels of which the address is written in copying-ink pencil on a surface previously damped are accepted.
2. Only one person or a corporate body may be designated as addressee. However, addresses such as “Mr. A at . . . for Mr. Z at . . .” or “Bank A at . . . for Mr. Z at . . .” may be admitted, it being understood that only the person indicated under A is regarded by Administrations as the addressee. In addition, the addresses of A and Z must be in the same Country.
3. The office of posting should recommend the sender also to put in the parcel a copy of his address and of that of the addressee.

ARTICLE 104

General packing conditions

1. Every parcel must be packed and closed in a manner befitting the weight and the nature of the contents as well as the mode of conveyance and its duration; the packing and closing must protect the contents so that these cannot be damaged by pressure or by repeated handlings; they must also be such that it is impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

2. Every parcel must be packed particularly securely if it has to be conveyed over long distances or undergo many trans-shipments or handlings.

3. It must be packed in such a way as not to endanger the health of officials and to avoid any danger if it contains articles of a kind likely to injure officials called upon to handle it or to soil or damage other parcels.

4. It must have, on the packing or the wrapping, sufficient space for the entry of service instructions and for affixing stamps and labels;

5. The following are accepted without packing:

- a) articles which can be fitted together or put and kept together by a strong cord with lead or other seals, so as to form one single parcel which cannot come apart;
- b) parcels in one piece, such as pieces of wood, metal, etc. which it is not the custom of the trade to pack.

ARTICLE 105

Special packing. Indication of parcels containing films, celluloid and living animals

1. Every parcel which contains one or other of the following substances must be made up as indicated below:

- a) precious metals: the packing must consist either of a stout metal box, a case made of wood of a minimum thickness of 1 centimetre for parcels up to 10 kilogrammes and 1½ centimetres for parcels over 10 kilogrammes, or a seamless double bag; however, when cases made of plywood are used, their thickness may be limited to 5 millimetres on condition that the edges of the cases are reinforced by metal angle strips;
- b) glass or other fragile objects: the packing must consist of a box of metal, wood or strong cardboard, filled with paper, wood shavings or other protective material of a similar nature to prevent any friction or knocking during transport either between the objects themselves or between the objects and the sides of the box.
- c) liquids and substances which easily liquefy: two containers must be used (a bottle, flask, jar, box, etc., on the one hand, and a box of metal, tough wood, wood pulp or strong corrugated cardboard on the other) between which is left a space which must be filled by saw-dust, bran or some other absorbent and protective material;

- d) dry colouring powders such as aniline blue: these products must invariably be contained in stout metal boxes, placed in turn in boxes of wood or good quality corrugated cardboard, with sawdust or some other absorbent or protective material between the two containers;
- e) dry non-colouring powders: these products must be placed in boxes of metal, wood or cardboard, themselves enclosed in a bag of cloth or parchment;
- f) substances referred to in Article 24 a) (vi), 2nd sentence, of the Agreement: the packing must consist of a case or keg securely packed inside and out and bear an indication appropriate to the nature of the contents;
- g) inflammable films, raw or manufactured celluloid: the wrapping must be provided, on the address side, with a very conspicuous white label bearing in large black letters, the indication "*Celluloid! A tenir loin du feu et de la lumière.*" [Celluloid! To be kept away from fire and light.]
- h) living animals: the wrapping of the parcel as well as the despatch note must be provided with a label bearing in bold letters the inscription "*animaux vivants*" [living animals].

2. Parcels containing the substances referred to in § 1 f) and g), may only be accepted for posting if those substances are admitted by all the Administrations called upon to participate in the conveyance of the parcel.

ARTICLE 106

Formalities to be complied with by the sender

1. Each parcel must be accompanied by:
 - a) a despatch note of strong white cardboard, in the form of the annexed specimens CP2 or CP2M;
 - b) a customs declaration in the form of the annexed specimens CP3 or CP3M. The customs declaration should be made out in the required number of copies, these being securely attached to the despatch note.
2. Except in the case of insured parcels, parcels for delivery free of charges and cash on delivery parcels, the same despatch note accompanied by the number of customs declarations required for a single parcel may suffice for three parcels at most, provided that they are posted simultaneously at the same office by the same sender, sent by the same route, subject to the same charge and addressed to the same person; each Administration may, however, insist on a despatch note and the prescribed number of customs declarations for each parcel.
3. The sender may add, on the coupon of the despatch note CP2, a communication relating to the parcel and attach to the note whatever the specimen in addition to the customs declaration in the required number of copies according to the provisions of § 1 b), any document (invoice, export licence, import licence, certificate of origin, etc.) necessary for customs treatment in the despatching Country and in the Country of destination.
4. The contents of the parcel must be shown in detail on the customs declaration; indications of a general kind are not admitted.

5. Although they assume no responsibility for the customs declaration; Administrations do their utmost to inform senders of the correct way to complete these declarations. The back of the form CP3 may be used to give instructions to senders.

6. The sender must indicate how the parcel is to be dealt with in the event of non-delivery. For this purpose a cross must be inserted in the column relating to one of these instructions on the back of the despatch note, where the instructions given in Article 27, § 2 of the Agreement are shown; the cross may be made by hand, by machine or be printed. Moreover, it is permissible for the sender to reproduce or have printed on the back of the despatch note only one of the authorised instructions. The instruction indicated by the cross on the despatch note must be reproduced on the parcel itself; it may be completed in French or in a language known in the country of destination.

ARTICLE 107

Formalities to be complied with by the office of origin

1. The office of origin is responsible, at the time of posting, for affixing or indicating:

- a) on the parcel beside the address and on the despatch note in the spaces provided, a label in the form of the annexed specimen CP8 indicating clearly the serial number of the parcel and the name of the office of posting;
- b) on the despatch note only:
 - (i) an impression of the date stamp;
 - (ii) the weight, in kilogrammes and hundreds of grammes, each fraction of a hundred grammes being rounded up to the next hundred.

2. The same office of origin may not use two or more series of labels at the same time, unless the series are distinguished by a distinctive mark.

SECTION II

SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

ARTICLE 108

Insured parcels

Every insured parcel is subject to the following special rules regarding make-up:

- a) it must be sealed by identical wax seals, by lead seals or by some other effective means, with a special uniform design or mark of the sender;
- b) the wax or other seals, as well as the labels of any kind and the postage stamps if any, affixed to these parcels must be spaced out so that they cannot hide any damage to the packing; the labels and postage stamps must not be folded over two sides of the packing so as to cover an edge; any labels on which the address appears must not be gummed to the packing itself;

- c) it must be provided, as must the despatch note, with a red label in the form of the annexed specimen CP7 and bearing in Roman letters the letter V, the name of the office of origin and the serial number of the parcel; the label must be gummed on the parcel, on the same side as, and near to, the address; nevertheless, Administrations have the option of using at the same time the label CP8 prescribed in Article 107 and a small red label, bearing in bold letters the indication "*Valeur déclarée*" [Insured];
- d) the insured value must be expressed in the currency of the Country of origin and written by the sender, on the parcel and the despatch note, in words with Roman lettering and in Arabic figures, without erasure or alteration, even if certified; the amount of the insured value must not be indicated in pencil;
- e) the amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin; the result of the conversion rounded up where appropriate to the nearest franc, shall be shown in figures at the side of or below those representing the value in the currency of the Country of origin; the amount in gold francs shall be underlined by a bold stroke of a coloured pencil; conversion is not carried out in direct services between Countries which have a common currency;
- f) the office of origin is responsible for indicating the exact weight in grammes on the parcel (beside the address) and on the despatch note (in the space provided);
- g) no serial number must be placed on the front of insured parcels by the intermediate Administrations.

ARTICLE 109

Fraudulent insurance

When circumstances of any kind, particularly an enquiry, disclose a fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of the parcel, the Administration of origin is advised as soon as possible; where appropriate, the documents relating to the enquiry are sent to that Administration.

ARTICLE 110

Other categories of parcels

1. Air parcels. Every air parcel as well as the despatch note relating to it must bear at the time of despatch a special blue label bearing the words "*Par avion*" [By air mail], with, if desired, a translation in the language of the Country of origin.
2. Urgent parcels. Every urgent parcel and its despatch note must be provided with a label bearing very conspicuously the indication "Urgent".
3. Express parcels. Every express parcel and its despatch note must be provided with a light red label, printed and bearing very conspicuously the indication "*Exprès*" [Express]; this label is affixed as closely as possible beside the indication of the place of destination.

4. Parcels for delivery free of postal and non-postal charges.
 - a) Every parcel for delivery free of postal and non-postal charges and its despatch note must be provided with:
 - (i) a very bold indication "*Franc de taxes et de droits*" [Free of charges and fees] (or any other equivalent expression in the language of the Country of origin);
 - (ii) a yellow label bearing, also very boldly, the indication "*Franc de taxes et de droits*".
 - b) It is accompanied by the prescribed customs declarations and by a franking note on yellow paper in the form of the annexed specimen CP4. The sender of the parcel, and, as regards the postal service indications, the despatching office, complete the text of the right-hand side of the front of parts A and B. The entries of the sender may be made with the use of carbon paper. The text must include the undertaking prescribed in Article 29, § 1 of the Agreement.
 - c) The despatch note, the customs declarations and the franking note must be securely fastened together.
5. Fragile parcels.
 - a) In the service between Countries which admit fragile parcels and without prejudice to compliance with the general rules regarding make-up and packing, every fragile parcel must be provided, either by the sender or by the office of origin, with a label featuring a picture of a glass printed in red on a white background. Every parcel the fragile nature of whose contents is indicated by any external sign whatever, affixed by the sender, must be provided by the office of origin with the same label, and the corresponding supplementary charge is collected. If the sender does not wish the parcel to be treated as fragile, the office of origin crosses out the marking made by the sender.
 - b) The relative despatch note must bear very conspicuously on the front the indication "*Colis fragile*" [Fragile parcel] either in manuscript or printed on a label.
6. Cumbersome parcels. Every cumbersome parcel and the front of its despatch note must bear a label showing in bold letters "*Encombrant*" [Cumbersome].
7. Parcels classed in a higher weight step. The despatch note of a parcel admitted by virtue of Article 25, § 5 of the Agreement must bear on the front in bold letters the indication "*Colis classé dans la coupure de poids de kg*" [Parcel charged at the weight step of kg], either in manuscript or printed on a label.
8. Service parcels. Every service parcel and its despatch note must bear, the former on the address side and the latter on the front of the form, the indication "*Service des postes*" [On Postal Service] or a similar indication; this indication may be followed by a translation in another language.
9. Prisoner of war and internee parcels. Every prisoner of war and internee parcel and its despatch note must bear, the first beside the address and the second on the front of the form, one of the indications "*Service des prisonniers de guerre*" [Prisoners of War Service] or "*Service des internés*" [Civilian Internees Service]; these indications may be followed by a translation in another language.
10. Parcels containing certain matters or living animals. The parcels as well as the despatch notes must bear the indications prescribed in Article 105, § 1 *f*), *g*) and *h*).

11. Parcels for which an advice of delivery is requested.
- a) Every parcel for which the sender requests an advice of delivery at the time of posting must bear very conspicuously either the indication "*Avis de réception*" [Advice of delivery] or the stamp impression "A.R.": the same applies to the despatch note. When the advice of delivery has to be returned by air the indication is to be completed by the words "*Renvoi par avion*" [Return by air mail].
 - b) The parcel must be accompanied by a copy, duly filled up, of the form C5 referred to in Article 137, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention. This form is prepared by the office of origin (or by any other office appointed by the Administration of origin) and must be attached to the despatch note.
 - c) The indication "*Renvoi par avion*" [Return by air mail] must be entered by the office concerned on an advice of delivery which is to be returned by air. A blue label or impression "*Par avion*" [By air mail] is also affixed to this form.
12. Parcels for which an advice of embarkation is requested.
- a) Every parcel for which the sender requests an advice of embarkation must be marked by means of an "*Avis d'embarquement*" [Advice of embarkation] label affixed to the parcel and to the despatch note.
 - b) The parcel is accompanied by a form CP6 in the form of the annexed specimen which must show very clearly the port (or the Country) from which the advice of embarkation is to be returned. Each form may only refer to one parcel, even when more than one parcel is covered by a single despatch note.

SECTION III

FORMALITIES REQUESTED AFTER POSTING

ARTICLE 111

Delivery free of postal and non-postal charges requested after the posting of the parcel

1. If, after posting, the sender of a parcel requests delivery free of postal and non-postal charges, the office of origin informs the office of destination by an explanatory note. This latter, bearing a postage stamp representing the charge due, is forwarded as a registered item to the office of destination, accompanied by a franking note duly completed. In case of transmission by air, the air surcharge is also prepaid by postage stamps affixed to the explanatory note. The office of destination affixes to the parcel, near the address, and also to the despatch note, the label prescribed in Article 110, § 4 a) (ii).

2. When the request is to be forwarded by telegraph, the office of origin informs the office of destination by telegraph and at the same time advises the relative particulars of the posting of the item. The latter office itself makes out a franking note.

ARTICLE 112

Request for advice of delivery made after posting

When the request is made after the parcel has been posted, the procedure follows that outlined in Article 138 of the Detailed Regulations of the Convention. However in Countries where the parcel service is not operated by the Postal Administration, the collection of the advice of delivery charge is recorded on the form C9 either by affixing a special stamp or by indicating the amount of the charge collected.

ARTICLE 113

Withdrawal from the post. Alteration of address

1. As a general rule, requests for alteration of address or withdrawal of a parcel from the post are dealt with according to the provisions of Articles 147 and 148 of the Detailed Regulations of the Convention.

2. Every telegraphic request for alteration of address concerning an insured parcel must be confirmed postally by the first mail; the confirmatory request prepared on form C7 used for the letter post, must bear, underlined in coloured pencil, the note "*Confirmation de la demande télégraphique du . . .*" [Confirmation of the telegraphic request of the . . .]; it must be accompanied by the facsimile prescribed in Article 147, § 1 a) of the Detailed Regulations of the Convention.

CHAPTER III

TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICES OF EXCHANGE

SECTION I

ROUTEING

ARTICLE 114

General principles of the exchange of parcels

1. Each Administration is bound to forward by the routes and means that it uses for its own parcels those parcels transferred to it by another Administration to be conveyed in transit across its territory.

2. In the event of the interruption of a route, parcels in transit which were intended to go by that route are forwarded by the best route available.

3. If the latter is more expensive than the normal route, each parcel is subjected by the Administration of destination to a charge, to be paid by the addressee, equal to the additional land or sea rates resulting from the change of route. The allocation and recovery of charges is effected according to the provisions of Articles 137, § 6 and 148, §§ 2 and 3.

4. Transit must be effected under the conditions fixed by the Agreement concerning Postal Parcels and by its Detailed Regulations, even when the Administration of origin or destination of the parcels has not acceded to the Agreement.

5. In the relations between Countries separated by one or more intermediate territories parcels must follow the routes which the Administrations concerned have agreed upon.

ARTICLE 115

Routeing and customs clearance of air parcels

1. Every Administration providing the air parcel service is bound to forward by the air routes that it uses for its own items of the kind, air parcels transferred to it by another Administration; if for any reason the forwarding of air parcels by another route offers, in a particular case, advantages over the existing air routes, the air parcels must be forwarded by that route and dealt with, if necessary, as urgent parcels.

2. Air parcel mails must be forwarded by the route requested by the Administration of the Country of origin, provided that route is used by the Administration of the transit Country for the transmission of its own mails. If this is not possible or if there is not sufficient time for the transshipment, the Administration of the Country of origin shall be informed of this.

3. When for any reason it is not possible to use the international air service for the whole transmission, the Administration which receives the air charge provided for in Article 11 of the Agreement is bound to forward air parcels, over the sector over which that service cannot be used, by the most rapid means it uses for the conveyance of its own parcels and to deal with them if necessary, as urgent parcels. This obligation obtains in the event of partial or total interruption of an internal air service.

4. Administrations which do not participate in the air parcel service forward such parcels by the surface routes normally used for other parcels; however, they are bound to forward by the most rapid surface routes any air parcel bearing the indication "Urgent", so long as they provide the urgent parcel service and have been credited with the rates attaching to the performance of that service.

5. Administrations take every step to speed up as much as possible the clearance through the Customs of air parcels.

ARTICLE 116

Transshipment of air parcels

1. In the absence of special agreement between Administrations the transshipment of air parcels in the conditions prescribed in Article 11, § 6 of the Agreement is done by the Postal Administration of the Country where the transshipment takes place.

2. This rule does not apply when the transshipment is made between aircraft of two successive lines of the same transport undertaking.

ARTICLE 117

Transmission and customs clearance of urgent parcels

1. Administrations which participate in the exchange of urgent parcels agree between themselves to ensure the rapid and, as far as possible, direct transmission of these parcels.

2. They take steps to speed up as much as possible the customs clearance of urgent parcels.

ARTICLE 118

Customs clearance of express parcels

Administrations who participate in the exchange of express parcels take steps to speed up as much as possible the customs clearance.

SECTION II

MAKE-UP AND DESPATCH OF MAILS

ARTICLE 119

Different methods of transmission

1. The exchange of despatches of postal parcels is carried out by offices called "offices of exchange".
2. This exchange is effected, as a general rule, by means of receptacles (bags, baskets, crates, etc.). Adjacent Administrations may, however, agree to the handing over of certain categories of parcels unenclosed.
3. In the service between non-adjacent Countries, the exchange is effected, as a general rule, by means of closed mails.
4. Administrations may agree to effect exchanges in transit *à découvert*; however, it is obligatory to make up closed mails if, according to the statement of an intermediate Administration, the parcels in transit *à découvert* are such as to hinder its work.

ARTICLE 120

Parcel bills

1. Before despatch, all the parcels to be forwarded by surface route are entered by the outward office of exchange on a parcel bill in the form of the annexed specimen CP 11. For air parcels being sent direct or in transit *à découvert* the offices of exchange use a special parcel bill, known as an "Air parcel bill" in the form of the annexed specimen CP20.
2. As regards prisoner of war and internee parcels, only air parcels require a statement of the shares of charges to be credited to the various Administrations concerned.
3. The following documents are attached to the parcel bill; despatch notes, trade charge money order forms, customs declarations, franking notes, advices of delivery and all other documents which may be required (invoices, certificates of origin, of health, etc.). In the services between Countries whose Administrations have agreed to this, the parcel bill as well as the relative documents are sent by air to the Country of destination.
4. For parcels exchanged in closed mails, the Administrations of origin and destination may agree in advance for the documents mentioned in § 3 to be attached to the parcels to which they refer.
5. In the absence of any agreement to the contrary, parcel bills are numbered according to an annual series for each outward office of exchange and each inward office of exchange as well as for each route if more than one route is used; the last number of the year should be shown on the first parcel bill of the following year. If a mail is cancelled, the despatching office enters on the parcel bill beside the number of the mail the indication "*dernière dépêche*" [last mail].
In the case of sea and air services, the name of the ship carrying the mail or, where appropriate, the air service used is shown, whenever possible, below the serial number.

6. If air parcels are sent from one Country to another by surface routes along with other parcels, the presence of the air parcels with an air parcel bill should be shown by an appropriate note on the parcel bill CP11.

7. Where closed mails are exchanged between Countries which are not adjacent, the outward office of exchange prepares for each of the intermediate Administrations a special parcel bill in the form of the annexed specimen CP12; that office inserts thereon the total, for each category of parcels, of the rates and shares of charges due to the intermediate Administration. The parcel bill CP12 is numbered in an annual series for each outward office of exchange and for each intermediate Administration; the last number of the year must be shown on the first parcel bill of the following year. In the case of sea services Parcel Bill CP12 must be completed whenever this is possible by the name of the conveyor ship.

ARTICLE 121

Simplified parcel bills

1. Simplified Parcel Bills are drawn up in the cases laid down in Article 51, §§ 2 and 3 of the Agreement.

2. When the apportionment of land and sea rates is made entirely on the basis of weight steps the number of parcels for each weight step is entered on the parcel bills with an indication of the product of the multiplication of the corresponding rate by the number of parcels. Redirected parcels are entered individually with an indication in respect of each parcel of the amount of the costs incurred by the parcel during its delivery to the Administration to which it is transferred. Parcels giving rise to a supplementary charge as well as parcels forwarded in transit *à découvert* are also entered individually with an indication of the corresponding charge.

3. When the Administration of destination and, if appropriate, the intermediate Administrations are to be credited with amounts calculated per parcel, the number of the latter is entered on the parcel bills with an indication of the product of the multiplication of the charge per parcel by the total number of items making up the mail. If the appropriate amount per parcel is exclusive of all charges other than those applicable to parcels which are redirected or forwarded in transit *à découvert*, only these two categories of parcels as well as insured parcels should be the subject of an individual entry, but without an indication for the latter of the insurance charge collected. If this amount only includes the land and sea rates the procedure given in § 2 is used for the apportionment of supplementary charges.

4. If the Administration of destination and, if appropriate, the intermediate Administration are to be credited with amounts per Kilogramme, the number of bags making up the mail as well as the gross weight of the latter should be shown. In other cases the procedure given in § 3 is used.

ARTICLE 122

Transmission in closed mails

1. In the normal circumstances of transmission in closed mails, the receptacles (bags, baskets, crates, etc.) should be marked, closed and labelled in the manner laid down for letter bags in Article 156, §§ 4, 5, 10, 12 and 13, of the Detailed Regulations of the Convention, subject to the following special provisions:

- a) the labels are yellow ochre in colour. Their layout and their text should conform to the annexed specimens CP23 and CP24;
- b) for receptacles other than bags some other special methods of closing may be adopted provided that the contents are sufficiently protected.
- c) The labels or addresses of closed receptacles which contain air parcels must bear the indication or label "*Par avion*" [By air mail].
- d) The labels or addresses of closed receptacles which contain urgent parcels must bear an "urgent" label or indication.

2. In the absence of any agreement to the contrary, the receptacles should bear a serial number. The outward office of exchange enters on the parcel bill the number and, if the Administration of destination so requires, the serial numbers of the receptacles comprising the mail.

3. The following are despatched in separate receptacles:

- a) insured parcels, if their number justifies it: the receptacles which include such parcels, whether alone or together with uninsured parcels, must be marked with the letter "V";
- b) fragile parcels: the receptacles concerned are then provided with the label referred to in Article 110, § 5;
- c) parcels containing the substances referred to in Article 105, § 1 f) and g): the receptacles concerned are provided with a special label bearing in bold letters an appropriate indication, for example, "Celluloid".
- d) express parcels, if their number justifies it: the receptacles which contain entirely or partly such parcels must bear the label or the indication "Express".

4. Cumbersome parcels, fragile parcels or those whose nature necessitates it need not be sent in receptacles: in order to determine the mail of which they are part, such parcels must be provided with a label CP23. Labels of insured parcels not sent in a receptacle must be furnished with the letter "V". However parcels using the sea route should be despatched in bags.

5. As a general rule, bags and other receptacles containing parcels should not weigh more than 40 kilogrammes.

6. The parcel bill, accompanied by the documents referred to in Article 120, § 3, should be inserted by the outward office of exchange in one of the receptacles comprising the mail, where appropriate in one of those containing insured parcels or express parcels; if the number of accompanying documents justifies it, the parcel bill may be inserted in a special bag; in all cases, the label of the receptacle containing the parcel bill must bear the indication "F". After special agreement between the Administrations concerned, the label may also include the indication of the number of bags making up the despatch and, if necessary, the number of parcels sent *à découvert*. The Administrations of origin and of destination may agree between themselves that the accompanying documents should be inserted in the receptacle containing the corresponding parcels. The accompanying documents concerning express parcels must be placed in the bundle in front of the other documents.

7. The special parcel bill CP12 mentioned in Article 120, § 7 is sent unenclosed or in any other way agreed between the Administrations concerned, accompanied, where appropriate, by the documents required by the intermediate Countries.

ARTICLE 123

Transfer of mails

1. In the absence of any agreement to the contrary between the Administrations concerned, the transfer of surface parcel mails is carried out by means of a delivery bill C18 referred to in Article 157 of the Detailed Regulations of the Convention.

2. The mails should be handed over in a good condition. However a mail may not be refused because of damage or theft. When a mail is received in a bad condition by an intermediate office, it must be put in new packing just as it is. The office which does the repacking must enter the indications from the original label on the new label and affix to it an impression of its date stamp, preceded by the indication "*Remballé à . . .*" [Repacked at . . .]

3. Air parcel mails to be handed over at an airport are accompanied by Forms AV7 under the conditions laid down in Article 192 of the Detailed Regulations of the Convention.

ARTICLE 124

Treatment of parcels with advice of embarkation

1. If a parcel accompanied by an advice of embarkation is included in a closed mail sent in transit through the port of embarkation concerned, the outward office of exchange of the mail withdraws the advice of embarkation associated with the documents accompanying the parcel and attaches it to the relative parcel bill CP12 referred to in Article 120, § 7, after making the necessary notes on it; the allocation of the portion of the charge due to the Country of embarkation is effected by means of this parcel bill which is completed under the heading "*Nombre d'avis d'embarquement*" [Number of advices of embarkation].

2. Every office of exchange which undertakes the embarkation either of a parcel with an advice of embarkation received *à découvert* or of a closed mail in transit containing such a parcel fills up the form CP6 appropriately and sends it directly to the sender.

SECTION III

CHECK OF MAILS AND PARCELS. RETURN OF EMPTY RECEPTACLES

ARTICLE 125

Check of mails by offices of exchange

1. Every office of exchange receiving a mail immediately checks the receptacles and their fastening, and then checks the parcels and the various documents which accompany them; these checks are made in the presence of the other interested parties whenever this is possible. When an intermediate office has to repack a mail it checks the contents of this mail if it thinks that the latter has not remained intact. It draws up a verification note in the form of the annexed specimen CP13. This note is sent to the office of exchange from which the mail was received: one copy of it is sent to the office of origin and another is inserted in the repacked mail. However, intermediate offices of exchange are not bound to check the documents accompanying the parcel bill.

2. When the receptacles are opened, the constituent parts of the fastening (string, lead seal, label) should be kept together; to achieve this the string is cut in one place only.

3. If the office of exchange of destination discovers errors or omissions in the parcel bill it immediately makes the necessary corrections taking care to cross out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. These corrections are made in the presence of two officials: unless there is an obvious error, the corrections are accepted in preference to the original statement. The office of exchange also carries out the routine checks when the receptacle or its fastening give grounds for presuming that the contents have not remained intact or that some other irregularity has occurred. The irregularities which have been established, as well as the loss of a mail or one or more of the bags comprising it, or the loss of the parcel bill, are notified without delay to the outward office of exchange by a verification note CP13 prepared in duplicate. In the event of the parcel bill being missing the inward office should, in addition, prepare a fresh parcel bill or make a precise note of the parcels received (serial number of the parcels, offices of origin and destination, weight, insured value etc.) When the inward office of exchange has not sent off a note CP13 by the first despatch which it is possible to use, it is regarded, until the contrary is proved, as having received the bags or parcels in good condition.

4. The offices to which the verification notes CP13 are sent return them as promptly as possible after having examined them and indicated thereon their observations, if any; they retain the copies. The returned verification notes are attached to the parcel bills to which they relate. Corrections made to a parcel bill unsupported by documentary evidence are not considered as valid; however, if these verification notes are not returned to the office of exchange which issued them within a period of two months from the date of their despatch they are regarded, until the contrary is proved, as duly accepted by the offices to which they were sent; this period is extended to four months in the service with distant Countries.

5. The discovery, at the time of the check, of any irregularities whatsoever may in no case be the cause of the return of a parcel to origin except as provided for in Article 26, §§ 3 and 4 of the Agreement.

6. Verification notes and their duplicates are sent under registered cover by the most rapid means (air or surface).

ARTICLE 126

Discrepancies of weight, volume or size of parcels

1. Unless there is an obvious error, the view of the office of origin shall prevail as regards the establishment of the weight, volume or size. However, if the differences in weight which are established entail a change in rates, the new weight is valid.

2. As regards ordinary parcels, discrepancies in weight within the same weight step may not be made the subject of verification notes or the cause of the parcels being returned: verification notes are to be prepared only where the discrepancy would involve an alteration of the shares of the charges.

3. As regards insured parcels, discrepancies of weight up to 10 grammes above or below the weight stated may not be queried by the intermediate Administration or Administration of destination unless the external condition of the parcel makes it necessary.

ARTICLE 127

Notification of irregularities involving the responsibility of Administrations

1. Any office of exchange which, on the arrival of a mail, discovers the absence of, theft from or damage to one or more parcels proceeds as follows:

- a) unless this is impossible for a stated reason, or unless the receptacle together with the string, the lead or other seal and the label has been attached to the original report CP14 provided for in Article 128, § 2, it attaches these objects to the verification note CP13 addressed to the outward office of exchange; however if the verification note is sent by air, it may send these articles accompanied by a copy of the verification note by separate registered surface mail.
- b) it sends a duplicate of the verification note to the last intermediate office of exchange, if any, at the same time as to the outward office of exchange.

2. If it considers it necessary, the inward office of exchange may, at the expense of its Administration, inform the outward office of exchange of its discoveries by telegraph.

3. Where offices of exchange in direct contact are concerned, the respective Administrations of these offices may agree on the method of procedure in the case of irregularities involving their responsibility.

ARTICLE 128

Receipt by the office of exchange of a damaged or insufficiently packed parcel

1. Any office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or insufficiently packed parcel must send it on, after having repacked it if necessary, preserving as far as possible the original packing, the address and the labels. The weight of the parcel before and after repacking must be indicated on the actual packing of the parcel; this indication is followed by the note "*Remballé à . . .*" [Repacked at . . .] stamped with an impression of the date-stamp and signed by the officials who did the repacking.

2. If the condition of the parcel is such that the contents could have been withdrawn or damaged or if the parcel shows a discrepancy in weight such as to suggest the withdrawal of the whole or part of the contents, the office of exchange, without prejudice to the application of the provisions of Article 127, § 1 and of § 1 above, should open it of its own accord and check the contents. The result of this check should be made the subject of a formal report in the form of the annexed specimen CPI4; a copy of the report is attached to the item.

3. If the parcel referred to in § 2 is an insured parcel, the following additional steps are taken:

- a) the original formal report is sent under registered cover to the central Administration of the Country controlling the outward office of exchange or to an authority appointed by that Administration;
- b) a duplicate of the report is sent, at the same time, either to the central Administration controlling the inward office of exchange or to any other controlling authority appointed by that Administration;
- c) unless this is impossible for a stated reason, the receptacle in which the parcels were contained, the string, the lead or other seal and the label are attached to the original report.

ARTICLE 129

Check of mails of parcels forwarded in bulk

1. The provisions of Articles 125 to 128 are applicable only to parcels of which the contents have been stolen and damaged as well as to parcels entered individually on the parcel bills. The other items are simply checked in bulk.

2. The Administration of origin may agree with the Administration of destination and, if appropriate, with the intermediate Administrations to limit to certain categories of parcels the detailed check and the preparation of verification notes CP13 and formal reports CP14 mentioned in Articles 125 to 128.

3. When an office of exchange establishes a discrepancy between the number of parcels given on the parcel bill and the number of parcels found in the mail, the verification note CP13 is prepared only to correct the total number of parcels and the amounts of the shares of the charges.

ARTICLE 130

Reforwarding of a parcel arriving out of course

1. Any parcel, arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the despatching Administration, must be treated according to Article 37 of the Agreement.

2. The reforwarding Administration reports the matter to the Administration from which the parcel has been received by a verification note CP13.

3. The reforwarding Administration treats the parcel arriving out of course as if it had arrived in transit *à découvert*; if the rates which have been allocated to it are insufficient to cover the costs of reforwarding which it has to defray, the reforwarding Administration credits the true Administration of destination and, where appropriate, the intermediate Administrations taking part in the reforwarding of the parcel with the relative conveyance rates. It then recoups itself by a claim on the Administration responsible for the office of exchange which missent the parcel, for the amount of the expense which it has incurred. The claim and its cause are notified to that office by means of a verification note.

ARTICLE 131

Return of empty receptacles

1. Receptacles should, in principle, be returned empty to the Administration to which they belong by the next outlet and, unless this is impossible, by the route followed on the outward journey; nevertheless the receptacles of air parcel mails may be returned by surface.

2. Administrations may agree between themselves for the Administrations of destination to return the bags to origin using them for the despatch of parcels.

3. Empty bags are always returned free of charge.

4. An Administration returning receptacles must indicate on the parcel bills the number and, where appropriate, the serial numbers of the returned receptacles.

5. For the rest, the provisions of Article 164, §§ 2 to 5 of the Detailed Regulations of the Convention apply.

CHAPTER IV

TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF DESTINATION

SECTION I

DELIVERY OF PARCELS

ARTICLE 132

Reservations on delivery

When the addressee or, in a case of return, the sender makes reservations in taking delivery of the parcel, a formal report CP14 of the joint examination is immediately made out by the office which effects delivery; this report, prepared in duplicate and countersigned, whenever possible, by the addressee, should indicate the external condition of the parcel, the gross weight and a precise list of the contents. One copy is handed to the addressee; the other is dealt with in accordance with the regulations of the Administration which prepared the report.

ARTICLE 133

Treatment of franking notes after delivery of the parcel for delivery free of postal and non-postal charges

1. After delivery to the addressee of a parcel for delivery free of postal and non-postal charges, the office which has advanced charges of any kind on behalf of the sender completes, so far as it is concerned, with the use of carbon paper, the details appearing on the back of parts A and B of the franking note which is drawn up officially by the office of destination when the request for delivery free of postal and non-postal charges has been made after the posting of the parcel. This office sends Part A, accompanied by the supporting vouchers, to the office of origin; this transmission is effected in a closed envelope, without indication of the contents. Part B is retained by the Administration of destination for accounting with the debtor Administration.

2. Each Administration may appoint certain offices specially charged to return Part A of the franking notes on which charges have been raised or to receive Part A of the franking notes returned after delivery of the parcel; the name of the office to which Part A is to be returned is entered in every case on the front of this part by the office of origin of the parcel.

3. When a parcel bearing the indication "*Franc de taxes et de droits*" [Free of postal and non-postal charges] arrives without a franking note, the office responsible for customs clearance prepares a duplicate note. On Parts A and B of this note it shows the name of the Country of origin and as nearly as possible, the date of posting of the parcel. When the franking note is lost after delivery of the parcel a duplicate is prepared under the same conditions.

4. Parts A and B of the franking notes relating to items which for any reason are returned to origin should be cancelled through the good offices of the Administration of destination and attached to the despatch note.

5. On receipt of Part A of a franking note showing the charges paid out by the Administration of destination, the Administration of origin converts the amount into its own currency, at a rate which should not be higher than the rate fixed for the issue of postal money orders on the country concerned. The result of the conversion is shown in the body of the form and on the coupon at the side. After recovering the amount of the charges, the office appointed for that purpose hands to the sender the coupon from the note and any supporting vouchers.

ARTICLE 134

Treatment of advices of delivery after delivery of parcels with advices of delivery

1. Immediately the parcel has been delivered, the office of destination returns the form C5, duly filled up, to the sender by ordinary mail or, if the sender has paid the relative charges, by the first air mail, *à découvert* and free of postal charges.

2. If the form C5 does not reach the office of destination, that office makes out a new copy as a matter of course.

SECTION II

TREATMENT OF UNDELIVERED PARCELS

ARTICLE 135

Advice of non-delivery

1. An advice of non-delivery in the form of the annexed specimen CP9 is sent, under registered cover, by airmail if the sender has requested it, to the Administration of origin after having been duly completed:

a) by the Administration of destination:

(i) in event of non-delivery, for every parcel of which the sender has asked to be advised of non-delivery;

(ii) for every parcel officially retained or lying undelivered because of theft or damage or for some other cause of the same kind; however, this procedure is not compulsory in cases of circumstances beyond control or when the number of parcels retained officially is such that the sending of an advice is materially impossible;

b) by the intermediate Administration concerned; for every parcel officially retained in course of transmission either by the postal service (accidental interruption of traffic) or by the Customs (customs control) subject to the reservation made under *a)* (ii).

2. The advice of non-delivery is accompanied by the despatch note, except when the advice is sent to a third party, in accordance with the provisions of Article 27, § 2 *b)* of the Agreement; in the circumstances referred to in § 1 *a)* (ii) and *b)*, of this Article, the advice must bear, in conspicuous letters, the indication "*Colis retenu d'office*" [Parcel retained officially].

3. When several parcels are concerned which were posted at the same time by the same sender and addressed to the same addressee it is permissible to send only one advice of non-delivery, even if these parcels were accompanied by several despatch notes; in such a case, all these notes are attached to the advice of non-delivery.

4. As a general rule advices of non-delivery are exchanged between the office of destination and the office of origin. However, any Administration may request that the advices concerning its service be sent to its central Administration or to a specially appointed office; the name of that office must be notified to Administrations through the intermediary of the International Bureau. The Administration of origin is responsible for advising the sender. The exchange of advices of non-delivery should be speeded up as much as possible by all the offices concerned.

ARTICLE 136

Non-delivery. New instructions by the person concerned

1. The advice of non-delivery should be returned to the office which prepared it, completed with fresh instructions from the sender or the third party and accompanied, if appropriate, by the despatch note: it is returned by air if the person concerned pays the corresponding air surcharge: new instructions are sent by telegraph when the telegraphic charge is paid.

2. The only fresh instructions which the sender or the third party referred to in Article 27, § 2 *b*) of the Agreement is authorised to give being listed in Article 32, § 1 of the Agreement, the following rules should apply in the under-mentioned special cases:

- a*) if the sender (or third party) requests that a cash on delivery parcel be delivered against payment of a sum less than the original sum a new form R 4 must be prepared in accordance with the provisions of Article 106 of the Detailed Regulations of the Agreement concerning Cash on Delivery Items;
- b*) if the sender or the third party gives as his instructions that the parcel is to be delivered free of postal and non-postal charges either to the original addressee or to another addressee, the office concerned applies Article 111.

3. When a parcel which has been the subject of an advice of non-delivery is delivered or redirected before the receipt of fresh instructions, the sender must be so informed through the intermediary of the office of origin. If the advice has been sent to a third party appointed by the sender this information must be communicated to that third party. If a cash on delivery parcel is concerned and if the money order form R 4, referred to in Article 105, § 1 of the Detailed Regulations of the Agreement concerning Cash on Delivery Items, has already been sent to the sender, the latter need not be advised.

ARTICLE 137

Return of parcels to origin

1. An office which returns a parcel for any reason whatsoever, indicates, either in manuscript or by means of a stamped impression or a label on the parcel and on the despatch note which accompanies it, the reason for non-delivery. The indication must be made in French, each Administration having the option of adding a translation in its own language and any other appropriate particulars; this indication must be made in a clear and concise form, such as: “*inconnu*” [not known], “*refusé*” [refused], “*en voyage*” [travelling], “*parti*” [gone away], “*non réclamé*” [unclaimed], “*décédé*” [deceased], etc.

2. Unless the sender asks for the return of a parcel to origin by air, this return is effected by the route used for the outward journey as regards surface parcels and by the quickest surface route in the case of air parcels, unless it is impossible to do so.

3. Parcels are redirected in their original packing: they are accompanied by the despatch note prepared by the sender. If for any reason a parcel has to be repacked or the original despatch note replaced by another note, it is essential that the name of the office of origin of the parcel, the original serial number and, as nearly as possible, the date of posting appear on the new packing and on the despatch note.

4. If the redirection of an air parcel is effected by surface, the “*Par avion*” [By air mail] label and any notes relating to transmission by air should be struck through as a matter of course by means of two thick horizontal lines.

5. Every parcel returned to origin is entered on the parcel bill with the note “*Retour à l’origine*” [Return to origin] in the column headed “Observations”.

6. The allocation and claim for postal and non-postal charges raised on the parcel by application of Articles 33, § 3, 38, § 1 and 42 of the Agreement are made as mentioned in Article 148. They must be indicated in detail on a statement of charges, in the form of the annexed specimen CP25, which is affixed at one edge to the despatch note.

ARTICLE 138

Redirection of a parcel in consequence of the change of address of the addressee

1. When the sums mentioned in Article 36, § 6 of the Agreement are paid at the time of redirection the parcel is dealt with as if it had originated in the redirecting Country and been addressed to the Country of the new destination; no conveyance charge is collected by the Administration of that Country at the time of delivery.

2. Article 137, §§ 3 to 6, is applicable to redirected parcels. In particular, the indication “*réexpédié*” [redirected] must appear on the parcel bill in the column “Observations” in regard to the inscription of the parcel.

ARTICLE 139

Express parcel to be redirected

If an express parcel to be redirected has been the subject of an unsuccessful attempt at delivery to the place of address by special messenger, the redirecting office should strike through the label or the indication “*Exprès*” [Express] by two thick horizontal lines.

ARTICLE 140

Treatment of requests for withdrawal from the post or for change of address

1. On receipt of the request for withdrawal from the post or for change of address in accordance with Article 113, the office of destination searches for the parcel in question and complies with the request.

2. When it receives the telegraphic request referred to in Article 113, § 2 the office of destination holds the parcel and does not comply with the request until the receipt of the postal confirmation; nevertheless, the Administration of destination may, on its own responsibility, give effect to the telegraphic request without awaiting this confirmation.

ARTICLE 141

Sale. Destruction

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 41 of the Agreement a formal report of the sale or destruction is drawn up. A copy of the report accompanied by the despatch note is sent to the office of origin. The same applies if the parcel is sold at the request of the sender.

2. The proceeds of the sale serve in the first instance to defray the charges on the parcel; the balance, if any, is sent to the office of origin to be handed to the sender; the latter bears the costs of forwarding it.

CHAPTER V

ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

ARTICLE 142

Enquiries. Requests for information

1. Every inquiry as well as every request for information about a parcel is dealt with according to the provisions of Article 150, §§ 1 to 9 of the Detailed Regulations of the Convention, subject to the following:

- a) the form R3 used for the letter post is replaced by the form R4 referred to in Article 105, § 1 of the Detailed Regulations of the Agreement concerning Cash on Delivery Items;
- b) every intermediate Administration which forwards a form C9 relating to a parcel to the next Administration is responsible for informing the Administration of origin of the fact by means of a form CP10 in the form of the annexed specimen.

2. Every form C9 concerning an enquiry or a request for information relating to a parcel received by an Administration other than the Administration of origin is forwarded to the latter accompanied, where appropriate, by the certificate of posting; it should reach the Administration of origin within the periods prescribed in Article 43 of the Agreement.

ARTICLE 143

Enquiries concerning an advice of delivery or an advice of embarkation not received

1. When the sender enquires about an advice of delivery which he has not received within a reasonable time, the procedure follows that outlined in Article 112; however, the advice of delivery charge is not collected a second time. The office of origin enters at the head of the form C5 the indication "*Duplicata de l'avis de réception*" [Duplicate of the advice of delivery].

2. Any enquiry by the sender concerning an advice of embarkation not received within a reasonable time gives rise to the preparation of an enquiry form C2, referred to in Article 142 §, 1 b), and exempt from any charges. This form, accompanied by a duplicate advice of embarkation CP6, on which the office of origin enters the word "*Duplicata*" [Duplicate], is dealt with in accordance with the provisions of Article 142; the advice of embarkation charge is not collected a second time.

CHAPTER VI
ACCOUNTING

SECTION I

ALLOCATION OF CHARGES

ARTICLE 144

Charges credited to other Administrations by the Administration of origin

1. In the case of exchange of closed mails, the Administration of origin credits:

- a) the Administration of destination with:
 - (i) the land and sea rates which are due to it (as regards parcels admitted by virtue of the provisions of Article 25, § 5 of the Agreement: the land and sea rates for the weight steps corresponding to their volume) including the exceptional rates authorised by the present Agreement or by the Final Protocol annexed thereto;
 - (ii) the sums due to the Administration of destination out of the supplementary charges authorised in Article 17 of the Agreement;
 - (iii) those shares due to the Administration of destination of charges (principal charge and, where appropriate, exceptional outward and inward rates and supplementary charges) included in the sums to be collected for urgent parcels;
 - (iv) the express charge;
 - (v) its share of the insurance fee;
- b) each intermediate Administration with:
 - (i) its land and sea rates (as regards parcels admitted by virtue of the provisions of Article 25, § 5 of the Agreement; the land and sea rates for the weight steps corresponding to their volume) including the exceptional transit rates authorised by the Final Protocol;
 - (ii) its share of those supplementary charges authorised in Article 17 of the Agreement;
 - (iii) its shares of the charges (principal charge and supplementary charges) included in the sums to be collected for urgent parcels;
 - (iv) its share of the insurance fees.

2. In the case of exchange in transit "*à découvert*" the Administration of origin credits:

- a) the Administration of destination of the mail, with its rates and charges enumerated in § 1 b), as well as rates, and charges due to the subsequent intermediate Administrations and to the Administration of destination;
- b) the Administration of destination of the mail, with the air conveyance charge to which it is entitled on account of the reforwarding of air parcels;
- c) the intermediate Administration preceding the Administration of destination of the mail with its rates and charges enumerated in § 1 b).

3. When Article 51, § 2 of the Agreement has been applied, the Administration of origin credits the Administration of destination and any intermediate Administrations with sums calculated for each parcel or Kilogramme of gross weight of the mails instead of with the rates or charges mentioned in § 1 a) and b).

ARTICLE 145

Allocation of insurance charge

1. The Administration of destination and, where appropriate the intermediate Administrations, receive from the Administration of origin a share of the insurance charge fixed for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value at:

- 5 centimes for land conveyance
- 10 centimes for sea conveyance;

this share is paid to every Administration whose services take part in the conveyance, and, if necessary, as regards sea conveyance, for each service used.

2. The Administration of origin credits the Administration of destination which provides air conveyance within the territory of its Country, and, where appropriate, each intermediate Administration which takes part in the air conveyance beyond the frontiers of its Country, for insured air parcels, except in the case of services involving extraordinary risks, with a share of the air insurance charge equal to 10 gold centimes for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value.

ARTICLE 146

Charges retained by the collecting Administration

The following are retained in their entirety by the Administration, called the "collecting Administration", which has collected them:

- a) the following charges provided for
 - (i) in Article 15 of the Agreement:
 - charge for delivery free of charge,
 - charge for request for delivery free of charges,
 - (ii) in Article 18 of the Agreement:
 - charge for customs formalities on exportation,
 - Customs clearance charge,
 - delivery charge,
 - advice of non-delivery charge,
 - advice of arrival charge,
 - poste restante charge,
 - storage charge,
 - advice of delivery charge,
 - enquiry charge,
 - charge for cover against risks arising out of circumstances beyond control;
- b) the charges or surcharges collected under the combined provisions of Article 42 of the Agreement and Article 26 of the Convention for every request for the withdrawal of a parcel from the post or for alteration of address;
- c) the despatch charge collected under the provisions of Article 16, § 2 (b) of the Agreement.

ARTICLE 147

Special cases of the allocation of charges

1. The charge for internal redirection (Article 36, § 6 *a*) of the Agreement) accrues to the Administration in whose territory that redirection took place, even in the event of subsequent redirection out of that Country or return to origin.

2. The express charge is allocated:

- a*) to the Administration of the Country of the original destination, when the express parcel has been redirected out of that Country, if delivery by special messenger has been attempted or, no such attempt having been made, if the Administration of the new destination does not provide delivery by special messenger;
- b*) to the Administration of the original destination, if the express parcel has been returned to origin without having been redirected;
- c*) to the Administration of the new destination, if it provides delivery by special messenger and if the Administration of the original destination has not attempted delivery by special messenger.

3. In the case of further redirection, the express charge is allocated in accordance with the principles of § 2; it is thus allocated to the Administration of the original destination, of the next destination or that of the ultimate destination as the case may be.

4. The repacking charge accrues to the Administration controlling the office which did the repacking.

5. The advice of embarkation charge is halved between the Administration of origin and the Administration which controls the port of embarkation.

ARTICLE 148

Allocation and recovery of postal and non-postal charges in the case of return to origin or redirection

1. In the case where postal and non-postal charges have not been paid at the time of return to origin or redirection, the returning or redirecting Administration proceeds as indicated below for the allocation and recovery of these postal and non-postal charges.

2. In the case of exchange of closed mail between the returning or redirecting Country and the Country of origin or of the new destination, the returning or reforwarding Administration

a) recovers from the Administration to which the mail is addressed:

- (i) the shares of charges due to it and to the intermediate Administrations;
- (ii) the following charges provided for in Article 18 of the Agreement
 - Customs clearance charge,
 - delivery charge,
 - advice of arrival charge,
 - repacking charge,
 - poste restante charge,
 - storage charge,
 - additional express charge (Article 14, § 2 of the Agreement) due to the Administration which has attempted delivery, if this charge has not been collected at the time of presentation of the parcel at the place of address of the addressee:

(iii) the redirection charge provided for in Article 36, § 6 *a*) of the Agreement;

(iv) the non-postal charges which it has incurred (Article 20 of the Agreement);

b) credits the intermediate Administrations with the shares of the charges due to them.

3. In the case of transmission in transit *à découvert*, the intermediate Administration, after having been debited by the Administration which returns or redirects the parcel with the amounts due to this latter Administration by virtue of the shares and charges enumerated at § 2 *a*), credits itself, by debiting the Administration to which it hands over the parcel, with the sum due to it and with that due to the returning or redirecting Administration. This procedure is repeated, if need be, by each intermediate Administration.

4. In the case of parcels returned to origin or redirected by air, air mail surcharges are recovered, where appropriate from the Administration of the Countries where the request for return or redirection originated.

5. In the case of the redirection of missent parcels, the allocation and the recovery of postal and non-postal charges are made in accordance with Article 130, § 3.

ARTICLE 149

Special cases of recovery of charges

1. The costs referred to in Article 35 of the Agreement are recovered from the Administration of origin.

2. In the air parcel service, in the event of a forced landing or a missed connection, the Administrations which ensure the reforwarding of air parcels claim their air conveyance charges from the Administration of origin.

ARTICLE 150

Determination of average payments per parcel or per Kilogramme

1. The average payment per parcel laid down in Article 51, § 3 of the Agreement, is obtained by dividing either the amount of the land and sea rates or the amount of the payments of all kinds due from the Administration of origin to the Administration of destination and, as appropriate, to the intermediate Administrations for parcels despatched during a period of at least three months, by the number of these parcels.

2. The average payment per kilogramme mentioned in the same article of the Agreement is obtained by dividing either the product of the land and sea rates or the product of the payments of all kinds determined in § 1 by the gross weight of the mails despatched to the Administration of destination during the same period.

3. These average payments may be revised:

a) officially, in the event of modification of the charges by applying the new charges to the basic statistical elements;

b) at the request of one of the Administrations concerned, made at least a year after the last revision by using new statistical factors.

SECTION II

PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS

ARTICLE 151

Preparation of accounts

1. Each Administration arranges for its offices of exchange to prepare monthly, or quarterly in its relations with distant Countries, for all the items received from one and the same Administration a statement in the form of the annexed specimen CP15 indicating, by despatching offices, the total sums entered to its credit and debit on Parcel Bills CP11, CP12 and CP20. In the event of alteration of these the number and date of the Verification Note CP13 prepared by the transferring office of exchange or office of exchange to which the transfer is made, are shown in the "Observations" column of statement CP15.

2. The statements CP15 are summarised in an account in the form of the annexed specimen CP16 drawn up in duplicate.

3. The account CP16, accompanied by the statements CP15, but without the parcel bills, is sent by the most rapid means (air or surface) to the Administration concerned for examination during the two months following that to which it relates; as regards distant Countries the account is sent as soon as the last parcel bill of the month in question has arrived. "Nil" accounts are not prepared. In the amount of the balance of Account CP16, centimes are ignored. Totals should never be altered; differences which may be discovered should be made the subject of statements in the form of the annexed specimen CP17. These statements are sent in duplicate to the Administration concerned which should incorporate the amount in its next account CP16; no statement CP17 is drawn up when the final amount of the differences does not exceed 10 gold francs per account.

4. After they have been checked and accepted, the accounts CP16 and statements CP15 are returned to the Administration which prepared them at the latest by the end of the second month from the date of despatch; this interval is extended to four months in relations with distant Countries. If the Administration which has sent the account does not receive any notice of amendment during these periods, the account is regarded as fully accepted.

5. The accounts CP16 are summarised in a quarterly general account in the form of the annexed specimen CP18, prepared by the creditor Administration; this account may, however, be prepared half-yearly by agreement between the Administrations concerned.

6. When the balance of a general account CP18 prepared quarterly or half-yearly does not exceed 25 francs, it is carried into the next general account CP18. If after carrying out this procedure for the whole year, the general account CP18 drawn up at the end of the year shows a balance not exceeding 25 francs the debtor Administration is exempted from all payment.

7. Accounting in respect of the sums paid out by each Administration on behalf of another for parcels delivered free of postal and non-postal charges is effected on the following bases:

- a) The creditor Administration draws up each month in the currency of its own Country a detailed monthly account on a form in the form of the annexed specimen CP19; parts B of the franking notes which have been retained are entered in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and in the numerical order which has been given to them;

- b) the detailed account, accompanied by parts B of the franking notes, is forwarded to the debtor Administration at the latest by the end of the month following that to which it relates; "Nil" accounts are not prepared;
- c) the accounts are checked under the conditions laid down by the Detailed Regulations of the Agreement concerning Postal Money Orders and Postal Travellers' Cheques;
- d) the accounts are the subject of a special settlement; each Administration may, however, request that these accounts be settled with the postal money order accounts, the parcels accounts CP16 or the accounts R5 relating to cash on delivery items, without being incorporated in them.

8. When it is necessary to recover payments from the Administrations responsible in accordance with the provisions of Article 49 of the Agreement and several amounts are involved, these are summarised on a form CP22 in the form of the annexed specimen and the total amount is carried forward to the account CP16.

ARTICLE 152

Account for air parcel mails

The account for payments due on account of air conveyance for air parcel mails is drawn up according to Articles 198 to 201 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

ARTICLE 153

Settlement of accounts

1. The amount of the balance of the general accounts is paid by the debtor Administration to the creditor Administration in accordance with the provisions of Article 13 of the Convention.

2. The preparation and despatch in duplicate of a general account must be carried out as soon as the accounts CP16 have been returned accepted. The check of the account CP18 by the debtor Administration and the return of one of the two copies to the creditor Administration must take place within one month after receipt of the account; when this period has passed the account CP18 may be regarded as fully accepted. The balance should be paid as quickly as possible and, at the latest, before the end of a period of one month from the acceptance of the general account.

3. Any Administration which each month consistently has owing to it by another Administration a sum greater than 30,000 francs, has the right to claim a monthly payment on account up to three quarters of the amount of the debt; its request must be met within a period of two months.

ARTICLE 154

Forms for the use of the public

For the purpose of applying the provisions of Article 11, § 2 of the Convention the following are considered as forms for the use of the public:

- CP2 (Despatch note);
- CP2M (Despatch note adapted for mechanized duplicating purposes)
- CP3 (Customs declaration)
- CP3M (Customs declaration adapted for mechanised duplicating purposes)
- CP4 (Franking note)
- CP6 (Advice of embarkation)

ARTICLE 155

Period of retention of documents

1. Documents of the parcels service, including despatch notes, must be kept for a minimum period of eighteen months from the date to which they refer.

2. Documents concerning a dispute or an enquiry must be kept until the matter has been settled. If the enquiring Administration, duly informed of the result of an enquiry, allows six months to elapse from the date of the communications without raising any objections, the matter is regarded as settled.

CHAPTER VIII

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 156

Entry into force and duration of the Detailed Regulations

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning Postal Parcels comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the contracting Parties.

Done at Vienna, the 10th of July, 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement: see above in this volume.)

**FINAL PROTOCOL TO THE DETAILED
REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING POSTAL PARCELS**

At the moment of proceeding to sign the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning Postal Parcels concluded this day, the undersigned in the name of their respective Postal Administrations, have agreed the following:

ARTICLE I

Maximum weight of parcel bags

Notwithstanding Article 122 § 5, the Commonwealth of Australia, Ceylon, Cyprus, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, those of the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are responsible whose internal regulations do not permit them to comply, the Irish Republic, Jamaica, Malaysia, the Federal Republic of Nigeria, New Zealand, Uganda, Sierra Leone and the United Republic of Tanganyika and Zanzibar and Trinidad and Tobago have the right not to accept parcel bags which weigh more than 36 kilogrammes.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Protocol which will have the same force as if its provisions were included in the text of the Detailed Regulations to which it relates.

Done at Vienna, the 10th of July, 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement: see above in this volume.)

LIST OF FORMS

No. I	Title or nature of the form 2	References 3
CP 1	Table CP 1	art. 102, § 1
CP 2	Despatch note	art. 106, § 1 (a)
CP 2M	Despatch note adapted for mechanised duplicating purposes	art. 106, § 1 (a)
CP 3	Customs declaration	art. 106, § 1 (b)
CP 3M	Customs declaration adapted for mechanised duplicating purposes	art. 106, § 1 (b)
CP 4	Franking note	art. 110, § 4 (b)
CP 6	Advice of embarkation	art. 110, § 12 (b)
CP 7	"V" label for insured parcel combined with the number of the parcel and the name of the office of origin ..	art. 108 (c)
CP 8	Parcel label with the number of the parcel and the name of the office of origin	art. 107, § 1 (a)
CP 9	Advice of non-delivery	art. 135, § 1
CP 10	Advice of reforwarding of a form C 9	art. 142, § 1 (b)
CP 11	Parcel bill for postal parcels	art. 120, § 1
CP 12	Special parcel bill for the payment of rates due for the transit of parcels sent	art. 120, § 7
CP 13	Verification note	art. 125, § 1
CP 14	Report concerning the theft, damage or decrease in weight of a postal parcel	art. 128, § 2
CP 15	Monthly statement of the amounts due Quarterly	art. 151, § 1
CP 16	Summarised account	art. 151, § 2
CP 17	Statement of differences observed in the summarised account	art. 151, § 3
CP 18	General account	art. 151, § 5
CP 19	Detailed monthly account of Customs, etc., charges ..	art. 151, § 7 (a)
CP 20	Air parcel bill	art. 120, § 1
CP 21	Table CP 21	art. 102, § 1
CP 22	Statement of amounts due in respect of indemnity for postal parcels	art. 151, § 8
CP 23	Label for parcel post despatch	art. 122, § 1 (a)
CP 24	Label for air parcel post despatch	art. 122, § 1 (a)
CP 25	Statement of charges	art. 137, § 6

ANNEXES:

FORMS CP 1 to CP 4, CP 6 to CP 25

(At the Congress of Vienna, 1964, it was decided to discontinue Form CP5)

CP 1

POSTAL ADMINISTRATION		CP 1															
of.....		CP 1															
indicating the conditions on which the postal Administration of.....accepts postal parcels in transit addressed to Countries for which it is in a position to serve as an intermediary.		CP 1															
No.	Country of destination	Route	Limit of insured value	Weight steps	Rates and fee to the credit of the Administration of.....		Rates						Number of customs declarations	Observations			
					Rates according to weight	Insurance fee for each 200 fr	Analysis of the amounts in column 6										
					6	7	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
					fr	fr	a	b	c	d	e	f					
1	2	3	4	5	fr	fr	fr	kg	kg	kg	kg	kg	kg	kg	kg	kg	kg
			fr	kg	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>May be detached by addressee</p> <p style="text-align: center;">Stamp of the office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> <p style="text-align: center;">Name and address of the sender</p>	<p style="text-align: right;">CP 2</p> <p style="text-align: center;">(Space reserved for labels CP 7 and CP 8)</p> <p style="text-align: center;">DESPATCH NOTE</p> <p>Number(s) of parcel(s)</p> <p>Country of origin</p> <p>Insured value <small>(To be written in full in words in Roman letters)</small> <small>gold-frames (in arabic figures)</small></p> <p>Number of parcel(s) <small>(in arabic figures)</small></p> <p>Number of customs declarations..... certificates or invoices.....</p> <p>Amount of C.O.D. payment <small>(To be written in full in Roman letters)</small> <small>(in Arabic figures)</small></p> <p>To be carried to the credit of current postal account No.</p> <p>of at held by the cheque office of.....</p> <p>Address of addressee <small>(Name of addressee)</small></p> <p>..... <small>(Street and number)</small></p> <p>..... <small>(Place of destination)</small></p> <p>..... <small>(Country of destination)</small></p>												
<p style="text-align: center;">Customs stamp</p>	<p style="text-align: right;">CP 2 (Front)</p> <p style="text-align: left;">Application of postage stamps or indication of postage paid</p> <p style="text-align: right;">* The option of affixing postage stamps to the note itself or on the coupon has been maintained (Conférence des Délégés de Londres, 1929, Tome II page 422.</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; border-right: 1px solid black;">Weight</td> <td style="width: 25%; border-right: 1px solid black;">Customs duty⁽³⁾</td> <td style="width: 25%; border-right: 1px solid black;">Route</td> <td style="width: 25%;">Route to be followed</td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black;">kg.g.</td> <td style="border-right: 1px solid black;">.....g.</td> <td style="border-right: 1px solid black;">kg.g.</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black;">kg.g.</td> <td style="border-right: 1px solid black;">.....g.</td> <td style="border-right: 1px solid black;">Office of exchange</td> <td>.....</td> </tr> </table> <p style="font-size: small;">(1) Packet, case, carton, basket, bag, etc. (2) If the sender does not wish the parcel to be redirected, he should indicate it here and on the parcel. (3) To be filled in by the office of entry, or by the Customs Service of the Country of destination.</p>	Weight	Customs duty ⁽³⁾	Route	Route to be followed	kg.g.g.	kg.g.	kg.g.g.	Office of exchange
Weight	Customs duty ⁽³⁾	Route	Route to be followed										
kg.g.g.	kg.g.										
kg.g.g.	Office of exchange										

INSTRUCTIONS TO BE GIVEN BY THE SENDER

The sender should indicate, in the space below and on the parcel, the manner in which the latter should be treated in case of non-delivery. Only one of the following instructions is allowed. It should be given by inserting a cross in the box alongside the appropriate instruction, and, where necessary, by completing the printed text.

Parcels for which the sender has not been given instructions are returned without advice. In such a case, and also if instructions (c), (d), (e) and (f) apply, the sender is obliged to pay the charges demanded for each new transmission as well as the other charges made by the Administrations concerned.

If the delivery of the parcel described on the front of this note cannot be effected, I request:

- a) That an advice of non-delivery be sent to me by (2) { surface; air; }
- b) that the advice of non-delivery be addressed by (2) { surface } to (1)
- c) that the parcel be returned to origin forthwith by (2) { surface; air; }
- d) that the parcel be returned to origin by (2) { surface } at the end of a period of days;
- e) that the parcel be delivered or redirected by (2) { surface } to (3)
- f) that the parcel be redirected by (2) { surface } with a view to delivering it to the original addressee;
- g) that the parcel be sold at my entire risk;
- h) that the parcel be treated as abandoned.

Signature of sender:

RECEIPT OF ADDRESSEE

The undersigned declares having received the parcel(s) described on the front of this note:, the 19.....

Signature:

(1) Indicate the name and address of a third person in the Country of destination.

(2) Strike out whichever entry does not apply.

(3) Indicate the name and address of the new addressee and mention, where appropriate, if the parcel should be delivered without collection of the trade charge or against payment of a sum less than the original sum.

CP 2M (Front)

(Country of Origin)	DESPATCH NOTE	Number(s) of parcel(s)	Space reserved for labels CP 7 and CP 8	CP 2M
From - Name and address of the sender		Stamps		
To - Name and address of addressee		Do not reforward (see reverse)		
Insured value - words		Route to be followed		
Amount of COD payment - words		Office of Exchange		
Current postal account no.: cheque office		Ints. value gold frs.		
Rightful holder of the current postal account		Customs stamp		
Description of packing (1)		Stamp of the office of origin		
Number of	(1) Packet, case, carton, etc.			Weight (gross)
Parcels	kg			g
Certificates & invoices	Customs duty			(1) Packet, case, carton, etc.
Customs declarations	(Circular stamp area)			(1) Packet, case, carton, etc.

CP 2M (back)

INSTRUCTIONS TO BE GIVEN BY THE SENDER

If the sender does not wish this parcel to be redirected, he should indicate this by inserting a cross in the box provided for this purpose on the front of this form and by a note on the parcel.

The sender should indicate, in the space below and on the parcel, the manner in which the latter should be treated in case of non-delivery. Parcels for which the sender has not given instructions are returned without advice. In such a case, and also if instructions (c), (d), (e) and (f) below apply, the sender is obliged to pay the charges demanded for each new transmission as well as the other charges made by the Administrations concerned.

If the delivery of the parcel described on the front of this note cannot be effected, I request:

- a) that an advice of non-delivery be sent to me by (2) { surface; air; }
- b) that the advice of non-delivery be addressed by (2) { surface } to (1) { air }
- c) that the parcel be returned to origin forthwith by (2) { surface; air; }
- d) that the parcel be returned to origin by (2) { surface } at the end of a period of days;
- e) that the parcel be delivered or redirected by (2) { surface } to (3) { air }
- f) that the parcel be redirected by (2) { surface } with a view to delivering it to the original addressee;
- g) that the parcel be sold at my entire risk;
- h) that the parcel be treated as abandoned.

Signature of sender:

RECEIPT OF ADDRESSEE

The undersigned declares having received the parcel(s) described on the front of this note.

....., the 19.....

Signature:

(1) Indicate the name and address of a third person in the country of destination.

(2) Strike out whichever entry does not apply.

(3) Indicate the name and address of the new addressee and mention, where appropriate, if the parcel should be delivered without collection of the trade charge or against payment of a sum less than the original sum.

CP 3 (Front)

POSTAL ADMINISTRATION		CUSTOMS DECLARATION		PLACE OF DESTINATION
of		PLACE OF POSTING		CP 3
Parcel	Detailed description of contents (see reverse)	Value (with precise indication of the monetary unit used)	Weight	Observations
Number			Gross grammes	
1	3	4	5	7
2			Net grammes	
3			6	
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				
21				
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				
31				
32				
33				
34				
35				
36				
37				
38				
39				
40				
41				
42				
43				
44				
45				
46				
47				
48				
49				
50				
51				
52				
53				
54				
55				
56				
57				
58				
59				
60				
61				
62				
63				
64				
65				
66				
67				
68				
69				
70				
71				
72				
73				
74				
75				
76				
77				
78				
79				
80				
81				
82				
83				
84				
85				
86				
87				
88				
89				
90				
91				
92				
93				
94				
95				
96				
97				
98				
99				
100				

County of origin or manufacture of the goods

Address of addressee

(Name of addressee)

(Street and number)

(Place of destination)

(Country of destination)

Sender

19

Where appropriate sender's reference number

(1) Packet, case, carton, basket, bag, etc.

CP 3 (Back)

NOTE

The customs authorities abroad must know exactly what your item contains. If the customs declaration (see overleaf) does not give sufficient information, the above authorities may open the item or ask the addressee for further details. To avoid any delay and inconvenience describe each part of the contents in an accurate manner. General descriptions such as “**comestibles**” (foodstuffs), “**vêtements**” (clothing) or “**cadeau**” (gift) are not sufficient. A **false or incomplete declaration may lead to the seizure of the item or to the imposition of penalties.**

CUSTOMS DECLARATION		CP 3M
(Country of origin)	From—Name and address of sender To—Name and address of addressee Signature Information concerning the goods Country of origin	Where appropriate, sender's reference number The sender must certify the correctness of the information by his signature below. Place and date Country of contractor Country of destination Weight (net), grammes Value
No. of parcels	Detailed description of contents	Statistical No.
Description of packing (1)		

(1) Case, packet, carton, etc.

CP 4

<p>DETAIL OF CHARGES DUE (in the currency of the Country of destination of parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Fee for delivery free of charges ..</td> <td style="width: 5%; border: 1px solid black;"></td> <td style="width: 15%; border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs duty ..</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs clearance charge</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Other charges or fees</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total ..</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Fee for delivery free of charges ..			Customs duty ..			Customs clearance charge			Other charges or fees			Total ..			<p style="text-align: center;">Part B</p> <p style="text-align: center;">Part to be filled in by the Administration of destination</p> <p style="text-align: center;">TOTAL OF CHARGES ADVANCED</p> <p style="text-align: center;">— in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">(in the currency of the Country of destination of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Date of the advance</td> <td style="width: 15%; border: 1px solid black;">Register No.</td> <td style="width: 20%; border: 1px solid black;">Office which has made the advance</td> </tr> </table>	Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance	<p style="text-align: center;">Stamp of office which has advanced the charge</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">Signature of the official</p>
Fee for delivery free of charges ..																				
Customs duty ..																				
Customs clearance charge																				
Other charges or fees																				
Total ..																				
Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance																		
<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p style="text-align: center;">Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p>The sender of parcel..... at.....</p> <p>No..... weight..... kg. addressed to</p> <p>insured for..... fr.</p> <p>posted at.....</p> <p>.....</p> <p>addressed to.....</p> <p>.....</p> <p>at.....</p> <p>has paid the charges indicated overleaf.</p>	<p style="text-align: center;">Part A</p> <p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION</p> <p style="text-align: center;">of.....</p> <p style="text-align: center;">FRANKING NOTE</p> <p>Parcel No..... weight..... kg. from.....</p> <p>insured for..... fr., despatched by.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>.....</p> <p>(Place of destination) (Country of destination)</p> <p>is to be delivered free of all charges. Signature of sender</p> <p>The undersigned undertakes to pay these charges.</p> <p>To be returned to the office of.....</p> <p>(Indicate the name of the office responsible for recovering the charges or, where appropriate, that of the office to which the form should be returned).</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>																		

Part B (back)

Upper edge of the form when Parts A and B are folded one upon the other

Part A (front)

CP 4 (contd.)

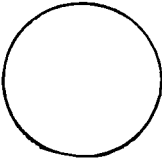
<p>Coupon to be handed to the sender after recovery of charges</p> <p>DETAIL OF CHARGES DUE (in the currency of the Country of destination of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 70%;">Fee for delivery free of charges</td> <td style="width: 10%; border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="width: 20%; border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs duty</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs clearance charge</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Other charges or fees</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Fee for delivery free of charges			Customs duty			Customs clearance charge			Other charges or fees			Total			<p style="text-align: center;">Part A</p> <p style="text-align: center;">Part to be filled in by the Administration of destination</p> <p style="text-align: center;">TOTAL OF CHARGES ADVANCED (see details on the coupon) — in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p style="text-align: center;">(in the currency of the Country of destination of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 20%; border-right: 1px solid black;">Date of the advance</td> <td style="width: 15%; border-right: 1px solid black;">Register No.</td> <td style="width: 25%;">Office which has made the advance</td> <td style="width: 40%; vertical-align: middle; text-align: center;"> <p style="text-align: center;">Stamp of the office which has advanced the charges</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> </td> </tr> <tr> <td colspan="3"></td> <td style="vertical-align: top; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Signature of the official</p> </td> </tr> </table>	Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance	<p style="text-align: center;">Stamp of the office which has advanced the charges</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>				<p style="text-align: center;">Signature of the official</p>
Fee for delivery free of charges																								
Customs duty																								
Customs clearance charge																								
Other charges or fees																								
Total																								
Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance	<p style="text-align: center;">Stamp of the office which has advanced the charges</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>																					
			<p style="text-align: center;">Signature of the official</p>																					
<p>that is..... (currency of the Country of origin of the parcel)</p> <p style="text-align: center;">Stamp of the office which has recovered the charges</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>	<p style="text-align: center;">Part to be filled in by the Administration of origin — in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">that is=====</p> <p style="text-align: center;">(after conversion into the currency of the Country of origin of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; border-right: 1px solid black; vertical-align: top; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Register of arrival</p> <p style="text-align: center;">No.</p> </td> <td style="width: 20%; border-right: 1px solid black; vertical-align: top; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Converted by (Signature of the official)</p> </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Stamp of the office which has recovered the charges</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> </td> </tr> </table>	<p style="text-align: center;">Register of arrival</p> <p style="text-align: center;">No.</p>	<p style="text-align: center;">Converted by (Signature of the official)</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of the office which has recovered the charges</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>																				
<p style="text-align: center;">Register of arrival</p> <p style="text-align: center;">No.</p>	<p style="text-align: center;">Converted by (Signature of the official)</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of the office which has recovered the charges</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>																						
	<p style="text-align: center;">Part B</p> <p style="text-align: right;">Stamp of the office of origin</p> <p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION</p> <p>of.....</p> <p style="text-align: center;">FRANKING NOTE</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p>Parcel No..... weight..... kg. from..... insured for.....fr., despatched by..... at..... addressed to..... (Street and number)</p> <p>(Place of destination) (Country of destination)</p> <p>is to be delivered free of all charges. The undersigned undertakes to pay these charges.</p>																							

Part A (back)

Part B (front)

NOTE: Form CP 5 was discontinued by the Congress of Vienna, 1964.

Front

<p>POSTAL ADMINISTRATION</p> <p>of.....</p> <p>(Part to be filled up by the office of origin of the parcel)</p> <p>Parcel No.</p> <p>insured for</p> <p>posted at the office of.....</p> <p>addressed to</p> <p>.....</p> <p>on the..... 19.....</p> <p>The sender wishes to know when and by which ship this parcel was loaded</p> <p>at (1).....</p> <p>(1) Describe exactly the port (or the Country) of embarkation.</p>	<p style="text-align: right;">CP 6</p> <p>On postal service</p> <p style="text-align: center;">ADVICE OF EMBARKATION</p> <p>(Part to be filled up by the sender of the parcel, who will indicate his address below for the return of this advice) Stamp of office returning the advice</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;">  </div> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Name or firm)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>at</p> <p style="text-align: center;">(Locality)</p> <hr/> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Country)</p>
--	--

Parcels, Vienna 1964, art. 110, § 12 (b)—Size: 148 x 105 mm.

Back

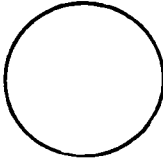
Stamp of the despatching office of exchange

The parcel described overleaf was included in despatch No.....

of

for

sent on the..... 19.....

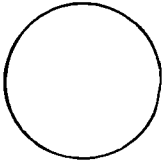


Stamp of the office of exchange at the port of embarkation

The parcel described overleaf included in the despatch mentioned above was loaded at.....

on the ship

sailing on the..... 19.....

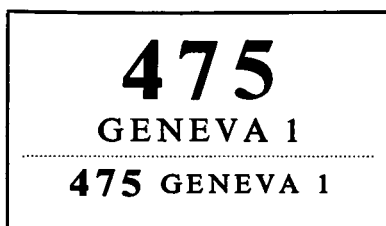


CP 7



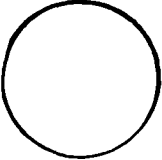
Parcels, Vienna 1964, art. 108 (c)—Size: 52 x 37 mm., colour red.

CP 8



Parcels, Vienna 1964, art. 107, § 1 (a)—Size: 52 x 37 mm.

Front

POSTAL ADMINISTRATION	CP 9
of _____	
OFFICE of _____	
ADVICE OF NON-DELIVERY⁽¹⁾	
(One form is sufficient for several parcels posted at the same time by the same sender to the same address)	
The parcel(s) associated with the attached despatch note(s) No. _____ originating at _____ is/are held undelivered at my office for the following reason:	
<p>a) the parcel(s)⁽³⁾ <u>has</u> been refused by the addressee. <u>have</u></p> <p>b) the parcel(s)⁽³⁾ <u>has</u> not been claimed. <u>have</u></p> <p>c) the addressee is unknown, away (from home), gone away, deceased.</p> <p>d) the address⁽³⁾ is insufficient.</p> <p>e) the address on the parcel(s)⁽³⁾ does not agree with that on the despatch note.</p> <p>(2) f) the addressee refuses to pay { the customs duty. the trade charge. other charges and fees to which the parcel(s)⁽³⁾ <u>is</u> liable. <u>are</u></p> <p>g) the parcel(s)⁽³⁾ <u>is</u> liable to customs duty and other charges and fees amounting <u>are</u> to _____ (to be indicated in the currency of the Country preparing this advice)</p> <p>For extended warehousing, this sum will be increased by _____</p> <p>h) the addressee has not an import licence.</p> <p>i) the parcel(s)⁽³⁾ <u>has</u> been tampered with _____, damaged _____ <u>have</u></p> <p>j) other information _____</p>	
Please invite ⁽³⁾ <u>the sender</u> to give instructions and inform him that the person described below	
if these instructions do not reach me within a period of _____ months, the parcel(s) will be returned to origin subject to subsequent payment of charges ⁽⁴⁾ .	
Office stamp 	Name and address of the person of whom the instructions are to be sought ⁽⁵⁾ _____ _____ _____ _____
	_____, the _____ 19_____ Signature: _____
<p>(1) To be sent by registered post.</p> <p>(2) Underline and complete, if necessary, the text which applies.</p> <p>(3) Strike out whichever entry does not apply.</p> <p>(4) Until the instructions have arrived, the office is authorised either to deliver the parcel to the original addressee or to another addressee if one is indicated on the back of the despatch note, or to reforward it to a new address.</p> <p>(5) Do not fill up if instructions are to be sought of the sender.</p>	

CP 9 (back)

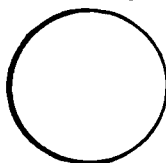
REPLY

The parcel(s) should be:

- a) presented once more to the original addressee:
- b) (4) delivered to street no.
redirected (original addressee or another person)
- at
- without collection of the trade charge.
- against payment of a reduced trade charge⁽²⁾ to
- (1) c) (4) delivered to street no.
redirected (original addressee or another person)
- at
- without collection of customs duty or other charges to which the parcel(s) ^{is} are liable⁽³⁾
- d) returned immediately to office of origin by (4) surface.
air. The sender undertakes to pay the transport and other charges.
- e) sold at the entire risk of the sender.
- f) treated as abandoned.

The person concerned having failed to reply to the requests for instructions which have been addressed to him, the parcel(s) should be returned to the office of origin at the expiry of the prescribed period.

Office stamp



Signature:

.....

(1) Reply by underlining and, where necessary, by completing the printed text.

(2) In this case, the office of origin will attach to the reply a new Cash on Delivery Money Order (issued in accordance with Article 106 of the Agreement concerning Cash on Delivery items).

(3) In this case, the office of origin will attach to the reply a franking note (issued in accordance with Article 110, § 4 of the Agreement concerning Postal Parcels).

(4) Strike out whichever entry does not apply.

Front

CP 10

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

OFFICE of.....

ADVICE OF REFORWARDING OF A FORM C 9

Enquiry No.....concerning the parcel described below,
posted on the.....19.....at.....
by.....

addressed to.....

No.....insured value:.....

amount of trade charge:.....

has been reforwarded today to.....

at.....

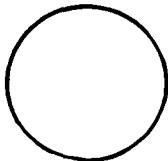
with the following information:

The parcel was forwarded by the office of exchange of.....

to the office of exchange of.....in despatch No.....of the.....19.....
entered under No.....on parcel bill No..... This office received it without comment.

If the enquiry is not answered in a reasonable time a duplicate should be sent to the
service of....., indicating precise details. The matter may be regarded
as closed as far as our service is concerned.

Date stamp



.....the.....19.....

Signature:

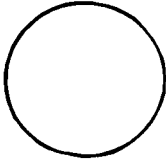
(The form is to be folded in two and returned unenclosed to the address appearing on the back)

CP 10 (Back)

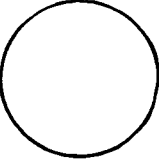
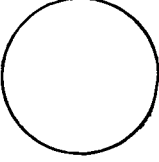
POSTAL ADMINISTRATION
of.....

ON POSTAL SERVICE
(1)
.....
.....
.....
.....

Date stamp



(1) Address of the office originating the enquiry or of a specially designated office.

DESPATCHING ADMINISTRATION		ADMINISTRATION OF DESTINATION									
Serial number of the despatch: Stamp of the outward office of exchange:		No. of the parcel bill: (1) PARCEL BILL for postal parcels sent by the office of exchange of to the office of exchange of Departure (..... despatch) on the 19..... at h m.									
Stamp of the outward office of exchange: 		Stamp of the inward office of exchange: 									
Ship:											
Number	Serial	Number of parcels	Office of origin	Place of destination (2)	Weight (3) of each insured parcel	Insured value	Rates and charges due		Amount of trade charges	Observations	
							by the despatching Administration to the receiving Administration 8	by the receiving Administration to the despatching Administration 9			
1	2	3	4	5	6	7	fr	fr	10	11	
1					kg	fr	fr	fr			
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
		Totals									
				Official of the outward office of exchange: _____				Official of the inward office of exchange: _____			

(1) To be filled up if the despatch includes several forms CP 11.
 (2) Not to be filled up if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill.
 (3) If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

CP 13 (Front)

<p>CP 13</p> <p>POSTAL ADMINISTRATION of</p> <p>OFFICE of</p> <p>Stamp of the office despatching the note</p>		<p>VERIFICATION NOTE No. .....(1)</p> <p>Stamp of the office receiving the note</p>				
<p>Errors and irregularities observed in parcel despatch No. (parcel bill No.)</p> <p>from the office of exchange of</p> <p>for the office of exchange of</p> <p>Departure (..... despatch) of the 19....., at h..... m</p>		<p>Irregularities (missing parcel bill, insufficient packing or fastening, etc.)</p>				
MISSING PARCELS						
Number	of the	Office of origin	Address (as exact as possible)	Credit	Correction	Observations
Serial (col. 1 of parcel bill)	2	4	4	5 fr c	6 fr c	7
EXCESS PARCELS						
Number		Exact address		Weight	Insured value	Type of receptacle (bag, basket, etc.)
Serial (col. 1 of parcel bill)	of the parcel	Office of origin	of the sender	of the addressee		
	2	3	4	5	6 kg g	7 fr
						Continued overleaf

Parcels, Vienna 1964, art. 125, § 1—Size: 210 x 297 mm.

(1) To be sent by registered post.

Damaged parcels									
Serial (col. 1 of parcel bill)	Number of the parcel (2)	Office of origin (3)	Address		Contents (6)	Weight observed indicated observed (7)		Insured value (8)	Type of receptacle (bag, basket, etc.) (9)
			of the sender (4)	of the addressee (5)		kg (7)	g (8)		
					6	kg (7)	g (8)	fr (8)	9
Description and apparent cause of the damage or other observations:									
.....									
.....									
Errors									
Serial (col. 1 of parcel bill)	Number of the parcel (2)	Office of origin (3)	Name and address of addressee (4)	Weight indicated observed (5)		Number of the column (6)	Entry by the outward office of exchange (7)	Correction by the inward office of exchange (8)	
				kg (5)	g (6)				
1				kg (5)	g (6)	6	fr (7)	fr (8)	
				kg (5)	g (6)		c (7)	c (8)	
				Totals					

....., the 19.....

Officials of the inward office of exchange:

.....

....., the 19.....

Seen and accepted,

Official in charge of the outward office of exchange:

.....

CP 14 (Back)

PART II

Report drawn up by the office of the 19.....

The packing of the item is considered (1) $\frac{\text{to be}}{\text{not to be}}$ in accordance with regulations.

(1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{From the entries on the invoice} \\ \text{the customs declaration} \end{array} \right\}$ the contents should have comprised.....

 (1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{According to the addressee} \\ \text{the sender} \end{array} \right\}$

On examination, in the presence of (1) $\frac{\text{the addressee}}{\text{the sender}}$ it has been observed.....

(1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{Consequently} \\ \text{According to the addressee} \\ \text{According to the sender} \end{array} \right\}$ the following (1) $\frac{\text{is}}{\text{are}}$ missing.....

(1) $\frac{\text{The addressee}}{\text{The sender}}$ estimates an amount of as the loss by (1) $\left. \begin{array}{l} \text{theft} \\ \text{damage,} \\ \text{decreased weight.} \end{array} \right\}$

(1) The $\left\{ \begin{array}{l} \text{theft} \\ \text{damage} \\ \text{decreased weight} \end{array} \right\}$ is due to

(1) After repacking and weighing, the new weight is ; the item has been forwarded to its destination.

(1) The contents have been destroyed by the undersigned office.

(1) The packing is held here.

(1) $\frac{\text{The addressee}}{\text{The sender}}$ $\frac{\text{refuses the item}}{\text{has accepted the item}}$, but claims an indemnity of.....

(1) The following are annexed to this report: the packing of the parcel, the receptacle, string, seals, lead seals, label.

In faith whereof, we have drawn up this report, of which a duplicate has been sent with a verification note to the office of exchange of.....

Signatures of
postal officials

Signature of addressee
or sender

Signature of
customs officer

(1) Strike out whichever entry does not apply.

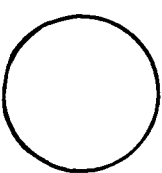
CP 15
SERVICE WITH THE ADMINISTRATION

of
of
of

(1) { MONTHLY QUARTERLY } STATEMENT OF THE AMOUNTS DUE

Amounts mutually owed by the Administration of for the parcels sent by the offices of exchange of the first Administration to the office of exchange and the Administration of (1) { Month of } 19 quarter 19

Date of parcel bills	I. Credits due to the Administration of destination from the parcel bills												Observations		
	Column 8 of form CP 11 or total of form CP 12			Columns 8 and 10 of form CP 20			Column 9 of form CP 11			Columns 9 and 11 of form CP 20					
	Despatch from the office of 2	Despatch from the office of 3	Despatch from the office of 4	Despatch from the office of 5	Despatch from the office of 6	Despatch from the office of 7	Despatch from the office of 8	Despatch from the office of 9	Despatch from the office of 10	Despatch from the office of 11	Despatch from the office of 12	Despatch from the office of 13			
1	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	14
(24 lines provided on UPU form)															
Total for each office of exchange															
Grand total of credits due															
Stamp of the office of exchange of destination															



Official in charge of the office of exchange of destination

.....

(1) Strike out whichever entry does not apply.

CP 16

POSTAL ADMINISTRATION **SERVICE WITH THE ADMINISTRATION**
of of

SUMMARISED ACCOUNT⁽¹⁾
of the⁽²⁾ monthly statements (form CP 15)
quarterly
relating to the postal parcels forwarded by the offices of exchange of the Administration
of to the offices of exchange of the Administration of

Month of 19.....
⁽²⁾
..... quarter 19.....

No.	Receiving office of exchange	Amounts due according to each (2) <u>monthly</u> statement <u>quarterly</u>				Observations
		to the receiving Administration		to the sending Administration		
1	2	3	4	5		
		fr	c	fr	c	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
	Totals					
	Deduct					
	Balance in favour of the Administration					
	of					

Seen and accepted:
....., the 19..... | , the 19.....

(1) To be drawn up in duplicate.
(2) Strike out whichever entry does not apply.

CP 17

POSTAL ADMINISTRATION of

STATEMENT OF DIFFERENCES

observed in the summarised account (form CP 16) drawn up by the Administration of

for the (1) { month of 19 quarter 19

No.	Serial No. of account CP 16 2	Parcel mails		Date 5	Amount		Credit due to the Administration		Observations (2) 10
		of 3	for 4		entered in account 6 fr c	corrected 7 fr c	of 8 fr c	of 9 fr c	
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									

Seen and accepted: 19

, the 19

(1) Strike out whichever entry does not apply.
 (2) Use, if necessary, the free space on the front or back of the form.

CP 18						
POSTAL ADMINISTRATION SERVICE WITH THE ADMINISTRATION of _____ of _____ GENERAL ACCOUNT prepared by the Administration of _____ for the exchange of parcels with the Administration of _____ (1) { _____ quarter 19 _____ _____ half year 19 _____						
Exchange 1	Period 2	Balance of accounts CP 16 in favour of the Administration				Observations 5
		which prepares the account 3		receiving the account 4		
		fr	c	fr	c	
Received by the Administration which prepares the account <hr style="width: 20%; margin-left: 0;"/> Sent by the Administration which prepares the account						
	Totals					
	Deduct					
	Balance in favour of the Admini- tration of _____					
Seen and accepted: _____, the _____ 19 _____ | _____, the _____ 19 _____ _____, the _____ 19 _____ | _____, the _____ 19 _____						
(1) Strike out whichever entry does not apply.						

POSTAL ADMINISTRATION

CP 19

of

DETAILED MONTHLY ACCOUNT
of customs, etc., charges

Customs, etc., charges paid by the Administration of.....

on behalf of the Administration of.....

Month of 19.....

Number 1	Date of payment 2	Number of franking note 3	Office which made the payment 4	Amount of each franking note 5	Observations 6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
Total					

..... the 19.....

Signature:

DESPATCHING ADMINISTRATION		ADMINISTRATION OF DESTINATION											
Serial number of the despatch:		Number of the parcel bill:(1)		Air line:		Stamp of the inward office of exchange							
Stamp of the outward office of exchange		AIR PARCEL BILL											
Stamp of the outward office of exchange		sent by the office of exchange of											
Stamp of the outward office of exchange		to the office of exchange of											
Stamp of the outward office of exchange		Departure (.....despatch) on the.....19....., at.....hr.....in											
Number of parcel	Serial	Number of parcels	Office of origin	Place of destination(2)	Weight(3) of each insured parcel	Insured value	Land and sea rates and charges due		Air rates due		Amount of trade charge	Observations	
							by the despatching Administration receiving Administration 8	by the receiving Administration to the despatching Administration 9	by the despatching Administration receiving Administration 10	by the receiving Administration to the despatching Administration 11			
1	2	3	4	5	6	7	fr	c	fr	c	fr	c	13
1	2	3	4	5	6	7	fr	c	fr	c	fr	c	12
3	4	5	6	7	8	9	fr	c	fr	c	fr	c	
4	5	6	7	8	9	10	fr	c	fr	c	fr	c	
5	6	7	8	9	10	11	fr	c	fr	c	fr	c	
6	7	8	9	10	11	12	fr	c	fr	c	fr	c	
7	8	9	10	11	12	13	fr	c	fr	c	fr	c	
8	9	10	11	12	13	14	fr	c	fr	c	fr	c	
9	10	11	12	13	14	15	fr	c	fr	c	fr	c	
10	11	12	13	14	15	16	fr	c	fr	c	fr	c	
11	12	13	14	15	16	17	fr	c	fr	c	fr	c	
12	13	14	15	16	17	18	fr	c	fr	c	fr	c	
13	14	15	16	17	18	19	fr	c	fr	c	fr	c	
14	15	16	17	18	19	20	fr	c	fr	c	fr	c	
15	16	17	18	19	20	Totals	fr	c	fr	c	fr	c	

Official of the outward office of exchange:

Official of the inward office of exchange:

(1) If there are several forms CP 20 with the mail.
 (2) Not to be filled in if the parcels are addressed to the same office as the air parcel bill.
 (3) If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

(Front)

POSTAL ADMINISTRATION			CP 21
of _____			
TABLE CP 21			
showing the conditions on which the above-mentioned postal Administration accepts air parcels addressed to its own territory and to Countries for which it is in a position to serve as an intermediary.			
<p>NOTE.—The amounts shown in column 5 of Section C (see the back of the form) only represent the inward rate with which the Administration of destination should be credited. Where it is necessary to claim land or sea transit rates, the amounts should be shown in the same column with a corresponding reference.</p>			
I.—INFORMATION to be given by the Administration preparing this table on the following subjects:			SECTION A
Questions:	Answers:		
1.—Does the Administration charge for reforwarding air parcels by air in the interior of its country, on all or part of the journey?	(1)		
2.—If so, for which places?	(2)		
3.—May air parcels, addressed elsewhere, be sent via these places at the request of the sender?	.....	
II.—SERVICES IN THE INTERIOR of _____			SECTION B
Weight steps	Rates to be paid to the Administration of _____		Observations
	Inward rate	Insurance fee for each 200 fr.	
1	2	3	4
kg	fr c	fr c	
<p>(1) Yes or no (2) Indication of the places in alphabetical order</p>			
			(continued overleaf)

POSTAL ADMINISTRATION CP 22

of.....


STATEMENT
of amounts due in respect of indemnity for postal parcels (1)

by the Administration of..... Month of.....19.....


No.	Parcels				Letters authorising recoveries			Amount		Observations (2)
	No.	Date of posting	Origin	Destination	No. of Statement or name of office	Date	Reference No. of debtor Administration	fr	c	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
Total										

(To be carried to the summarised account CP 16)


(1) Compensation for parcels lost, damaged, sold, etc.
 (2) Use, if necessary, the free space on the front or back of the form.

<p>Montreal (Canada)</p>  <p>Montreal (Canada)</p>	Postal Parcels	CP 23
	Despatch No.	from Liverpool to
	Date of despatch.....	Montreal (Canada)
	Bag No.	via
	Number of parcels	Ship
	Port of disembarkation.....	

(Front)

<p>Rio de Janeiro</p>  <p>Rio de Janeiro</p>	Postal Parcels	CP 24	
	Despatch No.	By Air Mail	Date of despatch.....
		from Stockholm Station to	
		Rio de Janeiro	
	Line No.		
	Airport of transhipment		

(Back)

	Bag No.
	Number of parcels
	Kg

CP 25		
STATEMENT OF CHARGES		
Postal Administration		
of		
Parcel No.	fr	c
Customs clearance fee		
Storage charge		
Return charge		
Redirection charge		
Non-postal fees		
Postage abroad		
Postage to		
.. .. .		
Total		

Parcels, Vienna 1964, art. 137, § 6—Size: 74 x 105 mm.

LIST OF STATES WHICH HAVE RATIFIED, APPROVED (A), OR ACCEDED (a) TO, THE AGREEMENT, INDICATING THE DATE OF DEPOSIT OF THE INSTRUMENT WITH THE GOVERNMENT OF SWITZERLAND OR, DENOTED BY AN ASTERISK, THE DATE OF NOTIFICATION OF ACCESSION ISSUED BY THE LATTER GOVERNMENT UNDER ARTICLE 11(5) OF THE CONSTITUTION

ARGENTINA ¹	23 June	1967
AUSTRALIA	23 December	1965
(Including the territories of Papua, Norfolk Island, Cocos (Keeling) Islands and Christmas Island, the Territory of Heard Island and McDonald Island, the Australian Antarctic Territory and the Trust Territories of New Guinea and Nauru.)		
AUSTRIA	23 December	1965
BARBADOS ²	11 November	1967 a*
BELGIUM	4 November	1965 A
CEYLON	14 March	1967 A
CHINA	6 September	1966
CONGO (REPUBLIC OF)	7 September	1966 A
CZECHOSLOVAKIA ¹	20 May	1966
DAHOMY	13 January	1967 A
DENMARK	23 December	1965
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY	27 June	1966
(With a declaration that the Agreement shall apply to <i>Land Berlin</i> .)		
FINLAND	17 December	1965
FRANCE	22 January	1966 A
(Including the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications.)		
GABON	27 January	1967 A
GHANA	17 November	1966
GUINEA	5 September	1966
GUYANA ²	22 March	1967 a*
HUNGARY ¹	2 May	1967 A
ICELAND	10 August	1965
INDIA	8 November	1966 A
IRAK ¹	22 September	1967
IRELAND	4 March	1966
IVORY COAST	28 October	1965 A
JAPAN	22 July	1965 A
KUWAIT	16 August	1967
LAOS	25 September	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 October	1967
LUXEMBOURG	29 December	1965

¹ With declaration, the text of which has been reproduced following the list of States which ratified, or acceded to, the Constitution of the Universal Postal Union; see Vol. 611.

² See p. 229 for the text of declarations and reservations.

MADAGASCAR	25 August	1965	A
MALAWI ²	25 October	1966	a*
MALI	18 December	1965	
MAURITANIA ²	22 March	1967	a*
MOROCCO	7 April	1967	A
NEW ZEALAND	21 October	1966	A
(Applies also to the Cook Islands, Niue and the Tokelau Islands.)			
NIGER	8 February	1966	A
NIGERIA	18 January	1967	A
NORWAY	1 December	1965	
PAKISTAN ²	19 December	1966	
POLAND ¹	14 September	1966	A
REPUBLIC OF KOREA	20 May	1966	
REPUBLIC OF VIETNAM	5 June	1967	
SAN MARINO	11 October	1967	A
SENEGAL	26 September	1967	
SIERRA LEONE	24 August	1967	A
SINGAPORE ²	8 January	1966	a*
SOUTH AFRICA	7 October	1964	a
SPAIN	9 November	1966	
(Including the Spanish Territories of Africa.)			
SWEDEN	13 December	1966	
SWITZERLAND	4 February	1966	
SYRIA	18 November	1966	
THAILAND	10 May	1966	A
TOGO	28 August	1967	A
TUNISIA	13 September	1966	
UGANDA ²	29 December	1965	A
UNITED ARAB REPUBLIC	30 June	1967	
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	2 August	1966	A
UNITED REPUBLIC OF TANZANIA ²	26 September	1967	
UPPER VOLTA	4 February	1967	A
YUGOSLAVIA	15 November	1966	
ZAMBIA ²	22 March	1967	a*

¹ With declaration, the text of which has been reproduced following the list of States which ratified, or acceded to, the Constitution of the Universal Postal Union; see Vol. 611.

² See p. 229 for the text of declarations and reservations.

DECLARATIONS AND RESERVATIONS MADE UPON RATIFICATION,
APPROVAL OR ACCESSION*BARBADOS*

“... The Government of Barbados wishes the following reservations made applicable to Barbados. These reservations were applicable to Barbados as a member of the British Ensemble.

Subject

Article II	Delivery fee of postal and non-postal charges requested after the posting of a parcel
Article V	Outward & Inward Rates
Table I	
Serial No. 29	
Article V	Transit Land Rates
Table 2	
Serial No. 15a	
Article VI	Sea Rates
Article VII	Supplementary Rates
(6)	
Article XI	Cumbersome parcels
(b)	
Article XII	Senders Instructions at time of posting
(2)	
Article XIII	Maximum Insured value
Article XIV	Withdrawal from the Post. Alteration and correction of address
Article XV	Advice of Delivery
Article XVII *	Compensation
Article I	Maximum weight of parcel bags
Article I	Ownership of postal items
Article XI	Withdrawal from post. Alteration and correction of address

GUYANA

“[Guyana] further desires to benefit from the following provisions of the [Final Protocols to the Agreement and the Detailed Regulations]:

Parcel Post Agreement
Final Protocol

1. Article II
2. Article V, Table I, No. 29 and Table 2 No. 15a
3. Article VI
4. Article VII, paragraph 6

* Notwithstanding this reservation local legislation provides that except in cases beyond the control of this Postal Administration, compensation not exceeding \$22.32 will be paid for loss or damage of an uninsured postal parcel during transit in the Island.

5. Article XI (b)
6. Article XII, paragraph 2
7. Article XIII
8. Article XIV
9. Article XV
10. Article XVII

Parcel Post Agreement
Detailed Regulations
Final Protocol

1. Article I

MALAWI

“... It is the further intention of the Government of Malawi to remain the beneficiary of the provisions ... of article II, article V, table 1, No. 29 and table 2, No. 15 (a), article VI, article VII, paragraph 6, article XI (b), article XII, paragraph 2, article XIII, article XIV, article XV and article XVII of the Final Protocol to the Agreement concerning postal parcels ...”

MAURITANIA

[TRANSLATION — TRADUCTION]

... It is the intention of the Islamic Republic of Mauritania to benefit from the provisions of article V, table 1, No. 27 of the Final Protocol to the Agreement concerning postal parcels, concluded at Vienna in 1964.

PAKISTAN

“... Subject to the reservations made on behalf of the Government of the Islamic Republic of Pakistan and contained in the [Final Protocol appended to the Agreement and the Detailed Regulations].”

SINGAPORE

“[The Government of Singapore] further desires to benefit from the following provisions of the Final Protocols [to the Agreement and Detailed Regulations]:

Final Protocol to the Agreement
concerning Postal Parcels

1. Article II
2. Item No. 44 of table 1 and item No. 21 of table 2 of Art. V
3. Article VI
4. Para. 6 of Article VII
5. Para. (b) of Article XI
6. Para. 2 of Article XII
7. Article XIII
8. Article XIV
9. Article XV

Final Protocol to the
detailed regulations
for implementing the
Agreement concerning
Postal Parcels

1. Article I

UGANDA

“... With the proviso that Articles II, V, VI, IX, XI, XII, XIII, XIV, XV and XVII of the Final Protocol to the Agreement on Parcels, and Article I of the Final Protocol to the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning Postal Parcels, apply to Uganda as an Independent Sovereign State and that Uganda continue to retain the benefits of the reservations set forth in these Articles to the same extent as were enjoyed by Uganda before attaining independence.”

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

“... With the proviso that articles II, V, VI, IX, XI, XII, XIII, XIV, XV, and XVII of the Final Protocol to the Agreement on Parcels, and Article I of the Final Protocol to the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning Postal Parcels, apply to the United Republic of Tanzania as an independent Sovereign State and that the United Republic of Tanzania continues to retain the benefits of the reservations set forth in these Articles to the same extent as were enjoyed by the Trust Territory of Tanganyika before attaining independence.”

ZAMBIA

“[The Republic of Zambia wishes to benefit from the following reservations]:

<i>Final Protocol to the Agreement concerning Postal Parcels</i>	<i>Articles of Agreement</i>	<i>Subject</i>
Article II	15, paragraph 2	Delivery free of charges, requested after the posting of parcel
Article V, Table 1 Number 29; Table 2 Number 15 (b)	6 and 12	Exceptional land rates
Article VI	8 and 9	Sea rates
Article VII Paragraph 6	6, paragraph 4	Supplementary rates
Article XI b	2, para. 2 (e) (i) and 25, para. 1.	Cumbersome parcels
Article XII Paragraph 2	27, paras. 2 (a), (b) and (g)	Sender's instructions at the time of posting
Article XIII	28	Insured parcels maximum insured value
Article XIV	42	Withdrawal from the post. Alteration or correction of address
Article XV	—	Advice of delivery
Article XVII	44	Compensation
<i>Final Protocol to the detailed regulations for implementing the Agreement concerning Postal Parcels</i>	<i>Articles of Agreement</i>	<i>Subject</i>
Article I	122, para. 5	Maximum weight of parcels bags

No. 8848

UNIVERSAL POSTAL UNION

**Agreement concerning postal money orders and postal traveller's
cheques (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on
10 July 1964**

Official text: French.

Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux
de voyage (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le
10 juillet 1964**

Texte officiel français.

Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1^{er} décembre 1967.

VI

**ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE. SIGNÉ À VIENNE,
LE 10 JUILLET 1964**

ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I

Art. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Objet de l'Arrangement

TITRE II

MANDATS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Modes d'échange

CHAPITRE II

ÉMISSION DES MANDATS

3. Monnaie. Conversion

4. Montant *maximal* à l'émission

5. Versement des fonds. Récépissé

6. Taxes

7. Franchise de taxes

8. Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

9. Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Acheminement par voie aérienne. *Communication destinée au bénéficiaire*

10. Retrait. Modification d'adresse

11. Réexpédition

12. Endossement

CHAPITRE IV

PAIEMENT DES MANDATS

13. Durée de validité. Visa pour date

14. Montant *maximal* au paiement

15. Règles générales de paiement des mandats

16. Remise par exprès

17. Taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire

18. Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques

CHAPITRE V

Art. MANDATS IMPAYÉS. AUTORISATIONS DE PAIEMENT

- 19. Mandats impayés
- 20. Autorisation de paiement
- 21. Mandats prescrits

CHAPITRE VI

RESPONSABILITÉ

- 22. Principe et étendue de la responsabilité
- 23. Exceptions au principe de la responsabilité
- 24. Détermination de la responsabilité
- 25. Paiement des sommes dues. Recours
- 26. Délai de paiement
- 27. Remboursement à l'Administration *intervenante*

CHAPITRE VII

COMPTABILITÉ

- 28. Attribution des taxes
- 29. Etablissement des comptes
- 30. Règlement des comptes

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

- 31. Bureaux participant à l'échange
- 32. Participation d'organismes non postaux
- 33. Interdiction de droits fiscaux ou autres

TITRE III

MANDATS DE VERSEMENT

- 34. Nature des mandats de versement
- 35. Dispositions générales
- 36. Montant maximal à l'émission
- 37. Taxes
- 38. Avis d'inscription
- 39. Interdictions

TITRE IV

BONS POSTAUX DE VOYAGE

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS ET ÉMISSION

- 40. Définition. Carnets
- 41. Monnaie. Montant maximal. Conversion
- 42. Taxe
- 43. Prix de vente

CHAPITRE II

PAIEMENT DES BONS

- 44. Validité des titres. Remise des fonds
- 45. Opposition au paiement

CHAPITRE III

Art. RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ. COMPTABILITÉ

46. Réclamations et responsabilité

47. Attribution des taxes. Etablissement des comptes

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

48. *Application du présent Arrangement aux bons postaux de voyage*49. *Application de la Convention*50. *Exception à l'application de la Constitution*51. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*52. *Mise à exécution et durée de l'Arrangement*

ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des *Pays-membres de l'Union*, vu l'article 22, § 4, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964,² ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la *Constitution*, arrêté l'Arrangement suivant:

TITRE I DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE PREMIER

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit, d'une part, l'échange des mandats de poste, dénommés ci-après « mandats » et, d'autre part, le service des bons postaux de voyage que les *Pays contractants* conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

TITRE II MANDATS

CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2

Modes d'échange

1. Les mandats peuvent être échangés soit par la voie postale, soit, si les télégrammes-mandats sont admis dans les relations entre les *Pays intéressés*, par la voie télégraphique.
2. L'échange par la voie postale peut, au choix des Administrations, s'opérer au moyen de cartes ou de listes. Dans le premier cas, les titres sont dénommés « mandats-cartes » et dans le second, « mandats-listes ».
3. L'échange par la voie télégraphique peut avoir lieu par mandat-carte télégraphique ou par mandat-liste télégraphique, les deux catégories étant dénommées « mandat télégraphique ».

CHAPITRE II ÉMISSION DES MANDATS

ARTICLE 3

Monnaie. Conversion

1. Sauf *entente spéciale*, le montant du mandat est exprimé en monnaie du *Pays de paiement*.
2. L'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du *Pays de paiement*.

ARTICLE 4

Montant maximal à l'émission

1. Le montant d'un mandat ne peut excéder l'équivalent de 2000 francs. Chaque Administration a cependant la faculté de fixer un maximum plus faible.
2. Par exception, aucun maximum n'est fixé pour les mandats visés à l'article 7.

¹ Mis à exécution le 1^{er} janvier 1966, conformément à l'article 52. Voir à la suite des formules la liste des États qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement ou qui y ont adhéré.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.

ARTICLE 5

Versement des fonds. Récépissé

1. Chaque Administration détermine la forme dans laquelle l'expéditeur d'un mandat verse les fonds à transférer.
2. Un récépissé est délivré gratuitement à l'expéditeur au moment du versement des fonds.

ARTICLE 6

Taxes

1. La taxe à percevoir au moment de l'émission se compose:
 - a) d'une taxe fixe maximale de:
 - 40 centimes pour les mandats-cortes,
 - 80 centimes pour les mandats-listes;
 - b) d'une taxe proportionnelle qui ne peut excéder $\frac{1}{2}\%$ de la somme versée;
 - c) éventuellement, des taxes afférentes à des services spéciaux (demande d'avis de paiement, de paiement par exprès, etc.).
2. Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception de la taxe proportionnelle, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.
3. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un Pays partie au présent Arrangement, entre un Pays contractant et un Pays non contractant, peuvent être soumis, par l'Administration du Pays intermédiaire, à une taxe supplémentaire et proportionnelle de $\frac{1}{4}\%$ au maximum prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du Pays intermédiaire si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.

ARTICLE 7

Franchise de taxes

Sont exonérés de toutes taxes les mandats relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 23 de la Convention.

ARTICLE 8

Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.
2. En sus de la taxe postale, l'expéditeur d'un mandat télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 9

**Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre.
Acheminement par voie aérienne. Communication destinée au bénéficiaire**

1. L'expéditeur d'un mandat peut demander à être avisé du paiement. L'article 37 de la Convention est applicable aux avis de paiement.
2. Sous réserve de l'article 16, l'expéditeur d'un mandat peut demander que la remise des fonds soit effectuée à domicile par exprès dès l'arrivée du mandat; dans ce cas, l'article 25 de la Convention est applicable.
3. Dans les relations avec les Pays qui admettent le paiement en main propre, l'expéditeur d'un mandat peut demander, par une mention portée sur la formule, que le paiement ait lieu exclusivement entre les mains et sur acquit personnel du bénéficiaire. Dans ce cas, l'expéditeur paie une taxe spéciale de 20 centimes ou la taxe perçue dans le Pays d'origine pour la demande de paiement en main propre.

4. L'expéditeur d'un mandat-carte ou d'un mandat-liste peut en demander la transmission par avion contre paiement de la surtaxe aérienne.

5. L'expéditeur peut ajouter, au verso du coupon, une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat. En ce qui concerne les mandats-listes, seules des références sont admises.

ARTICLE 10

Retrait. Modification d'adresse

L'expéditeur d'un mandat peut, aux conditions fixées à l'article 26 de la Convention, le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aussi longtemps que le titre ou les fonds n'ont pas été remis au bénéficiaire. Pour les demandes télégraphiques de modification d'adresse, la taxe de recommandation est due en sus de la taxe télégraphique.

ARTICLE 11

Réexpédition

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire et dans les limites où fonctionne un service de mandats entre le Pays réexpéditeur et le Pays de nouvelle destination, tout mandat peut être réexpédié par voie postale ou télégraphique soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire.

2. La réexpédition, par voie postale, des mandats-cartes postaux ou télégraphiques s'effectue sans perception de taxe et sans émission de nouveaux titres lorsque le Pays de nouvelle destination entretient avec le Pays d'émission un échange de mandats-cartes sur la base du présent Arrangement.

3. Dans tous les autres cas, la réexpédition est faite au moyen d'un nouveau mandat dont les taxes, y compris, le cas échéant, les taxes télégraphiques, sont prélevées sur le montant du mandat réexpédié.

4. En cas de réexpédition, l'article 27, § 9, de la Convention est applicable en ce qui concerne la taxe de poste restante et la taxe complémentaire d'express.

ARTICLE 12

Endossement

Tout Pays a le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre Pays.

CHAPITRE IV

PAIEMENT DES MANDATS

ARTICLE 13

Durée de validité. Visa pour date

1. La validité des mandats s'étend:

- a) en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission; après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission;
- b) dans les relations entre Pays éloignés, jusqu'à l'expiration du septième mois qui suit celui de l'émission.

2. Après ces délais, les mandats-cartes ne sont payés que revêtus d'un «visa pour date» donné, par l'Administration d'émission, à la requête de l'Administration de paiement. Les mandats-listes ne peuvent bénéficier du visa pour date.

3. Le visa pour date confère au mandat-carte, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée est celle qu'aurait un mandat émis le même jour.

4. Si le non-paiement avant expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite «de visa pour date» égale à celle qui est prévue à l'article 35, § 4, de la Convention.

ARTICLE 14

Montant maximal au paiement

1. Sauf entente spéciale, le montant maximal des mandats payables dans un Pays est le même que celui qui a été adopté par l'Administration de ce Pays pour l'émission.

2. Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par l'Administration de paiement, celle-ci est autorisée à échelonner le paiement des titres de façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

ARTICLE 15

Règles générales de paiement des mandats

1. Le paiement des mandats est effectué selon *la réglementation* du Pays de paiement.
2. Le montant des mandats est payé au bénéficiaire en monnaie légale du Pays de paiement; il peut être payé en toute autre monnaie suivant accord particulier entre les Administrations correspondantes.
3. Le paiement peut être valablement effectué par versement à un compte courant postal, selon les règles en vigueur dans l'Administration de paiement.
4. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de paiement a la faculté, si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

ARTICLE 16

Remise par exprès

Si l'expéditeur a demandé le paiement par exprès, l'Administration de paiement a la faculté de faire remettre par ce moyen soit les fonds, soit le titre lui-même, soit un avis d'arrivée du mandat, pour autant que sa réglementation le prévoit.

ARTICLE 17

Taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire

Peuvent être perçues sur le bénéficiaire:

- a) une taxe de remise, lorsque le paiement est effectué à domicile;
- b) la taxe d'autorisation de paiement visée à l'article 20, § 4;
- c) éventuellement, la taxe de visa pour date prévue à l'article 13, § 4;
- d) la surtaxe aérienne correspondante, lorsque les demandes de visa pour date ou d'autorisation de paiement et les suites données par l'Administration d'émission doivent être transmises par voie aérienne à la demande du bénéficiaire;
- e) la taxe visée à l'article 17, § 2, de la Convention, lorsque le mandat est adressé poste restante.

ARTICLE 18

Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques

1. La remise des mandats télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article 16.
2. Lorsque les fonds sont remis à domicile par exprès, l'Administration de paiement peut percevoir de ce chef une taxe spéciale, en tenant compte, si le télégramme-mandat porte l'indication de service taxée XP, de la taxe d'exprès acquittée par l'expéditeur.
3. La remise d'un avis d'arrivée ou du titre lui-même s'effectue sans frais pour le bénéficiaire; toutefois, si le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de paiement et si le télégramme-mandat ne porte pas l'indication de service taxée XP, la taxe de remise par exprès peut être perçue sur le bénéficiaire.

CHAPITRE V

MANDATS IMPAYÉS. AUTORISATIONS DE PAIEMENT

ARTICLE 19

Mandats impayés

1. Est immédiatement renvoyé à l'Administration d'émission, tout mandat refusé, tout mandat dont le bénéficiaire est inconnu, parti sans laisser d'adresse ou parti pour un Pays sur lequel la réexpédition ne peut être effectuée, tout mandat dont le paiement n'a pas été réclamé dans le délai de validité.
2. Tout mandat impayé pour une cause quelconque est remboursé à l'expéditeur.
3. L'article 27, § 9, de la Convention est applicable à la taxe de poste restante et à la taxe complémentaire d'exprès.

ARTICLE 20

Autorisation de paiement

1. Tout mandat-carte égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration d'émission.
2. Une autorisation de paiement est également délivrée lorsqu'une erreur de conversion imputable au bureau d'émission nécessite un versement complémentaire au profit du bénéficiaire.
3. La durée de validité d'une autorisation de paiement est la même que celle d'un mandat émis le même jour.
4. Si aucune faute de service n'a été commise, il peut être perçu, sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, une taxe dite « d'autorisation de paiement » égale à celle que prévoit l'article 35, § 4, de la Convention, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation, la demande de renseignements ou l'avis de paiement.

ARTICLE 21

Mandats prescrits

Les sommes converties en mandats dont le montant n'a pas été réclamé avant prescription sont définitivement acquises à l'Administration du Pays d'émission. Le délai de prescription est fixé par la législation dudit Pays.

CHAPITRE VI

RESPONSABILITÉ

ARTICLE 22

Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables des sommes versées jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.
2. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission télégraphique.
3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité en raison des retards qui peuvent se produire dans la transmission et le paiement des mandats.

ARTICLE 23

Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte du paiement d'un mandat à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- b) à l'expiration du délai de prescription visé à l'article 21;
- c) s'il s'agit d'une contestation de la régularité du paiement, à l'expiration du délai prévu à l'article 35, § 1, de la Convention.

ARTICLE 24

Détermination de la responsabilité

1. Sous réserve des §§ 2 à 5 ci-après, la responsabilité incombe à l'Administration d'émission.
2. La responsabilité incombe à l'Administration de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par sa réglementation.
3. La responsabilité incombe à l'Administration postale du Pays où l'erreur s'est produite:
 - a) s'il s'agit d'une erreur de service, y compris l'erreur de conversion;
 - b) s'il s'agit d'une erreur de transmission télégraphique commise à l'intérieur du Pays d'émission ou du Pays de paiement.
4. La responsabilité incombe à l'Administration d'émission et à l'Administration de paiement par parts égales:
 - a) si l'erreur est imputable aux deux Administrations ou s'il n'est pas possible d'établir dans quel Pays l'erreur s'est produite;

- b) si une erreur de transmission télégraphique s'est produite dans un Pays intermédiaire;
- c) s'il n'est pas possible d'établir le Pays où cette erreur de transmission s'est produite.

5. Sous réserve du § 2, la responsabilité incombe:

- a) en cas de paiement d'un faux mandat, à l'Administration du Pays sur le territoire duquel le mandat a été introduit dans le service;
- b) en cas de paiement d'un mandat dont le montant a été frauduleusement majoré, à l'Administration du Pays dans lequel le mandat a été falsifié; toutefois, le dommage est supporté par parts égales par les Administrations d'émission et de paiement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le Pays où la falsification est intervenue ou lorsqu'il ne peut être obtenu réparation d'une falsification commise dans un Pays intermédiaire qui ne participe pas au service des mandats sur la base du présent Arrangement.

ARTICLE 25

Païement des sommes dues. Recours

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement si les fonds sont à remettre au bénéficiaire; elle incombe à l'Administration d'émission si leur restitution doit être faite à l'expéditeur.

2. *Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser ne peut dépasser celle qui a été versée.*

3. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.

4. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre l'expéditeur, contre le bénéficiaire ou contre des tiers.

ARTICLE 26

Délai de paiement

1. Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible, dans un délai-limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'Administration qui, selon l'article 25, § 1, doit désintéresser le réclamant peut exceptionnellement différer le versement au-delà de ce délai si, malgré la diligence apportée à l'instruction de l'affaire, ledit délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer la responsabilité.

3. L'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Administration responsable lorsque celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à la réclamation.

ARTICLE 27

Remboursement à l'Administration intervenante

1. L'Administration pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé est tenu de rembourser à l'Administration intervenante le montant de ses débours dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

2. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Administration créancière:

- a) par l'un des procédés de paiement prévus à l'article 103, § 3, du Règlement d'exécution de la Convention;
- b) sous réserve d'accord, par inscription au crédit de l'Administration de ce Pays dans le compte des mandats.

3. Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration créancière est productive d'intérêt, à raison de 5% par an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

CHAPITRE VII

COMPTABILITÉ

ARTICLE 28

Attribution des taxes

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement, sur le montant des taxes qu'elle a perçues en application de l'article 6, § 1, lettres a) et b):

- une quote-part fixe de 20 centimes et une quote-part proportionnelle de ¼% du montant total des mandats-cartes payés,

– une quote-part fixe de 40 centimes et une quote-part proportionnelle de ¼% du montant total des mandats-listes expédiés.

2. Les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune attribution.

3. En cas de réexpédition, l'Administration du Pays de la nouvelle destination reçoit, quelles que soient les taxes effectivement perçues par l'Administration d'émission, les quotes-parts qui lui auraient été dues si elle avait été l'Administration du Pays de première destination.

4. Exception faite des quotes-parts visées au § 1 et sous réserve des stipulations expressément prévues dans le présent Arrangement, chaque Administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

ARTICLE 29

Etablissement des comptes

1. Chaque Administration de paiement établit, pour chaque Administration d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour les mandats-cartes ou un compte mensuel du montant des listes reçues pendant le mois pour les mandats-listes; les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

2. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le Pays de l'Administration débitrice pendant la période à laquelle le compte se rapporte; ce cours moyen doit être calculé uniformément à quatre décimales.

3. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

ARTICLE 30

Règlement des comptes

1. Sauf *entente spéciale*, le paiement du solde du compte général ou du montant des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que l'Administration créancière applique au paiement des mandats.

2. Toute Administration peut entretenir auprès de l'Administration du Pays correspondant un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues.

3. Toute Administration qui se trouve à découvert vis-à-vis d'une autre Administration d'une somme dépassant les limites fixées par le Règlement est en droit de réclamer le versement d'un acompte.

4. En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement, les sommes dues sont productives d'un intérêt de 5% par an, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement.

5. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 31

Bureaux participant à l'échange

Les Administrations postales prennent toutes mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le paiement des mandats dans toutes les localités de leur Pays.

ARTICLE 32

Participation d'organismes non postaux

1. Les Pays dans lesquels le service des mandats est assuré par des organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement.

2. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur Pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

ARTICLE 33

Interdiction de droits fiscaux ou autres

Les mandats ainsi que les acquits donnés sur les mandats ne peuvent être soumis à aucune taxe ou à aucun droit autres que ceux qui sont autorisés par le présent Arrangement.

TITRE III

MANDATS DE VERSEMENT

ARTICLE 34

Nature des mandats de versement

L'expéditeur d'un mandat peut demander, en lieu et place du paiement en numéraire, l'inscription du montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire si la réglementation du Pays de destination le permet.

ARTICLE 35

Dispositions générales

Sous réserve des articles 36 à 39, les mandats de versement sont soumis aux dispositions fixées pour les mandats de poste dans le présent Arrangement.

ARTICLE 36

Montant maximal à l'émission

Le montant des mandats de versement est illimité. Toutefois, chaque Administration a la faculté de limiter le montant des mandats de versement que tout déposant peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

ARTICLE 37

Taxes

La taxe à percevoir au moment de l'émission, et que le Pays d'émission garde en entier, se compose:

- a) d'une taxe fixe maximale de
 - 20 centimes pour les mandats-cartes,
 - 40 centimes pour les mandats-listes;
- b) d'une taxe proportionnelle qui ne peut excéder $\frac{1}{4}\%$ de la somme versée;
- c) éventuellement des taxes afférentes aux services spéciaux (demande d'avis d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire, etc.).

ARTICLE 38

Avis d'inscription

Dans les relations entre Pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le déposant peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 37, §§ 1 et 2, de la Convention est applicable aux avis d'inscription.

ARTICLE 39

Interdictions

1. La réexpédition d'un mandat de versement à un autre Pays de destination n'est pas admise.
2. Par dérogation à l'article 12, l'endossement n'est pas admis pour les mandats de versement.

TITRE IV
BONS POSTAUX DE VOYAGE

CHAPITRE I
GÉNÉRALITÉS ET ÉMISSION

ARTICLE 40

Définition. Carnets

1. Les bons postaux de voyage sont des titres qui peuvent être émis et payés, par les Administrations postales des Pays *contractants*, sur la base des principes du présent Arrangement.
2. Ils sont réunis en carnets.

ARTICLE 41

Monnaie. Montant maximal. Conversion

1. Chaque bon est libellé, en monnaie du Pays de paiement, pour une somme fixe équivalant à environ 25, 50 ou 100 francs et déterminée par accord entre les Administrations postales intéressées.
2. Dans des cas spéciaux, les bons peuvent être libellés en une autre monnaie que celle du Pays de paiement, ou établis pour une somme s'écartant sensiblement de l'une ou l'autre des équivalences indiquées au § 1.
3. Le taux de conversion est le même que pour les mandats.
4. Le nombre de bons constituant un carnet est au maximum de 10; chaque carnet peut contenir des bons de différents montants.

ARTICLE 42

Taxe

La taxe applicable à chaque bon est fixée par l'Administration d'émission; elle ne peut dépasser $\frac{1}{2}\%$ de la somme versée, ni être inférieure à 10 centimes.

ARTICLE 43

Prix de vente

L'Administration d'émission a la faculté de percevoir, en sus de la valeur des bons et en sus des taxes, une somme correspondant au coût des bons, de leurs couvertures et des travaux divers nécessités par la confection des carnets.

CHAPITRE II
PAIEMENT DES BONS

ARTICLE 44

Validité des titres. Remise des fonds

1. Les bons sont valables pendant quatre mois à partir du jour de leur émission; les mois se comptent de quantième à quantième, sans égard au nombre de jours dont ils se composent.
2. Lorsque le service payeur ne dispose pas de fonds suffisants, il peut suspendre le paiement des bons jusqu'au moment où il aura pu se procurer les moyens de paiement.
3. La propriété des carnets et des bons n'est transmissible ni par voie d'endossement, ni par voie de cession; ces carnets et ces bons ne peuvent être mis en gage.

ARTICLE 45

Opposition au paiement

Sous réserve de l'application de la législation de leur Pays, les Administrations ne peuvent donner suite aux demandes d'opposition au paiement de bons régulièrement émis.

CHAPITRE III

RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ. COMPTABILITÉ

ARTICLE 46

Réclamations et responsabilité

1. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration d'émission si le carnet n'est pas produit.

2. En cas de perte d'un carnet ou de bons, le réclamant, pour obtenir le remboursement des sommes correspondantes, doit faire la preuve auprès de l'Administration d'émission qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et versé la somme totale y afférente.

3. Cette Administration peut procéder au remboursement dans un délai qui ne peut excéder de trois mois le délai de validité et après s'être assurée que les titres déclarés perdus n'ont pas été payés; le délai de trois mois est porté à six mois dans les relations avec les Pays éloignés.

4. Les Administrations ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de bons.

ARTICLE 47

Attribution des taxes. Etablissement des comptes

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement $\frac{1}{4}\%$ du montant des bons payés.

2. Le compte des sommes payées au titre des bons est établi mensuellement en même temps que celui des sommes payées au titre des mandats.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 48

Application du présent Arrangement aux bons postaux de voyage

Le Titre II du présent Arrangement est applicable aux bons postaux de voyage en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le Titre IV.

ARTICLE 49

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

ARTICLE 50

Exception à l'application de la Constitution

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

ARTICLE 51

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications aux dispositions des articles 1 à 10, 11, § 4, 12 à 14, 15, §§ 1, 2 et 4, 16 à 18, 19, § 3, 20, § 4, 22 à 30, 33 et 48 à 52 du présent Arrangement et 102 à 106, 110, 117, 120 à 122, 125, 130 à 134, 137, § 1, et 158 de son Règlement;

- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement autres que celles qui sont mentionnées sous lettres a) et c), des articles 107 à 109, 111, 113, 116, 118, 119, 123, 124, 126, 128, 135, 138 et 139 à 145 de son Règlement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification de l'article 20, § 2, de l'Arrangement et des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de *différend* à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la *Constitution*.

ARTICLE 52

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays *contractants* ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et des entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle:

(Voir dans le volume 611 du Recueil des Traités des Nations Unies les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution.)

République populaire d'Albanie
République algérienne démocratique et populaire
Allemagne
↳ Royaume de l'Arabie Saoudite
République Argentine
République d'Autriche
Belgique
Bolivie
République populaire de Bulgarie
Royaume du Burundi
Royaume du Cambodge
République fédérale du Cameroun
République Centrafricaine
Chili
Chine
République de Colombie
↳ République du Congo (Brazzaville)
République du Congo (Léopoldville)
République de Corée
République de Costa Rica
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
République du Dahomey
Royaume de Danemark
République de El Salvador
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
République de Finlande
République française
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer
République gabonaise
Grèce
République de Guinée
République de Haute-Volta
République populaire hongroise
République d'Indonésie
République d'Islande
Italie
Japon
Royaume du Laos
République libanaise

Libye
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République malgache
République du Mali
Royaume du Maroc
Etats-Unis du Mexique
Principauté de Monaco
Nicaragua
République du Niger
Norvège
Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Surinam
République populaire de Pologne
Portugal
République arabe unie
République populaire roumaine
République de Saint-Marin
République du Sénégal
Somalie
République du Soudan
Suède
Confédération suisse
République arabe syrienne
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
Tunisie
Turquie
République orientale de l'Uruguay
Etat de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
Viêt-Nam
République arabe du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Art. Dispositions préliminaires

- 101. Renseignements à fournir par les *Administrations*
- 102. Application du Règlement d'exécution de la Convention
- 103. Formules à l'usage du public

DEUXIÈME PARTIE

Mandats

TITRE I

MANDATS-CARTES

CHAPITRE I

ÉMISSION. TRANSMISSION

- 104. Formules de mandats-cartes
- 105. Etablissement des mandats-cartes
- 106. Mentions interdites ou autorisées
- 107. Recommandation d'office
- 108. Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission
- 109. Transmission des mandats-cartes

CHAPITRE II

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 110. Retrait. Modification d'adresse
- 111. Réexpédition des mandats-cartes

CHAPITRE III

TRAITEMENTS PARTICULIERS. RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 112. Mandats-cartes irréguliers
- 113. Etablissement de l'avis de paiement
- 114. Visa pour date
- 115. Réclamations. Demandes de renseignements

CHAPITRE IV

Art. MANDATS-CARTES IMPAYÉS

- 116. Renvoi des mandats-cartes impayés
- 117. Autorisations de paiement
- 118. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement
- 119. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement

TITRE II

MANDATS-LISTES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- 120. Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes

CHAPITRE II

ÉMISSION. TRANSMISSION

- 121. Bureaux d'échange
- 122. Transmission des mandats-listes
- 123. Listes spéciales
- 124. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 125. Retrait. Modification d'adresse
- 126. Réexpédition des mandats-listes

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

- 127. Traitement des listes manquantes ou irrégulières
- 128. Envoi de l'avis de paiement
- 129. Renvoi des mandats-listes impayés

TITRE III

MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- 130. Dispositions communes

CHAPITRE II

ÉMISSION. TRANSMISSION

- 131. Etablissement des mandats télégraphiques
- 132. Avis d'émission
- 133. Transmission des mandats-listes télégraphiques

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

Art.

- 134. Modification d'adresse
- 135. Réexpédition des mandats télégraphiques

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

- 136. Traitement des mandats télégraphiques irréguliers
- 137. Paiement des mandats télégraphiques
- 138. Etablissement de l'avis de paiement
- 139. Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés

TITRE IV

MANDATS DE VERSEMENT

- 140. Dispositions générales
- 141. Etablissement des mandats de versement
- 142. Listes de mandats de versement
- 143. Mandats de versement télégraphiques
- 144. Mandats de versement égarés, perdus ou détruits après inscription
- 145. Dispositions comptables concernant les mandats de versement

TITRE V

DISPOSITIONS COMPTABLES

CHAPITRE I

RÈGLES COMMUNES

- 146. Etablissement des comptes mensuels
- 147. Etablissement du compte général
- 148. Modes et délais de paiement
- 149. Acomptes

CHAPITRE II

RÈGLES COMPTABLES PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES ET AUX MANDATS
TÉLÉGRAPHIQUES

- 150. Etablissement des comptes mensuels

TROISIÈME PARTIE

Bons postaux de voyage

- 151. Règles générales d'émission
- 152. Formules de bons et de couvertures de carnets. Approvisionnement
- 153. Etablissement des bons
- 154. Confection et établissement des carnets
- 155. Paiement à titre exceptionnel de bons libellés en une monnaie autre que celle du Pays où le paiement est demandé
- 156. Bons égarés, perdus ou détruits après paiement
- 157. Etablissement des comptes

QUATRIÈME PARTIE

Dispositions finales

- 158. Mise à exécution et durée du Règlement

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964,¹ ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage:

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions préliminaires

ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Chaque Administration doit, trois mois au moins avant de mettre à exécution l'Arrangement, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:

a) Service des mandats

- 1° la liste des Pays avec lesquels elle échange des mandats-cartes, des mandats-listes et des mandats de versement sur la base de l'Arrangement;
- 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des mandats, soit l'avis que tous ses bureaux participent à ce service;
- 3° le cas échéant, l'avis de sa participation à l'échange des mandats télégraphiques;
- 4° le montant maximal adopté à l'émission et au paiement;
- 5° la monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de son Pays;
- 6° la taxe appliquée aux mandats émis;
- 7° le mode d'indication de cette taxe;
- 8° le cas échéant, les taxes perçues respectivement pour le paiement à domicile, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;
- 9° la durée des délais après lesquels sa législation attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé;
- 10° la taxe spéciale de remise des fonds par exprès (mandats télégraphiques);
- 11° sa décision en ce qui concerne la possibilité, dans son Pays, de transmettre ou non la propriété des mandats par voie d'endossement;
- 12° un exemplaire des formules de mandat qu'elle emploie, sauf si l'échange des mandats a lieu au moyen de listes;
- 13° l'orthographe, dans la langue officielle de son Pays, des nombres de 1 à 2000, à utiliser pour exprimer les sommes à inscrire sur les mandats;
- 14° la liste des Pays ne participant pas à l'Arrangement pour lesquels elle peut servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats;
- 15° le service auquel les réclamations et les demandes de renseignements ainsi que les demandes de retrait et de modification d'adresse doivent être transmises (Administration centrale, bureau d'échange ou autre bureau spécialement désigné);

b) Service des bons postaux de voyage

- 1° la liste des Pays avec lesquels elle échange des bons postaux de voyage sur la base de l'Arrangement;
 - 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des bons, soit l'avis que tous ses bureaux participent au service;
 - 3° le montant, en monnaie des Pays sur lesquels les bons sont tirés, de chaque bon postal de voyage;
 - 4° les taxes appliquées aux bons émis.
2. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

3. Les Administrations doivent se communiquer directement les taux de conversion qu'elles appliquent dans leurs relations réciproques et toutes les modifications apportées à ces taux.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.

ARTICLE 102

Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux mandats, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, celles qui font l'objet des articles ci-après:

- a) article 137 « Avis de réception »;
- b) article 141 « Envois exprès »;
- c) articles 147 et 148 « Retrait. Modification d'adresse », complétés par les articles 110 et 125 du présent Règlement.

ARTICLE 103

Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 11, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- MP 1 (Mandat de poste international),
- MP 4 (Réclamation concernant un mandat de poste international),
- MP 10 (Bon postal de voyage),
- MP 11 (Carnet de bons postaux de voyage),
- MP 12 (Mandat de poste international pour libellé mécanographique),
- MP 16 (Mandat de versement international).

DEUXIÈME PARTIE**Mandats****TITRE I****MANDATS-CARTES****CHAPITRE I****ÉMISSION. TRANSMISSION**

ARTICLE 104

Formules de mandats-cartes

1. Les mandats-cartes sont établis sur une formule en carton résistant de couleur rose, conforme au modèle MP 1 ci-annexé.
2. Les Administrations qui conviennent d'accorder certaines facilités aux expéditeurs d'un nombre important de mandats peuvent les autoriser à faire usage de la formule conforme au modèle MP 12 ci-annexé.

ARTICLE 105

Etablissement des mandats-cartes

1. Les mandats-cartes sont libellés en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. Les inscriptions sont faites à la main, si possible en caractères d'imprimerie, ou à la machine. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises; toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encore. La formule MP 12 doit, à l'exception des indications de service, être remplie intégralement à la machine.
2. Le montant des mandats et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité pour autant qu'elle soit usuelle et ne prête pas à confusion. Lorsque la monnaie utilisée est fondée sur le système décimal, les fractions d'unité monétaire peuvent être exprimées en chiffres seulement, mais obligatoirement en centièmes (ou millièmes) au moyen d'un nombre de deux (ou trois) chiffres dont, au besoin un zéro (ou deux zéros). Lorsque la monnaie utilisée n'est pas fondée sur le système décimal, le nombre des unités monétaires ou fractions d'unité monétaire est toujours écrit en toutes lettres tandis que leur nom peut être abrégé dans les conditions prévues pour le système décimal; dans l'indication du montant en chiffres, les unités ou fractions d'unité monétaire non mentionnées dans la somme en lettres sont remplacées par des zéros.

3. L'indication en toutes lettres du montant des mandats MP 1 et MP 12 peut être remplacée par une indication chiffrée fournie par une machine dite «à protéger les chèques» et précédée d'un signe outre qu'un chiffre ou une lettre dans les relations avec les Administrations qui acceptent le paiement de tels mandats. Dans ce cas, le montant à payer n'est indiqué qu'une seule fois dans le corps du titre. Les caractères utilisés doivent avoir des dimensions telles que ces caractères ne prêtent pas à confusion.

4. L'adresse des mandats doit être libellée de façon à déterminer nettement le bénéficiaire; les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

5. Les mandats de service doivent porter au recto la mention «Service des postes» ou une mention analogue.

6. Les mandats à remettre en main propre doivent porter au recto et au verso, en caractères très apparents, la mention «Ne payer qu'en main propre».

7. Les mandats avec avis de paiement doivent porter en tête du recto, en caractères très apparents, la mention «Avis de paiement» ou, lorsque l'expéditeur demande le renvoi de l'avis de paiement par voie aérienne, la mention «Avis de paiement par avion».

ARTICLE 106

Mentions interdites ou autorisées

Il est interdit de consigner sur les mandats d'autres mentions que celles que comporte la contexture des formules, à l'exception des indications de service telles que «Service des postes», «Ne payer qu'en main propre», «Avis de paiement», «Par avion», «Par exprès»; toutefois, l'expéditeur a le droit d'ajouter au verso du coupon une communication particulière ainsi qu'il est prévu à l'article 9, § 5, de l'Arrangement.

ARTICLE 107

Recommandation d'office

Les Administrations peuvent s'entendre sur le montant à partir duquel les mandats qu'elles émettent sont soumis à la recommandation d'office, à condition que ce montant ne soit pas inférieur à 250 francs.

ARTICLE 108

Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission

1. Lorsque l'avis de paiement est demandé postérieurement à l'émission du mandat, l'article 138 du Règlement d'exécution de la Convention est applicable, en substituant toutefois la formule MP 4 à la formule C 9.

2. Le montant de la taxe perçue est représenté sur cette formule soit par des timbres-poste, soit en chiffres et en monnaie du Pays d'émission, de la manière prévue à l'article 56 de la Convention.

ARTICLE 109

Transmission des mandats-cartes

1. Sauf entente spéciale, les mandats ne sont pas transmis sous enveloppe.

2. Les mandats sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 154, §§ 1 à 3, ou à l'article 156, § 3, du Règlement d'exécution de la Convention suivant qu'ils sont ou ne sont pas recommandés d'office.

CHAPITRE II

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 110

Retrait. Modification d'adresse

1. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie postale est établie sur une formule conforme au modèle MP 4 ci-annexé.

2. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, au moyen d'une demande postale. La formule MP 4 est revêtue en tête de la mention «Confirmation de la demande télégraphique du ...» soulignée au crayon rouge; le bureau de paiement retient le mandat jusqu'à la réception de cette confirmation.

3. L'Administration de paiement peut toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de *retrait* ou de modification d'adresse sans attendre la confirmation postale.

ARTICLE 111

Réexpédition des mandats-cartes

1. Le bureau qui réexpédie un mandat-carte par voie postale barre, s'il y a lieu, d'un trait de plume, les indications du montant du mandat de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives; l'indication se trouvant sous la rubrique «Somme versée» doit rester intacte. Le montant du mandat est converti en la monnaie du Pays de nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du Pays de réexpédition; le résultat de la conversion est inscrit sur le mandat, en chiffres et en toutes lettres, autant que possible au-dessus de l'indication du montant primitif. L'indication du nouveau montant est signée par l'agent de service. Le même procédé doit être suivi en cas de réexpéditions ultérieures.

2. En cas de réexpédition sur le Pays de première destination, le bureau réexpéditeur rétablit le montant primitif; si la réexpédition a lieu sur le Pays d'émission, le bureau réexpéditeur substitue, au montant indiqué, celui qui est inscrit aux indications de service sous la rubrique «Somme versée».

3. En cas de réexpédition par voie télégraphique, le bureau réexpéditeur établit un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction des taxes postales et télégraphiques. La taxe postale est calculée sur la somme obtenue après déduction, du montant primitif, de la taxe télégraphique. La conversion en monnaie du Pays de nouvelle destination est effectuée dans les conditions prévues aux §§ 1 et 2 ci-dessus. Le mandat primitif est quittancé par le bureau réexpéditeur; il est revêtu de la mention «Réexpédié le montant de . . . à . . . sous déduction des taxes de . . . » et comptabilisé comme mandat payé. Le coupon du mandat primitif est annexé, pour être remis au bénéficiaire, à l'avis d'émission visé à l'article 132.

4. Les dispositions du § 3 ci-dessus sont applicables:

- a) aux mandats-cartes originaires d'un Pays *contractant*, réexpédiés sur un autre Pays *contractant* avec lequel le Pays d'émission n'entretient pas d'échange de mandats, ou lorsque l'échange est effectué au moyen de listes;
- b) aux mandats-cartes réexpédiés sur un Pays qui n'est pas partie à l'Arrangement;
- c) aux mandats-cartes originaires d'un Pays non *contractant* réexpédiés sur un Pays *contractant*.

5. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le bureau de première destination et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition en donne avis au bureau d'émission.

CHAPITRE III

TRAITEMENTS PARTICULIERS. RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

ARTICLE 112

Mandats-cartes irréguliers

1. A moins que le bénéficiaire, dûment avisé, ne demande l'application des §§ 3 et 4 ci-après, est renvoyé au bureau d'émission le plus tôt possible et sous enveloppe, *accompagné d'une formule conforme au modèle MP 14 ci-annexé* pour être régularisé, tout mandat-carte qui présente l'une des irrégularités suivantes:

- a) indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile du bénéficiaire;
- b) différences ou omissions de noms ou de sommes;
- c) dépassement du montant maximal convenu entre les Administrations intéressées, dû à une erreur évidente dans le taux de conversion;
- d) ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- e) omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service;
- f) indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise ou omission de la désignation de l'unité monétaire;
- g) erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du Pays d'émission et celle du Pays de paiement, rapport que le bureau de paiement n'est cependant pas tenu de vérifier;
- h) emploi de formules non réglementaires.

2. Toutefois, dans ses rapports avec les Pays éloignés, l'Administration de paiement peut payer les mandats dont le montant est indiqué dans une monnaie autre que celle qui est admise, à condition d'être en mesure d'en effectuer la conversion au taux dont se sert l'Administration d'émission et d'en aviser immédiatement cette dernière. Les risques résultant d'une conversion erronée sont à la charge de l'Administration l'ayant effectuée.

3. Les irrégularités qui empêchent le paiement d'un mandat-carte et qui, manifestement, sont imputables au bureau d'émission peuvent être redressées, au choix du bureau de paiement, par la voie aérienne ou télégraphique, sans frais pour le bénéficiaire. Les irrégularités imputables à l'expéditeur ou qui paraissent devoir lui être attribuées peuvent, à la demande du bénéficiaire, être régularisées également par la voie aérienne ou télégraphique; à cet effet, la demande de régularisation est adressée au bureau d'émission, par avion ou par télégramme et aux frais du bénéficiaire; ces frais lui sont remboursés s'il est établi que l'erreur est due à une faute de service.

4. Lorsque la rectification de l'irrégularité est demandée par télégramme, le mandat irrégulier est conservé par le bureau de paiement qui procède à la régularisation dès réception du télégramme rectificatif et qui joint ce télégramme au mandat.

5. A la réception d'une demande de régularisation par avion ou par télégramme, le bureau d'émission vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service; dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par la voie aérienne ou télégraphique. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est alors autorisé à redresser l'irrégularité, par la voie aérienne ou télégraphique et à ses frais.

ARTICLE 113

Etablissement de l'avis de paiement

Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'émission sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

ARTICLE 114

Visa pour date

Le visa pour date doit être inscrit sur le mandat même.

ARTICLE 115

Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation ou demande de renseignements concernant un mandat-carte est établi sur une formule MP 4 et transmise, en règle générale, par le bureau d'émission, directement au bureau de paiement. Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément à la demande d'un même expéditeur et au profit du même bénéficiaire. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les conditions prévues à l'article 35, de la Convention.

2. Lorsque le bureau de paiement est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'Administration d'émission par l'intermédiaire de l'Administration de paiement qui joint, si possible, une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Lorsqu'une réclamation ou une demande de renseignements est déposée dans un Pays autre que le Pays d'émission ou le Pays de paiement, la formule MP 4 est transmise à l'Administration d'émission, accompagnée du récépissé; les délais prescrits par l'article 35, §§ 1 et 2, de la Convention sont applicables.

CHAPITRE IV

MANDATS-CARTES IMPAYÉS

ARTICLE 116

Renvoi des mandats-cartes impayés

1. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont renvoyés directement au bureau d'émission; préalablement, le bureau de paiement les enregistre, les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 146, §§ 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues à l'article 111, §§ 3 et 4, doivent être transmis à l'Administration qui les a établis. Celle-ci en met le montant à la disposition de l'Administration dont émane le titre original soit au moyen d'un nouveau mandat en franchise de taxe, soit par voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.

ARTICLE 117

Autorisations de paiement

Les autorisations de paiement sont établies sur une formule de couleur rose conforme au modèle MP 13 ci-annexé.

ARTICLE 118

Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement

1. Avant de délivrer une autorisation de paiement concernant un mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement, l'Administration d'émission doit s'assurer en accord avec l'Administration de paiement que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié; toutes précautions doivent également être prises pour qu'il ne soit pas payé ultérieurement.

2. Lorsque l'expéditeur et le bénéficiaire demandent simultanément, l'un le remboursement, l'autre le paiement du mandat, l'autorisation de paiement est établie au profit du premier.

3. A l'appui de sa demande de remboursement, l'expéditeur doit produire le récépissé de dépôt du titre égaré, perdu ou détruit.

4. Lorsque l'Administration de paiement déclare qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'émission peut délivrer une autorisation de paiement, à condition que le mandat litigieux ne figure dans aucun des comptes mensuels se rapportant à la période de validité du mandat; toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de paiement dans le délai prévu à l'article 26, §§ 1 et 2, de l'Arrangement, pour le désintéressement du réclamant et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'émission est autorisée à procéder au remboursement des fonds; notification en est adressée, sous pli recommandé, à l'Administration de paiement et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, ne peut être ultérieurement porté en compte.

ARTICLE 119

Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement

Tout mandat égaré, perdu ou détruit après paiement peut être remplacé par l'Administration de paiement par un nouveau titre établi sur une formule MP 1. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention «Titre établi en remplacement d'un mandat égaré (perdu ou détruit) après paiement» ainsi que d'une empreinte du timbre à date. Une déclaration signée par le bénéficiaire attestant qu'il a reçu les fonds est annexée au titre de remplacement et tient lieu d'acquit.

TITRE II

MANDATS-LISTES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 120

Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes

Sont applicables aux mandats-listes les articles ci-après du présent Règlement:

- a) article 106 «Mentions interdites ou autorisées»;
- b) article 108 «Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission»;
- c) article 110 «Retrait. Modification d'adresse», complété par les dispositions de l'article 125;
- d) article 115 «Réclamations. Demandes de renseignements».

CHAPITRE II

ÉMISSION. TRANSMISSION

ARTICLE 121

Bureaux d'échange

L'échange des mandats-listes a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits « bureaux d'échange » désignés par l'Administration de chacun des Pays *contractants*.

ARTICLE 122

Transmission des mandats-listes

1. La transmission des mandats-listes entre le bureau d'émission et le bureau d'échange du Pays d'émission ou entre le bureau d'échange du Pays de paiement et le bureau de paiement s'effectue au moyen de formules que chacune des Administrations intéressées détermine selon ses propres convenances.

2. Entre bureaux d'échange de Pays différents, la transmission s'effectue selon les règles ci-après :

- a) chaque bureau d'échange *établit*, journallement ou à des dates convenues, des listes conformes au modèle MP 2 ci-annexé, récapitulant les mandats déposés dans son Pays pour être payés dans un autre;
- b) tout mandat inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet; lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente;
- c) les listes sont elles-même numérotées, suivant la suite naturelle des nombres, à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet de chaque année;
- d) les listes sont transmises *en franchise de port*, au bureau d'échange correspondant par *la voie la plus rapide (aérienne ou de surface)* et, *sauf entente spéciale*, sans être accompagnées des mandats établis par les bureaux d'émission;
- e) le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

3. Les Administrations intéressées peuvent convenir de limiter la description des mandats sur la liste MP 2 à l'indication dans la colonne 11 du montant des mandats transmis. Dans ce cas, le Pays d'émission annexe à la liste les formules utilisées pour la transmission des mandats entre le bureau d'émission et son propre bureau d'échange ou toute autre formule que les Administrations conviennent d'adopter.

ARTICLE 123

Listes spéciales

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour chacune des catégories suivantes de mandats :

- a) mandats en franchise visés tant à l'article 8 de la Convention qu'à l'article 7 de l'Arrangement; la liste doit porter, en tête, les mots « Mandats exempts de taxe »;
- b) mandats dont l'expéditeur a demandé l'acheminement par voie *aérienne*; la liste doit porter la mention « Mandats par avion » et doit être *acheminée par le premier courrier aérien*.

ARTICLE 124

Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

1. Lorsque l'expéditeur du mandat demande la remise par exprès, la mention « Exprès » est portée sur la liste MP 2 dans la colonne « Observations », en regard de l'inscription correspondante.

2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande un avis de paiement, la mention « AP » est portée sur la liste MP 2, dans la colonne « Observations », en regard de l'inscription relative au mandat; cette annotation est complétée par la mention « Par avion » lorsque l'expéditeur demande l'utilisation de la voie aérienne pour le renvoi de l'avis de paiement.

3. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande le paiement en main propre, la mention « Ne payer qu'en main propre » est portée sur la liste MP 2, dans la colonne « Observations », en regard de l'inscription relative au mandat.

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 125

Retrait. Modification d'adresse

Par dérogation à l'article 147 du Règlement d'exécution de la Convention, les demandes de retrait ou de modification d'adresse MP 4 relatives aux mandats-listes sont envoyées au bureau d'échange du Pays de paiement par l'intermédiaire du bureau d'échange du Pays d'émission.

ARTICLE 126

Réexpédition des mandats-listes

Tout mandat-liste réexpédié sur un autre Pays est quittancé par le bureau réexpéditeur. Le cas échéant, la somme est convertie, après déduction des taxes, en monnaie du Pays de nouvelle destination et un nouveau mandat est établi.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

ARTICLE 127

Traitement des listes manquantes ou irrégulières

1. Si une liste manque, elle est réclamée immédiatement par le bureau d'échange qui en constate l'absence. Le bureau d'échange du Pays d'émission envoie sans délai, *par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface)*, au bureau d'échange qui l'a réclamée, un duplicata de la liste manquante.

2. Les listes sont vérifiées soigneusement par le bureau d'échange du Pays de paiement qui les rectifie d'office si elles contiennent des erreurs de peu d'importance. Le bureau d'échange du Pays d'émission est informé de ces corrections au moment où le bureau d'échange du Pays de paiement lui accuse réception de la liste.

3. Lorsque les listes contiennent des irrégularités dignes d'être signalées, le bureau d'échange du Pays de paiement demande des explications au bureau d'échange du Pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai; en attendant, le paiement des mandats faisant l'objet de la demande est suspendu. Les demandes d'explications et les réponses y relatives sont échangées, autant que possible, par avion.

ARTICLE 128

Envoi de l'avis de paiement

L'avis de paiement, établi par le bureau de paiement sur une formule C 5, est envoyé directement à l'expéditeur du mandat.

ARTICLE 129

Renvoi des mandats-listes impayés

1. Sont renvoyés, au bureau d'échange, par la voie d'une inscription dans la prochaine liste MP 2, comme s'il s'agissait d'un mandat expédié du Pays de paiement vers le Pays d'émission:

- a) les mandats visés à l'article 19 de l'Arrangement;
- b) les mandats ayant fait l'objet d'une demande de retrait.

2. Une mention appropriée, suivie du numéro international et de la description sommaire du mandat primitif, est portée dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription.

TITRE III
MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 130

Dispositions communes

Sont applicables aux mandats télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le Titre III du présent Règlement, les dispositions relatives aux mandats-cartes et aux mandats-listes.

CHAPITRE II
ÉMISSION. TRANSMISSION

ARTICLE 131

Etablissement des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont établis par le bureau de poste d'émission et donnent lieu à l'envoi de télégrammes-mandats adressés directement au bureau de poste de paiement. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf *entente spéciale* et libellés invariablement dans l'ordre indiqué ci-après :

- Indications de service taxées (s'il y a lieu),
- Avis paiement (s'il y a lieu),
- Avis paiement avion (s'il y a lieu),
- Paiement main propre (s'il y a lieu),
- Mandat . . . (N° postal d'émission),
- Nom du bureau de poste de paiement,
- Nom de l'expéditeur,
- Montant de la somme à payer,
- Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé,
- Communication particulière (le cas échéant).

2. Lorsque plusieurs mandats télégraphiques sont émis simultanément par le même expéditeur au nom d'un même bénéficiaire, un seul télégramme-mandat peut être envoyé si l'Administration de destination l'admet; dans ce cas, le numéro d'émission est indiqué de la manière suivante: «Mandats 201-203» et la somme globale à payer comporte le détail du montant de chaque mandat.

3. En cas d'émission d'un mandat télégraphique soit par un bureau de poste d'une localité non dotée du service télégraphique, soit par un bureau non chargé du service télégraphique et situé dans une localité pourvue de plusieurs bureaux de poste, le nom du bureau d'émission doit être indiqué, immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante: «Mandat . . . de . . . pour . . .».

4. Lorsque la localité où se trouve le bureau de poste de paiement n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau de poste de paiement et celle du bureau télégraphique qui le dessert. Lorsqu'il y a doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité de paiement ou lorsque le bureau télégraphique qui la dessert ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du Pays de paiement, soit ces deux indications ou toute autre précision jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.

5. La somme est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres.

6. Le nom patronymique d'un bénéficiaire féminin, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots «Madame» ou «Mademoiselle», à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement l'ayant droit; ni l'expéditeur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

7. Le nom de la résidence du bénéficiaire peut être omis s'il est le même que celui du bureau de paiement. Quand les mandats télégraphiques sont adressés « poste restante » ou « télégraphe restant », les télégrammes-mandats doivent porter l'indication de service taxée correspondante, à l'exclusion de toute autre mention équivalente.

ARTICLE 132

Avis d'émission

1. Tout mandat télégraphique donne lieu à l'établissement, par le bureau d'émission, d'un avis d'émission confirmatif conforme au modèle MP 3 ci-annexé.

2. Il est interdit d'apposer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.

3. L'avis d'émission est adressé sous enveloppe et par le *premier courrier*, autant que possible par avion :

- a) directement au bureau de paiement, s'il s'agit d'un mandat-carte télégraphique ;
- b) au bureau d'échange du Pays d'émission, s'il s'agit d'un mandat-liste télégraphique.

ARTICLE 133

Transmission des mandats-listes télégraphiques

1. Les mandats-listes télégraphiques sont transmis directement par le bureau de poste d'émission au bureau de poste de paiement sans passer par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

2. Les mandats-listes télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste MP 2 spéciale qui porte en tête la mention « Mandats télégraphiques ».

3. Les bureaux d'échange peuvent attribuer aux mandats-listes télégraphiques décrits sur les listes spéciales de l'espèce un numéro international d'une série propre aux mandats télégraphiques.

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 134

Modification d'adresse

1. Sauf lorsqu'il s'agit d'une simple correction d'adresse prévue à l'article 26, § 6, de la Convention, le bureau de paiement d'un mandat télégraphique doit être en possession de l'avis d'émission avant de donner suite à une demande de modification d'adresse.

2. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre ni la confirmation postale ni l'avis d'émission.

ARTICLE 135

Réexpédition des mandats télégraphiques

1. La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat télégraphique est effectuée sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission.

2. En cas de réexpédition postale sur le Pays d'émission avant l'arrivée de l'avis d'émission, le bureau réexpéditeur se borne à modifier l'adresse du bénéficiaire et barre, d'un trait de plume, les indications du montant. Le mandat est transmis sous enveloppe au bureau de la nouvelle destination ; il en est de même de l'avis d'émission dès son arrivée au bureau réexpéditeur.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

ARTICLE 136

Traitement des mandats télégraphiques irréguliers

1. Tout mandat télégraphique dont le paiement ne peut être effectué par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donne lieu à l'envoi au bureau d'émission d'un avis de service télégraphique indiquant la cause du non-paiement.

2. A la réception d'une demande de régularisation par avis de service télégraphique, le bureau d'émission procède comme il est indiqué à l'article 112, § 5.

3. Tout mandat télégraphique dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai normal par la voie aérienne ou télégraphique est régularisé dans la forme prescrite pour les mandats de poste.

ARTICLE 137

Paiement des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont mis en paiement dès réception et sans attendre l'avis d'émission; celui-ci est rattaché ultérieurement, si possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

2. Les mandats télégraphiques dont l'avis d'émission parvient au bureau de paiement avant le télégramme-mandat ne doivent pas être payés au vu du seul avis d'émission; dans ce cas, il y a lieu de réclamer le télégramme-mandat au moyen d'un avis de service télégraphique. Les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau de paiement par le premier courrier après la date du mandat sont réclamés au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle C 14 annexé au Règlement d'exécution de la Convention.

3. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau de paiement n'a pas reçu de télégramme-mandat ne peuvent être payés qu'après réception d'une ampliation de ce télégramme-mandat, réclamée par avis de service télégraphique.

4. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau d'échange du Pays de paiement n'a pas reçu, dans un délai normal, une liste MP 2 font l'objet de demandes d'explications adressées au bureau d'échange du Pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai. En cas de non-réponse dans un délai raisonnable, les mandats-listes télégraphiques effectivement payés peuvent être ajoutés d'office à la première liste MP 2 reçue de l'Administration d'émission; si la liste MP 2 manquante parvient après cette inscription d'office, elle est annulée ou rectifiée par le bureau d'échange qui la reçoit.

ARTICLE 138

Etablissement de l'avis de paiement

Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat télégraphique incombe au bureau de paiement qui le fait parvenir au bureau d'émission immédiatement après le paiement et sans attendre l'avis d'émission.

ARTICLE 139

Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés

1. Les mandats-cartes télégraphiques qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont soumis aux dispositions de l'article 116.

2. Ils doivent être renvoyés sous enveloppe, accompagnés des avis d'émission y relatifs.

TITRE IV

MANDATS DE VERSEMENT

ARTICLE 140

Dispositions générales

Sous réserve de ce qui est expressément prévu dans ce Titre, les mandats de versement sont soumis aux dispositions régissant les mandats, quel que soit le mode de transmission, par la voie postale ou par la voie télégraphique, qu'il s'agisse du système-carte ou du système-liste.

ARTICLE 141

Etablissement des mandats de versement

1. Les mandats de versement sont établis sur une formule en carton résistant de couleur jaune conforme au modèle MP 16 ci-annexé.

2. L'adresse des mandats de versement comporte le nom patronymique ou la raison sociale du bénéficiaire, le numéro de son compte courant postal précédé des mots «compte courant postal» ou de l'abréviation «CCP» et de la désignation du bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire.

ARTICLE 142

Listes de mandats de versement

1. Les mandats de versement, dans le système-liste, sont transmis au moyen d'une liste spéciale MP 2 qui doit être intitulée «Mandats de versement».

2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat de versement demande un avis d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire, la mention «A1» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations» en regard de l'inscription relative au mandat.

ARTICLE 143

Mandats de versement télégraphiques

Les mandats de versement télégraphiques sont établis conformément à l'article 131. Ils donnent lieu à l'envoi de télégrammes-mandats adressés directement au bureau de chèques postaux qui tient le compte courant postal du bénéficiaire. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf entente spéciale et libellés invariablement dans l'ordre ci-après:

- Indications de service taxées (s'il y a lieu),
- Avis inscription (s'il y a lieu),
- Avis inscription avion (s'il y a lieu),
- Mandat . . . (N° postal d'émission),
- Nom du bureau de chèques postaux de destination,
- Nom de l'expéditeur,
- Montant de la somme à porter au crédit du compte courant postal du bénéficiaire,
- Désignation exacte du bénéficiaire et du numéro de son compte courant postal précédé des initiales CCP,
- Communication particulière (le cas échéant).

ARTICLE 144

Mandats de versement égarés, perdus ou détruits après inscription

Tout mandat de versement égaré, perdu ou détruit après inscription du montant au crédit d'un compte courant postal peut être remplacé par l'Administration de destination par un nouveau titre établi sur une formule MP 16 portant les indications prescrites à l'article 119 et précisant au verso la date d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

ARTICLE 145

Dispositions comptables concernant les mandats de versement

Sauf entente spéciale, les mandats de versement sont décrits sur une liste MP 6 spéciale et incorporés dans le compte mensuel des mandats.

TITRE V

DISPOSITIONS COMPTABLES

CHAPITRE I

RÈGLES COMMUNES

ARTICLE 146

Etablissement des comptes mensuels

1. Chaque Administration de paiement établit à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations dont elle a reçu des mandats, un compte mensuel conforme au modèle MP 5 ci-annexé s'il s'agit de mandats-cartes ou un compte mensuel conforme au modèle MP 15 ci-annexé s'il s'agit de mandats-listes. Elle récapitule sur ce compte tous les mandats payés par ses propres bureaux, pour le compte de l'Administration correspondante, pendant le mois précédent. La récapitulation est faite en respectant:

- a) l'ordre chronologique des mois d'émission;
- b) l'ordre alphabétique des bureaux d'émission;
- c) pour chaque bureau d'émission, l'ordre numérique des mandats.

2. En cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle MP 6 ci-annexé qui est jointe au compte mensuel établi, dans ce cas, sur une formule conforme au modèle MP 7 ci-annexé.

3. L'Administration de paiement inscrit également sur ce compte:

- a) le montant des quotes-parts qui lui reviennent en vertu de l'article 28 de l'Arrangement;
- b) le cas échéant, le montant des remboursements visés par l'article 27 et celui des intérêts prévus aux articles 27 et 30 de l'Arrangement.

4. Les autorisations de paiement acquittées sont traitées comme des mandats et décrites sur le compte MP 5 ou, éventuellement, sur la liste MP 6 dans les mêmes conditions que s'il s'agissait des titres eux-mêmes.

5. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, avant la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des pièces à l'appui (mandats et autorisations de paiement quittancés). Lorsque, pour un motif quelconque, le compte mensuel ne peut être transmis en temps opportun, l'Administration débitrice doit être informée, dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai précité, de la date d'envoi présumée du compte dont il s'agit. L'information doit être donnée par la voie télégraphique.

6. A défaut de titres payés (mandats, autorisations de paiement), un compte mensuel négatif est adressé à l'Administration correspondante.

7. Les différences constatées par l'Administration débitrice dans les comptes mensuels sont reprises dans le premier compte mensuel à établir; elles sont négligées si le montant n'en excède pas 50 centimes par compte.

ARTICLE 147

Etablissement du compte général

1. Le compte général est établi sur une formule conforme au modèle MP 8 ci-annexé par l'Administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels avant même d'avoir procédé à la vérification de détail de ces comptes.

2. Il doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte; ce délai est de quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés.

3. Les Administrations peuvent s'entendre en vue d'établir le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

ARTICLE 148

Modes et délais de paiement

1. Sauf entente spéciale, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés en monnaie du Pays créancier, sans aucune perte pour ce dernier;

- a) soit au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier ou au moyen de virements postaux;
- b) soit par prélèvement sur des provisions éventuelles constituées en vertu de l'article 30 de l'Arrangement.

2. Les frais de paiement sont supportés par l'Administration débitrice, à l'exception des frais extraordinaires, tels les frais de clearing, imposés par le Pays créateur.

3. Le paiement doit être effectué au plus tard quinze jours après réception du compte général ou après réception du compte mensuel, si les règlements s'opèrent sur la base de ce compte; ce délai est d'un mois pour les Pays éloignés.

4. En cas de désaccord entre les deux Administrations sur le montant de la somme à payer, seul le paiement de la partie contestée peut être différé; l'Administration débitrice doit notifier à l'Administration créancière, dans les délais prévus au § 3, les raisons de la contestation.

ARTICLE 149

Acomptes

1. Toute Administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme dépassant 30 000 francs par mois a le droit de réclamer le versement d'un acompte pendant le mois où les mandats sont émis. La partie du solde mensuel moyen qui n'est pas couverte par l'acompte ne doit pas être supérieure à 30 000 francs. Le solde mensuel moyen est calculé sur la base des trois derniers comptes mensuels acceptés. L'Administration débitrice doit payer l'acompte réclamé au plus tard le quinzième jour du mois d'émission des mandats, à moins qu'elle ne puisse invoquer, à bon escient, que la moyenne des trois derniers mois révolus ne correspond plus à l'importance réelle du trafic des mandats; en cas de non-paiement dans le délai précité, les dispositions de l'article 30 de l'Arrangement sont applicables.

2. Lorsque la somme versée à titre d'acompte est supérieure au solde réel de la période considérée, la différence est reprise dans le compte suivant ou, le cas échéant, portée à l'avoir prévu à l'article 148, § 1, lettre b).

CHAPITRE II

RÈGLES COMPTABLES PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES ET AUX MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

ARTICLE 150

Etablissement des comptes mensuels

Les mandats-listes et les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après:

a) Mandats-listes

- 1° les Administrations récapitulent, sur le compte mensuel, les totaux des listes reçues au cours du mois;
- 2° le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice dès réception de la dernière liste du mois auquel il se rapporte;
- 3° les Administrations peuvent, d'un commun accord, renoncer à l'établissement de comptes mensuels et régler le montant de chaque liste au moyen d'un chèque ou d'une traite, à joindre à cette liste;

b) Mandats télégraphiques

- 1° les mandats télégraphiques sont récapitulés, selon le cas, avec les mandats-cartes ou avec les mandats-listes;
- 2° les mandats télégraphiques accompagnés, autant que possible, par les avis d'émission correspondants, sont joints au compte mensuel; les avis d'émission qui parviennent à l'Administration de paiement après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels ils se rapportent sont renvoyés, à l'Administration d'émission, annexés à l'un des comptes suivants;
- 3° les dispositions de la lettre b), chiffre 2°, ne s'appliquent pas aux mandats-listes télégraphiques.

TROISIÈME PARTIE

Bons postaux de voyage

ARTICLE 151

Règles générales d'émission

Sous réserve des particularités ci-après, les dispositions générales relatives à l'émission des mandats sont applicables à l'établissement des bons et des couvertures de carnets.

ARTICLE 152

Formules de bons et de couvertures de carnets. Approvisionnement

1. Les bons postaux de voyage sont établis sur des formules conformes au modèle MP 10 ci-annexé; confectionnés sur papier blanc, ils comportent un filigrane ombré représentant une tête allégorique de deux centimètres de hauteur environ. Une bande blanche de trois centimètres et demi de large est ménagée sur le côté gauche de la formule. Dans le haut de cette bande est situé le filigrane; au centre est appliqué un timbre sec en relief, le même pour tous les Pays, et qui représente une tête de Mercure; la partie inférieure de cette bande est réservée à l'empreinte du timbre sec que le service qui délivre les bons doit appliquer conformément à l'article 153. A l'exception de la bande blanche, la formule est revêtue d'un fond de sécurité constitué par l'impression très nette, en trois couleurs, d'une allégorie composée de quelques larges motifs comportant des modelés. L'indication « Bon postal de voyage » est imprimée en même temps que le fond de sécurité et dans les mêmes couleurs. Il est fait usage de teintes nettement différentes pour les bons de chacune des trois valeurs prévues à l'article 41 de l'Arrangement.

2. Chaque bon porte les mentions suivantes, imprimées au recto:

- a) le numéro d'une série allant de 1 à 100 000;
- b) le nom du Pays d'émission;
- c) la valeur du bon suivie du nom de la monnaie dans laquelle il est établi;
- d) le nom du Pays dans lequel il est payable exclusivement.

3. Les bons vendus au public sont réunis et brochés en carnet sous couverture de couleur bleu clair, conforme au modèle MP 11 ci-annexé. Le nom du Pays d'émission et le nom du Pays de paiement sont imprimés au recto.

4. Les Administrations sont approvisionnées en bons et en couvertures de carnets par le Bureau international qui en assure l'impression.

ARTICLE 153

Etablissement des bons

1. Lors de l'émission, les bons sont revêtus, dans la bande blanche ménagée au recto et à l'emplacement prévu à cet effet, de l'empreinte d'un timbre sec en relief, spécial au service qui les émet. *Le premier et le dernier jour de validité doivent de plus être indiqués sur les bons, à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un timbre. Les Administrations peuvent convenir d'authentifier les bons au moyen de l'empreinte du timbre humide utilisé pour l'émission des mandats de poste.*

2. Les Administrations peuvent convenir d'indiquer, au moyen d'un gaufrage spécial, le nom du service émetteur.

ARTICLE 154

Confection et établissement des carnets

1. Les bons sont classés dans les carnets dans l'ordre numérique.

2. Le bureau qui émet un carnet indique sur la couverture, à l'emplacement réservé à cet effet, *le premier et le dernier jour de validité des bons. Il porte également sur les filets de cette couverture le nombre des bons émis ainsi que les numéros du premier et du dernier de ces bons; le nom du Pays de paiement est indiqué d'une manière apparente sur le carnet et sur les bons aux emplacements prévus.*

3. Les inscriptions doivent être faites à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un procédé mécanique d'impression.

4. L'empreinte du timbre sec en relief ou du timbre humide mentionnés à l'article 153, § 1, doit être apposée sur la couverture et à l'endroit prévu à cet effet, lors de l'établissement du carnet.

ARTICLE 155

Paiement à titre exceptionnel de bons libellés en une monnaie autre que celle du Pays où le paiement est demandé

1. Lorsque, par suite de circonstances exceptionnelles et dans les relations avec les Pays qui en ont préalablement convenu, le bénéficiaire est conduit à demander le paiement de ses bons dans un Pays autre que le Pays de paiement primitivement indiqué sur les bons, le montant à payer pour chaque bon en monnaie du Pays où le paiement est sollicité, est demandé au bureau d'émission, aux frais du bénéficiaire, par télégramme ou par avion.

2. Le bureau qui effectue le paiement indique au recto du bon la somme versée en sa monnaie et annexe le télégramme ou l'avis-réponse aux bons payés dans les conditions visées au § 1.

ARTICLE 156

Bons égarés, perdus ou détruits après paiement

L'article 119 est applicable, par analogie, dans le cas de bons postaux de voyage égarés, perdus ou détruits après paiement. Le titre de remplacement est établi sur une formule MP 10. L'Administration de paiement se procure, par l'intermédiaire de l'Administration d'origine, la déclaration du bénéficiaire destinée à tenir lieu d'acquit.

ARTICLE 157

Etablissement des comptes

1. Le compte mensuel des bons payés est établi sur une formule conforme au modèle MP 9 ci-annexé.

2. Ce compte est joint au compte mensuel MP 5 relatif aux mandats payés pendant la même période et le total en est ajouté à celui du compte MP 5.

3. Les bons postaux de voyage payés à titre exceptionnel par un Pays ne participant pas au service, dans les conditions prévues à l'article 155, sont décrits sur un compte mensuel MP 5 spécial qui est annexé au compte des mandats de poste.

QUATRIÈME PARTIE

Dispositions finales

ARTICLE 158

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties Intéressées.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir plus haut dans le présent volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
MP 1	Mandat de poste international	art.104, § 1
MP 2	Liste des mandats de poste	art.122, § 2, lettre a)
MP 3	Avis d'émission d'un mandat télégraphique	art.132, § 1
MP 4	Réclamation ou demande d'avis de paiement postérieurement à l'émission, de modification d'adresse, de retrait concernant un mandat de poste international	art.110, § 1
MP 5	Compte mensuel des mandats-cartes et des autorisations de paiement	art.146, § 1
MP 6	Liste récapitulative des mandats de poste et des autorisations de paiement	art.146, § 2
MP 7	Compte mensuel des mandats de poste, des autorisations de paiement et des mandats de remboursement	art.146, § 2
MP 8	Compte général des mandats de poste	art.147, § 1
MP 9	Compte mensuel des bons postaux de voyage	art.157, § 1
MP 10	Bon postal de voyage	art.152, § 1
MP 11	Carnet de bons postaux de voyage	art.152, § 3
MP 12	Mandat de poste international pour libellé mécanographique	art.104, § 2
MP 13	Autorisation de paiement	art.117
MP 14	Demande de régularisation d'un mandat de poste ou demande d'autorisation de paiement	art.112, § 1
MP 15	Compte mensuel des mandats-listes	art.146, § 1
MP 16	Mandat de versement international	art.141, § 1

ANNEXES:

FORMULES MP 1 à MP 16



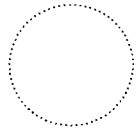
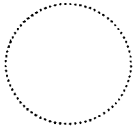


(Recto)

<p>Coupon (Peut être détaché par le bénéficiaire)</p> <p>Montant du mandat</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p style="font-size: small;">(en chiffres arabes)</p> <p>Expéditeur</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Le 19.....</p> <p>Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 60px; height: 60px; margin: 10px auto;"></div>	<p>ADMINISTRATION DES POSTES d.....</p> <p>MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 60%;"></td> <td style="width: 10%; text-align: center; font-size: small;">unités</td> <td style="width: 10%; text-align: center; font-size: small;">fractions</td> <td style="width: 20%; border: 1px solid black; padding: 2px;"> Cours (*) du change </td> </tr> <tr> <td>de la somme de:</td> <td style="text-align: center;"><div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div></td> <td style="text-align: center;"><div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 15px;"></div></td> <td style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> Somme payée </td> </tr> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center; font-size: small;">(en chiffres arabes)</td> </tr> </table> <p>.....</p> <p>..... (les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>payable à</p> <p>Rue et numéro:</p> <p>Lieu de destination:</p> <p>Pays de destination:</p> <p style="text-align: center;">indications de service</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%;">Numéro</td> <td style="width: 10%;">Date</td> <td style="width: 10%;">Bureau</td> <td style="width: 10%; font-size: small;">} d'émission</td> <td style="width: 55%;"></td> </tr> <tr> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td></td> <td>.....</td> </tr> </table> <p>Signature de l'agent qui établit le mandat:</p> <p style="font-size: x-small;">(*) Indications à porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p>		unités	fractions	Cours (*) du change	de la somme de:	<div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div>	<div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 15px;"></div>	Somme payée	(en chiffres arabes)				Numéro	Date	Bureau	} d'émission		<p style="text-align: right;">MP 1</p> <p style="font-size: x-small;">Application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 60px; height: 60px; margin: 10px auto;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 30px; margin: 10px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">Monnaie du Pays d'émission</p>
	unités	fractions	Cours (*) du change																					
de la somme de:	<div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div>	<div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 15px;"></div>	Somme payée																					
(en chiffres arabes)																								
Numéro	Date	Bureau	} d'émission																					
.....																				

Mandats, Vienne 1964, art.104, § 1 - Dimensions: 148 x 105 mm, couleur rose

(Verso)

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>
	<p>Quittance du bénéficiaire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:, le 19.....</p> <p>Signature du bénéficiaire:</p> <p>.....</p>
<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 80px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center;">N°</p>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 60px; height: 60px; margin: 10px auto;"></div>

ADMINISTRATION DES POSTES		AVIS D'ÉMISSION ⁽¹⁾		MP 3
d		d'un mandat télégraphique ⁽²⁾		
déposé au bureau d		le		19.....
pour le bureau d.....		(.....)		(Pays)
Nom de l'expéditeur	Numéro du mandat	Nom, prénom(s), qualité et domicile du bénéficiaire	Montant du mandat	
1	2	3	4	
.....		.....		En monnaie du Pays de paiement
.....			(*)  
Timbre du bureau d'émission	Lieu:	Timbre du bureau payeur	En monnaie du Pays d'émission	
	Date: 19.....		 	
Signature de l'agent qui établit l'avis:		.....	
<p>(1) A envoyer sous enveloppe, par le prochain courrier et autant que possible par avion.</p> <p>(2) Le montant ne peut pas être payé sur le vu de cet avis d'émission, mais seulement sur celui du télégramme auquel cet avis se rapporte.</p>				

ADMINISTRATION DES POSTES

MP 4

d

BUREAU d.....

— RÉCLAMATION (*)

— DEMANDE (*)

D'AVIS DE PAIEMENT POSTÉRIEUREMENT A L'ÉMISSION
DE MODIFICATION D'ADRESSE
DE RETRAIT

concernant un mandat de poste international

Description du mandat- $\frac{\text{carte}}{\text{liste}}$ / $\frac{\text{ordinaire}}{\text{télégraphique}}$ (*)

N° du mandat; Notre Réf.
 Bureau d'émission: Votre Réf.
 Date d'émission:
 Montant en monnaie du Pays de paiement/d'émission (*)
 Nom et domicile de l'expéditeur:
 Nom et adresse du bénéficiaire:
 Renseignements complémentaires:
 Nom et domicile du réclamant ou du demandeur:

Monsieur,

Au sujet du mandat susmentionné, j'attire votre attention sur le numéro Indiqué ci-dessous.

Si le mandat a été égaré, le montant doit être payé au bénéficiaire primitif à l'expéditeur (*)

Prière de me répondre à ce sujet par voie de surface/aérienne/télégraphique (*) et de me renvoyer la présente formule.

Timbre du bureau
d'origine le 19.....

Le Chef du bureau d'où émane la demande:

..... le 19.....

Signature du réclamant ou du demandeur:

1. Le mandat en question (*): a) a été dûment payé au bénéficiaire le 19..... b) est encore en instance au bureau d..... (*) c) a été remis au bénéficiaire, qui n'a pas encore pris livraison du montant (*) d) a été renvoyé au Pays d'émission le 19..... e) a été réexpédié le 19..... à f) n'est pas parvenu au bureau d..... g) (*)	2. D'après la déclaration de l'expéditeur, le bénéficiaire n'a pas reçu le montant. L'expéditeur désire savoir si le mandat a été payé au bénéficiaire. Ci-annexé la formule C 5. Veuillez effectuer une enquête à ce sujet et nous en communiquer le résultat.
	3. Prière de remplacer « » par « » sur
	4. Prière de me renvoyer le mandat susmentionné pour remise à l'expéditeur.
	5. Autres motifs:

Timbre du bureau
de destination le 19.....

Le Chef du bureau de destination:

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

(*) Intéresse les Pays qui paient à domicile ou qui ramettent un avis d'arrivés.

(*) Intéresse les Pays qui distribuent les mandats aux bénéficiaires.

(*) Ajouter si possible la déclaration du bénéficiaire.

ADMINISTRATION DES POSTES

Année 19.....

MP 5

d

Mois d.....

COMPTE MENSUEL

des mandats-cartes et des autorisations de paiement

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

Numéro courant des mandats et des autorisations de paiement payés 1	Emission				Mandats et autorisations de paiement taxés 6	Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe 7		Débit de l'Ad- ministration émettrice des mandats 8
	Année 2	Mois 3	Bureau 4	Numéro 5				
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								
13								
14								
15								
16								
17								
18								
19								
20								
Totaux								
Mandats et autorisations de paiement taxés (colonne 6)								
Taxe de 1/4 % sur les mandats et autorisations de paiement taxés								
Quote-part fixe (..... c par mandat)								
Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (colonne 7)								
Total général des sommes dues par l'Administration d..... à celle d.....								

Le présent compte du mois d..... 19..... est certifié conforme au total des mandats et autorisations de paiement ci-annexés.

Signature:

....., le 19.....

ADMINISTRATION DES POSTES

MP 7

d

Année 19.....

Mois d.....

COMPTE MENSUEL

des mandats de poste, des autorisations de paiement et des mandats de remboursement (*)

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

Nombre des mandats et des autorisations de paiement payés 1	Titre 2	Montant des mandats et des autorisations de paiement payés 3	Montant des taxes et des quotes-parts 4
	Mandats et autorisations de paiement taxés (*)		
	Taxe de 1/4 % sur les mandats et autorisations de paiement taxés		
	Quote-part fixe (..... c par mandat)		
	Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (*)		
	Totaux		
	Mandats de remboursement selon le compte particulier, formule R 5		
	A déduire les taxes et les quotes-parts sur les mandats de remboursement		
	Totaux généraux		
	Total des taxes et des quotes-parts à (*) ajouter déduire		
	Inscriptions éventuelles selon les art. 27 et 30 de l'Arrangement: (sommes à rembourser et intérêts)		
	Total général des sommes dues par l'Administration d..... à l'Administration d.....		

Le présent compte du mois d..... 19..... est certifié conforme

au total des mandats et autorisations de paiement ci-annexés.

Signature:

..... le 19.....

(*) Dans ce compte peuvent aussi être compris les sommes à rembourser et les intérêts prévus aux articles 27 et 30 de l'Arrangement.
 (1) Total établi sur formule(s) MP 6 ci-annexée(s).
 (2) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES

MP 9

d

COMPTE MENSUEL

des bons postaux de voyage

Année 19.....

..... annexe.....

Mois d.....

échangés entre l'Administration d..... et l'Administration d.....


Numéro courant des bons payés	Année d'émission	Mois d'émission	Bureau d'émission	Numéro du bon	Montant en monnaie du Pays payeur
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
				Total des bons payés	
				Taxe de 1/100 ^e	
Total général des sommes dues par l'Administration d..... à l'Administration d.....					

Le présent compte du mois d..... 19.....

Signature:

est certifié conforme au total des..... bons ci-annexés.

..... le 19.....


<p>Talon à la disposition du titulaire</p> <hr/> <p>BON POSTAL DE VOYAGE</p> <p>Montant (en monnaie du Pays de paiement)</p>  <p>Bureau payeur</p> <hr/> <p>Date de paiement</p> <hr/>	<p>ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p>d</p> <p>N°</p> <p>Bureau émetteur</p> <p>.....</p> <p>Valable du</p> <p>au</p> <p>BON POSTAL DE VOYAGE</p> <p>de la somme de</p> <p>(en chiffres arabes, avec indication de la monnaie)</p> <p>.....</p> <p>(en toutes lettres)</p> <p>payable exclusivement</p> <p>(Nom du Pays de paiement)</p> <p>entre les mains de la personne désignée sur la couverture du carnet</p> <p>Timbre sec du bureau d'émission</p>	<p>MP 10</p>
---	---	--------------

Mandats, Vienne 1964, art. 152, § 1 — Dimensions: 162 x 114 mm

(Verso)

<p>Description des pièces d'identité produites:</p> <p>Reçu contre ce bon postal de voyage</p> <p>la somme de</p> <p>....., le 19.....</p> <p>Signature:</p> <p>.....</p> <p>(La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture)</p>		
<p>Timbre à date du bureau payeur</p>	<p>Payé</p> <p>le 19.....</p> <p>par</p>	<p>N° du paiement</p>

(1^{re} page de la couverture)

ADMINISTRATION DES POSTES d CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE ⁽¹⁾ contenant (2) <table style="margin-left: 20px;"> <tr> <td style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">bons N^{os}</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">à</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">de</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> </tr> <tr> <td style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">bons N^{os}</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">à</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">de</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> </tr> <tr> <td style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">bons N^{os}</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">à</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> <td style="padding: 2px;">de</td> <td style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px;"></td> </tr> </table>		bons N ^{os}		à		de			bons N ^{os}		à		de			bons N ^{os}		à		de		MP 11 Valable du au inclusivement
	bons N ^{os}		à		de																	
	bons N ^{os}		à		de																	
	bons N ^{os}		à		de																	
Payable exclusivement (Pays de paiement)																						
(1) Voir les dispositions à la 4 ^e page de la couverture. (2) Nombre, numéros et montant des bons en chiffres arabes. Le montant des bons doit être exprimé dans la monnaie du Pays de paiement.																						
M (Nom et prénom(s)) (Adresse) (Lieu de domicile)	Timbre sec (en relief) du bureau émetteur 																					
Signature du titulaire:																						

Mandats, Vienne 1964, art.152, § 3 - Dimensions: 162 x 114 mm

(4^e page de la couverture)

1. Les bons postaux de voyage sont libellés en monnaie du Pays où ils doivent être payés; ce Pays est désigné à la 1^{re} page de la couverture du présent carnet.
2. Dans les bureaux participant au service, le paiement a lieu contre remise du bon signé à l'encre. L'ayant droit doit justifier de son identité soit par la production de son passeport ou d'une carte d'identité postale, soit au moyen d'une autre preuve admise dans le Pays payeur.
3. Lorsque le service payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au paiement du ou des bons qui lui sont présentés, le paiement peut être suspendu jusqu'au moment où ce service s'est procuré les fonds.
4. Les sommes versées pour être converties en bons sont, dans le délai de prescription fixé par la législation du Pays d'émission, garanties aux ayants droit jusqu'au moment où les bons ont été régulièrement payés. La réclamation de l'ayant droit concernant le paiement d'un bon à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain de l'émission de ce bon. Les Administrations postales ne sont pas responsables des conséquences

que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent.

5. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration du Pays d'émission si le carnet qui fait l'objet de la réclamation n'est pas produit. Toutefois, en cas de perte d'un carnet ou d'un ou de plusieurs bons, l'intéressé doit prouver à l'Administration émettrice qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et qu'il a versé, à cet effet, la somme totale correspondante. Le remboursement ne peut être effectué que lorsque ladite Administration s'est assurée que les bons déclarés perdus n'ont pas été payés.
6. Les carnets ou l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent ne sont transmissibles à des tiers ni par endossement ni par cession; ils ne peuvent être mis en gage.

Sous réserve de ce qui est prévu par la législation interne de chaque Pays, il n'est pas donné suite aux demandes qui sont présentées en vue de faire opposition au paiement de bons régulièrement émis.

(Recto)

<p style="text-align: center;">Coupon (Peut être détaché par le bénéficiaire)</p> <p style="text-align: center;">Montant du mandat</p> <div style="display: flex; justify-content: center; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center; font-size: small;">(en chiffres arabes) (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">Expéditeur</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'émission</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto;"></div> <p>Le 19.....</p>	<p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES d</p> <p style="text-align: center;">MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</p> <p style="text-align: center;">pour libellé mécanographique de la somme de:</p> <div style="display: flex; justify-content: center; align-items: center;"> </div> <p style="text-align: center; font-size: small;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">payable à</p> <p style="text-align: center;">Indications de service</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%; border-right: 1px dashed black;">Numéro</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px dashed black;">Date</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px dashed black;">Bureau</td> <td>.....</td> </tr> </table> <p>Signature de l'agent qui établit le mandat.....</p> <p style="font-size: x-small;">(*) Indications à porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p>	Numéro	Date	Bureau	<p style="text-align: right;">MP 12</p> <p style="font-size: x-small;">Application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'émission</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto;"></div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> <p style="font-size: small;">Somme versée</p> <p style="font-size: x-small;">(Monnaie du Pays d'émission)</p> </div>
Numéro							
Date							
Bureau							

Mandats, Vienne 1964, art. 104, § 2 - Dimensions: 148 x 105 mm, couleur rose

(Verso)

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>
	<p>Quittance du bénéficiaire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:, le 19.....</p> <p style="text-align: right;">Signature du bénéficiaire:</p> <p style="text-align: center;">.....</p>
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> <p style="font-size: small;">Registre d'arrivée</p> </div> <p>N°</p>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto;"></div>

(Recto)

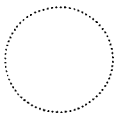
<p>Coupon (Peut être remis au bénéficiaire)</p> <p>Montant de l'autorisation de paiement</p> <p style="text-align: center;"> <input style="width: 100px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 30px; height: 20px;" type="text"/> </p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p>Remplacement ^(*) Complément du mandat de poste international expédié</p> <p>le 19...</p> <p>par</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">Timbre du service émetteur</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div>	<p style="text-align: right;">MP 13</p> <p>ADMINISTRATION DES POSTES d</p> <p>AUTORISATION DE PAIEMENT N°</p> <p>en ^(*) remplacement complément d'un mandat de poste international</p> <p>Le bureau de poste d.....</p> <p>est autorisé à payer la somme de:..... <input style="width: 100px; height: 20px;" type="text"/> <input style="width: 30px; height: 20px;" type="text"/> (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;"> <input style="width: 100%; height: 20px;" type="text"/> </p> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>à</p> <p style="text-align: center;">(Nom ou raison sociale)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Localité et Pays de destination)</p> <p>en ^(*) remplacement complément du mandat de poste international n°</p> <p>émis à, le 19.....</p> <p>et expédié par, le 19.....</p> <p>Signature de l'agent qui établit l'autorisation de paiement:</p> <p>.....</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin-left: auto;"> <p style="font-size: small;">Montant en monnaie du Pays d'émission</p> <p style="text-align: center;"> <input style="width: 50px; height: 20px;" type="text"/> </p> </div> <p style="font-size: x-small;"> ^(*) Biffer ce qui ne convient pas. ^(*) Indications à porter par l'Administration de destination lorsqu'elle opère elle-même la conversion. </p>
--	--

Mandats, Vienne 1964, art.117 - Dimensions: 148 x 105 mm, couleur rose

(Verso)

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>
	<p>Quittance du bénéficiaire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:, le 19.....</p> <p>Signature du bénéficiaire:</p> <p>.....</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin-left: auto;"> <p style="font-size: x-small;">Timbre du bureau payeur</p> <p style="text-align: center;"> <input style="width: 80px; height: 60px;" type="text"/> </p> </div>
	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content;"> <p style="font-size: x-small;">Registre d'arrivée</p> <p style="font-size: x-small;">N°</p> </div>

MP 14

Timbre du bureau
de paiement

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Bureau d.....

I. DEMANDE DE RÉGULARISATION ⁽¹⁾ D'UN MANDAT DE POSTE

Description du mandat carte/télégraphique ⁽¹⁾

N° du mandat: Notre Réf.
 Bureau d'émission: Votre Réf.
 Date d'émission:, le 19.....
 Montant en monnaie du Pays de paiement / d'émission ⁽¹⁾.....
 Nom et domicile de l'expéditeur:
 Nom et adresse du bénéficiaire:
 Renseignements complémentaires:

Le mandat décrit ci-dessus, que vous voudrez bien trouver ci-joint, ne peut être payé, pour le motif suivant ⁽²⁾:

- Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile du bénéficiaire;
- Différences ou omission des noms ou de sommes;
- Ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- Omission de timbres, de signature ou d'autres indications de service;
- Indication de la somme à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise;
- Dépassement du montant maximal autorisé;
- Erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du Pays d'émission et celle du Pays de paiement;
- Omission du nom de l'unité monétaire;
- Emploi de formule non réglementaire;
- Délai de validité expiré. A viser pour date;
- Autres motifs ⁽³⁾

Prière de renvoyer le mandat de poste, sous enveloppe, immédiatement après sa régularisation, accompagné de la présente formule.

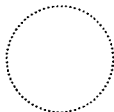
II. DEMANDE D'AUTORISATION DE PAIEMENT ⁽¹⁾

Le mandat décrit ci-dessus:

A été égaré/détruit/perdu/avant paiement ⁽¹⁾

Par suite d'une erreur de conversion nécessite un paiement complémentaire de au bénéficiaire ⁽¹⁾

Prière de délivrer une autorisation de paiement et de transmettre celle-ci accompagnée de la présente formule.

Timbre du bureau
d'émission du mandat

A, le

Signature:

.....

⁽¹⁾ Biffer l'indication inutile.

⁽²⁾ Porter une croix dans le cadre précédant la description de l'irrégularité constatée.

⁽³⁾ Décrire le motif de l'irrégularité lorsque celle-ci n'est pas prévue dans les rubriques ci-dessus.

MP 15

ADMINISTRATION DES POSTES

d **COMPTE MENSUEL DES MANDATS-LISTES**

émis par l'Administration d.....

Année 19.....

et payés pendant le mois désigné ci-dessus

Mois

par l'Administration d.....

Dates des listes	Mandats taxés			Mandats en franchise de taxe			Débit de l'Administration émettrice des mandats
	Numéros d'ordre internationaux des titres figurant sur les listes		Totaux des listes	Numéros d'ordre internationaux des titres figurant sur les listes		Totaux des listes	
1	2		3	4		5	6
	de	à		de	à		
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							
30							
31							
			Total			Total	

Mandats taxés (col.3)

Quote-part fixe de par mandat taxé

Quote-part proportionnelle de % % sur les mandats taxés

Mandats en franchise de taxe (col.5)

Total général des sommes dues par l'Administration d..... à celle d.....

A le 19.....

Signature:

LISTE DES ETATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT, OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION FAITE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5, DE LA CONSTITUTION

ARGENTINE ¹	23 juin	1967
AUTRICHE	23 décembre	1965
BELGIQUE	4 novembre	1965 A
CHINE	6 septembre	1966
CONGO (RÉPUBLIQUE DU)	7 septembre	1966 A
CÔTE D'IVOIRE	28 octobre	1965 A
DAHOMÉY	13 janvier	1967 A
DANEMARK	23 décembre	1965
ESPAGNE	9 novembre	1966
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)		
FINLANDE	17 décembre	1965
FRANCE	22 janvier	1966 A
(Y compris l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer.)		
GABON	27 janvier	1967 A
GHANA	17 novembre	1966
GUINÉE	5 septembre	1966
HAUTE-VOLTA	4 février	1967 A
HONGRIE ¹	2 mai	1967 A
ISLANDE	10 août	1965
JAPON	22 juillet	1965 A
LAOS	25 septembre	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 octobre	1967
LUXEMBOURG	29 décembre	1965
MADAGASCAR	25 août	1965 A
MALI	18 décembre	1965
MAROC	7 avril	1967 A
MAURITANIE	22 mars	1967 a*
NIGER	8 février	1966 A
NORVÈGE	1 ^{er} décembre	1965
POLOGNE ¹	14 septembre	1966 A
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	30 juin	1967
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	20 mai	1966
RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM	5 juin	1967

¹Avec déclaration, dont le texte a été reproduit à la suite de la liste des Etats ayant ratifié la Constitution de l'Union postale universelle ou y ayant adhéré. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27 juin	1966
(Avec déclaration suivant laquelle l'Ar- rangement est également applicable au <i>Land</i> de Berlin.)		
SAINT-MARIN	11 octobre	1967 <i>A</i>
SÉNÉGAL	26 septembre	1967
SUÈDE	13 décembre	1966
SUISSE	4 février	1966
SYRIE	18 novembre	1966
TCHÉCOSLOVAQUIE ¹	20 mai	1966
THAÏLANDE	10 mai	1966 <i>A</i>
TOGO	28 août	1967 <i>A</i>
TUNISIE	13 septembre	1966
YOUgoslavie	15 novembre	1966

¹ Avec déclaration, dont le texte a été reproduit à la suite de la liste des Etats ayant ratifié la Constitution de l'Union postale universelle ou y ayant adhéré. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.

VI

**AGREEMENT CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS AND
POSTAL TRAVELLER'S CHEQUES. SIGNED AT VIENNA,
ON 10 JULY 1964**

AGREEMENT CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;">SECTION I</p> <p style="text-align: center;">PRELIMINARY CLAUSES</p> <p><i>Art.</i></p> <p>1. Subject of the Agreement.</p> <p style="text-align: center;">SECTION II</p> <p style="text-align: center;">MONEY ORDERS</p> <p style="text-align: center;">Chapter I</p> <p style="text-align: center;">GENERAL PROVISIONS</p> <p>2. Methods of exchange.</p> <p style="text-align: center;">Chapter II</p> <p style="text-align: center;">ISSUE OF MONEY ORDERS</p> <p>3. Currency. Conversion.</p> <p>4. Maximum amount of an order.</p> <p>5. Payment. Receipt.</p> <p>6. Charges.</p> <p>7. Exemption.</p> <p>8. Special provisions applicable to the issue of telegraph money orders.</p> <p style="text-align: center;">Chapter III</p> <p style="text-align: center;">SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC</p> <p>9. Advice of payment. Express delivery. Payment to payee in person. Dispatch by air. Message for payee.</p> <p>10. Withdrawal. Alteration of address.</p> <p>11. Retransmission.</p> <p>12. Endorsement.</p> <p style="text-align: center;">Chapter IV</p> <p style="text-align: center;">PAYMENT OF MONEY ORDERS</p> <p>13. Period of validity. Extension of the period of validity.</p> <p>14. Maximum amount payable.</p> <p>15. General rules for payment of orders.</p> <p>16. Express delivery.</p> <p>17. Charges payable by payee.</p> <p>18. Special provisions applicable to payment of telegraph money orders.</p>	<p style="text-align: center;">Chapter V</p> <p style="text-align: center;">UNPAID MONEY ORDERS. AUTHORITIES TO PAY</p> <p><i>Art.</i></p> <p>19. Unpaid money orders.</p> <p>20. Authority to pay.</p> <p>21. Void money orders.</p> <p style="text-align: center;">Chapter VI</p> <p style="text-align: center;">RESPONSIBILITY</p> <p>22. Principle and extent of responsibility.</p> <p>23. Exceptions to the principle of responsibility.</p> <p>24. Determination of responsibility.</p> <p>25. Payment of claims. Claim for repayment.</p> <p>26. Period allowed for payment.</p> <p>27. Repayment to the paying Administration.</p> <p style="text-align: center;">Chapter VII</p> <p style="text-align: center;">ACCOUNTING</p> <p>28. Apportionment of charges.</p> <p>29. Preparation of accounts.</p> <p>30. Settlement of accounts.</p> <p style="text-align: center;">Chapter VIII</p> <p style="text-align: center;">MISCELLANEOUS PROVISIONS</p> <p>31. Offices transacting money order business.</p> <p>32. Participation of non-postal agencies.</p> <p>33. Prohibition of fiscal or other charges.</p> <p style="text-align: center;">SECTION III</p> <p style="text-align: center;">DEPOSIT MONEY ORDERS</p> <p>34. Nature of deposit money orders.</p> <p>35. General provisions.</p> <p>36. Maximum amount of an order.</p> <p>37. Charges.</p> <p>38. Advice of credit.</p> <p>39. Prohibitions.</p>
---	---

SECTION IV

POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

Chapter I

GENERAL. ISSUE OF CHEQUES

Art.

40. Definition. Booklets.
41. Currency. Maximum value. Conversion.
42. Charges.
43. Cost.

Chapter II

PAYMENT OF CHEQUES

44. Validity of cheques. Payment.
45. Demands for stoppage of payment.

Chapter III

CLAIMS. RESPONSABILITY. ACCOUNTING

Art.

46. Claims and responsibility.
47. Apportionment of charges. Preparation of accounts.

SECTION V

FINAL PROVISIONS

48. Application of the present Agreement to postal travellers' cheques.
49. Application of the Convention.
50. Exception to the application of the Constitution.
51. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations.
52. Entry into force and duration of the Agreement.

AGREEMENT¹ CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

Having regard to article 22, para. 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the Member Countries of the Union, have, by common consent and subject to the provisions of article 25, para. 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

SECTION I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 1

Subject of the Agreement

The present Agreement governs, on the one hand, the exchange of postal money orders, hereinafter referred to as "money orders", and, on the other hand, the postal travellers' cheque service which the contracting Countries agree to institute in their reciprocal relations.

SECTION II

MONEY ORDERS

CHAPTER I

General provisions

Article 2

Methods of exchange

1. Money orders may be exchanged either by post or, if telegrams of advice are allowed in relations between the Countries concerned, by telegraph.

2. The exchange of money orders by post may be effected, at the option of the Administrations, by means of cards or lists. In the former case, the orders are called "card money orders" and in the latter case, "list money orders".

3. The exchange of money orders by telegraph may be effected by telegraph card money order or by telegraph list money order, both categories being called "telegraph money orders".

¹ Put into effect on 1 January 1966, in accordance with article 52. See after the Forms for the list of States which ratified, approved, or acceded to, the Agreement.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611.

CHAPTER II

Issue of money orders*Article 3***Currency. Conversion**

1. In the absence of any special agreement, the amount of the order is expressed in the currency of the Country of payment.
2. The Administration of issue fixes the rate of conversion of its currency into the currency of the Country of payment.

*Article 4***Maximum amount of an order**

1. The maximum amount of an order may not exceed the equivalent of 2,000 francs. Nevertheless, each Administration is empowered to fix a lower maximum.
2. By way of exception, no maximum is fixed for the orders referred to in article 7.

*Article 5***Payment. Receipt**

1. Each Administration fixes the form in which the remitter of an order must pay in the sum to be transferred.
2. A receipt is given free of charge to the remitter at the time of paying in the money.

*Article 6***Charges**

1. The charge to be collected at the time of issue consists of:
 - (a) A maximum fixed charge of:
 - 40 centimes in the case of card money orders,
 - 80 centimes in the case of list money orders;
 - (b) A proportional charge which may not exceed $\frac{1}{2}$ per cent of the amount paid in;
 - (c) Any charges payable for special services (request for advice of payment, for express delivery, etc.).
2. Each Administration is empowered to adopt, for the collection of the proportional charge, the scale best suited to its own service.
3. Money orders exchanged between a contracting Country and a non-contracting Country, through the intermediary of a Country party to this Agreement, may be subjected, by the Administration of the intermediary Country, to a supplementary proportional charge not exceeding $\frac{1}{4}$ per cent deducted from the amount of the money order; this charge may, however, be collected from the remitter and

credited to the Administration of the intermediary Country, if the Administrations concerned have agreed thereto.

Article 7

Exemption

Money orders issued in connexion with the postal service and exchanged in the circumstances specified in article 23 of the Convention are exempt from all charges.

Article 8

Special provisions applicable to the issue of telegraph money orders

1. Telegraph money orders are subject to the provisions of the Telegraph Regulations annexed to the International Telecommunication Convention.
2. In addition to the postal charge, the remitter of a telegraph money order pays the charge for the telegram, including the cost of any private message for the payee.

CHAPTER III

Special provisions relating to certain facilities accorded to the public

Article 9

***Advice of payment. Express delivery. Payment to payee in person.
Dispatch by air. Message for payee***

1. The remitter of a money order may apply for an advice of payment. Article 37 of the Convention applies to advices of payment.
2. Subject to the provisions of article 16, the remitter of a money order may request the delivery of the amount at the payee's address, by express messenger, immediately after the receipt of the order; in such cases, article 25 of the Convention applies.
3. In relations with those Countries which agree to payment to payee in person, the remitter of a money order may request, by means of an indication on the form, that payment be made exclusively to the payee in person and against his personal receipt. In such cases, the remitter pays a special charge of 20 centimes or the charge collected in the Country of origin for a request for payment to payee in person.
4. The remitter of a card money order or a list money order may request that it be forwarded by air against payment of the air-mail surcharge.
5. The remitter may enter on the back of the coupon a private message for the payee of the order. In the case of list money orders, only names and addresses are allowed.

*Article 10****Withdrawal. Alteration of address***

The remitter of a money order may, under the conditions prescribed by article 26 of the Convention, have it withdrawn from the service or have its address altered, so long as the order or the amount has not been delivered to the payee. Where an alteration of address is requested by telegraph, the registration fee is payable in addition to the telegraph charge.

*Article 11****Retransmission***

1. In the event of a change in the payee's address and in so far as a money order service is maintained between the retransmitting Country and the new Country of destination, any order may be retransmitted by post or by telegraph at the request of either the remitter or the payee.

2. The retransmission by post of postal or telegraph card money orders is effected without the collection of a charge and without the issue of a new money order if the new Country of destination maintains a card money order service on the basis of this Agreement with the Country of issue.

3. In all other cases, the retransmission is effected by means of a new money order, the charges for which, including the telegraph charges, if any, are deducted from the amount of the money order retransmitted.

4. In the event of retransmission, article 27, para. 9, of the Convention applies with respect to the *poste restante* fee and the additional express charge.

*Article 12****Endorsement***

Each Country has the right to provide that the ownership of money orders issued in any other Country may be transferred within its territory by means of endorsement.

CHAPTER IV

Payment of money orders*Article 13****Period of validity. Extension of the period of validity***

1. Money orders are valid:

(a) As a general rule, until the expiration of the first month which follows that in which they are issued; by agreement between the Administrations concerned, until the expiration of the third month which follows that in which they are issued;

(b) In services with distant Countries, until the expiration of the seventh month which follows the month of issue.

2. After this period, card money orders are paid only under an "authority for payment" given by the Administration of issue at the request of the Administration of payment. An authority for payment may not be given in the case of list money orders.

3. The authority for payment gives to the card money order, from the date on which it is given, a new period of validity equal to that which an order issued the same day would have.

4. If the non-payment of the order before the expiration of the period of validity is not due to an error in the service, a charge called the "authority-for-payment" charge equal to that provided for by article 35, para. 4, of the Convention may be collected.

Article 14

Maximum amount payable

1. In the absence of any special agreement, the maximum amount for money orders payable in a Country is the same as that adopted by the Administration of that Country for the issue of money orders.

2. When a remitter has drawn on the same day and in favour of the same payee several money orders of which the total amount exceeds the maximum adopted by the Administration of payment, the latter is entitled to arrange for the orders to be paid in instalments so that the sum paid to the payee in a single day does not exceed this maximum.

Article 15

General rules for payment of orders

1. The payment of money orders is effected in accordance with the regulations of the Country of payment.

2. The amount of a money order is paid to the payee in the legal currency of the Country of payment; it may be paid in any other currency by special agreement between the Administrations concerned.

3. Payment may duly be made by deposit to a postal cheque account, in accordance with the regulations in force in the Administration of payment.

4. After notifying the Administrations concerned, the Administration of payment may, if its legislation so requires, either disregard fractions of a unit of currency or round off the amount to the nearest unit or tenth part thereof.

Article 16

Express delivery

If the remitter has requested express delivery, the Administration of payment has the option, in so far as its regulations allow, of delivering by express messenger either the sum of money remitted or the order itself or an advice of the arrival of the order.

*Article 17***Charges payable by payee**

The following charges may be collected from the payee:

- (a) A delivery charge, when payment takes place at his address;
- (b) The authority-to-pay charge prescribed by article 20, para. 4;
- (c) If payable, the authority-for-payment charge specified in article 13, para. 4;
- (d) The appropriate air-mail surcharge, when requests for an extension of the period of validity or for an authority to pay and the replies from the Administration of issue are to be forwarded by air at the request of the payee;
- (e) The charge specified in article 17, para. 2, of the Convention, when the order is addressed *poste restante*.

*Article 18***Special provisions applicable to payment of telegraph money orders**

1. Telegraph money orders are always delivered according to the provisions of article 16.

2. When the amount is delivered at the payee's home by express messenger, the Administration of payment may collect, on this account, a special charge, taking into account the express delivery charge paid by the remitter, if the telegram of advice bears the service indication "XP paid".

3. The delivery of an advice of the arrival of the order or the order itself shall not be charged to the payee; nevertheless, if his address is outside the local delivery area of the office of payment and the telegram of advice does not bear the service indication "XP paid", the express delivery charge may be collected from the payee.

CHAPTER V

Unpaid money orders. Authorities to pay*Article 19***Unpaid money orders**

1. All money orders which have been refused, those of which the payees are unknown, or have gone away without leaving any address, or have left for Countries to which retransmission cannot be effected, and those of which payment has not been claimed within the period of validity are immediately sent back to the Administration of issue.

2. Any money order unpaid for any reason whatsoever is repaid to the remitter.

3. Article 27, para. 7, of the Convention applies to the *poste restante* fee and the additional express charge.

*Article 20***Authority to pay**

1. A money order which is missing, lost or destroyed before payment may, at the request of the remitter or the payee, be replaced with an authority to pay issued by the Administration of issue.

2. An authority to pay is also issued when as the result of an error of conversion attributable to the office of issue a supplementary payment is due to the payee.

3. The period of validity of an authority to pay is the same as that of a money order issued the same day.

4. If no service error has been committed, an "authority-to-pay" charge equal to that provided for by article 35, para. 4, of the Convention may be collected from either the remitter or the payee, save where such charge has already been collected in respect of the inquiry, the request for information or the advice of payment.

*Article 21***Void money orders**

Amounts deposited in respect of money orders which are not claimed within the prescribed period become the absolute property of the Administration of the Country of issue. The period of prescription is fixed by the legislation of the said Country.

CHAPTER VI

Responsibility*Article 22***Principle and extent of responsibility**

1. Postal Administrations are responsible for amounts paid in until the orders are duly paid.

2. Responsibility extends to errors of conversion and mistakes in telegraphic transmission.

3. The Administrations assume no responsibility for delays which may occur in the transmission and payment of money orders.

*Article 23***Exceptions to the principle of responsibility**

Administrations are relieved of all responsibility:

(a) When, as the result of the destruction of official documents from a cause beyond control, they are unable to trace payment of a money order, unless other proof of their responsibility has been brought forward;

- (b) On the expiration of the period of prescription specified in article 21;
- (c) In the case of a dispute as to the regularity of payment, on the expiration of the period prescribed in article 35, para. 1, of the Convention.

Article 24

Determination of responsibility

1. Subject to paras. 2 to 5 hereunder, responsibility rests with the Administration of issue.
2. Responsibility rests with the Administration of payment if it is unable to prove that payment was made in accordance with the conditions laid down by its regulations.
3. Responsibility rests with the Postal Administration of the Country where the mistake occurred:
 - (a) In the case of a service error, including an error of conversion;
 - (b) In the case of a mistake in telegraphic transmission committed within the Country of issue or the Country of payment.
4. Responsibility rests equally with the Administration of issue and the Administration of payment:
 - (a) If the error can be attributed to both Administrations or if it is impossible to discover in which Country the error occurred;
 - (b) If a mistake in telegraphic transmission has occurred in an intermediary Country;
 - (c) If it is impossible to discover in which Country the mistake in transmission occurred.
5. Subject to para. 2, responsibility rests:
 - (a) In the case of payment of a falsified money order, with the Administration of the Country in whose territory the order was introduced into the service;
 - (b) In the case of payment of an order the amount of which has been fraudulently increased, with the Administration of the Country in which the order was falsified; nevertheless, the cost of compensation is borne equally by the Administrations of issue and payment when it is impossible to determine the Country in which the falsification occurred or when reparation cannot be obtained for a falsification committed in an intermediary Country not participating in the money order service on the basis of this Agreement.

Article 25

Payment of claims. Claim for repayment

1. The responsibility for indemnifying the claimant rests with the Administration of payment if the amount is to be paid to the payee; it rests with the Administration of issue if the amount is to be repaid to the remitter.
2. Irrespective of the reason for repayment, the amount to be repaid may not exceed the amount paid in.

3. The Administration which has made good the amount to the claimant has the right to claim repayment from the Administration responsible for the irregular payment.

4. The last Administration to bear the cost of compensation has a right to claim repayment, up to the amount of the sum paid, against the remitter, the payee or third parties.

Article 26

Period allowed for payment

1. The amounts due to claimants must be paid as soon as possible, within a time-limit of six months from the day after the date of the claim.

2. The Administration responsible, under article 25, para. 1, for indemnifying the claimant may, exceptionally, defer the payment beyond the said time-limit if, although an inquiry into the case has been instituted with all possible dispatch, that time-limit has not sufficed to enable responsibility to be fixed.

3. The Administration to which the claim has been submitted is authorized to indemnify the claimant on behalf of the responsible Administration when the latter, after due notification, has allowed a period of five months to expire without settling a claim.

Article 27

Repayment to the paying Administration

1. The Administration on whose behalf a claimant has been indemnified is bound to make good to the paying Administration the amount disbursed within a period of four months from the date of receipt of the notification of the payment.

2. This repayment is made without cost to the creditor Administration:

(a) By one of the methods of payment prescribed in article 103, para. 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention;

(b) Subject to agreement, by an entry to the credit of the Administration of that Country in the money order account.

3. After a period of four months, the amount due to the creditor Administration bears interest at the rate of 5 per cent per annum to be reckoned from the last day of the said period.

CHAPTER VII

Accounting

Article 28

Apportionment of charges

1. The Administration of issue credits the Administration of payment, against the amount of the charges it has levied under article 6, para. 1 (a) and (b), with:

— A fixed allowance of 20 centimes and a proportional allowance of $\frac{1}{4}$ per cent of the total amount of the card money orders paid,

— A fixed allowance of 40 centimes and a proportional allowance of $\frac{1}{4}$ per cent of the total amount of the list money orders transmitted.

2. No allowance is payable in respect of money orders issued free of charge.

3. When a money order is retransmitted, the Administration of the new Country of destination receives the allowances which would have been payable to it if it had been the Administration of the first Country of destination, whatever the charges actually collected by the Administration of issue.

4. With the exception of the allowances specified in para. 1 and subject to the stipulations expressly made in this Agreement, each Administration retains the whole of the charges it has levied.

Article 29

Preparation of accounts

1. Each Administration of payment prepares, for each Administration of issue, a monthly account of the amounts paid for card money orders or a monthly account of the amount of the lists received during the month for list money orders; the monthly accounts are incorporated periodically in a general account from which a balance is determined.

2. When the orders have been paid in different currencies, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the Country having the larger credit, the basis of conversion being the mean of the official rates of exchange in the Country of the debtor Administration during the period to which the account relates; this mean rate must invariably be calculated to four places of decimals.

3. The settlement of accounts may also take place on the basis of the monthly accounts, without adjustment.

Article 30

Settlement of accounts

1. In the absence of any special agreement, payment of the balance of the general account or the amount of the monthly accounts is made in the currency used by the creditor Administration for the payment of money orders.

2. Any Administration may keep with the Administration of the Country concerned an account to which the amounts due are debited.

3. Any Administration finding that another Administration is indebted to it in an amount exceeding the limits prescribed in the Detailed Regulations is entitled to claim a payment on account.

4. In the event of non-payment within the periods prescribed in the Detailed Regulations, the amounts due bear interest at the rate of 5 per cent per annum from the date of the expiration of the said periods until the date of payment.

5. No unilateral measure such as moratorium, prohibition of transfers, etc., can prevail against the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations concerning the establishment and settlement of accounts.

CHAPTER VIII

Miscellaneous provisions*Article 31****Offices transacting money order business***

Postal Administrations take all necessary steps to ensure, as far as possible, the payment of money orders at any place in their respective Countries.

*Article 32****Participation of non-postal agencies***

1. Countries in which the money order service is carried on by non-postal agencies may take part in the service governed by the provisions of the present Agreement.

2. Such an agency must come to an agreement with the Postal Administration of its Country in order to ensure the proper execution of all the clauses of the Agreement; the Postal Administration will act as intermediary for the agency in its relations with the Postal Administrations of other contracting Countries and with the International Bureau.

*Article 33****Prohibition of fiscal or other charges***

Money orders and receipts given for orders may not be subjected to any charge or fee other than those authorized by this Agreement.

SECTION III

DEPOSIT MONEY ORDERS*Article 34****Nature of deposit money orders***

The remitter of a money order may request that, in lieu of payment in cash, the amount be credited to the payee's postal cheque account, if the regulations of the Country of destination so permit.

*Article 35****General provisions***

Subject to articles 36 to 39, deposit money orders are subject to the provisions laid down for postal money orders in the present Agreement.

*Article 36***Maximum amount of an order**

The amount of deposit money orders is unlimited. Nevertheless, each Administration is empowered to limit the amount of the deposit money orders which any depositor may require in one day or during a given period.

*Article 37***Charges**

The charge to be collected at the time of issue, the whole of which is retained by the Administration of issue, consists of:

- (a) A maximum fixed charge of:
 - 20 centimes in the case of card money orders,
 - 40 centimes in the case of list money orders;
- (b) A proportional charge which may not exceed $\frac{1}{4}$ per cent of the amount paid in;
- (c) Any charges payable for special services (request for advice of credit to the payee's postal cheque account, etc.).

*Article 38***Advice of credit**

In the service between Countries whose Administrations have so agreed, the depositor may apply for an advice of credit to the payee's account. Article 37, paras. 1 and 2, of the Convention applies to advices of credit.

*Article 39***Prohibitions**

1. The retransmission of a deposit money order to another Country of destination is not allowed.
2. Notwithstanding article 12, endorsement is not allowed in the case of deposit money orders.

SECTION IV

POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

CHAPTER I

General. Issue of cheques*Article 40***Definition. Booklets**

1. Postal travellers' cheques are instruments which may be issued and paid, by the Postal Administrations of the contracting Countries, on the basis of the principles of this Agreement.

2. The cheques are contained in booklets.

Article 41

Currency. Maximum value. Conversion

1. Each cheque is made out, in the currency of the Country of payment, for a fixed amount equivalent to approximately 25, 50 or 100 francs and determined by agreement between the Postal Administrations concerned.

2. In special cases the cheques may be made out in a currency other than that of the Country of payment, or for an amount differing appreciably from any of the equivalent amounts indicated in para. 1.

3. The rate of conversion is the same as for money orders.

4. A booklet comprises not more than ten cheques; each booklet may contain cheques of different denominations.

Article 42

Charges

The charge to be made for each cheque is fixed by the Administration of issue; it may not exceed $\frac{1}{2}$ per cent of the amount expended or be less than 10 centimes.

Article 43

Cost

The Administration of issue may collect, in addition to the value of the cheques and in addition to the charges, an amount corresponding to the cost of the cheques, or their covers and of the various operations involved in the preparation of the booklets.

CHAPTER II

Payment of cheques

Article 44

Validity of cheques. Payment

1. The cheques are valid for four months from the date of issue; a month is regarded as the period between any date and the corresponding date in the following calendar month, irrespective of the number of days in the month.

2. When the paying service has not sufficient funds at its disposal, it may suspend payment of the cheques until it has secured the necessary funds.

3. The ownership of booklets or individual cheques is not transferable either by endorsement or by assignment; such booklets and cheques cannot be pledged.

*Article 45****Demands for stoppage of payment***

Subject to the application of the legislation of each Country, the Administrations may not act on demands made for the stoppage of payment of cheques which have been regularly issued.

CHAPTER III

Claims. Responsibility. Accounting*Article 46****Claims and responsibility***

1. No claim may be brought against the Administration of issue if the booklet is not produced.

2. In case of the loss of a booklet or of cheques, the claimant, in order to obtain the refund of the amounts involved, must satisfy the Administration of issue that he has asked for the issue of a booklet of cheques and has made the proper total payment therefor.

3. The said Administration may make the refund within a period which may not extend more than three months beyond the period of validity and after it has ascertained that the cheques declared to be lost have not been cashed; the three-month period is increased to six months in service with distant Countries.

4. The Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of booklets or cheques.

*Article 47****Apportionment of charges. Preparation of accounts***

1. The Administration of issue credits the Administration of payment with $\frac{1}{4}$ per cent of the amount of the cheques cashed.

2. The account of sums paid out in return for cheques is drawn up monthly at the same time as the account of sums paid out for money orders.

SECTION V

FINAL PROVISIONS*Article 48****Application of the present Agreement to postal travellers' cheques***

Section II of the present Agreement applies to postal travellers' cheques in everything not expressly regulated by section IV.

*Article 49****Application of the Convention***

The Convention is applicable, where appropriate, by analogy, whenever the present Agreement does not specifically apply.

*Article 50****Exception to the application of the Constitution***

Article 4 of the Constitution does not apply to the present Agreement.

*Article 51****Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations***

1. To become effective, proposals submitted to Congress and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the Member Countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these Member Countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

(a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of articles 1 to 10, 11, para. 4, 12 to 14, 15, paras. 1, 2 and 4, 16 to 18, 19, para. 3, 20, para. 4, 22 to 30, 33 and 48 to 52 of the present Agreement, and 102 to 106, 110, 117, 120 to 122, 125, 130 to 134, 137, para. 1, and 158 of its Detailed Regulations;

(b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments to the provisions of the present Agreement other than those mentioned in sub-paragraphs (a) and (c), of articles 107 to 109, 111, 113, 116, 118, 119, 123, 124, 126, 128, 135, 138 and 139 to 145 of its Detailed Regulations;

(c) A majority of the votes, if they involve an amendment to article 20, para. 2, of the Agreement and to the other articles of the Detailed Regulations or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in article 32 of the Constitution.

*Article 52****Entry into force and duration of the Agreement***

The present Agreement shall come into force on 1 January 1966 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

IN WITNESS WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the contracting Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country of the seat of the Union. One copy shall be sent to each Party by the Government of the host Country of Congress.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by the same plenipotentiaries who signed the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Constitution, see United Nations Treaty Series, Vol. 611.]

People's Republic of Albania
Democratic and Popular Republic of Algeria
Germany
Kingdom of Saudi Arabia
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
Bolivia
People's Republic of Bulgaria
Kingdom of Burundi
Kingdom of Cambodia
Federal Republic of Cameroon
Central African Republic
Chile
China
Republic of Colombia
Republic of the Congo (Brazzaville)
Republic of the Congo (Leopoldville)
Republic of Korea
Republic of Costa Rica
Republic of the Ivory Coast
Republic of Cuba
Republic of Dahomey
Kingdom of Denmark
Republic of El Salvador
Spain
Spanish Territories in Africa
Republic of Finland
French Republic
The whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts
and Telecommunications
Republic of Gabon
Greece
Republic of Guinea
Republic of Upper Volta
People's Republic of Hungary
Republic of Indonesia
Republic of Iceland
Italy
Japan
Kingdom of Laos
Republic of Lebanon

Libya
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Malagasy Republic
Republic of Mali
Kingdom of Morocco
United States of Mexico
Principality of Monaco
Nicaragua
Republic of Niger
Norway
Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Surinam
People's Republic of Poland
Portugal
United Arab Republic
People's Republic of Romania
Republic of San Marino
Republic of Senegal
Somalia
Republic of the Sudan
Sweden
Swiss Confederation
Syrian Arab Republic
Republic of Chad
Socialist Republic of Czechoslovakia
Togolese Republic
Tunisia
Turkey
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Republic of Venezuela
Viet-Nam
Yemen Arab Republic
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

**DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS
AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES**

TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;">PART I</p> <p style="text-align: center;">PRELIMINARY CLAUSES</p> <p><i>Art.</i></p> <p>101. Information to be supplied by the Administrations.</p> <p>102. Application of the Detailed Regulations for implementing the Convention.</p> <p>103. Forms for the use of the public.</p> <p style="text-align: center;">PART II</p> <p style="text-align: center;">MONEY ORDERS</p> <p style="text-align: center;">SECTION I</p> <p style="text-align: center;">CARD MONEY ORDERS</p> <p style="text-align: center;">Chapter I</p> <p style="text-align: center;">ISSUE. TRANSMISSION</p> <p>104. Card money order forms.</p> <p>105. Preparation of card money orders.</p> <p>106. Entries prohibited or authorized.</p> <p>107. Official registration.</p> <p>108. Advice of payment applied for after issue of the order.</p> <p>109. Transmission of card money orders.</p> <p style="text-align: center;">Chapter II</p> <p style="text-align: center;">SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC</p> <p>110. Withdrawal. Alteration of address.</p> <p>111. Retransmission of card money orders.</p> <p style="text-align: center;">Chapter III</p> <p style="text-align: center;">SPECIAL TREATMENT. INQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION</p> <p>112. Irregular card money orders.</p> <p>113. Preparation of the advice of payment.</p> <p>114. Extension of the period of validity.</p> <p>115. Inquiries. Requests for information.</p>	<p style="text-align: center;">Chapter IV</p> <p style="text-align: center;">UNPAID CARD MONEY ORDERS</p> <p><i>Art.</i></p> <p>116. Return of unpaid card money orders.</p> <p>117. Authorities to pay.</p> <p>118. Card money orders missing, lost or destroyed before payment.</p> <p>119. Card money orders missing, lost or destroyed after payment.</p> <p style="text-align: center;">SECTION II</p> <p style="text-align: center;">LIST MONEY ORDERS</p> <p style="text-align: center;">Chapter I</p> <p style="text-align: center;">PRELIMINARY</p> <p>120. Provisions common to list money orders and card money orders.</p> <p style="text-align: center;">Chapter II</p> <p style="text-align: center;">ISSUE. TRANSMISSION</p> <p>121. Offices of exchange.</p> <p>122. Transmission of list money orders.</p> <p>123. Special lists.</p> <p>124. Special services. Entries to be made on the lists.</p> <p style="text-align: center;">Chapter III</p> <p style="text-align: center;">SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC</p> <p>125. Withdrawal. Alteration of address.</p> <p>126. Retransmission of list money orders.</p> <p style="text-align: center;">Chapter IV</p> <p style="text-align: center;">OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT</p> <p>127. Treatment of missing or irregular lists.</p> <p>128. Dispatch of the advice of payment.</p> <p>129. Return of unpaid list money order.</p>
---	---

SECTION III

TELEGRAPH MONEY ORDERS

Chapter I

PRELIMINARY

Art.

130. Common provisions.

Chapter II

ISSUE. TRANSMISSION

131. Preparation of telegraph money orders.
132. Advice of issue.
133. Transmission of telegraph list money orders.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

134. Alteration of address.
135. Retransmission of telegraph money orders.

Chapter IV

OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

136. Treatment of irregular telegraph money orders.
137. Payment of telegraph money orders.
138. Preparation of the advice of payment.
139. Return of unpaid telegraph card money orders.

SECTION IV

DEPOSIT MONEY ORDERS

140. General provisions.
141. Preparation of deposit money orders.
142. Lists of deposit money orders.
143. Telegraph deposit money orders.
144. Deposit money orders missing, lost or destroyed after the amount has been credited.

Art.

145. Accounting arrangements with respect to deposit money orders.

SECTION V

ACCOUNTING

Chapter I

COMMON REGULATIONS

146. Preparation of monthly accounts.
147. Preparation of the general account.
148. Methods of payment and periods allowed for payment.
149. Payments on account.

Chapter II

SPECIAL ACCOUNTING REGULATIONS APPLICABLE TO LIST AND TELEGRAPH MONEY ORDERS

150. Preparation of monthly accounts.

PART III

POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

151. General regulations for issue.
152. Forms for cheques and booklet covers. Supply.
153. Preparation of cheques.
154. Make-up and preparation of booklets.
155. Payment, by way of exception, of cheques made out in a currency other than that of the Country where payment is applied for.
156. Cheques missing, lost or destroyed after payment.
157. Preparation of accounts.

PART IV

FINAL PROVISIONS

158. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

Annexes

Forms: see "List of forms".

**DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS
AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES**

Having regard to article 22, para. 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,¹ the undersigned, on behalf of their respective Postal Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques is implemented:

**PART I
PRELIMINARY CLAUSES**

Article 101

Information to be supplied by the Administrations

1. At least three months before implementing the Agreement, each Administration shall communicate the following information to the other Administrations through the intermediary of the International Bureau:

(a) Money order service

- (1) A list of the Countries with which it exchanges card money orders, list money orders and deposit money orders on the basis of the Agreement;
- (2) A list of the offices authorized to issue and pay money orders, or notification that all its offices take part in the service;
- (3) Notice, where necessary, of participation in the telegraph money order service;
- (4) The maximum amount adopted for issue and payment;
- (5) The currency in which the amounts of money orders addressed to its Country must be expressed;
- (6) The charge applied to money orders issued;
- (7) The method of indicating such charge;
- (8) If necessary, the charges it makes for payment at the payee's address, for *poste restante*, for extension of the period of validity, for inquiries and for the issue of an authority to pay, respectively;
- (9) The length of the period after which, under its laws, the amounts of orders not claimed become the absolute property of the State;
- (10) The special charge for delivery of funds by express messenger (telegraph money orders);
- (11) Its decision as regards the possibility or otherwise of transferring the ownership of money orders within its territory by means of endorsement;

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611.

- (12) Specimens of the money order forms which it uses, save where the exchange of money orders is effected by means of lists;
- (13) In the official spelling, the numbers from 1 to 2,000 which must be used to express the sums to be entered on the money orders;
- (14) A list of the Countries not participating in the Agreement for which it can act as intermediary for the exchange of money orders;
- (15) The service to which inquiries and requests for information, as well as requests for withdrawal or for alteration of address, must be communicated (Central Administration, office of exchange or other office specially designated).

(b) Postal travellers' cheque service

- (1) A list of the Countries with which it exchanges postal travellers' cheques on the basis of the Agreement;
- (2) A list of the offices authorized to issue and pay cheques, or notification that all its offices take part in the service;
- (3) The amount, in the currency of the Country on which the cheques are drawn, of each postal travellers' cheque;
- (4) The charges applied to the cheques issued.
 2. Any amendment to the above information must be notified without delay.
 3. Administrations must notify other Administrations direct of the rates of conversion which they adopt in their reciprocal relations and all subsequent modifications in these rates.

Article 102

Application of the Detailed Regulations for implementing the Convention

As regards everything not expressly provided for in these Detailed Regulations, the provisions of the Detailed Regulations for implementing the Convention, and in particular those of the following articles, apply to money orders:

- (a) Article 137: "Advice of delivery";
- (b) Article 141: "Express items";
- (c) Articles 147 and 148: "Withdrawal from the post. Alteration of address", complemented by articles 110 and 125 of these Detailed Regulations.

Article 103

Forms for the use of the public

For the purpose of applying article 11, para. 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public:

- MP 1 (International money order),
- MP 4 (Inquiry relating to an international money order),
- MP 10 (Postal travellers' cheque),
- MP 11 (Booklet of postal travellers' cheques),
- MP 12 (International money order for typed entries),
- MP 16 (International deposit money order).

PART II
MONEY ORDERS

SECTION I
CARD MONEY ORDERS

CHAPTER I
Issue. Transmission

Article 104

Card money order forms

1. Card money orders are prepared on pink forms made of stout cardboard in the form of the annexed specimen MP 1.

2. Administrations which agree to grant certain facilities to remitters of a large number of money orders may authorize them to use a form MP 12 in the form of the annexed specimen.

Article 105

Preparation of card money orders

1. Entries on card money orders are made in Roman letters and Arabic figures, without erasures or alterations, even though certified. The entries are handwritten, if possible in block letters, or typewritten. Entries in pencil are not allowed; service instructions may, however, be written in indelible pencil. All entries on form MP 12, with the exception of the service instructions, must be typed.

2. The amount of the money order and the name of the monetary unit must be entered in full in words. The amount is also entered in figures, with the name of the unit abbreviated if necessary, provided that such abbreviation is usual and does not cause confusion. Where the currency used is based on the decimal system, fractions of a monetary unit may be expressed in figures only, but must be expressed in hundredths (or thousandths) by means of a number of two (or three) digits, including one zero (or two zeros) as necessary. Where the currency used is not based on the decimal system, the number of monetary units or fractions of a monetary unit is always written in full in words, whereas the name of the units may be abbreviated in the manner prescribed for the decimal system; in the entry of the amount in figures, the monetary units or fractions of a unit not mentioned in the amount in words are replaced by zeros.

3. The entry in full in words of the amount of money orders MP 1 and MP 12 may be replaced by an entry in figures produced by a "protectograph" and preceded by a sign other than a figure or a letter, in the service with Administrations which agree to the payment of such orders. In such cases, the amount payable is entered only once in the body of the money order. The characters used must be of such dimensions that they do not cause confusion.

4. The address of the money order must be entered in such a manner that the payee may be clearly determined; abbreviated addresses and telegraphic addresses are not allowed.

5. A "service" money order must bear on the front the words "*Service des postes*" [Postal service] or a similar inscription.

6. Money orders payable to the payee in person must be clearly marked on both sides with the words "*Ne payer qu'en main propre*" (Payable only to payee in person).

7. Money orders with advices of payment must bear on the front at the top in bold letters the words "*Avis de paiement*" [Advice of payment] or, if the remitter requests the return of the advice of payment by air mail, the words "*Avis de paiement par avion*" [Advice of payment by air mail].

Article 106

Entries prohibited or authorized

No entries may be made on an order other than those required by the text of the form, with the exception of service instructions, such as "*Service des postes*" [Postal service], "*Ne payer qu'en main propre*" [Payable only to payee in person], "*Avis de paiement*" [Advice of payment], "*Par avion*" [By air mail], "*Par exprès*" [Express delivery]; however, the remitter has the right to enter on the back of the coupon a private message as prescribed in article 9, para. 5, of the Agreement.

Article 107

Official registration

Administrations may agree on the amount at and above which the money orders issued by them are officially registered, provided that this amount may not be less than 250 francs.

Article 108

Advice of payment applied for after issue of the order

1. When the advice of payment is applied for after issue of the order, article 138 of the Detailed Regulations for implementing the Convention applies, but form MP 4 is substituted for form C 9.

2. The amount of the charge collected is represented on this form either by postage stamps or in figures and in the currency of the Country of issue, in the manner prescribed by article 56 of the Convention.

Article 109

Transmission of card money orders

1. In the absence of any special agreement, money orders are not transmitted under cover.

2. Money orders are included in the mails in the manner prescribed by article 154, paras. 1 to 3, or by article 156, para. 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, according as they are or are not officially registered.

CHAPTER II

**Special provisions relating to certain facilities
accorded to the public***Article 110****Withdrawal. Alteration of address***

1. Every application for withdrawal or for alteration of address is prepared on a form MP 4 in the form of the annexed specimen.

2. Every application for withdrawal or for alteration of address sent by telegraph must be confirmed by first post by means of a postal application. Form MP 4 is marked at the top with the words "*Confirmation de la demande télégraphique du . . .*" [Confirmation of the telegraphic application of the . . .] underlined in red pencil; the office of payment retains the money order until the confirmation is received.

3. The Administration of payment may, however, on its own responsibility, accede to a telegraphic request for withdrawal or for alteration of address without awaiting the arrival of the postal confirmation.

*Article 111****Retransmission of card money orders***

1. The office which retransmits a card money order by post strikes out, if necessary, with a pen, the entries relating to the amount of the order in such a way as to leave the original entries legible; the entry appearing under the heading "*Somme versée*" [Amount paid in] must be left untouched. The amount of the order is converted into the currency of the new Country of destination, in accordance with the rate fixed for money orders emanating from the retransmitting country; the resulting amount is entered in figures and words as far as possible immediately above the original entry of the amount. The entry of the new amount must be signed by the officer concerned. This same method must be followed in the event of subsequent retransmissions.

2. In the event of retransmission to the original Country of destination, the retransmitting office restores the original amount; if the retransmission is effected to the Country of issue, the retransmitting office substitutes for it the amount which is entered in the service instructions under the heading "*Somme versée*" [Amount paid in].

3. In the event of retransmission by telegraph, the retransmitting office prepares a telegraph money order for the amount remaining after the deduction of the postal and telegraph charges. The postal charges are calculated on the amount obtained after deduction from the original amount of the telegraph charges. The conversion into the currency of the new Country of destination is made in accordance with paras. 1 and 2 above. The original order is received by the retransmitting office; it is noted "*réexpédié le montant de . . . à . . . sous déduction des taxes de . . .*" [Amount . . . retransmitted to . . . after deduction of charges of . . .], and is brought to account as a paid order. The coupon of the original

order is annexed, for delivery to the payee, to the advice of issue referred to in article 132.

4. The provisions of para. 3 above apply:

- (a) To card money orders issued in a contracting Country and retransmitted to another contracting Country with which the Country of issue does not maintain a money order service, or when the exchange is effected by the list system;
- (b) To card money orders retransmitted to a Country which is not a party to the Agreement;
- (c) To card money orders issued in a non-contracting Country and retransmitted to a contracting Country.

5. Applications for retransmission are recorded for reference by the original office of destination and by the subsequent offices of destination, if any. The office which retransmits an order notifies the office of issue to that effect.

CHAPTER III

Special treatment. Inquiries. Requests for information

Article 112

Irregular card money orders

1. Unless the payee, after being advised, requests that paras. 3 and 4 hereunder should apply, any money order which presents one of the following irregularities:

- (a) Incorrect, insufficient or doubtful description of the name or address of the payee;
- (b) Difference or omission of name or amount;
- (c) Amount exceeding the maximum agreed between the Administrations concerned, owing to an obvious error in the rate of conversion;
- (d) Erasure of or alteration to the entries;
- (e) Omission of stamps, signatures or other service entries;
- (f) Entry of the amount payable in a currency other than that allowed, or failure to designate the monetary unit;
- (g) An obvious discrepancy in the relationship between the currency of the Country of issue and that of the Country of payment, which relationship the office of payment is not, however, bound to verify;
- (h) Use of irregular forms;

is returned as soon as possible, under cover, accompanied by a form MP 14 in the form of the annexed specimen, to the issuing office for correction.

2. In services with distant Countries, however, the Administration of payment may pay a money order, even though the amount is expressed in a currency other than that allowed, provided that it is in a position to convert the amount at the rate used by the Administration of issue and that it gives immediate notice of the fact to the latter. The risks resulting from errors in conversion are borne by the Administration which makes the conversion.

3. An irregularity which prevents the payment of a card money order and for which the office of issue is clearly responsible may be corrected by air mail or by telegraph, at the option of the office of payment, without charge to the payee. An irregularity attributable or apparently attributable to the remitter may likewise be corrected by air mail or by telegraph at the payee's request; for this purpose a request for correction is addressed to the office of issue by air mail or by telegram, the charges being paid by the payee; these charges are refunded if the error is found to be a service error.

4. When the correction of the irregularity is requested by telegram, the irregular money order is kept by the office of payment, which proceeds to make the correction on receipt of the correcting telegram and attaches the telegram to the corrected order.

5. On receipt of a request for correction by air mail or by telegram, the office of issue determines whether or not the irregularity arises from a service error; if so, it corrects the error immediately by air mail or by telegram. In the contrary case, it informs the remitter, who is then allowed to correct the error, by air mail or by telegram, at his own expense.

Article 113

Preparation of the advice of payment

Administrations whose regulations do not permit the use of the form attached by the Administration of issue are authorized to prepare the advice of payment on a form used in their own service.

Article 114

Extension of the period of validity

The authority for the extension of validity must be written on the order itself.

Article 115

Inquiries. Requests for information

1. Every inquiry or request for information regarding a card money order must be made on a form MP 4 and, as a general rule, is transmitted by the office of issue direct to the office of payment. A single form may be used for several money orders if issued simultaneously at the request of the same remitter and to the same payee. Inquiries are transmitted as a matter of course by the quickest available means (air or surface) in the circumstances stated in article 35 of the Convention.

2. When the office of payment is able to furnish definite information as to the treatment of the money order, it completes this form in accordance with the results of its inquiries and returns it to the office which received the inquiry. If the inquiry is fruitless or payment is disputed, the form is forwarded to the Administration of issue through the Administration of payment, which attaches to it, if possible, a declaration by the payee affirming that he has not received the amount of the order.

3. When an inquiry or a request for information is lodged in a Country other than the Country of issue or the Country of payment, the form MP 4 is forwarded to the Administration of issue, accompanied by the receipt; the periods prescribed by article 35, paras. 1 and 2, of the Convention apply.

CHAPTER IV

Unpaid card money orders

Article 116

Return of unpaid card money orders

1. A money order which it has not been possible to pay to the payee for any reason is returned direct to the office of issue; before returning the order, the office of payment records it, and either applies to it the stamp or attaches to it the label prescribed by article 146, paras. 1 to 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. However, money orders issued in the circumstances stated in article 111, paras. 3 and 4, must be transmitted to the Administration which issued them. This Administration places the amount at the disposal of the Administration which issued the original order, either by means of a new order free of charge or by deduction from the monthly account of paid orders.

Article 117

Authorities to pay

Authorities to pay are prepared on pink forms in the form of the annexed specimen MP 13.

Article 118

Card money orders missing, lost or destroyed before payment

1. Before issuing an authority to pay in respect of a money order missing, lost or destroyed before payment, the Administration of issue must ascertain from the Administration of payment that the order has not been paid, refunded or retransmitted; every precaution must also be taken to ensure that the order is not paid at a later date.

2. When the remitter applies for repayment and the payee for payment, simultaneously, the authority to pay is issued in favour of the remitter.

3. In support of his claim for repayment, the remitter must furnish the receipt for the deposit of the order which is missing, lost or destroyed.

4. When the Administration of payment declares that it has not received a money order, the Administration of issue may issue an authority to pay, provided that the disputed order does not appear in any monthly account relating to the period of validity of the order; if, however, no reply has been received from the Administration of payment within the period prescribed by article 26, paras. 1 and 2, of the Agreement for the indemnification of the claimant, and if the order

is not included in any monthly account received by the expiration of that period, the Administration of issue is authorized to proceed with the repayment of the amount; notification of this repayment is made, under registered cover, to the Administration of payment and the money order, which is thenceforth regarded as definitely lost, may not, at a later date, be included in the accounts.

Article 119

Card money orders missing, lost or destroyed after payment

A money order which is missing, lost or destroyed after payment may be replaced by the Administration of payment with a new order prepared on a form MP 1. This form must bear all the essential particulars of the original money order and be marked "*Titre établi en remplacement d'un mandat égaré (perdu ou détruit) après paiement*" [Voucher to replace a money order missing (lost or destroyed) after payment] and date-stamped; a statement signed by the payee certifying that he has received the money is attached to the substitute document and serves as a receipt.

SECTION II

LIST MONEY ORDERS

CHAPTER I

Preliminary

Article 120

Provisions common to list money orders and card money orders

The provisions of the following articles of these Detailed Regulations apply to list money orders:

- (a) Article 106: "Entries prohibited or authorized";
- (b) Article 108: "Advice of payment applied for after issue of the order";
- (c) Article 110: "Withdrawal. Alteration of address", complemented by the provisions of article 125;
- (d) Article 115: "Inquiries. Requests for information".

CHAPTER II

Issue. Transmission

Article 121

Offices of exchange

The exchange of list money orders is effected exclusively through offices termed "offices of exchange" designated by the Administration of each of the contracting Countries.

*Article 122**Transmission of list money orders*

1. The transmission of list money orders between the issuing office and the office of exchange of the Country of issue or between the office of exchange of the Country of payment and the office of payment is effected by means of forms which each of the Administrations concerned determines as it sees fit.

2. Between offices of exchange of different Countries, transmission is effected in accordance with the following rules:

(a) Each office of exchange compiles daily, or on agreed dates, lists in the form of the annexed specimen MP 2 enumerating the money orders issued in its Country for payment in another;

(b) Each money order entered on a list bears a serial number termed "international number"; this number is allotted from a yearly series beginning on 1 January or 1 July, as agreed between the Administrations concerned; when the numbering changes, the next following list must bear, in addition to the number of the series, the last number of the previous series;

(c) The lists themselves are numbered in regular numerical order, starting on 1 January or 1 July of each year;

(d) The lists so compiled are forwarded post-free to the corresponding office of exchange by the quickest available means (air or surface) and, in the absence of any special agreement, they are not accompanied by the money orders made out by the issuing offices;

(e) The corresponding office of exchange acknowledges receipt of each list by entering a note to that effect on the next list it has to send in the opposite direction.

3. The Administrations concerned may agree to limit the description of the money orders on the list MP 2 to the entry in column 11 of the amount of the orders transmitted. In such cases, the Country of issue annexes to the list the forms used for the transmission of the orders between the issuing office and its own office of exchange or any other form which the Administrations agree to adopt.

*Article 123**Special lists*

A special list MP 2 must be prepared for each of the following categories of money orders:

(a) Orders exempt from charges as referred to in article 8 of the Convention and in article 7 of the Agreement; the list must be headed "*Mandats exempts de taxe*" [Money orders exempt from charge];

(b) Orders of which the remitter has applied for dispatch by air mail; the list must be marked "*Mandats par avion*" [Air-mail money orders] and must be dispatched by the first air mail.

*Article 124****Special services. Entries to be made on the lists***

1. Where the remitter of the money order has applied for express delivery, the word "*Exprès*" [Express] is entered on the list MP 2 in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the corresponding entry.

2. When the remitter of a money order applies for an advice of payment, the letters "AP" are inserted on the list MP 2, in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the entry relating to the order; the words "*Par avion*" [By air mail] are added if air-mail transmission has been requested by the remitter for the return of the advice of payment.

3. Where the remitter of a money order requests that payment be made to the payee in person, the words "*Ne payer qu'en main propre*" [For payment to the payee in person] are entered on the list MP 2, in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the entry relating to the order.

CHAPTER III

Special provisions relating to certain facilities accorded to the public*Article 125****Withdrawal. Alteration of address***

Notwithstanding article 147 of the Detailed Regulations for implementing the Convention, requests MP 4 for withdrawal or for alteration of address relating to list money orders are sent to the office of exchange of the Country of payment through the office of exchange of the Country of issue.

*Article 126****Retransmission of list money orders***

Every list money order retransmitted to another Country is received by the retransmitting office. If necessary, the amount is converted, after deduction of the charges, into the currency of the new Country of destination and a new money order is prepared.

CHAPTER IV

Operatious in the country of payment*Article 127****Treatment of missing or irregular lists***

1. If a list is missing, it is immediately applied for by the office of exchange which notices its absence. The office of exchange of the Country of issue forwards without delay, by the quickest available means (air or surface), a duplicate of the missing list to the office of exchange which applied therefor.

2. The lists are carefully checked by the office of exchange of the Country of payment, which corrects them as a matter of course if they contain minor errors. The office of exchange of the issuing Country is notified of these corrections when the office of exchange of the Country of payment acknowledges to it receipt of the list.

3. If the lists contain irregularities worthy of notification, the office of exchange of the Country of payment requests an explanation from the office of exchange of the issuing Country, which must reply as soon as possible; the payment of the money orders to which the request relates is suspended in the meantime. Requests for explanations, and the replies thereto, are exchanged whenever possible by air mail.

Article 128

Dispatch of the advice of payment

The advice of payment, made out by the paying office on a form C 5, is sent direct to the remitter of the money order.

Article 129

Return of unpaid list money orders

I. The following money orders are returned to the office of exchange by being entered on the next list MP 2 as though they were new money orders dispatched from the Country of payment to the Country of issue:

- (a) The money orders referred to in article 19 of the Agreement;
- (b) Money orders the withdrawal of which has been applied for.

2. A suitable note, followed by the international number and a brief description of the original money order, is made in the "*Observations*" [Remarks] column opposite the entry.

SECTION III

TELEGRAPH MONEY ORDERS

CHAPTER I

Preliminary

Article 130

Common provisions

The provisions concerning card money orders and list money orders apply to telegraph money orders in everything not expressly provided for in section III of these Detailed Regulations.

CHAPTER II

Issue. Transmissiou

Article 131

Preparation of telegraph money orders

1. Telegraph money orders are prepared by the issuing post office and require the dispatch of telegrams of advice addressed direct to the post office of payment. Telegrams of advice are drawn up in French, in the absence of any special agreement, and are invariably worded in the order indicated below:

- *Indications de service taxées (s'il y a lieu)* [Service instructions charged for (if necessary)]
- *Avis paiement (s'il y a lieu)* [Advice of payment (if required)]
- *Avis paiement avion (s'il y a lieu)* [Advice of payment by air mail (if required)]
- *Paiement main propre (s'il y a lieu)* [Payment to payee in person (if required)]
- *Mandat . . . (N^o postal d'émission)* [Order . . . (No. of the order at the post office of issue)]
- *Nom du bureau de poste de paiement* [Name of the post office of payment]
- *Nom de l'expéditeur* [Name of the remitter]
- *Montant de la somme à payer* [Amount payable]
- *Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé* [Exact designation of the payee, of the place where he lives and, if possible, of his full address, so as to allow the identity of the person entitled to payment to be clearly determined]
- *Communication particulière (le cas échéant)* [Private message (if any)]

2. When several telegraph money orders are issued simultaneously by the same remitter to the same payee, a single telegram of advice may be sent if the Administration of destination permits; in that case, the number of the order at the office of issue is indicated as follows: "*Mandats 201-203*" [Money orders 201-203], and the total amount payable shows the individual amount of each money order.

3. If a telegraph money order is issued either by a post office in a place at which there is no telegraph service or by an office which is not a telegraph office in a place where there are several post offices, the name of the issuing office must appear immediately after the number of the order at the office of issue, in the following manner: "*Mandat . . . de . . . pour . . .*" [Money order . . . from . . . to . . .].

4. If there is no telegraph office in the place where the post office of payment is situated, the telegram of advice must bear the name of the post office of payment and that of the telegraph office serving that post office. If there is doubt as to the existence of a telegraph office in the district of payment or the proper telegraph office cannot be named, the telegram of advice must bear either the name of the territorial subdivision or that of the Country of payment, or both, or any other particulars considered sufficient for the dispatch of the order.

5. The amount is expressed as follows: the whole number of monetary units in figures and then in words, the name of the monetary unit and the fractions of a unit, if any, in figures.

6. When the payee is a woman, the surname, even though accompanied by a given name, must be preceded by one of the words "*Madame*" or "*Mademoiselle*" unless this is rendered unnecessary by the use of a rank, title, position or profession indicating clearly the identity of the payee; neither the remitter nor the payee may be described by a conventional abbreviation or word.

7. The name of the place where the payee lives may be omitted if it is identical with that of the office of payment. When the telegraph money orders are addressed "*poste restante*" or "*télégraphe restant*", the telegrams of advice must bear the corresponding service instruction for which the charge has been paid and no other equivalent mention is allowed.

Article 132

Advice of issue

1. For every telegraph money order an advice confirming the issue of the telegram must be prepared by the office of issue in the form of the annexed specimen MP 3.

2. Neither postage stamps nor "postage paid" impressions must be used on this advice.

3. The advice of issue is sent under cover by the first mail, and whenever possible by air mail:

- (a) Direct to the office of payment, in the case of a telegraph card money order;
- (b) To the office of exchange of the Country of issue, in the case of a telegraph list money order.

Article 133

Transmission of telegraph list money orders

1. Telegraph list money orders are transmitted direct by the post office of issue to the post office of payment, without passing through the offices of exchange.

2. For telegraph list money orders a special list MP 2 headed "*Mandats télégraphiques*" [Telegraph money orders] is drawn up.

3. The offices of exchange may allot to the telegraph list money orders entered on these special lists an international number from a series reserved for telegraph money orders.

CHAPTER III

Special provisions relating to certain facilities accorded to the public

Article 134

Alteration of address

1. Except in the case of a simple correction of address as provided for in article 26, para. 6, of the Convention, the office of payment of a telegraph money

order must be in possession of the advice of issue before complying with an application for alteration of address.

2. The Administration of payment may, however, on its own responsibility, comply with a telegraphic request for alteration of address without awaiting the arrival of either the postal confirmation or the advice of issue.

Article 135

Retransmission of telegraph money orders

1. The retransmission (by post or by telegraph) of a telegraph money order is effected without obligation to await the arrival of the advice of issue.

2. In the event of retransmission by post to the Country of issue before the arrival of the advice of issue, the retransmitting office simply changes the payee's address and strikes out with a pen the statement of the amount. The money order is sent under cover to the new office of destination; the advice of issue is similarly dealt with on its arrival at the retransmitting office.

CHAPTER IV

Operations in the country of payment

Article 136

Treatment of irregular telegraph money orders

1. In the case of a telegraph money order which cannot be paid in consequence of insufficient or incorrect address, or for any other cause not attributable to the payee, a service telegram is sent to the office of issue stating the cause of non-payment.

2. On receipt of a request for correction by service telegram, the office of issue proceeds as indicated in article 112, para. 5.

3. If an irregularity in a telegraph money order has not been corrected within a reasonable time by air mail or telegraph, the order is corrected in the manner prescribed for postal money orders.

Article 137

Payment of telegraph money orders

1. Telegraph money orders are paid as soon as they are received, without awaiting receipt of the advice of issue; this is attached, if possible, to the money order bearing the receipt of the payee.

2. If the postal advice of issue of a telegraph money order is received at the office of payment before the telegram of advice, payment may not be made on the advice of issue alone; in this case, the telegram of advice must be applied for by means of a service telegram. A postal advice which is not received by the office of payment by the first post after the date of issue of the telegraph money order to which it relates is applied for by means of a verification note in the form of the

specimen C 14 annexed to the Detailed Regulations for implementing the Convention.

3. Telegraph list money orders in respect of which the paying office has not received a telegram of advice may not be paid until a certified copy of the telegram of advice, applied for by service telegram, has been received.

4. In the case of telegraph list money orders in respect of which the office of exchange of the Country of payment does not receive a list MP 2 within a reasonable period, an explanation is requested from the office of exchange of the Country of issue, which must reply as soon as possible. If no reply is received within a reasonable period, the telegraph list money orders actually paid may without further reference be added to the first list MP 2 received from the Administration of issue; if the missing list MP 2 arrives after such entry has been made, it is cancelled or corrected by the office of exchange which receives it.

Article 138

Preparation of the advice of payment

The advice of payment for a telegraph money order is prepared by the office of payment, which sends it to the issuing office immediately after payment and without waiting for the advice of issue.

Article 139

Return of unpaid telegraph card money orders

1. Telegraph card money orders which it has not been possible to pay to the payees for any reason are subject to the provisions of article 116.

2. They must be returned under cover, accompanied by the relevant advices of issue.

SECTION IV

DEPOSIT MONEY ORDERS

Article 140

General provisions

Subject to anything expressly provided for in this section, deposit money orders are subject to the provisions governing money orders, irrespective of the method of transmission, by post or by telegraph, whether under the card system or under the list system.

Article 141

Preparation of deposit money orders

1. Deposit money orders are prepared on yellow forms made of stout cardboard in the form of the annexed specimen MP 16.

2. The address of a deposit money order must include the surname or corporate name of the payee, the number of his postal cheque account preceded by the words "*compte courant postal*" [postal cheque account] or by the abbreviation "CCP" and an indication of the postal cheque office which keeps the payee's postal cheque account.

Article 142

Lists of deposit money orders

1. Deposit money orders under the list system are transmitted by means of a special list MP 2, which must be headed "*Mandats de versement*" [Deposit money orders].

2. Where the remitter of a deposit money order applies for an advice of credit to the payee's postal cheque account, the letters "AI" are inserted on the list MP 2 in the "*Observations*" [Remarks] column opposite the entry relating to the order.

Article 143

Telegraph deposit money orders

Telegraph deposit money orders are prepared in accordance with article 131. They require the dispatch of telegrams of advice addressed direct to the postal cheque office which keeps the payee's postal cheque account. Telegrams of advice are drawn up in French, in the absence of any special agreement, and are invariably worded in the following order:

- *Indications de service taxées (s'il y a lieu)* [Service instructions charged for (if necessary)]
- *Avis inscription (s'il y a lieu)* [Advice of credit (if required)]
- *Avis inscription avion (s'il y a lieu)* [Advice of credit by air mail (if required)]
- *Mandat . . . (N^o postal d'émission)* [Order . . . (No. of the order at the post office of issue)]
- *Nom du bureau de chèques postaux de destination* [Name of the postal cheque office of destination]
- *Nom de l'expéditeur* [Name of the remitter]
- *Montant de la somme à porter au crédit du compte courant postal du bénéficiaire* [Amount to be credited to the payee's postal cheque account]
- *Désignation exacte du bénéficiaire et du numéro de son compte courant postal précédé des initiales CCP* [Exact designation of the payee and of the number of his postal cheque account preceded by the initials CCP]
- *Communication particulière (le cas échéant)* [Private message (if any)]

*Article 144****Deposit money orders missing, lost or destroyed after
the amount has been credited***

A deposit money order which is missing, lost or destroyed after the amount has been credited to a postal cheque account may be replaced by the Administration of destination with a new order prepared on a form MP 1 bearing the particulars prescribed in article 119 and indicating on the back the date on which the amount was credited to the payee's postal cheque account.

*Article 145****Accounting arrangements with respect to deposit money orders***

In the absence of any special agreement, deposit money orders are described on a special list MP 6 and incorporated in the monthly accounts of money orders.

**SECTION V
ACCOUNTING****CHAPTER I****Common regulations***Article 146****Preparation of monthly accounts***

1. Each Administration of payment prepares at the end of each month, for each of the Administrations from which it has received money orders, a monthly account in the form of the annexed specimen MP 5 in the case of card money orders or a monthly account in the form of the annexed specimen MP 15 in the case of list money orders. It enters therein particulars of all orders paid by its offices on behalf of the other Administration during the preceding month. The entries must follow:

- (a) The chronological order of the months of issue;
- (b) The alphabetical order of the names of the offices of issue;
- (c) For each office of issue, the numerical order of the money orders.

2. If necessary, the money orders paid are recapitulated on a special list in the form of the annexed specimen MP 6, which is attached to the monthly account to be prepared, in this case, on a form MP 7 in the form of the annexed specimen.

3. The Administration of payment also enters in this account:

- (a) The amount of the allowances due to itself, in accordance with article 28 of the Agreement;
- (b) The amounts, if any, of repayments as referred to in article 27 and of interest as provided for in articles 27 and 30 of the Agreement.

4. Receipted authorities to pay are treated like money orders and specified on the account MP 5 or, if appropriate, on the list MP 6 in the same way as if they were the actual orders.

5. The monthly account is forwarded to the debtor Administration before the end of the month which follows that to which it relates, together with the supporting documents (receipted money orders and authorities to pay). When, for any reason, the monthly account cannot be forwarded in due time, the debtor Administration must be informed, within eight days after the expiry of the aforementioned time-limit, of the expected date of dispatch of the account in question. The information must be given by telegraph.

6. When there are no paid orders (money orders or authorities to pay) a monthly account form marked "Nil" is sent to the other Administration.

7. Any differences discovered by the debtor Administration in the monthly accounts are adjusted in the next available monthly account; they are disregarded if their total amount does not exceed 50 centimes for each account.

Article 147

Preparation of the general account

1. The general account is prepared on a form MP 8 in the form of the annexed specimen by the creditor Administration immediately after the receipt of the monthly accounts and before even checking the details.

2. It must be prepared within two months after the end of the month to which it relates; this period is extended to four months in services with distant Countries.

3. Administrations may, however, arrange among themselves for the general accounts to be prepared quarterly, half-yearly or annually.

Article 148

Methods of payment and periods allowed for payment

1. In the absence of any special agreement, the balance of the general account or the totals of the monthly accounts are paid in the currency of the creditor Country, without any loss to the latter:

- (a) By means of cheques or drafts payable at sight in the capital or at some commercial centre of the creditor Country or by means of postal transfers; or
- (b) To the debit of any accounts set up in accordance with article 30 of the Agreement.

2. The cost of remitting the amount is borne by the debtor Administration, with the exception of extraordinary charges, such as clearing charges, imposed by the creditor Country.

3. Payment must be made not later than fifteen days after the receipt of the general account or after the receipt of the monthly account if the settlements are made on the basis of that account; this period is increased to one month for distant Countries.

4. In case of disagreement between the two Administrations as to the sum to be paid, payment of the contested part only may be deferred; the debtor Administration must notify the creditor Administration, within the period stated in para. 3, of the reasons for the contestation.

Article 149

Payments on account

1. Any Administration finding that another Administration is indebted to it in an amount exceeding 30,000 francs per month is entitled to claim a payment on account during the month in which the money orders are issued. The portion of the mean monthly balance not covered thereby may not exceed 30,000 francs. The mean monthly balance is computed on the basis of the last three monthly accounts accepted. The debtor Administration must make the payment on account claimed not later than the fifteenth day of the month in which the money orders are issued, unless it can show that the mean of the last three complete months has ceased to reflect the true volume of the traffic in money orders; in the event of non-payment within the aforesaid time-limit, the provisions of article 30 of the Agreement apply.

2. If the amount paid on account exceeds the real balance for the period concerned, the difference is adjusted in the next account or, if appropriate, posted to the account provided for in article 148, para. 1 (b).

CHAPTER II

Special accounting regulations applicable to list and telegraph money orders

Article 150

Preparation of monthly accounts

List and telegraph money orders are subject to the following special accounting arrangements:

(a) List money orders

1. The Administrations enter in the monthly account the totals of the lists received during the month;
2. The monthly list is forwarded to the debtor Administration on receipt of the last list of the month to which it relates;
3. The Administrations may by common agreement waive the preparation of monthly accounts and settle the amount of each list by means of a cheque or draft to be attached to the list;

(b) Telegraph money orders

1. Telegraph money orders are recapitulated, as appropriate, with card or list money orders;
2. The telegraph money orders, accompanied as far as possible by the corresponding advices of issue, are attached to the monthly account;

- advices of issue received by the Administration of payment after dispatch of the account in which the telegraph money orders to which they relate are described, are sent back to the Administration of issue attached to one of the following accounts;
3. The provisions of (b) 2 do not apply to telegraph list money orders.

PART III

POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

Article 151

General regulations for issue

Subject to the following special regulations, the general provisions concerning the issue of money orders apply to the preparation of cheques and booklet covers.

Article 152

Forms for cheques and booklet covers. Supply

1. Postal travellers' cheques are prepared on forms MP 10 in the form of the annexed specimen; they are made of white paper and comprise a shaded watermark representing an allegorical head approximately two centimetres high. A white band three and one-half centimetres wide is provided on the left side of the form. The watermark is situated at the top of this band; the centre is die-stamped with a head of Mercury, which is identical for all Countries; the lower portion of this band is reserved for the impression of the die-stamp which the service issuing the cheques is required to apply in accordance with article 153. The whole form, with the exception of the white band, has a security-ground impression clearly defined in three colours of an allegorical figure consisting of a number of broad subjects with sharp outlines. The words "*Bon postal de voyage*" [Postal travellers' cheque] are printed at the same time as the security ground and in the same colours. Distinctly different colours are used for the cheques of each of the three denominations provided for in article 41 of the Agreement.

2. The following indications are printed on the front of each cheque:

- (a) A serial number ranging from 1 to 100,000;
- (b) The name of the Country of issue;
- (c) The value of the cheque, followed by the name of the currency in which it is made out;
- (d) The name of the Country in which it is exclusively payable.

3. Cheques sold to the public are collected and bound into a booklet light blue in colour in the form of the annexed specimen MP 11. The name of the Country of issue and the name of the Country of payment are printed on the front.

4. The Administrations are supplied with cheques and booklet covers by the International Bureau, which arranges for their printing.

*Article 153****Preparation of cheques***

1. At the time of issue, the cheques are stamped, in the white band on the front, in the place provided for the purpose, with a special die-stamp for each issuing service. In addition, the first and last days of validity must be handwritten, typewritten or stamped on the cheques. The Administrations may agree to authenticate the cheques by means of the inked stamp used for the issue of postal money orders.

2. The Administrations may agree to stamp the name of the issuing service on the cheques with a special embossing stamp.

*Article 154****Make-up and preparation of booklets***

1. Cheques are arranged in the booklets in numerical order.

2. The office issuing a booklet marks in the special place on the cover the first and last days of validity of the cheques. It also enters in the grid provided on the cover the number of cheques issued, together with the numbers of the first and last of these cheques; the name of the Country of payment is indicated conspicuously in the spaces provided on the booklet and the cheques.

3. Entries must be handwritten, typewritten or printed by a mechanical process.

4. At the time of preparation of the booklet, the special place on the cover must be stamped with the die-stamp or inked stamp referred to in article 153, para. 1.

*Article 155****Payment, by way of exception, of cheques made out in a currency other than that of the Country where payment is applied for***

1. Where, owing to exceptional circumstances, in the service with Countries which have agreed accordingly in advance, the payee has occasion to apply for payment of his cheques in a Country other than the Country of payment originally indicated on the cheques, an inquiry concerning the amount payable for each cheque in the currency of the Country where payment is requested is dispatched to the office of issue, at the payee's expense, by telegram or by air mail.

2. The office making the payment marks on the front of the cheque the amount paid out in its currency and attaches the reply telegram or advice to cheques paid in the circumstances referred to in para. 1.

*Article 156****Cheques missing, lost or destroyed after payment***

Article 119 applies by analogy in the case of postal travellers' cheques missing, lost or destroyed after payment. The substitute document is prepared on a form

MP 10. The Administration of payment obtains, through the Administration of origin, the statement of the payee which is to serve as a receipt.

Article 157

Preparation of accounts

1. The monthly account of cheques paid is prepared on a form MP 9 in the form of the annexed specimen.

2. This account is attached to the monthly account MP 5 relating to the money orders paid during the same period and its total is added to that of the account MP 5.

3. Postal travellers' cheques paid by way of exception by a Country not participating in the service, in the circumstances provided for in article 155, are described in a special monthly account MP 5 which is attached to the account of postal money orders.

PART IV

FINAL PROVISIONS

Article 158

Entry into force and duration of the Detailed Regulations

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Parties concerned.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement; see above in this volume.)

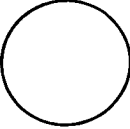
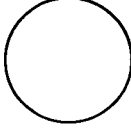
LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
MP 1	International money order.....	Art. 104, § 1
MP 2	List of money orders.....	Art. 122, § 2 (a)
MP 3	Advice of issue of a telegraph money order.....	Art. 132, § 1
MP 4	Inquiry or application for advice of payment after issue, for alteration of address or for withdrawal relating to an international money order	Art. 110, § 1
MP 5	Monthly account of card money orders and authorities to pay.....	Art. 146, § 1
MP 6	Recapitulatory list of money orders and authorities to pay.....	Art. 146, § 2
MP 7	Monthly account of money orders, authorities to pay and reimbursement orders.....	Art. 146, § 2
MP 8	General account of money orders.....	Art. 147, § 1
MP 9	Monthly account of postal travellers' cheques.....	Art. 157, § 1
MP 10	Postal travellers' cheque.....	Art. 152, § 1
MP 11	Booklet of postal travellers' cheques.....	Art. 152, § 3
MP 12	International money order for typed entries.....	Art. 104, § 2
MP 13	Authority to pay.....	Art. 117
MP 14	Request for correction of a money order or request for authority to pay	Art. 112, § 1
MP 15	Monthly account of list money orders.....	Art. 146, § 1
MP 16	International deposit money order.....	Art. 141, § 1

ANNEXES :

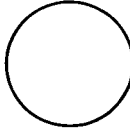
FORMS MP 1 to MP 16

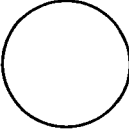
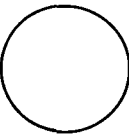
(Front)

<p align="center">COUPON (May be detached by the payee)</p> <p>Amount of money order _____ (in Arabic figures)</p> <p>Remitter _____ _____ _____</p> <p align="right">19 _____</p> <p>Stamp of office of issue </p>	<p>POSTAL ADMINISTRATION of _____</p> <p align="center">INTERNATIONAL MONEY ORDER</p> <p>for the sum of _____ (in Arabic figures)</p> <p>_____ (Units in words in Roman letters)</p> <p>Payable to _____</p> <p>Street and number : _____</p> <p>Place of destination : _____</p> <p>Country of destination : _____</p> <p align="center">SERVICE INSTRUCTIONS</p> <p>Number _____ Date _____ Office _____ } of issue</p> <p>Signature of officer who prepares the money order : _____</p> <p>(1) Particulars to be filled in by Administration of destination when that Administration makes the conversion.</p>	<p align="right">MP 1</p> <p>Postage stamps or indication of charge made</p> <p>Stamp of office of issue </p> <p align="center">Rate of exchange Sum paid (1)</p> <p align="center">Amount paid in _____ (Currency of country of issue)</p>
---	--	---

(Money Orders, Vienna 1964, art. 104, § 1 — Size: 148 × 105 mm, colour pink)

MP 1
(Back)

	<p>(Space reserved for endorsements, if any)</p> <hr/> <p align="center">Receipt of payee</p> <p align="center">Received the sum indicated on the other side</p> <p>Place : _____, _____ 19 _____</p> <p align="center">Signature of payee: _____</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: flex-end; margin-top: 20px;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 150px;"> <p align="center">Register of arrival</p> <p>No. _____</p> </div> <div style="text-align: right;"> <p>Stamp of paying office </p> </div> </div>
--	---

POSTAL ADMINISTRATION		ADVICE OF ISSUE⁽¹⁾		MP 3
of		of a telegraph money order ⁽²⁾		
issued at the office of.....		on		19.....
payable at the office of.....		(.....)		(Country)
Name of remitter 1	No. of order 2	Surname, given name(s), rank and address of payee 3	Amount of order 4	
.....		.....		Currency of country of payment
.....		.....		(2) =====
Stamp of office of issue	Place :	Stamp of office of payment	Currency of country of issue	
	Date : 19.....		=====	
Signature of officer who prepares the advice :				
<p>⁽¹⁾ To be sent under cover by the next mail and whenever possible by air mail.</p> <p>⁽²⁾ The amount cannot be paid on receipt of this advice of issue, but only on receipt of the telegram to which this advice relates.</p>				

POSTAL ADMINISTRATION

MP 4

of
OFFICE of

— INQUIRY ⁽¹⁾

— APPLICATION ⁽¹⁾ { FOR ADVICE OF PAYMENT AFTER ISSUE
FOR ALTERATION OF ADDRESS
FOR WITHDRAWAL

relating to an International money order

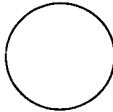
Description of the ordinary / card / telegraph / list money order ⁽¹⁾

Money Order No. : Our Ref.
Office of issue : Your Ref.
Date of issue :
Amount in currency of Country of payment/of issue ⁽¹⁾
Name and address of remitter :
Name and address of payee :
Further particulars :
Name and address of inquirer or applicant :

Sir,

With reference to the above-mentioned money order, I draw your attention to No. below.
If the money order is missing, the amount should be paid to the original payee/to the remitter ⁽¹⁾
Please reply to me on this matter by surface mail/air mail/telegraph ⁽¹⁾ and return this form to me.

Stamp of office of issue 19.....



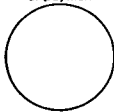
Official in charge of the office from which the application originates

..... 19.....

Signature of inquirer or applicant :

<p>1. The money order in question ⁽⁴⁾:</p> <p>(a) was duly paid to the payee on 19.....</p> <p>(b) is still on hand at the office of ⁽²⁾</p> <p>(c) has been sent to the payee, who has not yet taken delivery of the amount ⁽³⁾</p> <p>(d) was returned to the Country of issue on 19.....</p> <p>(e) was retransmitted on 19..... to</p> <p>(f) has not reached the office of</p> <p>(g) ⁽⁴⁾</p>	<p>2. According to the declaration of the remitter, the payee has not received the amount. The remitter wishes to know whether the money order has been paid to the payee. Form C 5 attached. Please inquire into the matter and Inform us of the result.</p> <p>3. Please replace "....." by "....." on</p> <p>4. Please return the above-mentioned money order to me for return to the remitter.</p> <p>5. Other reasons :</p>
--	--

Stamp of office of payment



..... 19.....

Official in charge of the office of payment

⁽¹⁾ Strike out whichever entry does not apply.
⁽²⁾ Applies to Countries which pay at payee's address or send an advice of arrival.
⁽³⁾ Applies to Countries which deliver money orders to payees.
⁽⁴⁾ Add the declaration of the payee, if possible.

POSTAL ADMINISTRATION
of

Year 19..... MP 5
Month of

MONTHLY ACCOUNT

of card money orders and authorities to pay

issued by the Administration of.....
and paid, during the month indicated above, by the Administration of

Serial No. of paid orders and authorities to pay 1	Issue				Orders and authorities to pay for which the charge has been paid 6		Orders and authorities to pay free of charge 7		Amount due from the Administra- tion which issued the orders 8	
	Year 2	Month 3	Office 4	No. 5						
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
Total										
Orders and authorities to pay for which charges have been paid (col. 6)										
Charge of ¼%										
Fixed allowance (..... c per order)										
Orders and authorities to pay free of charge (col. 7)										
Grand total of sums due from the Administration of..... to the Administration of.....										

The present account for the month of..... 19..... is certified to be in accordance with the total of the attached orders and authorities to pay.

..... 19..... Signature :

POSTAL ADMINISTRATION

Year 19.....

MP 6

of

Month

RECAPITULATION LIST

N°.....

of money orders and authorities to pay

issued by the Administration of.....

and paid, during the month indicated above, by the Administration of

Serial No. 1	Year 2	Issue			Orders and authorities to pay (1) for which the charge has been paid 6	Remarks 7
		Month 3	Office 4	No. 5		
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
Total (2)						

(1) Fee-exempt orders and authorities to pay should be listed separately, either at the end of this list, with a relevant entry in the "Remarks" column, or in the supplementary lists, or in special lists. Authorities to pay are entered in the line which would be occupied by the orders to which they relate and are noted in the "Remarks" column.
 (2) To be recapitulated on the last list or transferred to the monthly account MP 7.

POSTAL ADMINISTRATION
of

MP 7

Year 19.....

Month

MONTHLY ACCOUNT

of money orders, authorities to pay and reimbursement orders (1)

issued by the Administration of.....

and paid, during the month indicated above, by the Administration of

Number of paid money orders and authorities to pay 1	Particulars 2	Amount of paid money orders and authorities to pay 3	Total charges and allowances 4
	Money orders and authorities to pay for which the charge has been paid (2)		
	Charge of ¼%.....		
	Fixed allowance (.....c per order).....		
	Money orders and authorities to pay free of charge (2).....		
	Total		
	Reimbursement orders as per special account, form R 5.....		
	Charges and allowances deducted in respect of reimbursement orders		
	Grand total		
	Total of fees and proportional allowances to be added/deducted (3)		
	Any entries under art. 27 and 30 of the Agreement : (amounts of repayments and of interest)		
	Grand total of sums due : from the Administration of..... to the Administration of.....		

The present account for the month of..... 19..... is certified to be in accordance with the total of the attached..... orders and authorities to pay.

Signature :

..... 19.....

(1) Amounts, if any, of repayments and of interest, as provided under articles 27 and 30 of the Agreement, may also be included in this account.
(2) Total shown on the form(s) MP 6 annexed hereto.
(3) Strike out whichever entry does not apply.

POSTAL ADMINISTRATION
of

MP 8

GENERAL ACCOUNT

of money orders

Money orders exchanged

between the Administration of (1).....
and the Administration of (2).....
during 19.....

Period 1	Credit of the Administration of (1).....		Credit of the Administration of (2).....	
	Orders 2	Charges 3	Orders 4	Charges 5
.....				
.....				
.....				
Total				
Conversion at the rate of :				

Balance
Payments on account
Balance
.....

to the credit (3) of the Administration of (1).....
debt

Details of payments on account :

Date :	Amount :
.....
.....
.....

Prepared at
on 19.....
Signature :

Seen and accepted :
on 19.....
Signature :

(1) Name of the Administration which prepared the account.
(2) Name of the corresponding Administration.
(3) Strike out whichever entry does not apply.

POSTAL ADMINISTRATION

MP 9

of

MONTHLY ACCOUNT

of postal travellers' cheques

Year 19.....

..... annex

Month

exchanged between the Administration of..... and the Administration of.....

Serial No. of cheques paid 1	Year of issue 2	Month of issue 3	Office of issue 4	No. of cheque 5	Amount in currency of country of payment 6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
Total of cheques paid					
Charge of ¼%					
Grand total of sums owed					
by the Administration of..... to the Administration of.....					

The present account for the month of.....
19..... is certified to be in accordance with the total
of the attached cheques.

Signature :

..... 19.....

(Front)

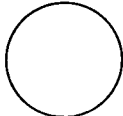
<p style="text-align: center;">Counterfoii (to be retained by the payee)</p> <hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/> <p style="text-align: center;">POSTAL TRAVELLERS' CHEQUE</p> <p style="text-align: center;">Amount (in the currency of the Country of payment)</p> <hr style="border-top: 3px double black; width: 80%; margin: 10px auto;"/> <p style="text-align: center;">Paying office</p> <p style="text-align: center;">Date of payment</p>	<p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION</p> <p>of</p> <p style="text-align: right;">MP 10</p> <p style="text-align: right;">No.</p> <p style="text-align: right;">Office of issue</p> <p style="text-align: right;">Valid from to</p> <p style="text-align: center;">POSTAL TRAVELLERS' CHEQUE</p> <p>for the sum of (in Arabic figures, with indication of the currency)</p> <p style="text-align: center;">..... (in words)</p> <p>payable only (Name of country of payment)</p> <p>to the actual person named on the booklet cover</p> <p style="text-align: center; font-size: small;">Die-stamp of office of issue</p>
--	--

(Money Orders, Vienna 1964, art. 152, § 1 — Size: 162 × 114 mm)

MP 10
(Back)

<p style="text-align: center;">Nature of proof of identity produced :</p> <p style="text-align: center;">Received as payment for this postal travellers' cheque</p> <p style="text-align: center;">the sum of</p> <p style="text-align: center;">..... 19.....</p> <p style="text-align: center;">Signature :</p> <p style="text-align: center;">.....</p> <p style="text-align: center; font-size: small;">(The signature must correspond to that on the cover)</p>		
<p style="text-align: center; font-size: small;">Date-stamp of paying office</p>	<p style="text-align: center;">Paid</p> <p style="text-align: center;">..... 19</p> <p style="text-align: center;">by</p>	<p style="text-align: center; font-size: small;">No. of payment</p>

(1st page of cover)

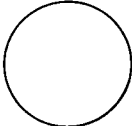
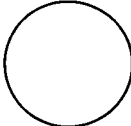
POSTAL ADMINISTRATION of Valid from to inclusive	MP 11																								
BOOKLET OF POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES ⁽¹⁾																									
containing (2) {	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 5%; text-align: center;">(a)</td> <td style="width: 25%; border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td style="width: 15%;">cheques Nos.</td> <td style="width: 15%; border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td style="width: 5%;">to</td> <td style="width: 15%; border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td style="width: 5%;">at</td> <td style="width: 20%; border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">(b)</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td>cheques Nos.</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td>to</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td>at</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">(c)</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td>cheques Nos.</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td>to</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> <td>at</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">██████████</td> </tr> </table>	(a)	██████████	cheques Nos.	██████████	to	██████████	at	██████████	(b)	██████████	cheques Nos.	██████████	to	██████████	at	██████████	(c)	██████████	cheques Nos.	██████████	to	██████████	at	██████████
(a)	██████████	cheques Nos.	██████████	to	██████████	at	██████████																		
(b)	██████████	cheques Nos.	██████████	to	██████████	at	██████████																		
(c)	██████████	cheques Nos.	██████████	to	██████████	at	██████████																		
Payable only (Country of payment)																									
⁽¹⁾ See provisions on 4th page of cover. ⁽²⁾ Quantity, numbers and amount of the cheques in Arabic figures. The amount of the cheques should be expressed in the currency of the country of payment.																									
M (Surname and given name(s)) (Address) (Place of domicile)	Die-stamp of office of issue <div style="text-align: center; margin-top: 20px;">  </div>																								
Signature of holder :																									

(Money Orders, Vienna 1964, art. 152, § 3 - Size: 162 × 114 mm)

MP 11
 (4th page of cover)

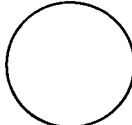
<ol style="list-style-type: none"> 1. Postal travellers' cheques are made out in the currency of the country in which they are to be paid; the name of that country is shown on the first page of the cover of this booklet. 2. In offices taking part in the service, payment is made in exchange for the cheque signed in ink. The person claiming payment must prove his identity by producing his passport or a postal identity card, or by any other evidence accepted in the paying country. 3. When the paying service has not sufficient funds at its disposal to cash the cheque or cheques presented to it, payment may be suspended until the service has produced the necessary funds. 4. Sums paid in to be converted into cheques are, within the time-limit fixed by the legislation of the country of issue, guaranteed to the persons entitled to payment up to the time of official payment. Claims from such persons concerning the payment of a cheque to an unauthorized person must be made within a period of one year from the day following the issue of the 	<p>cheque. The Postal Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of booklets or of any of the cheques contained therein.</p> <ol style="list-style-type: none"> 5. No claim may be brought against the Administration of the country of issue if the booklet which is the object of the claim is not produced. In the event of loss of a booklet or of a cheque or cheques, however, the person concerned must satisfy the Administration of issue that he has asked for the issue of a booklet of cheques and has made the proper total payment therefor. A refund may be made only when the said Administration has ascertained that the cheques declared to be lost have not been cashed. 6. Booklets of cheques or any of the cheques contained therein are not transferable to a third party either by endorsement or by assignment. They cannot be pledged. Subject to the internal legislative provisions of each country, demands made for the stoppage of payment of cheques which have been regularly issued are ignored.
---	---

(Front)

<p align="center">COUPON</p> <p align="center">(May be detached by the payee)</p> <p align="center">_____</p> <p>Amount of money order</p> <p>=====</p> <p align="center">(in Arabic figures)</p> <p align="center">Remitter</p> <p align="center">Stamp of office of issue</p> <p align="center"></p> <p align="center">..... 19.....</p>	<p>POSTAL ADMINISTRATION of</p> <p align="center">INTERNATIONAL MONEY ORDER</p> <p align="center">(typed entries only) for the sum of :</p> <p>=====</p> <p align="center">(units in full in words and in Roman letters)</p> <p>Payable to</p> <p align="center">SERVICE INSTRUCTIONS</p> <p>Number } Date } of issue Office } 19.....</p> <p>Signature of officer who prepares the money order.....</p> <p><small>(¹) Particulars to be entered by Administration of destination when that Administration makes the conversion.</small></p>	<p align="right">MP 12</p> <p align="center">Postage stamps or indication of charge made</p> <p align="center">Stamp of office of issue</p> <p align="center"></p> <p align="center">Amount paid in</p> <p>=====</p> <p align="center">(Currency of Country of issue)</p>
---	---	--

(Money Orders, Vienno 1964, art. 104, § 2 — Size: 148 × 105 mm, colour pink)

(Back)

	<p>(Space reserved for endorsements, if any)</p>
	<p>RECEIPT OF PAYEE</p> <p>Received the sum indicated on the other side</p> <p>Place : 19.....</p> <p>Signature of payee :</p> <p>.....</p>
<p align="center">Register of arrival</p> <p align="center">No.</p>	<p align="right">Stamp of paying office</p> <p align="right"></p>

(Front)

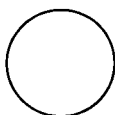
<p align="center">COUPON</p> <p>(May be forwarded to payee)</p> <p>Amount of authority to pay</p> <p>_____</p> <p align="center"><small>(in Arabic figures)</small></p> <p>Replacement for (1) Addition to the international money order dispatched</p> <p>on 19.....</p> <p>by</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p align="center">Stamp of issuing service</p> <div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>	<p align="right">MP 13</p> <p>POSTAL ADMINISTRATION of</p> <p align="center">AUTHORITY TO PAY No.</p> <p>(1) in replacement of additional to _____ an international money order</p> <p>The post office of</p> <p>is authorized to pay the sum of . . . _____</p> <p align="center"><small>(Units in words in Roman letters)</small></p> <p>to</p> <p align="center"><small>(Name or firm)</small></p> <p>.....</p> <p align="center"><small>(Street and number)</small></p> <p>.....</p> <p align="center"><small>(Locality and Country of destination)</small></p> <p>(1) in replacement of additional to _____ international money order No.</p> <p>issued at on 19.....</p> <p>and remitted by</p> <p>....., on 19.....</p> <p align="center">Signature of the officer who prepares the authority to pay :</p> <p>.....</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin: 0 auto;"> <p align="center"><small>Amount in currency of the Country of issue</small></p> <p>_____</p> </div> <p><small>(1) Strike out whichever entry does not apply. (2) Particulars to be entered by Administration of destination when that Administration makes the conversion.</small></p>
---	--

(Money Orders, Vienna 1964, art. 117 — Size: 148 × 105 mm, colour pink)

(Back)

	<p>(Space reserved for endorsements, if any)</p> <hr/> <p align="center">RECEIPT OF PAYEE</p> <p align="center">Received the sum indicated on the other side.</p> <p>Place : 19.....</p> <p align="center">Signature of payee :</p> <p>.....</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p align="center">Register of arrival</p> <p>No.</p> </div> <div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 10px auto; border-radius: 50%; text-align: center;"> <p align="center"><small>Stamp of paying office</small></p> </div>
--	---

MP 14

Stamp of office
of payment

POSTAL ADMINISTRATION of

Office of

I. REQUEST FOR CORRECTION⁽¹⁾ OF A MONEY ORDER

Description of the card/telegraph money order (1)

Money Order No.: Our Ref.
 Office of Issue : Your Ref.
 Date of issue : 19.....
 Amount in currency of Country of payment/of issue (1).....
 Name and address of remitter :
 Name and address of payee :
 Further particulars :

The money order described above, which please find enclosed, cannot be paid for the following reason (2):

- Incorrect, insufficient or doubtful description of the name or address of the payee;
- Difference or omission of name or amount;
- Erasure of or alteration to the entries;
- Omission of stamps, signature or other service entries;
- Entry of the sum payable in a currency other than that allowed;
- Amount exceeding the authorized maximum;
- An obvious discrepancy in the relationship between the currency of the Country of issue and that of the Country of payment;
- Omission of the name of the monetary unit;
- Use of an irregular form;
- Period of validity expired. Authority for payment required;
- Other reasons (3)

Please return the money order, under cover, immediately after correction, accompanied by this form.

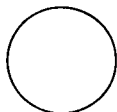
II. REQUEST FOR AUTHORITY TO PAY (1)

The money order described above :

Was missing/destroyed/lost before payment (1)

Owing to an error of conversion requires an additional payment of to the payee (1)

Please issue an authority to pay and forward it accompanied by this form.

Stamp of the office which
issued the money order.....
(Place).....
(Date)

19.....

Signature :
.....

⁽¹⁾ Strike out whichever entry does not apply.

⁽²⁾ Insert a cross in the square preceding the description of the irregularity found.

⁽³⁾ Describe the reason for the irregularity where it is not covered by the headings above.

POSTAL ADMINISTRATION
of

MP 15

MONTHLY ACCOUNT OF LIST MONEY ORDERS

issued by the Administration of Year 19.....
and paid during the month indicated above Month
by the Administration of

Dates of lists 1	Orders for which the charge has been paid			Orders free of charge			Amount due from the Administration which issued the orders 6
	International serial numbers of the orders entered on lists 2		Totals of lists 3	International serial numbers of the orders entered on lists 4		Totals of lists 5	
	From	To		From	To		
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							
30							
31							
	Total			Total			

Orders for which the charge has been paid (col. 3)

Fixed allowance of per charge-paid order

Proportional allowance of ¼% on charge-paid orders

Orders free of charge (col. 5)

Grand total of sums due from the Administration of to the Administration of

..... 19.....

Signature :

.....

(Money Orders, Vienna 1964, art. 146, § 1 — Size: 210 × 297 mm)

LIST OF STATES WHICH HAVE RATIFIED, APPROVED (A), OR ACCEDED (a) TO, THE AGREEMENT, INDICATING THE DATE OF DEPOSIT OF THE INSTRUMENT WITH THE GOVERNMENT OF SWITZERLAND OR, DENOTED BY AN ASTERISK, THE DATE OF NOTIFICATION OF ACCESSION ISSUED BY THE LATTER GOVERNMENT UNDER ARTICLE 11(5) OF THE CONSTITUTION

* ARGENTINA ¹	23 June	1967
AUSTRIA	23 December	1965
BELGIUM	4 November	1965 A
CHINA	6 September	1966
CONGO (REPUBLIC OF)	7 September	1966 A
* CZECHOSLOVAKIA ¹	20 May	1966
DAHOMEY	13 January	1967 A
DENMARK	23 December	1965
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY (With a declaration that the Agreement shall apply to <i>Land Berlin</i> .)	27 June	1966
FINLAND	17 December	1965
FRANCE	22 January	1966 A
(Including the whole of the territories represented by the French Office of Over- seas Posts and Telecommunications.)		
GABON	21 January	1967 A
GHANA	17 November	1966
GUINEA	5 September	1966
HUNGARY ¹	2 May	1967 A
ICELAND	10 August	1965
IVORY COAST	28 October	1965 A
JAPAN	22 July	1965 A
LAOS	25 September	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 October	1967
LUXEMBOURG	29 December	1965
MADAGASCAR	25 August	1965 A
* MALI	18 December	1965
MAURITANIA	22 March	1967 a*
MOROCCO	7 April	1967 A
NIGER	8 February	1966 A
NORWAY	1 December	1965
* POLAND ¹	14 September	1966 A
REPUBLIC OF KOREA	20 May	1966
REPUBLIC OF VIETNAM	5 June	1967
SAN MARINO	11 October	1967 A
SENEGAL	26 September	1967
SPAIN	9 November	1966
(Including the Spanish Territories of Africa.)		

¹ With a declaration, the text of which has been reproduced following the list of States which ratified, or acceded to, the Constitution of the Universal Postal Union; see United Nations *Treaty Series*, Vol. 611.

SWEDEN	13 December	1966
SWITZERLAND	4 February	1966
SYRIA	18 November	1966
THAILAND	10 May	1966 <i>A</i>
TOGO	28 August	1967 <i>A</i>
TUNISIA	13 September	1966
UNITED ARAB REPUBLIC	30 June	1967
UPPER VOLTA	4 February	1967 <i>A</i>
YUGOSLAVIA	15 November	1966

No. 8849

UNIVERSAL POSTAL UNION

Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964

Official text: French.

Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement concernant les virements postaux (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964

Texte officiel français.

Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1^{er} décembre 1967.

VII

**ARRANGEMENT CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX.
SIGNÉ À VIENNE, LE 10 JUILLET 1964**

ARRANGEMENT CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I

Art. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Objet de l'Arrangement

TITRE II

VIREMENTS POSTAUX

CHAPITRE I

CONDITIONS D'ADMISSION ET EXÉCUTION DES ORDRES DE VIREMENT

2. Modes d'échange
3. Monnaie. Conversion
4. Montant *maximal*
5. Taxes
6. Franchise de taxe
7. Avis de virement
8. *Dispositions particulières aux virements télégraphiques*
9. Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription
10. Echange des virements
11. Bureaux d'échange

CHAPITRE II

ANNULATION. RÉCLAMATIONS

12. Annulation des virements
13. Réclamations. Demandes de renseignements
14. *Virements non portés au crédit du compte du bénéficiaire*

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ

15. Principe et étendue de la responsabilité
16. Exceptions au principe de la responsabilité
17. Détermination de la responsabilité
18. *Paiement des sommes dues. Recours*
19. *Délai de paiement*
20. Remboursement à l'Administration *intervenante*

CHAPITRE IV

COMPTABILITÉ

21. Attribution des taxes
22. Etablissement et règlement des comptes
23. Paiement. Intérêts moratoires
24. Compte général trimestriel

CHAPITRE V

Art. DISPOSITIONS DIVERSES

- 25. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger
- 26. Franchise postale
- 27. Liste des titulaires de comptes

TITRE III

VERSEMENTS POSTAUX

- 28. Dispositions générales

TITRE IV

CHÈQUES POSTAUX ET CHÈQUES POSTAUX DE VOYAGE

- 29. Paiements au moyen de chèques postaux et de chèques postaux de voyage

TITRE V

RÈGLEMENT PAR VIREMENT DES VALEURS
DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

- 30. Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux
- 31. Taxe
- 32. Responsabilité

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

- 33. Application de la Convention
- 34. Exception à l'application de la Constitution
- 35. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution
- 36. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, § 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

TITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE PREMIER

Objet de l'Arrangement

1. Le présent Arrangement régit l'échange des virements postaux que les Pays contractants conviennent d'instituer. Tout titulaire d'un compte courant postal tenu dans l'un de ces Pays peut ordonner des virements au profit d'un compte courant postal tenu dans un autre de ces Pays.

2. D'autre part, l'Arrangement prévoit l'échange des versements postaux, celui des chèques postaux et des chèques postaux de voyage entre les Pays qui conviennent d'instituer ces services, en tout ou en partie, dans leurs relations réciproques.

3. Sous réserve d'accords particuliers entre les Administrations intéressées, le service peut être étendu au règlement, par virement postal, des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux.

TITRE II

VIREMENTS POSTAUX

CHAPITRE I

CONDITIONS D'ADMISSION ET EXÉCUTION DES ORDRES DE VIREMENT

ARTICLE 2

Modes d'échange

Les virements postaux peuvent être échangés soit par voie postale, soit, si les télégrammes-virements sont admis dans les relations entre Pays intéressés, par voie télégraphique.

ARTICLE 3

Monnaie. Conversion

1. Sauf entente spéciale, le montant des virements est exprimé en monnaie du Pays de destination.
2. Toutefois, chaque Administration peut admettre que ledit montant soit indiqué en monnaie du Pays d'origine par le titulaire du compte à débiter.
3. L'Administration d'origine fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du Pays de destination.

ARTICLE 4

Montant maximal

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant des virements que tout titulaire de compte peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

¹ Mis à exécution le 1^{er} janvier 1966, conformément à l'article 36. Voir à la suite des Formules la liste des Etats qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement ou qui y ont adhéré.

ARTICLE 5

Taxes

1. La taxe d'un virement ne doit pas dépasser 1^o/₁₀₀ de la somme virée avec faculté, pour chaque Administration:

- a) d'arrondir les fractions selon les convenances de son service;
- b) de fixer un minimum de perception qui ne peut excéder 20 centimes.

2. Au lieu de cette taxe proportionnelle, les Administrations ont toutefois la faculté de percevoir une taxe uniforme indépendante du montant de la somme virée. Cette taxe uniforme ne doit pas excéder 50 centimes.

3. L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne peut être soumise à une taxe supérieure à celle qui est éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

ARTICLE 6

Franchise de taxe

Sont exonérés de toutes taxes les virements relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 23 de la Convention.

ARTICLE 7

Avis de virement

1. Tout virement transmis par la voie postale fait l'objet d'un avis de virement établi soit par le tireur, soit par le bureau de chèques postaux détenteur de son compte.

2. Le verso de cet avis peut être utilisé pour une communication particulière destinée au bénéficiaire.

3. Les avis de virement sont envoyés sans frais aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes.

ARTICLE 8

Dispositions particulières aux virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention Internationale des télécommunications.

2. En sus de la taxe prévue à l'article 5, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire et, en outre, une taxe fixe qui ne peut dépasser 1 franc.

3. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée et l'adresse sans frais au bénéficiaire.

ARTICLE 9

Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription

1. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de destination a la faculté, lors de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire et si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

2. Dans les relations entre Pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le tireur peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 37, §§ 1 et 2, de la Convention est applicable aux avis d'inscription.

3. Les taxes à percevoir conformément au § 2 sont prélevées sur le compte du tireur.

4. Lorsqu'elle est formulée postérieurement à l'ordre de virement, la demande d'avis d'inscription est assimilée à une réclamation et soumise aux dispositions de l'article 13.

ARTICLE 10

Echange des virements

1. Les virements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes.

2. Sauf entente spéciale, les sommes à virer sont exprimées, sur la liste, en monnaie du Pays de destination.

ARTICLE 11

Bureaux d'échange

L'échange des listes de virements a lieu exclusivement par l'intermédiaire des bureaux de chèques dits « bureaux d'échange » désignés par l'Administration de chacun des Pays contractants.

CHAPITRE II

ANNULATION. RÉCLAMATIONS

ARTICLE 12

Annulation des virements

Le tireur d'un virement peut, aux conditions fixées à l'article 26 de la Convention, faire annuler ce virement aussi longtemps que l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire n'a pas été effectuée. En cas de demande d'annulation par voie télégraphique, le tireur doit acquitter la taxe de recommandation en sus de la taxe télégraphique. Toute demande d'annulation doit être formulée par écrit et adressée à l'Administration à laquelle le tireur a donné l'ordre de virement.

ARTICLE 13

Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation ou toute demande de renseignements concernant l'exécution d'un virement est adressée par le tireur à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement, sauf s'il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.

2. L'article 35 de la Convention est applicable aux réclamations ainsi qu'aux demandes de renseignements.

ARTICLE 14

Virements non portés au crédit du compte du bénéficiaire

Le montant de tout virement qui, pour une cause quelconque, n'a pas pu être porté au crédit du compte du bénéficiaire est reporté au crédit du compte du tireur.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ

ARTICLE 15

Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le virement a été régulièrement exécuté.

2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de virements ou sur les virements télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission télégraphique.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des virements.

ARTICLE 16

Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un virement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- b) lorsque le tireur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 35, § 1, de la Convention.

ARTICLE 17

Détermination de la responsabilité

Sous réserve de l'article 24, §§ 2 à 5, de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage, la responsabilité incombe à l'Administration postale du Pays dans lequel l'erreur s'est produite.

ARTICLE 18

Paiement des sommes dues. Recours

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration saisie de la *réclamation*.
2. Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser au tireur d'un virement ne peut dépasser celle qui a été portée au débit de son compte.
3. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable.
4. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le *dommage* a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre la personne bénéficiaire de cette erreur.

ARTICLE 19

Délai de paiement

1. Le versement des sommes dues au réclamant doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie, dans un délai-limite de six mois à compter du lendemain du jour de la *réclamation*.
2. Si l'Administration présumée responsable, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à une *réclamation*, l'Administration auprès de laquelle la *réclamation* a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'autre Administration.

ARTICLE 20

Remboursement à l'Administration intervenante

1. L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a remboursé le réclamant, dans un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de la notification du remboursement.
2. A l'expiration de ce délai, la somme due à l'Administration qui a remboursé le réclamant devient productive d'intérêts moratoires à raison de 5% par an.

CHAPITRE IV

COMPTABILITÉ

ARTICLE 21

Attribution des taxes

Chaque Administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

ARTICLE 22

Etablissement et règlement des comptes

1. Les Administrations établissent, pour chaque Pays *contractant* et pour chacun des jours ouvrables où des virements ont été échangés, un compte sur lequel sont récapitulés les totaux des listes de virements expédiées, de part et d'autre, le jour considéré. Les Administrations peuvent s'entendre en vue de grouper dans un même compte les totaux de plusieurs journées.
2. Le règlement de ces comptes s'effectue sans compensation, chaque Administration devant se libérer de la totalité des sommes dues. Sauf entente spéciale, ce règlement a lieu dans la monnaie du Pays créancier.

3. Par exception aux dispositions du § 2, deux Administrations peuvent convenir de régler leurs comptes par compensation. Dans ce cas, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte en prenant pour base de la conversion la moyenne arithmétique des cours du change cotés officiellement aux bourses ou aux banques spécialement désignées par chaque Pays Intéressé, le dernier jour de cotation des changes précédant le jour auquel le compte se rapporte; ces cours moyens doivent être calculés uniformément à quatre décimales.

4. Les sommes à régler deviennent productives d'intérêt, à l'expiration d'un délai et à un taux fixés d'un commun accord par les Administrations des Pays contractants; le taux de cet intérêt ne peut excéder 5% par an.

ARTICLE 23

Paiement. Intérêts moratoires

1. Chaque Administration peut entretenir auprès de l'Administration du Pays correspondant, en monnaie de ce Pays, un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues; si cet avoir est insuffisant pour couvrir les ordres donnés, les virements sont néanmoins portés au crédit des comptes des bénéficiaires.

2. Cet avoir ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes dues; le cas échéant, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de distance. Si l'Administration débitrice n'effectue pas le paiement à la date fixée, le taux maximal de l'intérêt prévu à l'article 22, § 4, est applicable.

4. Il ne peut être porté atteinte, par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

ARTICLE 24

Compte général trimestriel

A la fin de chaque trimestre, les Administrations qui établissent des comptes journaliers transmettent aux Administrations correspondantes, pour approbation, une récapitulation générale de ces comptes, des acomptes payés et, le cas échéant, des intérêts dus. Les soldes du compte général trimestriel sont reportés au trimestre suivant. Les Administrations peuvent s'entendre pour remplacer ce compte trimestriel par l'indication des soldes à la fin du trimestre.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 25

Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un Pays avec lequel le Pays de résidence du requérant échange des virements postaux, l'Administration de ce Pays est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'Administration chargée de tenir le compte.

2. Les Administrations s'engagent à effectuer cette vérification avec tout le soin et toute la diligence désirables, sans toutefois qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.

3. Sur demande de l'Administration qui tient le compte, l'Administration du Pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification des renseignements concernant toute modification de la capacité juridique de l'affilié.

ARTICLE 26

Franchise postale

1. Les plis contenant des extraits de comptes adressés par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes sont envoyés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et remis en franchise dans tout Pays de l'Union.

2. La réexpédition de ces plis dans tout Pays de l'Union ne leur enlève, en aucun cas, le bénéfice de la franchise.

ARTICLE 27

Liste des titulaires de comptes

1. Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'Administration qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres Administrations, aux prix déterminés par celles-ci dans leur service intérieur.

2. Chaque Administration fournit aux Administrations des autres Pays contractants, à titre gratuit, les listes nécessaires à l'exécution du service.

TITRE III

VERSEMENTS POSTAUX

ARTICLE 28

Dispositions générales

1. Toute personne résidant dans l'un des Pays qui assurent le service des versements postaux peut ordonner des versements au profit d'un compte courant postal tenu dans un autre de ces Pays.

2. Sous réserve des dispositions particulières ci-après, tout ce qui est expressément prévu pour les virements postaux s'applique également aux versements.

3. La taxe d'un versement postal ne doit pas dépasser $\frac{1}{4}\%$ de la somme versée. Au lieu de cette taxe proportionnelle, les Administrations ont la faculté de percevoir une taxe uniforme indépendante du montant de la somme versée et qui ne doit pas excéder 1 franc.

4. Un récépissé est délivré gratuitement au déposant au moment du versement des fonds.

5. Sauf entente spéciale, les Administrations établissent un compte particulier aux versements, similaire à celui qui est prévu pour les virements à l'article 22, § 1.

TITRE IV

CHÈQUES POSTAUX ET CHÈQUES POSTAUX DE VOYAGE

ARTICLE 29

Paiements au moyen de chèques postaux et de chèques postaux de voyage

1. Tout titulaire d'un compte courant postal tenu dans l'un des Pays qui conviennent d'échanger des chèques postaux peut ordonner de débiter son compte des sommes qu'il désire faire payer à des non-titulaires résidant dans un autre de ces Pays.

2. A tout titulaire d'un compte courant postal tenu dans l'un des Pays qui conviennent d'échanger des chèques postaux de voyage, il peut être délivré, sur sa demande, des chèques postaux de voyage payables dans un autre de ces Pays.

3. Les conditions d'admission et l'exécution des paiements au moyen de chèques postaux et de chèques postaux de voyage sont réglées par les Pays qui sont convenus de les échanger.

TITRE V

RÈGLEMENT PAR VIREMENT DES VALEURS
DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

ARTICLE 30

Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux

1. Sous réserve d'accord avec l'Administration du Pays domiciliataire, les bureaux de chèques postaux qui reçoivent à l'encaissement des chèques bancaires ou effets de commerce domiciliés dans un bureau de chèques postaux étranger les transmettent au bureau domiciliataire qui procède au règlement par virement postal.

2. Les valeurs doivent satisfaire aux conditions de forme prévues pour les valeurs à recouvrer.

3. Les Administrations arrêtent d'un commun accord les dispositions nécessaires à l'exécution des formalités de prêt ainsi que les conditions dans lesquelles peuvent être acceptés les paiements partiels.

ARTICLE 31

Taxe

Toute valeur prise à l'encaissement par un bureau de chèques postaux peut donner lieu, au profit de l'Administration qui la reçoit, à la perception d'une taxe de 20 centimes au maximum.

ARTICLE 32

Responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables du montant des valeurs porté au débit des comptes.
2. Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards:
 - a) dans la transmission ou dans la présentation des valeurs;
 - b) dans l'établissement des protêts ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application de l'article 30, § 3.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 33

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

ARTICLE 34

Exception à l'application de la Constitution

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

ARTICLE 35

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.
2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:
 - a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement;
 - b) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de *différend* à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

ARTICLE 36

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et des entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle.

(Voir dans le volume 611 du Recueil des Traités des Nations Unies les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution.)

République populaire d'Albanie
République algérienne démocratique et populaire
Allemagne
République Argentine
République d'Autriche
Belgique
Bolivie
Royaume du Burundi
République fédérale du Cameroun
République Centrafricaine
Chili
République de Colombie
République du Congo (Brazzaville)
République du Congo (Léopoldville)
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
République du Dahomey
Royaume de Danemark
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
République de Finlande
République française
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer
République gabonaise
Grèce
République de Guinée
République de Haute-Volta
République d'Indonésie
Italie
Japon
Royaume du Laos
République libanaise
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République malgache
République du Mali
Royaume du Maroc
Principauté de Monaco
Nicaragua
République du Niger
Norvège

Paraguay
Pays-Bas
République arabe unie
République populaire roumaine
République de Saint-Marin
République du Sénégal
Somalie
Suède
Confédération suisse
République du Tchad
République togolaise
Tunisie
Turquie
République orientale de l'Uruguay
Etat de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
Viêt-Nam
République arabe du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I
VIREMENTS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les *Administrations*
- 102. Formules à l'usage du public

CHAPITRE II

ÉMISSION. TRANSMISSION

- 103. Inscriptions sur les formules
- 104. Etablissement des avis de virement
- 105. Listes de virements
- 106. Etablissement des lettres d'envoi
- 107. Transmission des virements

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 108. Demande d'avis d'inscription
- 109. Demande d'annulation d'un virement
- 110. Réclamations, Demandes de renseignements

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS AU BUREAU DE CHÈQUES DESTINATAIRE

- 111. Renvoi de l'avis d'inscription
- 112. Vérification des envois et traitement des irrégularités
- 113. Annulation d'un virement
- 114. Non-exécution d'un virement

CHAPITRE V

COMPTABILITÉ

- 115. Etablissement des comptes
- 116. Paiement des sommes dues

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

- 117. Plis en franchise contenant des extraits de comptes
- 118. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

TITRE II

VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES

Art.

- 119. *Dispositions communes*
- 120. *Etablissement des virements télégraphiques*
- 121. *Listes de virements télégraphiques*
- 122. *Etablissement des lettres d'envoi*
- 123. *Demande d'avis d'inscription*
- 124. *Inscription des virements télégraphiques*
- 125. *Avis d'inscription*
- 126. *Vérification des envois et traitement des irrégularités*

TITRE III

VERSEMENTS POSTAUX

- 127. *Dispositions générales*

TITRE IV

VALEURS DOMICILIÈES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

- 128. *Application du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements*
- 129. *Conditions particulières à remplir par les valeurs*
- 130. *Etablissement et transmission des bordereaux d'envoi des valeurs*
- 131. *Envoi des fonds*

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

- 132. *Mise à exécution et durée du Règlement*

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964*¹ ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les virements postaux:

TITRE I VIREMENTS

CHAPITRE I DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Les Administrations doivent se communiquer directement:
 - a) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 11 de l'Arrangement;
 - b) les spécimens des empreintes des timbres d'authentification en usage dans les bureaux d'échange;
 - c) la liste — revêtue des spécimens de leur signature — des fonctionnaires qui ont qualité dans ces bureaux pour signer les lettres d'envoi; cette liste doit être fournie en un nombre suffisant d'exemplaires pour les besoins du service. En cas de modification, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante; toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une des signatures communiquées, il suffit de la faire biffer sur la liste existante qui continue à être utilisée;
 - d) le taux de conversion fixé pour les ordres de virement et de versement, si la demande en est faite expressément.
2. En outre, elles doivent communiquer au Bureau international:
 - a) la liste des Pays avec lesquels elles échangent des virements ou des versements postaux et, éventuellement, des virements ou des versements télégraphiques;
 - b) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 11 de l'Arrangement.
3. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

ARTICLE 102

Formules à l'usage du public

1. En vue de l'application de l'article 11, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:
 - VP 1 (avis de virement ou de versement),
 - VP 7 (réclamation concernant un ordre de virement ou de versement),
 - VP 10 (avis d'inscription).
2. Les formules du service intérieur utilisées comme avis de virement dans les conditions indiquées à l'article 104, § 1, ne sont pas soumises à ces dispositions.

CHAPITRE II ÉMISSION. TRANSMISSION

ARTICLE 103

Inscriptions sur les formules

1. Les inscriptions sur les formules du service des virements sont faites en caractères latins et en chiffres arabes, d'une manière très claire, de préférence à la machine.
2. Les inscriptions au crayon-encre ou au crayon ordinaire ne sont pas admises; toutefois, les signatures peuvent être données au crayon-encre.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.

ARTICLE 104

Etablissement des avis de virement

1. Les avis de virement sont établis, sur des formules conformes au modèle VP 1 ci-annexé, soit par le titulaire du compte à débiter, soit par le bureau de chèques qui tient le compte; toutefois, chaque Administration peut, à titre exceptionnel, autoriser l'usage des formules de son service intérieur.

2. Lorsque le tireur a indiqué le montant du virement en monnaie du Pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement – ou le bureau d'échange dont il relève – opère la conversion et inscrit à l'encre rouge, sur l'avis, le montant du virement en monnaie du Pays de destination.

3. Les avis de virement sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de chèques d'origine.

ARTICLE 105

Listes de virements

1. Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur des formules conformes au modèle VP 2 ci-annexé. Les Administrations peuvent convenir que la colonne 3 de la formule ne soit pas remplie. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau qui l'a établie.

2. Les listes de virements auxquelles sont annexés les avis de virement transmis par voie postale sont adressées, une fois par jour ouvrable, aux bureaux d'échange correspondants; toutefois, les Administrations intéressées peuvent s'entendre en vue de grouper, sur une même liste, les virements de plusieurs journées.

ARTICLE 106

Etablissement des lettres d'envoi

1. Le total de chacune des listes destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi conforme au modèle VP 3 ci-annexé dont le total général est arrêté en toutes lettres ou imprimé en chiffres au moyen d'une machine à protéger les chèques.

2. Le numéro d'inscription sur la lettre d'envoi est reporté sur chaque liste de virements.

3. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires accrédités à cet effet. Chacune de ces lettres reçoit un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange.

4. Chaque dernière lettre d'envoi expédiée à la fin de chaque mois doit porter la mention « Dernière lettre d'envoi N° ... ». Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun virement à transmettre au bureau correspondant le dernier jour ouvrable d'un mois, il lui adresse néanmoins une lettre d'envoi négative désignée également comme « Dernière lettre d'envoi N° ... ».

ARTICLE 107

Transmission des virements

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis en paquets clos et expédiés en franchise de port au bureau d'échange destinataire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); ces envois peuvent être soumis à la formalité de la recommandation.

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 108

Demande d'avis d'inscription

1. Lorsque, au moment où il ordonne le virement, le tireur demande que lui soit adressé un avis d'inscription selon l'article 9 de l'Arrangement, la mention « AI » est portée sur la liste VP 2 en regard de l'inscription correspondante; s'il s'agit d'un virement transmis par voie postale, l'avis de virement est revêtu de la mention très apparente « Avis d'inscription ». En outre, si le tireur désire le renvoi de l'avis d'inscription par voie aérienne, la mention « Par avion » est également portée sur l'avis.

2. Une formule conforme au modèle VP 10 ci-annexé ou une formule C 5, dûment complétée en ce qui concerne l'adresse du tireur (recto) et la description du virement (verso), est jointe à l'avis de virement correspondant.

ARTICLE 109

Demande d'annulation d'un virement

1. Pour toute demande d'annulation à transmettre par voie postale, le bureau d'origine établit une formule conforme au modèle VP 5 ci-annexé et la transmet au bureau d'échange de son Pays; ce bureau complète la formule par les données de la transmission du virement au bureau d'échange du Pays de destination et la lui adresse sous pli recommandé.

2. Si la demande est à transmettre par voie télégraphique, une formule conforme au modèle VP 6 ci-annexé est remplie par le bureau d'origine ou le bureau d'échange du Pays d'origine et les indications en sont transmises sous forme d'avis de service taxé télégraphique au bureau teneur du compte à créditer. L'avis de service est confirmé immédiatement par poste au moyen d'une formule VP 5 qui doit transiter par les bureaux d'échange des deux Pays et porter en tête, en caractères très apparents, la mention «Confirmation de la demande télégraphique expédiée le ... par le bureau de chèques postaux de ... à l'adresse du bureau de chèques postaux de ...».

ARTICLE 110

Réclamations. Demandes de renseignements

Toute réclamation ou demande de renseignements concernant l'exécution d'un ordre de virement est établie sur une formule conforme au modèle VP 7 ci-annexé par le bureau de chèques teneur du compte débité et transmise, le cas échéant, par l'intermédiaire des bureaux d'échange de chacun des Pays, au bureau de chèques teneur du compte à créditer; elle est traitée conformément à l'article 149, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS AU BUREAU DE CHÈQUES DESTINATAIRE

ARTICLE 111

Renvoi de l'avis d'inscription

L'avis d'inscription visé à l'article 108, dûment complété par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis directement au tireur.

ARTICLE 112

Vérification des envois et traitement des irrégularités

1. Dès réception des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification de l'envoi. S'il constate une irrégularité quelconque ou une omission, il en informe immédiatement par lettre conforme au modèle VP 4 ci-annexé le bureau d'échange expéditeur qui doit répondre par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes. Les demandes de renseignements et les duplicata des pièces manquantes sont également échangés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Si l'irrégularité porte sur une différence de sommes entre l'avis de virement et la liste de virements, le bureau d'échange destinataire est autorisé à donner suite au virement pour la somme la plus faible; selon le cas, l'avis de virement ou la liste de virement et la lettre d'envoi sont rectifiés en conséquence, à l'encre rouge, et avis de la rectification est donné au bureau d'échange correspondant par lettre VP 4.

ARTICLE 113

Annulation d'un virement

1. L'annulation d'un virement est opérée d'après les règles prescrites par l'article 114; si l'annulation a été demandée par la voie télégraphique, le bureau de chèques destinataire retient l'avis de virement jusqu'à la réception de la confirmation postale.

2. La suite que le bureau de chèques destinataire a donnée à la demande d'annulation est communiquée au bureau de chèques d'origine par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); en cas de demande télégraphique d'annulation, l'arrivée de la formule VP 5 ne doit pas être attendue pour donner cette information.

3. Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation formulées et transmises dans des conditions autres que celles qui sont prescrites par l'article 109.

ARTICLE 114

Non-exécution d'un virement

1. Lorsque, pour une cause quelconque, un virement ne peut être porté au crédit du compte du bénéficiaire, il est rayé de la liste sur laquelle il est inscrit et le total de cette liste ainsi que celui de la lettre d'envoi correspondante sont rectifiés à l'encre rouge; le bureau d'échange du Pays d'origine est avisé de ces rectifications par formule VP 4 à laquelle est joint, le cas échéant, l'avis de virement correspondant.

2. Si un virement primitivement non exécuté est de nouveau transmis au bureau d'échange du Pays de destination, il est traité par le bureau d'échange du Pays d'origine comme un nouveau virement.

3. Les Administrations des Pays *contractants* peuvent s'entendre pour que les virements non exécutés soient reportés sur une liste de virements au crédit de l'Administration d'origine ou mis en compte d'une autre manière; le cas échéant, la conversion a lieu au cours du jour, comme pour les autres virements et l'avis de virement est accompagné d'une note explicative.

CHAPITRE V

COMPTABILITÉ

ARTICLE 115

Etablissement des comptes

1. Les comptes sont établis sur des formules conformes au modèle VP 8 ci-annexé.

2. Ils sont transmis le plus tôt possible à l'Administration correspondante.

3. Les Administrations utilisant la procédure de la compensation établissent leurs comptes sur des formules conformes au modèle VP 11 ci-annexé.

ARTICLE 116

Paiement des sommes dues

1. Les sommes dues au titre des virements postaux sont réglées en monnaie du Pays créancier, sans aucune perte pour ce dernier:

- a) soit au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier;
- b) soit par virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou de cette place;
- c) soit par prélèvement sur des provisions éventuellement constituées en vertu de l'article 23 de l'Arrangement.

2. Les frais sont supportés par l'Administration débitrice à l'exception des frais extraordinaires tels les frais de clearing imposés par le Pays créancier.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 117

Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Les plis contenant des extraits de comptes et adressés en franchise par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes portent la désignation du bureau de chèques expéditeur et la mention «Service des postes».

ARTICLE 118

Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Toute demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger est libellée par le requérant à l'adresse de l'Administration appelée à tenir le compte. Elle est transmise à ladite Administration soit directement par le demandeur, soit par l'intermédiaire du bureau de chèques dans le ressort duquel se trouve sa résidence.

Lorsque le demandeur dispose déjà d'un compte courant postal national, il peut passer par l'intermédiaire du bureau de chèques qui gère le compte.

2. Ce bureau, en se conformant aux règles établies pour l'ouverture d'un compte dans son propre Pays, procède à la vérification tant des demandes faites par son intermédiaire que de celles qui lui sont communiquées par l'Administration étrangère directement saisie.

3. En cas de besoin, le bureau précité rectifie, après avoir consulté le requérant, les indications erronées de la demande et joint à celle-ci une attestation conforme au modèle VP 9 ci-annexé dûment remplie. Dans certains cas particuliers non prévus par la contexture de cette formule, il la complète ou la rectifie, s'il y a lieu, au moyen d'une lettre explicative; il transmet tout au bureau d'échange du Pays de destination, par l'intermédiaire du bureau d'échange de son propre Pays. Les attestations sont frappées d'une empreinte du timbre en relief du bureau d'échange du Pays intervenant et signées par le ou les fonctionnaires accrédités pour la certification des lettres d'envoi.

TITRE II VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES

ARTICLE 119

Dispositions communes

Sont applicables aux virements télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Titre II, les dispositions relatives aux virements échangés par voie postale.

ARTICLE 120

Etablissement des virements télégraphiques

1. Les virements télégraphiques donnent lieu à l'envoi de télégrammes-virements adressés directement par le bureau de chèques d'origine au bureau de chèques qui tient le compte du bénéficiaire.

2. Le télégramme-virement est rédigé en français, sauf *entente spéciale*, et libellé invariablement dans l'ordre ci-après:

- Indications de service taxées (s'il y a lieu),
- Avis inscription (s'il y a lieu),
- Avis inscription avion (s'il y a lieu),
- Virement ... (N° d'émission),
- Nom du bureau de chèques destinataire,
- Nom ou désignation du tireur,
- Numéro du compte débité,
- Nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur,
- Montant de la somme à *créditer*,
- Nom ou désignation du bénéficiaire,
- Numéro du compte à *créditer*,
- Communication particulière (le cas échéant).

3. Les Administrations peuvent convenir d'une clef secrète pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

4. La somme à *créditer* est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres.

5. Ni le tireur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

ARTICLE 121

Listes de virements télégraphiques

Les virements télégraphiques font l'objet de listes VP 2 distinctes qui portent en tête, en caractères très apparents, la mention «Virements télégraphiques. Confirmation». Aucun avis de virement n'est joint à ces listes.

ARTICLE 122

Etablissement des lettres d'envoi

Lorsque les listes de virements télégraphiques font l'objet de lettres d'envoi VP 3 distinctes, celles-ci reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de virements par voie postale.

ARTICLE 123

Demande d'avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique est établi par le bureau destinataire dès que le compte du bénéficiaire a été crédité.

ARTICLE 124

Inscription des virements télégraphiques

Le bureau de chèques destinataire inscrit les virements télégraphiques au crédit du compte du bénéficiaire sans attendre la liste correspondante.

ARTICLE 125

Avis d'inscription

L'avis d'inscription d'un virement télégraphique, dûment établi par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis au bureau de chèques qui tient le compte.

ARTICLE 126

Vérification des envois et traitement des irrégularités

1. Les virements télégraphiques qui, pour une cause quelconque non attribuable au bénéficiaire, ne peuvent être exécutés donnent lieu à l'envoi, au bureau de chèques postaux d'origine, d'un avis de service télégraphique indiquant le motif de la non-exécution. Si, après vérification, le bureau d'origine constate que l'irrégularité est imputable à une faute de service, il la rectifie sur-le-champ par avis de service télégraphique. Dans le cas contraire, la rectification est faite par voie postale, après consultation du tireur; toutefois, si celui-ci le désire et offre de payer les frais, la rectification peut être faite par la voie aérienne ou par le moyen d'un avis de service télégraphique taxé.

2. Les virements télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai raisonnable sont rejetés d'après les prescriptions de l'article 114.

TITRE III

VERSEMENTS POSTAUX

ARTICLE 127

Dispositions générales

1. Sous réserve de ce qui est prévu aux paragraphes ci-dessous, les dispositions relatives aux virements postaux sont aussi applicables aux versements postaux.

2. Les avis de versement sont établis sur des formules VP 1 soit par le déposant, soit par le bureau de dépôt. Ils sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de dépôt.

3. Les listes de versements auxquelles sont annexés les avis de versement sont établies par les bureaux d'échange sur des formules VP 2.

4. Le total de chacune des listes de virements ou des listes de versements destinés à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi VP 3.

5. Sauf entente spéciale, les comptes relatifs aux versements sont établis sur des formules VP 8 distinctes de celles qui sont établies pour les virements.

6. Les Administrations peuvent s'entendre en vue de grouper dans les comptes les opérations de virement ou de versement de plusieurs journées et même d'établir, au lieu de comptes distincts, des comptes communs pour les virements et pour les versements.

TITRE IV

VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

ARTICLE 128

Application du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements

Sous réserve des particularités visées ci-après, les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux sont, dans la mesure où elles leur sont applicables, soumises aux dispositions du Règlement d'exécution de l'Ar-

rangement concernant les recouvrements, notamment pour ce qui touche les conditions à remplir par les valeurs, le traitement des envois comportant des annotations ou communications interdites, la présentation, les délais de paiement et l'indication de la cause du non-recouvrement.

ARTICLE 129

Conditions particulières à remplir par les valeurs

Les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux doivent porter le numéro du compte courant postal à débiter et le nom du bureau de chèques postaux qui tient ce compte.

ARTICLE 130

Etablissement et transmission des bordereaux d'envoi des valeurs

1. Les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux sont décrites sur des bordereaux conformes au modèle VP 12 ci-annexé établis en triple exemplaire.

2. Le bureau de chèques d'origine conserve l'original et adresse directement au bureau de chèques domiciliataire les deux autres exemplaires des bordereaux VP 12 auxquels il annexe les valeurs à encaisser.

3. Après encaissement, le bureau domiciliataire renvoie l'un des exemplaires du bordereau, dans les conditions prévues à l'article 107, à l'Administration d'origine des valeurs; il y joint, le cas échéant, les valeurs impayées.

ARTICLE 131

Envoi des fonds

Au bureau de chèques postaux domiciliataire, le montant des valeurs encaissées, déduction faite de la taxe de virement, donne lieu à l'émission d'un ordre de virement au profit du compte courant postal désigné par le bureau de chèques d'origine.

**TITRE V
DISPOSITIONS FINALES**

ARTICLE 132

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les virements postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir plus haut dans le présent volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
VP 1	Avis de virement ou de versement	art.104, § 1
VP 2	Liste de virements ou de versements	art.105, § 1
VP 3	Lettre d'envoi	art.106, § 1
VP 4	Rectification à la lettre d'envoi	art.112, § 1
VP 5	Demande d'annulation d'un ordre de virement ou de versement par voie postale	art.109, § 1
VP 6	Demande télégraphique d'annulation d'un ordre de virement ou de versement	art.109, § 2
VP 7	Réclamation concernant un ordre de virement ou de versement	art.110
VP 8	Décompte récapitulatif des listes de virements ou de versements	art.115, § 1
VP 9	Attestation	art.118, § 3
VP 10	Avis d'inscription.	art.108, § 2
VP 11	Décompte compensatoire des listes de virements ou de versements	art.115, § 3
VP 12	Bordereau des valeurs bancaires	art.130, § 1

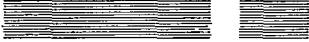
ANNEXES:

FORMULES VP 1 à VP 12

VP 1

ADMINISTRATION DES POSTES
d.....

**AVIS DE VIREMENT
VERSEMENT ⁽¹⁾**

d'une somme de 
(en chiffres arabes)

Virement
Versement ⁽¹⁾ à effectuer sur ordre de

M titulaire du compte ⁽¹⁾
déposant

.....

n° du compte

au crédit de M.....

.....

titulaire du compte n°

tenu par le bureau de chèques d.....

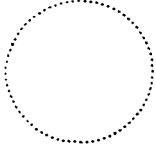
.....

N° de dépôt
(en cas de versement)

Timbre du bureau de
chèques d'origine ⁽¹⁾
dépôt

NOTE. — Le verso de cet avis peut
être utilisé pour une com-
munication particulière
destinée au bénéficiaire.

⁽¹⁾ Biffer ce qui ne convient pas.



ADMINISTRATION DES POSTES

VP 2

d

BUREAU DE CHÈQUES POSTAUX

LISTE DE **VIREMENTS**
VERSEMENTS ^(*)

(¹)

d

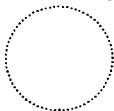
..... annexe(s)

N°(²)

pour le bureau de chèques d.....

Numéro courant des virements versements ^(*)	Bénéficiaire		Tireur	Déposant	Montant
	Compte	Nom et lieu de domicile	Compte	Dépôt	
1	2	3	4	5	6
1	n°		n°	n°	
	à		à		
2	n°		n°	n°	
	à		à		
3	n°		n°	n°	
	à		à		
4	n°		n°	n°	
	à		à		
5	n°		n°	n°	
	à		à		
6	n°		n°	n°	
	à		à		
7	n°		n°	n°	
	à		à		
8	n°		n°	n°	
	à		à		
9	n°		n°	n°	
	à		à		
10	n°		n°	n°	
	à		à		
11	n°		n°	n°	
	à		à		
12	n°		n°	n°	
	à		à		
13	n°		n°	n°	
	à		à		
Total					

(³)
Timbre (en relief) du bureau
de chèques d'échange



(¹) S'il s'agit de listes de ~~virements~~ télégraphiques, apporter dans ce cadre la mention «Virements télégraphiques. Confirmation».
«Versements»

(²) A numéroté d'après une série quotidienne si plusieurs listes sont établies dans une même journée à destination du même bureau.

(³) Timbre à date, si l'Administration n'emploie pas de timbre en relief.

(⁴) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES

VP 3

d

BUREAU DE CHÈQUES POSTAUX

LETTRE D'ENVOI

d

(¹)
N°

Annexe(s) : liste(s)

de listes de virements
versements (²)

Le bureau de chèques d est prié d'effectuer les virements
figurant aux listes de virements (²) (formules VP 2) ci-jointes, lesquelles s'élèvent respectivement aux montants versements (²)
ci-après:

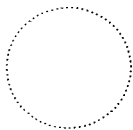
Numéro courant des listes	Montant	Numéro courant des listes	Montant
1	2	3	4
1	Report	.....
2	14	.....
3	15	.....
4	16	.....
5	17	.....
6	18	.....
7	19	.....
8	20	.....
9	21	.....
10	22	.....
11	23	.....
12	24	.....
13	25	.....
A reporter	Total	.....

Arrêté à la somme de



(les unités en toutes lettres)

Timbre (en relief) du bureau de chèques d'échange (³)



dont l'Administration d..... doit être débitée.

....., le 19.....

Signatures:

.....

(¹) A numérotier d'après une série mensuelle, par bureau d'échange.
(²) Timbre à date, si l'Administration n'emploie pas de timbre en relief.
(³) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES

VP 5

d

BUREAU DE CHÈQUES POSTAUX
DÉPÔT (*)

d

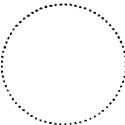
DEMANDE D'ANNULATION

d'un ordre de virement
versement (*) par voie postale (*)

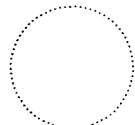
(*)

Prière d'annuler le virement
versement (*) désigné ci-après et de nous renvoyer l'avis correspondant:

A remplir par
le bureau de
chèques d'origine
dépôt (*)

Timbre à date

Signature

A remplir par le bureau
de chèques d'échange de
l'Administration d'origine et
à faire suivre sur celui de
l'Administration de
destination

Timbre du bureau
de chèques d'échange


Bureau de chèques
de dépôt (*), numéro du compte
de dépôt (*), nom et lieu de domicile du tireur
déposant (*):

.....
.....

Montant:
(en chiffres, en monnaie du Pays de destination)

Bureau de chèques, numéro du compte, nom et lieu de domicile du bénéficiaire:

.....
.....

L'avis de virement
versement (*) a été expédié le 19..... par lettre d'envoi
n°..... et inscrit dans la liste de virements
versements (*) n°..... sous le n° courant.....

Signature:
.....

(*) A transmettre sous pli recommandé.
(*) La présente formule sert aussi de confirmation de demandes télégraphiques. En ce cas, ajouter dans le cadre la mention, soulignée au crayon de couleur, «Confirmation de la demande télégraphique expédiée le par le bureau de chèques postaux
dépôt à l'adresse du bureau de chèques postaux d».
(*) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES

VP 6

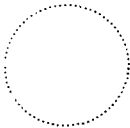
d

DEMANDE TÉLÉGRAPHIQUE D'ANNULATION

d'un ordre de virement ^{(1) (2)}
versementPostbur chèques ⁽²⁾Annuler virement ⁽²⁾
versement ⁽²⁾pour virement ⁽²⁾ (Bureau de chèques, numéro du compte, nom et lieu de domicile du tireur) ⁽²⁾
pour versement ⁽²⁾ (Bureau de dépôt, nom et lieu de domicile du déposant)

(Montant en chiffres, en monnaie du Pays de destination)

(Bureau de chèques, numéro du compte, nom et lieu de domicile du bénéficiaire)

Timbre à date
chèques d'origine
du bureau de dépôt ⁽²⁾Postbur chèques ⁽²⁾
Postbur
(Sans signature)

(1) Confirmer immédiatement cette demande par écrit, au moyen d'une formule VP.

(2) Bureau qui gère le compte du bénéficiaire.

(3) Biffer ce qui ne convient pas.

(Recto)

VP 7

ADMINISTRATION DES POSTES

d

BUREAU DE CHÈQUES POSTAUX (1)
DÉPÔT

d

(2)

RÉCLAMATION

concernant un ordre de virement
versement (1)

Nom, lieu de domicile et numéro du compte du tireur
du déposant et numéro de dépôt : (1)

Montant du virement
versement : (1)
(en chiffres, en monnaie du Pays de destination)

Date du débit
dépôt : (1) 19.....

Nom et lieu de domicile du bénéficiaire:

Bureau de chèques qui tient le compte à créditer: Numéro du compte:

Le virement
versement (1) désigné ci-dessus a été transmis le 19.....
au bureau d'échange d..... (voir bordereau n°

Signature:



(Suite au verso)

A remplir par le
bureau de
chèques d'origine (1)
dépôt

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(2) Si la présente formule doit être renvoyée par avion, la revêtir de la mention très apparente «A renvoyer par avion» et de l'étiquette «Par avion».

A remplir par le bureau de chèques d'échange de l'Administration d'origine

Le virement versement (*) désigné ci-dessus a été décrit sous le n° de la liste n°
transmise le 19.....

au bureau d'échange d.....

Signature:



A remplir par le bureau de chèques d'échange de l'Administration de destination

Le virement versement (*) désigné ci-dessus a été transmis le 19.....

au bureau de chèques d..... (voir bordereau n°))

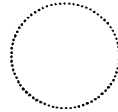
Signature:



A remplir par le bureau de chèques qui tient le compte à créditer

Le virement versement (*) désigné ci-dessus a été
.....
.....
.....

Signature:



(*) Biffer ce qui ne convient pas.

(Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES

VP 9

d

....., le 19.....

BUREAU DE CHÈQUES POSTAUX

d

..... annexe(s)

ATTESTATION**ATTENTION ! Ne pas faire usage d'abréviations, sauf si le requérant en impose dans la désignation de son compte**

— 1. Désignation du compte courant demandé:

.....

.....

.....

Le requérant est (*)

.....

.....

.....

Le requérant (*) vient de s'installer.

est sous-locataire.

.....

.....

*) Désigner le ou les requérants d'une manière plus détaillée sur les lignes en pointillé, par exemple: particulier; conjoint; établissement commercial ou industriel non inscrit au registre du commerce; société non commerciale non inscrite au registre des sociétés; raison sociale enregistrée (en indiquant la nature de la raison, par exemple: société commerciale en nom collectif, société en commandite simple, société en commandite par actions, société anonyme par actions, société à responsabilité limitée) - inscrite au registre du commerce sous le n°; société coopérative enregistrée - inscrite au registre des coopératives sous le n°; société non commerciale enregistrée - inscrite au registre des sociétés non commerciales enregistrées sous le n°; administration.

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

VP 9 (Verso)

— II. (1) Nom et désignation détaillée des personnes (2) qui sont fondées à représenter légalement le requérant d'après le registre du commerce, le registre des coopératives, le registre des sociétés non commerciales, le contrat de société, les statuts, etc.:

- 1°
- 2°
- 3°
- 4°
- 5°
- 6°
- 7°
- 8°
- 9°
- 10°

(3) { Les personnes indiquées sous les n°s peuvent signer seules.
Dans la procuration des personnes énumérées ci-dessus, figurent les restrictions suivantes:

.....
.....
.....

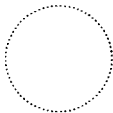
— III. La demande d'ouverture d'un compte courant postal à.....
.....
.....

a été vérifiée par nous conformément aux règlements régissant dans notre Pays l'ouverture d'un tel compte.

(4) { Il ressort du résultat de cet examen (4) que nous n'hésiterions pas, le cas échéant, à faire ouvrir dans notre service un compte courant en faveur du requérant, sous la désignation indiquée ci-dessus.
Un compte est déjà tenu chez nous sous cette désignation. Le requérant a le droit de signer; sa signature est conforme à celle que nous possédons ici.

Timbre (en relief) (5)
du bureau de chèques

Signatures des agents du bureau de chèques:



.....

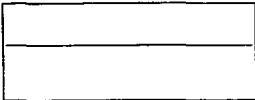
(1) Biffer les indications sous II, lorsque le requérant est un particulier.
 (2) Par exemple: titulaire, sociétaire fondé de pouvoir, gérant, porteur de procuration, porteur de procuration collective, directeur, membre du comité directeur, éditeur.
 (3) Biffer ce qui ne convient pas.
 (4) Dans les cas non prévus par le texte suivant, compléter ou rectifier celui-ci, au besoin par lettre explicative.
 (5) Timbre à date, si l'Administration n'emploie pas de timbre en relief.

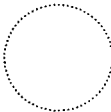
(Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES VP 10

d

Timbre du bureau de chèques
qui établit l'avis

(*) 

Service des postes 

AVIS D'INSCRIPTION

d'un virement ^(*) postal ^(*) au crédit du compte du bénéficiaire
 versement ^(*) télégraphique ^(*)

A remettre à

.....
(Nom ou raison sociale)

.....
(Rue et numéro)

.....
(Lieu de destination)

.....
(Pays de destination)

(*) Biffer ce qui ne convient pas.
(*) Si le présent avis doit être renvoyé par avion, le revêtir de la mention très apparente «Renvol par avion» et de l'étiquette ou d'une empreinte de couleur bleue «Par avion».

Virements, Vienne 1964, art. 108, § 2 - Dimensions: 148 x 105 mm

(Verso)

Virement ^(*) **postal** ^(*)
Versement ^(*) **télégraphique** ^(*)

Montant du virement ^(*)
versement ^(*) (en chiffres, en monnaie du Pays de destination)

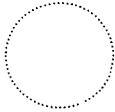
Nom, lieu de domicile du titreur ^(*) et numéro du compte de dépôt ^(*)
déposant ^(*)

Nom, lieu de domicile et numéro du compte du bénéficiaire:

Bureau détenteur du compte courant à créditer:

Le virement ^(*) désigné ci-dessus a été
versement ^(*)

Timbre du bureau de chèques
de destination Signature:



(*) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES d
 BUREAU DE CHÈQUES POSTAUX d

VP 11

DÉCOMPTE COMPENSATOIRE

des listes de $\frac{\text{virements}}{\text{versements}}$ (*) échangées le 19.....

entre l'Administration d (*) et l'Administration d (*)

I. Récapitulation des listes de $\frac{\text{virements}}{\text{versements}}$ (*)					
à destination d (*)		Bureau d'échange		en provenance d (*)	
Montant (*)				Montant (*)	
1		2		3	
Total I. a.			Total I. b.		

II. Calcul du cours de bourse moyen					
(cours finals du dernier jour de cotation précédant celui auquel le décompte se rapporte)					
Cours notés pour des traites à courte échéance				Cours de parité	Cours de décompte
le	à la bourse	pour 100. (*)	pour 100. (*)		
1	2	3	4	5	6
				100. =	
	d. sur (*)			(*)	100. = (*)
				100. =	
	d. sur (*)			(*)	100. = (*)

III. Solde	
(Différence d'après I., en convertissant la somme la plus faible dans la monnaie de la somme la plus forte suivant le cours de décompte II.)	
Total I. a. 1 à déduire le total I. b. (*) Débit de l'Administration (*) d	Total I. b. 2 à déduire le total I. a. (*) Créance de l'Administration (*) d

Le décompte ci-dessus est reconnu exact et accepté:

....., le 19.....

(1) Administration qui établit le décompte.
 (2) Administration de destination du décompte.
 (3) Monnaie du Pays de l'Administration de destination du décompte.
 (4) Monnaie du Pays de l'Administration qui établit le décompte.
 (5) Place bancaire du Pays de l'Administration qui établit le décompte.
 (6) Place bancaire du Pays de l'Administration de destination du décompte.
 (7) Après conversion au cours de décompte (colonne 6).
 (8) Biffer éventuellement ce qui ne convient pas.

LISTE DES ETATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION FAITE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5, DE LA CONSTITUTION

ARGENTINE ¹	23 juin	1967
AUTRICHE	23 décembre	1965
BELGIQUE	4 novembre	1965 A
CONGO (RÉPUBLIQUE DU)	7 septembre	1966 A
CÔTE D'IVOIRE	28 octobre	1965 A
DAHOMÉY	13 janvier	1967 A
DANEMARK	23 décembre	1965
ESPAGNE	9 novembre	1966
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)		
FINLANDE	17 décembre	1965
FRANCE	22 janvier	1966 A
(Y compris l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer.)		
GABON	27 janvier	1967 A
GUINÉE	5 septembre	1966
HAUTE-VOLTA	4 février	1967 A
JAPON	22 juillet	1965 A
LAOS	25 septembre	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 octobre	1967
LUXEMBOURG	29 décembre	1965
MADAGASCAR	25 août	1965 A
MALI	18 décembre	1965
MAROC	7 avril	1967 A
MAURITANIE	22 mars	1967 a*
NIGER	8 février	1967 A
NORVÈGE	1 ^{er} décembre	1965
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	30 juin	1967
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27 juin	1966
(Avec une déclaration suivant laquelle l'Arrangement est également applicable au <i>Land</i> de Berlin.)		
SAINT-MARIN	11 octobre	1967 A
SÉNÉGAL	26 septembre	1967
SUÈDE	13 décembre	1966
SUISSE	4 février	1966
TOGO	28 août	1967 A
TUNISIE	13 septembre	1966 A

¹ Voir le texte de la déclaration formulée par l'Argentine lors de la ratification dans le vol. 611, sous la constitution.

VII

**AGREEMENT CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM
POSTAL CHEQUE ACCOUNTS. SIGNED AT VIENNA,
ON 10 JULY 1964**

AGREEMENT CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

TABLE OF CONTENTS

	<i>Art.</i>
SECTION I PRELIMINARY CLAUSES	
<i>Art.</i> I. Subject of the Agreement.	22. Preparation and settlement of accounts. 23. Payment. Interest on arrears. 24. General quarterly account.
SECTION II TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS	Chapter V MISCELLANEOUS PROVISIONS
Chapter I CONDITIONS FOR THE ACCEPTANCE AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS	25. Application for the opening of a postal cheque account in a foreign country. 26. Exemption from postage. 27. List of account-holders.
2. Methods of exchange. 3. Currency. Conversion. 4. Maximum amount. 5. Charges. 6. Exemption from charges. 7. Advice of transfer. 8. Special provisions applicable to telegraph transfers. 9. Entry of transfers to the credit of the payee. Advice of entry. 10. Exchange of transfers. 11. Offices of exchange.	SECTION III DEPOSITS TO POSTAL CHEQUE ACCOUNTS
Chapter II CANCELLATION. CLAIMS	28. General provisions.
12. Cancellation of transfers. 13. Inquiries. Requests for information. 14. Transfers not credited to the payee's account.	SECTION IV POSTAL CHEQUES AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES
Chapter III RESPONSIBILITY	29. Payments by means of postal cheques and postal travellers' cheques.
15. Principle and extent of responsibility. 16. Exceptions to the principle of respon- sibility. 17. Determination of responsibility. 18. Payment of claims. Claims for repay- ment. 19. Period allowed for payment. 20. Repayment to the paying Administration.	SECTION V NEGOTIATION THROUGH POSTAL CHEQUE ACCOUNTS OF SECU- RITIES MADE PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES
Chapter IV ACCOUNTING	30. Securities payable at postal cheque offices. 31. Charge. 32. Responsibility.
21. Allocation of charges.	SECTION VI FINAL PROVISIONS
	33. Application of the Convention. 34. Exception to the application of the Constitution. 35. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations. 36. Entry into force and duration of the Agreement.

AGREEMENT¹ CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

Having regard to article 22, para. 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the Member Countries of the Union, have, by common consent and subject to the provisions of article 25, para. 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

SECTION I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 1

Subject of the Agreement

1. The present Agreement governs the exchange of transfers to and from postal cheque accounts which the contracting Countries agree to institute. Any holder of a postal cheque account in any one of those Countries may order transfers to be made to a postal cheque account kept in another of those Countries.

2. The Agreement also provides for the exchange of deposits to postal cheque accounts, the exchange of postal cheques and the exchange of postal travellers' cheques between those Countries which agree to institute these services, in whole or in part, in their reciprocal relations.

3. Subject to special agreements between the Administrations concerned, the service may be extended to the negotiation through postal cheque accounts of securities made payable at postal cheque offices.

SECTION II

TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

CHAPTER I

Conditions for the acceptance and execution of transfer orders

Article 2

Methods of exchange

Postal transfers may be exchanged either by post or, if telegrams of advice are accepted in the service between the Countries concerned, by telegraph.

¹ Put into effect on 1 January 1966, in accordance with article 36. See below in this volume the list of States which ratified, approved, or acceded to, the Agreement.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611.

*Article 3***Currency. Conversion**

1. In the absence of any special agreement, the amount of the transfer is indicated in the currency of the Country of destination.
2. Nevertheless, any Administration may allow the said amount to be indicated in the currency of the Country of origin by the holder of the debtor account.
3. The Administration of origin fixes the rate of conversion of its own currency into the currency of the Country of destination.

*Article 4***Maximum amount**

Every Administration has the option of limiting the amount of the transfers that an account-holder may require either in a single day or during a specified period.

*Article 5***Charges**

1. The charge for a transfer must not exceed 1 per cent of the amount transferred, each Administration having the right:
 - (a) To round off fractional amounts, if necessary, to meet the requirements of its service;
 - (b) To fix a minimum amount which may not exceed 20 centimes.
2. Nevertheless, instead of this proportional charge, Administrations have the option of collecting a uniform charge independent of the amount of the transfer. This uniform charge may not exceed 50 centimes.
3. The charge for the entry of a transfer to the credit of a postal cheque account must not be higher than the charge that would be levied in respect of the same operation in the internal service.

*Article 6***Exemption from charges**

Transfers relating to the postal service are exempted from all charges if exchanged in the manner specified in article 23 of the Convention.

*Article 7***Advice of transfer**

1. For every transfer sent by post an advice of transfer is prepared either by the drawer or by the postal cheque office which keeps his account.
2. The back of this advice may be used for private communications to the payee.

3. Transfer advices are sent free of charge to the payees after the amounts transferred have been entered to the credit of their accounts.

Article 8

Special provisions applicable to telegraph transfers

1. Telegraph transfers are subject to the provisions of the Telegraph Regulations annexed to the International Telecommunication Convention.

2. In addition to the charge laid down in article 5, the drawer of a telegraph transfer pays the charge for the telegram, including the cost of any private communication to the payee, and also a fixed charge not exceeding one franc.

3. In respect of every telegraph transfer, the postal cheque office of destination prepares an advice of arrival and forwards the same to the payee free of charge.

Article 9

Entry of transfers to the credit of the payee. Advice of entry

1. After notifying the Administrations concerned, the Administration of destination may, upon the entry of the transfer to the credit of the payee's account and if its legislation so requires, either disregard fractions of a monetary unit or round off the amount to the nearest monetary unit or tenth part thereof as the case may be.

2. In relations between Countries whose Administrations have reached an agreement in the matter, the drawer may request that he be advised of the entry of the transfer to the credit of the payee's account. Article 37, paras. 1 and 2, of the Convention applies to advices of entry.

3. The charges to be collected in accordance with para. 2 are debited to the drawer's account.

4. When a request for an advice of entry is made after the transfer order, it is treated as an inquiry and is subject to the provisions of article 13.

Article 10

Exchange of transfers

1. Transfers are notified by the Administration of origin to the Administration of destination by means of lists.

2. In the absence of any special agreement, the amounts to be transferred are stated in the list in the currency of the Country of destination.

Article 11

Offices of exchange

The exchange of the lists of transfers is effected exclusively through the cheque offices — termed "offices of exchange" — designated by the Administration of each of the contracting Countries.

CHAPTER II

Cancellation. Claims*Article 12****Cancellation of transfers***

The drawer of a transfer may, on the conditions laid down in article 26 of the Convention, cause the transfer to be cancelled so long as the credit entry has been made in the payee's account. In the case of a request for cancellation by telegraph, the drawer must pay the registration fee in addition to the telegraph charge. Every request for cancellation must be made in writing and addressed to the Administration to which the drawer has given the order for transfer.

*Article 13****Inquiries. Requests for information***

1. Every inquiry and every request for information concerning the execution of a transfer must be addressed by the drawer to the Administration to which he gave the order for transfer, unless he has authorized the payee to settle with the Administration with which the latter has his account.

2. Article 35 of the Convention applies to inquiries and to requests for information.

*Article 14****Transfers not credited to the payee's account***

The amount of any transfer which, for any reason, could not be credited to the payee's account is recredited to the drawer's account.

CHAPTER III

Responsibility*Article 15****Principle and extent of responsibility***

1. Postal Administrations are responsible for the sums entered to the debit of the drawer's account until such time as the transfer has been duly effected.

2. Administrations are responsible for wrong information furnished by their services on the lists of transfers or on telegraph transfers. Responsibility extends to errors of conversion and mistakes in telegraphic transmission.

3. Administrations assume no responsibility for delay in the transmission or execution of transfers.

*Article 16****Exceptions to the principle of responsibility***

Postal Administrations are relieved of all responsibility:

- (a) When, owing to the destruction of official records through a cause beyond control, they cannot account for transfers, unless the proof of their responsibility has been otherwise established;
- (b) When the drawer has made no inquiry within the period prescribed in article 35, para. 1, of the Convention.

*Article 17****Determination of responsibility***

Subject to article 24, paras. 2 to 5, of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques, the Postal Administration responsible is that of the Country in which the error occurred.

*Article 18****Payment of claims. Claim for repayment***

1. The responsibility for indemnifying the claimant rests with the Administration with which the claim has been lodged.
2. Whatever the reason for the refund, the amount to be refunded to the drawer of a transfer may not exceed the sum entered to the debit of his account.
3. The Administration which has made good the amount to the claimant has the right to claim repayment from the Administration which is responsible.
4. The last Administration to bear the cost of compensation has a right to claim repayment, up to the amount of the sum paid, against the person who benefited from the error.

*Article 19****Period allowed for payment***

1. The amounts due to claimants must be paid as soon as the responsibility of the service has been established, within a time-limit of six months from the day after the date of the claim.
2. If the Administration presumed to be responsible has, after due notification, allowed a period of five months to expire without settling a claim, the Administration to which the claim has been submitted is authorized to indemnify the claimant on behalf of the other Administration.

*Article 20****Repayment to the paying Administration***

1. The Administration which is responsible is bound to settle with the Administration which has made the refund to the claimant within four months from the date of dispatch of the notice of refund.

2. On the expiry of the period of four months, interest becomes payable on the sum due to the Administration which has made the refund to the claimant at the rate of 5 per cent per annum.

CHAPTER IV

Accounting

Article 21

Allocation of charges

Each Administration retains the whole of the charges which it has collected.

Article 22

Preparation and settlement of accounts

1. The Administrations prepare, for each contracting Country and for each working day on which transfers have been exchanged, an account summarizing the totals of the lists of transfers sent in either direction on the day in question. Administrations may, however, arrange among themselves to group in the same account the totals for several days.

2. The settlement of these accounts is effected without adjustment, each Administration being required to discharge the whole of the sums due. In the absence of any special agreement, this settlement is made in the currency of the creditor Country.

3. Notwithstanding the provisions of para. 2, two Administrations may agree to settle their accounts by adjustment. In that case, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the Country having the larger credit, the basis of conversion being the arithmetical mean of the rates of exchange, as quoted officially in the money-markets or by the banks specially nominated by each Country concerned on the last day of exchange quotations preceding the day to which the account relates; these mean rates must invariably be calculated to four places of decimals.

4. Amounts outstanding begin to bear interest on the expiry of a period and at a rate to be fixed by agreement between the Administrations of the contracting Countries; the rate of such interest may not exceed 5 per cent per annum.

Article 23

Payment. Interest on arrears

1. Each Administration may maintain a credit account with the Administration of the corresponding Country, in the currency of that Country, to which the sums due are debited; if this account is not sufficient to cover the orders received, the transfers are nevertheless credited to the accounts of the payees.

2. This credit account may in no case be used for another purpose without the consent of the Administration which opened it.

3. The creditor Administration has the right to require at any time payment of the sum due to it; if necessary, it fixes the date on which payment has to be made, making due allowance for the time required on account of distance; if the debtor Administration does not make the payment on the date fixed, the maximum rate of interest mentioned in article 22, para. 4, applies.

4. No unilateral measure, such as a moratorium, prohibition of transfers, etc., can prevail against the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations concerning the preparation and settlement of accounts.

Article 24

General quarterly account

At the end of each quarter, the Administrations which prepare daily accounts forward for approval to the corresponding Administrations a general summary of the accounts, of sums paid out, and of interest due, if any. The balance of the general quarterly account is carried over to the following quarter. Administrations may agree with one another to forward a statement of the balance at the end of the quarter in place of the quarterly account.

CHAPTER V

Miscellaneous provisions

Article 25

Application for the opening of a postal cheque account in a foreign country

1. When an application is made for the opening of a postal cheque account in a Country with which the applicant's Country of residence exchanges postal transfers, the Administration of that Country is bound to assist the Administration charged with keeping the account in verifying the application.

2. The Administrations undertake to carry out such verification with all the necessary care and diligence, though not incurring any responsibility in this respect.

3. On the request of the Administration which keeps the account, the Administration of the Country of residence also assists, so far as possible, in verifying any information concerning a change in the legal capacity of the account-holder.

Article 26

Exemption from postage

1. Packets containing statements of account sent by postal cheque offices to account-holders are dispatched by the quickest available means (air or surface) and delivered postage free in any Country of the Union.

2. The redirection of such packets in any Country of the Union in no case deprives them of exemption from postage.

*Article 27***List of account-holders**

1. Account-holders may obtain, through the Administration which keeps their accounts, lists of account-holders published by the other Administrations, at the price fixed by the latter in their internal service.

2. Each Administration furnishes the Administrations of the other contracting Countries free of charge with the lists necessary for the performance of the service.

SECTION III

DEPOSITS TO POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

*Article 28***General provisions**

1. Any person residing in one of the Countries which provide postal deposit services may order deposits to the credit of a postal cheque account maintained in another of those Countries.

2. Subject to the special provisions hereunder, everything expressly provided for with respect to transfers to and from postal cheque accounts applies also to deposits to postal cheque accounts.

3. The charge for a deposit to a postal cheque account must not exceed $\frac{1}{4}$ per cent of the amount paid in. Instead of this proportional charge, Administrations have the option of collecting a uniform charge independent of the amount paid in and not exceeding one franc.

4. A receipt is issued free of charge to the depositor at the time when the funds are paid in.

5. In the absence of any special agreement, the Administrations prepare a special account relating to deposits, similar to that provided for with respect to transfers in article 22, para. 1.

SECTION IV

POSTAL CHEQUES AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

*Article 29***Payments by means of postal cheques and postal travellers' cheques**

1. Any holder of a postal cheque account maintained in one of the Countries which agree to exchange postal cheques may order that his account be debited with any amounts which he wishes to cause to be paid to non-account-holders residing in another of those Countries.

2. Any holder of a postal cheque account maintained in one of the Countries which agree to exchange postal travellers' cheques may, upon his request, be issued with postal travellers' cheques payable in another of those Countries.

3. The conditions for acceptance of payments by means of postal cheques and postal travellers' cheques and the execution of such payments are regulated by the Countries which have agreed to exchange them.

SECTION V

NEGOTIATION THROUGH POSTAL CHEQUE ACCOUNTS OF SECURITIES MADE PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES

Article 30

Securities payable at postal cheque offices

1. Subject to agreement with the Administration of the Country of payment, postal cheque offices receiving for collection bankers' cheques or bills of exchange made payable at a postal cheque office abroad forward them to the office of payment for negotiation through a postal cheque account.

2. The securities must comply with the conditions of form prescribed for bills for collection.

3. The Administrations shall draw up by common agreement the necessary rules governing the formalities of protest and the conditions in which partial payments may be accepted.

Article 31

Charge

For every security received for collection by a postal cheque office, a charge not exceeding 20 centimes may be levied on behalf of the receiving Administration.

Article 32

Responsibility

1. The Administrations are responsible for the value of securities debited to any account.

2. The Administrations are not held in any way responsible for delay in:

- (a) The transmission or presentation of securities;
- (b) Protested securities or instituting legal proceedings under article 30, para. 3.

SECTION VI

FINAL PROVISIONS

Article 33

Application of the Convention

The Convention is applicable, where appropriate, by analogy, whenever the present Agreement does not specifically apply.

Article 34

Exception to the application of the Constitution

Article 4 of the Constitution does not apply to the present Agreement.

Article 35

Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations

1. To become effective, proposals submitted to Congress and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the Member Countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these Member Countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

(a) Two-thirds of the votes, if they involve the addition of new provisions or amendment of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations;

(b) A majority of the votes, if they affect the interpretation of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in article 32 of the Constitution.

Article 36

Entry into force and duration of the Agreement

The present Agreement shall come into force on 1 January 1966 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

IN WITNESS WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the contracting Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country of the seat of the Union. One copy shall be sent to each Party by the Government of the host Country of Congress.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by the same plenipotentiaries who signed the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Constitution, see United Nations Treaty Series, Vol. 611.]

People's Republic of Albania
Democratic and Popular Republic of Algeria
Germany
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
Bolivia
Kingdom of Burundi
Federal Republic of Cameroon
Central African Republic
Chile
Republic of Colombia
Republic of the Congo (Brazzaville)
Republic of the Congo (Leopoldville)
Republic of the Ivory Coast
Republic of Cuba
Republic of Dahomey
Kingdom of Denmark
Spain
Spanish Territories in Africa
Republic of Finland
French Republic
The whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts
and Telecommunications
Republic of Gabon
Greece
Republic of Guinea
Republic of Upper Volta
Republic of Indonesia
Italy
Japan
Kingdom of Laos
Republic of Lebanon
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Malagasy Republic
Republic of Mali
Kingdom of Morocco
Principality of Monaco
Nicaragua
Republic of Niger
Norway

Paraguay
Netherlands
United Arab Republic
People's Republic of Romania
Republic of San Marino
Republic of Senegal
Somalia
Sweden
Swiss Confederation
Republic of Chad
Togolese Republic
Tunisia
Turkey
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Republic of Venezuela
Yemen Arab Republic
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

**DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM
POSTAL CHEQUE ACCOUNTS**

TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;">SECTION I TRANSFERS</p> <p style="text-align: center;">Chapter I PRELIMINARY CLAUSES</p> <p><i>Art.</i> 101. Information to be supplied by the Administrations. 102. Forms for the use of the public.</p> <p style="text-align: center;">Chapter II ISSUE. TRANSMISSION</p> <p>103. Entries to be made on the forms. 104. Preparation of advices of transfer. 105. Lists of transfers. 106. Preparation of letters of advice. 107. Transmission of transfers.</p> <p style="text-align: center;">Chapter III SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC</p> <p>108. Request for advice of entry. 109. Request for cancellation of a transfer. 110. Inquiries. Requests for information.</p> <p style="text-align: center;">Chapter IV OPERATIONS AT THE CHEQUE OFFICE OF DESTINATION</p> <p>111. Return of the advice of entry. 112. Verification of consignments and treatment of irregularities. 113. Cancellation of transfers. 114. Non-execution of a transfer.</p> <p style="text-align: center;">Chapter V ACCOUNTING</p> <p>115. Preparation of accounts. 116. Payment of sums due.</p> <p style="text-align: center;">Chapter VI MISCELLANEOUS PROVISIONS</p> <p>117. Postage-free packets containing statements of account.</p>	<p><i>Art.</i> 118. Application for the opening of a postal cheque account in a foreign country.</p> <p style="text-align: center;">SECTION II TELEGRAPH TRANSFERS</p> <p>119. Common provisions. 120. Preparation of telegraph transfers. 121. Lists of telegraph transfers. 122. Preparation of letters of advice. 123. Request for advice of entry. 124. Entry of telegraph transfers. 125. Advice of entry. 126. Verification of advices and treatment of irregularities.</p> <p style="text-align: center;">SECTION III DEPOSITS TO POSTAL CHEQUE ACCOUNTS</p> <p>127. General provisions.</p> <p style="text-align: center;">SECTION IV SECURITIES PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES</p> <p>128. Application of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning the collection of bills. 129. Special conditions to be complied with by securities. 130. Preparation and transmission of statements of securities sent. 131. Dispatch of funds.</p> <p style="text-align: center;">SECTION V FINAL PROVISIONS</p> <p>132. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.</p> <p style="text-align: center;"><i>Annexes</i></p> <p>Forms: see "List of forms".</p>
--	---

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

Having regard to article 22, para. 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,¹ the undersigned, on behalf of their respective Postal Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts is implemented.

SECTION I

TRANSFERS

CHAPTER I

Preliminary clauses

Article 101

Information to be supplied by the Administrations

1. Administrations shall supply each other direct with:
 - (a) The names of the offices of exchange referred to in article 11 of the Agreement;
 - (b) Specimens of the impressions of the authentication stamps in use at the offices of exchange;
 - (c) A list—bearing specimens of their signatures—of the officials empowered at these offices to sign the letters of advice; sufficient copies of this list shall be supplied to meet the requirements of the service. In case of amendment, a complete new list shall be sent to the corresponding Administration; nevertheless, if it is merely required to cancel one of the signatures communicated, it is sufficient to strike it off the existing list, which shall continue to be employed;
 - (d) The rate of conversion fixed for transfer and deposit orders, if a specific request to that effect is made.
2. In addition, Administrations shall communicate to the International Bureau:
 - (a) A list of the Countries with which they exchange postal transfers or deposits and, if appropriate, telegraph transfers or deposits;
 - (b) The names of the offices of exchange referred to in article 11 of the Agreement.
3. Any amendment to the above information must be notified without delay.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611.

*Article 102****Forms for the use of the public***

1. For the purpose of applying article 11, para. 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public:

VP 1 (Advice of transfer or deposit),

VP 7 (Inquiry concerning a transfer or deposit order),

VP 10 (Advice of entry).

2. Internal service forms employed as transfer advices in the manner indicated in article 104, para. 1, are not subject to these provisions.

CHAPTER II

Issue. Transmission*Article 103****Entries to be made on the forms***

1. The entries on the service forms used for transfers are made in Roman characters and in Arabic figures, very clearly, preferably by typewriter.

2. Entries in copying-ink or ordinary pencil are not allowed; signatures may, however, be written in copying-ink pencil.

*Article 104****Preparation of advices of transfer***

1. Transfer advices are prepared, on forms VP 1 in the form of the annexed specimen, either by the holder of the account to be debited or by the cheque office which keeps the account; by way of exception, however, each Administration may authorize the use of the forms employed in its internal service.

2. When the drawer has stated the amount of the transfer in the currency of the Country of origin, the office which receives the transfer order—or the office of exchange to which it belongs—makes the conversion and enters on the advice, in red ink, the amount to be transferred in the currency of the Country of destination.

3. Transfer advices bear the impression of the date stamp of the cheque office of origin.

*Article 105****Lists of transfers***

1. The lists of transfers are prepared by the offices of exchange on forms VP 2 in the form of the annexed specimen. Administrations may agree that column 3 of the form is not to be filled in. Each list bears the stamp impression of the office of exchange which has prepared it.

2. The lists of transfers to which the transfer advices sent by post are attached are addressed, once each working day, to the corresponding offices of

exchange; nevertheless, the Administrations concerned may arrange among themselves to enter on a single list the transfers relating to several days.

Article 106

Preparation of letters of advice

1. The total of each of the lists addressed to one and the same office of exchange is entered in a letter of advice in the form of the annexed specimen VP 3, the grand total of which is expressed in words or printed in figures by a cheque-perforating machine.

2. The number of entry on the letter of advice is entered on each list of transfers.

3. The letters of advice bear the stamp impression of the office of exchange which has prepared them and are signed by the official or officials empowered to sign them. Each of these letters is numbered consecutively in a series which is renewed each month for each office of exchange.

4. Each last letter of advice sent at the end of each month must bear the words "Last letter of advice No. . . .". When an office of exchange has no transfers to transmit to the office concerned on the last working day of a month, it nevertheless sends a letter of advice to that effect which must also bear the words "Last letter of advice No. . . .".

Article 107

Transmission of transfers

The letters of advice, lists and transfer advices are made up together in closed packets and sent post free to the office of exchange of destination by the quickest available means (air or surface); they may be registered.

CHAPTER III

Special provisions relating to certain facilities accorded to the public

Article 108

Request for advice of entry

1. When, at the time of ordering a transfer, the drawer requests that an advice of entry be sent to him in accordance with article 9 of the Agreement, the indication "AI" is entered on the list VP 2 opposite the relevant entry; in the case of a transfer transmitted by post, the indication "*Avis d'inscription*" [Advice of entry] is entered very conspicuously on the transfer advice. Furthermore, if the drawer wishes the advice of entry to be sent back by air mail, the indication "*Par avion*" [By air mail] is also entered on the advice.

2. A form VP 10 in the form of the annexed specimen or a form C 5, duly completed with respect to the drawer's address (front) and the description of the transfer (back), is attached to the relevant transfer advice.

*Article 109****Request for cancellation of a transfer***

1. For every request for cancellation to be transmitted by post, the office of origin prepares a form VP 5 in the form of the annexed specimen and sends it to the office of exchange in its Country; the latter office completes the form by entering particulars of transmission of the transfer to the office of exchange in the Country of destination and forwards it to that office by registered letter.

2. If the request is to be transmitted by telegraph, a form VP 6 in the form of the annexed specimen is filled in by the office of origin or the office of exchange of the Country of origin and the particulars are transmitted in the form of a chargeable service telegraphic advice to the office which keeps the account to be credited. The service telegraphic advice is confirmed immediately by post by means of a form VP 5, which must pass through the offices of exchange of both Countries and bear the following heading in very bold characters: "*Confirmation de la demande télégraphique expédiée le . . . par le bureau de chèques postaux de . . . à l'adresse du bureau de chèques postaux de . . .*" [Confirmation of the telegraphic request dispatched on . . . by the postal cheque office of . . . to the postal cheque office of . . .].

*Article 110****Inquiries. Requests for information***

Any inquiry or request for information concerning the execution of a transfer order is prepared on a form VP 7 in the form of the annexed specimen by the cheque office which keeps the debtor account and is forwarded, if necessary, through the offices of exchange of each of the Countries to the cheque office which keeps the account to be credited; it is treated in accordance with the provisions of article 149, para. 2, of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

CHAPTER IV

Operations at the cheque office of destination*Article 111****Return of the advice of entry***

The advice of entry referred to in article 108, duly completed by the cheque office which keeps the account credited, is forwarded direct to the drawer.

*Article 112****Verification of consignments and treatment of irregularities***

I. On receipt of the packets containing the letters of advice, lists and transfer advices, the office of exchange of destination proceeds at once to check the consignment. If it discovers any irregularity or omission, it immediately notifies, by a letter VP 4 in the form of the annexed specimen, the dispatching office of exchange, which must reply by the quickest available means (air or surface) and,

if necessary, send a duplicate of the missing documents. Requests for information and duplicates of missing documents are also exchanged by the quickest available means (air or surface).

2. If the irregularity relates to a difference in the sums shown in the advice of transfer and the list of transfers, the office of exchange of destination is authorized to execute the transfer in the smaller of the two sums; the transfer advice or the list of transfers and the letter of advice, as the case may be, are corrected accordingly in red ink, and notice of the correction is given to the corresponding exchange office by a letter VP 4.

Article 113

Cancellation of transfers

1. Cancellation of a transfer is effected in accordance with the rules prescribed in article 114; if cancellation has been requested by telegraph, the cheque office of destination keeps the advice of transfer until receipt of postal confirmation.

2. The action taken by the cheque office of destination on the request for cancellation is communicated to the cheque office of origin by the quickest available means (air or surface); in the case of a telegraphic request for cancellation this information must be given without awaiting the arrival of the form VP 5.

3. Requests for cancellation made or forwarded otherwise than as laid down in article 109 are ignored.

Article 114

Non-execution of a transfer

1. When, for any reason whatever, a transfer cannot be credited to the payee's account, it is struck off the list on which it is entered, and the total of the list and that of the corresponding letter of advice are corrected in red ink; the office of exchange of the Country of origin is advised of these corrections by a form VP 4, to which the relevant advice of transfer, if there is one, is attached.

2. If a transfer not executed at first is again sent to the office of exchange of the Country of destination, it is treated by the office of exchange of the Country of origin as a new transfer.

3. The Administrations of the contracting Countries may agree that transfers which have not been carried out shall be shown on a list of transfers to the credit of the Administration of origin, or brought into account in some other way; any conversions that are necessary shall take place at the rate of exchange of the day, as in the case of the other transfers, and the advice of transfer shall be accompanied by an explanatory letter.

CHAPTER V

Accounting

Article 115

Preparation of accounts

1. Accounts are prepared on forms VP 8 in the form of the annexed specimen.

2. They are transmitted as soon as possible to the Administration concerned.
3. Administrations which use the procedure of reciprocal adjustment prepare their accounts on forms VP 11 in the form of the annexed specimen.

Article 116

Payment of sums due

1. The settlement of the sums due on account of postal transfers is effected in the currency of the creditor Country, without loss to the latter:
 - (a) By cheques or drafts payable at sight on the capital or a commercial place of the creditor Country; or
 - (b) By transfers to a banking establishment in such capital or commercial place; or
 - (c) To the debit of any accounts set up in accordance with article 23 of the Agreement.
2. The charges are borne by the debtor Administration, with the exception of extraordinary charges, such as clearing fees, levied by the creditor Country.

CHAPTER VI

Miscellaneous provisions

Article 117

Postage-free packets containing statements of account

Packets containing statements of account and sent postage free by postal cheque offices to account-holders bear the designation of the dispatching cheque office and the indication "*Service des postes*" [Postal Service].

Article 118

Application for the opening of a postal cheque account in a foreign country

1. Every application for the opening of a postal cheque account in a foreign country is made out by the applicant and addressed to the Administration which will have to keep the account. It is transmitted to that Administration either direct by the applicant or through the cheque office serving the district in which he is resident. If the applicant already has a national postal cheque account, he may apply through the cheque office which manages the account.
2. This office, in conformity with the rules laid down for the opening of an account in its own Country, proceeds to verify applications, whether made through the said office or communicated to it by a foreign Administration to which they have been submitted direct.
3. If necessary, the said office corrects any mistakes in the application after consulting the applicant, and it attaches thereto an attestation VP 9 in the form of the annexed specimen, duly completed. In special cases not provided for in the wording of that form, it may supplement or correct the form by means of an

explanatory letter; it forwards all these documents to the office of exchange of the Country of destination through the office of exchange of its own Country. The attestations are stamped with the stamp, in relief, of the exchange office of the intervening Country, and are signed by the official or officials empowered to certify letters of advice.

SECTION II

TELEGRAPH TRANSFERS

Article 119

Common provisions

The provisions concerning transfers exchanged by post apply to telegraph transfers in everything not expressly provided for in the present section II.

Article 120

Preparation of telegraph transfers

1. Telegraph transfers require the dispatch of telegrams of advice addressed directly by the cheque office of origin to the cheque office which keeps the payee's account.

2. In the absence of any special agreement, telegrams of advice are drawn up in French and are invariably worded in the order indicated below:

- *Indications de service taxées (s'il y a lieu)* [Service instructions charged for (if any)],
- *Avis inscription (s'il y a lieu)* [Advice of entry (if any)],
- *Avis inscription avion (s'il y a lieu)* [Advice of entry by air mail (if any)].
- *Virement . . . (N^o d'émission)* [Transfer . . . (Serial number of issue)].
- *Nom du bureau de chèques destinataire* [Name of the postal cheque office of destination].
- *Nom ou désignation du tireur* [Name or description of the drawer].
- *Numéro du compte débité* [Number of the account debited].
- *Nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur* [Name of the postal cheque office which keeps the drawer's account].
- *Montant de la somme à créditer* [Amount of the sum to be credited].
- *Nom ou désignation du bénéficiaire* [Name or description of the payee].
- *Numéro du compte à créditer* [Number of the account to be credited].
- *Communication particulière (le cas échéant)* [Private communication (if any)].

3. Administrations may agree to adopt a secret notation for the total or partial indication of the number of issue and of the amount of each telegraph transfer.

4. The amount to be credited is expressed as follows: whole number of monetary units in figures and then, in words, the name of the monetary unit and the fractions of a monetary unit, if any, in figures.

5. Neither the drawer nor the payee may be described by a conventional abbreviation or word.

*Article 121****Lists of telegraph transfers***

Telegraph transfers are entered on separate lists VP 2 which bear very conspicuously the heading "Telegraph transfers. Confirmation". No advice of transfer is attached to these lists.

*Article 122****Preparation of letters of advice***

Where separate letters of advice VP 3 are prepared for the lists of telegraph transfers, they are numbered in the same series as the letters of advice relating to the lists of postal transfers.

*Article 123****Request for advice of entry***

The advice of entry of a telegraph transfer is prepared by the office of destination as soon as the payee's account has been credited.

*Article 124****Entry of telegraph transfers***

The cheque office of destination enters the telegraph transfers to the credit of the payee's account without awaiting the relevant list.

*Article 125****Advice of entry***

The advice of entry of a telegraph transfer, duly prepared by the cheque office which keeps the account credited, is forwarded to the cheque office which keeps the account.

*Article 126****Verification of advices and treatment of irregularities***

1. When it is not possible for a telegraph transfer order to be executed for reasons for which the payee is not responsible, a service telegraphic advice is sent to the postal cheque office of origin stating the reason why the order has not been executed. If, after checking, the office of origin ascertains that the irregularity was due to a service error, it immediately rectifies the error by means of a service telegraphic advice; if not, the correction is made by post, after consultation with the drawer; nevertheless, if the latter so desires and offers to pay the cost, the correction may be made by air mail or by means of a chargeable service telegraphic advice.

2. Telegraph transfers containing irregularities which have not been rectified within a reasonable time will be rejected in accordance with the rules prescribed in article 114.

SECTION III
DEPOSITS TO POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

Article 127

General provisions

1. Subject to the provisions of the paragraphs hereunder, the provisions concerning postal transfers apply also to postal deposits.

2. Deposit advices are prepared on forms VP 1 either by the depositor or by the office of deposit. They bear the impression of the date stamp of the office of deposit.

3. The lists of deposits to which the deposit advices are attached are prepared by the offices of exchange on forms VP 2.

4. The total of each of the lists of transfers or lists of deposits addressed to one and the same office of exchange is entered in a letter of advice VP 3.

5. In the absence of any special agreement, accounts relating to deposits are prepared on forms VP 8 separate from those which are prepared with respect to transfers.

6. Administrations may arrange among themselves to group together in the accounts the transfer or deposit operations relating to several days and even to prepare, instead of separate accounts, common accounts for transfers and deposits.

SECTION IV
SECURITIES PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES

Article 128

Application of the detailed regulations for implementing the Agreement concerning the collection of bills

Subject to the special provisions set out below, securities payable at postal cheque offices are, to the extent that these are applicable to them, subject to the provisions of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning the collection of bills, in particular with respect to the conditions which securities must satisfy, the treatment of consignments bearing prohibited notes or communications, presentation, time-limits for payment, and indication of the reason for non-collection.

Article 129

Special conditions to be complied with by securities

Securities payable at postal cheque offices must bear the number of the postal cheque account to be debited and the name of the postal cheque office which keeps the said account.

*Article 130****Preparation and transmission of statements of securities sent***

1. Securities payable at postal cheque offices are described in statements VP 12 in the form of the annexed specimen, prepared in triplicate.
2. The cheque office of origin retains the original and forwards direct to the cheque office of payment the other two copies of the statements VP 12, to which it attaches the securities to be collected.
3. After collection, the office of payment returns one of the copies of the statement, in the manner prescribed in article 107, to the Administration of origin of the securities; to this copy it attaches any unpaid securities.

*Article 131****Dispatch of funds***

The postal cheque office of payment issues a transfer order in the amount of the securities paid, less the transfer charge, in favour of the postal cheque account specified by the cheque office of origin.

SECTION V

FINAL PROVISIONS

*Article 132****Entry into force and duration of the Detailed Regulations***

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts comes into operation.
2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Parties concerned.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement; see above in this volume.)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
VP 1	Advice of transfer or deposit.....	art. 104, § 1
VP 2	List of transfers or deposits.....	art. 105, § 1
VP 3	Letter of advice.....	art. 106, § 1
VP 4	Correction of letter of advice.....	art. 112, § 1
VP 5	Request for cancellation of a transfer or deposit order sent by post..	art. 109, § 1
VP 6	Telegraphic request for cancellation of a transfer or deposit order...	art. 109, § 2
VP 7	Inquiry concerning a transfer or deposit order.....	art. 110
VP 8	Summary statement of lists of transfers or deposits.....	art. 115, § 1
VP 9	Attestation.....	art. 118, § 3
VP 10	Advice of entry.....	art. 108, § 2
VP 11	Adjustment account of lists of transfers or deposits.....	art. 115, § 3
VP 12	Statement of bankers' securities.....	art. 130, § 1

ANNEXES :

FORMS VP 1 to VP 12

POSTAL ADMINISTRATION

VP 2

of.....

POSTAL CHEQUE OFFICE

LIST OF TRANSFERS
OF DEPOSITS ⁽⁴⁾

of.....

..... annex(es)

No. (2)

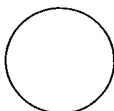
(1)

--

for the postal cheque office of

Serial number of transfer deposit ⁽¹⁾	Beneficiary		Drawer	Depositor ⁽²⁾	Amount	
	No. of account	Name and address	No. of account	Deposit		
1	2	3	4	5	6	7
1	No. at		No. at	No. at		
2	No. at		No. at	No. at		
3	No. at		No. at	No. at		
4	No. at		No. at	No. at		
5	No. at		No. at	No. at		
6	No. at		No. at	No. at		
7	No. at		No. at	No. at		
8	No. at		No. at	No. at		
9	No. at		No. at	No. at		
10	No. at		No. at	No. at		
11	No. at		No. at	No. at		
12	No. at		No. at	No. at		
13	No. at		No. at	No. at		
Total						

⁽³⁾ Stamp (in relief) of the postal cheque office of exchange



⁽¹⁾ In the case of telegraph transfers deposits, enter in this box the indication "Telegraph transfers deposits, Confirmation".

⁽²⁾ To be numbered in a daily series if several lists are prepared on the same day to be sent to the same office.

⁽³⁾ Date stamp, if the Administration does not use a relief stamp.

⁽⁴⁾ Strike out whichever entry does not apply.

POSTAL ADMINISTRATION VP 3
of.....
POSTAL CHEQUE OFFICE **LETTER OF ADVICE**
of.....
No. (1)

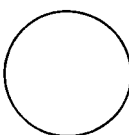
Annex(es) list(s) of lists of **transfers (3)**
deposits

The postal cheque office of is requested to make the **transfers (3)**
deposits appearing in the attached lists VP 2, which amount to the following sums respectively :

Serial Number of lists	Amount	Serial Number of lists	Amount
1	2	3	4
1	Brought forward	.....
2	14	.....
3	15	.....
4	16	.....
5	17	.....
6	18	.....
7	19	.....
8	20	.....
9	21	.....
10	22	.....
11	23	.....
12	24	.....
13	25	.....
Carried forward	Total	.....

Total sum of
(units in words)

Stamp (in relief) of the postal cheque office of exchange (2). To be debited to the Administration of



Signatures :

(1) To be numbered in a monthly series by the office of exchange.
(2) Date stamp, if the Administration does not use a relief stamp.
(3) Strike out whichever entry does not apply.

POSTAL ADMINISTRATION

VP 5

of.....

POSTAL CHEQUE OFFICE (3)
OFFICE OF DEPOSIT

of.....

REQUEST FOR CANCELLATION

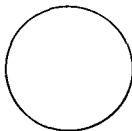
of a transfer (3) order sent by post (1)
deposit

(2) [Empty box with horizontal lines for details]

Kindly cancel the under-mentioned transfer (3) and return to us the corresponding advice :
deposit

To be filled in by the
cheque office of origin (3)
office of deposit

Date stamp



Signature

Postal cheque office (3), number of the account (3),
Office of deposit (3), deposit number (3),

name and address of the drawer (3) :
depositor

Amount
(in figures, in the currency of the Country of destination)

Postal cheque office, number of the account, name and address of the
beneficiary :

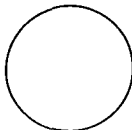
To be filled in by the
cheque office of exchange of
the Administration of origin
and forwarded to that of the
Administration of destination

Advice of transfer (3) was dispatched on 19.....
deposit

by letter No. and entered in list of transfers (3) No.
deposits

under serial No.

Stamp of the cheque office
of exchange



Signature :

(1) To be sent under registered cover.

(2) This form also serves as confirmation of telegraphic requests. In this case, add the following indication, underlined in coloured pencil, in the box: "Confirmation of the telegraphic request dispatched on..... by the postal cheque office of..... to the postal cheque office of.....".

(3) Strike out whichever entry does not apply.

POSTAL ADMINISTRATION

VP 6

of.....

TELEGRAPHIC REQUEST FOR CANCELLATION

of a $\frac{\text{transfer}}{\text{deposit}}$ (3) order (1)

Postal cheque office (2).....

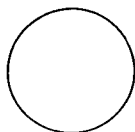
Cancel $\frac{\text{transfer}}{\text{deposit}}$ (3)
 for transfers (3) (Cheque office, number of account, name and address of drawer) (3)
 for deposits (3) (Office of deposit, name and address of depositor)

(Amount in figures, in currency of the Country of destination)

(Cheque office, number of account, name and address of the payee)

Date stamp of the
 postal cheque office of origin (2)
 office of deposit

Postal cheque office (2)
 Post office
 (No signature)



(1) Confirm this request immediately in writing, by means of a form VP 5.

(2) Office managing the payee's account.

(3) Strike out whichever entry does not apply.

(Front)

VP 7

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

(2)

POSTAL CHEQUE OFFICE
OFFICE OF DEPOSIT

of.....

INQUIRY

concerning a transfer (1) order
deposit

Name, address and number of the drawer's account : (1)
of depositor and deposit number

Amount of the transfer : (1)
deposit

(in figures, in the currency of the Country of destination)

Date of the debit : (1) 19.....
deposit

Name and address of the payee :

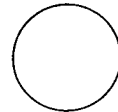
To be filled in by the
cheque office of origin (1)
office of deposit

Cheque office keeping the postal cheque account to be credited :

Number of the account :

The above transfer (1) was dispatched on 19..... to the office of
deposit
exchange of See Statement No.

Signature :

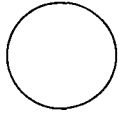


(continued over)

(1) Strike out whichever entry does not apply.
(2) If this form is to be returned by air mail, it should bear in bold letters the indication "Return by air mail" and be labelled "By air mail".

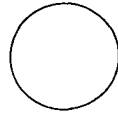
To be filled in by the cheque office of exchange of the Administration of origin

The above transfer (1) bears the number in list No.
deposit
dispatched on 19.....
to the office of exchange of

Signature : 

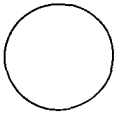
To be filled in by the cheque office of exchange of the Administration of destination

The above transfer (1) was dispatched on 19.....
deposit
to the cheque office of (See Statement No.)

Signature : 

To be filled in by the cheque office keeping the account to be credited

The above transfer (1) was
deposit
.....
.....
.....

Signature : 

(1) Strike out whichever entry does not apply.

(Front)
VP 9

POSTAL ADMINISTRATION

of..... 19.....

POSTAL CHEQUE OFFICE

of.....

..... annex(es)

ATTESTATION

NOTE I No abbreviation may be used, except where the applicant requires the use of an abbreviation in the description of his account

I. Description of the postal cheque account for which application is made :

.....
.....
.....

The applicant is (1).....

.....
.....
.....

The applicant (2) has just taken up his residence
is a sub-tenant

.....
.....

(1) Insert a more precise description of the applicant or applicants on the dotted lines, e.g.: Private individual; married couple; commercial or industrial establishment not entered in the trade register; non-commercial association not entered in the register of companies; registered firm (state nature of the firm, e.g. commercial partnership, ordinary partnership company, joint-stock association of partners, joint-stock company, limited liability company, etc.) entered in the trade register under No.; registered co-operative society entered in the register of co-operatives under No.; non-commercial registered company, — entered in the register of non-commercial registered associations, under No.; board.

(2) Strike out whichever words do not apply.

VP 9 (Back)

II. (1) Names and full descriptions of the persons(2) who are legally entitled to represent the applicant according to the trade register, the register of co-operatives, the register of non-commercial associations, the deed of partnership, the articles of association, etc.

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.
- 7.
- 8.
- 9.
- 10.

(3) { The persons mentioned under Nos. are empowered to sign alone.
The powers conferred upon the persons enumerated above are subject to the following restrictions :

.....
.....
.....

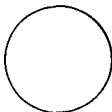
III. The request for the opening of a postal cheque account at

.....
.....
.....

has been verified by us in conformity with the regulations in force in our country regarding the opening of such accounts.

(3) { As a result of this investigation(4) we would feel no hesitation, if application were made, in opening a postal cheque account in our service for the applicant as described above.
An account is already being kept in our service under this description. The applicant is entitled to sign; his signature corresponds to the specimen in our files.

Stamp (in relief) (5) of the cheque office



Signatures of the officials of the cheque office :


.....

(1) Strike out the indications given under II if the applicant is a private individual.
 (2) For example: account-holder, signing official of a company, manager, holder of a power of attorney, holder of a collective power of attorney, director, member of the board, publisher.
 (3) Strike out whichever words do not apply.
 (4) In cases not covered by the following text, supplement or correct it, if necessary, by a letter of explanation.
 (5) Date stamp, if the Administration does not use a relief stamp.

(Front)

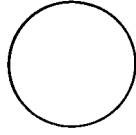
POSTAL ADMINISTRATION

of.....

(2) 

Postal Service

VP 10

Stamp of the cheque office which prepares the advice 

ADVICE OF ENTRY

of a postal (1) transfer (1) to the credit of the payee
telegraph (1) deposit (1)

To be delivered to

.....
(Name or firm name)

.....
(Street and number)

.....
(Place of destination)

.....
(Country of destination)

(1) Strike out whichever entry does not apply.
(2) If this advice is to be returned by air mail, it should bear in bold letters the indication "Return by air mail" and be labelled or stamped in blue "By air mail".

(Transfers, Vienna 1964, art. 108, § 2 — Size: 148 × 105 mm)

VP 10 (Back)

Postal (1) transfer (1)
Telegraph (1) deposit (1)

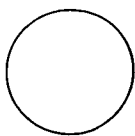
Amount of the transfer (1)
deposit (1) (in figures, in the currency of the Country of destination)

Name, address of the drawer (1) and account (1) number
depositor (1) deposit (1)

Name, address and account number of the payee :

Office keeping the cheque account to be credited :

The above transfer (1) was
deposit (1)

Stamp of the cheque office of destination 

Signature :

(1) Strike out whichever entry does not apply.

POSTAL ADMINISTRATION of

VP 11

POSTAL CHEQUE OFFICE of

ADJUSTMENT ACCOUNT

of lists of $\frac{\text{transfers}}{\text{deposits}}$ ⁽⁸⁾ exchanged on 19.....

between the Administration of (1) and the Administration of (2)

I. Summary of lists of $\frac{\text{transfers}}{\text{deposits}}$ ⁽⁸⁾				
for (2)	Amount ⁽³⁾	Office of exchange	from (2)	Amount ⁽⁴⁾
	1	2		3
Total I. a			Total I. b	

II. Calculation of the mean money-market rate
(final rate of the last day of quotation preceding that to which the account relates)

Rates quoted for short-dated drafts					
Date	in the money-market	for 100 ⁽³⁾	for 100 ⁽⁴⁾	Par rate	Rate at which calculated
1	2	3	4	5	6
	of ⁽⁵⁾ on ⁽⁶⁾	(4).....	_____	100 ⁽⁴⁾ = ⁽³⁾	(3) (4) 100..... =
	of ⁽⁶⁾ on ⁽⁵⁾	_____	(3).....	100 ⁽³⁾ = ⁽⁴⁾	(4) (3) 100..... =

III. Balance
(Difference according to I on converting the smaller sum into the currency of the larger sum at the rate calculated in II)

1	2
Total I. a	Total I. b
Less total I. b ⁽⁷⁾	Less total I. a ⁽⁷⁾
To the debit of the Postal Administration of (1)	To the credit of the Postal Administration of (1)

..... 19..... The above statement has been found correct and accepted:
 19.....

(1) The Administration preparing the account.
 (2) The Administration of destination of the account.
 (3) Currency of the Country of the Administration of destination of the account.
 (4) Currency of the Country of the Administration preparing the account.
 (5) Banking centre of the Country of the Administration preparing the account.
 (6) Banking centre of the Country of the Administration of destination of the account.
 (7) After conversion of the rate at which calculated (column 6).
 (8) Strike out any entry which does not apply.

VP 12

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

POSTAL CHEQUE OFFICE

of.....

STATEMENT

of bankers' securities

For collection by the postal cheque office

of

to the debit of postal cheque accounts

Stamp of cheque office of origin bearing date of despatch of the statement

Stamp of cheque office of collection bearing date of receipt of the statement

Number of postal cheque account to be debited 1	Name or style of debtor 2	Date of maturity 3	Securities presented Amount 4	Unpaid securities Amount 5	Remarks 6
Totals					

Brought down from column 5 (unpaid securities).....

By subtraction, amount of securities paid.....

Stamp of cheque office of collection bearing date of return of settled statement

Less transfer charge.....

Amount of transfer.....

Official in charge of the postal office of collection :

.....

Stamp of cheque office of origin bearing date of receipt of settled statement

(Transfers, Vienna 1964, art. 130, § 1 — Size: 148 × 210 mm)

LIST OF STATES WHICH HAVE RATIFIED, APPROVED (A), OR ACCEDED (a) TO, THE AGREEMENT, INDICATING THE DATE OF DEPOSIT OF THE INSTRUMENT WITH THE GOVERNMENT OF SWITZERLAND OR, DENOTED BY AN ASTERISK, THE DATE OF NOTIFICATION OF ACCESSION ISSUED BY THE LATTER GOVERNMENT UNDER ARTICLE 11(5) OF THE CONSTITUTION

ARGENTINA ¹	23 June	1967
AUSTRALIA	23 December	1965
AUSTRIA	23 December	1965
BELGIUM	4 November	1965 A
CONGO (REPUBLIC OF)	7 September	1966 A
DAHOMEY	13 January	1967 A
DENMARK	23 December	1965
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY	27 June	1966
(With a declaration that the Agreement shall apply to <i>Land</i> Berlin.)		
FINLAND	17 December	1965
FRANCE	22 January	1966 A
(Including the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications.)		
GABON	21 January	1967 A
GUINEA	5 September	1966
IVORY COAST	28 October	1965 A
JAPAN	22 July	1965 A
LAOS	25 September	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 October	1967
LUXEMBOURG	29 December	1965
MADAGASCAR	25 August	1965 A
MALI	18 December	1965
MAURITANIA	22 March	1967 a*
MOROCCO	7 April	1967 A
NIGER	8 February	1966 A
NORWAY	1 December	1965
SAN MARINO	11 October	1967 A
SENEGAL	26 September	1967

¹ See Vol. 611, under the Constitution, for the text of the declaration made by Argentina upon ratification.

SPAIN	9 November	1966
(Including the Spanish Territories of Africa.)		
SWEDEN	13 December	1966
SWITZERLAND	4 February	1966
TOGO	28 August	1967 <i>A</i>
TUNISIA	13 September	1966
UNITED ARAB REPUBLIC	30 June	1967
UPPER VOLTA	4 February	1967 <i>A</i>

*Treaties and international agreements registered
or filed and recorded with the Secretariat
of the United Nations*

VOLUME 613

1967

I. Nos. 8850-8859

II. Nos. 630-631

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered from 1 December 1967 to 12 December 1967*

	<i>Page</i>
No. 8850. Universal Postal Union:	
Agreement concerning cash-on-delivery items (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964	3
No. 8851. Universal Postal Union:	
Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc. (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964	65
No. 8852. Universal Postal Union:	
Agreement concerning the international savings bank service (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964	127
No. 8853. Universal Postal Union:	
Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964	193
No. 8854. United Nations and Senegal:	
Agreement concerning the arrangements for the first meeting of ministers of the Economic Community of West Africa. Signed at Addis Ababa and Dakar, on 8 November 1967	255
No. 8855. Denmark and Norway:	
Exchange of notes constituting an agreement on Trade in Agricultural Goods within the European Free Trade Association. Oslo, 22 and 23 December 1966	265

***Traités et accords internationaux enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies***

VOLUME 613

1967

I. N^{os} 8850-8859
II. N^{os} 630-631

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés du 1^{er} décembre 1967 au 12 décembre 1967*

	<i>Pages</i>
N^o 8850. Union postale universelle:	
Arrangement concernant les envois contre remboursement (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964	3
N^o 8851. Union postale universelle:	
Arrangement concernant les recouvrements (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964	65
N^o 8852. Union postale universelle:	
Arrangement concernant le service international de l'épargne (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964	127
N^o 8853. Union postale universelle:	
Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 Juillet 1964	193
N^o 8854. Organisation des Nations Unies et Sénégal:	
Accord passé au sujet des dispositions à prendre pour la première réunion des ministres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest. Signé à Addis-Abéba et Dakar, le 8 novembre 1967	255
N^o 8855. Danemark et Norvège:	
Échange de notes constituant un accord relatif au commerce des produits agricoles au sein de l'Association européenne de libre-échange. Oslo, 22 et 23 décembre 1966	265

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly by resolution 97 (I) established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, Vol. 76, p. XVIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party, or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

* * *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SÉCRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 76, p. XIX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet État comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

* * *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

from 1 December 1967 to 12 December 1967

Nos. 8850 to 8859



Traités et accords internationaux

enregistrés

du 1^{er} décembre 1967 au 12 décembre 1967

N^{os} 8850 à 8859

No. 8850

UNIVERSAL POSTAL UNION

Agreement concerning cash-on-delivery items (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964

Official text : French.

Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement concernant les envois contre remboursement (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964

Texte officiel français.

Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1^{er} décembre 1967.

VIII

**ARRANGEMENT CONCERNANT LES ENVOIS CONTRE
REMBOURSEMENT. SIGNÉ À VIENNE, LE 10 JUILLET 1964**

ARRANGEMENT CONCERNANT LES ENVOIS
CONTRE REMBOURSEMENT

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement

Chapitre II

CONDITIONS GÉNÉRALES. TAXES. TRANSFERT DES FONDS

2. Envois admis
3. Conditions d'admission
4. *Montant maximal*
5. *Monnaie*
6. Modes de règlement avec l'expéditeur
7. Modes d'échange des mandats de remboursement
8. Taxes
9. Annulation ou modification du montant du remboursement
10. Mandats de remboursement
11. Paiement des mandats de remboursement afférents à des colis
12. Non-paiement au bénéficiaire

Chapitre III

RESPONSABILITÉ

13. Principe et étendue de la responsabilité
14. Exceptions
15. Paiement de l'indemnité. Recours. Délais
16. Détermination de la responsabilité en matière d'encaissement
17. Restitution à l'expéditeur d'un envoi livré au destinataire sans perception du montant du remboursement

Chapitre IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

18. Attribution des taxes en cas de liquidation du montant du remboursement par mandat
19. Application de la Convention et de certains Arrangements
20. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*
21. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des *Pays-membres de l'Union*, vu l'article 22, § 4, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964², ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la *Constitution*, arrêté l'Arrangement suivant :

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article premier

OBJET DE L'ARRANGEMENT

Le présent Arrangement régit l'échange des envois contre remboursement que les *Pays contractants* conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Chapitre II

CONDITIONS GÉNÉRALES. TAXES. TRANSFERT DES FOND

Article 2

ENVOIS ADMIS

1. Peuvent être expédiés contre remboursement les *envois de la poste aux lettres* recommandés, les lettres et les boîtes avec valeur déclarée ainsi que les colis postaux qui satisfont respectivement aux conditions prévues par la Convention, l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée ou l'Arrangement concernant les colis postaux.

2. Les *Administrations* ont la faculté de n'admettre au service des envois contre remboursement que certaines des catégories d'*envois* mentionnées ci-dessus.

Article 3

CONDITIONS D'ADMISSION

Les envois contre remboursement sont soumis aux conditions d'admission et aux taxes applicables à la catégorie à laquelle ils *appartiennent*.

Article 4

MONTANT MAXIMAL

Quel que soit le mode de liquidation, le montant du remboursement ne peut excéder le maximum adopté dans le Pays d'encaissement pour l'émission des mandats

¹ Mis à exécution le 1^{er} janvier 1966, conformément à l'article 21. Voir à la page 33 du présent volume la liste des États qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement, ou qui y ont adhéré.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 17.

à destination du Pays d'origine de l'envoi, à moins que d'un commun accord un maximum plus élevé n'ait été *convenu*.

Article 5

MONNAIE

Sauf entente spéciale, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du Pays d'origine de l'envoi; toutefois, en cas de versement ou de virement du remboursement à un compte courant postal tenu dans le Pays d'encaissement, ce montant est exprimé dans la monnaie de ce Pays.

Article 6

MODES DE RÈGLEMENT AVEC L'EXPÉDITEUR

Les fonds destinés à l'expéditeur des envois lui sont envoyés:

- a) par « mandat de remboursement » dont le montant peut être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi lorsque la *réglementation* de l'Administration de ce Pays le permet;
- b) dans le cas où les Administrations intéressées admettent ces procédés: par virement ou versement à un compte courant postal tenu soit dans le Pays d'encaissement, soit dans le Pays d'origine de l'envoi.

Article 7

MODES D'ÉCHANGE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT

L'échange des mandats de remboursement peut, au choix des Administrations, s'opérer au moyen de cartes ou de listes. Dans le premier cas, les titres sont dénommés « mandats-cartes de remboursement » et dans le second cas « mandats-listes de remboursement ».

Article 8

TAXES

1. En sus des taxes visées à l'article 3, *l'expéditeur* acquitte à l'avance les taxes ci-après:

- a) s'il demande que le montant du remboursement lui soit envoyé au moyen d'un mandat de remboursement:
 - 1^o une taxe fixe *maximale* de
 - 70 centimes lorsque le règlement de compte est effectué par mandat-carte,
 - 1,10 franc lorsque le règlement de compte est effectué par mandat-liste;
 - 2^o une taxe proportionnelle qui ne peut excéder ½ % du montant du remboursement. Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception de la taxe proportionnelle, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service;
- b) s'il demande en outre que le mandat de remboursement soit envoyé par avion, et sauf entente spéciale des Administrations intéressées: une taxe égale à celle que prévoit l'article 37, § 1, de la Convention pour le retour, par la voie aérienne; de la formule d'avis de réception;

c) s'il demande que le montant du remboursement soit viré ou versé à un compte courant postal soit dans le Pays d'encaissement, soit dans le Pays d'origine de l'envoi: une taxe fixe de 30 centimes au maximum.

2. En outre, pour les virements ou versements visés sous § 1, *lettre c)*, l'Administration du Pays d'encaissement prélève sur le montant du remboursement les taxes ci-après:

- a) une taxe fixe de 30 centimes au maximum;
- b) s'il y a lieu, la taxe interne applicable aux virements ou aux versements lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le Pays d'encaissement;
- c) la taxe applicable aux virements ou aux versements internationaux lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi.

Article 9

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT

1. L'expéditeur d'un envoi contre remboursement peut, aux conditions fixées à l'article 26 de la Convention, demander soit le dégrèvement total ou partiel, soit l'augmentation du montant du remboursement. *Pour les demandes télégraphiques d'annulation ou de modification du montant du remboursement, la taxe de recommandation est due en sus de la taxe télégraphique.*

2. En cas d'augmentation du montant du remboursement, l'expéditeur doit payer, pour la majoration, la taxe proportionnelle visée à l'article 8, § 1, *lettre a)*, *chiffre 2°*; cette taxe n'est pas perçue lorsque la liquidation se fait par versement ou par virement à un compte courant postal.

Article 10

MANDATS DE REMBOURSEMENT

1. *Les mandats de remboursement sont admis jusqu'au montant maximal adopté en vertu de l'article 4.*

2. Sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 11

PAIEMENT DES MANDATS DE REMBOURSEMENT AFFÉRENTS À DES COLIS

Les mandats de remboursement afférents à des colis contre remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'Administration d'origine de l'envoi.

Article 12

NON-PAIEMENT AU BÉNÉFICIAIRE

1. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, est tenu à la disposition de celui-ci par l'Administration du Pays d'origine de l'envoi: il est définitivement acquis à cette Administration à l'expiration du délai légal de prescription *en vigueur dans ledit Pays*.

2. Lorsque, pour une cause quelconque, le versement ou le virement à un compte courant postal demandé en conformité de l'article 6, *lettre b*), ne peut être effectué, l'Administration qui a encaissé les fonds les convertit en un mandat de remboursement au bénéfice de l'expéditeur de l'envoi.

Chapitre III

RESPONSABILITÉ

Article 13

PRINCIPE ET ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ

1. Les Administrations sont responsables des fonds encaissés jusqu'à ce que le mandat de remboursement soit régulièrement payé ou jusqu'à inscription régulière au crédit d'un compte courant postal.

2. En outre, les Administrations sont responsables, jusqu'à concurrence du montant du remboursement, de la livraison des envois sans encaissement des fonds ou contre perception d'une somme inférieure au montant du remboursement.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans l'encaissement et l'envoi des fonds.

Article 14

EXCEPTIONS

Aucune indemnité n'est due au titre du montant du remboursement:

- a) si le défaut d'encaissement résulte d'une faute ou d'une négligence de l'expéditeur;
- b) si l'envoi n'a pas été livré parce qu'il tombe sous le coup des interdictions visées soit par la Convention — articles 16, §§ 8 et 11, *lettre c*), et 28, § 1 —, soit par l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée — article 2, §§ 4 et 5, et article 5 —, soit par l'Arrangement concernant les colis postaux — article 24, *lettres a*), *chiffres* 2^o, 3^o, 5^o, 6^o, 7^o, et *b*), et article 28;
- c) si aucune réclamation n'a été déposée dans le délai défini à l'article 35, § 1, de la Convention.

Article 15

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ. RECOURS. DÉLAIS

1. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration d'origine de l'envoi; celle-ci peut exercer son droit de recours contre l'Administration responsable

qui est tenue de lui rembourser, dans les conditions fixées par l'article 44 de la Convention, les sommes qui ont été avancées pour son compte.

2. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le paiement de l'indemnité a un droit de recours, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, contre le destinataire, contre l'expéditeur ou contre des tiers.

3. L'article 43 de la Convention relatif aux délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'applique, pour toutes les catégories d'envois contre remboursement, au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité.

Article 16

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ENCAISSEMENT

1. L'Administration d'encaissement n'est pas responsable des irrégularités commises lorsqu'elle peut :

- a) prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration du Pays d'origine;
- b) établir que, lors de la transmission à son service, l'envoi et, s'il s'agit d'un colis postal, le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations réglementaires.

2. Lorsque la responsabilité ne peut être nettement imputée à l'une des deux Administrations, celles-ci supportent le dommage par parts égales.

Article 17

RESTITUTION À L'EXPÉDITEUR D'UN ENVOI LIVRÉ AU DESTINATAIRE SANS PERCEPTION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT

1. Lorsque le destinataire a restitué un envoi qui lui a été livré sans perception du montant du remboursement, l'expéditeur est avisé qu'il peut en prendre possession dans un délai de trois mois, à condition de renoncer au paiement du montant du remboursement ou de restituer le montant reçu en vertu de l'article 13, § 2.

2. Si l'expéditeur prend livraison de l'envoi, le montant remboursé est restitué à l'Administration ou aux Administrations qui ont supporté le dommage.

3. Si l'expéditeur renonce à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou des Administrations qui ont *supporté le dommage*.

Chapitre IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 18

ATTRIBUTION DES TAXES EN CAS DE LIQUIDATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT PAR MANDAT

L'Administration du Pays d'origine de l'envoi attribue dans les conditions prescrites par le Règlement :

- a) à l'Administration d'encaissement, une quote-part de 35 centimes ou de 55 centimes par mandat de remboursement payé, selon que les Administrations ont adopté le système de mandats-cartes ou celui de mandats-listes de remboursement, et une quote-part proportionnelle de 1/4 % de la somme totale de ces mandats;
- b) éventuellement, à l'Administration chargée du renvoi par avion du mandat de remboursement, la taxe prévue à l'article 8, § 1, lettre b).

Article 19

APPLICATION DE LA CONVENTION ET DE CERTAINS ARRANGEMENTS

La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et l'Arrangement concernant les virements postaux ainsi que l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée et l'Arrangement concernant les colis postaux sont applicables, le cas échéant, en tout ce qui n'est pas contraire au présent Arrangement.

Article 20

CONDITIONS D'APPROBATION DES PROPOSITIONS CONCERNANT LE PRÉSENT ARRANGEMENT ET SON RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications aux dispositions des articles 1 à 10, 12 à 18, 20 et 21 du présent Arrangement ainsi que de l'article 121 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions autres que celles qui sont mentionnées à la lettre a);
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de *différend* à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

Article 21

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

FAIT à Vienne, le 10 juillet 1964.

Cet Arrangement a été signé au nom des États et des entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle :

(Voir aux pages 20 à 35 du volume 611 du Recueil des Traités des Nations Unies les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution.)

République populaire d'Albanie
République algérienne démocratique et populaire
Allemagne
République Argentine
République d'Autriche
Belgique
Bolivie
Royaume du Burundi
Royaume du Cambodge
République fédérale du Cameroun
République centrafricaine
Chili
Chine
République de Colombie
République du Congo (Brazzaville)
République du Congo (Léopoldville)
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
Royaume de Danemark
République Dominicaine
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
République de Finlande
République française
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications
d'outre-mer
République gabonaise
Grèce
République de Haute-Volta
République populaire hongroise
République d'Indonésie
République d'Iraq
République d'Islande
Italie
Japon
Royaume du Laos
République libanaise
Libye
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République malgache
République du Mali

Royaume du Maroc
États-Unis du Mexique
Principauté de Monaco
Nicaragua
République du Niger
Norvège
Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Surinam
République populaire de Pologne
Portugal
République arabe unie
République populaire roumaine
République de Saint-Marin
République du Sénégal
Somalie
Suède
Confédération suisse
République arabe syrienne
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
Tunisie
Turquie
République orientale de l'Uruguay
État de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
Viêt-Nam
République arabe du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les *Administrations*
- 102. Formules à l'usage du public

Chapitre II

DÉPÔT

- 103. Indications à porter sur les envois et *sur les bulletins* d'expédition
- 104. Étiquettes
- 105. Formules à joindre aux envois

Chapitre III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS
ACCORDÉES AU PUBLIC

- 106. Annulation ou modification du montant du remboursement
- 107. Réexpédition

Chapitre IV

OPÉRATIONS AU BUREAU D'ENCAISSEMENT

- 108. Conversion. Traitement des titres de paiement
- 109. Traitement des irrégularités
- 110. Délai de paiement
- 111. Destruction, annulation ou remplacement de formules de titres de paiement
- 112. Mandats-cartes non remis ou non encaissés

Chapitre V

COMPTABILITÉ

- 113. Établissement et règlement des comptes relatifs aux mandats-cartes

Chapitre VI

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES
DE REMBOURSEMENT

Art.

- 114. Bureaux d'échange des mandats-listes de remboursement
- 115. Établissement et transmission des listes de remboursement
- 116. Listes spéciales de remboursement
- 117. Vérification et rectification des listes de remboursement
- 118. Paiement des mandats-listes de remboursement
- 119. Mandats non remis ou non encaissés
- 120. Établissement et règlement des comptes

Chapitre VII

DISPOSITIONS FINALES

- 121. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules : voir la « Liste des formules »

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964¹, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement:

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 101

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LES ADMINISTRATIONS

1. Chaque Administration doit, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, tous renseignements utiles concernant le service des envois contre remboursement.

2. Toute modification doit être notifiée sans retard.

Article 102

FORMULES À L'USAGE DU PUBLIC

En vue de l'application de l'article 11, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

R 3 (mandat de remboursement international, service des *envois de la poste aux lettres* et des valeurs déclarées);

R 4 (mandat de remboursement international, service des colis postaux).

Chapitre II

DÉPÔT

Article 103

INDICATIONS À PORTER SUR LES ENVOIS ET SUR LES BULLETINS D'EXPÉDITION

1. Les envois recommandés, les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, les colis postaux grevés de remboursement et les bulletins d'expédition correspondants doivent porter, d'une manière très apparente, du côté de la suscription, en ce qui concerne les envois, l'en-tête « Remboursement » suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. L'indication relative au montant du remboursement ne peut être faite ni au crayon ni au crayon-encre; toutefois, les indications de service peuvent être inscrites au crayon-encre.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 17.

2. Dans l'indication en lettres du montant du remboursement, le nom des unités monétaires est écrit sans abréviation; lorsque cette indication se réfère à une monnaie qui est *fondée sur* le système décimal, les fractions d'unité monétaire peuvent être exprimées en chiffres seulement, mais obligatoirement en centièmes (ou millièmes) au moyen d'un nombre de deux (ou trois) chiffres dont, au besoin, un zéro (ou deux zéros). Lorsque la monnaie utilisée *n'est pas fondée sur* le système décimal, le nombre et le nom des unités monétaires ou fractions d'unité monétaire sont intégralement écrits en toutes lettres; dans l'indication du montant en chiffres, les unités ou fractions d'unité monétaire non mentionnées dans la somme en lettres sont remplacées par des zéros.

3. Si l'expéditeur demande le renvoi par avion du mandat de remboursement visé à l'article 105, la mention très apparente « Renvoi du mandat de remboursement par avion » est portée sur l'envoi ainsi que sur le bulletin d'expédition s'il s'agit d'un colis.

4. L'expéditeur doit indiquer du côté de la suscription de l'envoi et, s'il s'agit d'un colis, au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse en caractères latins. Lorsque la somme encaissée est à porter au crédit d'un compte courant postal, l'envoi et, le cas échéant, le bulletin d'expédition portent, en outre, du côté de la suscription, la mention suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le Pays de destination: « A porter au crédit du compte courant postal N° ... de M. ... à ... tenu par le bureau de chèques de ... ».

Article 104

ÉTIQUETTES

1. Lorsqu'ils sont grevés de remboursement, les envois recommandés ainsi que les lettres et les boîtes avec valeur déclarée sont revêtus, au recto, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle R 1 ci-annexé. L'étiquette du modèle C 4 prévue à l'article 136, § 4, du Règlement d'exécution de la Convention (ou l'empreinte du timbre spécial en tenant lieu) est appliquée autant que possible à l'angle supérieur de l'étiquette R 1; toutefois, il est loisible aux Administrations de faire usage, au lieu des deux étiquettes prévues ci-dessus, d'une seule étiquette conforme au modèle R 2 ci-annexé portant en caractères latins le nom du bureau d'origine, la lettre R, le numéro d'ordre de l'envoi et un triangle de couleur orange où figure le mot « Remboursement ».

2. Les colis postaux contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition sont revêtus, du côté de la suscription, de l'étiquette R 1.

Article 105

FORMULES À JOINDRE AUX ENVOIS

1. Sauf les cas prévus aux §§ 5 et 7 ci-après, tout envoi contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, conforme au modèle R 3 ci-annexé, de couleur vert clair s'il s'agit *d'un envoi de la*

poste aux lettres ou d'un envoi avec valeur déclarée et conforme au modèle R 4 ci-annexé, de couleur blanche s'il s'agit d'un *colis*. La formule de mandat doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du Pays d'origine de l'envoi et, en règle générale, indiquer l'expéditeur de cet envoi comme bénéficiaire du mandat.

2. Lorsque le montant du mandat de remboursement peut être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi, l'expéditeur désireux de bénéficier de cette faculté doit mentionner sur le titre, au lieu et place de son adresse, le titulaire et le numéro du compte courant postal ainsi que le bureau qui tient ce compte.

3. Lorsque l'expéditeur demande le renvoi par avion du mandat de remboursement, il porte au recto de la formule R 3 ou R 4 la mention « Renvoi par avion »; en outre, le bureau d'origine de l'envoi appose sur cette formule une étiquette ou une empreinte de couleur bleue « Par avion ».

4. Chaque Administration a la faculté de faire adresser au bureau d'origine de l'envoi ou à tout autre de ses bureaux les mandats relatifs aux envois originaires de son Pays. Dans ce cas, le nom du bureau est indiqué sur la formule R 3 ou R 4.

5. Si l'expéditeur demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le Pays d'encaissement, l'envoi est, sauf entente spéciale, accompagné d'un bulletin de versement du modèle prescrit par la *réglementation* de ce Pays. Ce bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes autres indications exigées par la formule, à l'exception du montant à porter au crédit, lequel, après encaissement, sera inscrit par l'Administration de destination de l'envoi. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y inscrit son nom et son adresse ainsi que toutes autres indications qu'il juge nécessaires.

6. Le mandat est solidement attaché à l'envoi ou, s'il concerne un *colis*, au bulletin d'expédition; il en est de même, éventuellement, du bulletin de versement.

7. Aucune formule n'est à joindre ni à l'envoi, ni au bulletin d'expédition, si l'expéditeur, par application de l'article 6, lettre b), de l'*Arrangement* demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi ou viré à un compte courant postal.

Chapitre III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

Article 106

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT

1. Toute demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement est soumise aux dispositions de l'article 147 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. S'il s'agit d'une demande télégraphique, celle-ci est confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé dont il est question à l'article 147, § 1, susvisé et portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur « Confirmation de la demande télégraphique du ... ». Le bureau d'encaissement retient l'envoi jusqu'à la réception de cette confirmation; l'Administration d'encaissement peut, toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

3. Si le montant du remboursement est à liquider par mandat, la demande de modification par voie postale est accompagnée d'une nouvelle formule R 3 ou R 4 indiquant le montant rectifié. Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement est remplacé par le bureau d'encaissement dans les conditions déterminées à l'article 111.

4. Si, au moment du dépôt de l'envoi, l'expéditeur a demandé le renvoi par avion du mandat de remboursement, la nouvelle formule de mandat porte au recto la mention « Renvoi par avion » de même que l'étiquette ou l'empreinte de couleur bleue « Par avion ».

Article 107

RÉEXPÉDITION

1. Tout envoi grevé de remboursement peut être réexpédié si le Pays de nouvelle destination assure, dans ses relations avec le Pays d'origine, le service des envois de l'espèce; dans ce cas, la formule de mandat de remboursement reste annexée à l'envoi.

2. Si l'expéditeur a demandé le règlement par inscription au crédit d'un compte courant postal et si le Pays de nouvelle destination n'admet pas ce mode de règlement, l'article 12, § 2, de l'Arrangement est applicable. Le bureau de nouvelle destination convertit le montant du remboursement en monnaie de son Pays en prenant pour base le taux défini à l'article 108, § 1.

Chapitre IV

OPÉRATIONS AU BUREAU D'ENCAISSEMENT

Article 108

CONVERSION, TRAITEMENT DES TITRES DE PAIEMENT

1. Sauf entente spéciale, le montant du remboursement exprimé dans la monnaie du Pays d'origine de l'envoi est converti en monnaie du Pays d'encaissement par les soins de l'Administration postale de ce dernier Pays; celle-ci se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour les mandats à destination du Pays d'origine de l'envoi.

2. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau d'encaissement ou tout autre bureau désigné par l'Administration d'encaissement remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et,

après avoir apposé son timbre à date, l'envoie sans taxe à l'adresse qu'il comporte ou à son bureau d'échange, selon le cas.

3. En cas de réexpédition et sous réserve de l'article 107, § 2, l'Administration de nouvelle destination procède de la même façon, comme si les envois lui avaient été transmis directement.

4. Si l'utilisation de la voie aérienne a été demandée par l'expéditeur, le mandat de remboursement est expédié par le premier courrier aérien.

5. En cas de virement ou de versement des fonds encaissés à un compte courant postal, l'avis de virement ou de versement destiné au titulaire du compte doit porter, au recto, la mention « Remboursement » et, au verso, la catégorie, le numéro de l'envoi contre remboursement et, le cas échéant, le nom du destinataire de l'envoi.

6. Les bulletins de versement des envois contre remboursement dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal dans le Pays d'encaissement sont traités d'après la réglementation de ce Pays.

Article 109

TRAITEMENT DES IRRÉGULARITÉS

1. En cas de différence entre les indications du montant du remboursement figurant sur l'envoi, d'une part, et sur le mandat ou le bulletin d'expédition, d'autre part, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.

2. Si le *destinataire* refuse de verser cette somme, l'envoi peut, sauf l'exception prévue au § 5 ci-après, être remis contre paiement de la somme la moins élevée, sous réserve qu'il s'engage à effectuer, s'il y a lieu, un versement complémentaire dès réception des renseignements qui seront fournis par l'Administration d'origine; s'il n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison de l'envoi.

3. Dans tous les cas, une demande de renseignements est adressée immédiatement, si possible par voie aérienne, au service indiqué par l'Administration d'origine, lequel doit y répondre dans le plus court délai et autant que possible par avion en précisant le montant exact du remboursement et en appliquant, le cas échéant, l'article 106, § 3.

4. Il est sursis à l'envoi du mandat de remboursement, du bulletin de versement ou de l'ordre de virement jusqu'à réception de la réponse à la demande de renseignements.

5. Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée est toujours exigé; en cas de refus, l'envoi n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

Article 110

DÉLAI DE PAIEMENT

1. Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée de l'envoi au bureau d'encaissement; ce délai

peut être porté à un mois au maximum lorsque la législation du Pays d'encaissement le permet.

2. S'il s'agit d'un envoi recommandé ou avec valeur déclarée, il est renvoyé au bureau d'origine à l'expiration du délai de paiement; l'expéditeur peut, toutefois, demander par une annotation le retour immédiat de l'objet au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. Le renvoi immédiat a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, refuse formellement tout paiement.

3. S'il s'agit d'un *colis*, *celui-ci* est traité à l'expiration du délai de paiement conformément aux articles 27, 30, §§ 2 et 3, 32 et 33, de l'Arrangement concernant les colis postaux; l'expéditeur peut, toutefois, demander que les dispositions prescrites par lui en vertu de l'article 106, §§ 3 et 6, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux soient exécutées immédiatement au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. L'exécution immédiate de ces dispositions a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, a formellement refusé tout paiement. Si, en réponse à un avis de non-livraison, l'expéditeur a donné des instructions au bureau d'encaissement, les délais susmentionnés sont comptés du lendemain de l'arrivée de ces instructions.

Article 111

DESTRUCTION, ANNULATION OU REMPLACEMENT DE FORMULES DE TITRES DE PAIEMENT

1. Sont détruites par les soins de l'Administration d'encaissement:

- a) toute formule de mandat de remboursement devenue inutilisable pour cause de différence entre les indications du montant du remboursement ou par suite d'annulation ou de modification du montant;
- b) toute formule de bulletin de versement devenue inutilisable en cas d'annulation du montant du remboursement.

2. Est annulée par les soins du bureau qui effectue le renvoi, toute formule afférente à un envoi renvoyé à l'origine pour un motif quelconque.

3. Lorsque les formules afférentes aux envois grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant encaissement, le bureau d'encaissement en établit des duplicata sur formules réglementaires.

Article 112

MANDATS-CARTES NON REMIS OU NON ENCAISSÉS

1. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont, après avoir été éventuellement soumis à la formalité du visa pour date, quittancés par l'Administration d'origine des envois que ces titres concernent et portés en compte à l'Administration qui les a émis.

2. Il en est de même des mandats de remboursement qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé. Ces titres doivent préalablement être remplacés par des autorisations de paiement établies par l'Administration d'origine des mandats.

Chapitre V

COMPTABILITÉ

Article 113

ÉTABLISSEMENT ET RÉGLEMENT DES COMPTES RELATIFS AUX MANDATS-CARTES

1. Sauf entente spéciale, les comptes relatifs aux mandats de remboursement payés sont établis sur *une* formule conforme au modèle R 5 ci-annexé.

2. Le cas échéant, le montant de la taxe afférente au renvoi par avion des mandats de remboursement et à attribuer au Pays d'encaissement est porté sur la formule R 5 dans une colonne spéciale en regard de chaque mandat de remboursement payé.

3. Sauf entente spéciale, les formules R 5 peuvent être utilisées pour les mandats de remboursement afférents à des *envois* de la poste aux lettres, à des envois avec valeur déclarée ou à des *colis*.

4. Les mandats de remboursement payés et quittancés accompagnent le compte particulier R 5. Ils sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et suivant l'ordre numérique de l'inscription aux registres de ces bureaux, autant que possible dans l'ordre chronologique. L'Administration qui a établi le compte déduit du total de sa créance le montant des *taxes revenant* à l'Administration correspondante, conformément à l'article 18 de l'Arrangement.

5. Le solde du compte R 5 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et son Règlement d'exécution.

Chapitre VI

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES DE REMBOURSEMENT

Article 114

BUREAUX D'ÉCHANGE DES MANDATS-LISTES DE REMBOURSEMENT

L'échange des « mandats-listes de remboursement » a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits « bureau d'échange » désignés par l'Administration de chacun des Pays *contractants*.

Article 115

ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES LISTES DE REMBOURSEMENT

1. Chaque bureau d'échange *établit*, journallement ou à des dates convenues, des *listes* MP 2 portant l'empreinte « Remboursement » et récapitulant les mandats-listes de remboursement qui lui sont adressés par les bureaux d'*encaissement*. Si les mandats ne sont pas annexés, il est fait mention sur la liste MP 2, dans la colonne « Observations », de la catégorie et du numéro de l'envoi contre remboursement.

2. Tout mandat de remboursement inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro d'ordre international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet.

3. Lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente.

4. Les listes sont elles-mêmes numérotées *selon* la suite naturelle des nombres, à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet de chaque année.

5. Les listes sont transmises au bureau d'échange correspondant par le premier courrier, autant que possible par avion et, sauf entente spéciale, sans être accompagnées des mandats-listes de remboursement y relatifs.

6. Le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

7. Sauf entente spéciale, une même liste peut être utilisée pour les remboursements relatifs aux *envois de la poste aux lettres recommandés*, aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée et aux *colis*.

Article 116

LISTES SPÉCIALES DE REMBOURSEMENT

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour chacune des catégories suivantes de mandats:

- a) mandats en franchise visés tant à l'article 8 de la Convention qu'à l'article 7 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage; la liste doit porter, en tête, les mots « Mandats exempts de taxe »;
- b) mandats dont l'expéditeur de l'envoi a demandé l'acheminement par voie aérienne; la liste doit porter la mention « Mandats par avion » et doit être acheminée par le premier courrier aérien.

Article 117

VÉRIFICATION ET RECTIFICATION DES LISTES DE REMBOURSEMENT

Les opérations de vérification, de rectification des montants et des indications apportées dans les listes de remboursement ainsi que le traitement des autres irrég-

gularités sont soumis à l'article 127 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 118

PAIEMENT DES MANDATS-LISTES DE REMBOURSEMENT

Lors de la réception d'une liste MP 2, le bureau d'échange du Pays d'origine de l'envoi effectue, au moyen d'une formule que son Administration détermine selon ses convenances, le paiement aux bénéficiaires des mandats-listes de remboursement.

Article 119

MANDATS NON REMIS OU NON ENCAISSÉS

1. Les mandats de remboursement portés sur les listes mais dont les titres de paiement n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont attribués à l'Administration d'origine des envois.

2. Il en est de même lorsqu'il s'agit de titres de paiement remis aux ayants droit mais dont les montants n'ont pas été encaissés.

Article 120

ÉTABLISSEMENT ET RÈGLEMENT DES COMPTES

1. Sous réserve des dispositions particulières ci-dessous, les mandats-listes de remboursement sont soumis, en ce qui concerne l'établissement et le règlement des comptes, aux dispositions relatives aux mandats-listes contenues dans l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

2. Chaque Administration d'origine des envois contre remboursement *établit* à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations de destination, un compte *mensuel* R 5. Les totaux des listes reçues au cours du mois sont récapitulés sur ce compte.

3. L'Administration qui a *établi* le compte déduit du total le montant des taxes qui reviennent à l'Administration correspondante en application de l'article 18 de l'Arrangement.

4. Le cas échéant, le montant de la taxe afférente pour le renvoi par avion des mandats de remboursement et à attribuer au Pays d'encaissement est porté sur la formule R 5 dans une colonne spéciale.

5. Le solde du compte R 5 est ajouté autant que possible à celui du compte mensuel des mandats établi pour la même période. La vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon *les dispositions* de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et *de* son Règlement d'exécution.

Chapitre VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 121

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

FAIT à *Vienne*, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir p. 14 du présent volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
R 1	Etiquette «Remboursement»	art.104, § 1
R 2	Etiquette «R» combinée avec le nom du bureau d'origine, le numéro de l'envoi et le triangle portant la mention «Remboursement»	art.104, § 1
R 3	Mandat de remboursement international (Service des envois de la poste aux lettres et des valeurs déclarées)	art.105, § 1
R 4	Mandat de remboursement international (Service des colis postaux)	art.105, § 1
R 5	Compte particulier des mandats de remboursement	art.113, § 1

ANNEXES:

FORMULES R 1 à R 5

R 1



Remboursements, Vienne 1964, art. 104, § 1 — Dimensions: base 37 mm, hauteur 18 mm, couleur orange

R 2



Remboursements, Vienne 1964, art. 104, § 1 — Dimensions: 37 x 13 mm, le triangle de couleur orange

(Recto)

<p>Coupon (Peut être détaché par le bénéficiaire du mandat)</p> <p>Montant du remboursement</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p>(en chiffres arabes)</p> <p>pour l'envoi n° déposé le 19... à par à l'adresse de à</p> <p>Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto;"></div>	<p style="text-align: right;">R 3</p> <p style="text-align: center;">ENVOI CONTRE REMBOURSEMENT</p> <p>Déposé au bureau de: A destination de (Nom du Pays):</p> <p style="text-align: center;">Service des envois de la poste aux lettres et des valeurs déclarées</p> <p style="text-align: center;">MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL</p> <p>de la somme de (en chiffres arabes)</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p>(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>pour l'envoi n° expédié le 19... Payable à Rue et numéro: Lieu de destination: Pays de destination:</p> <p style="text-align: center;">Indications de service (*)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%;"></td> <td style="width: 5%; text-align: center;">} d'émission</td> <td style="width: 80%;">Numéro</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Date</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Bureau</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Pays</td> </tr> </table> <p>Signature de l'agent qui établit le mandat:</p> <p>(*) A porter par l'Administration de destination de l'envoi, après encaissement du montant du remboursement.</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 40px; margin-top: 10px; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center;">(Monnaie du Pays d'encaissement)</p> </div>		} d'émission	Numéro			Date			Bureau			Pays
	} d'émission	Numéro											
		Date											
		Bureau											
		Pays											

Remboursements, Vienne 1964, art. 105, § 1 — Dimensions: 148 x 105 mm, couleur vert clair

(Verso)

<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>	
<p>Quittance du bénéficiaire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:, le 19....</p>	
<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 60px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center;">N°</p>	<p>Signature du bénéficiaire:</p> <p style="text-align: right;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto;"></div>

(Recto)

<p>Coupon (Peut être détaché par le bénéficiaire du mandat)</p> <p>Montant du remboursement</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <p>(en chiffres arabes)</p> <p>pour le colis n° déposé le 19..... à par à l'adresse de à</p> <p>Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 100px; margin: 10px auto;"></div>	<p style="text-align: right;">R 4</p> <p>Pays de destination du colis grevé de remboursement }</p> <p style="text-align: center;">Service des colis postaux</p> <p style="text-align: center;">MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL</p> <p style="text-align: center;">de la somme de <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px; display: inline-block;"></div> (en chiffres arabes)</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins) .</p> <p>pour le colis n° expédié le 19.....</p> <p>Payable à</p> <p>Rue et numéro</p> <p>Lieu de destination</p> <p>Pays de destination</p> <p style="text-align: center;">Indications de service (*)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> <p>Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 100px; margin: 10px auto;"></div> </td> <td style="width: 40%; vertical-align: top;"> <p>Número Date Bureau Pays Signature de l'agent qui établit le mandat:</p> </td> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> <p>Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <p>(Monnaie du Pays d'encaissement)</p> </td> </tr> </table> <p style="font-size: small;">(*) A porter par l'Administration de destination du colis, après encaissement du montant du remboursement.</p>	<p>Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 100px; margin: 10px auto;"></div>	<p>Número Date Bureau Pays Signature de l'agent qui établit le mandat:</p>	<p>Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <p>(Monnaie du Pays d'encaissement)</p>
<p>Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 100px; margin: 10px auto;"></div>	<p>Número Date Bureau Pays Signature de l'agent qui établit le mandat:</p>	<p>Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <p>(Monnaie du Pays d'encaissement)</p>		

Remboursements, Vienne 1964, art. 105, § 1 — Dimensions: 148 x 105 mm, couleur blanche

(Verso)

<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>	
<p>Quittance du bénéficiaire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:, le 19.....</p>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 100%;"> <p style="text-align: center;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center;">N°</p> </div>	<p style="text-align: center;">Signature du bénéficiaire:</p> <p style="text-align: right;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 100px; height: 100px; margin: 10px auto;"></div>

ADMINISTRATION DES POSTES

R 5

d

**COMPTE PARTICULIER
des mandats de remboursement**

payés par l'Administration d.....

pour le compte de l'Administration d.....

pendant le mois d..... 19.....

N° courant	N° d'émission	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant des mandats		Mandats transmis par la voie aérienne Taxe fixe à bonifier		Observations
1	2	3	4	5		6		7
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								
13								
14								
15								
16								
17								
18								
19								
20								
21								
22								
23								
24								
25								
Totaux								
A déduire:								
1/4% du total de la colonne 5								
Quote-part fixe (..... c par mandat)								
Taxe fixe de renvoi par avion des mandats de remboursement (colonne 6)								
Reste au profit de l'Administration d.....								

Remboursements, Vienne 1964, art. 113, § 1 — Dimensions: 210 x 297 mm

LISTE DES ÉTATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT, OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE, OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION FAITE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5, DE LA CONSTITUTION

ARGENTINE	23 juin	1967
AUTRICHE	23 décembre	1965
BELGIQUE	4 novembre	1965 A
CHINE	6 septembre	1966
CONGO (RÉPUBLIQUE DU)	7 septembre	1966 A
CÔTE D'IVOIRE	28 octobre	1965 A
DANEMARK	23 décembre	1965
ESPAGNE	9 novembre	1966
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)		
FINLANDE	17 décembre	1965
FRANCE	22 janvier	1966 A
(Y compris l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer.)		
GABON	27 janvier	1967 A
HAUTE-VOLTA	4 février	1967 A
HONGRIE ¹	2 mai	1967 A
ISLANDE	10 août	1965
JAPON	22 juillet	1965 A
LAOS	25 septembre	1967 A
LESOTHO	6 septembre	1967 a*
LIECHTENSTEIN	5 octobre	1967
LUXEMBOURG	29 décembre	1965
MADAGASCAR	25 août	1965 A
MALI	18 décembre	1965
MAROC	7 avril	1967 A
MAURITANIE	22 mars	1967 a*
NIGER	8 février	1966 A
NORVÈGE	1 ^{er} décembre	1965 A
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	30 juin	1967
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27 juin	1966
(Avec une déclaration suivant laquelle l'Arrangement est également applicable au <i>Land</i> de Berlin.)		
SAINT-MARIN	11 octobre	1967 A
SÉNÉGAL	26 septembre	1967
SUÈDE	13 décembre	1966
SUISSE	4 février	1966
SYRIE	18 novembre	1966

¹ Avec déclaration, dont le texte a été publié à la suite de la liste des États ayant ratifié la Constitution ou y ayant adhéré ; voir vol. 611, p. 58.

TCHÉCOSLOVAQUIE ¹	20 mai	1966
THAÏLANDE	10 mai	1966 <i>A</i>
TOGO	28 août	1967 <i>A</i>
TUNISIE	13 septembre	1966

¹ Avec déclaration, dont le texte a été publié à la suite de la liste des États ayant ratifié la Constitution ou y ayant adhéré ; voir vol. 611, p. 58.

VIII

AGREEMENT CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS.
SIGNED AT VIENNA, ON 10 JULY 1964

AGREEMENT CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

1. Subject of the Agreement.

Chapter II

GENERAL CONDITIONS. CHARGES. TRANSFER OF FUNDS

2. Items admitted.
3. Conditions of admission.
4. Maximum amount.
5. Currency.
6. Method of settling with the sender.
7. Methods of exchange of trade-charge money orders.
8. Charges.
9. Cancellation or modification of the amount of the trade charge.
10. Trade-charge money orders.
11. Payment of trade-charge money orders relating to parcels.
12. Non-payment to the payee.

Chapter III

RESPONSIBILITY

13. Principle and extent of responsibility.
14. Exceptions.
15. Payment of indemnities. Claims. Time-limit for claims.
16. Determination of responsibility with regard to collection.
17. Return to the sender of an item delivered to the addressee without collection of the amount of the trade charge.

Chapter IV

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

18. Allocation of charges in case of settlement of the trade charge by money order.
19. Application of the Convention and of certain Agreements.
20. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations.
21. Entry into force and duration of the Agreement.

AGREEMENT¹ CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS

Having regard to article 22, para. 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the Member Countries of the Union, have, by common consent and subject to the provisions of article 25, para. 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 1

SUBJECT OF THE AGREEMENT

The present Agreement regulates the exchange of cash-on-delivery items which the contracting Countries agree to institute in their reciprocal relations.

Chapter II

GENERAL CONDITIONS. CHARGES. TRANSFER OF FUNDS

Article 2

ITEMS ADMITTED

1. Registered letter post items, insured letters and boxes, and postal parcels which satisfy the conditions prescribed respectively by the Convention, the Agreement concerning insured letters and boxes, or the Agreement concerning postal parcels may be sent as cash-on-delivery items.
2. The Administrations have the option of admitting to the cash-on-delivery items service only certain of the categories of items mentioned above.

Article 3

CONDITIONS OF ADMISSION

Items with trade charges are subject to the conditions of admission and the charges applicable to the category to which they belong.

Article 4

MAXIMUM AMOUNT

Whatever may be the method of settlement, the amount of the trade charge may not exceed the maximum amount adopted in the Country of collection for the issue of money orders addressed to the Country of origin of the items, unless by common consent a higher maximum has been agreed upon.

¹ Put into effect on 1 January 1966, in accordance with article 21. See p. 63 of this volume for the list of States which have ratified or approved, or acceded to, the Agreement.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611, p. 68.

Article 5
CURRENCY

In the absence of any special agreement, the amount of the trade charge is expressed in the currency of the Country of origin of the item; nevertheless, in all cases of payment or transfer of the trade charge to a postal cheque account in the Country of collection, the amount is expressed in the currency of that Country.

Article 6
METHOD OF SETTLING WITH THE SENDER

Sums intended for the sender of items are sent to him:

- (a) By means of a "trade-charge money order", the amount of which may be credited to a postal cheque account in the Country of origin of the item, if this is permitted under the regulations of the Administration of that Country;
- (b) In cases where the Administrations concerned permit this procedure: by means of a transfer or payment to a postal cheque account either in the Country of collection or in the Country of origin of the item.

Article 7
METHODS OF EXCHANGE OF TRADE-CHARGE MONEY ORDERS

The exchange of trade-charge money orders may be effected, at the option of the Administrations, by means of cards or lists. In the former case, the orders are called "trade-charge card money orders" and in the latter case, "trade-charge list money orders".

Article 8
CHARGES

1. In addition to the charges prescribed in article 3, the sender pays in advance the following charges:

- (a) If he requests that the amount of the trade charge should be sent to him by means of a trade-charge money order:
 - (1) A maximum fixed charge of
 - 70 centimes when settlement is effected by card money order,
 - 1.10 francs when settlement is effected by list money order ;
 - (2) A proportional charge which may not exceed $\frac{1}{2}$ per cent of the amount of the trade charge. Each Administration is empowered to adopt, for the collection of the proportional charge, the scale best suited to its own service;
- (b) If he requests in addition that the trade-charge money order should be sent by air and in the absence of any special agreement between the Administrations concerned: a charge equal to that prescribed under article 37, para. 1, of the Convention for the return by air of the advice of delivery form:

- (c) If he requests that the amount of the trade charge should be transferred or paid to a postal cheque account either in the Country of collection or in the Country of origin of the item: a fixed charge not exceeding 30 centimes.

2. In addition, in the case of the transfers or payments referred to in para. 1 (c), the Administration of the Country of collection deducts from the amount of the trade charge the following charges:

- (a) A fixed charge not exceeding 30 centimes;
- (b) The charge, if any, applicable to transfers or payments in its internal service, when the transfers or payments are effected to the credit of a postal cheque account in the Country of collection;
- (c) The charge applicable to international transfers or payments, when the transfers or payments are effected to the credit of a postal cheque account in the Country of origin of the item.

Article 9

CANCELLATION OR MODIFICATION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE

1. The sender of a cash-on-delivery item may, subject to the provisions of article 26 of the Convention, request either total or partial cancellation of the amount of the trade charge or an increase therein. Where cancellation or modification of the amount of the trade charge is requested by telegraph, the registration fee is payable in addition to the telegraph charge.

2. In the case of an increase in the amount of the trade charge, the sender must pay, in respect of the increase, the proportional charge prescribed by article 8, para. 1 (a) (2); this charge is not collected if settlement is effected by payment or transfer to a postal cheque account.

Article 10

TRADE-CHARGE MONEY ORDERS

1. Trade-charge money orders are admitted up to the maximum amount adopted in accordance with article 4.

2. With the reservations prescribed by the Detailed Regulations, trade-charge money orders are subject to the provisions of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.

Article 11

PAYMENT OF TRADE-CHARGE MONEY ORDERS RELATING TO PARCELS

Trade-charge money orders relating to cash-on-delivery parcels are paid to the senders in the conditions laid down by the Administration of origin of the item.

Article 12

NON-PAYMENT TO THE PAYEE

1. The amount of a trade-charge money order which has not been paid to the payee for any reason whatever is held at the payee's disposal by the Administration

of the Country of origin of the item; it accrues definitely to that Administration on the expiry of the legal period of validity in force in the said Country.

2. When, for any reason, payment or transfer to a postal cheque account requested in accordance with article 6 (b) cannot be effected, the Administration which has collected the amount converts it into a trade-charge money order in favour of the sender of the item.

Chapter III

RESPONSIBILITY

Article 13

PRINCIPLE AND EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. The Administrations are responsible for sums collected until the trade-charge money order has been duly paid or the amount has been duly entered to the credit of a postal cheque account.

2. In addition, Administrations are responsible, up to the amount of the trade charge, if they have delivered items without collection of the amount due or have collected an amount which is less than the amount of the trade charge.

3. Administrations assume no responsibility for delay in the collection or dispatch of funds.

Article 14

EXCEPTIONS

No indemnity is payable with respect to the amount of the trade charge:

- (a) If the failure to collect the charge is due to fault or negligence on the part of the sender;
- (b) If the item was not delivered because it falls within the prohibitions specified either by articles 16, paras. 8 and 11 (c), and 28, para. 1, of the Convention, or by articles 2, paras. 4 and 5, and 5 of the Agreement concerning insured letters and boxes, or by articles 24 (a), (2), (3), (5), (6), (7) and (b), and 28 of the Agreement concerning postal parcels;
- (c) If no application has been made within the period specified in article 35, para. 1, of the Convention.

Article 15

PAYMENT OF INDEMNITIES. CLAIMS. TIME-LIMIT FOR CLAIMS

1. The Administration of origin of the item must pay the indemnity; it may exercise its right to make a claim on the Administration responsible, which is bound to reimburse it, under the conditions prescribed by article 44 of the Convention, for the sums advanced on its account.

2. The last Administration to pay the indemnity has a claim, up to the amount of the indemnity, against the addressee, the sender or third parties.

3. Article 43 of the Convention concerning the periods for payment of the indemnity for the loss of a registered item applies, for all categories of cash-on-delivery items, to the payment of the sums collected or of the indemnity.

Article 16

DETERMINATION OF RESPONSIBILITY WITH REGARD TO COLLECTION

1. The Administration of collection is not responsible for any irregularities committed if it can:

- (a) Prove that fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the Country of origin;
- (b) Establish that, at the time of transfer to its service, the item and, in the case of a postal parcel, the dispatch note relating thereto did not bear the prescribed particulars.

2. Where responsibility cannot be clearly assigned to one of the two Administrations, the latter bear the loss in equal shares.

Article 17

RETURN TO THE SENDER OF AN ITEM DELIVERED TO THE ADDRESSEE WITHOUT COLLECTION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE

1. When the addressee has returned an item delivered to him without collection of the amount of the trade charge, the sender is advised that he may take possession of the item within a period of three months, provided that he waives payment of the amount of the trade charge or refunds the amount received under article 13, para. 2.

2. If the sender takes delivery of the item, the amount repaid is refunded to the Administration or Administrations which bore the loss.

3. If the sender refuses to take delivery of the item, it becomes the property of the Administration or Administrations which bore the loss.

Chapter IV

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 18

ALLOCATION OF CHARGES IN CASE OF SETTLEMENT OF THE TRADE CHARGE BY MONEY ORDER

Under the conditions fixed by the Detailed Regulations, the Administration of the Country of origin allocates:

- (a) To the collecting Administration a share of 35 centimes or 55 centimes for each trade-charge money order paid, according as the Administrations have adopted the trade-charge card money order system or the trade-charge list money order

system, and a proportional share of 1/4 per cent of the total amount of such orders;

- (b) If necessary, to the Administration responsible for the return of the trade-charge money order by air, the charge prescribed by article 8, para. 1 (b).

Article 19

APPLICATION OF THE CONVENTION AND OF CERTAIN AGREEMENTS

The Convention, the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques and the Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts, and also the Agreement concerning insured letters and boxes and the Agreement concerning postal parcels, apply, where appropriate, as regards everything not expressly provided for in the present Agreement.

Article 20

CONDITIONS FOR APPROVAL OF PROPOSALS CONCERNING THE PRESENT AGREEMENT AND ITS DETAILED REGULATIONS

1 To become effective, proposals submitted to Congress and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the Member Countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these Member Countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

- (a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of articles 1 to 10, 12 to 18, 20 and 21 of the present Agreement and of article 121 of its Detailed Regulations;
- (b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments to provisions other than those mentioned in sub-paragraph (a) ;
- (c) A majority of the votes, if they affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in article 32 of the Constitution.

Article 21

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 January 1966 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

IN WITNESS WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the contracting Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country of the seat of the Union. One copy shall be sent to each Party by the Government of the host Country of Congress.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by the same plenipotentiaries who signed the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Constitution, see United Nations Treaty Series, Vol. 611, pages 20 to 35.]

People's Republic of Albania
Democratic and Popular Republic of Algeria
Germany
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
Bolivia
Kingdom of Burundi
Kingdom of Cambodia
Federal Republic of Cameroon
Central African Republic
Chile
China
Republic of Colombia
Republic of the Congo (Brazzaville)
Republic of the Congo (Leopoldville)
Republic of the Ivory Coast
Republic of Cuba
Kingdom of Denmark
Dominican Republic
Spain
Spanish Territories in Africa
Republic of Finland
French Republic
The whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and
Telecommunications
Republic of Gabon
Greece
Republic of the Upper Volta
People's Republic of Hungary
Republic of Indonesia
Republic of Iraq
Republic of Iceland
Italy
Japan
Kingdom of Laos
Republic of Lebanon
Libya
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Malagasy Republic
Republic of Mali

Kingdom of Morocco
United States of Mexico
Principality of Monaco
Nicaragua
Republic of Niger
Norway
Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Surinam
People's Republic of Poland
Portugal
United Arab Republic
People's Republic of Romania
Republic of San Marino
Republic of Senegal
Somalia
Sweden
Swiss Confederation
Syrian Arab Republic
Republic of Chad
Socialist Republic of Czechoslovakia
Thailand
Togolese Republic
Tunisia
Turkey
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Republic of Venezuela
Viet-Nam
Yemen Arab Republic
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

- 101. Information to be supplied by the Administrations.
- 102. Forms for the use of the public.

Chapter II

POSTING OF ITEMS

- 103. Particulars to be shown on the items and on the dispatch notes.
- 104. Labels.
- 105. Forms to be attached to the items.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES
ACCORDED TO THE PUBLIC

- 106. Cancellation or modification of the amount of the trade charge.
- 107. Redirection.

Chapter IV

OPERATIONS AT THE COLLECTING OFFICE

- 108. Conversion. Treatment of payment documents.
- 109. Treatment of irregularities.
- 110. Period for payment.
- 111. Payment order forms destroyed, cancelled or replaced.
- 112. Card money orders undelivered or not cashed.

Chapter V

ACCOUNTING

- 113. Preparation and settlement of accounts relating to card money orders.

Chapter VI

SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO TRADE-CHARGE LIST
MONEY ORDERS

Art.

114. Offices of exchange for trade-charge list money orders.
115. Preparation and transmission of trade-charge lists.
116. Special trade-charge lists.
117. Verification and correction of trade-charge lists.
118. Payment of trade-charge list money orders.
119. Money orders undelivered or not cashed.
120. Preparation and settlement of accounts.

Chapter VII

FINAL PROVISIONS

121. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

ANNEXES

Forms : see "List of forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS

Having regard to article 22, para. 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,¹ the undersigned, on behalf of their respective Postal Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning cash-on-delivery items is implemented :

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 101

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY THE ADMINISTRATIONS

1. At least three months before implementing the Agreement, each Administration shall communicate to the other Administrations, through the International Bureau, all useful information concerning the cash-on-delivery items service.

2. Any amendment must be notified without delay.

Article 102

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

For the purpose of applying article 11, para. 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public:

R 3 (International trade-charge money order, letter post items and insured items service);

R 4 (International trade-charge money order, postal parcel service).

Chapter II

POSTING OF ITEMS

Article 103

PARTICULARS TO BE SHOWN ON THE ITEMS AND ON THE DISPATCH NOTES

1. Registered items, insured letters and boxes, postal parcels marked with trade charges and the corresponding dispatch notes shall bear very conspicuously on the address side, in the case of the items, the heading "*Remboursement*", followed by the amount of the trade charge expressed in Roman characters and Arabic figures, without erasure or correction, even if certified. The amount of the trade charge may not be written in pencil or copying-ink pencil; service instructions, however, may be written in copying-ink pencil.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611, p. 68.

2. In the entry in words of the amount of the trade charge, the name of the monetary units is written without abbreviation; where this entry relates to a currency which is based on the decimal system, fractions of a monetary unit may be expressed in figures only, but must be expressed in hundredths (or thousandths) by means of a number of two (or three) digits, including one zero (or two zeros) as necessary. Where the currency used is not based on the decimal system, the number and the name of the monetary units or fractions of a monetary unit are written out in full in words; in the entry of the amount in figures, the monetary units or fractions of a unit not mentioned in the amount in words are replaced by zeros.

3. If the sender requests the return of the trade-charge money order referred to in article 105 by air, the item and, in the case of a parcel, the dispatch note must be marked conspicuously with the words "*Renvoi du mandat de remboursement par avion*" [Return of the trade-charge money order by air].

4. The sender must show his name and address in Roman characters on the address side of the item and, in the case of a parcel, on the front of the dispatch note. When the sum collected is to be placed to the credit of a postal cheque account, the item and, where appropriate, the dispatch note must bear, in addition, on the address side, the following indication in French or in another language known in the Country of destination: "*A porter au crédit du compte courant postal n° ... de M. ... à ... tenu par le bureau de chèques de ...*" [To be credited to postal cheque account No. ... of M ... at ... kept by the cheque office of ...].

Article 104

LABELS

1. When marked with trade charges, registered items and insured letters and boxes must bear on the front an orange-coloured label R 1 in the form of the annexed specimen. The label C 4 prescribed in article 136, para. 4, of the Detailed Regulations for implementing the Convention (or the impression of the special stamp in place thereof) is applied as far as possible in the upper corner of the label R 1; nevertheless, Administrations are permitted to use, instead of the two labels specified above, a single label R 2 in the form of the annexed specimen, bearing in Roman characters the name of the office of origin, the letter "R", the serial number of the item, and an orange-coloured triangle on which appears the word "*Remboursement*".

2. Trade-charge postal parcels and their dispatch notes bear, on the address side, the label R 1.

Article 105

FORMS TO BE ATTACHED TO THE ITEMS

1. Save as provided in paras. 5 and 7 hereunder, every trade-charge item is accompanied by a trade-charge money order form of stout card identical with form R 3 annexed, light green in colour, in the case of a letter post item or an insured item, and identical with form R 4 annexed, white in colour, in the case of a parcel.

The money order form must indicate the amount of the trade charge in the currency of the Country of origin of the item and, as a general rule, show the sender of the item as payee of the money order.

2. When the amount of the trade-charge money order may be credited to a postal cheque account in the Country of origin of the item, the sender wishing to exercise this option must indicate on the money order, instead of his address, the holder and number of the postal cheque account and the office where that account is kept.

3. When the sender asks for the return of the trade-charge money order by air, he enters on the front of the form R 3 or R 4 the indication "*Renvoi par avion*" [Return by air]; the office of origin of the item also affixes to the form a blue "*Par avion*" [By air mail] label or stamp impression.

4. Each Administration has the option of having the money orders relating to items originating in its Country addressed to the office of origin of the item or to any other of its offices. In such cases, the name of the office is indicated on the form R 3 or R 4.

5. If the sender asks that the amount of the trade charge should be paid into a postal cheque account in the Country of collection, the item is accompanied, in the absence of any special agreement, by a payment note in the form prescribed under the regulations of that Country. This note must show the holder of the account to be credited and contain all other details required by the form, except the amount to be credited, which, after collection, will be entered by the Administration of destination of the item. If the payment note is provided with a coupon, the sender enters on it his name and address and any other details which he considers necessary.

6. The money order is securely attached to the item or, in the case of a parcel, to the dispatch note; the payment note, if any, is treated in the same way.

7. No form need be attached either to the item or to the dispatch note if the sender, in accordance with article 6 (b) of the Agreement, asks that the amount of the trade charge should be paid into a postal cheque account in the Country of origin of the item or transferred to a postal cheque account.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

Article 106

CANCELLATION OR MODIFICATION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE

1. All requests for cancellation or modification of trade charges are subject to the provisions of article 147 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. In the case of a request by telegraph, the request must be confirmed, by first post, by a postal request accompanied by the facsimile referred to in article 147, para. 1, aforementioned and bearing at the head the note underlined in coloured pencil: "*Confirmation de la demande télégraphique du ...*" [Confirmation of the telegraphic request dated ...]. The collecting office retains the item until the confirmation is received; however, the collecting Administration may on its own responsibility give effect to a telegraphic request without awaiting the postal confirmation.

3. If the amount of the trade charge is to be paid by means of a money order, the postal request for modification is accompanied by a new form R 3 or R 4 indicating the amended amount. In the case of a request by telegraph, the trade-charge money order is replaced by the collecting office under the conditions laid down in article 111.

4. If, on mailing the item, the sender has asked for the return of the trade-charge money order by air, the new money order form bears on the front the indication "*Renvoi par avion*" [Return by air] and also the blue "*Par avion*" [By air mail] label or stamp impression.

Article 107

REDIRECTION

1. Items marked with trade charges may be redirected if the new Country of destination maintains in its relations with the Country of origin an exchange of items of this kind; in that case, the trade-charge money order form remains attached to the item.

2. If the sender has asked that settlement be made by means of an entry to the credit of a postal cheque account and the new Country of destination does not permit that method of settlement, article 12, para. 2, applies. The new office of destination converts the amount of the trade charge into the currency of its Country, taking as the basis the rate specified in article 108, para. 1.

Chapter IV

OPERATIONS AT THE COLLECTING OFFICE

Article 108

CONVERSION. TREATMENT OF PAYMENT DOCUMENTS

1. In the absence of any special agreement, the amount of the trade charge expressed in the currency of the Country of origin of the item is converted into the currency of the collecting Country by the Postal Administration of the latter Country; that Administration uses the same rate of conversion as it uses for money orders drawn on the Country of origin of the item.

2. Immediately after collecting the amount of the trade charge, the collecting office, or any other office appointed by the collecting Administration, fills in the portion of the trade-charge money order headed "*Indications de service*" and, after impressing it with the date stamp of the office, sends it free of postage to the address shown or to its office of exchange, as the case may be.

3. In the event of redirection and subject to the provisions of article 107, para. 2, the new Administration of destination proceeds in the same manner as if the items had been forwarded to it direct.

4. If transmission by air mail has been requested by the sender, the trade-charge money order is dispatched by the first air mail.

5. In case of transfer or payment of the amount collected to a postal cheque account, the advice of transfer or payment to be sent to the account-holder must bear, on the front, the mention "*Remboursement*" and, on the back, the category, the number of the trade-charge item and, if necessary, the name of the addressee of the item.

6. The payment notes relating to trade-charge items of which the amount has to be credited to a postal cheque account in the collecting Country are treated according to the regulations of that Country.

Article 109

TREATMENT OF IRREGULARITIES

1. In case of difference between the indications of the amount of the trade charge appearing on the item, on the one hand, and on the money order or the payment note, on the other hand, the higher amount must be collected from the addressee.

2. If the addressee refuses to pay this amount, the item may, except as provided in para. 5 hereunder, be delivered against payment of the lower amount, provided that he undertakes to make a supplementary payment if necessary on receipt of the information which will be furnished by the Administration of origin; if he does not accept this condition, delivery of the item is suspended.

3. In all cases, a request for information is forwarded immediately, if possible by air, to the service indicated by the Administration of origin, which service must answer as soon as possible and as far as possible by air mail, stating the exact amount of the trade charge and applying the provisions of article 106, para. 3, where appropriate.

4. The dispatch of the trade-charge money order, the payment note or the transfer order is suspended pending receipt of the reply to the request for information.

5. When the addressee is travelling or has to go away, payment of the higher amount is always required; in case of refusal, the item is only delivered on receipt of the reply to the request for information.

Article 110

PERIOD FOR PAYMENT

1. The amount of the trade charge must be paid within a period of seven days, reckoning from the day after that of the arrival of the item at the collecting office; this period may be extended to one month at most when this is permitted under the legislation of the collecting Country.

2. The item, if registered or insured, is sent back to the office of origin on the expiry of the period for payment; the sender may, however, request, by a note, that the item should be returned immediately if the addressee does not pay the amount of the trade charge when the item is first tendered to him. The item is also returned immediately if the addressee categorically refuses to make any payment when the item is tendered to him.

3. On the expiry of the period for payment, the item, if a parcel, is treated in accordance with articles 27, 30, paras. 2 and 3, 32 and 33 of the Agreement concerning postal parcels; the sender may, however request that the instructions given by him in virtue of article 106, paras. 2 and 3, of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning postal parcels be carried out immediately if the addressee does not pay the amount of the trade charge when the item is first tendered to him. These instructions are also carried out immediately if the addressee categorically refuses to make any payment when the item is tendered. If the sender, in reply to a notice of non-delivery, has given instructions to the collecting office, the above-mentioned periods are reckoned from the day after that of the arrival of these instructions.

Article 111

PAYMENT ORDER FORMS DESTROYED, CANCELLED OR REPLACED

1. The following forms are destroyed by the collecting Administration:

- (a) Any trade-charge money order form which has become useless because of a difference between the indications of the amount of the trade charge or as a result of cancellation or modification of the amount;
- (b) Any payment note form which has become useless in case of cancellation of the amount of the trade charge.

2. Any form relating to an item returned to origin for any reason whatsoever is cancelled by the office which returns the item.

3. When the forms relating to items marked with trade charges are mislaid, lost or destroyed before collection, the collecting office prepares duplicates on the prescribed forms.

Article 112

CARD MONEY ORDERS UNDELIVERED OR NOT CASHED

1. Trade-charge money orders which it has not been possible to deliver to the payees are, after having been subjected, if necessary, to the formalities prescribed for extending the period of validity, receipted by the Administration of origin of the items to which the orders relate, and claimed from the Administration which has issued them.

2. The same rule applies to trade-charge money orders which have been delivered to the payees and not cashed. These orders must first be replaced by authorities to pay prepared by the Administration which has issued the money orders.

Chapter V

ACCOUNTING

Article 113

PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS RELATING
TO CARD MONEY ORDERS

1. In the absence of any special agreement, the accounts relating to trade-charge money orders paid are prepared on a form R 5 in the form of the annexed specimen.

2. If necessary, the amount of the charge for the return by air of trade-charge money orders, to be credited to the collecting Country, is entered on the form R 5 in a special column opposite each trade-charge money order paid.

3. In the absence of any special agreement, the forms R 5 may be used for trade-charge money orders relating to letter post items, insured items, or parcels.

4. The paid and receipted trade-charge money orders accompany the detailed account R 5. They are entered in alphabetical order of the offices of issue and in numerical order of their entry in the records of these offices, so far as possible in chronological order. The Administration which has prepared the account deducts from the total of its credit the amount of the charges accruing to the corresponding Administration in conformity with article 18 of the Agreement.

5. The balance of the account R 5 is added, as far as possible, to that of the monthly postal money order account for the same period. The verification and settlement of the account R 5 are effected in accordance with the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques and its Detailed Regulations.

Chapter VI

SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO TRADE-CHARGE
LIST MONEY ORDERS

Article 114

OFFICES OF EXCHANGE FOR TRADE-CHARGE LIST MONEY ORDERS

The exchange of "trade-charge list money orders" is effected exclusively through offices termed "offices of exchange" designated by the Administration of each of the contracting Countries.

Article 115

PREPARATION AND TRANSMISSION OF TRADE-CHARGE LISTS

1. Each office of exchange compiles daily, or on agreed dates, lists MP 2, stamped "*Remboursements*", enumerating the trade-charge list money orders which are sent to it by the collecting offices. If the orders are not attached, the category and number of the trade-charge item is indicated on the list MP 2, in the "*Observations*" [Remarks] column.

2. Each trade-charge money order entered on a list bears a serial number termed "international number"; this number is allotted from a yearly series beginning on 1 January or 1 July, as agreed between the Administrations concerned.

3. When the numbering changes, the next following list must bear, in addition to the number of the series, the last number of the previous series.

4. The lists themselves are numbered in regular numerical order, starting on 1 January or 1 July of each year.

5. The lists are forwarded to the corresponding office of exchange by first post, if possible by air mail, and, in the absence of any special agreement, they are not accompanied by the relative trade-charge list money orders.

6. The corresponding office of exchange acknowledges receipt of each list by entering a note to that effect on the next list it has to send in the opposite direction.

7. In the absence of any special agreement, one and the same list may be used in respect of trade charges relating to registered letter post items, insured letters and boxes, and parcels.

Article 116

SPECIAL TRADE-CHARGE LISTS

A special list MP 2 must be prepared for each of the following categories of money orders:

- (a) Orders exempt from charges as referred to in article 8 of the Convention and in article 7 of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers'

- cheques; the list must be headed "*Mandats exempts de taxe*" [Money orders exempt from charge];
- (b) Orders of which the sender of the item has requested dispatch by air mail; the list must be marked "*Mandats par avion*" [Air-mail money orders] and must be dispatched by the first air mail.

Article 117

VERIFICATION AND CORRECTION OF TRADE-CHARGE LISTS

The operations of checking and correcting the amounts and particulars entered in the trade-charge lists and the treatment of other irregularities are subject to article 127 of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.

Article 118

PAYMENT OF TRADE-CHARGE LIST MONEY ORDERS

On receipt of a list MP 2, the office of exchange of the Country of origin of the item effects payment, by means of a form prescribed by its own Administration according to its requirements, to the payees of the trade-charge list money orders.

Article 119

MONEY ORDERS UNDELIVERED OR NOT CASHED

1. Trade-charge money orders entered in the lists in respect of which it has not been possible to deliver the payment documents to the payees become the property of the Administration of origin of the items.
2. The same rule applies to payment documents which have been delivered to the payees and not cashed.

Article 120

PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS

1. Subject to the special provisions hereunder, trade-charge list money orders are governed, as concerns the preparation and settlement of accounts, by the provisions relating to list money orders contained in the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.
2. Each Administration of origin of trade-charge items prepares at the end of each month, for each of the Administrations of destination, a monthly account R 5. The totals of the lists received during the month are recapitulated in this account.
3. The Administration which has prepared the account deducts from the total the amount of the charges which accrue to the corresponding Administration in accordance with article 18 of the Agreement.
4. If necessary, the amount of the charge for the return by air of trade-charge money orders, to be credited to the collecting Country, is entered on the form R 5 in a special column.

5. The balance of the account R 5 is added, as far as possible, to that of the monthly money order account for the same period. The verification and settlement of the account R 5 are effected in accordance with the provisions of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques and its Detailed Regulations.

Chapter VII

FINAL PROVISIONS

Article 121

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning cash-on-delivery items comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Parties concerned.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement; see p. 44 of this volume.)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
R 1	"Remboursement" label	art.104, § 1
R 2	"R" label, combined with the name of the office of origin, the number of the item and the triangle bearing the mention "Remboursement"	art.104, § 1
R 3	International trade-charge money order (letter post items and insured items service)	art.105, § 1
R 4	International trade-charge money order (parcel post service)	art.105, § 1
R 5	Detailed account of trade-charge money orders	art.113, § 1

ANNEXES:

FORMS R 1 to R 5

R 1



(C.O.D., Vienna 1964, art. 104, § 1 — Size: base 37 mm, height 18 mm; colour orange)

R 2



(C.O.D., Vienna 1964, art. 104, § 1 — Size: 37 × 13 mm; colour of triangle: orange)

(Front)

<p>Coupon (May be detached by the payee of the money order)</p> <p>Amount of the trade charge</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <p>(in Arabic figures)</p> <p>for parcel No.</p> <p>posted on 19.....</p> <p>at</p> <p>by</p> <p>to the address of</p> <p>.....</p> <p>at</p> <p>Stamp of office of issue</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto;"></div>	<p style="text-align: right;">R 4</p> <p>Country of destination of parcel marked with a trade charge }</p> <p style="text-align: center;">Parcel post service</p> <p style="text-align: center;">INTERNATIONAL TRADE-CHARGE MONEY ORDER</p> <p style="text-align: center;">for the sum of</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center;">(in Arabic figures)</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center;">(the units in letters in Roman characters)</p> <p>for parcel No. - dispatched on 19.....</p> <p>Payable to</p> <p>Street and number</p> <p>Place of destination</p> <p>Country of destination</p> <p style="text-align: center;">Service particulars (1)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%;">Number</td> <td style="width: 15%;">Date</td> <td style="width: 15%;">Office</td> <td style="width: 15%;">Country</td> <td style="width: 15%; border-left: 1px solid black;">of issue</td> <td style="width: 20%;"></td> </tr> <tr> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> <td style="border-left: 1px solid black;">.....</td> <td></td> </tr> </table> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p style="text-align: center;">Sum collected</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center;">(Currency of the Country of collection)</p> </div> <p>Signature of the official preparing the money order:</p> <p>(1) To be filled in by the Administration of destination of the parcel after collection of the amount of the trade charge.</p>	Number	Date	Office	Country	of issue		
Number	Date	Office	Country	of issue									
.....									

(C.O.D., Vienna 1964, art. 105, § 1—Size: 148×105 mm, colour: white)

R 4 (Back)

	<p>(Reserved for endorsements, if any)</p>			
	<p>Receipt by the payee</p> <p>.....</p> <p>Received the sum indicated overleaf.</p> <p>Place: 19.....</p> <p>Signature of the payee:</p>			
	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Register of arrival</p> <p>No.</p> </td> <td style="width: 40%;"></td> <td style="width: 30%; text-align: right;"> <p>Stamp of paying office</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto;"></div> </td> </tr> </table>	<p style="text-align: center;">Register of arrival</p> <p>No.</p>		<p>Stamp of paying office</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto;"></div>
<p style="text-align: center;">Register of arrival</p> <p>No.</p>		<p>Stamp of paying office</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto;"></div>		

POSTAL ADMINISTRATION

R 5

of

**DETAILED ACCOUNT
of trade-charge money orders**

paid by the Administration of

on behalf of the Administration of

during the month of 19.....

No.	No. of issue	Date of issue	Issuing office	Amount of the money orders		Money orders sent by air Fixed charge to be credited		Remarks
1	2	3	4	5		6		7
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								
13								
14								
15								
16								
17								
18								
19								
20								
21								
22								
23								
24								
25								
Total								
Less:								
1/4% of the total of column 5								
Fixed share (. c per money order)								
Fixed charge for return of trade charge money orders by air (col. 6)								
Balance in favour of the Administration of								

(C.O.D., Vienna 1964, art. 113, § 1 — Size: 210×297 mm)

LIST OF STATES WHICH HAVE RATIFIED, APPROVED (A), OR ACCEDED (a) TO, THE AGREEMENT, INDICATING THE DATE OF DEPOSIT OF THE INSTRUMENT WITH THE GOVERNMENT OF SWITZERLAND OR, DENOTED BY AN ASTERISK, THE DATE OF NOTIFICATION OF ACCESSION ISSUED BY THE LATTER GOVERNMENT UNDER ARTICLE 11 (5) OF THE CONSTITUTION

ARGENTINA	23 June	1967
AUSTRIA	23 December	1965
BELGIUM	4 November	1965 A
CHINA	6 September	1966
CONGO (REPUBLIC OF)	7 September	1966 A
CZECHOSLOVAKIA ¹	20 May	1966
DENMARK	23 December	1965
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY	27 June	1966
(With a declaration that the Agreement shall apply to <i>Land</i> Berlin.)		
FINLAND	17 December	1965
FRANCE	22 January	1966 A
(Including the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications.)		
GABON	27 January	1967 A
HUNGARY ¹	2 May	1967 A
ICELAND	10 August	1965
IVORY COAST	28 October	1965 A
JAPAN	22 July	1965 A
LAOS	25 September	1967 A
LESOTHO	6 September	1967 a*
LIECHTENSTEIN	5 October	1967
LUXEMBOURG	29 December	1965
MADAGASCAR	25 August	1965 A
MALI	18 December	1965
MAURITANIA	22 March	1967 a*
MOROCCO	7 April	1967 A
NIGER	8 February	1966 A
NORWAY	1 December	1965 A
SAN MARINO	11 October	1967 A
SENEGAL	26 September	1967
SPAIN	9 November	1966
(Including the Spanish Territories of Africa.)		
SWEDEN	13 December	1966
SWITZERLAND	4 February	1966
SYRIA	18 November	1966
THAILAND	10 May	1966 A

¹ With declaration, the text of which has been reproduced following the list of States which have ratified, or acceded to, the Constitution ; see Vol. 611, p. 102.

TOGO	28 August	1967 <i>A</i>
TUNISIA	13 September	1966
UNITED ARAB REPUBLIC	30 June	1967
UPPER VOLTA	4 February	1967 <i>A</i>

No. 8851

UNIVERSAL POSTAL UNION

**Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc.
(with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10
July 1964**

Official text: French.

Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Arrangement concernant les recouvrements (avec Règlement
d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964**

Texte officiel français.

Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1^{er} décembre 1967.

IX

**ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVREMENTS.
SIGNÉ À VIENNE, LE 10 JUILLET 1964**

ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVREMENTS

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Valeurs admises à l'encaissement
3. Protêts. Poursuites
4. Monnaie

Chapitre II

DÉPÔT DES ENVOIS DE VALEURS À RECOUVRER

5. Forme et taxe de l'envoi
6. *Nombre de valeurs par envoi*
7. *Montant maximal*
8. Interdictions

Chapitre III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS
ACCORDÉES AU PUBLIC

9. Retrait des valeurs. Rectification du bordereau
10. Réexpédition

Chapitre IV

ENCAISSEMENT DES VALEURS. ENVOI DES FONDS ENCAISSÉS
À L'EXPÉDITEUR. RENVOI

11. Interdiction des paiements partiels
12. *Modes de règlement avec l'expéditeur*
13. Mandats de recouvrement
14. Modes d'échange des mandats de recouvrement
15. Non-paiement au bénéficiaire
16. *Taxes et droits*
17. Calcul de certaines taxes et détermination des sommes à envoyer
18. Renvoi des valeurs impayées, irrécouvrables ou mal dirigées

Chapitre V

RESPONSABILITÉ

Art.

19. Principe et étendue de la responsabilité

Chapitre VI

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

20. Attribution des taxes

21. Bureaux participant au service

22. Application de la Convention et de certains Arrangements

23. *Exception à l'application de la Constitution*24. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*

25. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES RECOUVREMENTS

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des *Pays-membres de l'Union*, vu l'article 22, § 4, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964², ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la *Constitution*, arrêté l'Arrangement suivant:

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article premier

OBJET DE L'ARRANGEMENT

Le présent Arrangement régit l'échange des valeurs à recouvrer que les Pays *contractants* conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Article 2

VALEURS ADMISES À L'ENCAISSEMENT

1. Sont admis à l'encaissement les quittances, factures, billets à ordre, traites, coupons d'intérêt et de dividende, titres amortis et, généralement, toutes valeurs commerciales ou autres, payables sans frais.

2. Les Administrations *ont la faculté de n'admettre à l'encaissement que certaines des catégories de valeurs mentionnées au § 1.*

Article 3

PROTÊTS. POURSUITES

Les *Administrations peuvent* se charger de faire protester les effets de commerce et de faire exercer des poursuites judiciaires au sujet de créances. Elles arrêtent, d'un commun accord, les dispositions nécessaires à cet effet.

Article 4

MONNAIE

Sauf entente spéciale, le montant des valeurs à recouvrer est exprimé dans la monnaie du Pays de recouvrement.

Chapitre II

DÉPÔT DES ENVOIS DE VALEURS A RECOUVRER

Article 5

FORME ET TAXE DE L'ENVOI

Le dépôt des valeurs à recouvrer est fait sous forme d'une lettre recommandée dûment affranchie, adressée directement par l'expéditeur au bureau de poste chargé d'encaisser les fonds.

¹ Mis à exécution le 1^{er} janvier 1966, conformément à l'article 25. Voir à la page 95 du présent volume la liste des États qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement ou qui y ont adhéré.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 17.

Article 6

NOMBRE DE VALEURS PAR ENVOI

Le nombre des valeurs susceptibles d'être insérées dans un même envoi n'est pas limité. Les valeurs peuvent être recouvrables sur des débiteurs différents, sous réserve qu'ils soient desservis par un même bureau de poste et que les recouvrements soient effectués au profit ou pour le compte d'une même *personne*. En outre, les valeurs insérées dans le même envoi doivent être *encaissables* à vue ou à la même *échéance*.

Article 7

MONTANT MAXIMAL

Le montant total à encaisser ne doit pas excéder par envoi le maximum admis par l'Administration de recouvrement pour l'émission des mandats de poste destinés au Pays d'origine de l'envoi, à moins que, d'un commun accord, un maximum plus élevé n'ait été convenu.

Article 8

INTERDICTIONS

Il est interdit ;

- a) de porter, sur les valeurs, des notes ne concernant pas l'objet du recouvrement ;
- b) de joindre aux valeurs des lettres ou des notes pouvant tenir lieu de correspondance entre le créancier et le débiteur ;
- c) de consigner, sur le bordereau d'expédition, des annotations autres que celles que comporte sa contexture.

Chapitre III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS
ACCORDÉES AU PUBLIC

Article 9

RETRAIT DES VALEURS. RECTIFICATION DU BORDEREAU

L'expéditeur peut, aux conditions fixées à l'article 26 de la Convention, soit retirer l'envoi, soit retirer les valeurs en totalité ou en partie, soit, en cas d'erreur, faire rectifier le bordereau d'expédition. *Pour les demandes télégraphiques de rectification d'un bordereau, la taxe de recommandation est due en sus de la taxe télégraphique.*

Article 10

RÉEXPÉDITION

1. La réexpédition des valeurs n'a lieu qu'à l'intérieur du Pays d'encaissement et dans les cas suivants :

- a) le débiteur a changé de résidence ;
- b) les valeurs sont adressées à des personnes habitant un point de la résidence desservi par un autre bureau ;

c) tous les débiteurs sont desservis par un autre bureau.

2. Elle est faite sans perception de taxe.

Chapitre IV

ENCAISSEMENT DES VALEURS. ENVOI DES FONDS ENCAISSÉS À L'EXPÉDITEUR. RENVOI

Article 11

INTERDICTION DES PAIEMENTS PARTIELS

Chaque valeur doit être payée intégralement et en une seule fois, sinon elle est considérée comme refusée.

Article 12

MODES DE RÈGLEMENT AVEC L'EXPÉDITEUR

Les fonds se rapportant à un même envoi et destinés à l'expéditeur des valeurs lui sont envoyés:

- a) soit par « mandat de recouvrement »;
- b) soit, dans le cas où les Administrations intéressées admettent ces procédés, par versement ou virement à un compte courant postal tenu soit dans le Pays de recouvrement, soit dans le Pays d'origine des valeurs.

Article 13

MANDATS DE RECOUVREMENT

1. Les mandats de recouvrement sont admis jusqu'au montant maximal adopté en vertu de l'article 7.

2. Sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de recouvrement sont soumis à l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 14

MODES D'ÉCHANGE DES MANDATS DE RECOUVREMENT

L'échange des mandats de recouvrement peut, au choix des Administrations, s'opérer au moyen de cartes ou de listes. Dans le premier cas, les titres sont dénommés « mandats-cartes de recouvrement » et dans le second cas « mandats-listes de recouvrement ».

Article 15

NON-PAIEMENT AU BÉNÉFICIAIRE

L'article 12 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement est applicable aux mandats de recouvrement et aux versements ou virements à des comptes courants postaux du montant des valeurs recouvrées.

Article 16

TAXES ET DROITS

1. Sauf application du § 3, les taxes ci-après sont prélevées sur le montant des valeurs encaissées :

- a) taxe fixe de 30 centimes par valeur recouvrée, dite « taxe d'encaissement »;
- b) taxe fixe de 30 centimes par valeur non recouvrée, dite « taxe de présentation »;
- c) taxes afférentes à l'envoi des fonds, savoir:
 - 1^o taxe afférente aux mandats, si l'envoi a lieu par mandat de recouvrement;
 - 2^o taxe interne applicable, le cas échéant, aux virements et aux versements lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le Pays de recouvrement;
 - 3^o taxe applicable aux virements ou aux versements internationaux lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine des valeurs;
- d) sauf entente spéciale et si l'expéditeur demande le renvoi par avion des documents de liquidation du recouvrement: surtaxe aérienne calculée en fonction du poids;
- e) s'il y a lieu, droits fiscaux applicables aux valeurs.

2. Les valeurs qui n'ont pu être mises en recouvrement par suite d'une irrégularité quelconque ou d'un vice d'adresse ne sont soumises ni à la taxe d'encaissement, ni à la taxe de présentation.

3. Si aucune des valeurs d'un envoi n'a pu être recouvrée ou si les sommes encaissées sont insuffisantes pour permettre le prélèvement intégral des taxes de présentation, celles-ci sont réclamées à l'expéditeur de l'envoi.

Article 17

CALCUL DE CERTAINES TAXES ET DÉTERMINATION DES SOMMES À ENVOYER

1. Les taxes visées à l'article 16, § 1, *lettre c)*, sont calculées sur la base des sommes restant après déduction des taxes d'encaissement et de présentation, de la surtaxe aérienne visée à l'article 16, § 1, *lettre d)*, et des droits fiscaux.

2. Le montant des fonds à envoyer à l'expéditeur des valeurs résulte de la différence entre les sommes encaissées et les taxes et droits prélevés.

Article 18

RENOI DES VALEURS IMPAYÉES, IRRÉCOUVRABLES OU MAL DIRIGÉES

1. A moins qu'elles ne puissent être réexpédiées en vertu de l'article 10 et qu'elles ne doivent être remises à un tiers désigné, les valeurs non recouvrées pour un motif quelconque sont renvoyées à l'expéditeur par l'intermédiaire du bureau d'origine.

2. Le renvoi a lieu en franchise de port, dans la forme et les délais prescrits par le Règlement.

3. L'Administration de recouvrement n'est tenue à aucune mesure conservatoire ni à aucun acte établissant le non-paiement des valeurs.

Chapitre V

RESPONSABILITÉ

Article 19

PRINCIPE ET ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ

1. Les Administrations postales sont responsables de la perte des valeurs, après l'ouverture des plis qui les contiennent soit dans le Pays d'encaissement, soit, lors de la restitution à l'expéditeur des valeurs non recouvrées, dans le Pays d'origine des valeurs.

2. L'Administration du Pays où la perte a eu lieu est tenue de rembourser à l'expéditeur le montant effectif du dommage causé, sans que ce montant puisse excéder celui de l'indemnité prévue à l'article 39 de la Convention.

3. Les *Administrations ne* sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards :

- a) dans la transmission ou la présentation des valeurs à recouvrer ;
- b) dans l'établissement des protêts ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application de l'article 3.

4. Sous réserve des dispositions qui précèdent, les articles 13 à 17 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement relatifs à la responsabilité des Administrations sont applicables au service des recouvrements, la notion de recouvrement étant substituée à celle de remboursement.

Chapitre VI

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 20

ATTRIBUTION DES TAXES

Chaque *Administration garde* en entier les taxes qu'elle a perçues, à l'exception de celles qui sont encaissées lors de l'émission des mandats de recouvrement, lesquelles donnent lieu à attribution conformément à l'article 28 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 21

BUREAUX PARTICIPANT AU SERVICE

Le service des valeurs à recouvrer doit être assuré par tous les bureaux de poste participant au service des mandats internationaux.

Article 22

APPLICATION DE LA CONVENTION ET DE CERTAINS ARRANGEMENTS

La Convention ainsi que l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et l'Arrangement concernant les virements postaux sont applicables, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Article 23

EXCEPTION À L'APPLICATION DE LA CONSTITUTION

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

Article 24

CONDITIONS D'APPROBATION DES PROPOSITIONS CONCERNANT LE PRÉSENT ARRANGEMENT ET SON RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

1. *Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.*

2. *Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir :*

- a) *l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications aux dispositions des articles 1 à 20 et 22 à 25 du présent Arrangement et 103 à 107, 110, 111, 113, §§ 1 à 6, 114, 115, §§ 1, 2 et 4, et 123 de son Règlement ;*
- b) *les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent et des articles 108, 112, 113, § 7, et 115, § 3, de son Règlement ;*
- c) *la majorité des suffrages, s'il s'agit de modifications aux autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.*

Article 25

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

FAIT à Vienne, le 10 juillet 1964.

Cet Arrangement a été signé au nom des États et des entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle :

[Voir aux pages 20 à 35 du volume 611 du Recueil des Traités des Nations Unies les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution.]

République populaire d'Albanie
République algérienne démocratique et populaire
Allemagne
République Argentine
République d'Autriche
Belgique
Bolivie
Royaume du Cambodge
République fédérale du Cameroun
République centrafricaine
Chili
République de Colombie
République du Congo (Brazzaville)
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
République du Dahomey
Royaume de Danemark
République Dominicaine
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
République française
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications
d'outre-mer
République Gabonaise
Grèce
République de Haute-Volta
République populaire hongroise
République d'Indonésie
Italie
Royaume du Laos
République libanaise
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République malgache
République du Mali
Royaume du Maroc
Principauté de Monaco
Nicaragua
République du Niger
Norvège
Paraguay
Pays-Bas

Antilles néerlandaises et Surinam
Portugal
République arabe unie
République populaire roumaine
République de Saint-Marin
République du Sénégal
Somalie
Confédération suisse
République du Tchad
Thaïlande
République togolaise
Tunisie
Turquie
République orientale de l'Uruguay
État de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
Viêt-Nam
République arabe du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVREMENTS

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les *Administrations*
- 102. Formules à l'usage du public

Chapitre II

DÉPÔT DES ENVOIS

- 103. Conditions à remplir par les valeurs
- 104. Constitution des envois de valeurs
- 105. Dépôt

Chapitre III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 106. Retrait des valeurs. Rectification du bordereau
- 107. Réexpédition
- 108. Réclamations. Demandes de renseignements

Chapitre IV

OPÉRATIONS AU BUREAU DE RECOUVREMENT

- 109. Vérification des envois
- 110. Traitement des envois comportant des annotations ou communications interdites
- 111. Présentation. Délai de paiement

Chapitre V

OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À LA PRÉSENTATION

- 112. Règlement de compte
- 113. Envoi des fonds par mandat
- 114. Règlement par versement ou virement à un compte courant postal
- 115. Opérations diverses

Chapitre VI

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES
DE RECOUVREMENT

Art.

- 116. Bureaux d'échange de mandats-listes de recouvrement
- 117. Établissement et transmission des listes de recouvrement
- 118. Listes spéciales de recouvrement
- 119. Vérification et rectification des listes de recouvrement
- 120. Paiement des mandats-listes de recouvrement
- 121. Mandats non remis ou non encaissés
- 122. Établissement et règlement des comptes

Chapitre VII

DISPOSITIONS FINALES

- 123. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules : voir la « Liste des formules »

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVREMENTS

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à *Vienne* le 10 juillet 1964¹, ont, au nom de leurs Administrations *postales* respectives, arrêté d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements :

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 101

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LES ADMINISTRATIONS

1. Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, un extrait de leurs lois ou de leur *réglementation* applicables au service des recouvrements, notamment en ce qui concerne l'encaissement des coupons d'intérêt ou de dividende et des titres amortis ; elles doivent aussi indiquer si elles se chargent de l'encaissement de ces coupons et de ces titres.

2. Toute modification doit être notifiée sans *retard*.

Article 102

FORMULES À L'USAGE DU PUBLIC

En vue de l'application de l'article 11, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules :

RP 1 (Bordereau des valeurs à recouvrer) ;

RP 2 (Enveloppe « valeurs à recouvrer »).

Chapitre II

DÉPÔT DES ENVOIS

Article 103

CONDITIONS À REMPLIR PAR LES VALEURS

Pour être mise en recouvrement, chaque valeur doit :

- a) énoncer la somme à recouvrer en caractères latins si elle est exprimée en lettres, et en chiffres arabes si elle est exprimée en chiffres ;
- b) indiquer le nom et l'adresse du débiteur ;
- c) porter l'indication de la date et du lieu de création de la valeur ;

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 17.

- d) s'il s'agit d'une lettre de change, d'un chèque ou d'un billet à ordre, porter la signature du tireur ou du souscripteur ;
- e) avoir été soumise au droit de timbre dans le Pays d'origine, si elle est sujette à ce droit ;
- f) *avoir au moins les dimensions minimales prévues pour les lettres à l'article 16, § 1, de la Convention.*

Article 104

CONSTITUTION DES ENVOIS DE VALEURS

1. Les valeurs à recouvrer composant un même envoi sont décrites sur un bordereau conforme au modèle RP 1 ci-annexé.

2. Les coupons d'intérêt ou de dividende se rapportant à des titres d'une même catégorie et à recouvrer à la même adresse doivent être relevés au préalable sur un bulletin spécial ; ils sont considérés dès lors comme ne formant qu'une seule valeur.

3. Si l'expéditeur demande le renvoi par avion des documents de liquidation du recouvrement, il doit l'indiquer sur le bordereau RP 1, à l'emplacement prévu.

4. Les valeurs accompagnées, le cas échéant, de leurs pièces justificatives (factures, connaissements, comptes de retour, actes de protêt, etc.) sont insérées, avec le bordereau d'envoi, dans une enveloppe conforme au modèle RP 2 ci-annexé. Cette enveloppe doit porter, outre le nom et l'adresse exacte de l'expéditeur, l'indication du bureau de recouvrement ; les annexes doivent être attachées à la valeur à laquelle elles se rapportent.

5. Tout envoi dont le montant doit être versé à un compte courant postal dans le Pays de recouvrement est accompagné, sauf entente spéciale, d'un bulletin de versement du modèle prescrit dans le service intérieur de ce Pays. Le bulletin doit indiquer le titulaire du compte à créditer et contenir les autres indications que comporte le texte de la formule, à l'exception de la somme qui sera inscrite par le bureau de recouvrement après encaissement. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y mentionne son nom et son adresse, ainsi que les autres indications qu'il juge nécessaires. Le bulletin de versement est inséré dans l'enveloppe RP 2.

6. Lorsque le montant du mandat de recouvrement peut être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi, l'expéditeur désireux de bénéficier de cette faculté doit mentionner, sur le bordereau RP 1, le titulaire et le numéro du compte courant postal ainsi que le bureau qui tient ce compte.

7. Les indications prescrites au § 6 sont également portées sur le bordereau RP 1 lorsque doit intervenir le service des chèques postaux pour les opérations effectuées au moyen de virements ou de versements dans le cas où les Administrations intéressées admettent ces procédés.

Article 105

DÉPÔT

1. L'enveloppe RP 2 contenant les documents visés à l'article 104, § 4, est close par l'expéditeur et déposée au guichet.

2. Si l'envoi a été trouvé à la boîte, dûment affranchi, il est traité comme s'il avait été déposé au guichet. Il n'est pas donné cours aux envois non ou insuffisamment affranchis.

Chapitre III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES
AU PUBLIC

Article 106

RETRAIT DES VALEURS. RECTIFICATION DU BORDEREAU

1. Sous réserve des compléments ci-après, l'article 147 du Règlement d'exécution de la Convention est applicable aux demandes de retrait de valeurs et aux demandes de rectification du bordereau d'envoi.

2. Toute demande de rectification d'un bordereau doit être accompagnée d'un duplicata de celui-ci.

3. Si cette demande est transmise par voie télégraphique, elle doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale portant en tête la mention soulignée au crayon de couleur « Confirmation de la demande télégraphique du ... » ; le duplicata visé au § 2 est joint à cette demande. Dès réception du télégramme, le bureau de recouvrement retient l'envoi et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

4. Toutefois, l'Administration de recouvrement peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre cette confirmation.

Article 107

RÉEXPÉDITION

1. Si la totalité d'un envoi de valeurs à recouvrer est réexpédiée, le bordereau est revêtu de la mention « Réexpédié par le bureau de ... ». Le bureau appelé à mettre les valeurs en recouvrement procède comme si elles lui avaient été adressées directement par l'expéditeur.

2. Si la réexpédition porte sur une partie des valeurs d'un envoi, le bureau de recouvrement de ces valeurs doit, sans opérer aucun prélèvement de taxes, envoyer la somme encaissée au bureau auquel le bordereau a été adressé par l'expéditeur ; il lui retourne les valeurs impayées, s'il y a lieu. Ce dernier bureau reste seul chargé du règlement des comptes avec l'expéditeur.

Article 108

RÉCLAMATIONS, DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Les réclamations et les demandes de renseignements sont soumises aux articles 150 à 152 du Règlement d'exécution de la Convention. Un duplicata du bordereau qui accompagnait les valeurs doit être fourni par l'expéditeur pour être transmis, avec la réclamation ou la demande de renseignements, au bureau de recouvrement.

Chapitre IV

OPÉRATIONS AU BUREAU DE RECOUVREMENT

Article 109

VÉRIFICATION DES ENVOIS

1. Le bureau de recouvrement vérifie les valeurs composant l'envoi, rapproche chacune d'elles des inscriptions correspondantes portées sur le bordereau et consigne sur celui-ci le résultat de la vérification.

2. Les valeurs régulières dont la présence est constatée et qui ne figurent pas sur le bordereau y sont inscrites d'office.

3. Si des valeurs inscrites sur le bordereau manquent, le bureau de recouvrement en informe immédiatement le bureau d'origine qui avise l'expéditeur.

4. Si des valeurs sont inscrites sur le bordereau pour un montant inexact ou si elles sont irrégulières, elles sont renvoyées immédiatement à l'expéditeur par l'intermédiaire du bureau d'origine, accompagnées d'une fiche indiquant le motif de la non-présentation et faisant connaître, en outre, que le règlement de compte des valeurs conservées sera effectué ultérieurement ; une fiche rappelant le renvoi antérieur des valeurs non présentées est jointe au bordereau RP 1 (2^e partie).

5. Les valeurs autres que celles qui sont visées aux §§ 3 et 4 sont mises normalement en recouvrement.

6. Si toutes les valeurs d'un envoi sont irrécouvrables, elles sont renvoyées accompagnées d'une note explicative et de la deuxième partie du bordereau.

7. Le renvoi des valeurs qui n'ont pu être mises en recouvrement a lieu sous enveloppe conforme au modèle RP 3 ci-annexé ; le pli est soumis à la recommandation d'office.

Article 110

TRAITEMENT DES ENVOIS COMPORTANT DES ANNOTATIONS
OU COMMUNICATIONS INTERDITES

1. Il n'est pas tenu compte des annotations ou notes interdites portées sur le bordereau. Les notes séparées ou les lettres sont traitées comme des lettres non affranchies en provenance du Pays d'origine et, en cas de recouvrement des valeurs, remises aux destinataires contre perception de la taxe exigible. En cas de refus de

paiement de cette taxe, ces notes ou ces lettres sont considérées comme *envois non distribuables* et renvoyées au bureau d'origine à l'appui du bordereau.

2. Lorsque des annotations interdites sont portées sur les valeurs elles-mêmes, celles-ci sont mises en recouvrement et livrées contre paiement de leur montant et de la taxe d'une lettre non affranchie provenant du Pays d'origine. En cas de refus de paiement de cette taxe, les valeurs peuvent être remises, mais la taxe exigible est prélevée sur les sommes recouvrées ; une note explicative est annexée au bordereau RP 1 (2^e partie).

Article 111

PRÉSENTATION. DÉLAI DE PAIEMENT

1. Les valeurs sont présentées aux débiteurs le jour de l'échéance, s'il y a lieu, ou le plus tôt possible.

2. Les valeurs impayées à présentation et dont le paiement n'a pas été formellement refusé par les débiteurs en personne sont laissées à la disposition des intéressés pendant un délai de sept jours à compter du lendemain du jour de la présentation ; ce délai peut être porté à un mois au maximum par les Administrations auxquelles leur législation en fait une obligation. Les débiteurs sont prévenus qu'ils peuvent venir se libérer au bureau pendant ces délais ; l'expéditeur peut toutefois demander, par une annotation sur le bordereau, qu'après une présentation infructueuse, les titres lui soient renvoyés immédiatement ou soient remis à des personnes nommément désignées à cet effet.

3. Les pièces justificatives visées à l'article 104, § 4, ne sont remises au débiteur qu'en cas de paiement des valeurs qu'elles concernent.

Chapitre V

OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À LA PRÉSENTATION

Article 112

RÈGLEMENT DE COMPTE

Le bureau de recouvrement établit le règlement de compte sur le bordereau RP 1 (2^e partie), en ayant soin de mentionner les indications que le déposant aurait omises et de biffer celles qui seraient inutiles.

Article 113

ENVOI DES FONDS PAR MANDAT

1. Le mandat-carte, revêtu au recto de la mention « Recouvrement », est transmis, sous enveloppe RP 3, au bureau de dépôt des valeurs, accompagné du bordereau RP 1 (2^e partie) et des valeurs non recouvrées.

2. Lorsque le montant du mandat de recouvrement peut être versé à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi et que l'expéditeur a demandé

à bénéficier de cette faculté, l'établissement du mandat, le renvoi des valeurs non recouvrées et le renvoi de la formule RP 1 (2^e partie) ont lieu conformément à l'article 114, §§ 2 et 3.

3. Dans les relations qui, pour le service des mandats, comportent l'intervention de bureaux d'échange, le pli est adressé au bureau d'échange compétent.

4. Si l'expéditeur a demandé le renvoi des documents de liquidation du recouvrement par voie aérienne, le pli, revêtu d'une étiquette « Par avion » et, s'il y a lieu, de l'affranchissement représentant la *surtaxe aérienne* autorisée par l'article 16, § 1, *lettre d)*, de l'Arrangement, est expédié par le *premier* courrier aérien.

5. Les plis visés aux §§ 1 à 4 sont soumis à la recommandation s'ils contiennent des valeurs non recouvrées. Les indications imprimées sur l'enveloppe RP 3 sont maintenues ou biffées en conséquence.

6. Lorsque des taxes sont à percevoir sur l'expéditeur soit par application de l'article 16, § 3, de l'Arrangement, soit en vertu de l'article 110 du présent Règlement, l'enveloppe RP 3 est frappée du timbre T et le montant des taxes à percevoir est indiqué en chiffres apparents au recto de l'enveloppe.

7. Lorsque le nom et l'adresse de l'expéditeur ne figurent ni sur l'enveloppe, ni sur le bordereau, ni sur les valeurs elles-mêmes, le bureau de destination, s'il n'a pu recueillir ces renseignements auprès du ou des débiteurs, prévient du fait le bureau d'origine, opère dans les conditions prévues ci-dessus et mentionne ce dernier bureau comme bénéficiaire sur le mandat de recouvrement.

Article 114

RÈGLEMENT PAR VERSEMENT OU VIREMENT À UN COMPTE COURANT POSTAL

1. En cas de versement ou de virement des fonds à un compte courant postal, l'avis de crédit ou de virement destiné au titulaire du compte doit porter la mention « Recouvrement ».

2. Lorsque l'organisation intérieure du bureau de recouvrement ne permet pas de virer les sommes recouvrées à un compte courant postal étranger, l'envoi des fonds est effectué par mandat de recouvrement ; mais, au lieu de l'adresse complète de l'expéditeur, le titre doit porter le nom du titulaire du compte suivi de la mention « Compte courant postal N° ..., tenu par le bureau de ... ». Le mandat est transmis directement au bureau de chèques intéressé.

3. Après accomplissement des opérations visées aux §§ 1 et 2 ci-dessus, le bordereau RP 1 (2^e partie) accompagné, le cas échéant, des valeurs non recouvrées est renvoyé au bureau d'origine de la façon indiquée à l'article 113, §§ 1 à 6.

Article 115

OPÉRATIONS DIVERSES

1. Les valeurs non recouvrées, jointes éventuellement au mandat émis en liquidation des valeurs recouvrées, sont renvoyées sous enveloppe RP 3 recommandée d'office dans les conditions fixées par l'article 113, §§ 1 à 6.

2. La cause du non-recouvrement est consignée, sans autre constatation, dans la forme prescrite par l'article 146, §§ 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention soit sur une fiche jointe aux titres, soit sur le bordereau RP 1 (2^e partie).

3. Les bordereaux RP 1 (2^e partie) manquants ou irréguliers sont réclamés ou renvoyés directement de bureau à bureau.

4. L'article 112 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement est applicable aux mandats de recouvrement.

Chapitre VI

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES DE RECOUVREMENT

Article 116

BUREAUX D'ÉCHANGE DES MANDATS-LISTES DE RECOUVREMENT

L'échange des « mandats-listes de recouvrement » a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits « bureaux d'échange » désignés par l'Administration de chacun des Pays *contractants*.

Article 117

ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES LISTES DE RECOUVREMENT

1. Chaque bureau d'échange *établit*, journallement ou à des dates convenues, des *listes MP 2* portant l'empreinte « Recouvrements » et récapitulant les valeurs recouvrées par les bureaux *d'encaissement*.

2. Tout mandat de recouvrement inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro d'ordre international ; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet.

3. Lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente.

4. Les listes sont elles-mêmes numérotées *selon* la suite naturelle des nombres, à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet de chaque année.

5. Les listes sont transmises au bureau d'échange correspondant par le premier courrier, autant que possible par avion, accompagnées des bordereaux RP 1 (2^e partie) auxquels sont jointes, le cas échéant, les valeurs non recouvrées.

6. Le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

Article 118

LISTES SPÉCIALES DE RECOUVREMENT

Une liste MP 2 spéciale, portant la mention « Recouvrements », doit être établie pour chacune des catégories suivantes de mandats :

- a) mandats en franchise visés tant à l'article 8 de la Convention qu'à l'article 7 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage ; la liste doit porter, en tête, les mots « Mandats exempts de taxe » ;
- b) mandats dont l'expéditeur du recouvrement a demandé l'acheminement par voie aérienne ; la liste doit porter la mention « Mandats par avion » et doit être acheminée par le premier courrier aérien.

Article 119

VÉRIFICATION ET RECTIFICATION DES LISTES DE RECOUVREMENT

Les opérations de vérification, de rectification des montants et des indications apportées dans les listes de recouvrement ainsi que le traitement des autres irrégularités sont soumis à l'article 127 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

Article 120

PAIEMENT DES MANDATS-LISTES DE RECOUVREMENT

Lors de la réception d'une liste MP 2, le bureau d'échange du Pays de dépôt des valeurs effectue, au moyen d'une formule que son Administration détermine selon ses convenances, le paiement aux bénéficiaires des mandats-listes de recouvrement.

Article 121

MANDATS NON REMIS OU NON ENCAISSÉS

1. Les mandats de recouvrement portés sur les listes mais dont les titres de paiement n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont attribués à l'Administration de dépôt des envois.
2. Il en est de même lorsqu'il s'agit de titres de paiement remis aux ayants droit mais dont les montants n'ont pas été encaissés.

Article 122

ÉTABLISSEMENT ET RÈGLEMENT DES COMPTES

1. Sous réserve des dispositions particulières ci-dessous, les mandats-listes de recouvrement sont soumis, en ce qui concerne l'établissement et le règlement des comptes, aux dispositions relatives aux mandats-listes contenues dans l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.
2. Chaque Administration d'origine des envois de recouvrement *établit* à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations de recouvrement, un compte mensuel MP 5 portant l'empreinte « Recouvrements ». Les totaux des listes reçues au cours du mois sont récapitulés sur ce compte.
3. L'Administration qui a *établi* le compte ajoute au total le montant des taxes qui lui reviennent en application de l'article 20 de l'Arrangement.
4. Le solde du compte MP 5 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats établi pour la même période. La vérification et le règlement du

compte MP 5 sont effectués selon les dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et de son Règlement d'exécution.

Chapitre VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 123

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les recouvrements.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

FAIT à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement ; voir p. 77 du présent volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
RP 1	Bordereau des valeurs à recouvrer	art.104, § 1
RP 2	Enveloppe «valeurs à recouvrer»	art.104, § 4
RP 3	Enveloppe { «Valeurs non recouvrées» } { «Mandat de liquidation de valeurs recouvrées» }	art.109, § 7

ANNEXES:

FORMULES RP 1 à RP 3

ADMINISTRATION DES POSTES

d

RP 1
1^{re} partie

BORDEREAU (1)
des valeurs à recouvrer

déposées au bureau de poste d.....

par

(Nom ou raison sociale)

rue n° à

Numéro d'ordre	Nom et adresse des débiteurs (2)	Montant des valeurs (2)	Date d'échéance (4)	Observations	Résultat de la vérification du bureau destinataire
1	2	3	4	5	6
1				
2				
3				
4				
5				
Total					

Mode de règlement choisi (5):

1° par mandat de recouvrement à l'adresse indiquée ci-dessus;

2° par mandat de recouvrement transmis par avion à l'adresse indiquée ci-dessus;

à inscrire au crédit du compte courant postal n°

3° par mandat de recouvrement (6)

4° par virement ou par bulletin de versement (7) } de

(Nom du bénéficiaire)

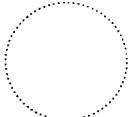
tenu par le bureau de chèques d.....

....., le 19.....

L'expéditeur:

.....

Timbre du bureau destinataire



Signature:

.....

(1) S'il y a plus de cinq valeurs recouvrables, employer un ou plusieurs bordereaux supplémentaires.

(2) Les valeurs pour des débiteurs différents doivent être encaissables par le même bureau.

(3) Le montant des valeurs doit, sauf accord contraire entre les Administrations intéressées, être exprimé en monnaie du Pays de recouvrement.

(4) Les valeurs ne peuvent être encaissables à différents jours d'échéance.

(5) Biffer ce qui ne convient pas.

(6) Cas du mandat à transmettre à un bureau de chèques dans le Pays d'origine.

(7) Cas du virement ou du versement à un compte courant postal tenu dans le Pays de recouvrement ou dans le Pays d'origine de l'envoi (joindre le bulletin de versement).

RP 1

ADMINISTRATION DES POSTES 2^e partie

d (*)

Timbre du bureau de recouvrement

BORDEREAU
à renvoyer à l'expéditeur

(*) { (Nom ou raison sociale)
rue n° à
Les valeurs décrites ci-dessous ont été expédiées le 19.....

Numéro d'ordre	Nom des débiteurs (*)	Montant des valeurs non recouvrées		Montant des valeurs recouvrées	
1	2	3	4	5	6
1	.....			
2	.....			
3	.....			
4	.....			
5	.....			
	Total des valeurs recouvrées				
	A déduire:				
	{ taxe d'encaissement				
	A. { taxe de présentation des valeurs impayées				
	{ droit de timbre				
	B. taxe (*) { du mandat				
	{ de virement				
	C. taxe de renvoi par avion des documents de liquidation				
	Total des déductions				
	Avoir de l'expéditeur.				

(*) { représenté par le mandat n° ci-joint.
porté par $\frac{\text{versement}}{\text{virement}}$ au crédit du compte courant postal n°, tenu par le bureau de chèques d.....

Les (*) valeurs non recouvrées sont jointes au présent bordereau.

(*) Si les documents de liquidation doivent être renvoyés par avion, revêtir ce bordereau de la mention très apparente « Renvoi par avion » et de l'étiquette ou d'une empreinte de couleur bleue « Par avion ».
 (*) A remplir par l'expéditeur.
 (*) Biffer ce qui ne convient pas.
 (*) En indiquer le nombre.

RECOMMANDÉ

RP 2

Cadre réservé à l'affranchissement

VALEURS A RECOURER

Bureau de poste

Expéditeur:

d _____

(Pays de destination)

Recouvrements, Vienne 1964, art. 104, § 4 Dimensions: 176 x 125 mm

ADMINISTRATION DES POSTES
d

Service des postes

RECOMMANDÉ (*)

(*)

RP 3
Timbre à date

(*)

VALEURS NON RECOUVRÉES
MANDAT DE LIQUIDATION
de valeurs recouvrées

Bureau de poste

d

(*) Si le mandat de liquidation doit être transmis par avion, coller l'étiquette « Par avion » et couvrir la surtaxe aérienne correspondante.
(*) A biffer si l'envoi ne contient aucune valeur non recouvrée.
(*) Biffer éventuellement ce qui ne convient pas.

(Pays de destination)

Recouvrements, Vienne 1964, art. 109, § 7 - Dimensions: 176 x 125 mm

LISTE DES ÉTATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT, OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE, OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION FAITE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5, DE LA CONSTITUTION

ARGENTINE	23 juin	1967
AUTRICHE	23 décembre	1965
BELGIQUE	4 novembre	1965 A
CONGO (RÉPUBLIQUE DU)	7 septembre	1966 A
CÔTE D'IVOIRE	28 octobre	1965 A
DANEMARK	23 décembre	1965
ESPAGNE	9 novembre	1966
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)		
FRANCE	22 janvier	1966 A
(Y compris l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer.)		
GABON	27 janvier	1967 A
HAUTE-VOLTA	4 février	1967 A
HONGRIE ¹	2 mai	1967 A
LAOS	25 septembre	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 octobre	1967
LUXEMBOURG	29 décembre	1965
MADAGASCAR	25 août	1965 A
MALI	18 décembre	1965
MAROC	7 avril	1967 A
MAURITANIE	22 mars	1967 a*
NIGER	8 février	1966 A
NORVÈGE	1 ^{er} décembre	1965 A
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	30 juin	1967
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27 juin	1966
(Avec une déclaration suivant laquelle l'Arrangement est également applicable au <i>Land</i> de Berlin.)		
SAINT-MARIN	11 octobre	1967 A
SÉNÉGAL	26 septembre	1967
SUISSE	4 février	1966
THAÏLANDE	10 mai	1966 A
TOGO	28 août	1967 A
TUNISIE	13 septembre	1966

¹ Avec déclaration, dont le texte a été publié à la suite de la liste des États ayant ratifié la Constitution ou y ayant adhéré; voir vol. 611, p. 58.

IX

AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS,
DRAFTS, ETC. SIGNED AT VIENNA, ON 10 JULY 1964

AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS,
DRAFTS, ETC.

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

1. Subject of the Agreement.
2. Documents accepted for collection.
3. Protest. Legal proceedings.
4. Currency.

Chapter II

POSTING OF PACKETS OF BILLS, ETC., TO BE COLLECTED

5. Form of and transmission fee for packets.
6. Number of bills, etc., per packet.
7. Maximum amount.
8. Prohibitions.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES
ACCORDED TO THE PUBLIC

9. Withdrawal of bills. Correction of the schedule.
10. Redirection.

Chapter IV

COLLECTION OF BILLS, ETC. TRANSMISSION TO SENDER
OF AMOUNTS COLLECTED. RETURN OF BILLS

11. Prohibition of partial payments.
12. Methods of settlement with the sender.
13. Collection money orders.
14. Methods of exchange of collection money orders.
15. Non-payment to payee.
16. Charges and dues.
17. Calculation of certain charges and determination of amounts to be transmitted.
18. Return of bills which have not been or cannot be collected or which have been mis-sent.

Chapter V

RESPONSIBILITY

Art.

19. Principle and extent of responsibility.

Chapter VI

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

20. Allocation of charges.
21. Offices taking part in the service.
22. Application of the Convention and of certain Agreements.
23. Exception to the application of the Constitution.
24. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations.
25. Entry into force and duration of the Agreement.

AGREEMENT¹ CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC.

Having regard to article 22, para. 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the Member Countries of the Union, have, by common consent and subject to the provisions of article 25, para. 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement :

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 1

SUBJECT OF THE AGREEMENT

The present Agreement regulates the exchange of bills, etc., to be collected, which the contracting Countries agree to institute in their reciprocal relations.

Article 2

DOCUMENTS ACCEPTED FOR COLLECTION

1. The following documents are accepted for collection : receipts, invoices, promissory notes, bills, interest and dividend coupons, securities due for redemption, and in general every kind of commercial or other document payable free of cost.

2. The Administrations have the option of accepting for collection only certain of the categories of documents mentioned in para. 1.

Article 3

PROTEST. LEGAL PROCEEDINGS

Administrations may undertake to have trade bills protested and legal proceedings instituted in respect of debts. They shall draw up by agreement the necessary regulations for that purpose.

Article 4

CURRENCY

In the absence of any special agreement, the amount of the bills, etc., to be collected is expressed in the currency of the collecting Country.

¹ Put into effect on 1 January 1966, in accordance with article 25. See p. 126 of this volume for the list of States which have ratified or approved, or acceded to, the Agreement.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611, p. 17.

Chapter II

POSTING OF PACKETS OF BILLS, ETC., TO BE COLLECTED

Article 5

FORM OF AND TRANSMISSION FEE FOR PACKETS

Bills, etc., to be collected are posted in duly prepaid registered letters addressed direct by the sender to the post office which is to collect the amount.

Article 6

NUMBER OF BILLS, ETC., PER PACKET

The number of bills which may be placed in the same postal packet is not limited. The bills may be payable by different debtors, provided that the debtors are served by the same post office and that the bills are payable to or for account of the same person. In addition, the bills placed in the same packet must be payable at sight or fall due on the same date.

Article 7

MAXIMUM AMOUNT

The total amount to be collected must not exceed the maximum allowed by the collecting Administration for the issue of money orders to be sent to the Country of origin of the packet, unless a higher maximum has been fixed by common agreement.

Article 8

PROHIBITIONS

It is not permitted :

- (a) To make any notes on bills, etc., not relating to the subject of the bill or security ;
- (b) To attach to bills, etc., letters or notes which might take the place of correspondence between the creditor and the debtor ;
- (c) To make any entries on the schedule of amounts to be collected other than those required by the wording of the form.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES
ACCORDED TO THE PUBLIC

Article 9

WITHDRAWAL OF BILLS. CORRECTION OF THE SCHEDULE

The sender may, subject to the conditions laid down in article 26 of the Convention, withdraw the packet or all or some of the bills or, in case of error, correct the covering schedule. Where correction of a schedule is requested by telegraph, the registration fee is payable in addition to the telegraph charge.

Article 10

REDIRECTION

1. Bills may be redirected only within the Country of collection and in cases where :

- (a) The debtor has moved to another address ;
- (b) The bills are addressed to persons who live in a place in the district which is served by another office ;
- (c) All the debtors are resident in the area of another office.

2. No charge is made for redirection.

Chapter IV

COLLECTION OF BILLS, ETC. TRANSMISSION TO SENDER
OF AMOUNTS COLLECTED. RETURN OF BILLS

Article 11

PROHIBITION OF PARTIAL PAYMENTS

Each bill, etc., must be paid in full and at one time ; otherwise it is considered to be refused.

Article 12

METHODS OF SETTLEMENT WITH THE SENDER

The funds relating to any one packet and intended for the sender of the bills, etc., are transmitted to him :

- (a) By means of a "collection money order" ; or
- (b) If the Administrations concerned permit these methods, by means of a payment or transfer to a postal cheque account either in the Country of collection or in the Country of origin of the bills.

Article 13

COLLECTION MONEY ORDERS

1. Collection money orders relating to the collection of bills, etc., may not exceed the maximum adopted under article 7.

2. Subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, collection money orders are governed by the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.

Article 14

METHODS OF EXCHANGE OF COLLECTION MONEY ORDERS

The exchange of collection money orders may be effected, at the option of the Administrations, by means of cards or lists. In the former case, the orders are

called "collection card money orders" and, in the latter case, "collection list money orders".

Article 15

NON-PAYMENT TO PAYEE

Article 12 of the Agreement concerning cash-on-delivery items applies to collection money orders and to payments or transfers to postal cheque accounts of the amount of the bills, etc., collected.

Article 16

CHARGES AND DUES

1. Without prejudice to the provisions of para. 3, the following charges are deducted from the amount of the bills collected :

- (a) The fixed charge of 30 centimes for each bill collected, known as the "collection charge" ;
- (b) The fixed charge of 30 centimes for each bill not collected, known as the "presentation charge" ;
- (c) The charges relating to the transmission of the funds, viz. :
 - (1) The charge in respect of money orders, if the funds are transmitted by means of a collection money order ;
 - (2) The internal charge, if any, applicable to transfers and payments if the transfers and payments are effected to the credit of a postal cheque account in the Country of collection ;
 - (3) The charge applicable to international transfers or payments, if the transfers or payments are effected to the credit of a postal cheque account in the Country of origin of the bills ;
- (d) In the absence of any special agreement and if the sender requests the return by air mail of the documents relating to the payment of the bill : the air mail surcharge calculated according to weight ;
- (e) The fiscal dues, if any, applicable to the bills.

2. Bills which it has not been possible to collect owing to irregularities of any kind or to an imperfect address are not liable either to the collection charge or to the presentation charge.

3. If it has not been possible to collect any of the bills in a packet or if the amount collected is insufficient to enable the presentation charge, etc., to be deducted in full, these charges are claimed from the sender.

Article 17

CALCULATION OF CERTAIN CHARGES AND DETERMINATION OF AMOUNTS TO BE TRANSMITTED

1. The charges referred to in article 16, para. 1 (c), are calculated on the basis of the amount remaining after deduction of the collection and presentation charges, the air mail surcharge referred to in article 16. para. 1 (d), and the fiscal dues.

2. The amount of the funds to be transmitted to the sender of the bills is the difference between the amounts collected and the charges and dues deducted.

Article 18

RETURN OF BILLS WHICH HAVE NOT BEEN OR CANNOT BE COLLECTED
OR WHICH HAVE BEEN MIS-SENT

1. Unless they can be redirected pursuant to article 10 and unless they have to be handed over to a third party named in advance, bills not collected for any reason are returned to the sender through the office of origin.

2. The bills are returned post free, in the manner and within the time-limits laid down in the Detailed Regulations.

3. The collecting Administration is not bound to take any interim measures of protection, or to issue any document certifying that the bills have not been paid.

Chapter V

RESPONSIBILITY

Article 19

PRINCIPLE AND EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. The Postal Administrations are responsible for the loss of bills, etc., after the opening of the packets containing them either in the Country of collection or, when uncollected bills are returned to the sender, in the Country of origin of the bills.

2. The Administration of the Country in which the loss occurs is bound to refund to the sender the actual amount of the loss entailed, though such amount may not exceed the amount of the indemnity provided for in article 39 of the Convention.

3. The Administrations are not in any way responsible for delay in:

- (a) The transmission or presentation of bills for collection;
- (b) The protesting of bills or the institution of legal proceedings under the provisions of article 3.

4. Subject to the foregoing provisions, articles 13 to 17 of the Agreement concerning cash-on-delivery items relating to the responsibility of the Administrations apply to the bill collection service, the notion of the collection of bills, etc., being substituted for that of the collection of trade charges.

Chapter VI

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 20

ALLOCATION OF CHARGES

Each Administration keeps the whole of the charges it has levied, with the exception of those collected on the issue of collection money orders, which are allo-

cated in accordance with the provisions of article 28 of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.

Article 21

OFFICES TAKING PART IN THE SERVICE

The service of bills for collection must be effected by all post offices taking part in the international money order service.

Article 22

APPLICATION OF THE CONVENTION AND OF CERTAIN AGREEMENTS

The Convention, the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques and the Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts are applicable, where appropriate, by analogy, whenever the present Agreement does not specifically apply.

Article 23

EXCEPTION TO THE APPLICATION OF THE CONSTITUTION

Article 4 of the Constitution does not apply to the present Agreement.

Article 24

CONDITIONS FOR APPROVAL OF PROPOSALS
CONCERNING THE PRESENT AGREEMENT AND ITS DETAILED REGULATIONS

1. To become effective, proposals submitted to Congress and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the Member Countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these Member Countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

- (a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of articles 1 to 20 and 22 to 25 of the present Agreement and 103 to 107, 110, 111, 113, paras. 1 to 6, 114, 115, paras. 1, 2 and 4, and 123 of its Detailed Regulations;
- (b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments to the provisions of the present Agreement other than those mentioned in the foregoing paragraph or articles 108, 112, 113, para. 7, and 115, para. 3, of its Detailed Regulations;
- (c) A majority of the votes if they involve amendments to the other articles of the Detailed Regulations or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in article 32 of the Constitution.

Article 25

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 January 1966 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

IN WITNESS WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the contracting Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country of the seat of the Union. One copy shall be sent to each Party by the Government of the host Country of Congress.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by the same plenipotentiaries who signed the Constitution of the Universal Postal Union :

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Constitution, see United Nations Treaty Series, Vol. 611, pages 20 to 35.]

People's Republic of Albania
Democratic and Popular Republic of Algeria
Germany
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
Bolivia
Kingdom of Cambodia
Federal Republic of Cameroon
Central African Republic
Chile
Republic of Colombia
Republic of the Congo (Brazzaville)
Republic of the Ivory Coast
Republic of Cuba
Republic of Dahomey
Kingdom of Denmark
Dominican Republic
Spain
Spanish Territories in Africa
French Republic
The whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and
Telecommunications
Republic of Gabon
Greece
Republic of the Upper Volta
People's Republic of Hungary
Republic of Indonesia
Italy
Kingdom of Laos
Republic of Lebanon
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Malagasy Republic
Republic of Mali
Kingdom of Morocco
Principality of Monaco
Nicaragua
Republic of Niger
Norway
Paraguay
Netherlands

Netherlands Antilles and Surinam
Portugal
United Arab Republic
People's Republic of Romania
Republic of San Marino
Republic of Senegal
Somalia
Swiss Confederation
Republic of Chad
Thailand
Togolese Republic
Tunisia
Turkey
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Republic of Venezuela
Viet-Nam
Yemen Arab Republic
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION
OF BILLS, DRAFTS, ETC.

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

- 101. Information to be supplied by the Administrations.
- 102. Forms for the use of the public.

Chapter II

POSTING OF PACKETS

- 103. Conditions to be complied with by bills.
- 104. Make-up of packets of bills.
- 105. Posting.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES
ACCORDED TO THE PUBLIC

- 106. Withdrawal of bills. Correction of the schedule.
- 107. Redirection.
- 108. Inquiries. Requests for information.

Chapter IV

OPERATIONS AT THE OFFICE OF COLLECTION

- 109. Checking of packets.
- 110. Treatment of packets containing notes or communications not permitted.
- 111. Presentation. Time-limit for payment.

Chapter V

OPERATIONS FOLLOWING PRESENTATION

- 112. Statement of account.
- 113. Transmission of funds by money order.
- 114. Settlement by payment or transfer to a postal cheque account.
- 115. Miscellaneous operations.

Chapter VI

SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO COLLECTION LIST
MONEY ORDERS

Art.

- 116. Offices of exchange for collection list money orders.
- 117. Preparation and transmission of collection lists.
- 118. Special collection lists.
- 119. Verification and correction of collection lists.
- 120. Payment of collection list money orders.
- 121. Money orders undelivered or not cashed.
- 122. Preparation and settlement of accounts.

Chapter VII

FINAL PROVISIONS

- 123. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

ANNEXES

Forms : see "List of forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION
OF BILLS, DRAFTS, ETC.

Having regard to article 22, para. 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,¹ the undersigned, on behalf of their respective Postal Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc., is implemented:

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 101

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY THE ADMINISTRATIONS

1. At least three months before implementing the Agreement, Administrations shall communicate to the other Administrations, through the International Bureau, a copy of their laws or internal regulations applicable to the collection service, especially as regards the cashing of interest or dividend coupons and of securities due for redemption; they shall also indicate whether they undertake to cash such coupons and securities.
2. Any amendment must be notified without delay.

Article 102

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

For the purpose of applying the provisions of article 11, para. 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public:

- RP 1 (Schedule of bills for collection);
- RP 2 ("Bills for collection" envelope).

Chapter II

POSTING OF PACKETS

Article 103

CONDITIONS TO BE COMPLIED WITH BY BILLS

In order to be accepted for collection, every bill must:

- (a) Show the amount to be collected, in Roman characters if written in words and in Arabic figures if written in figures;
- (b) State the name and address of the debtor;

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611, p. 17.

- (c) Bear an indication of the time and place of the drawing up of the bill;
- (d) In the case of a bill of exchange, cheque or promissory note, bear the signature of the drawer or maker;
- (e) Have paid the stamp duty in the Country of origin, if it is liable to that duty;
- (f) Be of at least the minimum dimensions prescribed for letters in article 16, para. 1, of the Convention.

Article 104

MAKE-UP OF PACKETS OF BILLS

1. All the bills for collection contained in the same packet are described on a schedule RP 1 in the form of the annexed specimen.

2. Interest or dividend coupons relating to securities of the same issue and to be paid at the same address must be entered beforehand on a special list; they are then regarded as forming a single bill.

3. If the sender requests that the documents relating to the collection of the bills should be returned by air mail, he must so indicate in the proper place on the schedule RP 1.

4. The bills, accompanied by any supporting documents (invoices, bills of lading, bankers' tickets, protests, etc.) are placed with the covering schedule in an envelope RP 2 in the form of the annexed specimen. This envelope must bear, in addition to the name and full address of the sender, the name of the office of collection; the enclosures must be attached to the bill to which they relate.

5. Any bill the amount of which is to be paid into a postal cheque account in the Country of collection is accompanied, in the absence of any special agreement, by a notice of payment made out in the form prescribed in the internal service of that Country. The notice must specify the holder of the account to be credited and contain the other particulars required by the text of the form, with the exception of the amount, which shall be entered by the collecting office after collection. If a coupon is attached to the notice of payment, the sender enters his name and address thereon and any other particulars he may consider necessary. The notice of payment is placed in the envelope RP 2.

6. When the amount of the collection money order may be credited to a postal cheque account in the Country of origin of the packet, the sender wishing to exercise this option must indicate, on the schedule RP 1, the holder and number of the postal cheque account and the office where that account is kept.

7. The particulars prescribed in para. 6 are also entered on the schedule RP 1 in cases where the postal cheque service will have to take action with respect to operations performed by means of transfers or payments, if the Administrations concerned permit these methods.

Article 105

POSTING

1. The envelope RP 2 containing the documents referred to in article 104, para. 4, is closed by the sender and handed over the counter.
2. If a packet is found in a letter-box fully prepaid, it is treated as though it had been handed over the counter. Any packet unpaid or insufficiently paid is not forwarded.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES
ACCORDED TO THE PUBLIC

Article 106

WITHDRAWAL OF BILLS. CORRECTION OF THE SCHEDULE

1. Subject to the supplementary provisions hereunder, article 147 of the Detailed Regulations for implementing the Convention applies to requests for withdrawal of bills and to requests for correction of the covering schedule.
2. Every request for the correction of a schedule must be accompanied by a duplicate of the schedule.
3. If this request is transmitted by telegraph, it must be confirmed, by the first post, by a postal request headed with the following words underlined in coloured pencil: "*Confirmation de la demande télégraphique du ...*" [Confirmation of the telegraphic request dated ...]; the duplicate referred to in para. 2 is attached to this request. On receipt of the telegram, the office of collection keeps back the packet and awaits the postal confirmation before complying with the request.
4. Nevertheless, the collecting Administration may on its own responsibility give effect to a telegraphic request without awaiting this confirmation.

Article 107

REDIRECTION

1. If an entire packet of bills for collection is redirected, the schedule is marked "*Réexpédié par le bureau de ...*" [Redirected by the office of ...]. The office which is required to collect the bills proceeds as if they had been addressed to it direct by the sender.
2. If the redirection applies to some only of the bills in the packet, the office responsible for collecting these bills must, without deducting any charges, send the amount collected to the office to which the schedule was addressed by the sender; it returns the unpaid bills, if any, to that office. The latter office is alone responsible for settling accounts with the sender.

Article 108

INQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

Inquiries and requests for information are subject to the provisions of articles 150 to 152 of the Detailed Regulations for implementing the Convention. A duplicate of the schedule which accompanied the bills must be supplied by the sender to be forwarded, together with the inquiry or the request for information, to the office of collection.

Chapter IV

OPERATIONS AT THE OFFICE OF COLLECTION

Article 109

CHECKING OF PACKETS

1. The office of collection checks the documents contained in the packet, compares each one with the corresponding entries on the schedule and notes on the schedule the result of the check.
2. Any documents which being in order are found in the packet and do not appear on the schedule are automatically entered thereon.
3. If documents entered on the schedule are not found, the office of collection immediately notifies the office of origin, which advises the sender.
4. If bills are entered on the schedule in a wrong amount or if they are not in order, they are returned immediately to the sender through the office of origin, together with a slip indicating the reason for non-presentation and stating in addition that the statement of account of the bills retained will be submitted later; a slip mentioning the previous return of bills not presented is attached to the schedule RP 1 (part 2).
5. Bills other than those referred to in paras. 3 and 4 are duly presented for collection.
6. If all the bills in a packet are uncollectable, they are returned together with an explanatory note and with part 2 of the schedule.
7. Bills which it has not been possible to collect are returned in an envelope RP 3 in the form of the annexed specimen; the packet is officially registered.

Article 110

TREATMENT OF PACKETS CONTAINING NOTES OR COMMUNICATIONS NOT PERMITTED

1. Prohibited notes or communications made on the schedule are ignored. Any separate notes or letters are treated as unpaid letters coming from the Country of origin and, in the case of bills to be collected, are delivered to the addresses on payment of the charge due; if payment of this charge is refused, these notes or letters

are regarded as undeliverable items and returned to the office of origin together with the schedule.

2. When prohibited notes are made on the bills themselves, the latter are sent for collection and delivered on payment of their amount and of the charge for unpaid letters coming from the Country of origin. If payment of this charge is refused, the bills may be delivered but the charge due is deducted from the amount collected; an explanatory note is attached to the schedule RP 1 (part 2).

Article 111

PRESENTATION. TIME-LIMIT FOR PAYMENT

1. Bills are presented to the debtors on the due date, if any, or as soon as possible.

2. Bills which are not paid when presented and payment of which is not categorically refused by the debtors in person are kept at the disposal of the persons concerned for a period of seven days reckoned from the day following the day of presentation; this period may be extended up to not more than one month by Administrations whose legislation so requires. The debtors are notified that they may come and discharge their obligations at the office during this period; the sender may, however, make a note on the schedule requesting that if the bills have once been presented and not paid they should be returned to him immediately or delivered to persons specified by name for the purpose.

3. The supporting documents referred to in article 104, para. 4, are not delivered to the debtor unless the bills to which they relate are paid.

Chapter V

OPERATIONS FOLLOWING PRESENTATION

Article 112

STATEMENT OF ACCOUNT

The office of collection makes out the statement of account on the schedule RP 1 (part 2), being careful to complete any entries which may have been omitted by the sender and to strike out any which are not required.

Article 113

TRANSMISSION OF FUNDS BY MONEY ORDER

1. The card money order, bearing the word "*Recouvrement*" [Collection] on the front, is transmitted in an envelope RP 3 to the office at which the bills were posted, together with the schedule RP 1 (part 2) and any unpaid bills.

2. When the amount of the collection money order may be paid into a postal cheque account in the Country of origin of the packet and the sender has asked to be allowed to exercise this option, the preparation of the money order, the return of

the unpaid bills and that of the form RP 1 (part 2) are effected in accordance with article 114, paras. 2 and 3.

3. Where the money order service is conducted through offices of exchange, the envelope is addressed to the office of exchange concerned.

4. If the sender has requested the return by air mail of the documents relating to the payment of the bills, the packet, bearing a "*Par avion*" [By air mail] label and, where necessary, postage in prepayment of the air-mail surcharge authorized under article 16, para. 1 (d), of the Agreement, is dispatched by the first air mail.

5. The packets referred to in paras. 1 to 4 are registered if they contain unpaid bills. The instructions printed on the envelope RP 3 are retained or struck out as required.

6. When a charge is due to be collected from the sender either under article 16, para. 3, of the Agreement or under article 110 of these Detailed Regulations, the envelope RP 3 is marked with the T stamp and the amount of the charge to be collected is clearly shown in figures on the front of the envelope.

7. When the name and address of the sender are not given on the envelope or on the schedule or on the bills themselves, the office of destination, if it is unable to obtain these particulars from the debtor or debtors, notifies the office of origin accordingly, proceeds in the manner described above and indicates the latter office as the payee on the collection money order.

Article 114

SETTLEMENT BY PAYMENT OR TRANSFER TO A POSTAL CHEQUE ACCOUNT

1. If the amounts are paid or transferred to a postal cheque account, the credit or transfer advice sent to the account-holder must be marked "*Recouvrement*" [Collection].

2. If the internal organization of the office of collection does not allow the transfer of the amounts collected to a foreign postal cheque account, the funds are dispatched by means of a collection money order; but the money order must bear, instead of the full address of the sender, the name of the account-holder followed by the words "*Compte courant postal n° ..., tenu par le bureau de ...*" [Postal cheque account No. ... kept by the office of ...]. The money order is forwarded direct to the postal cheque office concerned.

3. When the operations referred to in paras. 1 and 2 above have been carried out, the schedule RP 1 (part 2), accompanied by the unpaid bills, if any, is returned to the office of origin in the manner indicated in article 113, paras. 1 to 6.

Article 115

MISCELLANEOUS OPERATIONS

1. Bills, etc., which have not been collected, attached to the money order, if any, issued in payment of bills which have been collected, are returned in an officially registered envelope RP 3 as prescribed by article 113, paras. 1 to 6.

2. The reason for non-collection is stated, without further details, in the manner prescribed in article 146, paras. 1 to 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, either on a slip attached to the bills or on the schedule RP 1 (part 2).

3. Schedules RP 1 (part 2) missing or not in order are applied for or returned direct from office to office.

4. Article 112 of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning cash-on-delivery items applies to collection money orders.

Chapter VI

SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO COLLECTION LIST MONEY ORDERS

Article 116

OFFICES OF EXCHANGE FOR COLLECTION LIST MONEY ORDERS

The exchange of "collection list money orders" is effected exclusively through offices termed "offices of exchange" designated by the Administration of each of the contracting Countries.

Article 117

PREPARATION AND TRANSMISSION OF COLLECTION LISTS

1. Each office of exchange compiles daily, or on agreed dates, lists MP 2, stamped "*Recouvrements*", enumerating the bills, etc., collected by the offices of collection.

2. Each collection money order entered on a list bears a serial number termed "international number"; this number is allotted from a yearly series beginning on 1 January or 1 July, as agreed between the Administrations concerned.

3. When the numbering changes, the next following list must bear, in addition to the number of the series, the last number of the previous series.

4. The lists themselves are numbered in regular numerical order, starting on 1 January or 1 July of each year.

5. The lists are forwarded to the corresponding office of exchange by first post, if possible by air mail, accompanied by the schedules RP 1 (part 2), to which are attached the unpaid bills, if any.

6. The corresponding office of exchange acknowledges receipt of each list by entering a note to that effect on the next list it has to send in the opposite direction.

Article 118

SPECIAL COLLECTION LISTS

A special list MP 2, marked "*Recouvrements*", must be prepared for each of the following categories of money orders:

- (a) Orders exempt from charges as referred to in article 8 of the Convention and in article 7 of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques; the list must be headed "*Mandats exempts de taxe*" [Money orders exempt from charge];
- (b) Orders of which the sender of the bills for collection has requested dispatch by air mail; the list must be marked "*Mandats par avion*" [Air-mail money orders] and must be dispatched by the first air mail.

Article 119

VERIFICATION AND CORRECTION OF COLLECTION LISTS

The operations of checking and correcting the amounts and particulars entered in the collection lists and the treatment of other irregularities are subject to article 127 of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.

Article 120

PAYMENT OF COLLECTION LIST MONEY ORDERS

On receipt of a list MP 2, the office of exchange of the Country in which the bills were posted effects payment, by means of a form prescribed by its own Administration according to its requirements, to the payees of the collection list money orders.

Article 121

MONEY ORDERS UNDELIVERED OR NOT CASHED

1. Collection money orders entered in the lists in respect of which it has not been possible to deliver the payment documents to the payees become the property of the Administration of the Country in which the packets were posted.
2. The same rule applies to payment documents which have been delivered to the payees and not cashed.

Article 122

PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS

1. Subject to the special provisions hereunder, collection list money orders are governed, as concerns the preparation and settlement of accounts, by the provisions relating to list money orders contained in the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.
2. Each Administration of origin of packets of bills for collection prepares at the end of each month, for each of the Administrations of collection, a monthly account MP 5, stamped "*Recouvrements*". The totals of the lists received during the month are recapitulated in this account.
3. The Administration which has prepared the account adds to the total the amount of the charges which accrue to it in accordance with article 20 of the Agreement.

4. The balance of the account MP 5 is added, as far as possible, to that of the monthly money order account for the same period. The verification and settlement of the account MP 5 are effected in accordance with the provisions of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques and its Detailed Regulations.

Chapter VII

FINAL PROVISIONS

Article 123

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc., comes into operation.
2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Parties concerned.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement ; see p. 108 of this volume.)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
RP 1	Schedule of bills for collection	art.104, § 1
RP 2	"Bills for collection" envelope	art.104, § 4
RP 3	Envelope for { "bills not collected" } { "money order in payment of bills collected" }	art.109, § 7

ANNEXES:

FORMS RP 1 to RP 3

POSTAL ADMINISTRATION

RP 1

of

Part 1

**SCHEDULE (1)
of bills for collection**

posted at the post office of

by
(Name or business name)

street No. at

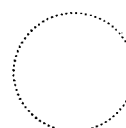
Number	Names and addresses of debtors (2)	Amount of bills (3)	Due date (4)	Remarks	Result of the check of the office of destination
1	2	3	4	5	6
1
2
3
4
5
Total			

Method of payment chosen (5):

- 1. By collection money order to the address given above;
- 2. By collection money order sent by air mail to the address given above;

- 3. By collection money order (6) } To be entered to the credit of postal cheque account No.
 - 4. By transfer or by a notice of payment (7) } of (name of payee)
- kept by the postal cheque office at

Stamp of office of destination



Signature:

..... 19

Signature of sender:

(1) If there are more than five bills to be collected, one or more additional schedules must be used.
 (2) Bills for different debtors must be payable at the same office.
 (3) The amount of the bills must, in the absence of agreement to the contrary between the Administrations concerned, be expressed in the currency of the Country of collection.
 (4) Bills falling due on different dates cannot be collected.
 (5) Strike out whichever words do not apply.
 (6) To be used when a money order has to be transmitted to a postal cheque office in the Country of origin.
 (7) To be used when a transfer or payment has to be made to a postal cheque account kept in the Country of collection or in the Country of origin of the packet (the notice of payment to be attached).

POSTAL ADMINISTRATION

Part 2

of

(¹)

Stamp of the office of collection



**SCHEDULE
to be returned to the sender**

(¹) { (Name or business name)
street No. at

The bills, etc., described below were dispatched on 19.....

Number	Names of debtors (²)	Amount of unpaid bills		Amount of paid bills	
1	2	3	4	5	6
1	.....			
2	.....			
3	.....			
4	.....			
5	.....			
		Total of paid bills			
	Less:				
	A. { collection charge				
	{ presentation charge for unpaid bills				
	{ stamp				
	B. charge for (²) { money order				
	{ payment				
	{ transfer				
	C. fee for return of collection money order by air mail:				
		Total deductions			
	Amount due to sender				

as per money order No. attached hereto.

(²) { as per sum paid to credit of postal cheque account No.
 { transferred
kept by the postal cheque office of

The (⁴) bills which have not been collected are attached to this schedule.

(¹) If the documents relating to payment are to be returned by air mail, this schedule should be clearly marked "Renvoi per avion" [Return by air mail] and the blue "Par avion" [By air mail] label or stamp impression affixed to it.

(²) To be filled in by the sender.

(³) Strike out whichever words do not apply.

(⁴) State number.

REGISTERED

RP 2

Space reserved for postage

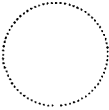

BILLS, ETC., FOR COLLECTION

Post office

Sender: _____ of _____

_____ (Country of destination)

(Collections, Vienna 1964, art. 104, § 4—Size: 176×125 mm)

POSTAL ADMINISTRATION of.....		RP 3 Date stamp 
Postal Service	(¹) 	
<u>REGISTERED</u> (²)		
	(³) } BILLS, ETC., NOT COLLECTED MONEY ORDER IN PAYMENT of bills collectèd	
		Post office
		of.....
(¹) If the money order in payment is to be transmitted by air mail, attach the "Par avion" [By air mail] label and the appropriate air-mail surcharge.		.....
(²) Strike out if the packet contains no unpaid bills.		.....
(³) Strike out any words which do not apply.		(Country of destination)

(Collections, Vienna 1964, art. 109, § 7—Size: 176×125 mm)

No. 8851

LIST OF STATES WHICH HAVE RATIFIED, APPROVED (A), OR ACCEDED (a) TO, THE AGREEMENT, INDICATING THE DATE OF DEPOSIT OF THE INSTRUMENT WITH THE GOVERNMENT OF SWITZERLAND OR, DENOTED BY AN ASTERISK, THE DATE OF NOTIFICATION OF ACCESSION ISSUED BY THE LATTER GOVERNMENT UNDER ARTICLE 11 (5) OF THE CONSTITUTION

ARGENTINA	23 June	1967
AUSTRIA	23 December	1965
BELGIUM	4 November	1965 A
CONGO (REPUBLIC OF)	7 September	1966 A
DENMARK	23 December	1965
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY	27 June	1966
(With a declaration that the Agreement shall apply to <i>Land</i> Berlin.)		
FRANCE	22 January	1966 A
(Including the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications.)		
GABON	27 January	1967 A
HUNGARY ¹	2 May	1967 A
IVORY COAST	28 October	1965 A
LAOS	25 September	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 October	1967
LUXEMBOURG	29 December	1965
MADAGASCAR	25 August	1965 A
MALI	18 December	1965
MAURITANIA	22 March	1967 a*
MOROCCO	7 April	1967 A
NIGER	8 February	1966 A
NORWAY	1 December	1965 A
SAN MARINO	11 October	1967 A
SENEGAL	26 September	1967
SPAIN	9 November	1966
(Including the Spanish Territories of Africa.)		
SWITZERLAND	4 February	1966
THAILAND	10 May	1966 A
TOGO	28 August	1967 A
TUNISIA	13 September	1966
UNITED ARAB REPUBLIC	30 June	1967
UPPER VOLTA	4 February	1967 A

¹ With declaration, the text of which has been reproduced following the list of States which have ratified, or acceded to, the Constitution; see Vol. 611, p. 102.

No. 8852

UNIVERSAL POSTAL UNION

Agreement concerning the international savings bank service (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964

Official text: French.

Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement concernant le service international de l'épargne (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964

Texte officiel français.

Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1^{er} décembre 1967.

X

ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE INTERNA-
TIONAL DE L'ÉPARGNE. SIGNÉ À VIENNE, LE 10
JUILLET 1964

ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE
INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Étendue du service

Chapitre II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. Transmission des fonds
4. Intérêts
5. Transmission des livrets et documents divers
6. Dispositions communes aux versements et aux transferts

Chapitre III

VERSEMENTS

7. Dépôt des versements
8. Montant *maximal*
9. Arrondissement à l'unité monétaire
10. Renvoi du livret

Chapitre IV

REMBOURSEMENTS

11. Demandes de remboursement
12. Autorisations de remboursement
13. Remboursements
14. Remboursements télégraphiques
15. *Autres procédés de remboursement*

Chapitre V

TRANSFERTS

16. Principes généraux applicables aux transferts

Chapitre VI

RESPONSABILITÉ

Art.

17. Étendue de la responsabilité
18. Détermination de la responsabilité
19. Reconstitution du compte d'épargne
20. Remboursement à la caisse d'épargne créancière

Chapitre VII

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

21. *Application de la Convention et de certains Arrangements*
22. *Exception à l'application de la Constitution*
23. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*
24. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LE SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des *Pays-membres de l'Union*, vu l'article 22, § 4, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964², ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la *Constitution*, arrêté l'Arrangement suivant :

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article premier

OBJET DE L'ARRANGEMENT

1. Le présent Arrangement régit le service international de l'épargne que les Pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

2. Le service fonctionne dans les limites fixées par la réglementation des changes propre à chaque Pays. Les Pays contractants ont la faculté de n'exécuter le service que pour l'une ou plusieurs des catégories d'opérations mentionnées à l'article 2.

3. Peut participer au service international visé ci-dessus toute caisse d'épargne nationale relevant directement de l'Administration postale ou dont l'activité s'étend sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire des bureaux de poste.

4. L'Administration postale des Pays où la caisse d'épargne nationale participant au service international relève d'une Administration autre que celle des postes, est tenue de s'entendre avec cette dernière, pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement. La première de ces Administrations sert d'intermédiaire pour les relations de la caisse avec les Administrations postales des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

5. Dans le présent Arrangement et dans son Règlement d'exécution, les termes caisse d'épargne, livret d'épargne, compte courant d'épargne, ne visent d'une part que les caisses d'épargne définies au § 3 ci-dessus, d'autre part que les livrets et comptes courants ouverts par ces caisses.

Article 2

ÉTENDUE DU SERVICE

1. Tout titulaire d'un compte courant d'épargne peut effectuer des versements et opérer des retraits sur son compte par l'intermédiaire de la caisse d'épargne du Pays où il se trouve. Il peut également demander le transfert de l'avoir de son compte d'une caisse d'épargne à une autre caisse d'épargne.

¹ Mis à exécution le 1^{er} janvier 1966, conformément à l'article 24. Voir à la page 160 du présent volume la liste des États qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement ou qui y ont adhéré.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 17.

2. Les caisses d'épargne acceptent de servir d'intermédiaire pour l'ouverture des livrets d'épargne, le remplacement ou le renouvellement des livrets, l'inscription des intérêts sur les livrets et la transmission de tous les documents généralement nécessaires à la bonne marche du service international de l'épargne.

Chapitre II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 3

TRANSMISSION DES FONDS

1. La transmission des fonds en exécution d'une opération d'épargne s'effectue par mandat de poste du service international ou par virement postal. Elle est soumise aux conditions qui régissent le mode choisi.

2. Les frais d'envoi des fonds sont à la charge de l'épargnant.

Article 4

INTÉRÊTS

Sous réserve de l'article 16 relatif aux transferts, la date de calcul des intérêts est établie en fonction de la réception ou de l'envoi des fonds par la caisse d'épargne qui tient le compte crédité ou débité.

Article 5

TRANSMISSION DES LIVRETS ET DOCUMENTS DIVERS

1. Les bureaux de poste des Pays contractants se prêtent réciproquement concours pour le retrait des livrets à régler ou à vérifier.

2. Sont admis en franchise de port, lorsqu'ils sont expédiés par l'Administration ou la caisse d'un Pays contractant à destination de l'Administration ou de la caisse d'un autre Pays contractant, les livrets de même que les correspondances et les documents généralement nécessaires à la bonne marche du service international de l'épargne. Sont en outre admis en franchise de port les plis contenant des livrets lorsqu'ils sont expédiés par l'Administration ou la caisse d'un Pays contractant aux titulaires des livrets.

3. Les transmissions se font par les moyens les plus favorables.

4. Les frais inhérents à toute transmission accélérée (voie aérienne notamment) à la demande de l'épargnant peuvent être mis à la charge de celui-ci.

Article 6

DISPOSITIONS COMMUNES AUX VERSEMENTS ET AUX TRANSFERTS

Les fonds versés ou transférés sont, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts ainsi que les conditions de remboursement, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de la caisse à laquelle les fonds sont destinés.

Chapitre III

VERSEMENTS

Article 7

DÉPÔT DES VERSEMENTS

1. Tout titulaire d'un compte courant d'épargne peut effectuer des versements sur son compte en déposant les fonds à la caisse d'épargne ou au bureau de poste du lieu où il se trouve.

2. Sauf *entente spéciale*, le livret doit être produit.

3. Toute personne résidant dans un Pays contractant peut effectuer un versement à la caisse d'épargne de ce Pays ou dans un bureau de poste en vue de l'ouverture d'un livret à la caisse d'épargne d'un autre Pays contractant.

Article 8

MONTANT MAXIMAL

1. Chaque Administration a la faculté de fixer un minimum et un maximum pour les versements pouvant être constatés au livret.

2. La caisse d'épargne qui tient le compte se réserve le droit de rejeter tout ou partie du versement qui aurait pour effet de porter l'avoir du compte au-delà de la limite *maximale* fixée par sa réglementation.

3. Dans le Pays qui enregistre le versement, le montant du dépôt peut être limité à la partie exportable des capitaux.

Article 9

ARRONDISSEMENT À L'UNITÉ MONÉTAIRE

Les versements, exprimés dans la monnaie du Pays qui tient le compte, ne doivent pas comporter de fraction d'unité monétaire.

Article 10

RENOI DU LIVRET

1. Après inscription du versement, le livret, s'il a été produit, est renvoyé directement à l'épargnant par *lettre, sous recommandation* d'office.

2. S'il s'agit d'un livret créé à la suite d'un premier versement, il sera transmis au titulaire par la même voie.

Chapitre IV

REMBOURSEMENTS

Article 11

DEMANDES DE REMBOURSEMENT

1. Tout titulaire de livret d'épargne peut obtenir le remboursement partiel ou intégral de son avoir en adressant, par l'intermédiaire de la caisse d'épargne du Pays contractant où il se trouve, une demande à la caisse qui tient son compte.

2. La somme dont le remboursement est demandé est exprimée dans la monnaie du Pays qui tient le compte; en cas de remboursement partiel, elle ne doit pas comporter de fraction d'unité monétaire.

3. Dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales se sont mises d'accord à ce sujet, les épargnants peuvent adresser directement et à leurs frais, à la caisse qui tient leur compte, leurs demandes de remboursement.

Article 12

AUTORISATIONS DE REMBOURSEMENT

1. Les autorisations de remboursement sont établies par la caisse qui tient le compte, en monnaie du Pays où réside l'épargnant et pour la somme nette à payer. Elles sont adressées, avec les fonds correspondants, à la caisse chargée d'effectuer le remboursement.

2. La caisse qui établit une autorisation de remboursement détermine elle-même le taux de conversion de la monnaie de son Pays en monnaie du Pays où réside l'épargnant.

Article 13

REMBOURSEMENTS

1. Les remboursements ne sont soumis à d'autres limites de somme que celles qui résultent de la législation des Pays contractants.

2. Ils sont effectués entre les mains de la ou des personnes habilitées aux termes du contrat d'épargne à donner quittance et désignées sur l'autorisation.

3. La somme à payer est celle qui est indiquée sur l'autorisation en monnaie du Pays de paiement, sans aucun prélèvement au profit de la caisse payeuse. Toutefois, lorsque la législation du Pays auquel appartient le service payeur l'exige, ce service a la faculté de négliger les fractions d'unité monétaire ou d'arrondir la somme à l'unité monétaire.

Article 14

REMBOURSEMENTS TÉLÉGRAPHIQUES

Dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales se sont mises d'accord à ce sujet, les épargnants peuvent, à leurs frais, demander et obtenir des remboursements par la voie télégraphique. Les Administrations fixent elles-mêmes les règles d'exécution du service.

Article 15

AUTRES PROCÉDÉS DE REMBOURSEMENT

Dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales se sont mises d'accord à ce sujet, les remboursements peuvent être effectués sans accomplissement des formalités relatives aux demandes de remboursement et aux autorisations de remboursement.

Chapitre V

TRANSFERTS

Article 16

PRINCIPES GÉNÉRAUX APPLICABLES AUX TRANSFERTS

1. Tout titulaire d'un compte d'épargne peut faire transférer tout ou partie de son avoir à une autre caisse d'épargne de son choix. La demande de transfert peut être déposée dans n'importe quelle caisse ou bureau de poste des Pays contractants.

2. Sauf *entente spéciale*, l'épargnant doit déposer son livret à l'appui de sa demande.

3. Dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales se sont mises d'accord à ce sujet, les épargnants peuvent adresser directement et à leurs frais, à la caisse qui tient leur compte, leurs demandes de transfert établies d'après la *réglementation intérieure* et accompagnées éventuellement du livret.

4. Les sommes transférées portent intérêt à charge de la caisse primitivement détentrice des fonds (dénommée « caisse d'origine »), jusqu'à la fin du mois pendant lequel le compte est débité et à charge de la caisse qui reçoit le transfert (dénommée « caisse bénéficiaire »), à partir du premier jour du mois suivant.

Chapitre VI

RESPONSABILITÉ

Article 17

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ

1. Les sommes converties en un mandat de poste international ou un virement postal pour l'exécution d'une opération d'épargne sont soumises aux garanties prévues pour le mode de transmission des fonds choisi.

2. Les caisses d'épargne sont responsables des erreurs de conversion, des erreurs d'inscription des opérations sur les comptes courants et, d'une façon générale, de toutes les erreurs qu'elles pourraient commettre dans l'établissement des pièces relatives au service international de l'épargne.

3. Les caisses d'épargne par l'entremise desquelles les remboursements sont effectués sont responsables des fonds qu'elles ont reçus et de la régularité des opérations de paiement.

4. Les caisses d'épargne ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans la transmission des fonds.

5. Les caisses d'épargne ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des inexactitudes qui pourraient être relevées dans les renseignements fournis par les usagers pour l'exécution des opérations prévues à l'article 2, § 2.

Article 18

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ

1. La responsabilité incombe à la caisse d'épargne dans le service de laquelle l'erreur a été commise.
2. Si l'erreur est imputable aux deux caisses ou si la responsabilité ne peut être établie, les caisses interviennent dans la régularisation par parts égales.

Article 19

RECONSTITUTION DU COMPTE D'ÉPARGNE

La reconstitution du compte d'épargne est à la charge de la caisse d'épargne qui le tient, sous réserve de son droit de recours contre l'Administration responsable.

Article 20

REMBOURSEMENT À LA CAISSE D'ÉPARGNE CRÉANCIÈRE

1. La caisse d'épargne responsable est tenue de désintéresser la caisse qui a procédé à la régularisation du compte dans le délai de quatre mois qui suit la notification de la reconstitution du compte.
2. Le remboursement à la caisse d'épargne créancière s'effectue sans frais pour cette caisse. Passé le délai de quatre mois, la somme due à la caisse créancière est productive d'intérêt, à raison de 5 % par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Chapitre VII

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 21

APPLICATION DE LA CONVENTION ET DE CERTAINS ARRANGEMENTS

La Convention ainsi que l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et l'Arrangement concernant les virements postaux sont applicables, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Article 22

EXCEPTION À L'APPLICATION DE LA CONSTITUTION

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

Article 23

CONDITIONS D'APPROBATION DES PROPOSITIONS CONCERNANT LE PRÉSENT ARRANGEMENT ET SON RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

1. *Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.*

2. Pour devenir exécutoires, les propositions *introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir*:

- a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement;
- b) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de *différend* à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la *Constitution*.

Article 24

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur *jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès*.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays *contractants* ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du *Pays-siège de l'Union*. Une copie en sera remise à chaque Partie *par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès*.

FAIT à Vienne, le 10 juillet 1964.

Cet Arrangement a été signé au nom des États et des entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle :

[*Voir aux pages 20 à 35 du volume 611 du Recueil des Traités des Nations Unies les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution.*]

Allemagne
Belgique
République fédérale du Cameroun
Chili
République de Colombie
République du Dahomey
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
République de Finlande
République française
Italie
Japon
République du Mali
République du Niger
Norvège
Paraguay
République arabe unie
République de Saint-Marin
Suède
République togolaise
Turquie
Viêt-Nam
République socialiste fédérative de Yougoslavie

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LE SERVICE INTERNATIONAL DE
L'ÉPARGNE

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les *Administrations*
- 102. Formules à l'usage du public
- 103. Correspondances en franchise

Chapitre II

VERSEMENTS

- 104. Dépôt des versements
- 105. Lettre d'envoi
- 106. Transmission des livrets et des documents de service
- 107. Dérogation en matière de présentation du livret
- 108. Rejet partiel ou total d'un versement
- 109. Renvoi du livret

Chapitre III

REMBOURSEMENTS

- 110. Rédaction et dépôt des demandes de remboursement
- 111. Autorisations de remboursement
- 112. Traitement du livret
- 113. Paiement des remboursements
- 114. Validité des autorisations
- 115. Renvoi des autorisations quittancées
- 116. Autorisations non suivies d'effet
- 117. *Autres procédés de remboursement*

Chapitre IV

TRANSFERTS

- 118. Dépôt des demandes
- 119. Traitement des demandes de transfert
- 120. Émission du nouveau livret
- 121. Transfert sur un compte déjà ouvert
- 122. Traitement du livret primitif après les opérations de transfert

Chapitre V

OPÉRATIONS DIVERSES

Art.

123. Remplacement des livrets

124. Détermination des intérêts

125. Dépôt du livret pour inscription des intérêts

126. Restitution du livret après inscription des intérêts

Chapitre VI

DISPOSITIONS FINALES

127. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules : voir la « Liste des formules »

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964¹, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant le service international de l'épargne:

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 101

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LES ADMINISTRATIONS

1. Chaque Administration doit fournir aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:

- a) les opérations qu'elle exécute;
- b) sa participation ou sa non-participation au service des remboursements télégraphiques;
- c) le maximum et le minimum admis respectivement en matière de versement, de remboursement et de transfert;
- d) les opérations pour lesquelles la production du livret est exigée.

2. Chaque Administration est également tenue de faire connaître directement aux autres Administrations:

- a) si elle admet la transmission directe, par l'épargnant à la caisse qui tient son compte, des demandes de remboursement et de transfert;
- b) si elle centralise ou non les bulletins de versement et les demandes de remboursement.

3. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

4. Chaque Administration peut, en outre, demander directement aux autres Administrations de lui communiquer les modes d'authentification des documents échangés et éventuellement les spécimens des livrets et cachets en usage dans les caisses, ainsi que la liste des spécimens de signature des fonctionnaires qui ont qualité dans ces caisses pour signer les lettres d'envoi et les autorisations de remboursement respectivement visées aux articles 105, 111 et 114.

5. En cas de modification de la liste visée au § 4, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante; toutefois, s'il s'agit seulement d'annu-

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 17.

ler l'une des signatures communiquées, il suffit de la faire biffer sur la liste existante qui continue à être utilisée.

Article 102

FORMULES À L'USAGE DU PUBLIC

En vue de l'application de l'article 11, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après :

CE 1 (Bulletin de versement d'épargne);

CE 3 (Demande de remboursement);

CE 6 (Demande de transfert).

Article 103

CORRESPONDANCES EN FRANCHISE

Les correspondances admises en franchise de port dans les conditions fixées par l'article 5, § 2, de l'Arrangement doivent porter la désignation de la caisse détentrice des comptes d'épargne ainsi que la mention « Service des postes ».

Chapitre II

VERSEMENTS

Article 104

DÉPÔT DES VERSEMENTS

1. Le titulaire d'un livret de caisse d'épargne qui désire effectuer un versement dépose à la caisse d'épargne ou dans un bureau de poste du Pays de sa résidence, contre récépissé délivré gratuitement, le livret, un bulletin de versement d'épargne libellé sur *une* formule conforme au modèle CE 1 ci-annexé, le montant des fonds et les frais d'envoi de ces fonds.

2. S'il s'agit d'un versement effectué en vue de l'ouverture d'un nouveau livret, le bulletin de versement d'épargne *doit* mentionner *le* lieu et *la* date de naissance de l'épargnant ainsi que sa qualité civile. Ces renseignements *sont* vérifiés au moyen d'une pièce d'identité.

3. La caisse ou le bureau de poste qui reçoit le versement complète le bulletin libellé par l'épargnant et indique le mode de transmission des fonds en faisant ressortir les frais d'envoi correspondants. Le bulletin de versement d'épargne est ensuite revêtu de l'empreinte du cachet de la caisse ou du timbre à date du bureau de poste.

4. Le bulletin de versement d'épargne, accompagné du livret, s'il existe déjà, est adressé à la caisse d'épargne destinataire.

Article 105

LETTRE D'ENVOI

1. Les caisses d'épargne ont la faculté de centraliser les bulletins de versement d'épargne.

2. Dans ce cas, les bulletins sont décrits dans la première partie de la lettre d'envoi conforme au modèle CE 2 ci-annexé transmise à la caisse d'épargne destinataire. La deuxième partie porte attestation de l'expédition des fonds à la caisse intéressée par mandat de poste ou virement postal.

3. Le total général de l'attestation doit être arrêté en toutes lettres et en chiffres; ce total peut toutefois être arrêté en chiffres seulement, s'il est fait usage d'un projectographe pour son inscription. L'attestation est revêtue de l'empreinte du timbre du service d'origine et de la signature du représentant de ce service.

4. Les livrets d'épargne sont, le cas échéant, joints à la lettre d'envoi.

Article 106

TRANSMISSION DES LIVRETS ET DES DOCUMENTS DE SERVICE

Les livrets, les bulletins de versement d'épargne qui restent annexés aux livrets auxquels ils se rapportent et les lettres d'envoi sont expédiés sous recommandation d'office à la caisse d'épargne destinataire.

Article 107

DÉROGATION EN MATIÈRE DE PRÉSENTATION DU LIVRET

Par dérogation *aux articles* 104 à 106, un Pays contractant peut décider de ne pas exiger la production du livret au moment du versement des fonds, à condition qu'il en informe, au préalable, les autres Pays contractants par l'intermédiaire du Bureau international.

Article 108

REJET PARTIEL OU TOTAL D'UN VERSEMENT

1. En cas de rejet partiel ou total d'un versement, la somme rejetée est renvoyée à l'épargnant soit par mandat de poste, soit par virement postal, avec une note explicative, par l'intermédiaire de la caisse ou du bureau de poste qui a reçu le versement.

2. Si le rejet est consécutif à une faute de service, les frais de renvoi sont à la charge de la caisse ou de l'Administration dans le service de laquelle l'erreur a été commise. Dans le cas contraire, ils sont à la charge de l'épargnant.

Article 109

RENOI DU LIVRET

1. Après inscription du versement sur le livret, celui-ci est, s'il y a lieu, renvoyé directement à l'épargnant par lettre, *sous recommandation* d'office.

2. Il en *est* de même s'il s'agit d'un nouveau livret.

Chapitre III

REMBOURSEMENTS

Article 110

RÉDACTION ET DÉPÔT DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT

1. Les demandes de remboursement sont rédigées sur des formules conformes au modèle CE 3 ci-annexé.

2. Sous réserve de l'article 11, § 3, de l'Arrangement, l'épargnant dépose sa demande de remboursement à la caisse du Pays où il réside ou dans les bureaux de poste correspondants de cette caisse. Le service qui reçoit la demande peut vérifier la qualité et l'identité du déposant de cette demande.

3. Les caisses peuvent convenir que les demandes soient centralisées par la caisse du Pays où réside l'épargnant, à charge pour cette caisse de les faire parvenir à destination après les avoir groupées. Elles peuvent alors s'entendre pour qu'une vérification soit effectuée avant l'envoi à la caisse détentrice des fonds.

4. La caisse appelée à autoriser le remboursement peut exiger que le livret soit produit lors du dépôt de la demande de remboursement soit pour contrôle seulement du solde du livret, soit pour être joint à la demande de remboursement. Dans ce cas, le Pays contractant intéressé doit en informer au préalable les autres Pays par l'intermédiaire du Bureau international. Si la production du livret n'est exigée que pour contrôler le solde, l'agent de service doit attester sur la formule CE 3 que le solde indiqué par le titulaire correspond au solde inscrit sur le livret.

Article 111

AUTORISATIONS DE REMBOURSEMENT

1. Les autorisations de remboursement sont établies sur des formules conformes au modèle CE 4 ci-annexé. Elles comportent :

- a) le numéro du livret d'épargne et la désignation de son titulaire;
- b) la désignation précise de la ou des personnes habilitées à donner quittance *selon* l'article 13, § 2, de l'Arrangement;
- c) la somme à payer, exprimée en chiffres et en lettres dans la monnaie du Pays de paiement; il suffit d'exprimer cette somme en chiffres seulement, s'il est fait usage d'un protectographe pour son inscription;
- d) la somme à inscrire sur le livret, exprimée en chiffres dans la monnaie dans laquelle le compte d'épargne est tenu et, éventuellement, l'avoir avant et après remboursement;
- e) l'indication du mandat ou du virement collectif ou individuel adressé à la caisse du Pays de paiement ou au bureau de poste payeur.

2. Un document portant spécimen de la signature de la ou des personnes visées au § 1, *lettre b)*, peut être joint à l'autorisation de remboursement CE 4.

3. Les autorisations de paiement sont transmises:

- a) soit individuellement à la caisse ou au bureau de poste payeur;
- b) soit collectivement à la caisse payeuse; dans ce cas, elles sont décrites dans la première partie de la lettre d'envoi conforme au modèle CE 5 ci-annexé faisant ressortir, en monnaie du Pays de paiement, le total des sommes nettes à payer. La seconde partie de la lettre d'envoi porte attestation de l'expédition des fonds à la caisse intéressée par mandat de poste ou virement postal. Le total général de l'attestation doit être arrêté en toutes lettres et en chiffres; ce total peut, toutefois, être arrêté en chiffres seulement, s'il est fait usage d'un protectographe pour son inscription. L'attestation est revêtue de l'empreinte du timbre du service d'origine et de la signature du représentant de ce service.

4. Les frais d'envoi des fonds à cette caisse sont prélevés sur l'avoir de l'épargnant.

Article 112

TRAITEMENT DU LIVRET

Dans l'hypothèse où la production du livret est exigée au moment du dépôt de la demande, la caisse qui autorise le remboursement mentionne sur le livret la somme à rembourser plus les frais d'expédition. S'il s'agit d'un remboursement intégral de l'avoir, elle conserve le livret. S'il s'agit, par contre, d'un remboursement partiel, elle renvoie le livret directement à l'épargnant par lettre, *sous recommandation* d'office, à moins que ce livret ne doive être mis en dépôt.

Article 113

PAIEMENT DES REMBOURSEMENTS

1. Les remboursements sont effectués entre les mains de la ou des personnes habilitées à donner quittance *selon l'article 13, § 2*, de l'Arrangement, sur production du livret, sauf s'il a été produit antérieurement et suivant les garanties d'identité prévues par la *réglementation* de la caisse payeuse.

2. Sauf quand l'opération de remboursement a déjà été mentionnée sur le livret par la caisse qui établit l'autorisation de remboursement, la somme remboursée, telle qu'elle figure sur l'autorisation en monnaie du Pays où est tenu le compte, augmentée des frais d'envoi, est portée sur le livret et déduite de l'avoir disponible. Dans l'un ou l'autre cas, l'inscription est appuyée du timbre ou cachet du service payeur. En cas de remboursement partiel, le livret, s'il ne doit pas être mis en dépôt, est renvoyé directement à l'épargnant par lettre, *sous recommandation* d'office.

3. L'acquit de la partie prenante est recueilli sur l'autorisation de remboursement CE 4. La signature d'acquit doit être conforme au spécimen joint, le cas échéant, à la formule.

4. Lorsque l'avoir disponible est inférieur au montant du remboursement ou lorsqu'une différence apparaît entre le nouvel avoir qui ressort du livret après rem-

boursement et celui qui est porté par la caisse d'origine sur l'autorisation de remboursement, l'opération est différée et des instructions sont demandées à la caisse qui a établi la formule CE 4.

5. Si la caisse payeuse le désire, elle peut recueillir un second acquit sur un duplicata d'autorisation établi par ses soins.

6. Les caisses peuvent ne procéder aux remboursements qu'après avoir encaissé les mandats ou chèques de virements postaux transmissifs des fonds correspondants.

Article 114

VALIDITÉ DES AUTORISATIONS

1. Les caisses s'entendent sur les conditions de validité et d'authenticité des autorisations de remboursement qu'elles échangent. Elles peuvent notamment convenir que seules sont valables les autorisations portant une signature ou l'empreinte d'un cachet dont un spécimen aura été préalablement communiqué.

2. Sauf *entente spéciale*, le délai de validité des autorisations de remboursement expire à la fin du mois qui suit celui de leur établissement.

Article 115

RENOI DES AUTORISATIONS QUITTANCÉES

Les autorisations de remboursement CE 4, dûment revêtues de l'acquit des parties prenantes, sont renvoyées, éventuellement à l'appui des livrets soldés, à la caisse qui les a établies.

Article 116

AUTORISATIONS NON SUIVIES D'EFFET

1. Les autorisations de remboursement non suivies d'effet pour une cause quelconque sont renvoyées, convenablement annotées, à la caisse qui les a établies. Le cas échéant, elles sont accompagnées du livret correspondant.

2. Les fonds correspondants sont renvoyés à celle-ci, déduction faite des frais, par l'un ou l'autre des moyens prévus à l'article 3, § 1, de l'Arrangement. Les caisses peuvent toutefois convenir qu'ils soient simplement déduits de la prochaine lettre d'envoi CE 5.

3. Ces frais sont à la charge de l'épargnant, à moins que le renvoi ne résulte d'une faute commise par l'une des caisses. Dans ce cas, ils sont à la charge de la caisse qui a commis l'erreur.

Article 117

AUTRES PROCÉDÉS DE REMBOURSEMENT

Les mesures d'application concernant les remboursements effectués sans accomplissement des formalités relatives aux demandes de remboursement et aux autorisations de remboursement sont arrêtées d'un commun accord entre les Administrations des Pays qui sont convenues d'instituer ces procédés simplifiés.

Chapitre IV

TRANSFERTS

Article 118

DÉPÔT DES DEMANDES

1. Sous réserve de l'article 16, § 3, de l'Arrangement, les demandes de transfert établies en double exemplaire sur *une* formule conforme au modèle CE 6 ci-annexé sont déposées à la caisse d'épargne ou au bureau de poste du lieu où se trouve le titulaire du compte. Le livret accompagne la demande de transfert, à moins qu'il ne soit en dépôt à la caisse qui l'a émis.

2. Un récépissé des pièces déposées est remis gratuitement au titulaire du livret.

3. Les livrets soumis à des conditions particulières de remboursement peuvent faire l'objet d'un transfert, à moins que des réserves expresses à ce sujet n'aient été formulées lors de l'émission du livret ou que la caisse destinataire n'admette pas ces conditions.

4. Après vérification de l'identité et, s'il y a lieu, des pouvoirs du ou des signataires, les deux exemplaires de la demande, accompagnés éventuellement du livret, sont adressés à la caisse d'épargne d'origine.

Article 119

TRAITEMENT DES DEMANDES DE TRANSFERT

1. Les demandes de transfert sont soumises aux règles observées par la caisse d'épargne d'origine en ce qui concerne les demandes de remboursement.

2. Dans le cas de transfert total, la somme transférée comprend, outre le solde en capital du compte du déposant, les intérêts calculés comme il est dit à l'article 16, § 4, de l'Arrangement.

3. Dans le cas de transfert partiel, les intérêts de la somme transférée courent au profit du déposant, sur le compte tenu par la caisse d'origine, jusqu'à la fin du mois pendant lequel le compte a été débité et, sur le compte tenu par la caisse destinataire, à compter du premier jour du mois suivant.

4. Après avoir vérifié le livret, la caisse d'épargne d'origine y inscrit l'opération et complète le verso de la demande de transfert.

5. Les fonds correspondant au transfert demandé sont adressés à la caisse bénéficiaire comme il est prévu à l'article 3 de l'Arrangement.

6. L'un des exemplaires de la demande de transfert dûment complété par la caisse d'origine est joint à la lettre d'envoi CE 5; le deuxième exemplaire est conservé par la caisse d'origine. Le cas échéant, les conditions particulières de remboursement imposées sont mentionnées par cette dernière caisse au verso de la demande de transfert afin qu'elles soient reproduites sur le compte et sur le livret à émettre par la caisse bénéficiaire.

Article 120

ÉMISSION DU NOUVEAU LIVRET

1. Aussitôt après réception des fonds et des pièces mentionnées à l'article 119, la caisse bénéficiaire émet un livret au nom du titulaire pour le montant de la somme reçue de la caisse d'origine.

2. À moins qu'il ne doive être mis en dépôt, le livret est envoyé directement à l'épargnant par lettre, *sous recommandation* d'office.

Article 121

TRANSFERT SUR UN COMPTE DÉJÀ OUVERT

1. Si l'épargnant qui demande le transfert possède déjà un livret de la caisse sur laquelle ses fonds doivent être transférés, il le joint au dossier constitué ou déclare que ce livret est en dépôt à la caisse qui l'a émis.

2. La caisse d'origine joint le livret à la demande de transfert et fait parvenir celle-ci à la caisse bénéficiaire. Après exécution de l'opération de transfert et inscription sur le livret de la somme transférée, la caisse bénéficiaire envoie le livret directement au titulaire par lettre, *sous recommandation* d'office, sauf si celui-ci le remet en dépôt.

Article 122

TRAITEMENT DU LIVRET PRIMITIF APRÈS LES OPÉRATIONS DE TRANSFERT

1. En cas de transfert total soit sur un compte nouveau, soit sur un compte existant, le livret sur lequel la somme transférée a été prélevée est conservé par la caisse d'origine.

2. A moins qu'il ne doive être mis en dépôt, le livret, s'il s'agit d'un transfert partiel, est renvoyé directement à l'épargnant par lettre, *sous recommandation* d'office.

Chapitre V

OPÉRATIONS DIVERSES

Article 123

REMPACEMENT DES LIVRETS

1. La caisse ou le bureau de poste qui reçoit un livret à remplacer remet un récépissé au déposant.

2. Le livret est adressé par cette caisse ou ce bureau de poste à la caisse d'épargne intéressée.

3. Le nouveau livret est envoyé directement à l'épargnant par lettre, *sous recommandation* d'office.

Article 124

DÉTERMINATION DES INTÉRÊTS

Le montant des intérêts afférents à chaque opération est déterminé selon les règles en vigueur à la caisse qui tient le compte.

Article 125

DÉPÔT DU LIVRET POUR INSCRIPTION DES INTÉRÊTS

Le livret est déposé, contre remise gratuite d'un récépissé, à la caisse d'épargne ou au bureau de poste du Pays où réside le titulaire; cette caisse ou ce bureau transmet le livret à la caisse d'épargne intéressée.

Article 126

RESTITUTION DU LIVRET APRÈS INSCRIPTION DES INTÉRÊTS

Après inscription des intérêts, la caisse qui tient le compte renvoie le livret par lettre, *sous recommandation* d'office, directement à l'épargnant.

Chapitre VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 127

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant le service international de l'épargne.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

FAIT à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

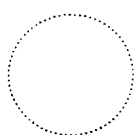
(Les mêmes que pour l'Arrangement, voir p. 140 du présent volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
CE 1	Bulletin de versement d'épargne	art.104, § 1
CE 2	Lettre d'envoi de bulletins de versement d'épargne	art.105, § 2
CE 3	Demande de remboursement	art.110, § 1
CE 4	Autorisation de remboursement	art.111, § 1
CE 5	Lettre d'envoi d'autorisations de remboursement et de transfert d'épargne	art.111, § 3, lettre b)
CE 6	Demande de transfert	art.118, § 1

ANNEXES:

FORMULES CE 1 à CE 6

SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE		CE 1		
CAISSE D'ÉPARGNE		BULLETIN DE VERSEMENT D'ÉPARGNE		
d				
A remplir par l'épargnant	Caisse qui tient (ou tiendra) le compte		Numéro du compte (*)	
	TITULAIRE	Nom et prénoms		
		Lieu de naissance (*)	Date de naissance (*)	
		Qualité civile (*)		
		Adresse actuelle		
	Montant à créditer (en monnaie du Pays où est tenu le compte et sans fractions d'unité monétaire)	en chiffres arabes		
			
		en toutes lettres		
			
			Le livret est (*)	
		<input type="checkbox"/> ci-joint	<input type="checkbox"/> en dépôt	
Adresse à laquelle doit être renvoyé le livret				
.....				
Lieu et date				
			19	
Signature du déposant				
A remplir par la caisse ou le bureau de poste qui reçoit le versement	Somme versée (*)		Cours du change	
	
	Le montant est transmis par	mandat de poste n°	émis le	Frais d'envoi
		virement postal n°	émis le	
			individuel (*)	
			collectif (*)	
			individuel (*)	
		collectif (*)		
Lieu et date				
			19	
Signature		Timbre du service d'origine		
Qualité du signataire				
(*) S'il s'agit d'un compte existant. (†) S'il s'agit d'un compte à ouvrir. (‡) Marquer la mention valable par un x dans le carré «ad hoc». (†) En monnaie du Pays dans lequel a lieu le versement.				

SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

CE 2

CAISSE D'ÉPARGNE

LETTRE D'ENVOI

de bulletins de versement d'épargne

d.....

	Caisse ou bureau de poste qui a reçu les fonds	Intitulé du compte à créditer		Versements	
		Numéros	Noms et prénoms	Date	Montants (*)
1 ^{re} partie					
	bulletins de versement	livrets	Total des montants		
	Nombre de				

ATTESTATION D'EXPÉDITION

Je, soussigné, atteste l'expédition par mandat de poste (*) virement postal (*) de la somme suivante (*) représentant le montant des versements d'épargne décrits ci-dessus.

2 ^e partie	Montant en chiffres arabes	en toutes lettres	
	Numéro du mandat ou du virement	Date de son expédition	Signature
	Caisse ou bureau de poste de destination	Qualité du signataire	

Timbre du service d'origine



(*) En monnaie du Pays où est tenu le compte.

(*) Marquer la mention valable par un x dans le carré « ad hoc ».

Épargne, Vienne 1964, art. 105, § 2 - Dimensions: 210 x 148 mm

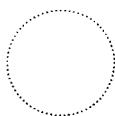

(Recto)

SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE		CE 3
DEMANDE DE REMBOURSEMENT		
Je, soussigné, demande le remboursement du montant ci-après de mon avoir en compte courant d'épargne		
Caisse d'épargne détentrice du compte		
Titulaire (nom et prénoms)		
Lieu de naissance		Date de naissance
Avoir en compte (*)	N° du livret	Le livret est (*)
		<input type="checkbox"/> ci-joint <input type="checkbox"/> en dépôt
Adresse du titulaire dans le Pays où il désire toucher les fonds		
Montant à rembourser (*) (Des fractions d'unité monétaire ne sont pas admises)	en chiffres arabes	en toutes lettres
	<input type="text"/>	<input type="text"/>
(*) Le soussigné atteste que l'avoir indiqué est conforme au solde inscrit au livret	<input type="text"/>	
	<input type="text"/>	
Signature de l'agent de service	Lieu et date	
	Signature du titulaire	
	Notes (*) à (2) voir au verso. T.S.V.P.	

Epargne, Vienne 1964, art. 110, § 1 — Dimensions: 148 x 105 mm

(Verso)

<p>Notes</p> <p>(1) L'indication et l'attestation de l'avoir en compte ne sont de rigueur que quand le livret doit être produit pour contrôle du solde.</p> <p>(2) Marquer, le cas échéant, la mention valable par un X dans le carré «ad hoc».</p> <p>(3) En monnaie du Pays où est tenu le compte. En cas de demande de remboursement intégral de l'avoir, écrire «Capital et intérêts».</p>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
---	---

SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE		AUTORISATION DE REMBOURSEMENT		CE 4	
CAISSE D'ÉPARGNE				Numéro de l'autorisation	
d				Numéro du livret	
Caisse d'épargne payeuse		Bureau de poste payeur			
Nom et prénoms du titulaire				Avoir avant remboursement (*)	
Sommes à inscrire au livret		Remboursement (*)		Total (*)	
		Frais (*)			
Somme à payer (*)		en chiffres arabes		Cours du change	
		en toutes lettres		Nouvel avoir (*)	
La ou les personnes habilitées à donner quittance		Nom(s) et prénoms			
		Rue, numéro, localité			
Observations de la caisse d'épargne d'origine		Le montant est transmis par		mandat de poste n°	
				émis le	
				virement postal n°	
				émis le	
				individuel (*)	
				collectif (*)	
				individuel (*)	
				collectif (*)	
Lieu et date		QUITTANCE			
, le 19		Le(s) soussigné(s) reconnaît(issent) avoir reçu la somme indiquée ci-dessus.			
Signature					
Qualité du signataire		Timbre de la caisse d'épargne d'origine		Lieu et date	
				Timbre du service payeur	
(*) En monnaie du Pays où est tenu le compte. A remplir seulement si le livret n'a pas été remis à la caisse détentrice. (**) En monnaie du Pays de paiement. (***) Marquer la mention valable par un x dans le carré «ad hoc».					
				Signature(s) du ou des bénéficiaire(s)	
				Signature de l'agent payeur	

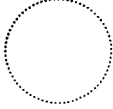
Epargne, Vienne 1964, art.111, § 1 - Dimensions: 210 x 148 mm

SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE
CAISSE D'ÉPARGNE

LETTRE D'ENVOI CE 5
d'autorisations de remboursement
et de transfert d'épargne

d.....

1 ^{re} partie	N ^{os} des autorisations (s'il y a lieu)	Noms des bénéficiaires des autorisations		Sommes à payer ou à transférer (*)
	Nombre d'autorisations	de remboursement	de transfert	Total des sommes

2 ^e partie	ATTESTATION D'EXPÉDITION			Timbre du service d'origine
	Je, soussigné, atteste l'expédition par <input type="checkbox"/> mandat de poste (*) <input type="checkbox"/> virement postal (*) de la somme suivante (*) représentant le montant des autorisations de remboursement et de transfert décrites ci-dessus			
	Montant en chiffres arabes	en toutes lettres		
	Numéro du mandat ou du virement	Date de son expédition	Signature	
	Caisse ou bureau de poste de destination		Qualité du signataire	

(*) En monnaie du Pays de paiement. (*) Marquer la mention valable par un « x » dans le carré « ad hoc ».

(Recto)

SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE		DEMANDE DE TRANSFERT (à établir en double expédition)		CE 6	
Caisse d'où a lieu le transfert					
Caisse bénéficiaire du transfert					
TITULAIRE	Nom et prénoms (*)				
	Nationalité		Profession		
	Lieu de naissance		Date de naissance		
	Domicile (rue, numéro, localité, Pays)				
.....					
A remplir par l'épargnant	Transfert partiel, montant (chiffres arabes)		Transfert intégral (capital et intérêts) (?)		
	[REDACTED]		<input type="checkbox"/>		
	Compte à débiter	n° du livret	le livret est (?)		
			<input type="checkbox"/> ci-joint <input type="checkbox"/> en dépôt		
	Compte à créditer (?)	n° du livret	le livret est (?)		
			<input type="checkbox"/> ci-joint <input type="checkbox"/> en dépôt		
	Opérations après transfert	le livret débité devra être (?)		le livret crédité devra être (?)	
		<input type="checkbox"/> renvoyé au titulaire	<input type="checkbox"/> mis en dépôt	<input type="checkbox"/> envoyé au titulaire	<input type="checkbox"/> mis en dépôt
	Adresse à laquelle le ou les livrets doivent être envoyés				
				
Lieu et date					
				19	
Signature(s)					
Qualité du ou des signataires					
ANNOTATIONS DE SERVICE					
Justifications d'identité					
Signature de l'agent recevant la demande				Timbre du service qui reçoit la demande	
(*) Préciser, le cas échéant, les noms patronymiques et d'alliance et s'il s'agit d'une femme mariée, veuve ou divorcée. (†) Marquer la mention valable par un x dans le carré «ad hoc». (‡) A remplir seulement si un compte existe déjà.					

CE 6 (Verso)

PARTIE RÉSERVÉE A LA CAISSE QUI TIENT LE COMPTE D'ÉPARGNE

<p>Montant total de l'avoir en compte (1)</p> <p>Frais d'envoi à la charge de l'épargnant (2)</p> <p>Somme à transférer (1)</p> <p>Reste en compte (1)</p>	<p>}</p>	<table border="1" style="width: 100%; height: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td></tr> </table>														
<p>Montant du transfert (2)</p>	<p>en chiffres arabes</p> <table border="1" style="width: 100%; height: 20px; border-collapse: collapse;"> <tr><td style="width: 100%;"></td></tr> </table> <p>en toutes lettres</p> <table border="1" style="width: 100%; height: 20px; border-collapse: collapse;"> <tr><td style="width: 100%;"></td></tr> </table>			<p>Cours du change</p>												
<p>Les intérêts ont été bonifiés (cas du transfert intégral) jusqu'au</p>	<p>Date</p>															
<p>Les intérêts ont été portés au compte d'origine (cas du transfert partiel) jusqu'au</p>	<p>Date</p>															
<p>Conditions particulières de remboursement auxquelles sont soumis les fonds transférés (3)</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>																
<p>Le montant est transmis par</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%;">mandat de poste n°</td> <td style="width: 30%;">émis le</td> <td style="width: 40%;"></td> </tr> <tr> <td style="width: 30%;">virement postal n°</td> <td style="width: 30%;">émis le</td> <td style="width: 40%;"></td> </tr> </table>	mandat de poste n°	émis le		virement postal n°	émis le		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td style="width: 50%; height: 15px;"></td><td style="width: 50%;">individuel (4)</td></tr> <tr><td style="width: 50%; height: 15px;"></td><td style="width: 50%;">collectif (4)</td></tr> <tr><td style="width: 50%; height: 15px;"></td><td style="width: 50%;">individuel (4)</td></tr> <tr><td style="width: 50%; height: 15px;"></td><td style="width: 50%;">collectif (4)</td></tr> </table>		individuel (4)		collectif (4)		individuel (4)		collectif (4)
mandat de poste n°	émis le															
virement postal n°	émis le															
	individuel (4)															
	collectif (4)															
	individuel (4)															
	collectif (4)															
<p>Lieu et date</p> <p style="text-align: right;">, le 19</p>		<p>Timbre de la caisse d'épargne d'origine</p>														
<p>Signature</p>																
<p>Qualité du signataire</p>																
<p>(1) En monnaie du Pays d'origine. (2) En monnaie du Pays de destination. (3) A remplir le cas échéant. (4) Marquer la mention valable par un x dans le carré «ad hoc».</p>																

LISTE DES ÉTATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT, OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE, OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION FAITE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5, DE LA CONSTITUTION

BELGIQUE	4 novembre	1965 A
DAHOMÉY	13 janvier	1967 A
ESPAGNE	9 novembre	1966
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)		
FINLANDE	17 décembre	1965
FRANCE	22 janvier	1966 A
JAPON	22 juillet	1965 A
MALI	18 décembre	1965
NIGER	8 février	1966 A
NORVÈGE	1 ^{er} décembre	1965 A
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	30 juin	1967
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27 juin	1966
(Avec une déclaration suivant laquelle l'Arrangement est également applicable au <i>Land</i> de Berlin.)		
SAINT-MARIN	11 octobre	1967 A
SUÈDE	13 décembre	1966

X

AGREEMENT CONCERNING THE INTERNATIONAL
SAVINGS BANK SERVICE. SIGNED AT VIENNA, ON
10 JULY 1964

AGREEMENT CONCERNING THE INTERNATIONAL
SAVINGS BANK SERVICE

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

1. Subject of the Agreement.
2. Extent of the service.

Chapter II

GENERAL PROVISIONS

3. Transmission of funds.
4. Interest.
5. Transmission of bank books and various documents.
6. Provisions common to deposits and transfers.

Chapter III

DEPOSITS

7. Payment of deposits.
8. Maximum amount.
9. Rounding-off to the nearest monetary unit.
10. Return of the bank book.

Chapter IV

WITHDRAWALS

11. Applications for withdrawal.
12. Withdrawal authorizations.
13. Withdrawals.
14. Withdrawals by telegraph.
15. Other methods of withdrawal.

Chapter V

TRANSFERS

16. General principles applicable to transfers.

Chapter VI

RESPONSIBILITY

Art.

17. Extent of responsibility.
18. Determination of responsibility.
19. Adjustment of the account.
20. Reimbursement of the savings bank to which money is due.

Chapter VII

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

21. Application of the Convention and of certain Agreements.
22. Exception to the application of the Constitution.
23. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations.
24. Entry into force and duration of the Agreement.

AGREEMENT¹ CONCERNING THE INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE

Having regard to article 22, para. 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the Member Countries of the Union, have, by common consent and subject to the provisions of article 25, para. 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 1

SUBJECT OF THE AGREEMENT

1. The present Agreement regulates the international savings bank service which the contracting Countries agree to institute in their reciprocal relations.

2. The service functions within the limits prescribed by the exchange regulations appropriate to each Country. The contracting Countries have the option of operating the service for one only or for a number of the categories of transactions referred to in article 2.

3. Any national savings bank which is under the direct control of the Postal Administration or which operates throughout the national territory through post offices may participate in the international service mentioned above.

4. In Countries where the national savings bank participating in the international service is controlled by an Administration other than the Postal Administration, the latter is required to make arrangements with such other Administration to ensure the full implementation of all the provisions of the Agreement. The Postal Administration acts as intermediary for the bank in its relations with the Postal Administrations of other contracting Countries and with the International Bureau.

5. In the present Agreement and in its Detailed Regulations, the terms savings bank, savings bank book, savings bank account, refer only to the savings banks as defined in para. 3 above and to the bank books issued and accounts opened by such banks.

Article 2

EXTENT OF THE SERVICE

1. Any holder of a savings bank account may make deposits in and withdrawals from his account through the savings bank of the Country in which he is living. He

¹ Put into effect on 1 January 1966, in accordance with article 24. See p. 192 of this volume for the list of States which have ratified or approved, or acceded to, the Agreement.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611, p. 68.

may also request the transfer of the balance of his account from one savings bank to another.

2. The savings banks agree to act as intermediaries for the issue of savings bank books, the replacement or renewal of bank books, the entering of interest in bank books and the transmission of all documents normally necessary for the proper operation of the international savings bank service.

Chapter II

GENERAL PROVISIONS

Article 3

TRANSMISSION OF FUNDS

1. The transmission of funds in connexion with a savings bank transaction is effected by international postal money order or by postal cheque. It is subject to the conditions governing the method chosen.

2. The cost of dispatching funds is borne by the account-holder.

Article 4

INTEREST

Subject to article 16 concerning transfers, the date for calculation of interest is determined according to the receipt or dispatch of the funds by the savings bank keeping the account credited or debited.

Article 5

TRANSMISSION OF BANK BOOKS AND VARIOUS DOCUMENTS

1. The post offices of the contracting Countries co-operate with one another in the withdrawal of bank books for adjustment or inspection.

2. Bank books, as well as correspondence and documents normally necessary for the proper operation of the international savings bank service, are admitted free of postal charges when dispatched by the Administration or the bank of one contracting Country to the Administration or the bank of another contracting Country. Packets containing bank books are also admitted free of postal charges when dispatched by the Administration or the bank of a contracting Country to the account-holders concerned.

3. Transmission is effected by the least costly method.

4. Where transmission by any more rapid means (air mail, for example) is requested by the depositor, the cost thereof may be charged to him.

Article 6

PROVISIONS COMMON TO DEPOSITS AND TRANSFERS

Funds deposited or transferred are subject, particularly with respect to the rate and calculation of interest and to the conditions of withdrawal, to the laws, decrees,

orders and regulations governing the operations of the bank for which the funds are intended.

Chapter III

DEPOSITS

Article 7

PAYMENT OF DEPOSITS

1. Any holder of a savings bank account may make payments into his account by depositing funds at the savings bank or post office at the place where he is living.
2. In the absence of any special agreement, the bank book must be produced.
3. Any person residing in a contracting Country may make a deposit at the savings bank of that Country or at a post office for the purpose of opening an account in the savings bank of another contracting Country.

Article 8

MAXIMUM AMOUNT

1. Each Administration has the option of fixing a minimum and a maximum for the amount of the deposits which may be entered in the bank book.
2. The savings bank keeping the account reserves the right to refuse all or part of a deposit which would cause the balance of the account to exceed the maximum limit fixed under its regulations.
3. In the Country recording the deposit, the amount of the sum deposited may be limited to the exportable part of the capital.

Article 9

ROUNDING-OFF TO THE NEAREST MONETARY UNIT

Deposits, expressed in the currency of the Country keeping the account, must not contain fractions of a monetary unit.

Article 10

RETURN OF THE BANK BOOK

1. After entry of the deposit, the bank book, if produced, is returned to the depositor by letter, officially registered.
2. In the case of a bank book issued following an initial deposit, it will be sent to the account-holder by the same method.

Chapter IV

WITHDRAWALS

Article 11

APPLICATIONS FOR WITHDRAWALS

1. Any holder of a savings bank book may withdraw all or part of his balance by making application, through the savings bank of the contracting Country in which he is living, to the bank which keeps his account.

2. The amount of the withdrawal applied for is stated in the currency of the Country keeping the account; in the case of a partial withdrawal, the amount must not contain a fraction of a monetary unit.

3. In relations between Countries whose Postal Administrations have reached an agreement on this subject, account-holders may send their withdrawal applications direct and at their own expense to the bank keeping their account.

Article 12

WITHDRAWAL AUTHORIZATIONS

1. Withdrawal authorizations are prepared by the bank keeping the account, in the currency of the Country in which the account-holder resides and for the net amount to be paid. They are sent, together with the corresponding funds, to the bank responsible for making payment.

2. The bank preparing the withdrawal authorization itself determines the rate of conversion of the currency of its own Country into that of the Country in which the account-holder resides.

Article 13

WITHDRAWALS

1. Withdrawals are not subject to any limitations as to amount other than those prescribed by the laws of the contracting Countries.

2. Payment is made in person to the individual or individuals empowered under the terms of the savings contract to give a receipt and named on the authorization.

3. The amount to be paid is that indicated on the authorization in the currency of the Country of payment, without any deductions for the benefit of the bank making payment. However, when the law of the Country of the paying authority so requires, that authority may disregard fractions of a monetary unit or round off the amount to the nearest monetary unit.

Article 14

WITHDRAWALS BY TELEGRAPH

In relations between Countries whose Postal Administrations have reached an agreement on this subject, depositors may, at their own expense, apply for and

obtain payment by telegraph. The Administrations themselves draw up the regulations for executing the service.

Article 15

OTHER METHODS OF WITHDRAWAL

In relations between Countries whose Postal Administrations have reached an agreement on this subject, withdrawals may be effected without observance of the formalities relating to applications for withdrawal and withdrawal authorizations.

Chapter V

TRANSFERS

Article 16

GENERAL PRINCIPLES APPLICABLE TO TRANSFERS

1. Any holder of a savings account may have all or part of his balance transferred to another savings bank of his choice. Application may be made at any bank or post office of the contracting Countries.

2. In the absence of any special agreement, the account-holder must deposit his bank book in support of the application.

3. In relations between Countries whose Postal Administrations have reached an agreement on this subject, account-holders may send their transfer applications, prepared according to the regulations and accompanied where necessary by the bank book, direct and at their own expense, to the bank keeping their account.

4. The amounts transferred bear interest payable by the bank which originally held the funds (called the "bank of origin") until the end of the month in which the account is debited, and by the bank receiving the transfer (called the "receiving bank") from the first day of the following month.

Chapter VI

RESPONSIBILITY

Article 17

EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. The amounts converted into an international postal money order or postal cheque for the execution of a savings bank transaction are subject to the safeguards prescribed for the particular method of transmitting the funds selected.

2. The savings banks are responsible for errors in currency conversion, for errors in the entry of transactions in the accounts and, in general, for any errors they make in preparing documents relating to the international savings bank service.

3. The savings banks through which withdrawals are made are responsible for funds received by them and for the proper performance of payment transactions.

4. The savings banks are in no way held responsible for delay in the transmission of funds.

5. The savings banks are in no way held responsible for any inaccuracies found in the information furnished by the users for the execution of the operations specified in article 2, para. 2.

Article 18

DETERMINATION OF RESPONSIBILITY

1. The savings bank responsible is that in whose service the error was committed.

2. When the error is attributable to both banks or when it cannot be determined which of them is responsible, they contribute to the rectification in equal shares.

Article 19

ADJUSTMENT OF THE ACCOUNT

The adjustment of the savings bank account is the responsibility of the savings bank which keeps the account, subject to its right to make a claim against the Administration responsible.

Article 20

REIMBURSEMENT OF THE SAVINGS BANK TO WHICH MONEY IS DUE

1. The savings bank which is responsible is bound to settle with the bank which has rectified the account within the four months following the notification of the adjustment of the account.

2. The refund to the creditor savings bank is made without charge to the latter. On the expiry of the period of four months, the amount due to the creditor bank bears interest at the rate of 5 per cent per annum from the date of expiry of the said period.

Chapter VII

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 21

APPLICATION OF THE CONVENTION AND OF CERTAIN AGREEMENTS

The Convention, the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques and the Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts are applicable, where appropriate, by analogy, whenever the present Agreement does not specifically apply.

Article 22

EXCEPTION TO THE APPLICATION OF THE CONSTITUTION

Article 4 of the Constitution does not apply to the present Agreement.

Article 23

CONDITIONS FOR APPROVAL OF PROPOSALS CONCERNING THE PRESENT AGREEMENT AND ITS DETAILED REGULATIONS

1. To become effective, proposals submitted to Congress and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the Member Countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these Member Countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

- (a) Two-thirds of the votes, if they involve the addition of new provisions or amendment of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations;
- (b) A majority of the votes, if they affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in article 32 of the Constitution.

Article 24

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 January 1966 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

IN WITNESS WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the contracting Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country of the seat of the Union. One copy shall be sent to each Party by the Government of the host Country of Congress.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by the same plenipotentiaries who signed the Constitution of the Universal Postal Union :

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Constitution, see United Nations Treaty Series, Vol. 611, pages 20 to 35.]

Germany
Belgium
Federal Republic of Cameroon
Chile
Republic of Colombia
Republic of Dahomey
Spain
Spanish Territories in Africa
Republic of Finland
French Republic
Italy
Japan
Republic of Mali
Republic of Niger
Norway
Paraguay
United Arab Republic
Republic of San Marino
Sweden
Togolese Republic
Turkey
Viet-Nam
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING THE INTERNATIONAL
SAVINGS BANK SERVICE

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

- 101. Information to be supplied by the Administrations.
- 102. Forms for the use of the public.
- 103. Post-free communications.

Chapter II

DEPOSITS

- 104. Payment of deposits.
- 105. Letter of advice.
- 106. Transmission of bank books and service documents.
- 107. Waiver of the right to require production of the bank book.
- 108. Partial or total refusal of a deposit.
- 109. Return of the bank book.

Chapter III

WITHDRAWALS

- 110. Preparation and submission of applications for withdrawal.
- 111. Withdrawal authorizations.
- 112. Treatment of the bank book.
- 113. Payment of withdrawals.
- 114. Validity of authorizations.
- 115. Return of receipted authorizations.
- 116. Authorizations not executed.
- 117. Other methods of withdrawal.

Chapter IV

TRANSFERS

- 118. Submission of applications.
- 119. Treatment of transfer applications.

Art.

- 120. Issue of a new bank book.
- 121. Transfer to an existing account.
- 122. Treatment of the original bank book after transfer operations.

Chapter V

MISCELLANEOUS OPERATIONS

- 123. Replacement of bank books.
- 124. Calculation of interest.
- 125. Deposit of the bank book for entry of interest.
- 126. Return of the bank book after entry of interest.

Chapter VI

FINAL PROVISIONS

- 127. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

ANNEXES

Forms : see "List of forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE
AGREEMENT CONCERNING THE INTERNATIONAL
SAVINGS BANK SERVICE

Having regard to article 22, para. 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,¹ the undersigned, on behalf of their respective Postal Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning the international savings bank service is implemented:

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 101

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY THE ADMINISTRATIONS

1. Each Administration must supply to the other Administrations through the International Bureau information concerning the following matters;

- (a) The operations it carries out;
- (b) Its participation or non-participation in the telegraph withdrawal service;
- (c) The maximum and minimum amounts allowed respectively for deposit, withdrawal and transfer;
- (d) The transactions for which the bank book must be produced.

2. Each Administration is also bound to inform the other Administrations direct:

- (a) Whether it allows applications for withdrawal and transfer to be transmitted direct by the account-holder to the bank which keeps his account;
- (b) Whether or not it centralizes deposit slips and withdrawal applications.

3. Any amendment to the above information must be notified without delay.

4. Each Administration may, in addition, request the other Administrations direct to communicate to it information regarding their methods of authenticating documents exchanged and, if necessary, specimens of the bank books and seals used in the banks, together with a list of specimen signatures of the officials at those banks empowered to sign the letters of advice and withdrawal authorizations mentioned in articles 105, 111 and 114 respectively.

5. In the event of an amendment to the list mentioned in para. 4, a complete new list is sent to the corresponding Administration; nevertheless, if it is merely required to cancel one of the signatures communicated, it is sufficient to strike it off the existing list, which shall continue to be employed.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611, p. 68.

Article 102

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

For the purpose of applying the provisions of article 11, para. 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public:

- CE 1 (Savings deposit slip);
- CE 3 (Application for withdrawal);
- CE 6 (Application for transfer).

Article 103

POST-FREE COMMUNICATIONS

Communications admitted free of postal charges in the conditions specified in article 5, para. 2, of the Agreement must bear the name of the bank which keeps the savings accounts and the indication "*Service des postes*" [Postal Service].

Chapter II

DEPOSITS

Article 104

PAYMENT OF DEPOSITS

1. The holder of a savings bank book wishing to make a deposit hands in, at the savings bank or at a post office in the Country of his residence, against a receipt issued free of charge, the bank book, a savings deposit slip prepared on a form CE 1 in the form of the annexed specimen, the amount of the deposit and the cost of transmitting the funds.

2. If the deposit is made for the purpose of opening a new account, the savings deposit slip must mention the place and date of birth of the depositor and his marital status. This information is checked against an identification document.

3. The bank or post office receiving the deposit completes the slip filled in by the depositor and indicates the method of transmitting the funds, showing the relevant transmission charges. The savings deposit slip is then stamped with the bank's seal or with the date stamp of the post office.

4. The savings deposit slip, together with the bank book, if one has already been issued, is sent to the savings bank of destination.

Article 105

LETTER OF ADVICE

1. Savings banks have the option of centralizing savings deposit slips.

2. In such a case, the slips are described in part 1 of the letter of advice CE 2 in the form of the annexed specimen transmitted to the savings bank of destination. Part 2 bears the certification of the dispatch of funds to the bank concerned by postal money order or postal cheque.

3. The grand total of the certificate must be expressed in full in words and in figures; it may, however, be expressed in figures only, if a protectograph is used for the entry. The certificate bears the impression of the stamp of the service of origin and the signature of the representative of that service.

4. The savings books are, when necessary, enclosed with the letter of advice.

Article 106

TRANSMISSION OF BANK BOOKS AND SERVICE DOCUMENTS

Bank books, savings deposit slips attached to the bank books to which they refer, and letters of advice are sent, officially registered, to the savings bank of destination.

Article 107

WAIVER OF THE RIGHT TO REQUIRE PRODUCTION OF THE BANK BOOK

Notwithstanding articles 104 to 106, a contracting Country may decide not to require production of the bank book at the time of deposit of funds, provided that it so informs the other contracting Countries beforehand through the International Bureau.

Article 108

PARTIAL OR TOTAL REFUSAL OF A DEPOSIT

1. If all or part of a deposit is refused, the amount refused is returned to the depositor, either by postal money order or by postal cheque, with an explanatory note, through the bank or post office which received the deposit.

2. If the refusal is the result of a service error, the cost of returning the amount is borne by the bank or the Administration in whose service the error was committed. Otherwise, it is borne by the depositor.

Article 109

RETURN OF THE BANK BOOK

1. After the deposit has been entered, the bank book is returned, where appropriate, direct to the depositor by letter, officially registered.

2. The same procedure applies in the case of a new book.

Chapter III

WITHDRAWALS

Article 110

PREPARATION AND SUBMISSION OF APPLICATIONS FOR WITHDRAWAL

1. Applications for withdrawal are prepared on forms CE 3 in the form of the annexed specimen.

2. Subject to article 11, para. 3, of the Agreement, the depositor submits his withdrawal application to the bank of the Country in which he resides or to the corresponding post offices of the said bank. The service receiving the application may verify the capacity and the identity of the person submitting it.

3. The banks may agree that applications are to be centralized by the bank of the Country in which the depositor resides, the latter bank being responsible for forwarding them to their destination after collecting them together. In that case, they may agree that verification should be made before the applications are forwarded to the bank which keeps the account.

4. The bank called upon to authorize the withdrawal may require the bank book to be produced when the application for withdrawal is submitted, either simply for inspection of the balance in the bank book or for attachment to the application. If it does so require, the contracting Country concerned must inform the other Countries of the fact beforehand through the International Bureau. If production of the bank book is required merely for inspection of the balance, the service official must certify on the form CE 3 that the balance stated by the account-holder corresponds to the balance entered in the bank book.

Article 111

WITHDRAWAL AUTHORIZATIONS

1. Withdrawal authorizations are prepared on forms CE 4 in the form of the annexed specimen. They include:

- (a) The number of the savings bank book and the name of the holder;
- (b) Full particulars of the person or persons empowered to give a receipt in accordance with article 13, para. 2, of the Agreement;
- (c) The amount to be paid, expressed in figures and in words in the currency of the Country of payment; it is sufficient to express the amount in figures only, if a protectograph is used for the entry;
- (d) The amount to be entered in the bank book, expressed in figures in the currency in which the savings account is kept and, where appropriate, the balance before and after the withdrawal;
- (e) Particulars of the collective or individual money order or postal cheque sent to the bank of the Country of payment or to the post office making payment.

2. A document bearing a specimen signature of the person or persons referred to in para. 1 (b) may be enclosed with the withdrawal authorization CE 4.

3. Authorizations for payment are transmitted:

- (a) Individually to the bank or post office making payment; or
- (b) Collectively to the bank making payment; in this case, they are described in part 1 of the letter of advice CE 5 in the form of the annexed specimen,

showing, in the currency of the Country of payment, the total of the net amounts to be paid. Part 2 of the letter of advice certifies the dispatch of the funds to the bank concerned by postal money order or postal cheque. The grand total of the certificate must be expressed in full in words and in figures; this total may, however, be expressed in figures only, if a protectograph is used for the entry. The certificate bears the impression of the stamp of the service of origin and the signature of the representative of that service.

4. The cost of dispatching the funds to the said bank is deducted from the depositor's balance.

Article 112

TREATMENT OF THE BANK BOOK

Where production of the bank book is required at the time when the application is submitted, the bank authorizing the withdrawal indicates on the bank book the amount of the withdrawal plus the forwarding costs. If the entire balance is withdrawn, it retains the bank book. In the case of partial withdrawal, however, the bank returns the bank book direct to the depositor by letter, officially registered, unless the bank book is to be deposited.

Article 113

PAYMENT OF WITHDRAWALS

1. Payment is made in person to the individual or individuals empowered to give a receipt in accordance with article 13, para. 2, of the Agreement, on production of the bank book, unless it has previously been produced, and of proof of identity as prescribed by the regulations of the bank making payment.

2. Save where the withdrawal transaction has already been entered in the bank book by the bank which prepares the withdrawal authorization, the amount withdrawn, as it appears on the authorization in the currency of the Country in which the account is kept, after addition of the forwarding costs, is entered in the bank book and deducted from the balance. In both cases the entry is supported by the stamp or seal of the service making payment. In the case of a partial withdrawal, the bank book, if it is not to be deposited, is returned direct to the account-holder by letter, officially registered.

3. The receipt of the person receiving payment is obtained on the withdrawal authorization CE 4. The signature of receipt must correspond to the specimen attached, where appropriate, to the form.

4. If the balance is smaller than the sum to be withdrawn or a discrepancy is found between the new balance shown by the bank book after the withdrawal and the balance entered by the bank of origin on the withdrawal authorization, the transaction is postponed and instructions are requested from the bank which prepared the form CE 4.

5. If the bank making payment so wishes, it may obtain a second receipt on a duplicate authorization prepared by it.

6. The banks may defer making payment until they have encashed the postal money orders or postal cheques transmitting the relevant funds.

Article 114

VALIDITY OF AUTHORIZATIONS

1. The banks agree on the conditions of validity and authenticity of the withdrawal authorizations which they exchange. They may, *inter alia*, agree that only authorizations bearing a signature, or the impression of a seal, a specimen of which has been communicated in advance are valid.

2. In the absence of any special agreement, the period of validity of withdrawal authorizations expires at the end of the month following that in which they are prepared.

Article 115

RETURN OF RECEIPTED AUTHORIZATIONS

The withdrawal authorizations CE 4, duly received by the persons receiving payment, are returned, together with the balanced bank books, if transmitted, to the bank which prepared them.

Article 116

AUTHORIZATIONS NOT EXECUTED

1. Withdrawal authorizations not executed for any reason are returned, properly annotated, to the bank which prepared them. Where appropriate, they are accompanied by the corresponding bank book.

2. The funds concerned are returned to the aforementioned bank, after deduction of costs, by either of the methods specified in article 3, para. 1, of the Agreement. The banks may, however, agree that the funds should be simply deducted from the next letter of advice CE 5.

3. The said costs are borne by the depositor, unless the return of the funds is due to an error committed by one of the banks. In that case, they are borne by the bank which committed the error.

Article 117

OTHER METHODS OF WITHDRAWAL

The measures of implementation with respect to withdrawals effected without observance of the formalities relating to applications for withdrawal and withdrawal authorizations are drawn up by common consent between the Administrations of the Countries which have agreed to institute these simplified methods.

Chapter .IV

TRANSFERS

Article 118

SUBMISSION OF APPLICATIONS

1. Subject to article 16, para. 3, of the Agreement, transfer applications prepared in duplicate on forms CE 6 in the form of the annexed specimen are submitted to the savings bank or post office of the place where the account-holder is living. The bank book accompanies the transfer application, unless it has been deposited with the bank which issued it.

2. A receipt for the documents deposited is issued free of charge to the holder of the bank book.

3. Accounts subject to special withdrawal conditions may be transferred, unless express reservations in that regard were made at the time the bank book was issued or the bank of destination does not accept those conditions.

4. After verification of the identity and, if necessary, of the credentials of the signer or signers, the two copies of the application, accompanied where appropriate by the bank book, are sent to the savings bank of origin.

Article 119

TREATMENT OF TRANSFER APPLICATIONS

1. Transfer applications are subject to the rules observed by the savings bank of origin with respect to applications for withdrawal.

2. Where the entire balance is transferred, the amount transferred includes, in addition to the cash balance of the depositor's account, the interest calculated as stated in article 16, para. 4, of the Agreement.

3. In the case of a partial transfer, the interest on the amount transferred accrues in the depositor's favour in the account kept by the bank of origin, up to the end of the month in which the account was debited and, from the first day of the following month, in the account kept by the bank of destination.

4. After inspecting the bank book, the savings bank of origin enters the operation in it and fills in the back of the transfer application.

5. The funds corresponding to the transfer applied for are sent to the receiving bank by the method specified in article 3 of the Agreement.

6. One copy of the transfer application, duly completed by the bank of origin, is attached to the letter of advice CE 5; the second copy is retained by the bank of origin. The special withdrawal conditions imposed, if any, are mentioned by the latter bank on the back of the transfer application for reproduction in the account and in the bank book issued by the receiving bank.

Article 120

ISSUE OF A NEW BANK BOOK

1. Immediately after receipt of the funds and documents referred to in article 119, the receiving bank issues a bank book in the name of the account-holder for the amount received from the bank of origin.
2. Unless it is to be deposited, the bank book is sent direct to the account-holder by letter, officially registered.

Article 121

TRANSFER TO AN EXISTING ACCOUNT

1. If the depositor making the transfer application already holds a bank book of the bank to which his funds are to be transferred, he attaches it to the file or states that it is on deposit with the bank which issued it.
2. The bank of origin encloses the bank book with the transfer application and forwards the latter to the receiving bank. After executing the transfer and entering the amount transferred in the bank book, the receiving bank sends the bank book direct to the account-holder by letter, officially registered, unless he redeposits it.

Article 122

TREATMENT OF THE ORIGINAL BANK BOOK AFTER TRANSFER OPERATIONS

1. In the event of the transfer of an entire balance either to a new or to an existing account, the bank book from which the amount transferred was deducted is retained by the bank of origin.
2. In the case of a partial transfer the bank book, unless it is to be deposited, is returned direct to the account-holder by letter, officially registered.

Chapter V

MISCELLANEOUS OPERATIONS

Article 123

REPLACEMENT OF BANK BOOKS

1. The bank or post office which receives a bank book for replacement issues a receipt to the person depositing it.
2. The bank book is sent by the said bank or post office to the savings bank concerned.
3. The new bank book is sent direct to the depositor by letter, officially registered.

Article 124

CALCULATION OF INTEREST

The amount of interest relating to each transaction is calculated according to the rules in force at the bank which keeps the account.

Article 125

DEPOSIT OF THE BANK BOOK FOR ENTRY OF INTEREST

The bank book is deposited, against a receipt issued free of charge, at the savings bank or post office of the Country in which the account-holder resides; the said bank or post office forwards the bank book to the savings bank concerned.

Article 126

RETURN OF THE BANK BOOK AFTER ENTRY OF INTEREST

After the interest has been entered, the bank which keeps the account returns the bank book direct to the account-holder by letter, officially registered.

Chapter VI

FINAL PROVISIONS

Article 127

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning the international savings bank service comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Parties concerned.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement ; see p. 172 of this volume.)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
CE 1	Savings deposit slip	art. 104, § 1
CE 2	Letter of advice with savings deposit slips	art. 105, § 2
CE 3	Application for withdrawal	art. 110, § 1
CE 4	Withdrawal authorization	art. 111, § 1
CE 5	Letter of advice of savings withdrawal and transfer authorizations	art. 111, § 3(b)
CE 6	Application for transfer	art. 118, § 1

ANNEXES:

FORMS CE 1 to CE 6

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE		CE 1		
SAVINGS BANK		SAVINGS DEPOSIT SLIP		
of.....				
To be filled in by the depositor	Bank which keeps (or which is to keep) the account		Account number (¹)	
	ACCOUNT HOLDER	Surname and given names		
		Place of birth (²)	Date of birth (²)	
		Marital status (²)		
		Present address		
	Amount to be credited (in currency of the Country where the account is kept, and without fractions of a monetary unit)	(in arabic figures)		
		(in full in words)		
		Bank book	on deposit	
		<input type="checkbox"/> herewith (³) <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Address to which the bank book is to be sent			
Place and date			19	
Depositor's signature				
To be filled in by the bank or the post office receiving the deposit	Amount paid in (¹)	Rate of exchange	Cost of transmission	
	Amount transmitted by	postal money order No.	issued on	individual (³)
		postal cheque No.	issued on	collective (³)
	Place and date			individual (³)
				collective (³)
	Signature			Stamp of service of origin
	Official position of signer			
	(¹) In the case of an existing account. (²) In the case of an account to be opened. (³) Place an X in the appropriate box. (⁴) In currency of the Country in which the deposit is made.			

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE
SAVINGS BANK

LETTER OF ADVICE

CE 2

of with savings deposit slips


Part 1	Bank or post office receiving the cash	Description of the account to be credited		Payments	
		Number	Surname and given names	Date	Amount ⁽¹⁾
Number of		Deposit slips	bank books	Total amounts	

CERTIFICATE OF DISPATCH

I, the undersigned, certify dispatch by postal money order ⁽²⁾ postal cheque ⁽²⁾ of the following sum ⁽¹⁾ representing the total savings deposits described above.

Part 2	Amount in arabic figures		in full in words	
	Money order or postal cheque number	Date of dispatch	Signature	
	Bank or post office of destination		Official position of signer	





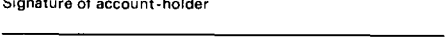
Stamp of service of origin



⁽¹⁾ In currency of the Country where the account is kept. ⁽²⁾ Place an X in the appropriate box.

(Savings, Vienna 1964, art. 105, § 2—Size: 210 × 148 mm)

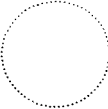

(Front)

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE		CE 3
APPLICATION FOR WITHDRAWAL		
I, the undersigned, request the withdrawal of the following sum from the balance of my savings bank account		
Savings bank keeping the account		
Account-holder (surname and given names)		
Place of birth	Date of birth	
Balance of the account ⁽¹⁾	No. of bank book	Bank book ⁽²⁾
		<input type="checkbox"/> herewith <input type="checkbox"/> on deposit
Address of the account-holder in the Country in which he wishes to receive the funds		
Amount to be withdrawn ⁽³⁾ (Fractions of a monetary unit not allowed)	in Arabic figures	in full in words
		
⁽¹⁾ Certified by the undersigned that the balance shown agrees with amount entered in the bank book <div style="text-align: center;">    </div>	Place and date	
	Signature of account-holder	
Signature of official	See back for notes ⁽¹⁾ to ⁽²⁾	P.T.O.

(Savings, Vienna 1964, art. 110, § 1 —Size: 148×105 mm)

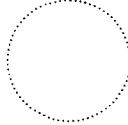
CE 3 (Back)

<p>Notes.</p> <p>⁽¹⁾ Statement and certification of the balance of the account are obligatory only if the bank book must be produced for checking of balance.</p> <p>⁽²⁾ If relevant, place an X in the appropriate box.</p> <p>⁽³⁾ In currency of the Country in which the account is kept. If the entire balance is to be withdrawn, write "Capital and interest".</p>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
---	---

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE		CE 4	
SAVINGS BANK		WITHDRAWAL AUTHORIZATION	
of		Authorization No. _____	
Payer savings bank	Payer post office	No. of bank book _____	
Surname and given names of account-holder		Balance before withdrawal ⁽¹⁾ _____	
Amounts to be entered in bank book	Sum withdrawn ⁽¹⁾ _____	Cost ⁽¹⁾ _____	Total ⁽¹⁾ _____
Amount to be paid ⁽²⁾	in Arabic figures _____	Rate of exchange _____	New balance ⁽¹⁾ _____
	in full in words _____		
Person or persons empowered to give receipt	Surname(s) and given names _____		
	Street, number, place _____		
Observations of savings bank of origin	Amount transmitted by	postal money order No. _____ issued on _____	<input type="checkbox"/> individual ⁽³⁾ <input type="checkbox"/> collective ⁽³⁾ <input type="checkbox"/> individual ⁽³⁾ <input type="checkbox"/> collective ⁽³⁾
.....		postal cheque No. _____ issued on _____	
Place and date	19	RECEIPT	
Signature	The undersigned acknowledge(s) receipt of the above-mentioned amount.		
Official position of signer	Stamp of the savings bank of origin	Place and date	Stamp of the payer service
⁽¹⁾ In currency of the country in which the account is kept. To be filled in only if the bank book has not been delivered to the bank keeping the account. ⁽²⁾ In the currency of the country of payment. ⁽³⁾ Place an X in the appropriate box.		Signature(s) of the recipient(s)	
		Signature of the official making payment	

(Savings, Vienna 1964, art. 111, § 1 — Size: 210×148 mm)

(Front)

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE		APPLICATION FOR TRANSFER (to be completed in duplicate)		CE 6
Bank from which the transfer is effected				
Bank receiving the transfer				
ACCOUNT-HOLDER	Surname and given names ⁽¹⁾			
	Nationality		Occupation	
	Place of birth		Date of birth	
	Address (street, number, place, Country)			
.....				
Partial transfer, amount (in Arabic figures)			Transfer of entire balance (capital and interest) ⁽²⁾	
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
.....				
Account to be debited		No. of bank book	Bank book ⁽²⁾	
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> herewith <input type="checkbox"/> on deposit	
Account to be credited ⁽²⁾		No. of bank book	Bank book ⁽²⁾	
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> herewith <input type="checkbox"/> on deposit	
Operations after transfer		the debited bank book is to be ⁽²⁾	the credited bank book is to be ⁽²⁾	
<input type="checkbox"/>		returned to the account-holder <input type="checkbox"/>	sent to the account-holder <input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>		placed on deposit	placed on deposit	
Address to which the bank book or bank books should be sent				
.....				
Place and date				
				19
Signature(s)				
Capacity of the person(s) signing				
.....				
SERVICE NOTES				
Proof of identity				
Signature of the official receiving the application				Stamp of the service receiving the application
⁽¹⁾ Where appropriate, state maiden and married names and whether married, widowed or divorced. ⁽²⁾ Place an X in the appropriate box. ⁽³⁾ To be filled in only if an account already exists.				

CE 6 (Back)

RESERVED FOR USE OF THE BANK KEEPING THE SAVINGS ACCOUNT

Total balance of the account (1) Dispatch costs to be charged to the account-holder (1) Amount to be transferred (1) Balance remaining (1)	}		
Amount of the transfer (2)	in Arabic figures	Rate of exchange	
	in full in words		
Interest paid (where entire balance transferred) up to		Date	
Interest credited to original account (in case of partial transfer) up to		Date	
Special withdrawal conditions affecting the funds transferred (2)			
Amount dispatched by	postal money order No.	issued on	<input type="checkbox"/> individual (*) <input type="checkbox"/> collective (*)
	postal cheque No.	issued on	<input type="checkbox"/> individual (*) <input type="checkbox"/> collective (*)
Place and date		Stamp of the savings bank of origin 	
19			
Signature			
Official position of person signing			
(1) In currency of the Country of origin. (2) In currency of the Country of destination. (3) To be filled in if relevant. (*) Place an X in the appropriate box.			

LIST OF STATES WHICH HAVE RATIFIED, APPROVED (A), OR ACCEDED (a) TO, THE AGREEMENT, INDICATING THE DATE OF DEPOSIT OF THE INSTRUMENT WITH THE GOVERNMENT OF SWITZERLAND OR, DENOTED BY AN ASTERISK, THE DATE OF NOTIFICATION OF ACCESSION ISSUED BY THE LATTER GOVERNMENT UNDER ARTICLE 11 (5) OF THE CONSTITUTION

BELGIUM	4 November	1965 A
DAHOMEY	13 January	1967 A
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY	27 June	1966
(With a declaration that the Agreement shall apply to <i>Land</i> Berlin.)		
FINLAND	17 December	1965
FRANCE	22 January	1966 A
JAPAN	22 July	1965 A
MALI	18 December	1965
NIGER	8 February	1966 A
NORWAY	1 December	1965 A
SAN MARINO	11 October	1967 A
SPAIN	9 November	1966
(Including the Spanish Territories in Africa.)		
SWEDEN	13 December	1966
UNITED ARAB REPUBLIC	30 June	1967

No. 8853

UNIVERSAL POSTAL UNION

Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964

Official text: French.

Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964

Texte officiel français.

Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1^{er} décembre 1967.

XI

ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX
JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES. SIGNÉ À
VIENNE, LE 10 JUILLET 1964

ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX
JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement

Chapitre II

ABONNEMENTS

2. Souscriptions
3. Périodes d'abonnement. Abonnements demandés tardivement
4. Continuation des abonnements en cas de cessation du service
5. Abonnements recueillis directement par les éditeurs

Chapitre III

TAXES ET PRIX

6. Taxe des journaux
7. Prix de livraison
8. Prix d'abonnement
9. Changements de prix
10. Imprimés encartés

Chapitre IV

DISPOSITIONS DIVERSES

11. Changement d'adresse
12. *Demande de communication d'adresses*
13. Réclamations
14. Responsabilité

Chapitre V

DISPOSITIONS FINALES

15. Application de la *Convention*
16. *Exception à l'application de la Constitution*
17. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*
18. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des *Pays-membres de l'Union*, vu l'article 22, § 4, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964², ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la *Constitution*, arrêté l'Arrangement suivant :

Chapitre I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article premier

OBJET DE L'ARRANGEMENT

1. Le service postal des abonnements aux journaux, entre ceux des Pays contractants *qui* conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

2. Les écrits périodiques sont assimilés aux journaux.

Chapitre II

ABONNEMENTS

Article 2

SOUSCRIPTIONS

1. Les bureaux de poste de chaque Pays reçoivent les souscriptions du public aux journaux publiés dans les divers Pays contractants et dont les éditeurs ont accepté l'intervention de la poste dans le service international des abonnements.

2. Ils peuvent accepter également les souscriptions à des journaux de tous autres Pays que les Administrations postales seraient en mesure de fournir.

3. Par *application de* l'article 28 de la Convention, chaque Pays a le droit de ne pas admettre les abonnements aux journaux qui seraient exclus, sur son territoire, du transport ou de la distribution.

Article 3

PÉRIODES D'ABONNEMENT. ABONNEMENTS DEMANDÉS TARDIVEMENT

1. Les abonnements ne peuvent être demandés que pour les périodes d'un an, d'un semestre ou d'un trimestre. Ils prennent cours :

- pour un an, au 1^{er} janvier ;
- pour six mois, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet ;
- pour trois mois, au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre.

¹ Mis en application le 1^{er} janvier 1966, conformément à l'article 18. Voir à la page 223 du présent volume la liste des États qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement ou qui y ont adhéré.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 17.

2. Des exceptions à cette règle sont admises à l'égard des publications intermittentes ou temporaires.

3. Les Administrations peuvent convenir d'admettre aussi des abonnements pour un ou deux mois d'un même trimestre ainsi que des abonnements intéressant la période restant à courir jusqu'au renouvellement des abonnements trimestriels, semestriels ou annuels.

4. Les abonnés qui n'ont pas fait leur demande en temps utile n'ont aucun droit aux numéros parus depuis le commencement de la période d'abonnement. Cependant, les Administrations peuvent prêter leur concours aux abonnés pour obtenir si possible ces numéros.

Article 4

CONTINUATION DES ABONNEMENTS EN CAS DE CESSATION DU SERVICE

Lorsqu'un Pays cesse sa participation à l'Arrangement, les abonnements courants doivent être servis, dans les conditions prévues, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été demandés.

Article 5

ABONNEMENTS RECUEILLIS DIRECTEMENT PAR LES ÉDITEURS

Les *Administrations peuvent* admettre à la taxe des journaux, selon l'article 6, les publications que les éditeurs se sont engagés à servir, non sur la base d'un abonnement-poste, mais en vertu de contrats de livraison et d'abonnements directs.

Chapitre III

TAXES ET PRIX

Article 6

TAXE DES JOURNAUX

1. Les Administrations fixent pour les journaux à destination de l'étranger une taxe spéciale comprise dans les limites de 40 % à 100 % de la taxe ordinaire des imprimés.

2. Chaque Administration a la faculté de fixer, entre les échelons de poids de 50 grammes prévus pour les imprimés, des échelons intermédiaires lui permettant d'adapter la taxe internationale à son système interne de calcul de la taxe des journaux.

Article 7

PRIX DE LIVRAISON

1. Chaque Administration publie les prix auxquels elle fournit les journaux aux autres Administrations, en se basant sur les prix de livraison qui sont indiqués par les éditeurs et qui comprennent déjà les frais de transport.

2. Les prix de livraison pour les abonnements-avion peuvent aussi être publiés de la même manière.

Article 8

PRIX D'ABONNEMENT

1. L'Administration de destination convertit le prix de livraison en monnaie de son Pays d'après un taux moyen convenu ou d'après le taux applicable aux mandats de poste.

2. L'Administration de destination fixe le prix à payer par l'abonné, en ajoutant au prix de livraison *la taxe* de commission qu'elle juge utile, mais qui ne doit toutefois pas dépasser *celle* qui est éventuellement *perçue* pour les abonnements du service *intérieur*. Elle y ajoute, en outre, le droit de timbre qui est éventuellement exigible en vertu de la législation de son Pays.

3. Le prix d'abonnement est exigible au moment de la souscription et pour toute la période d'abonnement.

Article 9

CHANGEMENTS DE PRIX

Pour pouvoir être pris en considération, les changements de prix doivent être notifiés à l'Administration centrale du Pays de destination ou à un bureau spécialement désigné, au plus tard un mois avant le commencement de la période à laquelle ils se rapportent. Ces changements n'ont pas d'effet sur les abonnements en cours.

Article 10

IMPRIMÉS ENCARTÉS

Les prix courants, prospectus, réclames, etc., encartés dans un journal, mais qui ne font pas partie intégrante de celui-ci, sont soumis à la taxe des imprimés; cette taxe peut, au gré de l'Administration d'origine, être comptabilisée ou représentée soit sur la bande ou l'enveloppe, soit sur l'imprimé lui-même, au moyen de l'un des procédés d'affranchissement prévus par la Convention.

Chapitre IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11

CHANGEMENTS D'ADRESSE

1. Les abonnés peuvent, en cas de changement de résidence et pour une durée ne dépassant pas le terme de l'abonnement, obtenir que le journal soit expédié directement à leur nouvelle adresse soit à l'intérieur du Pays de la destination primitive, soit dans un autre Pays contractant, y compris celui de publication, soit dans un Pays non contractant.

2. L'Administration de la destination primitive perçoit de ce chef, de l'abonné, une taxe unique ne dépassant pas 70 centimes.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux journaux dont l'abonnement, souscrit pour le Pays de publication même, est transféré dans un autre Pays. En pareil cas, l'Administration du Pays de publication a toutefois la faculté de fixer à son gré les taxes à percevoir du chef de transferts.

Article 12

DEMANDE DE COMMUNICATION D'ADRESSES

1. Chaque éditeur a la faculté de se faire communiquer les noms et les adresses des abonnés à ses publications. Cette demande peut être limitée aux abonnés d'un Pays et jou d'une localité donnée.

2. Toute demande de communication d'adresses donne lieu à la perception d'une taxe fixe qui ne peut être supérieure à 50 centimes et d'une taxe supplémentaire qui ne peut être supérieure à 5 centimes par adresse communiquée.

3. La taxe fixe revient à l'Administration du Pays d'origine, tandis que la taxe supplémentaire est acquise à l'Administration du Pays de destination.

Article 13

RÉCLAMATIONS

Les Administrations sont tenues de donner suite, sans frais pour les abonnés, à toute réclamation fondée concernant des retards ou des irrégularités quelconques survenant dans le service des abonnements.

Article 14

RESPONSABILITÉ

Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité quant aux charges et obligations qui incombent aux éditeurs. Elles ne sont tenues à aucun remboursement en cas de cessation ou d'interruption de la publication d'un journal en cours d'abonnement.

Chapitre V

DISPOSITIONS FINALES

Article 15

APPLICATION DE LA CONVENTION

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Article 16

EXCEPTION À L'APPLICATION DE LA CONSTITUTION

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

Article 17

CONDITIONS D'APPROBATION DES PROPOSITIONS CONCERNANT LE PRÉSENT ARRANGEMENT ET SON RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications de fond aux articles 1 à 4, 6 à 10, 13 à 18 du présent Arrangement ainsi que 101 à 105 et 116 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications de fond aux articles 106, 110, 111, 114 et 115 du Règlement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit:
 - 1^o de modifications de fond aux autres articles du présent Arrangement et de son Règlement ainsi que de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de *différend* à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la *Constitution*;
 - 2^o de modifications d'ordre rédactionnel à apporter à toutes les dispositions du présent Arrangement et de son Règlement.

Article 18

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays *contractants* ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du *Pays-siège de l'Union*. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du *Pays-siège du Congrès*.

FAIT à Vienne, le 10 juillet 1964.

Cet Arrangement a été signé au nom des États et des entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle :

[Voir aux pages 20 à 35 du volume 611 du Recueil des Traités des Nations Unies les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution.]

République populaire d'Albanie
République algérienne démocratique et populaire
Allemagne
République Argentine
République d'Autriche
Belgique
Bolivie
République populaire de Bulgarie
Royaume du Cambodge
République fédérale du Cameroun
Chili
Chine
République de Colombie
République de Cuba
République du Dahomey
Royaume de Danemark
République Dominicaine
République de l'Équateur
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
République de Finlande
République française
Grèce
République de Haute-Volta
République populaire hongroise
Italie
Royaume du Laos
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République du Mali
Royaume du Maroc
Principauté de Monaco
Nicaragua
République du Niger
Norvège
Paraguay
Pays-Bas
République populaire de Pologne
Portugal
République arabe unie
République populaire roumaine
Somalie

Suède
Confédération suisse
Thaïlande
République togolaise
Tunisie
Turquie
République orientale de l'Uruguay
État de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
Viêt-Nam
République arabe du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX
ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

- 101. Bureaux d'échange
- 102. Liste des journaux. Journaux interdits
- 103. Tarif général des journaux
- 104. Communications à adresser au Bureau international

Chapitre II

EXÉCUTION DES DEMANDES D'ABONNEMENT

- 105. Listes des demandes d'abonnement
- 106. Expédition des journaux
- 107. Abonnements recueillis directement par les éditeurs

Chapitre III

CAS SPÉCIAUX

- 108. Changements d'adresse
- 109. *Demande de communication d'adresses*
- 110. Irrégularités
- 111. Publication interrompue ou supprimée
- 112. Abonnements aux journaux ne figurant pas dans la liste

Chapitre IV

COMPTABILITÉ

- 113. Attribution des taxes et *des* droits
- 114. Comptes trimestriels
- 115. Liquidation. Acomptes

Chapitre V

DISPOSITIONS FINALES

- 116. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules : voir la « Liste des formules »

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964¹, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques:

Chapitre I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 101

BUREAUX D'ÉCHANGE

1. Le service des abonnements s'effectue par l'entremise de bureaux d'échange que chaque *Administration doit* désigner et notifier aux autres Administrations.
2. Ces bureaux correspondent directement entre eux pour tout ce qui concerne le service des abonnements.

Article 102

LISTE DES JOURNAUX. JOURNAUX INTERDITS

1. Les *Administrations se* communiquent une liste des journaux dont l'abonnement peut être servi par leur intermédiaire. Cette liste doit être établie sur une formule conforme au modèle AP 1 ci-annexé et communiquée aux Administrations intéressées au plus tard un mois avant le commencement de la période à laquelle elle se rapporte.
2. Toute modification ultérieure concernant les conditions d'abonnement n'est pas valable si la communication y relative n'a pas eu lieu dans le délai prévu au § 1. Dans le cas contraire, la modification prend effet à partir du trimestre suivant.
3. Les Administrations se *communiquent*, en outre, la liste des journaux frappés d'interdiction.

Article 103

TARIF GÉNÉRAL DES JOURNAUX

Chaque Administration *établit*, au moyen des listes fournies en exécution de l'article 102, un tarif général indiquant, par Pays, les journaux, les conditions de l'abonnement et les prix à payer par l'abonné. Ces prix, établis conformément à l'article 8 de l'Arrangement, sont énoncés dans la monnaie légale du Pays qui publie le tarif.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 17.

Article 104

COMMUNICATIONS À ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL

1. Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- a) la liste des Pays avec lesquels elles entretiennent un service d'abonnements aux journaux sur la base de l'Arrangement;
- b) la taxe des journaux applicable dans le service international;
- c) *la taxe de commission qui est ajoutée au prix de livraison, la taxe de changement d'adresse ainsi que la taxe fixe et la taxe supplémentaire de communication d'adresses;*
- d) l'indication relative à l'admission des abonnements recueillis directement par les éditeurs;
- e) leurs bureaux d'échange et les Pays pour lesquels ceux-ci interviennent;
- f) un extrait des dispositions de leurs lois ou *de leur réglementation* applicables au service des abonnements.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

Chapitre II

EXÉCUTION DES DEMANDES D'ABONNEMENT

Article 105

LISTE DES DEMANDES D'ABONNEMENT

1. Vers la fin de chaque trimestre, les bureaux d'échange récapitulent, sur une liste conforme au modèle AP 2 ci-annexé, les demandes d'abonnement qu'ils ont reçues de l'intérieur. Cette liste doit parvenir au bureau d'échange correspondant suffisamment tôt pour que les abonnements puissent être servis dès la date à laquelle ils prennent cours. Les Administrations se communiquent la date jusqu'à laquelle les demandes d'abonnement doivent parvenir à leurs bureaux d'échange.

2. Les demandes qui parviennent tardivement ou qui sont faites en dehors des périodes réglementaires de renouvellement sont traitées de la même manière au moyen de la liste AP 2.

3. Les listes sont revêtues de numéros d'ordre dont la série se renouvelle chaque trimestre. Les demandes antérieures encore valables sont mentionnées à la suite des nouvelles demandes de manière à présenter, par journal et par destination, le nombre total des abonnements à servir.

Article 106

EXPÉDITION DES JOURNAUX

1. Les journaux sont expédiés en paquets adressés soit directement aux bureaux destinataires, soit en bloc à des bureaux intermédiaires, selon que les Administrations en conviennent. Les paquets doivent porter l'indication « Abonnements-poste ».

2. Sur entente, les journaux peuvent aussi être placés sous bandes ou enveloppes ouvertes qui doivent porter la mention « Abonnements-poste » et être adressés directement aux abonnés par les éditeurs. Dans ce cas, le bureau d'échange du Pays de destination communique les adresses des abonnés au bureau d'échange du Pays d'origine. *Cette communication n'est pas soumise aux taxes mentionnées à l'article 12, § 2, de l'Arrangement.*

3. Les Administrations d'origine peuvent exiger que ces paquets ou envois soient affranchis conformément à l'article 178 du Règlement d'exécution de la Convention.

Article 107

ABONNEMENTS RECUEILLIS DIRECTEMENT PAR LES ÉDITEURS

1. Les journaux dont les éditeurs ont recueilli directement les abonnements, conformément à l'article 5 de l'Arrangement, doivent être placés sous bandes ou enveloppes ouvertes portant la mention imprimée « Abonnement direct » et l'adresse du destinataire.

2. Les Administrations peuvent exiger que ces envois soient affranchis. *Dans ce cas, l'indication « Taxe perçue » (T. P.) ou « Port payé » (P. P.), prévue à l'article 20, § 3, de la Convention, n'est pas obligatoire.*

Chapitre III

CAS SPÉCIAUX

Article 108

CHANGEMENTS D'ADRESSE

1. Lorsque l'abonné, changeant de résidence, désire que son journal soit dirigé sur un nouveau Pays *qui est partie* ou non à l'Arrangement ou sur un autre bureau du Pays de la destination primitive, il doit dans chaque cas adresser sa demande au bureau de la destination primitive qui perçoit de ce chef *la taxe prévue* à l'article 11 de l'Arrangement.

2. Ce bureau en informe directement le bureau du lieu de publication et, à l'intention du bureau de la nouvelle destination, le bureau d'échange intéressé, au moyen des parties A et B d'une formule conforme au modèle AP 9 ci-annexé.

3. Pour l'expédition directe au nouveau bureau *de destination*, les journaux doivent toujours porter l'adresse personnelle du destinataire ainsi que la mention « Abonnements-poste ». Le bureau de la destination primitive réexpédie de la même manière les numéros qui lui parviennent encore après l'expédition de la formule AP 9.

4. A l'expiration du délai de changement d'adresse prévu par l'abonné, le bureau du lieu de publication expédie de nouveau le journal au bureau du lieu de la *destination primitive*.

Article 109

DEMANDE DE COMMUNICATION D'ADRESSES

1. Toute demande de communication d'adresse de la part d'un éditeur est reçue par le bureau d'échange du Pays d'origine de la publication et donne lieu à l'établissement d'une formule conforme au modèle AP 11 ci-annexé.

2. La demande est, en règle générale, adressée d'office par le bureau d'échange du Pays d'origine au bureau d'échange de destination qui établit la liste des abonnés et la transmet au bureau d'échange du Pays d'origine à l'appui de la partie B de la formule AP 11.

Article 110

IRRÉGULARITÉS

1. Les retards, interruptions, fausses directions ou irrégularités quelconques qui se produisent dans le service des abonnements sont signalés immédiatement soit au bureau d'échange ou, s'il y a lieu, au bureau d'origine, soit aux Administrations centrales, lorsque celles-ci l'ont demandé.

2. S'il est constaté à l'arrivée des différences dans le nombre des journaux à livrer, le bureau de destination ou le bureau d'échange notifie ces différences par un avis conforme au modèle AP 3 ci-annexé, en y joignant, autant que possible, la bande utilisée pour la transmission. Lorsqu'un abonné réclame des numéros isolés d'un journal comme ne lui étant pas parvenus, le fait est signalé au moyen d'un avis conforme au modèle AP 4 ci-annexé.

3. Il doit être donné suite sans retard aux réclamations.

Article 111

PUBLICATION INTERROMPUE OU SUPPRIMÉE

Lorsque la publication d'un journal est interrompue ou supprimée, les Administrations prêtent leurs bons offices à l'effet d'obtenir, autant que possible, le remboursement aux abonnés du prix de l'abonnement pour la période pendant laquelle le journal n'a pas été servi. Il en est de même en ce qui concerne les journaux frappés d'interdiction.

Article 112

ABONNEMENTS AUX JOURNAUX NE FIGURANT PAS DANS LA LISTE

Lorsqu'il est demandé un abonnement à un journal ne figurant pas dans la liste, le bureau d'échange en cause s'adresse au bureau d'échange correspondant en vue d'obtenir les renseignements nécessaires.

Chapitre IV

COMPTABILITÉ

Article 113

ATTRIBUTION DES TAXES ET DES DROITS

Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 114, § 5, les taxes et les droits demeurent acquis intégralement à l'Administration qui les a perçus.

Article 114

COMPTES TRIMESTRIELS

1. Les comptes des abonnements sont *établis* trimestriellement.

2. Dès que les commandes trimestrielles peuvent être considérées comme terminées, soit sauf *entente spéciale* au plus tard le 20 du second mois du trimestre, chaque bureau d'échange *établit* pour le bureau étranger correspondant un compte conforme au modèle AP 10 ci-annexé qui est accompagné, si ce bureau le désire, des listes de demandes comme pièces justificatives. Il inscrit sur ce compte dans l'ordre alphabétique et par périodes d'abonnement, en commençant par la durée la moins longue, tous les journaux fournis depuis l'établissement du compte précédent. En cas de besoin, il peut être établi dans le courant du troisième mois du trimestre un compte supplémentaire qui doit toutefois être arrêté au plus tard le 15 du même mois.

3. Les abonnements demandés après l'établissement du compte trimestriel et du compte supplémentaire éventuel sont comptabilisés le trimestre suivant.

4. Les sommes dues pour la fourniture aux abonnés de numéros isolés de journaux sont, *sauf entente spéciale*, comprises pour liquidation dans les comptes trimestriels.

5. *Les sommes dues à l'Administration du Pays de destination, à titre de taxe supplémentaire pour l'établissement des listes d'adresses, sont inscrites dans les comptes trimestriels, à l'appui de la formule AP 11, partie A.*

Article 115

LIQUIDATION. ACOMPTES

1. Sauf *entente spéciale*, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte de la manière indiquée à l'article 29 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

2. Les comptes sont soldés par l'Administration débitrice en monnaie légale du Pays créancier avant l'expiration du troisième mois suivant le trimestre auquel ils se rapportent.

3. Sauf *entente spéciale*, le paiement du solde a lieu par mandat de poste *ou par virement postal*.

4. Si les Administrations ne sont pas d'accord sur le montant de la somme à payer, la liquidation ne peut être différée que pour la partie contestée. L'Administration débitrice est tenue de notifier à l'Administration créancière les raisons de la contestation au plus tard dans le délai prévu au § 2.

5. Au besoin, il peut être demandé des acomptes mensuels. Pour tout découvert supérieur à 30 000 francs par mois, le paiement d'un acompte, calculé de façon que le reliquat ne dépasse pas 30 000 francs, ne peut être refusé.

6. Les soldes réglés tardivement portent intérêt à raison de 5 % par an au profit de l'Administration créancière.

Chapitre V

DISPOSITIONS FINALES

Article 116

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

FAIT à Vienne, le 10 juillet 1964.

SIGNATURES

(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir page 203 du présent volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
AP 1	Liste indiquant les prix et conditions de livraison des journaux.	art.102, § 1
AP 2	Liste des demandes d'abonnement aux journaux	art.105, § 1
AP 3	Avis de différences dans le nombre des journaux.	art.110, § 2
AP 4	Réclamation concernant un journal	art.110, § 2
AP 9	Changement d'adresse d'un journal.	art.108, § 2
AP 10	Compte trimestriel des abonnements aux journaux	art.114, § 2
AP 11	Demande de communication d'adresses	art.109, § 1

ANNEXES:

FORMULES AP 1 à AP 4, AP 9 à AP 11

ADMINISTRATION DES POSTES

AP 1

d

LISTE

Indiquant les prix et conditions de livraison des journaux

Titre du journal 1	Lieu de publication 2	Périodicité 3	Poids moyen 4	Périodes d'abonnement 5	Prix de livraison (*) 6		Observations 7
			grammes	nombre de mois			

(*) En monnaie du Pays qui fournit le journal.

(Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES d Service des postes	AP 3				
AVIS de différences dans le nombre des journaux					
Observations du bureau du lieu de publication: _____ (1) Biffer ce qui ne convient pas. (2) A biffer lors du renvoi. (3) A remplir lors du renvoi.	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 60%; padding: 5px;"> 1^{re} adresse: (à remplir par le bureau qui établit l'avis) { (1) Bureau de poste (2) Bureau d'échange des journaux (3) Administration centrale des postes d </td> <td style="width: 40%; text-align: center; padding: 5px;"> Timbre à date </td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;"> 2^e adresse: (à remplir par le bureau qui répond à l'avis) (1) { Bureau de poste distributeur Bureau d'échange des journaux (2) d </td> <td style="text-align: center; padding: 5px;"> Timbre à date </td> </tr> </table>	1 ^{re} adresse: (à remplir par le bureau qui établit l'avis) { (1) Bureau de poste (2) Bureau d'échange des journaux (3) Administration centrale des postes d	Timbre à date 	2 ^e adresse: (à remplir par le bureau qui répond à l'avis) (1) { Bureau de poste distributeur Bureau d'échange des journaux (2) d	Timbre à date
1 ^{re} adresse: (à remplir par le bureau qui établit l'avis) { (1) Bureau de poste (2) Bureau d'échange des journaux (3) Administration centrale des postes d	Timbre à date 				
2 ^e adresse: (à remplir par le bureau qui répond à l'avis) (1) { Bureau de poste distributeur Bureau d'échange des journaux (2) d	Timbre à date 				

Abonnements, Vienne 1964, art.110, § 2 - Dimensions: 148 x 105 mm

(Verso)

Le bureau d..... aurait dû recevoir
 du n° du journal
 du 19....., publié à
 exemplaire(s).

Il en a reçu (1)
 soit, en (2) $\frac{\text{moins}}{\text{trop}}$, exemplaire(s).

(3) { il vous prie de lui faire parvenir gratuitement, le plus tôt possible, le nombre d'exemplaires manquants, accompagnés du présent avis.
 { il vous renvoie ci-joint le nombre d'exemplaires en trop.

(1) Joindre, autant que possible, la bande employée pour la transmission.
 (2) Biffer ce qui ne convient pas.

(Eventuellement) Nom et adresse de l'abonné: le 19..... L'agent du bureau d'échange ou de distribution:
--	---

(Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES d Service des postes	AP 4 <h3 style="text-align: center;">RÉCLAMATION CONCERNANT UN JOURNAL</h3>						
Observations du bureau du lieu de publication:	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 60%;"> 1^{re} adresse: (à remplir par le bureau qui établit l'avis) </td> <td style="width: 40%; text-align: center;"> Timbre à date </td> </tr> <tr> <td> (1) Bureau de poste (1) Bureau d'échange des journaux (1) Administration centrale des postes </td> <td></td> </tr> <tr> <td>(2) d</td> <td></td> </tr> </table>	1 ^{re} adresse: (à remplir par le bureau qui établit l'avis)	Timbre à date 	(1) Bureau de poste (1) Bureau d'échange des journaux (1) Administration centrale des postes		(2) d	
1 ^{re} adresse: (à remplir par le bureau qui établit l'avis)	Timbre à date 						
(1) Bureau de poste (1) Bureau d'échange des journaux (1) Administration centrale des postes							
(2) d							
(1) Biffer ce qui ne convient pas. (2) A biffer lors du renvoi. (3) A remplir lors du renvoi.	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 60%;"> 2^e adresse: (à remplir par le bureau qui répond à l'avis) </td> <td style="width: 40%; text-align: center;"> Timbre à date </td> </tr> <tr> <td> (1) Bureau de poste distributeur (1) Bureau d'échange des journaux </td> <td></td> </tr> <tr> <td>(2) d</td> <td></td> </tr> </table>	2 ^e adresse: (à remplir par le bureau qui répond à l'avis)	Timbre à date 	(1) Bureau de poste distributeur (1) Bureau d'échange des journaux		(2) d	
2 ^e adresse: (à remplir par le bureau qui répond à l'avis)	Timbre à date 						
(1) Bureau de poste distributeur (1) Bureau d'échange des journaux							
(2) d							

Abonnements, Vienne 1964, art.110, § 2 - Dimensions: 148 x 105 mm

(Verso)

Un abonné du bureau d au journal
 paraissant à
 déclare n'avoir pas reçu le n°, daté du 19.....

Veuillez s.v.p. faire parvenir ce numéro, gratuitement, accompagné de la présente carte et le plus tôt possible (1) au bureau précité
 à l'abonné (2)

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(2) (Eventuellement) Nom et adresse de l'abonné: le 19..... L'agent du bureau d'échange ou de distribution:
--	--

(Recto)

Partie B

Nous informons ce jour le bureau du lieu de publication

qu'à partir du 19..... et jusqu'au 19.....
 exemplaire... du journal
 publié à (abonnement... expirant le 19.....),
 pour
 (Nom de l'abonné)

Adresse actuelle {
 (Rue et numéro)

 (Lieu et Pays de destination)

(¹) devra porter l'adresse suivante:
devront

Nouvelle adresse {
 (Rue et numéro)

 (Lieu et Pays de la nouvelle destination)

Désignation exacte du bureau de destination
 primitif:
 le 19.....

(¹) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES AP 9
 d **Partie A**

CHANGEMENT D'ADRESSE D'UN JOURNAL

<p>Service des postes</p> <p>Observations du bureau du lieu de publication:</p>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau de destination primitif</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">Bureau de poste</p> <p>d (Bureau du lieu de publication)</p>
--	--

AP 9 (Verso)

Partie A

Nous vous informons, pour la suite utile,

qu'à partir du 19..... et jusqu'au 19.....,

..... exemplaire... du journal.....

publié à (abonnement... expirant le 19.....),

pour

(Nom de l'abonné)

Adresse actuelle {
.....

(Rue et numéro)

.....
(Lieu et Pays de destination)(*) devra
devront porter l'adresse suivante:Nouvelle adresse {
.....

(Rue et numéro)

.....
(Lieu et Pays de la nouvelle destination)Désignation exacte du bureau de destination
primitif:

....., le 19.....

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES

d

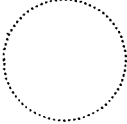
Partie B**CHANGEMENT D'ADRESSE D'UN JOURNAL**

Service des postes

Timbre du bureau
de destination primitif**Bureau d'échange des journaux**

d.....

(Recto)

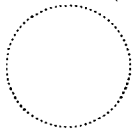
ADMINISTRATION DES POSTES	Partie A	AP 11
d		
DEMANDE DE COMMUNICATION D'ADRESSES		
Service des postes		Timbre du bureau d'origine
		
		Bureau d'échange des journaux
		d

Abonnements, Vienne 1964, art. 109, § 1 – Dimensions: 148 x 105 mm

(Verso)

Partie A	
Nous vous prions de bien vouloir nous communiquer à l'intention de l'éditeur de la publication	
.....	
les noms et adresses des abonnés	
a) d	(1)
	(Pays de destination)
b) des localités d	(1)
.....	
Les taxes supplémentaires se montant à seront décomptées dans le prochain compte trimestriel (2)	
....., le 19.....	
.....	
<p>(1) Biffer ce qui ne convient pas. (2) A remplir par le bureau d'échange de destination.</p>	

(Recto)

ADMINISTRATION DES POSTES d <div style="text-align: center;">DEMANDE DE COMMUNICATION D'ADRESSES</div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p style="text-align: center;">Service des postes</p> </div> <div style="width: 45%; text-align: right;"> <p>Timbre du bureau de destination</p>  </div> </div> <div style="text-align: right; margin-right: 20px;"> <p>Bureau d'échange des journaux</p> <p>d</p> </div>	AP 11 Partie B
---	------------------------------

(Verso)

Partie B
<p>Nous vous communiquons dans les annexes à l'intention de l'éditeur de la publication</p> <p>.....</p> <p>les noms et adresses des abonnés</p> <p>a) d (1)</p> <p style="text-align: center;">(Pays de destination)</p> <p>b) des localités d (1)</p> <p>.....</p> <p>Les taxes supplémentaires se montant à seront décomptées dans le prochain compte trimestriel (2).</p> <p style="text-align: right;">....., le 19.....</p> <p style="text-align: right;">.....</p>
<p>(1) Biffer ce qui ne convient pas.</p> <p>(2) A remplir par le bureau d'échange de destination.</p>

LISTE DES ÉTATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT, OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE, OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION FAITE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5 DE LA CONSTITUTION

ARGENTINE	23 juin	1967
AUTRICHE	23 décembre	1965
BELGIQUE	4 novembre	1965 A
CHINE	6 septembre	1966
DAHOMÉY	13 janvier	1967 A
DANEMARK	23 décembre	1965
ESPAGNE	9 novembre	1966
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)		
FINLANDE	17 décembre	1965
FRANCE	22 janvier	1966 A
(Y compris l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer.)		
HAUTE-VOLTA	4 février	1967 A
HONGRIE ¹	2 mai	1967 A
LAOS	25 septembre	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 octobre	1967
LUXEMBOURG	29 décembre	1965
MALI	18 décembre	1965
MAROC	7 avril	1967 A
MAURITANIE	22 mars	1967 a*
NIGER	8 février	1966 A
NORVÈGE	1 décembre	1965 A
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE	30 juin	1967
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	27 juin	1966
(Avec une déclaration suivant laquelle l'Arrangement est également applicable au <i>Land</i> de Berlin.)		
SUÈDE	13 décembre	1966
SUISSE	4 février	1966
THAÏLANDE	10 mai	1966 A
TOGO	28 août	1967 A
TUNISIE	13 septembre	1966

¹ Avec déclaration, dont le texte a été publié à la suite de la liste des États ayant ratifié la Constitution ou y ayant adhéré ; voir vol. 611, p. 58.

XI

**AGREEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWS-
PAPERS AND PERIODICALS. SIGNED AT VIENNA, ON
10 JULY 1964**

AGREEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO
NEWSPAPERS AND PERIODICALS

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

1. Subject of the Agreement.

Chapter II

SUBSCRIPTION

2. Subscriptions.
3. Periods of subscription. Subscriptions taken out after the fixed date.
4. Continuation of subscriptions in the event of cessation of service.
5. Subscriptions obtained direct by publishers.

Chapter III

RATES AND CHARGES

6. Newspaper charges.
7. Delivery charges.
8. Subscription charge.
9. Changes in rates.
10. Printed matter enclosed in newspapers.

Chapter IV

MISCELLANEOUS PROVISIONS

11. Changes of address.
12. Requests to be informed of addresses.
13. Complaints.
14. Responsibility.

Chapter V

FINAL PROVISIONS

15. Application of the Convention.
16. Exception to the application of the Constitution.
17. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations.
18. Entry into force and duration of the Agreement.

AGREEMENT¹ CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS

Having regard to article 22, para. 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the Member Countries of the Union, have, by common consent and subject to the provisions of article 25, para. 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

Chapter I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 1

SUBJECT OF THE AGREEMENT

1. The service of subscriptions to newspapers through the post between those of the contracting Countries which agree to establish this service is governed by the terms of the present Agreement.
2. Periodicals are assimilated to newspapers.

Chapter II

SUBSCRIPTION

Article 2

SUBSCRIPTIONS

1. The post offices of each Country accept from the public subscriptions to newspapers published in the various contracting Countries if the publishers have agreed to accept the intervention of the post office in the international subscription service.
2. They may also accept subscriptions to newspapers of all other Countries in the event that the Postal Administrations are in a position to supply them.
3. By virtue of article 28 of the Convention, each Country has the right to refuse to accept subscriptions to newspapers the transport or distribution of which is prohibited in its territory.

Article 3

PERIODS OF SUBSCRIPTION. SUBSCRIPTIONS TAKEN OUT AFTER THE FIXED DATE

1. Subscriptions may be taken out only for periods of one year, six months or three months. They begin to run:

¹ Put into effect on 1 January 1966, in accordance with article 18. See p. 253 of this volume for the list of States which have ratified or approved, or acceded to, the Agreement.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611, p. 68.

- for one year, on 1 January;
- for six months, on 1 January and 1 July;
- for three months, on 1 January, 1 April, 1 July and 1 October.

2. Exceptions to this rule are allowed in respect of intermittent or temporary publications.

3. The Administrations may also agree to accept subscriptions for one or two months of a given quarter, and subscriptions covering the period still to run until renewal of three-monthly, six-monthly or annual subscriptions.

4. Subscribers who do not send in their applications at the right time are not entitled to the numbers which have appeared since the beginning of the subscription period. Nevertheless, the Administrations may assist subscribers in obtaining those numbers if possible.

Article 4

CONTINUATION OF SUBSCRIPTIONS IN THE EVENT OF CESSATION OF SERVICE

If a Country ceases to adhere to the Agreement, current subscriptions must be continued under the conditions laid down until the expiry of the period for which they were taken out.

Article 5

SUBSCRIPTIONS OBTAINED DIRECT BY PUBLISHERS

The Administrations may impose newspaper charges in accordance with article 6 on publications which the publishers have undertaken to supply, not on the basis of postal subscriptions, but under delivery contracts and direct subscriptions.

Chapter III

RATES AND CHARGES

Article 6

NEWSPAPER CHARGES

1. For newspapers consigned abroad, the Administrations fix a special charge amounting to between 40 and 100 per cent of the ordinary printed-matter rate.

2. Each Administration has the option of fixing, within the fifty-gramme weight steps prescribed for printed papers, such intermediate weight steps as it may need to adapt the international rate to the method of calculating newspaper rates applied in its internal service.

Article 7

DELIVERY CHARGES

1. Each Administration publishes the rates at which it supplies newspapers to other Administrations, based on the delivery charge set by the publishers and including transportation charges.

2. The delivery charges for air-mail subscriptions may be published in a like manner.

Article 8

SUBSCRIPTION CHARGE

1. The Administration of destination converts the delivery charge into the currency of its own Country, at an agreed average rate or at the rate applicable to postal money orders.

2. The Administration of destination fixes the charge to be paid by the subscriber by adding to the delivery charge such commission as it thinks fit, provided however that such commission may not exceed that charged on subscriptions in its internal service. Any stamp duty payable under the internal legislation of the Country is also added.

3. The subscription charge is payable at the time of subscription in respect of the whole subscription period.

Article 9

CHANGES IN RATES

In order to be taken into account, changes in rates must be notified to the central Administration of the Country of destination or to an office specially appointed for the purpose one month, at the latest, before the beginning of the period to which they apply. They do not affect current subscriptions.

Article 10

PRINTED MATTER ENCLOSED IN NEWSPAPERS

Current price lists, prospectuses, advertisements, etc., enclosed in a newspaper, but not forming an integral part thereof, are charged at the printed-matter rate; this charge may, at the discretion of the Administration of origin, be debited to an account, or prepaid, either on the wrapper or envelope or on the printed matter itself, by means of one of the franking methods laid down in the Convention.

Chapter IV

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 11

CHANGES OF ADDRESS

1. Subscribers who remove to another place of residence may, for a period not exceeding the period of subscription, have a newspaper sent direct to their new address, either in the Country of original destination or in another contracting Country, including that of publication, or in a non-contracting Country.

2. The Administration of original destination collects from the subscriber on this account a single charge of not more than 70 centimes.

3. The above provisions also apply to newspapers the subscription to which, having been taken out for the Country of publication itself, is transferred to another Country. In such cases, however, the Administration of the Country of publication is entitled to fix the charges payable in respect of such transfers at its own discretion.

Article 12

REQUESTS TO BE INFORMED OF ADDRESSES

1. Every publisher is entitled to be informed of the names and addresses of subscribers to his publications. A request for such information may be limited to subscribers in a given Country and/or locality.

2. Any request to be informed of addresses is subject to a fixed charge of not more than 50 centimes and an additional charge of not more than 5 centimes for each address concerning which information is supplied.

3. The fixed charge accrues to the Administration of the Country of origin, and the additional charge to the Administration of the Country of destination.

Article 13

COMPLAINTS

The Administrations are required to follow up without charge to the subscribers any well-founded complaint of delay or irregularity of any sort in the subscription service.

Article 14

RESPONSIBILITY

Postal Administrations do not accept any responsibility in respect of liabilities or obligations proper to the publishers. They are not obliged to make any repayment where a newspaper ceases to appear or is suspended during the period of subscription.

Chapter V

FINAL PROVISIONS

Article 15

APPLICATION OF THE CONVENTION

The Convention is applicable, where appropriate, by analogy, whenever the present Agreement does not specifically apply.

Article 16

EXCEPTION TO THE APPLICATION OF THE CONSTITUTION

Article 4 of the Constitution does not apply to the present Agreement.

Article 17

CONDITIONS FOR APPROVAL OF PROPOSALS CONCERNING
THE PRESENT AGREEMENT AND ITS DETAILED REGULATIONS

1. To become effective, proposals submitted to Congress and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of Member Countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these Member Countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses and relating to the present Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

- (a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments of substance to the provisions of articles 1 to 4, 6 to 10, 12, 13 to 18 of the present Agreement, and 101 to 105 and 116 of its Detailed Regulations;
- (b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments of substance to articles 106, 110, 111, 114, and 115 of the Detailed Regulations;
- (c) A majority of the votes, if they involve:
 1. Amendments of substance to the other articles of the present Agreement and its Detailed Regulations, or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in article 32 of the Constitution;
 2. Drafting changes to be made in any of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations.

Article 18

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 January 1966 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

IN WITNESS WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the contracting Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of the Country of the seat of the Union. One copy shall be sent to each Party by the Government of the host Country of Congress.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by the same plenipotentiaries who signed the Constitution of the Universal Postal Union :

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Constitution, see United Nations Treaty Series, Vol. 611, pages 20 to 35.]

People's Republic of Albania
Democratic and Popular Republic of Algeria
Germany
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
Bolivia
People's Republic of Bulgaria
Kingdom of Cambodia
Federal Republic of Cameroon
Chile
China ✓
Republic of Colombia
Republic of Cuba
Republic of Dahomey
Kingdom of Denmark
Dominican Republic
Republic of Ecuador
Spain
Spanish Territories in Africa
Republic of Finland
French Republic
Greece
Republic of the Upper Volta
People's Republic of Hungary
Italy
Kingdom of Laos
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Republic of Mali
Kingdom of Morocco
Principality of Monaco
Nicaragua
Republic of Niger
Norway
Paraguay
Netherlands
People's Republic of Poland
Portugal
United Arab Republic
People's Republic of Romania
Somalia

Sweden
Swiss Confederation
Thailand
Togolese Republic
Tunisia
Turkey
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Republic of Venezuela
Viet-Nam
Yemen Arab Republic
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING
THE AGREEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS
TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

GENERAL PROVISIONS

Art.

- 101. Offices of exchange.
- 102. List of newspapers. Prohibited newspapers.
- 103. General newspaper tariff.
- 104. Communications to be addressed to the International Bureau.

Chapter II

ARRANGEMENTS FOR DEALING WITH APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS

- 105. List of applications for subscriptions.
- 106. Dispatch of newspapers.
- 107. Subscriptions obtained direct by publishers.

Chapter III

SPECIAL CASES

- 108. Change of address.
- 109. Requests to be informed of addresses.
- 110. Irregularities.
- 111. Interruption or cessation of publication.
- 112. Subscriptions to newspapers not appearing on the list.

Chapter IV

ACCOUNTING

- 113. Allocation of fees and charges.
- 114. Quarterly accounts.
- 115. Settlement. Payments on account.

Chapter V

FINAL PROVISIONS

- 116. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

ANNEXES

Forms : see "List of forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING
THE AGREEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS
TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS

Having regard to article 22, para. 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,¹ the undersigned, on behalf of their respective Postal Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals is implemented:

Chapter I

GENERAL PROVISIONS

Article 101

OFFICES OF EXCHANGE

1. The subscription service is carried out through offices of exchange appointed by each Administration and notified by it to the other Administrations.
2. These offices correspond directly with each other in all matters relating to the subscription service.

Article 102

LIST OF NEWSPAPERS. PROHIBITED NEWSPAPERS

1. Administrations communicate to each other a list of newspapers for which subscriptions may be received through them. This list must be made out on a form in conformity with model AP 1 annexed hereto to be communicated to the Administrations concerned not later than one month before the beginning of the period to which it applies.
2. Any corrections which have subsequently to be made in the list concerning conditions of subscription are not valid if they are not communicated within the time-limit prescribed in para. 1. Otherwise they become effective as from the beginning of the following quarter.
3. Administrations also communicate to each other a list of prohibited newspapers.

Article 103

GENERAL NEWSPAPER TARIFF

Each Administration prepares, on the basis of the lists provided in accordance with article 102, a general tariff showing for each Country the newspapers, the conditions of subscription and the rate to be paid by the subscriber. These charges,

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 611, p. 68.

which are calculated in accordance with article 8 of the Agreement, are given in the legal currency of the Country which publishes the tariff.

Article 104

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU

1. At least three months before putting the Agreement into force, Administrations shall communicate to the other Administrations through the International Bureau:

- (a) A list of Countries with which they maintain a newspaper subscription service on the basis of the Agreement;
- (b) The newspaper rates applicable in the international service;
- (c) The commission which is added to the delivery charge, the charge for change of address, and the fixed charge and additional charge for supplying information concerning addresses;
- (d) A statement concerning acceptance of subscriptions obtained direct by the publishers;
- (e) Their offices of exchange and the Countries for which they act;
- (f) An extract from the provisions of their laws or regulations which apply to the subscription service.

2. Any subsequent modification must be notified without delay.

Chapter II

ARRANGEMENTS FOR DEALING
WITH APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS

Article 105

LIST OF APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS

1. Towards the end of each quarter, the offices of exchange summarize, on a list in conformity with model AP 2 annexed hereto, the applications for subscriptions which they have received from subscribers in their respective Countries. This list must reach the corresponding office of exchange sufficiently early for that office to be able to arrange for the subscriptions to begin on the date from which they run. The Administrations notify each other of the date by which applications for subscriptions must reach their offices of exchange.

2. Applications received late or made outside the ordinary times for renewal are dealt with in the same way by means of a list AP 2.

3. These lists are given serial numbers, the series of which is renewed each quarter. Previous still valid applications are listed after the new applications, so as to show, for each newspaper and destination, the total number of subscriptions to be supplied.

Article 106

DISPATCH OF NEWSPAPERS

1. Newspapers are dispatched in packets addressed either directly to the office of destination or *en bloc* to intermediate offices as may be agreed between the Administrations concerned. The packets must bear the words "*Abonnements-poste*".

2. Upon agreement, newspapers may also be enclosed in wrappers or open envelopes, which must bear the words "*Abonnements-poste*", and addressed by the publishers direct to the subscribers. In such cases, the exchange office of the Country of destination supplies the addresses of the subscribers to the office of exchange in the Country of origin. The supplying of this information is not subject to the charges referred to in article 12, para. 2, of the Agreement.

3. The Administrations of origin may require these packets or items to be prepaid in accordance with article 178 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

Article 107

SUBSCRIPTIONS OBTAINED DIRECT BY PUBLISHERS

1. Newspapers the publishers of which have obtained subscriptions direct in accordance with article 5 of the Agreement, shall be enclosed in wrappers or open envelopes bearing the printed words "*Abonnement direct*" and the receiver's address.

2. The Administrations may require such items to be prepaid. In such cases, the indication "*Taxe perçue*" (T.P.) or "*Port payé*" (P.P.), provided for in article 20, para. 3, of the Convention, is not obligatory.

Chapter III

SPECIAL CASES

Article 108

CHANGE OF ADDRESS

1. If a subscriber on changing his residence desires his newspaper to be re-directed to another country, whether a party to the Agreement or not, or to another office in the original Country of destination, he must in all cases apply to the original office of destination, which then levies the charge provided for in article 11 of the Agreement.

2. The last-named office informs the office at the place of publication and, through the exchange office concerned, the office at the new place of destination, by means of parts A and B of a form in conformity with model AP 9 annexed hereto.

3. For dispatch direct to the office at the new place of destination, newspapers must in all cases bear the personal address of the receiver and the words "*Abonnements-poste*". The office at the original place of destination must similarly redirect numbers which reach it after the form AP 9 has been sent.

4. On the expiry of the period of change of address notified by the subscriber, the office at the place of publication resumes the dispatch of the newspaper to the office at the original place of destination.

Article 109

REQUESTS TO BE INFORMED OF ADDRESSES

1. Any request from a publisher for information concerning addresses is received by the office of exchange of the Country of origin of the publication and is dealt with through the preparation of a form in conformity with model AP 11 annexed hereto.

2. The request is normally directed as a matter of course by the office of exchange of the Country of origin to the office of exchange of destination, which prepares a list of the subscribers and forwards it to the office of exchange of the Country of origin, attached to part B of the form AP 11.

Article 110

IRREGULARITIES

1. Delays, suspensions, misdirections or irregularities of any kind occurring in the subscription service are reported immediately either to the office of exchange—or, if necessary, the office of origin—or to the central Administrations, when the latter have so requested.

2. Should any differences in the number of newspapers to be delivered be noted on arrival, the office of destination or the office of exchange notifies these differences by a notice in conformity with model AP 3 annexed hereto and, whenever possible, attaches the wrapper used for transmission. When a subscriber claims single numbers of a newspaper which have not reached him, the case is reported by means of a notice in conformity with model AP 4, annexed hereto.

3. Complaints must be inquired into without delay.

Article 111

INTERRUPTION OR CESSATION OF PUBLICATION

Where publication of a newspaper is suspended or discontinued, the Administrations concerned do their best to obtain, as far as possible, repayment to subscribers of the cost of the subscription for the period for which the newspaper was not supplied. The same applies to prohibited newspapers.

Article 112

SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS NOT APPEARING ON THE LIST

If an application is received to subscribe to a newspaper which does not appear on the list, the office of exchange concerned shall refer it to the corresponding office of exchange in order to obtain the necessary particulars.

Chapter IV
ACCOUNTING

Article 113
ALLOCATION OF FEES AND CHARGES

Subject to the provisions of article 114, para. 5, each Administration retains the whole of the fees and charges it has levied.

Article 114
QUARTERLY ACCOUNTS

1. Accounts in respect of subscriptions are prepared quarterly.
2. As soon as applications for quarterly subscriptions can be considered closed, or, in the absence of any special agreement, at the latest on the twentieth day of the second month of the quarter, each office of exchange prepares for the corresponding office abroad an account in conformity with model AP 10 annexed hereto, accompanied, if the latter office so desires, by lists of applications to serve as vouchers. It enters on this account in alphabetical order and according to the subscription period, beginning with the shortest period, all the newspapers supplied since the preparation of the last account. If necessary, a supplementary account may be prepared during the third month of the quarter, but in any case not later than the fifteenth day of the month.
3. Applications to become a subscriber made after the preparation of the quarterly account or of the supplementary account, if any, are debited to the account for the following quarter.
4. In the absence of any special agreement, any payments due for the supply to subscribers of single copies of newspapers are included for accounting purposes in the quarterly account.
5. Any payments due to the Administration of the Country of destination in respect of the additional charge for the preparation of lists of addresses are entered on the quarterly accounts, and the form AP 11, part A, is attached thereto.

Article 115
SETTLEMENT. PAYMENTS ON ACCOUNT

1. In the absence of any special agreement, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the Country having the larger credit in the manner indicated in article 29 of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.
2. The accounts are liquidated by the debtor Administration in the legal currency of the creditor Country before the end of the third month following the quarter to which they relate.

3. In the absence of any special agreement, payment of the balance is effected by money order or postal cheque.

4. If the Administrations cannot agree on the sum to be paid, settlement may be deferred in respect of the contested part only. The debtor Administration is bound to notify the creditor Administration, at the latest within the period stated in paragraph 2, of the reasons for the contestation.

5. If necessary, monthly payments on account may be required. Where more than 30,000 francs are owed in any month, payment on account of a sum which will leave a balance not exceeding 30,000 francs may not be refused.

6. Interest at the rate of 5 per cent per annum is payable to the creditor Administration in respect of balances not cleared within the prescribed time-limits.

Chapter V

FINAL PROVISIONS

Article 116

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Parties concerned.

DONE at Vienna, the 10th day of July 1964.

SIGNATURES

(The same as for the Agreement ; see p. 233 of this volume.)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
AP 1	List with particulars as to cost and conditions of delivery of newspapers . .	art.102, § 1
AP 2	List of applications for subscriptions to newspapers	art.105, § 1
AP 3	Notice of differences in the number of newspapers	art.110, § 2
AP 4	Complaint concerning a newspaper	art.110, § 2
AP 9	Change of address for a newspaper	art.108, § 2
AP 10	Quarterly account of subscriptions to newspapers	art.114, § 2
AP 11	Request for information concerning addresses	art.109, § 1

ANNEXES:

FORMS AP 1 to AP 4, AP 9 to AP 11

POSTAL ADMINISTRATION

AP 1

of

LIST

with particulars as to cost and conditions of delivery of newspapers

Title of newspaper 1	Place of publication 2	How often appearing 3	Average weight (in grammes) 4	Period of subscription (number of months) 5	Delivery charge (*) 6		Remarks 7

(*) In the currency of the Country which supplies the newspapers.

(Subscriptions, Vienna 1964, art. 102, § 1 — Size: 210 × 297 mm)

(Front)

POSTAL ADMINISTRATION of Postal Service	AP 3						
NOTICE of differences in the number of newspapers							
Remarks of the office at the place of publication:	<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 60%;"> 1st address: (to be filled in by the office preparing the notice) </td> <td style="width: 40%; text-align: right;"> Date stamp </td> </tr> <tr> <td> (1) { Post office Office of exchange for newspapers Central Postal Administration (2) { </td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="2"> of </td> </tr> </table>	1st address: (to be filled in by the office preparing the notice)	Date stamp 	(1) { Post office Office of exchange for newspapers Central Postal Administration (2) {		of	
1st address: (to be filled in by the office preparing the notice)	Date stamp 						
(1) { Post office Office of exchange for newspapers Central Postal Administration (2) {							
of							
 (1) Strike out whichever does not apply. (2) To be struck out when the notice is being returned. (3) To be filled in when the notice is being returned.	<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 60%;"> 2nd address: (to be filled in by the office replying to the notice) </td> <td style="width: 40%; text-align: right;"> Date stamp </td> </tr> <tr> <td> (1) { Post office of distribution Office of exchange for newspapers (2) { </td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="2"> (3) of </td> </tr> </table>	2nd address: (to be filled in by the office replying to the notice)	Date stamp 	(1) { Post office of distribution Office of exchange for newspapers (2) {		(3) of	
2nd address: (to be filled in by the office replying to the notice)	Date stamp 						
(1) { Post office of distribution Office of exchange for newspapers (2) {							
(3) of							

(Subscriptions, Vienna 1964, art. 110, § 2 —Size: 148×105 mm)

AP 3 (Back)

The office of should have received
 of No. of the newspaper.....
 of 19..... published at.....
 copies.

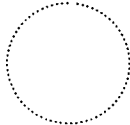
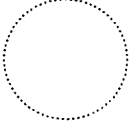
It actually received (1)
 i.e. (2) copy(ies) $\frac{\text{less}}{\text{more}}$

(3) { Kindly send the number of missing copies to it free of charge as soon as possible, together with this notice.
 { The number of copies in excess are returned to you herewith.

(1) Whenever possible, attach the wrapper used for transmission.
 (2) Strike out whichever does not apply.

(If necessary) Subscriber's name and address: 19..... Official of the office of exchange or of distribution:
---	---

(Front)

POSTAL ADMINISTRATION of..... Postal Service	COMPLAINT CONCERNING A NEWSPAPER	AP 4
Remarks of the office at the place of publication:	1st address (to be filled in by the office preparing the notice)	Date stamp 
	(1) { Post office Office of exchange for newspapers Central Postal Administration of	
	2nd address: (to be filled in by the office replying to the notice)	Date stamp 
	(1) { Post office of distribution Office of exchange for newspapers (2) of	
<small>(1) Strike out whichever does not apply. (2) To be struck out when the notice is being returned. (3) To be filled in when the notice is being returned.</small>		

(Subscriptions, Vienna 1964, art. 110, § 2 —Size: 148 x 105 mm)

AP 4 (Back)

A subscriber of the office of to the newspaper
 published at

states that he has not received No. of 19.....

Kindly send this number, free of charge, as soon as possible, together with this card, to the above-mentioned office (1)
 subscriber (2)

(1) Strike out whichever does not apply.

(3) (If necessary) Subscriber's name and address: 19..... Official of the office of exchange or of distribution:
---	---

AP 9 (Front)

Part B

We hereby inform the office at the place of publication

that as from 19..... and until 19.....

..... copy(ies) of the newspaper

published at (subscription(s) terminating on 19.....),

for
(Name of the subscriber)

Present address {
(Street and number)
.....
(Place and Country of destination)

should be addressed as follows:

New address {
(Street and number)
.....
(New place and Country of destination)

Exact name of the original office
of destination:

..... 19.....

POSTAL ADMINISTRATION

of

Part A

AP 9

CHANGE OF ADDRESS FOR A NEWSPAPER

Postal Service

Remarks of the office at the place
of publication:

Stamp of the original
office of destination



Post office

of
(Office at the place of publication)

AP 9 (Back)

Part A

We hereby inform you, for appropriate action,

that as from..... 19..... and until 19.....,

..... copy(ies) of the newspaper.....

published at (subscription(s) terminating on 19.....),

for.....

(Name of the subscriber)

Present address

{ (Street and number)
..... (Place and Country of destination)

should be dispatched to the following address:

New address

{ (Street and number)
..... (New place and Country of destination)

Exact name of the original office of destination:

..... 19.....

POSTAL ADMINISTRATION

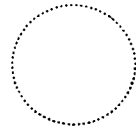
of

Part B

CHANGE OF ADDRESS FOR A NEWSPAPER

Postal Service

Stamp of the original office of destination



Office of exchange for newspapers

of.....

(Front)

AP 11

POSTAL ADMINISTRATION Part A

of

REQUEST FOR INFORMATION CONCERNING ADDRESSES

<p>Postal Service</p>	<p style="text-align: right;">Stamp of the office of destination</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">Office of exchange for newspapers</p> <p>of</p>
-----------------------	--

(Subscriptions, Vienna 1964, art. 109, § 1 — Size 148×105 mm)

(Back)

Part A

Kindly advise us for the information of the publisher of the publication

.....

of the names and addresses of subscribers

(a) in (Country of destination) (¹)

(b) in the localities of (¹)

.....

The additional charges amounting to will be deducted from the next quarterly account (²)

..... 19.....

.....

(¹) Strike out whichever does not apply.
 (²) To be filled in by the office of exchange of destination.

(Front)

POSTAL ADMINISTRATION Part B AP 11

of

REQUEST FOR INFORMATION CONCERNING ADDRESSES

<p>Postal Service</p>	<p style="text-align: right;">Stamp of the office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">Office of exchange for newspapers</p> <p>of</p>
-----------------------	---

(Back)

Part B

Please find enclosed for the information of the publisher of the publication

.....

the names and addresses of subscribers

(a) in (Country of destination) (1)

(b) in the localities of (1)

.....

The additional charges amounting to..... will be deducted from the next quarterly account (2)

..... 19.....

.....

(1) Strike out whichever does not apply.
 (2) To be filled in by the office of exchange of destination.

LIST OF STATES WHICH HAVE RATIFIED, APPROVED (A), OR ACCEDED (a) TO, THE AGREEMENT, INDICATING THE DATE OF DEPOSIT OF THE INSTRUMENT WITH THE GOVERNMENT OF SWITZERLAND OR, DENOTED BY AN ASTERISK, THE DATE OF NOTIFICATION OF ACCESSION ISSUED BY THE LATTER GOVERNMENT UNDER ARTICLE 11 (5) OF THE CONSTITUTION

ARGENTINA	23 June	1967
AUSTRIA	23 December	1965
BELGIUM	4 November	1965 A
CHINA	6 September	1966
DAHOMEY	13 January	1967 A
DENMARK	23 December	1965
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY	27 June	1966
(With a declaration that the Agreement shall apply to <i>Land</i> Berlin.)		
FINLAND	17 December	1965
FRANCE	22 January	1966 A
(Including the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications.)		
HUNGARY ¹	2 May	1967 A
LAOS	25 September	1967 A
LIECHTENSTEIN	5 October	1967
LUXEMBOURG	29 December	1965
MALI	18 December	1965
MAURITANIA	22 March	1967 a*
MOROCCO	7 April	1967 A
NIGER	8 February	1966 A
NORWAY	1 December	1965 A
SPAIN	9 November	1966
(Including the Spanish Territories of Africa.)		
SWEDEN	13 December	1966
SWITZERLAND	4 February	1966
THAILAND	10 May	1966 A
TOGO	28 August	1967 A
TUNISIA	13 September	1966
UNITED ARAB REPUBLIC	30 June	1967
UPPER VOLTA	4 February	1967 A

¹ With declaration, the text of which has been reproduced following the list of States which have ratified, or acceded to, the Constitution; see Vol. 611, p. 102.